ANALES HISTÓRICOS

DE LA REVOLUCION

DE LA AMÉRICA LATINA,

ACOMPAÑADOS

DE LOS DOCUMENTOS EN SU APOYO.

DESDE EL AÑO 1808
HASTA EL RECONOCIMIENTO DE LA INDEPENDENCIA DE ESE EXTENSO CONTINENTE.

POR

CÁRLOS CALVO,

MIEMBRO CORRESPONSAL DEL INSTITUTO HISTÓRICO,
MIEMBRO DE LA SOCIEDAD DE GEOGRAFÍA DE FRANCIA,
DE LA SOCIEDAD DE ECONOMISTAS DE PARIS,
Y DEL INSTITUTO HISTÓRICO Y GEOGRÁFICO DEL RIO DE LA PLATA.



TOMO TERCERO.

PARIS,
EN LAS LIBRERÍAS
DE A. DURAND, Rue des Grès, 7. | DE GARNIER HERMANOS, Rue des Saints-Pères, 6. | DE HACHETTE Y Cia, Boulevard St-Germain, 77.

ESPAÑA,
EN LA LIBRERÍA DE BAILLY-BAILLIÈRE,
Madrid, plaza del Príncipe Don Alfonso, 8.

1864.

Esta obra sirve de *segundo periodo* á la *Coleccion histórica de los Tratados de la América latina* del mismo autor.



BIBLIOGRAPHIE [1].



Dans son récent ouvrage sur le *droit maritime international*, M. Cauchy résume ainsi les relations de la vieille Europe avec le Nouveau Monde : « Le XV^e^ siècle, dit-il, avait découvert l'Amérique ; le XVI^e^ et le XVII^e^ l'avaient conquise et colonisée, mais pour la tenir en servage ; le XVIII^e^ a commencé à l'ouvrir, par quelque port, au libre commerce ; le XIX^e^ a complété l'œuvre de l'affranchissement (2). » Il manque à ce tableau rapide un détail caractéristique. Le XIX^e^ siècle n'aura pas vu seulement l'épanouissement des colonies américaines en jeunes et multiples républiques dont plusieurs, résolûment engagées dans la voie du progrès, se sont constituées sur des bases qui semblent leur promettre des destins prospères. L'essor de l'émigration européenne vers les contrées du nouveau continent est encore un trait non moins frappant de notre époque. En trente-sept années, le royaume uni de la Grande-Bretagne a donné à l'émigration

(1) Extrait du *Moniteur universel*, journal officiel de l'empire français, nos 351 et 354.

(2) Tome II, page 396.

2,343,445 émigrants; l'Allemagne a contribué pour 1,242,082 de ses enfants; la France pour 188,725; la Hollande, la Belgique et la Suisse, pour 55,645; le Danemarck, la Suède et la Norwége, pour 32,500, etc., etc. (1).

Sur quel point du globe se précipitent ces masses compactes que chasse le malaise et que l'espérance conduit? Il ne faut le demander ni aux philanthropes ni aux historiens. L'opinion n'est généralement pas favorable à l'émigration au delà des mers, et le bâtiment de commerce qui, sortant du port de Cherbourg ou du Havre, le pont couvert de familles émigrantes, fait voile vers les *Indes occidentales* — comme on disait il y a quelques centaines d'années — n'est pas l'objet de moins sinistres pensées, de la part des sages de nos jours, que ne l'était, aux temps héroïques, le vaisseau funeste qui portait au Minotaure son tribut humain. Quant à l'histoire, toute préoccupée qu'elle est par les complications politiques de l'Europe, elle professe d'étranges dédains pour ces républiques naissantes, écloses d'hier, mais avides déjà de civilisation, profondément travaillées par la gestation de leurs destinées, cherchant leur voie dans la tempête, mais devant aux discordes mêmes qui parfois les déchirent la formation d'un esprit public dont s'enorgueillirait plus d'une nation du vieux continent. Quand les publicistes de l'Europe jettent les yeux au delà de l'Atlantique, s'ils sont économistes, ils concentrent leur attention sur les Etats-Unis de l'Amérique du Nord; s'ils sont en quête d'arguments en faveur de la monarchie constitutionnelle, ils citent volontiers le Brésil. Quant aux républiques du centre ou du midi, elles leur paraissent tout au plus bonnes à servir de base aux interventions des Etats européens (2).

(1) Voir deux articles de M. Horace Say, publiés dans le compte-rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, t. XXX, pag. 435, et t. XXXI, pag. 79. Voir aussi la note de M. Vergé sur le *Précis du droit des gens*, de Martens, édition Guillaumin, t. I, pag. 249.

(2) Voir notamment J. Zeller, l'*Année historique*, t. II, pag. 509 et suiv.; t. III, pag. 550 et suiv.

Un écrivain américain distingué, M. Charles Calvo, a entrepris de combattre cette tendance, qui prend sa source dans l'ignorance où l'on se trouve en Europe de l'état intellectuel, politique, social et même économique des populations de l'Amérique latine. Le monument qu'il élève dans ce moment en l'honneur de son pays n'est pas seulement une œuvre de patriotisme éclairé, mais encore un ouvrage considérable d'érudition, de science politique et économique, qui honore à la fois le publiciste et le savant. Dans cet immense recueil, composé de quinze volumes, l'historien, le diplomate, l'économiste, puiseront à pleines mains et sans fatigues — grâce à une distribution méthodique des matières qui ne laisse rien à désirer — les textes instructifs et peu connus ; les pièces diplomatiques jusqu'alors dispersées dans les archives soit de la mère-patrie, soit même des nations étrangères; les documents enfin qui permettront d'apprécier sainement la valeur économique des contrées hispano-américaines.

Le point de départ de M. Calvo est cette parole de Mably : « Les traités sont les archives des nations, où se déposent les titres de tous les peuples, les obligations mutuelles qui les unissent, les lois qu'elles se sont imposées elles-mêmes, les droits qu'elles ont acquis ou perdus. Peu de connaissances sont aussi utiles pour les hommes d'Etat, et même pour les simples particuliers qui savent penser; et cependant combien peu s'en sont occupés (1)! » Le besoin se faisait sentir depuis longtemps dans l'Amérique méridionale d'une collection complète de traités internationaux tant anciens que modernes, plus particulièrement des premiers, conclus par les métropoles, soit entre elles, soit avec les autres nations, et dont l'effet avait été d'obliger à un degré quelconque le territoire américain. Plus d'une fois même, dans sa carrière politique, M. Calvo avait pu constater l'utilité d'antécédents relatifs au droit public extérieur de son pays. La mission diplomatique dont il est chargé par le gouvernement du Paraguay près des cours des Tuileries et de Saint-James lui a permis de tenter enfin son

(1) *Droit public de l'Europe.*

vaste projet, qu'il a réalisé avec autant de talent que de bonheur.

Le *Recueil historique complet des Traités de l'Amérique latine* est divisé en trois périodes. La première comprend les traités, conventions, armistices et mémoires, etc., conclus par les anciennes métropoles, l'Espagne, la France, l'Angleterre et le Portugal, au sujet des conquêtes, questions de limites, possessions de territoires, du commerce, de la navigation et de la traite des noirs, depuis l'époque de la découverte (1493) jusqu'à la guerre de l'indépendance. La seconde période embrasse les pièces diplomatiques relatives à cette glorieuse époque. La plupart de ces pièces sont inédites. Dans la troisième période se trouveront les documents qui concernent la reconnaissance de l'indépendance des Etats sud-américains jusqu'à nos jours, les congrès de plénipotentiaires, les projets de confédération, les traités et conventions, et en général les principales questions diplomatiques d'un haut intérêt, qui ont été soulevées, tant entre les différents Etats de l'Europe qu'entre ces Etats eux-mêmes.

Ajoutons que chacune des pièces les plus importantes est précédée d'une notice historique; que chaque période est accompagnée de notes explicatives sur la valeur et l'importance des principaux documents qu'elle renferme; que les traités, conventions, etc., sont publiés dans les langues espagnole, portugaise, française et anglaise, suivant les textes, et que, dans le but de faciliter les recherches, l'auteur a placé en marge de chaque pièce ou document un sommaire plein de lucidité. Disons enfin que l'impression luxueuse de cette publication en fait un ouvrage de bibliothèque qui flatte on ne peut plus agréablement les yeux. Dans notre époque de confortable en toutes choses, c'est un mérite qu'il ne faut pas dédaigner.

Si le recueil des textes officiels que M. Calvo a eu la patience de réunir d'une manière si méthodique, et d'annoter avec tant de clarté, doit rendre de sérieux services aux diplomates et aux hommes politiques, l'exposition historique et économique sur l'état actuel de chacune des nations de l'Amérique latine, qui sert de préface à l'ouvrage, est du plus piquant intérêt. C'est toute une révélation. M.

Calvo est un second Christophe Colomb. Les Européens qui liront sa préface, riche de faits, hérissée de chiffres, qui n'ont, du reste, rien d'aride, émaillée d'une ironie de bon goût, chaude de patriotisme, mais surtout offrant l'exemple d'une polémique empreinte de bienséance, lui devront comme la découverte nouvelle des contrées hispano-américaines.

Il faut voir comment le savant chargé d'affaires du Paraguay gourmande l'indifférence géographique et ethnographique des Européens. « Pour le plus grand nombre, dit-il, qui en est encore aux traditions de l'époque de la découverte, l'Amérique a conservé son état primitif et sauvage ; ses habitants, civilisés et intelligents, sont considérés comme des Indiens ou des nègres d'Afrique, allant tout nus ou couverts de plumes ; nos cités opulentes, qui rivalisent par leurs monuments et leur luxe avec les villes européennes de second ordre, comme des villages composés de misérables huttes. » Sans vouloir prendre au sérieux cette appréciation humouristique de l'opinion européenne sur l'Amérique latine, nous reconnaîtrons volontiers avec M. Calvo que ces spacieuses contrées sont peu connues de l'ancien continent. Faut-il attribuer cette « ignorance absolue à l'enseignement incomplet que l'on donne dans les colléges, en Europe, sur l'histoire et la géographie du continent sud-américain, » ou bien « au manque d'organes compétents qui s'occupent d'éclairer l'Europe sur ses intérêts réels, en lui faisant connaître l'accroissement progressif des richesses de l'Amérique et le développement rapide du commerce absorbant de ces peuples si pleins de vigueur ? » Faut-il, enfin, la mettre sur le compte « du charlatanisme insupportable d'écrivains superficiels, qui voyagent en aveugles et improvisent dans un coin de leur hôtellererie des romans fantastiques dont ils sont toujours les héros, et dans lesquels ils s'occupent de tout, excepté de l'histoire véritable du pays qu'ils visitent ? » Ce qu'il y a de certain, c'est que cette ignorance, quelle que puisse en être la cause, est essentiellement préjudiciable aux intérêts du commerce européen lui-même. On doit donc savoir gré à M. Calvo d'avoir projeté

la lumière sur la vraie situation des républiques hispano-américaines, dont il s'est constitué le savant et consciencieux avocat.

L'extension des relations commerciales étant le critérium le plus infaillible de la prospérité des peuples, M. Calvo a porté plus spécialement son attention sur le commerce de l'Amérique latine. Ses longues et persévérantes recherches dans une voie jusqu'alors inexplorée ont amené des résultats dont son patriotisme a dû se féliciter. C'est ainsi qu'il a prouvé que tandis que l'Espagne n'a pas atteint par son commerce général, pendant l'année 1856, le chiffre de 560 millions de francs, et que le chiffre des transactions commerciales ne s'est élevé en 1859, pour la Russie, qu'à 324,900,000 roubles; pour le Portugal, à 183,750,000 francs; pour le Danemarck, à 99,716,800 thalers; — le commerce du Brésil a atteint, dans le cours de la même année, 609,776,000 francs; celui du Rio de la Plata s'est élevé, en 1860, à 438,498,262 francs; celui du Pérou, à 336,174,455 francs; celui du Chili, à 300 millions de francs.

« Afin de pouvoir se former une idée approximative, dit M. Calvo, du progrès surprenant des Etats qui furent auparavant colonies espagnoles, il suffira de fixer son attention sur le tableau officiel du commerce britannique, de 1831 à 1850, avec ces divers Etats, et de le comparer avec celui que fit la mère-patrie durant cette période avec la même puissance. Il ressort de ce tableau que le commerce du Rio de la Plata, du Chili, du Pérou, de la Colombie et du Mexique, s'est élevé à la somme de 58,804,770 liv. sterl., soit 1,470,119,425 francs, tandis que dans le même espace de temps, celui de tout le royaume d'Espagne ne dépasse pas 9,792,469 liv. sterl., soit 244,807,725 francs; de sorte que le chiffre de son commerce ne fut que le sixième de celui que firent les cinq républiques citées ci-dessus, la moitié de celui du Chili, et moins des deux tiers de celui du Rio de la Plata. »

En 1860, même supériorité. L'importation et l'exportation de l'Angleterre et de l'Ecosse pour les Etats de l'Amérique latine ont été de 24,912,000 liv. sterl., soit 632,700,000 francs, dont 175 millions

s'appliquent à l'empire du Brésil, 146 au Rio de la Plata, 100 au Pérou, etc. Pour l'Espagne, au contraire, l'importation et l'exportation de la Grande-Bretagne n'ont pas dépassé pendant la même année 530,858,000 réaux, soit 132,714,500 francs : ce qui n'est que le cinquième du commerce total qu'a fait l'Angleterre avec les républiques hispano-américaines et le Brésil, et 13 millions de moins que le chiffre de son commerce avec le Rio de la Plata seul.

Au milieu de ce prodigieux développement des relations commerciales de l'Amérique latine avec les nations de l'Europe, le lecteur français est heureux de constater que, pendant les dernières années, le commerce français a occupé et conservé le premier rang. Voici des chiffres significatifs. En 1825, le commerce de la France avec les républiques hispano-américaines ne dépassait pas 12 millions de francs ; en 1848, il s'élevait déjà à 150 millions ; en 1855, en y comprenant quelques colonies, il monta à 413 millions ; en 1860, il a été porté à 618 millions de francs.

« Ce merveilleux accroissement du commerce français dans l'Amérique méridionale, dit M. Calvo, qui aime rendre à César ce qui appartient à César, est dû en grande partie à l'empereur Napoléon III, qui a compris mieux que ses prédécesseurs l'importance de resserrer les relations politiques et commerciales avec les républiques hispano-américaines, et qui s'est sérieusement appliqué à étudier et à développer ce commerce en le protégeant par la création de nouvelles lignes de bateaux à vapeur que l'Etat subventionne, et par l'adoption d'une conduite entièrement opposée à celle des gouvernements qui l'ont précédé, mais en harmonie avec l'élévation de son esprit et la hauteur de ses vues politiques. » Cet hommage rendu à la nation française dans la personne de son chef par un des représentants les plus autorisés du nouveau continent, est d'ailleurs l'expression des sentiments de l'Amérique latine. « Il est hors de doute, ajoute M. Calvo, que les sympathies des peuples hispano-américains se portent spécialement vers la France, à laquelle ils sont unis par une multitude de liens moraux, tels que la religion, les instincts, les aptitudes, les analogies de langage

et d'origine. Ce sentiment acquiert chaque jour une force d'autant plus grande que les communications maritimes entre les deux continents deviennent de plus en plus fréquentes, et que les relations intellectuelles ainsi que les transactions commerciales entre eux tendent à se développer indéfiniment. L'usage de la langue française n'est nulle part plus général que dans ces contrées, l'étude de cette langue faisant aujourd'hui la base de toute éducation un peu soignée. » Réjouissons-nous, en amis de la civilisation, de dresser acte de cette prise de possession morale bien capable de confirmer notre bonne opinion sur l'avenir des peuples hispano-américains.

Mais l'ancien monde pourrait bien récolter, par son rapprochement avec les républiques américaines, autre chose que des bénéfices. S'il faut en croire les tableaux statistiques de M. Calvo, certains Etats américo-latins seraient en mesure de donner aux puissances les mieux famées de l'Europe d'utiles enseignements. Dans notre siècle de progrès, où la fortune est la base du mérite, où le crédit est l'aimant de la richesse, la question du budget est la condition vitale. Sur ce point encore les tableaux de l'auteur du *Recueil complet des Traités, etc.*, ont des chiffres éloquents. Il résulte de cette statistique qu'en 1860 la dette de l'ancien monde présentait approximativement un chiffre de 51,403,147,433 francs, tandis que la dette publique intérieure et extérieure de tous les Etats de l'Amérique latine s'élevait au total modeste de 1,668,971,860 francs. Dans la république de Bolivie, le projet de budget pour les années 1861-1862 annonçait 9,880,000 francs de recettes, 8,695,000 francs de dépenses et 1,185,000 francs d'excédant. A Costa Rica, dans les Etats de Honduras, de Nicaragua, les recettes devaient couvrir les dépenses; un excédant devait exister pour le Pérou, Haïti et le Paraguay. Heureux exemple, que les budgets de l'Europe ne suivent pas assez! M. Calvo ne s'est pas borné à poser des chiffres d'une logique irrésistible. Il a encore formulé des questions parfois embarrassantes; celle-ci, par exemple: « Pourquoi l'Europe, avec sa population exubérante, sa richesse, son industrie, ses arts, n'a-t-elle pas plus de crédit dans ses propres

centres de commerce que les Etats toujours agités de l'Amérique du Sud?... Comment se fait-il que les titres de la dette extérieure du Chili, du Pérou et de Buénos-Ayres, du 3, du 4 1/2, du 5 et du 6 0/0, soient cotés à la Bourse de Londres à 73, 85, 94, 102 et 103, tandis que le 3 0/0 espagnol ne vaut que 49 ; le 5 0/0 autrichien, 72 1/2; le 5 0/0 italien, 68; et ainsi pour presque tous les autres Etats européens, à l'exception de la France, de l'Angleterre, de la Hollande et de la Belgique, dont le crédit actuel surpasse celui des autres nations du monde ? »

Voilà, certes, une réhabilitation de l'Amérique latine qui doit produire dans le monde politique et commercial une profonde sensation. L'émigration européenne s'en ressentira sans doute. « L'expérience nous apprend, dit M. Calvo, qu'il n'existe pas dans le monde de peuples moins grevés d'impôts que ceux de l'Amérique du Sud. Cette circonstance est un des nombreux avantages qui stimulent les Européens à chercher une seconde patrie dans ces contrées riches et hospitalières, où ils peuvent faire des fortunes rapides et fabuleuses, sans avoir à redouter les charges dont la politique militante impose fréquemment le fardeau aux enfants du pays. »

Si le cadre nécessairement restreint d'un article de critique bibliographique ne limitait point notre analyse, nous suivrions M. Calvo dans la description des Etats indépendants et souverains de l'Amérique latine en ce qui concerne la population, la surperficie et les progrès de ces Etats dans la civilisation moderne. Nous constaterions avec lui qu'au milieu des ébranlements politiques qu'ont ressentis presque tous les peuples hispano-américains, plusieurs d'entre eux ont réussi à étouffer dans leur germe les convulsions civiles, et que celles d'entre ces républiques qui ont subi l'épreuve des secousses intestines plus ou moins longues, plus ou moins violentes, ont acquis une vigueur nouvelle au milieu de ces agitations, dont les traces sont si lentes à s'effacer au sein de l'ancien monde. M. Calvo s'est attaché à démontrer que les interventions de l'Europe en Amérique ont été la cause indirecte de la continuation des luttes intes-

tines. Ce n'est pas toutefois qu'il repousse l'intervention européenne; mais, en Américain éclairé, il la veut pacifique et féconde. « L'Amérique latine, dit-il, a besoin de l'intervention européenne, mais non de l'intervention armée; elle a besoin de cette noble et bienfaisante intervention qu'apportent à leur suite le commerce, l'industrie, la diffusion des idées et l'immigration. »

C'est sans doute par un pressentiment de ses destinées que l'Amérique latine tourne ses regards vers la France, d'où rayonnent toutes les initiatives libérales et désintéressées. M. Calvo ne s'est pas montré ingrat pour notre pays, et nous aimons à citer l'hommage qu'il a rendu dans le 1er volume de la 2e période de son ouvrage (le 7e de l'œuvre) à l'un des plus dignes représentants de la politique du gouvernement actuel.

« Je ne terminerai pas ce travail, dit-il, sans y déposer un témoignage de profonde gratitude pour S. Exc. M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères de S. M. Napoléon III. Dès 1848, à l'époque de son premier ministère, cet homme d'Etat avait compris les avantages considérables que la France devait retirer de ses relations commerciales avec les Etats de l'Amérique latine. Son retour aux affaires, en 1852, a été le point de départ du prodigieux développement du commerce français avec les républiques hispano-américaines, qui, du chiffre de 150 millions de francs, s'est élevé, en 1861, à plus de 650 millions. « Je ne suis pas de ceux, répondait-il un jour à l'un des représentants actuels d'une république de l'Amérique latine, qui veulent montrer partout le drapeau de la France escorté de canons! » Admirable devise, que ses successeurs ont suivie, qui a fondé les relations de confiance et d'amitié entre la France et les Etats de l'Amérique méridionale; qui a permis enfin au commerce français de l'emporter sur celui de l'exportation de l'Angleterre dans la majeure partie des pays hispano-américains! L'honorable M. Drouyn de Lhuys, en quittant le ministère, n'a point renoncé à protéger de sa parole et de son nom les intérêts qu'il avait si bien défendus étant au pouvoir. Les représentants de ces Etats ont toujours trouvé en

lui le guide le plus sûr, le protecteur le plus dévoué. » Cet éloge d'un ministre français par un diplomate étranger peut flatter à juste titre l'amour-propre national; car, indépendamment de l'expression de sentiments purement personnels qui honorent à la fois et celui qui en est l'objet et celui qui les professe, il révèle les résultats de cette noble politique dont la France ne s'est jamais départie, sur le vieux continent comme au delà des mers.

On conçoit qu'en présence d'un semblable hommage rendu à l'esprit français dans un ouvrage aussi monumental, la critique soit à peu près désarmée. Mais, quand bien même M. Calvo aurait moins rendu justice à notre pays, il eût été impossible d'accueillir avec indifférence l'œuvre considérable dont il vient de doter l'histoire des peuples sud-américains. Ce n'est pas seulement à la diplomatie que s'est adressé M. Calvo, mais encore à l'histoire, à la science économique, à la science des finances, à la statistique. Il ne s'est pas borné à éclairer, par une érudition de bon aloi, quelques points obscurs de l'histoire des républiques hispano-américaines, il a fait surgir tout le passé de ces contrées lointaines; il a renoué la chaîne des temps; il a donné des archives à tout un monde. Voilà ses titres à la reconnaissance de ses concitoyens. Par son ouvrage, l'Europe, qui connaîtra mieux l'Amérique latine, entretiendra des relations plus intimes encore avec ces républiques vivaces, où les éléments de la civilisation moderne se développent avec tant de rapidité. C'est une belle œuvre celle qui rapproche les hommes et supprime les défiances injustes en fondant l'amitié des peuples sur l'estime réciproque des nations! A ce point de vue, le Recueil historique de M. Calvo et ses importantes préfaces sont encore un service rendu à l'humanité. M. Calvo, enfin, a bien mérité de la science. Quand on parcourt les documents statistiques qu'il a amassés, les renseignements historiques, politiques, économiques, qu'il a recueillis dans les archives de tous les cabinets européens; quand on rapproche surtout cette abondance de données officielles de l'extrême parcimonie avec laquelle le gouvernement espagnol distribuait la lumière sur les faits écono-

miques de ses colonies, on ne peut qu'admirer le patriotisme qui a inspiré cette entreprise, l'intelligence qui l'a conduite, le courage persévérant qui l'a réalisée.

P. PRADIER-FODÉRÉ (1).

(1) Professeur de droit public, auteur d'un *Précis de Droit politique et d'économie sociale*, d'un *Précis de Droit administratif* et des nouvelles éditions de *Vattel* et *Grotius* (1863-64), complétées par l'exposition des doctrines des publicistes contemporains mises au courant du progrès du Droit public moderne, etc., etc.



PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA Y CHILE.

AÑOS 1810 Á 1817.



PARTE HISTÓRICA (1).

I.

1817.

Deposicion de Carrasco. — Primeros síntomas de la revolucion en Chile : el Argentino Alvarez Jonte. — D. Gregorio Gómez : objeto de su mision. — Junta de gobierno bajo la soberanía de Fernando VII. — Insurreccion de Figueroa. — Congreso de 1811 : sus reformas liberales. — Revolucion del 15 de noviembre : sus resultados. — Renuncia de O'Higgins, miembro del gobierno : su mision á Concepcion. — Arreglo pacífico en 1812, ratificado por esa ciudad : mala fe del gobierno de Santiago. — Guerra civil, primera campaña : nuevo arreglo pacífico. — Desembarco de tropas realistas en San Vicente : sorpresa de « Yérbas Buénas. » — Nuevas ventajas obtenidas por los patriotas. — Sitio de Chillan y su mal éxito. — O'Higgins general en jefe del ejército : su proclama. — Gainza se apodera de Talca. — Tratado del 5 de mayo de 1814. — Nuevas disensiones civiles. — Llegada de Osorio : derrota de Cachapoal. — Toma de Rancagua : heroismo de O'Higgins. — Emigracion á Mendoza. — Conducta de Osorio. — Preparativos de San Martin en Mendoza.

La necesidad de retroceder al año de 1810.

Ántes de continuar desarrollando los felices acontecimientos que prepararon y consolidaron la libertad de Chile y la parte principal que en esa lucha ha cabido á las armas argentinas, conducidas por el genio militar del ilustre general San Martin,

(1) Véase la parte histórica de los años 1808 y siguientes, tomo I°, pág. 78, 116, 145 y 272, y tomo II, pág. 5, 104, 153, 231 y 299.

1817. nos es indispensable retroceder al año 1810 para instruir sumariamente al lector del modo que contribuyeron los patriotas chilenos en el movimiento general que emancipó para siempre á la América española de sus opresores; y de la repercusion que allí tuvo el memorable pronunciamiento del pueblo de Buenos Aires el 25 de mayo de 1810.

Deposicion de Carrasco.

La capitanía general de Chile habia permanecido tranquila bajo la dominacion de la España hasta el dia 18 de julio, dia en que fué depuesto el tiránico capitan general Carrasco, y nombrado en su lugar al conde de la Conquista. Durante el mando del último se formó el plan de la revolucion, en el que influyó poderosamente, así como en los cambios políticos que siguieron, el ilustrado Argentino Alvarez Jonte, persona distinguida por sus talentos y patriotismo. Esos primeros trabajos, precursores de la nueva existencia que muy luego se dió el patriótico pueblo chileno, los refiere un inteligente escritor del modo siguiente:

Alvarez Jonte.

Consecuencias de la invasion de la Península por los Franceses.

« La invasion de la Península por los Franceses habia sido la señal de alarma para toda la América criolla, y cuando la metrópoli á fuerza de reveses cayó al suelo, resolvióse que se levantarian sus hijos, ya huérfanos, rechazando su tutela, y buscando cada uno á su manera su destino y su poder. La noticia de la batalla de Ocaña (29 de marzo de 1809), que selló la derrota de los Peninsulares, y dió nacimiento en la propia España á las juntas revolucionarias, fué la oportunidad elegida para descubrir sin rebozo y lanzar atrevidamente el movimiento americano, paralizado y vacilante hasta entónces en el sendero de los hechos, pues habia para ello un pretexto autorizado.

Id. de la batalla de Ocaña.

Primeros patriotas chilenos.

» Los revolucionarios santiaguinos, y Rójas, Infante, Argomedo y el *Mercedario* Larrain entre los primeros, arrimaron el hombro al edificio colonial para echarlo á tierra, y desde luego pusiéronse á ayudarles como obreros secundarios y comedidos aquellos ingenios americanos que por do quiera encontramos el año de la revolucion, simbolizando la fraternidad sud-americana, hoy perdida por el crímen de sus legisladores y la apatía de sus pueblos subyugados. El *Guatemalteco* Yrisarri, el doctor *peruano* D. Juan Egaña, los *Argentinos* Oro, Vera y Villégas,

Parte que tomaron otros Americanos en la revolucion de Chile.

y el mas ilustre de todos el *Paraguayo* Fretes, eran del número de estos auxiliares de la revolucion chilena, de cuyo país eran tan legítimos ciudadanos, como hoy lo son extranjeros á virtud de leyes nuevas. Á la par con aquellos se alistaba una juventud llena de brios, que daba á la obra casi puramente filosófica de aquellos espíritus el alma del entusiasmo. Los Carreras y los Larraines, que todavía no eran los Guelfos y Gibelinos de la revolucion; los Gameros, los Bueras y los Viales, que serian sus héroes; los Alvarez Jonte y los Dorregos, que iban á ser sus mas ardientes aliados, estaban ya impacientes por comenzar su jornada. Faltaba á esta solo un jefe militar, en opuesto sentido á la provincia de Concepcion, que requirió un caudillo letrado, siendo mas aquella un ejército que un pueblo. La familia de Larrain encontrólo sin embargo en el comandante de ingenieros D. Juan Mackenna, unido recientemente á una jóven de aquella casa, y una vez que se venció su caballeresca resistencia para rebelarse contra un gobierno que le habia colmado de desaires y de agravios, resolvióse dar de comun acuerdo la señal del arrebato.

1817.

D. Juan Mackenna.

» Con este fin despachóse á Buenos Aires por Fretes y sus asociados al jóven Argentino D. José Antonio Alvarez Jonte, que habia venido de las provincias trasandinas en 1807, con el fin de terminar sus estudios universitarios en el aula de San Felipe, de la que era entónces catedrático y doctor. Sus instrucciones estaban reducidas á ponerse de acuerdo con los patriotas de aquella capital, á fin de armonizar la accion de ambos países. El jóven emisario partió para aquel destino á principios de 1810.

Alvarez Jonte marcha á ponerse de acuerdo con los patriotas de Buenos Aires.

» Pero los hijos del Plata, mas fogosos que sus camaradas de este lado de los Ándes, anticiparon el dia, y vieron ya libres y rebeldes la luz de su inmortal Mayo en aquel año. Un emisario presuroso, que pasó las Cordilleras ya cerradas, el jóven *D. Gregorio Gómez*, hoy oscuro y á quien Carrasco hizo alojar en el cuartel de Mackenna, fué el conductor de aquella nueva (1). Súpola aquel

D. Gregorio Gómez: objeto de su mision.

(1) Segun el testimonio del ilustrado historiador chileno, muchos fueron los Argentinos que contribuyeron para el buen éxito de la revolucion de Chile, encargándose de propagar las nuevas ideas consagradas por el movimiento de mayo, ideas que debian servir de programa político á los invencibles guer-

jefe violando la estricta incomunicacion de su huésped, y dió aviso á los conjurados, insinuándole de que era llegada ya la hora. Convocáronse estos sigilosamente en consecuencia, y fué

reros argentinos que dieron libertad á medio mundo. Merece sin embargo entre estos una mencion muy especial el señor D. Gregorio Gómez, de quien hemos de ocuparnos mas adelante, dándole el lugar preferente á que le han hecho acreedor sus valiosos servicios á la independencia de Súd-América. Hé aquí cómo refiere el publicista chileno Dr. D. Manuel A. Tocornal la habilidad y discrecion con que el jóven comisionado argentino se condujo en tan difícil trance :

Una persona desconocida atravesaba los Ándes en los últimos dias del mes de julio : llega á pié al primer resguardo situado á esta parte de la Cordillera, y allí le detienen : le interrogan cuál era el objeto de su venida á Chile, visitan su equipaje con la mayor escrupulosidad, sin perdonar ni las bastas del recado de montar, que fueron deshechas. Todo lo rompen, todo lo examinan con la avidez del que se promete su parte de presa en la aprehension de un contrabando ; pero este era de tan poco volúmen, que se contenia en la copa de un sombrero viejo, única cosa que salvó en el destrozo del equipaje. En clase de preso enviaron á la persona de quien hablamos hasta el pueblo de Santa Rosa de los Ándes. D. Tomas Vicuña, subdelegado en aquel entónces, le dispensó la mejor acogida, y le acompañó hasta la cuesta de Chacabuco ; pero el desconocido continuaba su viaje escoltado por un oficial y algunos soldados. Al bajar la cuesta encontró al jóven Dorrego, el cual sin detenerse le dirigió la palabra, diciéndole : Paisano, no tenga cuidado, pues muchos se interesan por V. en el pueblo. Mas adelante, es decir, en el valle de Colina, se le presentó el teniente coronel de milicias D. Miguel Valdes y Bravo, despidió al oficial que custodiaba al preso, y lo condujo hasta Santiago, llevándolo á la casa del conde Toro, y en seguida al cuartel de San Pablo. El desconocido era D. Gregorio Gómez, conductor de un oficio privado para el Dr. Rósas, que se hallaba accidentalmente de intendente de la provincia de Concepcion, donde residia entónces la tropa veterana, y á mas dos cartas, una del Dr. Castelli, y otra del general Belgrano, miembros de la junta de Buenos Aires.

La instalacion de la junta de Buenos Aires coincidió con la prision de los señores Ovalle, Rójas y Vera, que tuvo lugar el 25 de mayo. En el capítulo anterior hemos hablado del aviso que dió á Carrasco el virey Cisnéros, aviso que decidió al capitan general á decretar la prision de las primeras víctimas de nuestra independencia. Por uno de aquellos acontecimientos providenciales, el dia que en Santiago arrancaban del seno de sus familias al procurador de ciudad y á sus dignos compañeros, el pueblo argentino arrancaba tambien al virey Cisnéros su total abdicacion. Dos miembros de la junta gubernativa, el Dr. Castelli y el general Belgrano, habian sido condiscípulos de D. Juan M. de Rósas en el colegio de Córdoba, y al participarle el

en una de estas reuniones cuando es fama que el fraile Larrain, provincial de la Merced, sacó de la manga de su hábito un ancho puñal, y haciéndole brillar delante de sus indecisos

1817.

El padre Larrain.

cambio político que acababa de efectuarse en la capital del pueblo argentino, le estimulaban á que promoviera en Chile otro cambio de la misma naturaleza. Pero ya existia entre nosotros un gobierno nacional; ya el conde de la Conquista habia reemplazado al brigadier Carrasco; ya el cabildo, continuando la obra iniciada un año ántes, se preparaba á instalar la junta gubernativa.

D. Gregorio Gómez, que, como se ha dicho, fué conducido al cuartel de San Pablo en el momento de su llegada á Santiago, guardó en los primeros dias un profundo silencio, sin revelar á persona alguna los motivos que le habian traido á Chile en aquellas circunstancias. Sin conocer el país ni las opiniones políticas de los caudillos de la revolucion, temia comprometerse, y esperaba que le iniciáran en los misterios del drama, pues no podia conciliar su prision con las demostraciones de aprecio que le dispensaba D. Miguel Valdes, que lo acompañó desde la cuesta de Chacabuco hasta Santiago, el cual no cesó de preguntarle por el estado en que se encontraba Buenos Aires, sus recursos, la decision de sus habitantes por la causa de su independencia, y cuanto tenia relacion con los sucesos que prepararon la instalacion de la junta gubernativa. Cediendo á las instancias de mis amigos, le dijo, acepté la comision que se me dió para venir á encontrar á V. y conducirle á Santiago: puede V. hablarme con entera libertad: comuníqueme V. cuanto pueda interesarnos para trasmitirlo á mis amigos: de un momento ú otro se realizarán nuestras esperanzas, pues todo lo tenemos preparado. Sin mostrarse indiferente, D. Gregorio Gómez respondió á las preguntas del Sr. Valdes de un modo en parte satisfactorio y en parte equívoco; pero no tardó en abandonar el disfraz y el disímulo. Valdes acompañó al cuartel de San Pablo al Dr. Marin y al Dr. Argomedo para presentarlos á D. Gregorio Gómez; Dorrego, Vélez y Vera, oriundos de las provincias trasandinas, visitaban tambien al recien llegado, le veían dia á dia, hasta que inspirándose unos á otros entera confianza, sucedió la franqueza á la reserva. D. Gregorio Gómez entregó al Dr. Marin las comunicaciones que habia traido de Buenos Aires, para que las enviára al Dr. Rósas, que se hallaba de gobernador de Concepcion.

Aun no era tiempo de poner en libertad al digno huésped; su presencia en el pueblo daria quizá márgen á siniestras conjeturas. Le permitieron únicamente se trasladára á la casa del inspector de artillería D. Francisco Reina, á quien habia venido recomendado. D. Ignacio de la Carrera, que le habia visto en el cuartel de San Pablo, valiéndose del pretexto de que su familia deseaba conocer al Sr. Gómez, consiguió que Reina permitiera salir á este una noche, y ambos pasaron á la casa del canónigo D. Vicente Larrain, donde se reunian las personas mas notables del país, entre ellas D. Manuel

1817. cofrades y parientes, les pidió, cual Bruto, el juramento de la libertad (1). »

Junta de gobierno. El 18 de setiembre de 1810 fué establecida en Santiago de Chile una junta de gobierno, compuesta de las siguientes personas : D. Mateo de Toro Sambruno, presidente ; el ilustrísimo Dr. D. José Martínez de Aldunato, obispo de Santiago, vice-presidente ; D. Fernando Márquez de la Plata, consejero de Indias ; el Dr. D. Juan Martínez de Rósas ; D. Ignacio de la Carrera ; D. Francisco Javier de Reina ; D. Juan Enrique Rosáles ; y cuya autoridad fué inmediatamente reconocida por las provincias.

Sus miembros.

Á las causas generales que dieron orígen á la revolucion de la América española, pueden añadirse algunos acontecimientos particulares que caracterizaron de un modo diferente los primeros esfuerzos que se hicieron en Chile para optar á su independencia, de la conducta que observaron los otros Estados de la América.

Unánime adhesion en Chile al nuevo órden de cosas. Una de las particularidades que mas resaltan es la perfecta unanimidad que reinó en todas las clases. En Chile, las clases

Sálas, el Sr. Infante, el Sr. Lerasos, el Sr. conde de Quintana Alegre, etc. La instalacion de la junta fué el tema de la discusion en aquella noche. Gómez les aseguró que el ejército argentino habia entrado en Córdoba sin oposicion, y huido hácia Tucuman los Sres. Liniers, Concha y otros, desmintiendo la noticia que se tenia de este suceso que habia hecho circular la audiencia, asegurando que en Córdoba gobernaban todavía las autoridades españolas. Con esta noticia todos se mostraron entusiastas y decididos á llevar adelante el cambio político preparado con maestría por el cabildo de Santiago ; pero lo que llamó mayormente la atencion de D. Gregorio Gómez fué la decision y energía del padre mercedario fray Joaquin Larrain. Al oir que se hablaba de oposicion y de las dificultades que era necesario superar, sacó un puñal y alzando la mano, los interrumpió diciéndoles : — Ya se guardará cualquiera de oponerse á la instalacion de la junta. Pocos dias despues se reunieron en casa de D. Cárlos Correa gran número de vecinos respetables, hallándose entre ellos D. Gregorio Gómez ; su prision terminó el dia de la instalacion de la junta.

(Véase la *Memoria* que presentó á la Universidad de Chile, el 7 de noviembre de 1847, el Dr. D. Manuel A. Tocornal, actualmente ministro de relaciones exteriores de la República de Chile, páginas 66 á 70.)

(1) Véase el *Ostracismo del general O'Higgins*, por el ilustrado Chileno B. Vicuña Mackenna, pág. 101 á 103.

1817.

mas elevadas de la sociedad se mantuvieron siempre las primeras á favor de un cambio de cosas. En los otros Estados, muchos hombres de ellas, ó dudaron, ó se interesaron tanto por el antiguo régimen, que nunca se reunieron al pueblo como cuerpo hasta que la causa no estuvo perfectamente asegurada, y no fué para ellos conveniente, sino necesario, el cambiar de partido. En Chile, las clases bajas conservaron los hábitos de una pasiva obediencia mucho mas tiempo, y, en vez de ponerse á la cabeza de los cambios que ocurrieron, los siguieron. Sobre todo, la unanimidad es lo que esencialmente caracterizó la tranquila y majestuosa revolucion de 1810.

La junta reconoce la soberanía de Fernando VII.

La junta reconoció la soberanía de Fernando VII, el cuño continuó llevando su busto, y á pesar del deseo general de declarar la independencia, siguió su comunicacion con el virey de Lima, segun las formas de la antigua rutina.

Hé aquí cómo el cabildo de Chile participa á la junta de Buenos Aires su instalacion :

Participacion de haberse instalado la junta provisional.

« Nada es tan satisfactorio al hombre como ver uniformar sus ideas á las de aquellos que se distinguen por su ilustracion y patriotismo. Y cuando este cabildo recibe el oficio de Vuestra Excelencia de 30 de agosto último, tiene el honor de participarle, que en el dia 18 del corriente se instaló la junta provisional, cuya acta acompañamos.

» Los antecedentes que precedieron á esta instalacion pudieran haber causado el temor de algun acontecimiento sensible, si los agentes que conspiraban contra los derechos del pueblo, no hubieran cedido á las persuasiones de la legitimidad con que se procedia.

Ventajosos efectos de ese acto.

» La aclamacion general de 450 nobles reunidos en la asamblea mas digna, manifestó el voto comun de esta capital, con que se empeñaba en afianzar su seguridad; y al punto que se proclamó el establecimiento de la excma. junta de gobierno, la quietud y gozo universal de los habitantes de Santiago pusieron silencio á las débiles turbulencias, excitadas en los dias anteriores por algunos hombres, que despues se rindieron francamente á la opinion general del pueblo.

1817.

Juramento de fidelidad prestado á la junta.

» La junta ha sido reconocida por los magistrados, jefes de las corporaciones y militares. La real audiencia, que le prestó tambien el juramento de fidelidad, ha circulado á todo el reino una proclama exhortatoria á la obediencia : y sin este paso ya se ha reconocido la junta en las provincias á donde ha podido llegar la noticia de su instalacion. Chile descansa en la sublime gloria de su tranquilidad, y se promete perpetuarla, cuando estrechando sus relaciones con Vuestra Excelencia pueda añadir á los recursos con que se prepara contra cualquiera invasion, las luces y auxilios de la generosa é inmortal Buenos Aires.

» Es muy respetable la garantía de Vuestra Excelencia para no contar con la de la Gran Bretaña, que admitirémos con la mayor gratitud, dignándose Vuestra Excelencia instruirnos del sistema que adopten los Ingleses en las circunstancias, y de las demas prevenciones que Vuestra Excelencia juzgue mas oportunas y conducentes á la conservacion y prosperidad de estos dominios para el mejor de los monarcas. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Santiago y setiembre 30 de 1810. — Agustin de Eyzaguirre. — José Nicolas de la Cerda. — Diego de Larraen. — Pedro José Irado Xaraquemada. — Justo Salínas. — Ignacio Valdes y Carrera. — Francisco Diez de Arteaga. — José Joaquin Rodríguez Zorrilla. — Francisco Ramírez. — Francisco Antonio Pérez. — Pedro José González Alamos. — Fernando Errazúriz. — El conde de Quinta Alegre. — José Miguel Infante, *procurador general*. »

La audiencia continúa sus funciones, y ningun Español es removido de su empleo.

La audiencia continuó ejerciendo sus anteriores funciones, y la justicia se administraba como ántes, y en nombre del rey. Ningun Español fué removido de su empleo, ó privado de la dignidad que gozaba en el momento de la revolucion. Es probable que los Españoles produjeran ménos alarma en Chile, porque eran en menor número que en otras partes de América. Este gran cambio político se ejecutó sin un solo crímen, ni un solo acto de severidad, y sin que ocurriese nada que turbase la tranquilidad y satisfaccion general, hasta el 1° de abril de

1811, en que por primera vez oyó la capital el fuego de una tropa enemiga, y vió derramar la sangre de algunos de sus vecinos. 1817.

El coronel español Figueroa logró ganar parte de la guarnicion, y con ella intentó destruir el nuevo gobierno y restablecer el antiguo órden de cosas; pero afortunadamente pudo oponer la junta una fuerza capaz de batir á los rebeldes: solo cincuenta personas perecieron en esta rebelion. Figueroa fué cogido, juzgado y fusilado. La vindicta y la indignacion pública se satisficieron con este castigo, aunque acusaban públicamente á los Españoles residentes en la ciudad de estar complicados en aquel atentado. Tambien averiguaron que la real audiencia habia animado secretamente y apoyado á los conspiradores, y por lo tanto suprimieron este tribunal; pero permitieron á sus individuos permanecer en la capital y gozar de entera libertad. Un tribunal llamado *cámara de apelacion* sustituyó á la audiencia.

Aborta el plan del coronel Figueroa.

Supresion de la real audiencia.

Cámara de apelacion.

La junta de Chile instruyó á la de Buenos Aires de ese suceso con el siguiente oficio:

La junta de Chile se dirige á la de Buenos Aires.

« Excmo. Señor: Los medios de moderacion y prudencia adoptados por esta junta no han sido bastantes para ganar el corazon inflexible de los desafectos al actual sistema de gobierno. Siempre idólatras de sus intereses personales, y tenaces en sus caprichos, han tentado comprometer la tranquilidad pública y fidelidad del reino sustituyendo en su lugar el desórden, ó, lo que peor es, el despotismo. El 1° del corriente, cuando esta junta y el ilustre cabildo en union del pueblo noble debian nombrar sus representantes para el congreso, era el dia que los malvados habian destinado para atacar las autoridades instituidas, y tal vez sacrificar lo principal de la nobleza, abandonándola al odio y ferocidad del soldado y de los irritados mandones.

Conatos de conjuracion.

» Tomas de Figueroa, comandante del batallon de infantería de la frontera, siguiendo la carrera de sus antiguos y enormes delitos, que del pié del cadalso en la plaza de Madrid lo habian conducido al presidio de Valdivia, tuvo la audacia de seducir y sublevar á una parte considerable del cuerpo de dragones, que se hallaba en esta capital al mando del teniente coronel

Traicion de Figueroa.

1817. D. Juan Miguel Benavente, que hubo de ser sacrificado por estos bandidos, y obligando por la fuerza á los soldados del nuevo cuerpo de caballería, que halló desarmados y desmontados, los condujo como á las nueve de la mañana á la plaza mayor de esta ciudad. Presentóse inmediatamente á los ministros de la audiencia, que se hallaban en la sala del despacho, y poniendo á su disposicion la tropa que mandaba, protestó sostener los derechos de la nacion, que no existe, contra los que decia innovadores y perturbadores de la pública tranquilidad.

Medidas de la junta. » Á vista de un movimiento tan imprevisto, la junta apénas tuvo lugar para reunir las tropas fieles, y hacer venir á la plaza con dos cañones el nuevo batallon de granaderos con sus preciosos jóvenes y valerosos oficiales. El traidor Figueroa, que tal vez no contaba con la prontitud de esta medida, los atacó furiosamente cuando apénas habian tenido lugar para formarse; pero los nuevos granaderos, que aun no se hallan uniformados, teniendo á su frente á los gallardos oficiales, el comandante de asamblea D. Juan de Dios Vial, el de los mismos granaderos D. José Santiago Luco, y á su sarjento mayor D. Juan José Carrera, sostuvieron con firmeza singular los ataques de este malvado; mas él era delincuente, vil y traidor, y era preciso que tambien fuese cobarde; y así fué que á las primeras descargas se puso en vergonzosa fuga, y abandonó á sus soldados, que dispersos buscaron la seguridad en la fuga. El traidor se refugió en el convento de Santo Domingo, donde envuelto en su vergüenza é infamia, fué hallado escondido bajo de una parra. El pueblo numeroso que lo buscaba, lo habria hecho mil pedazos, si los magistrados no hubiesen defendido su vida infame para que la perdiese en una forma legal. Á las doce de la noche se sentenció su causa, y á las cuatro de la mañana fué pasado por las armas, y expuesto su inmundo cadáver á la execracion y venganza del público. Los conjurados, profugado su jefe, se dispersaron en partidas por el camino de Valparaiso, con el objeto de reunirse y seducir á las tropas que de Concepcion se habian hecho venir en auxilio de esa capital. La junta libró las providencias oportunas para rendirlos, marcharon tropas en su

Vergonzosa fuga de aquel.

Su sentencia y ejecucion.

Triunfo contra los conjurados.

alcance, y á las veinticuatro horas se entregaron á discrecion del gobierno, que continúa tomando medidas de seguridad, y formando sumarias para escarmentar á las cómplices y delincuentes. 1817.

» Por fortuna el número de los muertos de parte de los sublevados no pasa de trece individuos, de la de los granaderos uno, y de los artilleros otro ; él de los heridos ha sido de alguna consideracion.

» En medio de un suceso tan inopinado ha sido de mucha satisfaccion para esta junta la virtud y patriotismo del cabildo, y de estos habitantes que anhelaban á porfía y se disputan el derecho de ser empleados en el servicio y sosten de tan gloriosa causa ; y el gobierno, animado de estos mismos sentimientos, tomará las medidas que afiancen para lo sucesivo la permanencia y consolidacion del sistema adoptado para sostener los derechos del rey.

Patriotismo del cabildo.

» La pronta salida del extraordinario y las ocurrencias del dia no permiten dar á la junta una relacion mas circunstanciada de este suceso, como lo hará en primera oportunidad de un modo que sea satisfactorio á ese gobierno. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Santiago de Chile y abril 4 de 1811. — Fernando Márquez de la Plata. — Dr. Juan Martínez de Rósas. — Ignacio de Carrera. — Francisco Javier de Reina. — Juan Enrique Rosáles. — Juan José Aldunate. — Dr. José Gaspar Marin, *secretario de gobierno y guerra.* »

Congreso del año 11 : sus reformas liberales.

Cuando Figueroa tentó llevar á efecto su plan, estaban los Chilenos ocupados en la eleccion de miembros para el congreso que se reunió en junio de 1811. Las medidas que adoptó este congreso fueron altamente liberales, y reformó muchos abusos ; proclamó libertad de comercio, con excepcion de las franelas y paños ordinarios ; decretó que el oficio de regidor, hasta entónces hereditario ó comprable, lo ejercieran personas elegidas anualmente por medio de elecciones parroquiales ; abolió los empleos inútiles y redujo los sueldos ; determinó que se pagára

1817. al clero por el tesoro público, y le prohibió tomar derechos de sus feligreses; mandó crear una fábrica de armas, un colegio de artillería y otros muchos establecimientos de utilidad pública, y tuvo la gloria de ser el primer cuerpo legislativo en la América española que adoptó medidas efectivas para abolir, aunque de un modo progresivo, la esclavitud en la República. Los hijos nacidos de esclavos desde la fecha de su primera reunion fueron declarados libres, y todos los esclavos traidos al país debian optar á su libertad despues de residir en él un tiempo determinado. Estableció, en fin, la libertad de imprenta.

El congreso apoya secretamente á los revolucionarios.

El congreso favorecia secretamente las tendencias y operaciones de los revolucionarios mas ardientes, á pesar de promulgar todos sus decretos en nombre del rey de España. Entretanto se aseguraba el concurso del ejército que se hallaba bajo el mando de los tres hermanos Carreras, y preparaba los elementos para dar oportunamente el golpe que meditaba hacía largo tiempo.

Mision del brigadier Fleming.

El 27 de julio llegaba á Chile un enviado de las cortes de Cádiz, el brigadier Fleming, para invitar al congreso á que enviase sus diputados á España. Su mision no obtuvo el resultado que deseaba. Hé aquí el oficio que este caballero dirigió á la junta de Chile, el 3 de octubre:

Referencia á unos oficios y á sus contestaciones.

« Excmo. Señor: Á mi arribo á ese puerto en desempeño de los encargos del gobierno español, tuve el honor de dirigir á esa capital dos oficios con fecha de 27 de julio y 2 de agosto, y las contestaciones que recibí me hicieron conocer la certeza de lo que por casi opinion general se me aseguraba; esto es, que la de ese reino no estaba conforme con su gobierno, si alguno existia á la sazon. Debia partir para esta capital, y lo realicé no sin recelo de que llegase á mi noticia haberse verificado en Chile uno de aquellos funestos efectos que son consecuencias de la discordia; pero felizmente he entendido que el reino se ha conformado en la eleccion de personas que le rijan, teniendo en consideracion los respetos y circunstancias que adornan á los electos: cuyo acierto no es posible que deje de ser un anuncio

seguro del restablecimiento de la tranquilidad, y que arrolladas ya las miras ambiciosas de algunos díscolos, volverá ese país á entrar en la senda que le debe conducir á su felicidad, gozando de la confianza del gobierno supremo de la nacion española de que es parte, y del influjo de las que están en su alianza. 1817.

» Un motivo tan relevante me pone en la obligacion de reiterar á Vuestra Excelencia lo mismo que expresé en mis citados oficios, á que daré alguna extension, ya porque me anima el creer que sean mejor examinadas las razones de su apoyo, ya por desvanecer equivocaciones que veo demasiadamente extendidas, y que acaso han tenido bastante parte para alucinar á los incautos é inducirlos al error.

La Gran Bretaña no favorece la independencia de la América.

» De este clase es y no de corta consideracion el que han puesto en uso los primeros genios malignos que han alterado el sosiego de las Américas españolas, suponiendo á la Gran Bretaña protectora de una independencia con que han alucinado á los hombres poco reflexivos é incapaces de entrar al exámen de los poderosos óbstáculos que resisten un principio tan opuesto á la razon de justicia, de conveniencia y de política.

Lo comprueba.

» Voy á reunirlos concisamente. La nacion británica se unió á la España al momento que dió la señal de su heróica resistencia contra las miras ambiciosas y pérfidas del tirano. Esta alianza no puede considerarse puramente ceremonial, pues justifican lo contrario los socorros de toda clase expendidos por aquella; y todos serian de pequeña consecuencia si no concurriera con la sangre de sus ciudadanos vertida en repetidos combates y mezclada con la de sus aliados. Sería pues una absurda contradiccion sostener con una mano los intereses de España en Europa y arruinarlos con otra en América, debilitando su poder y fuerza para combatir al enemigo comun.

La Inglaterra no considera oportuna la independencia.

» No considera la Inglaterra las Américas españolas con las disposiciones y circunstancias indispensables á separarse de su metrópoli, aun prescindiendo de los vínculos de justicia y reconocimiento, ni es este el deseo ni la opinion general de sus habitantes. Los que se llaman indígenas no tienen opinion pro-

1817. piamente hablando : los Españoles europeos residentes en ellas lo miran con horror; los Españoles americanos acomodados, fincados y empleados son del mismo sentir; y los mestizos por inclinacion siguen este partido. Yo mismo me he certificado en estas ideas tanto en Nueva España como en esta América Meridional; y si hubiera podido equivocarme, me sacaria del error, como á todo el que vea sin prevenciones de preocupaciones, el éxito de los sucesos de Nueva España, Coro, Paraguay, Montevideo, Desagüadero, Cochabamba, en cuyas escenas trágicas y sangrientas no se han batido los Españoles americanos con los Europeos, sino con sus mismos paisanos, sin exceptuarse los mas íntimamente relacionados.

Los intereses mercantiles de la Gran Bretaña se oponen á la conducta que se le atribuye.

» Todo el interes de la Gran Bretaña relativamente á las Américas españolas debe considerarse mercantil, porque de nada está mas distante que de nuevas adquisiciones de terreno; y siendo aquel su objeto, mal podria realizarlo en unos países devastados á impulsos de la anarquía, y sus efectos espantosos, que ya iba extenuando la influencia francesa, notándose el perjuicio de la misma Inglaterra aun en el comercio, pues se ven los géneros franceses introducidos por conducto de los Americanos del Norte.

Se explica el proceder de algunos Ingleses y Anglo-Americanos

» Los países en que tuvo el orígen esta delirante idea de la independencia, fueron aquellos en que mas concurrian los Anglo-Americanos, y algunos Ingleses, que guiados de su interes particular contribuyeron eficazmente á la seduccion; pero ni ellos estaban autorizados, ni tenian los competentes conocimientos para dar seguridades, que debieron mirarse no solo con desconfianza, sino con desprecio; pues ellas embebian contradiccion y violencia con los sentimientos de la Gran Bretaña, y con las terminantes explicaciones de su gobierno, como puede verse en el oficio de lord Liverpool dirigido con fecha de 29 de junio de 1810 al gobernador de Curazao (1), á quien dice entre otras cosas que S. M. B. cree que es un deber suyo en honor de

(1) Ese documento se encuentra en la seccion correspondiente á Colombia.

la justicia y la buena fe, oponerse á todo género de procedimiento que pueda producir la menor separacion de las provincias españolas de América de su metrópoli de Europa; pues la integridad de la monarquía española fundada en principios de justicia y verdadera política es el blanco á que aspira Su Majestad. 1817.

» Estas terminantes explicaciones de la Gran Bretaña no admiten interpretacion ni pueden oscurecerse por el abuso de ellas, ni por otras producidas en tiempo en que España tenia un gobierno de cuya legitimidad se dudaba, ó á lo ménos no estaba reconocido por todas las provincias, ni por todas las potencias extranjeras. Hoy se halla la nacion española reunida en cortes generales con un gobierno solemne y legítimamente establecido, á quien respetan y han reconocido uniformemente las provincias de uno y otro hemisferio. En aquel congreso, dedicado desde el punto de su reunion á establecer el bien de todos los Españoles y fijar las bases sólidas de una legislacion igual y justa, tienen su confianza todos los pueblos que componen la monarquía. Los Españoles americanos han visto ya desaparecer con sus decretos muchos de los abusos de que se quejaban, y lograrán el total remedio de ellos sin necesidad de sangre, horrores y devastacion, desgracias á que ha pretendido inducirlos la influencia de la Francia, y que trata de evitar la Inglaterra.

Influencia benéfica de las medidas de las cortes españolas.

» Una misma es la causa y recíprocos los intereses entre Españoles, Portugueses é Ingleses; mas la Gran Bretaña ha evitado cuidadosamente toda gestion que pudiera infundir recelo aun el mas remoto; *siendo la prueba de la rectitud de sus principios la resistencia á la pretension del nuevo gobierno de Buenos Aires, que solicitaba ponerse bajo la proteccion de Portugal.* La Inglaterra consideró esta medida opuesta á la verdadera alianza y al objeto que desde luego se propuso, que nunca será otro que el de auxiliar á una y otra potencia contra el enemigo comun, para mantener indemnes sus respectivos dominios de Europa y América : á este intento se ha ofrecido pronta á las gestiones de conciliacion. Yo, como individuo de la nacion británica, obrando con conocimiento de sus sentimientos en la materia é

Resistencia de la Gran Bretaña á las pretensiones del nuevo gobierno de Buenos Aires.

1817. inclinado ademas por amor á los Españoles, no he querido omitir el reiterar á Vuestra Excelencia el contenido de mis citados anteriores oficios, ofreciéndome de nuevo á pasar á ese puerto á recoger y conducir á bordo del navío de mi mando los señores diputados que ese reino elija para que le representen en el congreso nacional, seguro de que en él obtendrán todos los deseos convenientes á la felicidad de ese hermoso reino en union con sus hermanos de Europa, con honor, con legitimidad, y por los medios que corresponden á la nobleza y decoro de que son dignos sus habitantes. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Lima, 3 de octubre de 1811. — Cárlos Fleming. — Excmo. señor presidente gobernador del reino de Chile.»

Los tres hermanos Carreras.

Un feliz porvenir parecia brillar á los ojos de todos ; pero la mal entendida ambicion de tres jóvenes detuvo la marcha benéfica de los acontecimientos, é introdujo en el seno del Estado conmociones intestinas. Los tres hermanos Carreras descendian de una familia muy respetable del país, y eran oficiales del ejército ; todos ellos, y particularmente el mayor, estaban dotados de talentos que les dieron derechos á la consideracion pública, á pesar de su vida licenciosa, hasta que condujeron su patria al borde mismo de su ruina, por ideas de engrandecimiento personal.

Reclamaciones al congreso.

El número desproporcionado de diputados elegidos por la ciudad y provincia de Santiago, y la ilegalidad de algunas elecciones, produjeron mucha inquietud y algunas vigorosas reclamaciones de las otras provincias. Conociendo el congreso la necesidad de acceder á estas peticiones, redujo el número de los diputados á una mitad, y dispuso se reeligiesen los de la Concepcion, y se restableció la tranquilidad; pero las formas eran pretextos de los Carreras. Adornados de las maneras que les hacian apreciar particularmente de las tropas y de una gran parte del pueblo, se formaron un partido, tomaron el timon del gobierno, y el 26 de diciembre de 1811 disolvieron el congreso.

Su disolucion por los hermanos Carreras.

En seguida formaron una junta, á cuya cabeza se puso el

hermano mayor, y los negocios desde aquel momento tomaron tal marcha, que no podian producir otro resultado que divisiones y descontento en todas las clases de la sociedad. Disensiones que se originaron despues entre los hermanos, produjo la momentánea separacion del mayor, pero habiéndose reconciliado nuevamente, volvió á ponerse á la cabeza de la junta.

1817. Formacion de una junta encabezada por el mayor de los Carreras.

La guerra civil comenzaba entónces; á mas del bando realista dos fracciones del partido patriota aparecian en la lid. D. Juan Martínez de Rósas, persona muy influyente en la provincia de Penco, era el caudillo del Sur y se hallaba al frente de los Penquistas. D. José Miguel Carrera era dueño de la capital y el caudillo del Norte.

Penquistas y Santiaguinos.

Los primeros pretendian que Concepcion debia ser la capital del reino como centro de las provincias meridionales, que son las mas ricas y pobladas del país, y combatidos por los Carreras originóse un antagonismo cuyo resultado fué que Concepcion se negase á reconocer las autoridades de Santiago y estableciese un gobierno propio y una junta provincial (1).

Concepcion organiza un gobierno propio.

Entretanto D. Bernardo O'Higgins se hallaba en una crítica situacion, pues era al mismo tiempo miembro del gobierno de Santiago y diputado al congreso por Concepcion; la prision de su amigo Mackenna puso un término á esa situacion, enviando al gobierno el 3 de diciembre su renuncia, concebida en los términos siguientes:

Situacion de O'Higgins.

« Excmo. Señor: Las incesantes enfermedades que he sufrido desde mi llegada á esta capital me obligaron á suplicar al alto congreso me eximiese del cargo de suplente del señor D. Juan Martínez de Rósas, representante por la provincia de Concepcion en el directorio ejecutivo. Al presente ocurro á la justa benignidad de Vuestra Excelencia para que teniendo consideracion de mis padecimientos, la postergacion de mis intereses por la ausencia de mi país, y finalmente la decadencia de mi salud por falta de

Su renuncia.

(1) Sus miembros eran: D. Pedro José Benavente, presidente; D. Juan Martínez de Rósas; D. Luis Cruz; D. Bernardo Vergara y D. Manuel Vázquez de Novoa, secretario.

1817.

los aires del campo, se sirva nombrar otro suplente para la citada provincia, bajo la protesta que desde luego hago de regresar dentro de tres meses si para entónces se me conceptuase útil, sirviéndose Vuestra Excelencia concederme la correspondiente licencia. Es gracia que con justicia espero conseguir de la integridad de Vuestra Excelencia. — Santiago, diciembre 3 de 1811. — Bernardo O'Higgins. »

Visita de Carrera. Objeto de ella.

El 13 del mismo mes se presentó en su casa D. José Miguel Carrera con su secretario D. Manuel Rodríguez. El objeto de esta visita era solicitar de O'Higgins una entera cooperacion. Este aceptó la mision de mediador entre las dos provincias, y sin pérdida de tiempo partió para Concepcion, conductor de los poderes mas amplios, segun se convino de palabra con el dictador.

O'Higgins presenta sus credenciales.

Apénas llegó á su destino O'Higgins, se apresuró á presentar sus credenciales á la junta; y despues de largas conferencias dió cuenta del resultado de ellas al gobierno de Santiago en la siguiente comunicacion:

« Excmo. Señor: El viérnes 27 del corriente llegué á esta ciudad, é inmediatamente presenté mis credenciales á este gobierno, las que fueron admitidas con el mayor regocijo, congratulándose se les presentase una ocasion de tranzar amigablemente cualquiera diferencia que por siniestros informes pudieran suscitarse. Con la mayor brevedad procederé á acordar las instrucciones que Vuestra Excelencia se sirvió ordenarme, de cuyos resultados estoy enteramente persuadido serán las mas felices y convenientes á ambas provincias: de ello estoy así convencido por la buena disposicion que observo en los de esta junta.

Espera tener un éxito completo.

» Los pliegos que con fecha del 20 del corriente me incluye Vuestra Excelencia, los entregué á esta junta, y en mi presencia fueron abiertos y leidos, de cuyos contenidos quedo impuesto. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Concepcion, diciembre 29 de 1811. — Excmo. Señor. — Bernardo O'Higgins. »

El gobierno de Santiago le contestó en estos términos, adjuntándole un oficio en que demuestra la injusticia de las quejas de Concepcion : 1817. Contestacion del gobierno de Santiago.

« Queda enterada la junta de las diligencias que Vuestra Señoría ha hecho para empezar el despacho de las comisiones que le encargó. Espera de su celo y patriotismo que se concluyan lo mejor en el tiempo mas breve. Tiene grandes esperanzas, así por manejar Vuestra Señoría el negocio, como por tratarlo con ese gobierno provincial. Para que proceda Vuestra Señoría con noticia de todos los particulares de la correspondencia de ambos, le incluye copia de sus contestaciones en este correo, debiendo ahí imponerse del oficio que las motivó, y le felicita en la prosperidad de su arribo. — Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Santiago, enero 8 de 1812. — José Miguel de Carrera. — José Nicolas de la Cerda. — Al señor D. Bernardo O'Higgins. » Tiene plena confianza en su celo y patriotismo.

Una semana despues el hábil y patriota mediador hacía saber á Carrera del modo siguiente los progresos satisfactorios de su mision : Progresos satisfactorios de su mision.

« Excmo. Señor : Deseoso de llevar á debido efecto el objeto de mi comision, he hecho presente con oportunidad y sucesivamente á esta junta los varios capítulos de la instruccion, los que han sido oidos con sumo placer, y aunque se han indicado algunas cortas modificaciones, no tienen otro objeto que el bien general. Son acogidos los capítulos de la instruccion con pocas modificaciones.

» Sobre el artículo nono se han propuesto igualmente por la junta algunos reparos que tienen el mismo objeto, y que se podrán allanar y allanarán sin perjuicio y en beneficio del sistema. Tratándose de este capítulo se propuso la institucion de un senado permanente, compuesto de dos diputados de cada una de las tres provincias, con cuyo acuerdo se determinen los negocios de mayor gravedad que se señalen en su particular reglamento, como son los de la paz ó guerra; la imposicion de contribuciones y nuevos arbitrios; los tratados de comercio con las potencias extranjeras ó con las provincias americanas que Se propone el establecimiento de un senado permanente. Objeto de ello.

1817. defiendan la misma causa; los asuntos relativos al valor y cuño de las monedas; la promulgacion de una nueva ley ó la revocacion de las antiguas; el aumento de tropas y tal cual otro caso de gravedad, resolviéndose estos asuntos á pluralidad de votos, en que tendrán uno cada uno de los individuos de la junta. Piensan que este senado es necesario para precaver los efectos funestos del error, de la arbitrariedad ó del despotismo.

Id. fijar el tiempo de la duracion de los vocales del gobierno.

» Piensan tambien que sería conveniente fijar el tiempo de la duracion de los vocales del gobierno provisorio, y el modo como deban salir sucesivamente para que siempre quede quien instruya de los negocios á los que vayan entrando de nuevo. Sobre todo lo cual sería conveniente se me anticipasen las correspondientes instrucciones, aunque de lo que resulte de las conferencias daré aviso oportunamente para que se venga á un ajuste definitivo.

Órden que se habia dado de levantar un ejército.

» Aunque aquí se dieron providencias vivas para armar á todas las milicias de la provincia y se continúan dando, ya el objeto es aprovechar el ardor de los pueblos que las hacen á su costa y por erogaciones voluntarias, á fin de conseguir poner la provincia en el mejor estado de defensa posible contra las invasiones exteriores que puedan intentar los enemigos de nuestro sistema. No obstante que para reunir las fuerzas se han hecho venir las tropas de la frontera, no se ha movido un soldado hácia los partidos del norte. Habiendo llegado repetidos avisos de que á Talca se acercaban 200 veteranos con artillería y que luego les seguian otros 500 con algunos regimientos de milicias, con este motivo se habia acordado en junta de guerra, presidida por esta junta, que marchasen mil hombres de infantería y dragones á..... (*aquí está roto el borrador*) de artillería á la ribera del Maule para que estuviesen en observacion; pero que asegurados despues que solo eran doscientos y de las disposiciones pacíficas de ese gobierno, así como de sus principios patrióticos, se ha desistido enteramente de esta medida.

Avisos falsos: preparativos de defensa.

El gobierno desiste de ello.

Disposiciones pacíficas de Concepcion.

» Estoy firmemente persuadido de que esta junta está muy léjos de pensar hostilmente contra esa provincia, miéntras nuestro sagrado sistema se conserve inviolable en èlla, y solo se

trata del mejor modo de su conservacion por medios puros y legales. 1817.

» Y es todo cuanto por ahora puedo decir á Vuestra Excelencia en virtud de mi comision. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Concepcion, enero 4 de 1812. — Bernardo O'Higgins. — Excmo. Señor ejecutivo del reino. »

Hé aquí la contestacion que recibió :

Contestacion de Carrera.

« Bien supo la junta al entregar comision á Vuestra Señoría para que tranzase sus diferencias políticas con esa provincia, que el resultado habia de ser conforme en lo posible á sus intenciones y regular, sin que Vuestra Señoría perdonase medio para conseguirlo. Tambien sabe que trata con sus hermanos, y que, hijos todos de unos principios y de una educacion, no hemos de anegar en sangre nuestro suelo, cuando no hay un motivo bastante á dividirnos y encarnizarnos. Al fin hemos de ser unos, y uniformados nuestros sentimientos, nos desengañarémos que toda disension es obra exclusiva de nuestros enemigos que no procedieron fielmente en las noticias. Algun dia nos tratarémos inmediatamente con mas serenidad y nos conocerémos, y confirmarémos de nuevo la estrechez de nuestras relaciones.

Ideas conciliadoras de la junta de Santiago.

» Cuando se decida y vengan de oficio las modificaciones ó novedades que anuncia Vuestra Señoría, responderémos á ellas, en inteligencia que no habrá sacrificio por que no pasemos en lo posible por conseguir la pacificacion y union. — Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Santiago, enero 20 de 1812. — José Miguel de Carrera. — José Nicolas de la Cerda. — Manuel Manso. — Manuel X. Rodríguez, *secretario*. »

Vázquez de Novoa.

Entretanto, la junta de Concepcion habia nombrado al señor D. Manuel Vázquez de Novoa para conferenciar y negociar un arreglo pacífico con O'Higgins ; el cual por los esfuerzos conciliadores de ambos negociadores fué ajustado el 12 del mes de enero de 1812 y ratificado por la junta de gobierno de Concepcion. Hé aquí el texto de este convenio :

Arreglo pacífico ratificado por Concepcion.

TRATADOS DE LA JUNTA DE CONCEPCION DE CHILE CON EL GOBIERNO DE SANTIAGO.

1817.

Consideracion preliminar.

« El señor presidente y vocales del poder ejecutivo, animados de los mas vivos deseos de cimentar la union y fraternidad de las provincias en cierto modo alteradas, con motivo de los sucesos de la capital de los dias 15 de noviembre y 2 de diciembre últimos, y queriendo que esto se haga de un modo que asegure la tranquilidad pública, la permanencia y prosperidad del sistema, y justa causa en que se halla empeñado el reino, han nombrado al teniente coronel D. Bernardo O'Higgins, para que pasando á esta ciudad como delegado suyo trate con su actual gobierno sobre aquellos grandes objetos. La junta de esta provincia, hallándose animada de los mismos sentimientos, ha nombrado para el mismo fin al vocal D. Fernando Vázquez de Novoa, los cuales habiendo manifestado y canjeado sus respectivos poderes, han convenido en los artículos siguientes :

Fuente de la soberanía.

» 1° La autoridad suprema reside en el pueblo chileno. Todos los individuos encargados del gobierno, todos los funcionarios públicos, reciben del pueblo la jurisdiccion que tienen. Ellos son sus mandatarios y servidores, y les deben responder de su conducta y operaciones.

Consolidacion del sistema adoptado.

» 2° En todo el reino de Chile, y por consiguiente en las provincias de Santiago y Concepcion, se harán todos los esfuerzos posibles que estén en el alcance del poder humano, para conseguir la permanencia, perpetuidad y progresos del sistema adoptado, y causa general de la América, y no se permitirá su trastorno y término desgraciado, á ménos de que sea perdiendo la vida todos los buenos patriotas, entre los cuales deben contarse los individuos actualmente encargados del gobierno en las dos provincias.

Suspension de las sesiones del congreso.

» 3° Quedan suspendidas las sesiones del congreso hasta que llegue el caso en que sea preciso formar una constitucion permanente, lo que se verificará ocupada que sea la España por los

Franceses, ó si por justos y necesarios motivos fuese indispensable declarar ántes la independencia. 1817.

» 4° En el entretanto el gobierno del reino sera provisional y representativo en todo sentido, y se compondrá de tres vocales que elegirán y nombrarán, el uno la provincia de Santiago, el otro la de Concepcion, y el tercero la de Coquimbo, cuya extension y límites fijará la comision que se nombre y aprobará ó modificará el gobierno. Gobierno provisional.

» 5° Para precaver los males de la demora, cada provincia reglará por ahora el modo de la eleccion de los vocales que no estén elegidos, ó nombrados, la que se hará por la asamblea de todos los partidos de cada una, ó por los electores que nombren, y se reunirán en sus respectivas capitales. Modo de elegir los vocales.

» 6° El poder ejecutivo del reino, compuesto de los vocales propietarios, fijará en un particular reglamento el tiempo de la duracion de sus oficios, que en ningun evento podrán ser perpetuos ni durar por ménos de dos años, ni por mas de tres. El reglamento que se forme lo aprobarán y ratificarán las provincias, si no tienen reparos que oponer, y será extensivo á la junta de Concepcion, y á las demas del reino. Duracion de sus oficios.

» 7° Los pueblos de las provincias podrán nombrar procuradores cerca del gobierno superior para promover sus negocios, ó harán las representaciones que les convengan por medio de las juntas subalternas, ó de los cabildos miéntras se establecen. Nombramiento de procuradores.

» 8° El poder ejecutivo propietário discutirá el punto, y resolverá si se ha de instituir un senado provisional permanente, compuesto de seis individuos nombrados por las tres provincias, á saber : dos por cada una, con cuyo acuerdo se resuelvan los puntos mas graves é interesantes, como son los de la paz y guerra, cuño y valor de la moneda, alianzas y tratados de comercio, imposicion de arbitrios y contribuciones, aumento de tropas, poner sobre las armas las milicias, revocar y hacer nuevas leyes, en caso urgente y necesario, y otros semejantes; pues la experiencia de todos los siglos ha demostrado la necesidad de un poder intermedio de esta clase, para precaver los abusos del Senado provisional permanente.

1817. despotismo y arbitrariedad, y para el mejor acierto en las resoluciones importantes.

Funciones del gobierno de Concepcion.

» 9º Miéntras se restablece el congreso, y se forma la constitucion, el gobierno de Concepcion promoverá todos los empleos de la provincia civiles y militares hasta coronel inclusive, lo acordado por este pueblo el 5 y 18 de setiembre y 5 de noviembre últimos. De los nombramientos que haga, dará aviso al poder ejecutivo del reino, para que se aprueben y confirmen, y se tome la razon conveniente, si no tiene reparos que oponer; en el caso que los tenga, los volverá para que se satisfagan. Formada la constitucion, se hará como en ella se prescriba, y en lo demas la junta de esta provincia solo tendrá y ejercerá la autoridad, funciones y privilegios primitivos concedidos á los intendentes en su particular ordenanza.

Reconocimiento del gobierno provisional.

» 10º En el entretanto que se eligen los vocales propietarios, la junta de Concepcion á nombre de la provincia reconoce el actual gobierno provisional, compuesto de un propietario y de dos suplentes elegidos por la capital.

Desconocimiento de cualquiera otro.

» 11º En ningun evento se reconocerán las cortes, la regencia, ó cualquier otro gobierno que se instituya en España, ni se admitirán los empleados que de allá se manden, miéntras que no se restituya á su trono el rey Fernando VII, y si llega este caso, y el que no se declare la independencia, el reino entrará en negociaciones, y las sostendrá para obtener la libertad del comercio, y de tener manufacturas; para que la provision de los empleados se haga en los naturales del país, y para que el gobierno tomando otra forma, no quede como en lo pasado expuesto á las borrascas del despotismo y de la arbitrariedad.

No hay mas autoridad que la de Fernando VII.

» 12º Perdida la España á todo trance, y en cualquiera circunstancia se declarará la independencia, y se tendrá por perdida en el caso de que los Franceses ocupen las provincias del continente, aunque se sostenga la plaza de Cádiz, miéntras en el reino quede un hombre vivo, no se someterá á potencia alguna extranjera, ni á otra autoridad ó cetro que al de Fernando VII; y si este no se restablece, á ninguno.

Prest.

» 13º Sin fondos competentes no hay armas, ni hay tropa,

ni medios de defensa, y sin ellas no hay sistema. Se calcularán por consiguiente los costos indispensables del prest y sueldos de las tropas de dotacion de todo el reino, y los de la lista civil; se economizarán los gastos no necesarios; se reducirán á lo preciso las rentas de los empleados, y sin dilacion se buscarán y establecerán arbitrios para su pago, y para reservar un fondo suficiente, que sirva en las necesidades imprevistas. 1817.

» 14° La facultad de abolir, modificar, ó hacer una nueva ley, residirá en la junta de la capital, y en el senado si se establece; y en el caso de que no, en la junta ó poder ejecutivo, con precedente acuerdo de las provincias. Facultad de hacer nuevas leyes.

» 15° Se establecerán con toda la brevedad y anticipacion posibles las juntas subalternas de los partidos, quedando extinguidos los empleos de subdelegados. Juntas subalternas.

» 15° Se llevará á debido efecto la abolicion de los derechos parroquiales decretada por el congreso, y señaladamente los que pertenecen á matrimonios, que tan gravemente han perjudicado al aumento y poblacion del reino; pero se asignará congrua á los curas que queden indotados, para lo que se buscarán arbitrios, y será uno de ellos la adjudicacion de los cuatro novenos beneficiales que segun la creacion y las leyes pertenecen á los curas, y los perciben los canónigos. Abolicion de los derechos parroquiales.

» 17° Ninguna de las dos provincias protegerá, amparará, ni ocultará á los reos perseguidos y fugitivos de la otra. Los gobiernos siendo requeridos, los solicitarán de buena fe, y los remitirán, si los aprehenden. Los particulares que los oculten y recepten, quedarán sujetos á las penas de las leyes. Extradicion de reos prófugos.

» 18° Residiendo la soberanía en el pueblo, el de cada provincia la tiene en su territorio, y ninguno tiene derecho para exigir de la otra sumisiones y deferencias perjudiciales, hijas de la tiranía. Su union, su fraternidad, su dependencia deben fundarse en su mútua utilidad y convenciones. Si contra estos principios sagrados alguna intenta hacer á la otra la guerra, comete un crímen de usurpacion y de agresion. La provincia amenazada ó atacada podrá defenderse y solicitar auxilios que la sostengan en sus derechos, en el caso que los necesite. Soberanía de las provincias.

1817.

Conducta en casos de guerra intestina.

» 19° Si quiere la desgracia de que por otros motivos justos se hayan de hacer la guerra unas provincias á las otras (lo que no se espera, y se debe evitar como el peor de los males por todos los buenos y juiciosos ciudadanos que aman el sistema y la patria), se procederá por el órden de gentes, y han adoptado las naciones cultas de Europa en sus ruinosas contiendas.

Libertad de imprenta.

» 20° Se establecerá en la capital, y en esta provincia luego que la tenga, la libertad de la imprenta bajo las reglas y principios que han adoptado las naciones libres y cultas, donde no reina el azote del despotismo, del misterio y la tiranía.

Fuerza militar. Cesacion de diferencias.

» 21° Se tomarán todas las medidas activas y enérgicas que exige imperiosamente el estado de las cosas para armar el reino, y ponerlo en el de repulsar las tentativas é invasiones de los enemigos comunes : cesarán desde este dia las diferencias políticas ocurridas entre los gobiernos de las provincias con motivo de las ocurrencias de la capital. Una eterna paz, union, fraternidad y amistad de la una para con la otra, y de los habitantes mutuamente, será el fruto apreciable de esta convencion.

Publicacion de manifiestos.

» 22° Ratificada que sea por los gobiernos, se expedirán manifiestos en que se hagan saber á los pueblos los motivos de conveniencia pública en que se ha fundado, reservándose los puntos relativos al no reconocimiento de la regencia y cortes, y á la declaracion de la independencia en su caso.

Alianza ofensiva y defensiva.

» 23° Las alianzas dan fuerzas y auxilios, y solo no pueden parecer bien á los enemigos de nuestra justa causa que desean vernos sumergidos en el estado lastimoso de la languidez y abatimiento, ó á las cabezas débiles que quieren mantenerse en un estado neutro para esperar los acontecimientos, y que todos los bienes les vengan del Cielo. Se formará por consiguiente una alianza ofensiva y defensiva con las Provincias del Rio de la Plata, en que se estipulen los mutuos socorros que se deben prestar en el caso de urgencia y de ser invadidos por enemigos exteriores.

Interpretacion de dudas.

» 24° Si ocurriese en adelante alguna duda sobre la observancia ó inteligencia de uno ó mas capítulos del actual convenio, se decidirá amigablemente por ambas partes.

» 25° Se llevará á debido efecto este convenio desde el instante que se firme, y será ratificado en el término de quince dias, ó ántes si pudiere ser : y firmamos dos de un tenor en la ciudad de la Concepcion, en doce dias del mes de enero de 1812.— Bernardo O'Higgins. — Licenciado Manuel Fernández Vázquez de Novoa. »

1817.

Ejecucion de este convenio.

« Concepcion y enero 13 de 1812.—La junta de gobierno de la provincia de Concepcion, en virtud de la autoridad, facultades y poderes que le concedió la asamblea del pueblo en el cap. 9 del acta de 5 de setiembre último, aprueba y ratifica los capítulos de la presente convencion. »

La junta de Santiago acusó recibo del citado pacto con la siguiente carta :

Contestacion ambigua del gobierno de Santiago.

« Se recibieron las proposiciones acordadas por Vuestra Señoría con D. Manuel Novoa y ratificadas por esa junta. La del reino queda activando los medios de concluir una conciliacion que desea. No perdonará sacrificio por conseguir la union, y despachará por su parte con la prontitud posible : en cuyas circunstancias expresará su reconocimiento hácia Vuestra Señoría por el mérito que se ha labrado en la comision. La patria no olvida servicios, y sus mandatarios no pueden exceder la obligacion de una gratitud debida. — Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Santiago, enero 23 de 1812. — José Miguel Carrera. — José Nicolas de la Cerda. — Al Señor D. Bernardo O'Higgins. »

Segundo oficio de esta

Muy luego se ocupó la junta de la discusion del tratado, y el 4 de febrero dirigió al señor O'Higgins un segundo oficio concebido en los siguientes términos :

« Si la patria en sus apuros recarga á sus buenos hijos con las comisiones que le interesan, tambien sabe reconocer el mérito del individuo cuando despacha el efecto de sus encargos. En las extremas circunstancias de nuestras disensiones con Concepcion, era indispensable valerse del concepto de Vuestra Señoría para conseguir un avenimiento honroso y conciliador

1817.

Agradece á O'Higgins por sus servicios.

de los ánimos. Se ha visto todo el resultado, y la junta no olvidará sus procedimientos y el interes con que ha dirigido su causa que se anuncia en correspondencia oficial que reconoce: é intimado Vuestra Señoría en sus intenciones, no perdonará medio de satisfacer sus servicios en el mismo órden de sus obligaciones. Por ahora está en el consuelo de verlo á Vuestra Señoría descansar de su fatiga. — Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Santiago, enero 23 de 1812. — José Miguel Carrera. — José Nicolas de la Cerda. — José Santiago Portáles. — Al Señor D. Bernardo de O'Higgins. »

Carta de este á Alvarez Jonte sobre el resultado favorable de su mision.

O'Higgins, confiado en la buena fe de Carrera, escribia poco despues á su amigo Alvarez Jonte: « Las desavenencias suscitadas entre la provincia de Santiago y de Concepcion, que se hallaban á punto de experimentar los horrores de una guerra civil, felizmente se han apagado de algun modo, y se ha celebrado una convencion que ha sido ratificada por esta junta, y se espera *por momentos* igual ratificacion por la del reino. »

Mala fe de los Carreras; ultimátum.

Pero infelizmente trascurrió el mes de febrero sin que llegase la ratificacion, y el 7 de marzo el pueblo de Concepcion nombró á D. Luis Cruz para llevar un ultimátum á Santiago, y á D. Bernardo O'Higgins para que levantase un ejército. Este último obedeció puntualmente, y con una fuerza de 4 á 5,000 hombres ocupó á Chillan miéntras las de Santiago se estacionaban en Talca. D. Ignacio de la Carrera mandaba el ejército de la capital.

O'Higgins, diputado de guerra. Apertura de la campaña.

En esa actitud extrema Rósas autorizó á O'Higgins para que entablase una negociacion con el general enemigo.

Arreglo pacífico.

En efecto se negoció una conferencia que tuvo lugar en una isla del rio Maule, y que dió por resultado la ratificacion del tratado de 12 de enero, cuya base principal era, segun se ha referido, la creacion de un senado que representase las tres provincias del reino (1).

El 17 de agosto de 1812 el gobierno de Chile dirigió al de

(1) Véase el *Ostracismo del general O'Higgins*, por D. B. VICUÑA MACKENNA, pág. 146 y siguientes.

las Provincias Unidas del Rio de la Plata el siguiente oficio congratulatorio, por haber logrado sofocar la conspiracion capitaneada por Alzaga, que debió estallar el 1° de julio en la ciudad de Buenos Aires (1):

1817.

Nota dirigida al gobierno de las Provincias Unidas de la Plata.

Sobre una conspiracion tramada por los Europeos.

« Excmo Señor : El proyecto bárbaro de conspiracion que la vigilancia de ese gobierno frustró á los Europeos ingratos que le merecen su existencia civil, no creemos se encerrase en ella por desgracia con tan reservados, unidos y relacionados en todos los puntos, como nosotros generosos, confiados y francos : los movimientos que presentimos en esta, combinados con las provincias del Perú, justamente en una misma época, advierten sin mucho riesgo de engaño que este plan era acordado.

Contra el sistema de tolerancia.

» Ya es tiempo de abjurar el funesto moderantismo, cuyos resultados nos han puesto tantas veces al bordo de una desgracia; la energía solo puede salvarnos, y seríamos indignos de figurar en el mundo político, si conociendo los medios de existir, nos abandonásemos al arbitrio de unos enemigos, en quienes no habrá la mas generosa liberalidad : aquí se activan las mas reservadas y ejecutivas providencias con los sospechosos, que en breve desaparecerán de un suelo que no merecen.

» La Providencia es decidida en nuestro amparo, pero no debemos abusar; ella nos constituyó á la frente de pueblos tan generosos como abatidos por tres siglos de la servidumbre rebajante; es necesario ser superior á los sentimientos suaves del genio americano, y asimismo para hacer la salud de la patria, que justamente merece á Vuestra Excelencia esa capital en la crísis prolija que nos anuncia, cuenten en su auxilio cuanto esté á los alcances de Chile, que por la identitad de causa y sentimientos serán inseparables de sus hermanos de la Plata, á quienes gratula sinceramente. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Santiago de Chile, agosto 17 de 1812. — Pedro José Prado Xaraquemada. — José Miguel de Carrera. — José Santiago Portáles. »

(1) Véase el tomo II, pág. 6.

1817.

Abascal, virey del Perú, asecha los progresos de los principios anárquicos.

Miéntras tanto, Abascal, virey del Perú, que siempre habia afectado deseo de mantener buena armonía con el gobierno democrático de Chile, asechaba los progresos de los principios anárquicos, y no fué tardío en aprovechar la oportunidad que le ofrecia el descontento general, nacido de los desórdenes de los Carreras. Para hacer que sirviera á sus propias intenciones la usurpacion que acababan de hacer, mandó salir tropas de Lima á las órdenes del general Pareja, las cuales desembarcaron en San Vicente, cerca de Talcahuano, á principios del año de **1813**.

Pareja desembarca en San Vicente.

Del progreso que llevó la revolucion en Chile, parece que sus naturales marcharon casi invariablemente por el camino de una extremada moderacion. Ni la conspiracion de Figueroa, ni los alborotos causados por los Españoles en Aconcagua y otros puntos, ni los signos positivos de desafeccion que diariamente daban al nuevo órden de cosas, fueron bastantes para determinar á los incautos Chilenos á deponer de sus encargos á unos Europeos nombrados para destinos de importancia por el gobierno del rey. Una de las consecuencias naturales de tan mal fundada confianza fué la rendicion de la Concepcion, cuyo gobernador era Español, y por descuido conservaba el mando. En Talcahuano, un oficial criollo y un cura opusieron alguna resistencia; pero no habiendo sido secundados sino por el entusiasmo de un vecindario indefenso, los sometieron inmediatamente; y Talcahuano como la ciudad de la Concepcion quedaron en poder de los realistas, y sirviéndoles de bases de sus operaciones.

Falta de cautela de los Chilenos.

Sus consecuencias.

La noticia del desembarco de Pareja y su marcha rápida hácia el rio Maule despertó al fin de su letargo á los Chilenos, y la forma en que hicieron frente al peligro que los amenazaba, hace honor á su valor y patriotismo. El espíritu de partido desapareció; las justas causas que tenian de queja por la conducta de los Carreras las consignaron al olvido, y la rivalidad de las facciones se convirtió en la noble emulacion de quien hacía mayores sacrificios para conservar la libertad, que por el voto unánime de la nacion acababan de establecer. Las provincias correspondieron á tan nobles sentimientos, y por segunda vez

Los Chilenos se despiertan de su letargo.

Olvido de las rivalidades.

1817.

la unanimidad de expresion resonó en todo el territorio chileno. Inmediatamente formaron una caja militar, á la cual destinaron grandes fondos; y seis mil hombres marcharon al campo en busca del enemigo, creados y organizados como por encanto. D. José Miguel Carrera tomó el mando de estas tropas, el cual, al salir de Santiago, delegó la autoridad civil en su hermano D. Juan José, uno de los tres á cuya desmedida ambicion debe Chile sus principales desgracias.

Formacion de un ejército.

D. Juan José Carrera.

El gobernador del obispado de Chile exhortaba á sus habitantes del modo siguiente:

El gobernador del obispado.

« Amadísimos hijos mios de mi corazon en Nuestro Señor Jesucristo: el grave peso del ministerio pastoral, que por una extraordinaria providencia de la majestad de nuestro gran Dios ha recaido sobre mis débiles hombros en unos tiempos tan calamitosos, llenando mi espíritu de un santo temor, y confundiendo mi pequeñez, me hace elevar dia y noche las manos al Cielo con ardientes y fervorosos afectos en solicitud de aquella sagrada luz, que ilumina el entendimiento y penetra los corazones. ¡ Ah, si mis votos son escuchados! Porque sin este eficaz auxilio, ¿ qué valla podrán oponer los miserables mortales al impetuoso torrente que ha inundado las mas felices regiones del globo de calamidades, desgracias, odios y discordias? Á la verdad, hijos mios, que esta memoria me confunde, y al paso que quisiera separarla de mi mente, el nuevo peligro en que os veo, y la forzosa obligacion en que me hallo de aspirar por todos los medios posibles á la salvacion de vuestras almas, y libraros al mismo tiempo de los errores y desgracias en que os quieren sepultar unos hombres que se han declarado enemigos de vuestra paz y tranquilidad, y hacer correr arroyos de sangre, me obliga á hablaros del modo que vais á oir.

Reflexiones morales.

» En el mes de mayo de 1808 se levantaron las provincias de España contra los Franceses, para defender su libertad y derechos: cada capital de provincia instaló una junta con el nombre de suprema de España é Indias: aumentándose el peligro, conociendo dichas juntas que divididos los mandos en largas distancias, no era posible salvar la nacion, se convinieron

Levantamiento de las provincias de España contra los Franceses en 1808.

1817.

en remitir cada una dos diputados al sitio de Aranjuez con los correspondientes poderes, á fin de que con arreglo á la ley nombrasen un regente del reino, que dirigiese y gobernase la nacion: reunidos todos los diputados, resultó por el mayor sufragio de votos instalar una junta llamada central, compuesta de los mismos diputados: al poco tiempo de formada dicha junta, llegan los Franceses á Madrid: huye la junta á Sevilla: en ella dan sus disposiciones contra el enemigo: con estas léjos de minorar el peligro de la nacion se aumentaba cada dia: con aquellas continuadas desgracias se introduce en toda la España un universal disgusto con el gobierno, llegando al extremo de desconfiar de él: pasan los Franceses la Sierra Morena: se acercan á Sevilla: huye segunda vez la junta central: se desparraman sus vocales por diferentes puntos: el pueblo de Jerez de la Frontera prende á tres ó cuatro: el general Castáños ruega por ellos, y los saca de la prision, y resulta repentinamente un consejo de regencia en la isla de Leon, nombrado por cinco ó seis de los que fueron vocales: este nuevo gobierno principia á expedir órdenes para las Américas: convocan á cortes extraordinarias: ponen suplentes por todas las ciudades y pueblos que dominaban los Franceses en España, y por ambas Américas hacen lo mismo: Carácas y Buenos Aires, que observan dolorosamente las referidas desgracias de España, que miran en la lectura de sus papeles públicos pretende aquella nacion que en el caso de ser dominada de los Franceses se entreguen las Américas á esta nacion: Buenos Aires que lee una proclama de su virey Cisnéros en que dice se ve la España en un próximo peligro de perecer, y que en este caso lo hará saber á las provincias de su mando para con el acuerdo de ellas tomar las providencias convenientes. Penétrase con estos acontecimientos Buenos Aires del mas vivo sentimiento: mira su grave peligro y el de toda la América: conoce muy bien que siendo el virey español europeo colocado por la desecha junta central, indubitablemente habia de aspirar á que la América del Sud siguiese la suerte de España: medita y calcula el medio de librarse de la mayor de las desgracias: se

Traslacion de la junta madrileña á Sevilla. Su disolucion.

Consejo de regencia. Sus órdenes.

levanta todo el pueblo: quita el mando al virey: instala la junta: esta, mirando peligraba el pueblo abrigando en su seno al virey y audiencia, que seguian una misma opinion, los remite juntos á Canarias, para sin estos opositores salvar la patria: por esta tan sábia y justa medida declaran guerra á Buenos Aires los jefes de Montevideo, Paraguay, Córdoba, Potosí, Chárcas y Lima: los pueblos del interior piden auxilios á Buenos Aires con ruegos y clamores: esta invicta capital marcha velozmente en socorro de sus hermanos, y á pesar de la guerra que les oponian los dichos jefes vencen los obstáculos, y penetran hasta los confines del vireinato, que llaman el Desagüadero.

1817. Destitucion del virey de Buenos Aires. Instalacion de una junta. Declaracion de guerra á Buenos Aires.

» Nuestro pacífico y feliz reino de Chile, penetrado de los mismos sentimientos que Buenos Aires, Carácas, Méjico, Santa Fe de Bogotá y Quito, quiere salvarse, y para conseguirlo, imita á estas provincias é instala su junta: esta convoca á los pueblos del reino, los inflama á la mas justa defensa, forma sábias constituciones: levanta cuerpos militares con jefes de valor, nobles sentimientos y acendrado patriotismo, que los instruyan en las reglas de la guerra, y defiendan al reino de los enemigos que contra él se declaren.

Instalacion de una junta en Chile.

» Despues de tres años en que nuestro sabio gobierno ha logrado conservar con sus sábias providencias á este reino en la mas envidiable paz y tranquilidad (á pesar de algunos enemigos de ella), franqueando á Lima no solamente los renglones de primera necesidad, sino tambien conservando la mas cristiana armonía, nos hallamos inesperadamente en que aquel virey, no contento con haber hecho correr arroyos de inocente sangre en las provincias del Alto Perú, Tucuman, Salta y Quito, su inaudita ferocidad ha remitido una expedicion al puerto de San Vicente, tres leguas distante de Concepcion, la que ocultando sus temores y aparentando valor, ha tenido la audacia de intimar á la plaza su rendicion.

Intimacion de rendicion hecha á la plaza de Concepcion.

» Valientes Chilenos, hijos amados de Jesucristo y edificativos seguidores de su religion santa; examinad la parte de historia que os presento: reflexionadla, y meditadla bien, y vereis como la luz del dia, es vuestra causa la mas justa y santa del

Crueldad del virey de Méjico y de Monteverde en Carácas.

1817. mundo, y que léjos de oponerse á los principios de la religion que profesais, ella misma la afianza, protege y asegura. Extended la vista al reino de Méjico, y vereis botados en aquellos campos y pueblos mas de doscientos mil cadáveres, que con la mayor crueldad é injusticia ni aun les han prestado el auxilio y socorro de la confesion y comunion. ¿ Y quién os parece será el monstruo que ha cometido tales atrocidades? El virey de Méjico. Corred á Carácas, y encontrareis los mismos horrorosos estragos ocasionados por un malvado teniente de marina que se apellida Monteverde. Pasad á la Paz, Potosí, Chárcas y Cochabamba, y os horrorizareis al ver sembradas las calles de hombres viejos, mujeres y tiernos niños muertos por esas desventuradas tropas del virey de Lima: pueblos incendiados, casas é iglesias saqueadas, y aun las imágenes de María Santísima, segun consta de documentos públicos, y excesos los mas abominables son los premios que despues de grandes ofertas dan estos monstruos á los que las creen, confian y rinden á ellas. ¿Y cuál será la suerte de vosotros, hijos de mi corazon en Nuestro Señor Jesucristo, si por ese pequeño número de tropas despreciables y forzadas os intimidais y acobardais? Sereis víctimas inocentes como las de Méjico, Carácas, Alto Perú, y las que acaban de perecer en Quito por el inhumano Móntes, que despues de entregados sin hacer la menor resistencia, poniendo en filas á aquellos infelices habitantes, iba quitando la vida de cada cinco uno. No espereis que os valgan clamores, ruegos, súplicas, ni disculpa alguna; no, nada os valdrá si llegase ese triste acontecimiento. Creed firmemente que sus corazones endurecidos y sus oidos sordos á vuestros gritos lastimosos no serán escuchados, y sufrireis la ignominiosa muerte que vuestros hermanos han experimentado.

Los exhorta á que se defiendan.

» Yo, hijos de mi corazon, no os alarmo á la guerra contra otros pueblos, porque en tal caso, por mi pastoral ministerio quedára irregular, mas sí os exhorto, os animo, y os inflamo á la justa defensa que es de derecho natural. Tomad las armas, corred á Concepcion y á cualquier punto del reino á defender vuestras vidas, las de vuestros ancianos padres, y el honor y

hacienda de vuestras mujeres y tiernos hijos. Repeled á ese despreciable enemigo, que con la mayor inhumanidad é injusticia viene á haceros los males referidos. Quisiera no tener en las circunstancias presentes el carácter sacerdotal para ir al frente de vosotros. Mirad que os habla un verdadero sucesor de los apóstoles, que no me lleva otro interes que vuestra felicidad, la de vuestros ancianos padres, mujeres y tiernos hijos, pues nada puedo apetecer, ni esperar de vosotros, ni del mundo entero, porque ya mi dignidad llegó al mas alto grado: no tengo padre, madre, hermanos, parientes, ni bienes que pudieran llamar mi atencion y arrastrarme á un particular interes. No, nada de esto tengo, y de consiguiente no puede haber un hombre entre vosotros que deje de confesar llevo otro interes en esta mi pastoral que el que tengo referido, y creed que cualquiera que os aconseje en contra de lo que os digo, es vuestro capital enemigo, y desea vuestra destruccion y ruina. 1817.

» Ea, pues, ancianos padres y madres heroinas, echad de vuestros ranchos y habitaciones á vuestros hijos grandes y á vuestros maridos en defensa de sus mismas vidas, de vuestro honor y de vuestras pobrezas, haced que corran á Concepcion y á cualquier otro punto á desterrar y confundir á los enemigos de vuestra natural felicidad: id pues á esta gloria, que vuestros mismos enemigos os presentan, y preparaos para recibir las inocentes coronas de laureles con que sereis recibidos en vuestra vuelta. ¡ Qué himnos, alabanzas y bendiciones no elevarán al Cielo todos los pueblos del reino cuando os vean venir á vuestros ranchos triunfantes, y qué lagrimas de regocijo no vereis derramar á vuestra presencia! Valientes Chilenos, haced que el mundo entero envidie vuestros triunfos y heroismo, y confiad que el Señor de los ejércitos confundirá á los enemigos, y los aterrará con solo vuestra presencia. Nada os acobarde, empuñad la espada, y creed que el Dios de las misericordias protegerá la mas justa de las causas, y permitirá que saliendo de este despreciable peligro que os amenaza, se difundirá por todo este reino la mas santa paz, union y regocijo, sepultando en el abismo los odios, discordias, enemistades y erradas opiniones,

1817.

que son las únicas que han acarreado tantos males, y recibid todos mi bendicion, que os la echo con todo mi corazon en el nombre de Dios, que me ha de juzgar segun mis obras, palabras y pensamientos.

» Dado en nuestro palacio episcopal de Santiago de Chile, á 31 de marzo de 1813. — Rafael, *obispo de Epifanía y gobernador del obispado.* »

Actividad con que procedió el virey.

Entretanto, la fácil ocupacion de Concepcion por las tropas reales alentó el genio activo y emprendedor del hábil virey del Perú, quien con el propósito de atraerse el apoyo de las poblaciones, se apresuró á dirigir la siguiente proclama á los habitantes de Santiago de Chile, á la vez que proclamaba tambien á los de Concepcion :

Proclama á los habitantes de Santiago.

« Nobles habitantes de Santiago de Chile, ¿ será posible que aun insistais en aniquilar y consumir la quietud y tranquilidad interior que en lo pasado gozaba este reino ? ¿ Aun pensais en destruir el órden público, y trastornar la armonía social con guerras y disensiones civiles que rompen los lazos de la unidad y traen los pueblos á su última ruina y degradacion ? ¿ Aun meditais atacar la autoridad soberana del pueblo español, cuando en la lucha mas gloriosa que ha visto el mundo ha inmortalizado su nombre, ha roto ya las cadenas que le habia remachado la mayor, la mas horrible y escandalosa de las perfidias? ¿ Aun trataréis de dirigir el puñal á las entrañas de vuestra propia patria, abrirle el seno y arrancarle el corazon? ¿ No habeis visto en el círculo de dos años entregada la independencia y libertad á que aspirabais á la direccion y capricho de dos jóvenes, cuya arbitrariedad y licencia abominaba mucho tiempo ántes vuestra religiosidad y pundonor? ¿ No era esa capital el domicilio del envidiable reposo y tranquilidad, y hoy se siente herida mortalmente, corriendo por sus miembros un veneno corrosivo que lo hace homicida á sí misma? ¿ No notais que no hay sino una propension al desórden y al desprecio de lo mas sagrado, bastante para inutilizar las mas sanas intenciones, y sofocar la fuerza moral para que presida en todo la oligarquía ó

la anarquía? ¿ Veis otra cosa que á la ambicion, el odio y la venganza, destruyendo el órden público, levantando partidos y conspiraciones, y sin proteccion legal vuestras personas y propiedades? ¿ Veis acaso arreglada vuestra administracion interna, amplificado vuestro comercio, quitados los obstáculos que obstruyen vuestra agricultura y aumento de poblacion, multiplicados los establecimientos científicos, extendidos los ramos de industria; ó hallais que todo es un desórden, y que los empleos y recompensa del mérito son exclusivos de una familia depositaria de la fuerza, y dispensados á su arbitrio y voluntad? ¿ No estais, por último, convencidos que los mas audaces sobrecogen á los tímidos, les dan la ley, y que la fuerza y osadía son el alma que arregla los movimientos del cuerpo político, proscribiendo y desterrando á los vecinos mas honrados, armando el reino contra el reino, familias contra familias, y que en este contraste se aniquila el órden público, y se pierde el reposo interior? Es preciso, nobles Chilenos, que dejeis ya descansar á un pueblo que siente todos los dejos de la nobleza, y no goza ninguna de sus ventajas, que se halla derramado en los campos trabajando sin gozar de nada, y viviendo de la compasion de otros. Observad que es natural y acendrada en sus pechos la fidelidad al rey, y que solo el artificio y el engaño los conduce á empuñar la espada y la lanza contra sus hermanos, abandonando sus familias y hogares, haciéndoles sentir un nuevo género de vida en lo político, que puede ser la ruina del órden y la desolacion de los pueblos: considerad que os hallais sin armas, sin erario, sin caudillos militares, sin disciplina, y sin ideas para consumar un plan atrevido, extenso y destructor de vosotros mismos. El general que de mi órden ha entrado en vuestras tierras, y tiene de su parte á la mas noble, leal y valerosa provincia de ese reino, lleva la oliva, y se penetrará mi corazon del mas vivo sentimiento si lo poneis en la triste necesidad de ensangrentar su espada: no es la opinion pública la que castigará ni las convulsiones y movimientos pasados, efectos de una preocupacion; á todos mirará como hermanos, y aun á los mismos caudillos que dan direccion á vuestras efímeras fuerzas. 1817.

1817. Pero si la obstinacion se empeña, si la razon no gobierna, si un espíritu aniquilador propende á destruir la integridad de la mas grande nacion, de nuestra patria comun, despreciando sus nuevas instituciones, y sus principios nobles y liberales á favor de estos dominios, todo el rigor de la justicia se dejará ver en plazas y calles, y desaparecerán muy luego aquellos pocos enemigos de la humanidad y conservacion del inmortal imperio español. — Lima, 22 de abril de 1813. — El marques de la Concordia. »

Proclama que dirigió al mismo tiempo á los de la provincia de la Concepcion.

El mismo dia proclamaba tambien á los habitantes de la provincia de la Concepcion de Chile, con motivo de la ocupacion de aquella capital por las armas del rey. Hé aquí sus palabras :

« Nobles, leales y generosos habitantes de Concepcion, acabo de ver con un placer inexplicable que habeis restablecido los vínculos mas estrechos con la inmortal nacion española, que si en algun tiempo creisteis perdida su causa por los progresos de los ejércitos franceses, hoy la veis elevada á la clase de redentora de la Europa, oyéndose el nombre español con entusiasmo en todas las partes del mundo; ya están cumplidos vuestros constantes deseos, propios de un pueblo valiente, leal y de nobles sentimientos, de sacudirse de la usurpacion y violencia, y defender siempre los derechos de Dios y de la patria; ya ha desaparecido la horrible disension y discordia que dilaceraban la mas fértil y hermosa provincia de la América del Sur; ya en las villas, pueblos y casas de sus habitantes reina la union, paz y tranquilidad, supremo bien de los pueblos; ya habeis arrojado de vuestro seno aquellos pocos egoistas, que abrigando ambiciosos planes de mando, encendian en su patria las rivalidades y partidos, llevándola á la ruina y desolacion; ya habeis recibido en vuestros brazos á vuestros hermanos, franqueándoles todos los recursos que conducen á consumar el plan de unidad, integridad y conservacion de la gran nacion española, uniéndoos al ejército expedicionario, poniéndoos entre sus filas, obedeciendo á su digno jefe, y exhortando á vuestros compatriotas á que todos formen una familia, y se vea en ella aquel antiguo órden y armonía social, bases de la pública felicidad.

» Leales y valerosos habitantes de Penco: gozaos en vuestra propia fidelidad; vínculos indisolubles os unen á esta insigne capital del Perú, y con ella á la gran familia española, á su nombre inmortal, á sus glorias, á sus loables instituciones, usos y costumbres, y á su rey; ya están adoptados sabios y valerosos principios que fijan las relaciones en todas las partes de la nacion; representadme sin embarazo lo que convenga á vuestra felicidad, y contad con todos los recursos de mi poder para apartar lo que obstruya vuestra navegacion, agricultura y comercio; un nuevo código dé direccion al gobierno público y civil, y tendreis parte en el arancel que arregle vuestros derechos, y en todo lo que conduzca á la particular y pública prosperidad; ayudadme, nobles y valerosos Penquistas, á consolidar la nacion; acompañad á vuestro activo y valiente general, que no empuña la espada para derramar la sangre de nuestros hermanos, sino para que no se despedasen las entrañas de nuestra patria comun, y se dilacere su integridad; formemos una casa, una familia, una nacion, y no permitamos que sea sojuzgada y despreciada por la usurpacion y violencia; si algunos imprudentes usurpadores del mando quieren conservar en él á expensas de una guerra civil, rasgando el seno de su patria, armando el reino contra el reino, manchando la tierra con la sangre de sus conciudadanos, y aniquilando el órden público; hácedles ver que la felicidad de los pueblos no está vinculada en la persona de uno ó dos, sino en la armonía social y paz interior; que una guerra civil de pueblo á pueblo y de ciudadano á ciudadano es el mayor de los males, como de los bienes el mayor el sacrificio que se haga en obsequio de la unidad, integridad y conservacion de un Estado constituido, mayormente cuando no podrá sacarse otra ventaja de la division que ensangrentar la historia del Nuevo Mundo con páginas de horror y desolacion: no dudo el triunfo del grande esfuerzo que hará esa provincia valerosa y leal á fin de sostener la independencia de la nacion española en todas las partes del mundo. — Lima, 22 de abril de 1813. — El marques de la Concordia. »

1817.

Sorpresa de *Yérbas Buénas.*

La campaña se abrió el 31 de marzo de 1813, con un movimiento atrevido y bien meditado de una division de tropas chilenas, la cual cayó de sorpresa sobre todo el ejército realista en un sitio llamado *Yérbas Buénas*. Si esta primera ventaja hubiese sido secundada inmediatamente y sin descanso por golpes bien dirigidos, la contienda se habria decidido de una vez; pero los mal disciplinados reclutas de los patriotas se esparcieron á ocuparse del pillaje en vez de perseguir á los realistas, que, sorprendidos, huían llenos de pavor, y los que habiendo tenido tiempo de recobrarse, se reunieron y tomaron una posicion ventajosa (1).

Pareja se retira á San Cárlos.

El valor de los Chilenos, que el general Pareja experimentó

(1) El reverendo padre Guzman, historiador chileno contemporáneo, refiere del modo siguiente el orígen y consecuencias de la expedicion del general Pareja:

« En esta memorable época se tomó con mayor energía el sistema de la independencia de España, que aunque deseada de muchos, se reservaban hablar en público de ella ó lo hacian cautelosamente con alguna simulacion disponiendo las cosas para otro tiempo mas oportuno. Mas el virey del Perú, D. José Abascal, que asechaba desde su palacio las disposiciones y preparativos de los Chilenos, para conseguir aquel fin, hallándose igualmente bien instruido del descontento que manifestaba la mayor parte del vecindario por el mal gobierno de los Carreras, quiso aprovecharse de una ocasion tan oportuna como la que se le presentaba para sujetar á los insurgentes (como él los llamaba) á la obediencia del rey y apagar el incendio de la independencia que ya habia comenzado á arder en Chile. Con este objeto dispuso á la aventura una expedicion á las órdenes del brigadier D. Antonio Pareja, nombrado por las cortes presidente de Chile; pero no teniendo buques ni soldados con que poderlo auxiliar para esta grandiosa empresa, usó del estratajema de darle títulos y despachos de gobernador de Chiloé, encargándole como objeto principal de su mision la reconquista de Chile, manifestándole sus planes y dándole las instrucciones convenientes para poderla verificar desde aquel miserable punto. El brigadier Pareja, que era á la verdad buen soldado, emprendedor y de talento, no resistió la comision que á cualquier otro se le hubiera hecho inverificable, ó casi imposible la empresa, y solo pidió al virey le proporcionase dinero para ejecutarla, asegurándole su buen éxito. Con el corto auxilio pecuniario de cincuenta mil pesos, veinte soldados de línea veteranos y cuarenta de reclutas, se embarcó en un bergantin para reconquistar á los Chilenos, que si hubiera habido union pudieran haberle salido al encuentro con veinte mil armados. Pero, ¡ quién lo creyera! ellos fueron

bien á su pesar, le indujo á retirarse á San Cárlos, unas treinta leguas de Yérbas Buénas, al frente de cuya ciudad situó sus tropas en un terreno favorable para defenderse, y esperó un segundo ataque. En una reñida accion, que duró muchas horas, no pudo romper Carrera los cuadros de los realistas, y hasta la mañana siguiente no tuvieron los patriotas la satisfaccion de conocer 1817.

vencidos porque faltó la union y hubo discordia entre los mismos que habian sido su fuerza y su defensa.

» Luego que llegó el general Pareja á Chiloé, ocultando su principal destino, puso en movimiento con grande actividad los encargos del virey, y en ménos de dos meses preparó, armó y equipó suficientemente el batallon veterano de Castro, y organizó en la misma forma otro de reclutas; y sabiendo que la provincia de Valdivia se habia revelado en aquellos mismos dias contra la capital por su mal gobierno y despotismo, se dirigió á aquella plaza, para aumentar su expedicion con mayor número de gente, y para hacerse de armas y municiones, de que estaban bastantemente necesitados. Con estas prudentes providencias que tomó el general Pareja en Chiloé y Valdivia, completó en ambas provincias el de ochocientas diez y seis plazas, las que hizo embarcar en una corbeta, un bergantin y tres piraguas, y navegando con viento próspero, aunque con mucha incomodidad por ser tan pequeños los bajeles, logró á los cuatro dias dar vista en Talcahuano; pero considerando la imposibilidad de arribar á este puerto por hallarse resguardado de gente de artillería, dirigió su rumbo al de San Vicente, situado entre Talcahuano y la hacienda de Gualpen, en donde al anochecer, dia 27 de marzo, desembarcó su despreciable convoy con muchas fatigas y peligros; y sin tomar un instante de reposo, se armaron y formaron militarmente, dirigiendo su marcha para tomar al amanecer del dia siguiente el puerto de Talcahuano por las elevadas lomas que le dominan por el sud. Esta primera y arrogante empresa no era tan fácil como se le habia imaginado el general Pareja y sus oficiales, porque el comandante de Talcahuano, D. Juan Nepomuceno Morla, previendo la idea del enemigo, habia trabajado toda la noche en colocar artillería gruesa en el cerro mas alto y dominante, que por su ventajosa situacion defendia todo el puerto con ciento cincuenta artilleros que le servian de guarnicion para administrar sus fuegos. Sin embargo, el intrépido Pareja, despues de haber observado las disposiciones y fuerzas del enemigo, formó su ataque en varias divisiones y acometieron sus soldados con extraordinario ardor, despreciando el fuego de la artillería que los abrasaba, y no cesaron en el avance de aquella casi inaccesible montaña. Viendo entónces Morla tan extraordinaria resolucion, y que su gente era poca para defender el puerto, lo abandonó precipitadamente, huyendo en un barco á Penco Viejo.

» Este primer triunfo de las armas de los realistas les dió lugar para dar

1817. Victoria de los patriotas. Los realistas se concentran en Chillan.

que habian alcanzado la victoria. Entónces vieron que los realistas se habian retirado, dejando el campo cubierto de muertos y heridos. Estos sacaron precipitadamente sus guarniciones de la Concepcion y Talcahuano, que la traicion habia puesto en sus manos, y las concentraron en Chillan, á donde el general Pareja huyó á refugiarse, y donde murió, aunque en edad avanzada,

algun descanso á sus fatigados y necesitados cuerpos, y para tomar las disposiciones necesarias de sorprender la ciudad de Concepcion, que solo dista dos leguas largas de aquel punto. Apuradamente se hallaban en ella las tropas de la patria comandadas por los oficiales Jiménez Navía, Plac, Sánchez y otros Españoles europeos de quien se habia confiado Carrera no se con qué fundamento; pues bastaba reflexionar que esta ciudad y su puerto eran la llave de todo el reino. Por esta causa, aunque el intendente D. Pedro José Benavente, luego que se avistó la flota de Valdivia, dió sus disposiciones para organizar en Concepcion la fuerza que debia batir á la invasora, no lo pudo conseguir, y se obraba tan tibiamente en todo como si no tuvieran el enemigo á la puerta. En vano los patriotas se esforzaban en animar á los soldados y á sus jefes, porque siempre seguian estos en la inaccion y tibieza. No bastaba para persuadirlos que el enemigo se hallaba cansado y debilitado, así por lo penoso de una navegacion en piraguas, como por la fatiga de los dos dias anteriores, y que precisamente debian entregarse á discrecion viéndose destituidos de víveres y demas auxilios, y lo que no era ménos, sin ninguna caballería que protegiese las operaciones militares de sus soldados. Con estas y otras eficaces razones que les sugeria su patriotismo y el deseo de triunfar de sus enemigos, les obligaron en fin á que saliesen á campaña y les presentasen batalla en las vegas de Talcahuano el dia 30 del mismo mes de marzo; pero como procedian de mala fe en sus intenciones, á pocas horas de afrontarse los dos ejércitos, el infame traidor Ramon Jiménez Navía, que mandaba la línea, cometió la felonía de pasarse con toda su gente al enemigo, obligando con este hecho al intendente á que entregase sin resistencia la ciudad de Concepcion.

» Entretanto el general Pareja se aprontaba para posesionarse de aquella plaza de armas, los verdaderos patriotas que se hallaban en ella pudieron reunir treinta valientes dragones, con cuyo corto auxilio sacaron los caudales que habia en la tesorería para conducirlos á la mayor brevedad á la ciudad de Talca, de donde inmediatamente dieron parte al supremo gobierno residente en la capital de todo lo sucedido en Concepcion, y de los preparativos que hacía para pasar hasta Santiago el general Pareja con todo su ejército. Esta tan infausta noticia despertó del letargo á los Chilenos, para hacer todos unánimemente resistencia al peligro que les amenazaba de tan cerca. Desapareció entónces el espíritu de partido que parecia irreconciliable. Las justas causas que tenian de quejas por la irregular conducta de los Carreras se en-

segun generalmente se supone, de sentimiento por sus inesperados reveses. 1817.

Actividad del coronel Sánchez.

El coronel Sánchez le sucedió en el mando, el cual desplegó una actividad extraordinaria en fortificar con obras de campaña todos los puntos al rededor de la ciudad de Chillan.

El sitio que en seguida pusieron los patriotas, fué largo y

tregaron al olvido, y la rivalidad de las pasiones se convirtió en una noble emulacion de quién hacía mayores sacrificios para conservar la libertad. En el momento se puso toda la capital en movimiento, siendo el principal instrumento que agitaba sus resortes con sus activas providencias, el presidente de la junta D. José Miguel Carrera. Él mismo se hizo nombrar general del ejército intitulado restaurador de la patria, y dictando órdenes para que le siguiesen los restantes cuerpos veteranos, salió de Santiago el 1º de abril con algunos soldados de la gran guardia nacional, que él habia creado el año anterior, y los regimientos de milicias disciplinadas de caballería el Príncipe y la Princesa. La ciudad de Talca fué destinada para cuartel general y punto de reunion, y en poco mas de diez y siete dias estuvieron allí doce mil hombres de todas armas deseosos de aniquilar de un golpe al enemigo. Al partir de la capital, el general Carrera sustituyó en su lugar en el empleo de vocal de la junta á su hermano D. Juan José; pero como este era el comandante de los granaderos que debian partir luego para Talca, se vió obligado á seguirle en el ejército. Aprovecháronse de esta oportuna ocsaion para dimitir tambien sus empleos los vocales D. José Portáles y D. Pedro Prado, que habian entrado en la junta de gobierno á la fuerza y contra toda su voluntad, solo por condescender con las instancias de Carrera. Con este motivo resolvió el senado de acuerdo con el cabildo nombrar una nueva junta, y procediendo inmediatamente á la eleccion de vocales, salieron electos los ciudadanos D. Agustin Eyzaguirre, D. José Manuel Infante y D. Francisco Antonio Pérez, quien solo permaneció en su empleo de vocal hasta el 1º de octubre, en que hizo su renuncia, sustituyéndole en su lugar el cura entónces de Talca D. José Ignacio Cienfuégos.

» El nuevo gobierno nombrado por el senado procedió acorde y activo en todas sus disposiciones y preparativos para la guerra, poniendo en movimiento cuantos recursos le eran posibles, entusiasmando al pueblo y aun á todo el reino; animando á las pudientes para que contribuyesen con sus caudales y personas á la defensa de la patria, y exhortando generalmente á todos para que auxiliasen al ejército con toda clase de socorros. Las sabias y prudentes disposiciones que daban diariamente estos activos vocales manifiestan á la verdad que eran unos hombres enteramente consagrados al mas puntual desempeño de su eminente cargo. Ellos mandaron á las propietarios de las haciendas que no molestasen á los arrendatarios que marchaban á la guerra; recomendaron las familias de los soldados á los jueces y subdele-

1817.

Sitio y acciones señaladas de los patriotas.

trabajoso. Estos obtuvieron señaladas ventajas en varios asaltos, y penetraron al fin hasta la plaza mayor situada en el centro de la ciudad; pero los Españoles se retiraron á un convento que les servia como una especie de ciudadela, y se mantuvieron en él, contra todos los esfuerzos de unas tropas desprovistas de los medios necesarios para atacarlos en aquel punto. Lo

gados, y los tomó el gobierno bajo su proteccion; se dieron providencias para que se guarneciese el puerto de Valparaiso; se esculpieron medallas de premio para los que se distinguiesen en la guerra; se establecieron juntas cívicas auxiliares en todas las villas y partidos; se activó increiblemente la maestranza, el trabajo de botas y botines y toda especie de fardas para el vestuario de los soldados; y por último se procuraron entusiasmar todos los pueblos en la defensa de la patria, haciendo circular por todo el reino muchísimas, enérgicas y muy elegantes proclamas.

» No se descuidó tampoco el general Pareja en activar sus disposiciones y poner en movimiento sus tropas hasta hacerse dueño y posesionarse de toda la provincia de Concepcion con ánimo y resolucion de pasar el Maule y de tomar á Talca. El 24 de abril ya se habia reunido casi todo su ejército en la villa de Linàres, poco distante del nuestro. Componíase toda la fuerza de aquel de mil seiscientos hombres de infantería y seis mil de caballería de milicias, y de un tren de artillería de treinta cañones desde el calibre de cuatro hasta el de ocho. En esta disposicion de igualdad en que se hallaban los dos ejércitos beligerantes, sabiendo el general Carrera que su enemigo se acercaba á las orillas del Maule y temiendo no se le viniese encima y tomase la ciudad de Talca ántes que llegasen todas sus tropas, que ya se sabia estar muy cercanas, determinó entretenerlo y divertirlo en sus mismas posiciones para evitar tan inminente peligro. Con este objeto subdividió las pocas fuerzas que tenia en cinco pequeñas divisiones ó guerrillas al mando de los oficiales coronel D. Manuel Zerrano, del teniente de dragones D. Ramon Fréire, teniente D. Bernardo Barrueta y los de igual clase el Catalan Molina, Réncort Buéras y D. Diego Guzman, y quedándose él solo con dos asistentes, les hizo pasar el Maule y simultáneamente atacaron al enemigo, que ya rondaba sus márgenes, de lo que resultó que en pocos dias arrollaron todas las partidas que amenazaban á Talca, obligándolas á replegarse al ejército; aun este se vió precisado á contener su rápida marcha y demorarse en Linàres, dando con esto lugar á que entretanto llegasen á Talca las fuerzas que se esperaban de Santiago.

» No debemos aquí pasar en silencio algunas grandes acciones y empresas de estas cortas cinco divisiones que pasaron el Maule, ni los frutos que alcanzaron con su intrépido valor. Tal fué la del 12 de abril en el puerto de la Nueva Bilbao, á donde uno de los oficiales nombrados fué destinado por su general para atacar al capitan Cuajardo, que mandaba setenta y cuatro

crudo del tiempo, por las continuadas lluvias y frio, obligó por fin á los patriotas á levantar el sitio; pero no ántes de haberse señalado por muchas brillantes muestras de valor personal, y de haber perecido honrosamente muchos valientes Chilenos. 1817. Lo crudo del tiempo les obliga á retirarse.

Desde esta época, la suerte de la guerra se inclinó alternativamente á uno y otro partido; y una serie de acciones de menor importancia se sucedieron, en las cuales brillan con distinguido lustre los nombres de O'Higgins y Mackenna por la parte de los patriotas; pero los Españoles tenian mejores oficiales, y la pericia de su general dejó con frecuencia sin efecto el indisciplinado valor de los patriotas. El general realista, abundante en recursos, tuvo el arte de atraer en su ayuda á los Indios Araucanos, y se aprovechó tan bien de los hábitos antiguos de los Chilenos, y de su ciega sumision á las órdenes del rey, que halló poca dificultad en aumentar sus filas con reclutas del valiente, aunque engañado paisanaje, en el país ocupado por sus tropas. O'Higgins y Mackenna.

veteranos realistas, y habia sorprendido ocho dias ántes al capitan D. José Villalóbos, á quien tenia preso con grillos, y siete soldados mas, dándoles este bárbaro de hombre á cada uno de sustento por dia solamente tres avellanas. Llegado el comandante de esta guerrilla con su gente al punto donde se hallaba Cuajardo con la suya, se empezó el ataque á las dos de la mañana con solo catorce veteranos y diez y seis de caballería, que era toda la fuerza que llevaba; pero con esta solo logró conseguir el triunfo, poco despues de las diez de aquel mismo dia. Siento no haber podido averiguar el nombre de este valeroso oficial para trasmitirlo á la posteridad. El resultado de esta memorable victoria fué tomarse 24 soldados con su capitan Cuajardo para facilitar la comunicacion del ejército real con sus corresponsales partidarios de Santiago.

» En estos mismos dias hubo tambien otra célebre accion en que manifestó y dió pruebas de su valor el teniente D. Diego Guzman. Habia este recibido órdenes del general para que pasase á la ciudad de Cauquenes y sorprendiése en ella tres regimientos de caballería, que se hallaban acuartelados y prontos para marchar á incorporarse con el general Pareja, y con una muy corta fuerza que tenia á su mando, logró felizmente esta empreza con la gloria y satisfaccion de poner á la disposicion de su general 1,800 hombres de ellas, vestidos y armados de morrion, coleto y lanza. (*Historia de Chile*, tomo I, pág. 310 á 318.)

1817. Sánchez es secundado por los esfuerzos de los misioneros españoles.

En esta empresa fué Sánchez secundado por los esfuerzos de los misioneros españoles, cuyas poderosas armas empleó para atraerse al vulgo ignorante y supersticioso. Desgraciadamente, mucha parte del paisanaje se declaró mas y mas contra la causa de la independencia, por los excesos y falta de moralidad de los Carreras, cuya conducta reclamaba imperiosamente su separacion del mando, porque su ejemplo habia precipitado á las tropas patriotas á los mayores desórdenes.

Incapacidad militar de D. José Miguel Carrera.

D. José Miguel Carrera habia manifestado su incapacidad militar en Yérbas Buénas, no habiendo sabido aprovecharse de las ventajas que á sus órdenes alcanzaron en aquel punto los valientes Chilenos. Despues convirtió su mando en una especie de dictadura en los distritos ocupados por sus tropas; pero, al fin, el gobierno de Santiago tuvo energía bastante para suspender á los tres hermanos de sus destinos y encargos, y les mandó presentarse en la capital; pero en el camino los cogieron los realistas, y los enviaron á Chillan en clase de prisioneros de guerra.

Los realistas se apoderan de los Carreras.

O'Higgins es nombrado general en jefe del ejército.

El coronel D. Bernardo O'Higgins, que sucedió á Carrera en el mando del ejército el 24 de noviembre de 1813, se habia distinguido anteriormente por su valor personal y la rectitud de su conducta, miéntras que la prudencia y los talentos de Mackenna suplieron en parte la falta de disciplina y organizacion de los patriotas.

El nuevo general en jefe proclamó á la nacion y al ejército en los términos siguientes:

« ¡ Compatriotas y compañeros de armas! prestad atencion á la proclama que os presento de un gobierno verdaderamente paternal, y confiad sin vacilar un instante en las promesas que abraza un gobierno que procede de la unánime eleccion de un pueblo libre, que no puede engañaros, que no puede traicionaros ni oprimiros. Contemplad detenidamente los incuestionables argumentos que prueban la inaudita injusticia de la invasion de nuestras playas tranquilas por los soldados mercenarios del tirano Abascal. — ¿ Y consentireis con el ejemplo del inmortal Arauco que teneis á la vista, encorvar la cerviz como

viles esclavos, y someteros cobardemente y sin gloria á un puñado de miserables aventureros? No vacilaré un instante en responder por vosotros que preferireis la muerte ántes que sufrir semejante oprobio. 1817.

» Ya oigo el juramento solemne y el grito entusiasta que resuena y declara sin excepcion de una sola voz, que las aguas del noble Bio-Bio, cuyas márgenes estamos en este instante pisando, y que por tres siglos han sido las barreras entre la libertad y la esclavitud, no lo serán ni por un solo momento, porque desde hoy en adelante y para siempre el suelo del Pencon y de todo Chile no llevará el glorioso nombre cuyo título ha inmortalizado el de Arauco de tierra de libertad.

» El doble Abascal en su proclama, dirigida á los habitantes de Santiago, y circulada por toda esta provincia (1), se ha empeñado artificiosamente en justificar su invasion fratricida preguntando : ¿No habeis visto en el círculo de dos años entregada la independencia y libertad á que aspirabais á la disension y capricho de dos jóvenes cuya arbitrariedad y licencia abominaba mucho tiempo ántes vuestra religiosidad y pundonor? Yo responderé á esta cuestion por otra al caudillo que ahora manda á los mercenarios de Abascal en esta provincia: ¿Evacuaréis el territorio de Chile y regresaréis á Abascal con vuestros soldados ahora que estos dos jóvenes han salido no solamente del gobierno de la capital, sino tambien del mando de los ejércitos de la patria? Si el caudillo Sánchez se desentendiese de esta demanda que sin pérdida de tiempo le será comunicada, clara y evidentemente entenderémos que el objeto del virey no es solamente arrojar á estos dos jóvenes, sino tambien destruir nuestras aspiraciones de libertad é independencia, y de vendernos al mas temible de los tiranos, Napoleon Bonaparte. Este es su verdadero objeto, no lo dudo; no sirvan pues el engaño y la division de sus aparentes promesas y perversas inclinaciones. Él se empeña, estad ciertos, en las instrucciones de su amo Napoleon, que operando firmemente sobre el prin-

(1) Véase ese documento, pág. 36.

1817. cipio de dividir para mandar, ha realizado casi ya su ambicion y plan de imponer su yugo despótico sobre el todo del mundo civilizado. Pencones, vuelvo á deciros que no aparteis vuestra vista del lado opuesto del Bio-Bio, y que jureis por los manes del inmortal Láutaro, de Galvarino y de Caupolican, de vivir libres ó morir con honor. — Cuartel general en Concepcion, 28 de enero de 1814. — Bernardo O'Higgins. »

El ejército es dividido en dos brigadas.

Los independientes formaron dos brigadas, una á las órdenes de O'Higgins, situada en la Concepcion, y la otra á las de Mackenna, establecida en Membrillar, cerca de Chillan.

Llegada del general Gainza á Chile.

La causa de los realistas tomó incremento en esta época, en virtud de un refuerzo llegado de Lima, á las órdenes del general Gainza, cuyos talentos personales y conocimientos militares le hacian un enemigo formidable.

Hé aquí las instrucciones de que fué munido el brigadier Gainza por el virey de Lima :

« Instruccion que deberá observar el señor brigadier D. Gavino Gainza en el mando del ejército de la Concepcion de Chile, á que va destinado en relevo del coronel D. Juan Francisco Sánchez.

Instrucciones sobre la plaza de Arauco.

» Artículo 1°. Á su llegada á la plaza de Arauco entregará en ella los 4 cañones de fierro y pólvora que va con este destino : reconocerá su fortificacion, disponiendo se remedien los defectos que encuentre, y aumentando las obras que contemple precisas.

Órden de arengar á la guarnicion y vecindario.

» 2° Arengará á la guarnicion y vecindario sobre la fidelidad que deben conservar al rey y á la patria, no dejándose llevar de los discursos revolucionarios y aparentes felicidades que les ofrezcan los disidentes Chilenos, cuyas miras tienen por único objeto el apoderarse de los bienes de los miserables que tienen la debilidad de creerlos ; y eternizarse en el mando para oprimirlos y empobrecerlos, como patentemente lo han manifestado en la miserable provincia de Concepcion.

» 3° Al gobernador general de los Indios Araucanos Villacura y otros caciques que se han manifestado fieles y decididamente

adictos á la causa del rey y la nacion española, desechando con la nobleza recomendable las fraudulentas ofertas de los traidores Chilenos, les dará en nombre del rey y mio las mas expresivas gracias, entregando á cada uno en señal de lo grato que me es, y debe ser al monarca mejor del mundo su fiel conducta, un baston y una medalla de las que á este propósito lleva, estimulándolos á que continúen sosteniendo la sagrada causa que defendemos, sin dar oido á las sugestiones insidiosas de los rebeldes.

1817. Regalos para los caciques indios fieles á la causa del rey.

» 4º Si el tránsito desde Arauco á Chillan, ó á otro cualquier paraje en que se halláre el ejército, no estuviese libre de enemigos, oficiará el jefe de aquel para combinar con él la seguridad de la marcha con la tropa que conduce de esta guarnicion, apoyada de los dos cañones de campaña que lleva consigo; y si fuere preciso, tomará el número de Araucanos que le faciliten los caciques para su mayor seguridad, y la de los efectos que conduce; y si no fuere fácil llevar estos consigo, los dejará asegurados en Arauco, en el todo ó en la parte que no pueda conducir, para enviar á recogerlos cuando tenga oportunidad.

Órden de conservar libre el tránsito desde Arauco á Chillan.

» 5º Cuando se haya incorporado en el ejército, conviene que se instruya á fondo de su disciplina y órden, para remediar en el momento los defectos que encuentre; que las raciones y subsistencia de la tropa se distribuyan con equidad y prudente abundancia, pero sin desperdicios que aumenten indebidamente el consumo, y hagan escasear ántes de tiempo el pan y la carne.

Id. de instruirse de su disciplina y órden.

» 6º Que á los géneros que se distribuyan para vestuario y camisas de los soldados, no se les cargue absolutamente cosa alguna mas que el costo y costos que tenga la factura que se incluye firmada por los ministros de hacienda de estas cajas, con la única adicion del costo del transporte desde el desembarcadero al punto del consumo.

Id. sobre los géneros para vestuario y camisas de los soldados.

» 7º Se impondrá del mérito, valor, suficiencia y esperanza que prometen los jefes de los cuerpos y demas oficiales, para dar de mano á los que no convenga mantener en sus empleos, por su inutilidad para el mando, ú otros motivos.

Id. de imponerse del armamento de los jefes y oficiales.

1817.

Sobre los ascensos dados por Pareja y Sánchez.

» 8º Examinará los ascensos que hayan dado el brigadier Pareja y el coronel Sánchez, formando una relacion de los que hayan recaido en sugetos de verdadero mérito, y enviándomela para extenderles los despachos correspondientes, y anular los de los que hayan sido premiados sin razon.

Sobre el estado del ejército.

» 9º Es urgentísimo examinar el número de cuerpos y soldados de línea de que consta el ejército armados de fusiles, el estado de estos, el de la artillería y su servicio, municiones de ambas especies, el número de caballería existente en él, y lo que pueda aumentarse con los regimientos de milicias adictos á la buena causa, su armamento, etc.

Sobre el estado del ejército enemigo.

» 10º Asimismo es necesario indagar por todos los medios posibles las fuerzas de los enemigos, su calidad, armamento y puntos en que estén situados.

Segun los datos se emprenderá la campaña ofensiva ó defensivamente.

» 11º Adquiridos los datos que se expresan en los dos artículos antecedentes, se calculará si conviene hacer la guerra solamente defensiva ó emprenderla con energía ofensivamente atacando con rapidez en detal, si los enemigos estuviesen divididos en porciones separadas; ó en el todo, si sus fuerzas las tuviesen reunidas; pero dejando siempre un competente número de guarnicion en Chillan con la artillería suficiente para conservar en todo evento aquel importante punto, y mantener la existencia é intereses de aquellos fieles habitantes.

Sobre fortificacion de Talcahuano en caso de una victoria.

» 12º Si el Dios de los ejércitos y la fortuna nos concediesen batir á los enemigos, el primer objeto debe ser apoderarse del puerto de Talcahuano, y fortificar la entrada del istmo de este nombre, de un modo que necesite la menor gente posible para sostenerle, á fin de que quede expedito el mas considerable número para seguir echando los enemigos de la provincia, á fin de libertar á los naturales de la opresion y yugo de fierro en que la tienen los enemigos del rey y la patria.

En seguida se marchará sobre Santiago, despues de asegurar el paso del rio Maule.

» 13º Conseguido el fin propuesto en el artículo antecedente, se arrimarán al Maule todas las fuerzas posibles, á fin no solo de contener, sino de atacar á los enemigos de Santiago en la banda opuesta, siempre que las circunstancias den lugar á ello con probabilidad de buen suceso; pero nunca sin dejar asegu-

rado el paso del rio con uno ú dos reductos y artillería que lo defiendan en cualquier evento desgraciado. 1817.

» 14° Examinará las facultades físicas é intelectuales de D. Juan Francisco Sánchez, para darle el destino en que pueda ser útil, sea el mando de Chillan, cuando el ejército lo deje; ó el gobierno de Concepcion y Talcahuano interinamente, cuando el ejército lo ocupe; ó conservándole en el de encargado del mando de un cuerpo, ó el detal de la mayoría general.

Sobre D. Juan Francisco Sánchez.

» 15° Cuando el ejército se acabó de reunir en Chillan, despues de la batalla de San Cárlos, se manifestó en él una confabulacion para entregarse á los enemigos, con solo la condicion de que cada uno volviese libre á su domicilio ó adonde mejor le conviniese; y sin embargo de que en la accion que sostuvieron en el mismo Chillan se han portado con valor, conviene examinar el asunto con mucha prudencia y reserva, para que si resulta alguno en que pueda haber desconfianza de fidelidad, se le pueda separar con disimulo y sin estrépito.

Examinar las disposiciones de los soldados.

» 16° Son bien constantes al señor brigadier Gainza los apuros de este erario y lo que me ha costado el aprontar los 500 pesos que lleva para subsistencia del ejército: el tabaco y demas especies que se remiten deben producir mas de otros 600, cuyas dos partidas manejadas con la economía á que es preciso sujetarse, sin que degenere en el defecto en que tanto el oficial como el soldado padezcan la necesidad, pueden alcanzar para tres ó cuatro meses, ántes de cuyo tiempo enviaré nuevo socorro.

Estado del erario peruano.

» 17° Estoy entendido de que en Chillan tienen considerable número de fusiles dados por inútiles: y como la experiencia me ha hecho ver la facilidad con que se gradúan de tales por solo la falta ó defecto de alguna pieza ó piezas, hará el señor general inmediatamente que con las de algunos se completen las de otros, que es el modo mas breve y fácil de habilitar los que se puedan; y aquellos que queden destituidos de composicion allí los hará embarcar en uno de los buques de guerra para que los traigan á esta maestranza cuando tengan que regresar.

Sobre los fusiles dados por inútiles.

» 18° Ocupada la orilla del Maule con las precauciones que

1817.

Se persuadirá al gobierno de Chile que vuelva á su deber.

previene el artículo 13, séase habiendo pasado este rio, con parte ó el todo de las fuerzas, ó manteniéndose situado á su izquierda, oficiará atentamente al gobierno de Chile, persuadiéndole á que vuelva á su deber; que de la anarquía en que se halla el reino no pueden conseguir mas que la totalidad de su destruccion, especialmente si dan lugar sus habitantes á que las tropas reales entren á viva fuerza; en cuyo caso no es posible contener al soldado en rígida disciplina, pero que si se avienen á deponer las armas que sin causa han tomado contra el rey y el gobierno supremo de la nacion, se les tratará con todo el miramiento y humanidad característica de aquella, haciéndole entender que este es el encargo mio, para cortar el horroroso derramamiento de nuestra preciosa sangre y las calamidades de una guerra civil.

Medidas que se tomarán si esto sucediese.

» 19° Si el gobierno de Chile se allanase á entrar en la composicion de que habla el artículo anterior, conviniéndose sencillamente á volver como hijo descarriado á los brazos de la madre patria, le estrechará en los suyos el señor general, y le ofrecerá en nombre de ella y mio perdon y olvido de todo lo pasado, siempre que perentoriamente reconozca y jure la nueva constitucion de la monarquía española establecida por las cortes generales y extraordinarias de la nacion: en cuyo caso tomará el señor general las riendas del gobierno militar y político con arreglo á aquella, cumpliendo y haciendo cumplir religiosamente lo pactado; pero si propusiese entrar en la composicion bajo otros términos ó capitulaciones, solo le podrá conceder la suspension de armas conservando el país ocupado, y el gobierno de Chile el suyo, hasta que dándome parte de lo que se haya tratado, reciba mi contestacion.

En seguida se invadirá la provincia de Mendoza.

» 20° Si fuésemos tan felices que se consigan mis justos deseos de restablecer el órden en las tres provincias de aquel reino, cesando el motivo de mantener en él mas que la fuerza armada para la quietud de sus naturales y proteccion de las autoridades constituidas, hará el señor general penetrar por alguna de las abras de la Cordillera que caen á la parte del fuerte de Ballenar, alguna fuerza de infantería, caballería y artillería, que pase al

lado de las pampas para llamar la atencion de los rebeldes de Buenos Aires, si ántes no hubiese vuelto á su deber; sin internar demasiado mas que un destacamento que rápidamente recorra el país de Mendoza, alarmando aquella ciudad y demas pueblos dependientes de ella, con encargo particular de que no maltrate á los habitantes, ni se aproveche de sus haberes mas que para el preciso alimento de pan y carne. 1817.

» 21° Los dos cajones de chocolate con 12 arrobas son para los padres del colegio de Propaganda de Chile, á quien se les ofrecerá á mi nombre, por saber carecen de esa bebida, y les dará las gracias por sus buenos servicios en obsequio de la justa causa que defendemos.

Envío de chocolat para los padres del colegio de la Propaganda.

» 22° Cuando los buques se hayan aproximado al paraje donde se haya de hacer el desembarco de tropas y pertrechos, no se ejecutará hasta haber explorado la tierra, y estar seguro de que subsiste por la buena causa.

No se desembarcar hasta despues de haber explorad la tierra.

» 23° Las *gacetas* y papeles públicos que se le entregan conviene los haga correr por la provincia de Concepcion, introduciendo algunos hasta Santiago, para que todos conozcan lo pujante que está la Península, libre ya de enemigos, á excepcion de algunas plazas que quedaban bloqueadas, y hace tiempo que se habrán rendido; y de la apurada situacion en que se hallan los revolucionarios de Buenos Aires, por el nublado que va á descargar sobre ellos de tropas de la Península y la disolucion total del decantado ejército mandado por el caudillo Belgrano en el Alto Perú.

Conveniencia de desparramar las proclamas, etc

» 24° Al mismo tiempo que se habilita el armamento que lo necesite, segun explica el artículo 17, se enhastarán las 1,500 moharras de lanza que se remiten para distribuirlas entre la caballería, dándole alguna instruccion de su manejo, con cuya arma se puede hacer formidable á los enemigos, distribuyendo al mismo tiempo las 600 espadas entre los soldados de caballería que prometan el mejor uso de ellas. — Lima, y enero 1° de 1814. — El marques de la Concordia. »

El 14 de marzo, el virey del Perú dirigió una nueva proclama

1817. á los habitantes de Chile, con motivo de la real órden de 11 de junio de 1813, que dice así:

« Habitantes del reino de Chile: ¿ Para cuándo esperais abrir los ojos de la razon, y dejar de correr ciegos tras la fantasma que os ha hecho concebir la seduccion de algunos que se han propuesto ser ricos emprobeciéndoos, y figurar en el mundo á costa de vuestro sudor, vuestra sangre y vuestro exterminio? En mas de tres años de emancipacion de la madre patria, ¿ qué es lo que habeis conseguido mas que la pérdida de vuestras cosechas de granos y cria de ganados, que eran toda vuestra riqueza, y la única subsistencia de vuestras familias? La crasa ignorancia de vuestros tiranos ha creido que cortando la extraccion de vuestros frutos para Lima, pondrian á esta fiel é ilustrada capital en la triste necesidad de inclinar la rodilla ante vuestro soñado poder. ¡ Mentecatos, pues viviendo en sus propios confines y á sus mismas puertas, ignoran sus inagotables recursos! ¡ Qué buenos calculadores! La providencia con que creyeron dar la ley al Perú, les va á proporcionar indefectiblemente, que mas de un millon de pesos que se extraía para Chile circule entre nosotros. Sí, Chilenos: no lo dudeis; la cosecha de trigo que se está recolectando, sin embargo de haberse prevenido tarde que se aumentase la siembra, alcanza sobradamente hasta la venidera, que será infinitamente mayor, por lo mucho que se aumenta la preparacion de las tierras. El sebo, charqui y otros efectos que concurren de la sierra en abundancia, sobre ser de superior calidad á los de vuestro reino, salen con corta diferencia al mismo precio; y de este modo vuestros mandones, por el camino que creyeron abatir el poder de Lima, lo han aumentado á costa de vuestro sacrificio. Pero, ¿ qué se podia esperar de tales cabezas? Vosotros los conoceis, y os será fácil inferir de lo que han sido, lo que son, y lo que debian ser: os han hecho concebir grandes esperanzas del poder de los Porteños, vuestros aliados; pero ya veis sus decantadas provincias unidas, reducidas á número singular; atacados por el victorioso ejército nacional en el Tucuman, y amenazados por el de Montevideo, hecho á batirse con las tropas de Napo-

leon, no ceden sin embargo á sus baladronadas; y aunque conocen que son vanos todos sus falaces y figurados recursos, pugnan sus mandones por conducirlos al último exterminio. Sí, Chilenos: este pronóstico es inevitable ántes de mucho; y si la obcecacion á que os han conducido vuestros opresores os permite un momento de discurrir con juicio, debeis evitar la misma desgracia que os amenaza. Haced un paralelo entre la tranquila felicidad que disfrutabais ántes de vuestra inconsiderada revolucion, á la sombra de las leyes mas sábias y humanas que se han escrito, siendo parte integrante de una nacion grande y generosa, con el estado de inquietud, miseria y abatimiento en que os ha sumergido vuestra imprudente credulidad, y hallareis la precisa consecuencia de ceder de vuestro capricho, para no caer en el total precipicio á que os guian con capa de proteccion vuestros enemigos domésticos. Todavía es tiempo de atajar el complemento de vuestro infortunio; si reconociendo vuestro error os someteis á la razon, y deponiendo las armas, quereis restituiros á la madre patria, de que os habeis descarriado, estoy pronto á recibiros en mis brazos; pues ademas de dictármelo la humanidad de mi carácter, enemigo de derramar la sangre de mis semejantes, el supremo y paternal gobierno lo desea, como se manifiesta en el oficio impreso que acompaño. 1817.

» Chilenos: los monstruos que trabajan por acabaros puede que se dediquen á infundiros grandes esperanzas en los dos buques de guerra americanos que existen en Valparaiso; pero no los creais; ellos sí que los tienen para escapar á sus bordos del golpe que les amenaza, dejándoos robados y en la palestra, como bastantemente lo indica José Miguel Carrera en la carta que desde Concepcion escribió al revolucionario Breffon con fecha de 1° de octubre último. El presidente de los Estados Unidos, Madisson, por induccion de Bonaparte, tuvo la impolítica de declarar la guerra á la Inglaterra. Al principio, por tener esta potencia sus fuerzas divididas en los infinitos puntos que en las circunstancias tenia que cubrir, lograron los Americanos pasajeras ventajas; pero luego que cayeron sobre sus costas mas de cien buques de guerra ingleses de todos portes, quedó

1817. obstruido su comercio, extraccion de frutos y arruinado su cabotaje, de tal modo que aquel gobierno se vió en la triste necesidad de enviar plenipotenciarios á la liga del norte de Europa, implorando la mediacion de aquellos soberanos, para conseguir de la Inglaterra una paz la ménos onerosa posible para los Estados Unidos; por cuyas razones teniendo dichos dos buques cerradas todas las puertas para entrar en su patria, y navegar en los mares de Europa, se acogen á que los mantengais con vuestro sudor, por no verse precisados á piratear para subsistir.

» La sencillez con que os hablo es el mejor garante de las verdades incontestables que dejo indicadas. Deseo en el alma os aprovecheis de ellas, y que creais que al significároslas, no me mueve otro interes que el vuestro, y el de la cara patria, de que sois y debeis ser parte indivisible. — Lima, y marzo 14 de 1814. — El marques de la Concordia. »

Pero, á pesar de estos cambios habia trascurrido un año sin que ocurriese ningun acontecimiento importante.

Mackenna rechaza á los realistas.

El 19 de marzo de 1814 rechazó Mackenna un vigoroso ataque del general Gainza, el cual insistió de nuevo al dia siguiente, pero sin fruto y con mayor pérdida, por haber llegado la brigada de O'Higgins en auxilio de Mackenna. Desanimado por estos encuentros, resolvió el general Gainza dejar á su retaguardia las brigadas patriotas, y marchó hácia la capital, ciudad abierta y sin guarnicion; ejecutaba este movimiento en la confianza de que O'Higgins no podria seguirle por falta de caballos. Gainza pasó el rio Maule, á ochenta leguas al sur de Santiago, y tomó la ciudad de Talca; pero no sin una heróica aunque inútil resistencia de parte de sus habitantes, que faltos de los recursos necesarios perecieron defendiendo la ciudad.

Gainza se apodera de la ciudad de Talca.

Disolucion de la junta y nombramiento de un supremo director.

El pueblo de Santiago atribuyó la pérdida de Talca á descuido del gobierno, y en su consecuencia consideró oportuno disolver la junta gubernativa compuesta de tres individuos, y nombrar un supremo director. D. Francisco Lastra fué el primero que obtuvo esta dignidad, el cual reunió inmediatamente una pe-

queña division, y la envió á las órdenes de D. Manuel Blanco Ciceron en busca del enemigo; pero este oficial fué batido completamente en Cancharayada por la vanguardia de los realistas. 1817.

Miéntras tanto, O'Higgins se preparaba á seguir á Gainza, y á marchas forzadas ejecutadas con millares de dificultades y trabajos, llegó á la orilla izquierda del rio, donde inmediatamente estableció su campo, dando á entender que intentaba permanecer en aquel punto, para observar los movimientos del enemigo; pero tan pronto como oscureció, pasó el rio Maule por varios puntos, á cinco millas de las avanzadas españolas. Al romper el dia vió con asombro el enemigo colocado al ejército patriota en una fuerte posicion que dominaba el camino de Santiago y el de Chillan, centro de los recursos de los realistas. Esta diestra maniobra puede considerarse equivalente á una victoria. Cortado de su base de operaciones el general Gainza, y sin retirada alguna, tuvo que encerrarse en Talca.

Maniobra del general O'Higgins.

Durante estos acontecimientos llegó del Callao á Valparaiso el capitan Hylliar, comandante de la fragata *Phœbe* de Su Majestad Británica, con proposiciones conciliatorias del virey del Perú.

Llegada de la fragata *Phœbe* con proposiciones conciliadoras del virey del Perú.

El *Pensador del Perú*, publicacion que se hacía el año 1815, bajo la influencia del gobierno del virey, refiere como sigue el modo como se inició la mediacion del comodoro británico entre el virey y los patriotas chilenos: « Con ocasion de dar la vela para Valparaiso la fragata de guerra de Su Majestad Británica *Phœbe,* su comandante el comodoro James Hylliar manifestó á Su Excelencia el deseo que tenia de que cuanto ántes se reconciliase Chile con la metrópoli española, y que á este interesante y saludable objeto le aseguraba, bajo la fe de caballero, interponer su influjo con los disidentes. La ocasion no podia ser mas favorable, pues ademas de los progresos que debian suponerse al ejército real de Chile, las importantísimas noticias que se habian recibido en esos dias de las memorables victorias de Vitoria y el Pirineo, y la internacion de los aliados en Francia, abrian un extendido y delicioso campo á la esperanza de la pronta libertad de nuestro monarca, y al consiguiente

Mediacion del comodoro Hylliar.

Victorias de Vitoria y el Pirineo en la Península.

1817.

Id. de Vilcapujio y Ayouma.

desengaño de aquellos revolucionarios. Al propio tiempo los completos triunfos de Vilcapujio y Ayouma alcanzados por el ejército del mariscal de campo D. Joaquin de la Pezuela en octubre y noviembre de 1813, ponian al gobierno en estado de dar y no recibir la ley de los perseguidores del nombre español: y así no habia lugar de creer que este paso de conciliacion pudiese ser atribuido á flaqueza, sino á la clemencia que ha manifestado el virey ántes y despues de haber brillado en sus manos el formidable rayo de la guerra; virtud que se ejercita por los héroes, miéntras mas incapacitados se hallan sus adversarios de huir los golpes de su justa indignacion.

Instrucciones que recibe el comodoro Hylliar.

» Las apuntaciones entregadas con dicho objeto al señor Hylliar sin firma ni rúbrica para que precediese su lectura ántes de empezar las transacciones con un rasgo exacto y breve del brillante estado de los negocios, así en Europa como en América en aquella época, y ellas y el oficio preventivo al general Gainza una repeticion de la instruccion que le habia sido entregada, para que si los intrusos mandatarios de Chile se avenian á deponer las armas restableciendo las autoridades legítimas, renovando el juramento de fidelidad á nuestro soberano y á las cortes en su ausencia, y permitiendo el ingreso de las armas reales en su capital, los tratase como á hijos descarriados que vuelven á los brazos de su padre, ofreciendo la enmienda de sus desvaríos. Zarpó del Callao la *Phœbe* en diciembre de 1813, y Su Excelencia reposando siempre seguro en el testimonio de su conciencia, y agitado del deseo de la felicidad de los tiranizados habitantes de Chile, creyó ver rayar sin el estruendo de las armas la aurora de la tranquilidad y del órden en ese oscurecido territorio.

Hylliar llega á Valparaiso.

» El comodoro Hylliar llegó felizmente á Valparaiso, y despues de que en marzo batió y tomó á la fragata de guerra de los Estados Unidos *Essex*, se encaminó á Santiago y de allí al cuartel general del ejército de Su Majestad, en donde despues de haber entregado al brigadier Gainza la carta predicha del virey, se firmaron á las orillas de Lircay los tratados que promovieron la última campaña de Chile. »

Hé aquí las apuntaciones dadas por el virey de Lima al capitan de la fragata de Su Majestad Británica *Phœbe*, que zarpó del puerto del Callao para el de Valparaiso con la corbeta *Cherub*, el 11 de enero de 1814. 1817.

« Artículo 1°. El Dr. D. Santiago Hylliar, comandante de la fragata de guerra de Su Majestad Británica *Phœbe*, en las várias conversaciones que ha tenido con el virey del Perú durante su mansion en el Callao, le ha manifestado que la bondad de su corazon propendia á hacer por su parte cuantos buenos oficios pudiere poner en práctica, para conciliar los ánimos de la junta gubernativa de Chile y los intereses comunes de aquella provincia con los del gobierno y nacion española, de que es y no puede dejar de ser parte. El mismo señor Hylliar habrá conocido en las contestaciones del virey el horror con que mira el derramamiento de sangre, y el dolor de que está penetrado por la imprescindible obligacion de emplear contra ellos la fuerza con toda la energía que exige su deber, para sujetar con ella á los que perturban el sosiego de estos países.

Buenos oficios de comodoro Hylliar.

Disposiciones del virey de Lima.

» 2° Para que el señor Hylliar pueda emplear los buenos deseos que le asisten con motivo de su ida á Valparaiso, podrá significar al gobierno de Chile la propension en que considera al virey de entrar con él en un acomodamiento razonable sin que se crea que le mueve á este modo de pensar otro estímulo que su innata propension al bien de sus semejantes, y de ninguna manera la debilidad de sus fuerzas, ni la falta que hace á este reino el comercio con aquel, pues para nada le necesita, teniendo en sí cuantos recursos son necesarios para su subsistencia.

El primero hará proposiciones de paz al gobierno de Chile.

» 3° Las armas aliadas han espumado de Franceses la Península, y se hallan internadas muchas leguas dentro de la Francia, sin dejar atras mas que las plazas de Barcelona y Figuéras estrechamente bloqueadas, y á punto de rendirse por la miseria.

Estado de la Península.

» 4° La restitucion de nuestro Fernando VII es infalible dentro de poco tiempo, pues habiendo hecho Napoleon todos los esfuerzos que han estado en su mano para hacer volver á Soult con refuerzos contra la Península despues de la batalla de Vitoria,

Victorias de Roncesválles, de Bastan, etc.

1817. fué batido por las armas reunidas en Roncesvålles el 27, 28 y 29 de julio, al mando del inmortal Wellington, y el 31 de id. en el valle de Bastan, quedando completamente disipado el enemigo en las inmediaciones de Pamplona y muerto dicho Soult el 16 de agosto; resultando la adquisicion de aquella plaza, San Sebastian, Bayona y Búrdeos, y toda la Baja Navarra; y que Napoleon léjos de enviar nuevos refuerzos que se opongan á la marcha de los confederados del Sur contra la capital de su imperio, no tiene fuerzas bastantes para sostenerse contra los del Norte, caminando por consecuencia la Europa á una crísis que debe decidir la suerte de las potencias que estaban subyugadas por el tirano.

Dispersion del ejército de Buenos Aires en Vilcapujio y Ayouma.

» 5° El ejército de Buenos Aires, llamado conciliador del Alto Perú, fué disipado como el humo en las batallas de Vilcapujio y Ayouma, y los supuestos generales Belgrano, Díaz Vélez y Ocampo corren fugitivos hácia Tucuman sin rumbo ni vereda segura, porque temen que los pueblos no los dejen pasar á causa de los malos tratamientos que les han inferido.

Estado del resto de la América.

» 6° Carácas de resultas de su segunda insurreccion, con 2,000 hombres que llegaron de la Península, fué nuevamente subyugada con mucho derramamiento de sangre. Santa María, habiendo rechazado por tres veces á los insurgentes de Cartagena, los tiene en un estrechísimo bloqueo, por haber sido reforzada con otros 2,000 hombres de la Península y algunas tropas de la Habana. El reino de Méjico se halla totalmente pacificado, y á Montevideo han llegado 2,500 hombres de los 8,000 decretados por el gobierno para sujetar á Buenos Aires, quien sin el recurso del ejército del Alto Perú no puede dejar de bajar la cerviz. Las provincias de Quito, Popayan, Cali, Cartago, Chocó, y otras del reino de Santa Fe, han sido subyugadas por las tropas de Lima, Guayaquil y Cuenca, hallándose á la salida del último correo á 40 leguas de la capital.

Refuerzos al ejército real.

» 7° Para mandar el ejército de Concepcion, ha salido del Callao el nuevo general D. Gavino Gainza, quien lleva un pequeño refuerzo de tropa, armas de fuego y blancas con muchas municiones y cantidad de dinero, la que junta con otras expedidas

de Chiloé y Valdivia, pondrá al ejército en estado irresistible por los de Santiago. 1817

» 8° Con la privacion del comercio con Chile se ha aumentado extraordinariamente la siembra de trigo en el distrito de Lima y otras provincias, y cada año que se tarde en la conciliacion será mayor aquella; quedando cortada para siempre la necesidad de que venga de Chile, lo mismo que el sebo que se recibe de San Blas en abundancia y de mejor calidad que el de Santiago, y charqui que nos llega de la sierra en los mismos términos.

Se ha aumentado la siembra del trigo en el Perú.

» 9° Esta sencilla exposicion no se hace por intimidar á los Chilenos; pues esto lo ha de decir el éxito de las armas, sino para que crean que al deseo de entrar el virey en composicion no le mueve de modo alguno, segun lo tiene indicado, el abatimiento de su espíritu ni la debilidad de sus fuerzas, sino su carácter paternal y benéfico.

El deseo del virey es entrar en negociacion.

» 10° Segun habrá advertido el señor Hylliar por la explicacion de los sentimientos del virey, deberá creer que siempre que los Chilenos ratifiquen el reconocimiento que han hecho de Fernando VII, que en su ausencia y cautividad reconozcan la soberanía de la nacion en las cortes generales y extraordinarias, y reciban y juren la constitucion española hecha por las mismas, los recibirá en sus brazos como un verdadero padre; echando en olvido todo lo pasado, sin que directa ni indirectamente se proceda contra ninguno por mas ó ménos parte que haya tenido en la revolucion; en el concepto de que deben admitir la audiencia, gobierno y empleados por la soberanía, como lo estaban ántes, con sola la diferencia dictada por la propia constitucion, y que para el resguardo de las personas, propiedades y sosten de la administracion de justicia, han de recibir la guarnicion necesaria de tropas chilotas ínterin se organizan otras de todo el distrito.

Lo que deberán hacer los Chilenos para que tengan debido efecto.

» 11° En caso de que el gobierno de Chile se avenga con los términos de esta transaccion, podrá dirigir una persona suficientemente autorizada y con una carta del capitan Hylliar á esta capital; y á fin de que puedan costearse los gastos de la

En caso que ello sucediese, enviarán una persona autorizada para negociar.

1817.

expedicion, como para que tenga otra prueba de la buena disposicion del gobierno de Lima, podrá venir cargado el buque que conduzca al enviado de cualquier efecto de comercio de ese reino, como no sea trigo. »

Hé aquí la credencial que el virey de Lima entregó al comodoro Hylliar para el brigadier Gainza, jefe del ejército español :

Credencial del comodoro Hylliar.

« El señor D. Santiago Hylliar, comandante de la fragata de Su Majestad Británica *Phœbe,* y á sus órdenes la corbeta *Cherub,* que pasa á Valparaiso, por pura bondad de su corazon amante de la humanidad, me ha ofrecido practicar con la junta de Chile los oficios mas eficaces para reducirla á entrar en una composicion justa y razonable, decorosa á este gobierno; y que concilíe los intereses del reino con los de Fernando VII y nuestra nacion española, de que es y no puede dejar de ser parte. Este pensamiento benéfico del señor Hylliar coincide perfectamente con mi modo de pensar, opuesto á la discordia y al derramamiento de sangre, segun Vuestra Señoría está enterado por los artículos 18 y 19 de la instruccion que le he dado. No hay ocasion mas noble y digna del corazon sensible de un jefe dispuesto á perdonar el extravío y agresion de sus súbditos, que cuando se ve preponderante, que es justamente el caso en que me hallo. En esta inteligencia si acaso pudiere Vuestra Señoría recibir este oficio, caminará de acuerdo con el Sr. Hylliar, ceñido á lo dispuesto en dicho artículo 18. — Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Lima, 11 de enero de 1814. — El marques de la Concordia.— Señor brigadier D. Gavino Gainza. »

El pensamiento de ese señor coincide con el del virey

Tratado de 5 de mayo de 1814.

El supremo director nombró comisionados para negociar, y el capitan Hylliar los acompañó á Talca, donde terminaron un tratado bajo su mediacion, el 5 de mayo de 1814. El general Gainza se obligó á reembarcarse para el Perú con todas sus tropas, en el término de dos meses, y á dejar las fortificaciones en todos los puntos que ocupaba, en el estado en que las habia hallado. Tambien estipularon que el virey reconoceria el nuevo órden de cosas; y Chile, por su parte, se obligó á enviar dipu-

tados á las cortes españolas, y á reconocer al gobierno establecido en la Península durante la cautividad de Fernando VII. Por ambas partes se dieron rehenes para asegurar el cumplimiento de estas obligaciones (1). 1817.

Reproducimos íntegro ese documento, por la importancia trascendental que él ha tenido en los sucesos que muy luego se desarrollaron :

Lectura del tratado de Lircay en el senado de Santiago

« Acta del gobierno y senado. — En la ciudad de Santiago de Chile, á 5 de mayo de 1814. — El Sr. D. Francisco Antonio de la Lastra, supremo director del Estado, mandó convocar á su sala de despacho al distinguido cuerpo del M. I. senado, é hizo leer á su presencia los pliegos de tratados hechos á consecuencia del acuerdo del 19 del anterior por el general del ejér-

(1) Para mayor mengua del país en esta ocasion, el senado al ratificar el tratado, solo puso reparos á este punto personal, relativo al general O'Higgins, reparos que si bien honran á este, descubren un espíritu harto mezquino en la corporacion que los dictó.

Hé aquí cómo el director Lastra y el senado establecieron esta única variante en el tenor de los tratados de Lircay. El artículo 11 sustituido por el senado el 5 de mayo estaba concebido en estos términos :

« Art. 11. El reino de Chile, para garantir con la buena fe que le es característica el verificativo de los tratados acordados, resiste alejar de sí la persona del general en jefe brigadier D. Bernardo O'Higgins. Despues que su presencia, sagacidad y demas circunstancias destruyeron la perturbacion interior y han repuesto el reino en su mayor tranquilidad, su ausencia puede exponerlo á que contra la opinion del gobierno sufra los sensibles anteriores desastres : por tanto aquella presencia, á mas de precaver estos, será la mejor garantía del cumplimiento de los tratados ; en su lugar y para que tenga preciso efecto el citado artículo, dará el gobierno tres personas de distincion, ó con grado de coronel, y solo permitirá salga del reino aquel general, si se le nombrase diputado para las cortes.

» Con este requisito y adicion se concluyó el acuerdo que antecede, y lo firmaron los señores que lo personaron con el infrascrito secretario. — *Francisco de la Lastra, director supremo del Estado. — Dr. José Antonio Errazúriz, presidente del senado.— Camilo Henríquez.— Dr. Gabriel José de Tocornal. — Francisco Ramon Vicuña. — Dr. Juan José Echeverría, secretario.* »

Por lo demas, la intencion secreta de no dar cumplimiento á aquel tratado era evidente de ambas partes. « Para este convenio, dice el asesor que en él tuvo el general realista (D. José Antonio Rodríguez Aldea, en su *Satisfaccion pública* dada á luz en 1823, pág. 60), eran al general Gainza entera-

1817. cito nacional brigadier D. Gavino Gainza, y el general en jefe del de Chile brigadier D. Bernardo O'Higgins, y cuartel maestre brigadier D. Juan Mackenna, plenipotenciarios nombrados para este efecto en dicho acuerdo, y el contexto de aquellos pliegos es como sigue :

Documento.

» Convenio celebrado entre los generales de los ejércitos titulados nacional y del gobierno de Chile.

Chile enviará diputados á las cortes.

» ARTÍCULO 1°. Se ofrece Chile á remitir diputados, con plenos poderes é instrucciones, usando de los derechos imprescriptibles que le competen como parte integrante de la monarquía española, para sancionar en las cortes la constitucion que estas han formado, despues que las mismas cortes oigan á sus representantes, y se compromete á obedecer lo que entónces se de-

mente contrarias las instrucciones del virey. Yo advertí esto *secretamente* en las conferencias al Sr. general Mackenna y al Sr. Dr. Sudáñez ; pidieron por esto á Gainza los credenciales del *poder* con que trataba ; pero se negó, asegurando que él cumpliria lo que se pactase. Mas á mí me decia que solo queria entretener, etc. »

Si hemos de dar crédito á este pasaje, los plenipotenciarios no solo obraban de mala fe, sino que obraban *á sabiéndas* de que la habia. Rodríguez, sin embargo, al regresar á Chillan, despues de haber cumplido su comision, dijo al coronel Urrejola : « O'Higgins y el gobierno de Santiago se conoce proceden de buena fe. De quienes se puede tener alguna desconfianza es solo de Mackenna y del Dr. Sudáñez. »

Por su parte el asesor, que avisaba *secretamente* al enemigo los embarazos en que se encontraba el general en jefe realista, acusaba tambien á este por su debilidad, y cuando Gainza lo supo por aquellos mismos dias, le observó que sí desaprobaba el tratado, *porque cuando estaban ambos á solas no le habia reconvenido, hecho señas ó tirado de la casaca en cualquiera de los capítulos, habiéndole llamado para ese fin* (el de tirarle la casaca ?...)

Lo cierto es que la mezquindad era mútua como lo era la intriga, y que Rodríguez, segun su propia confesion, iba tambien á juego doble. Por esto el consejo de guerra que juzgó dos años mas tarde á Gainza, á consecuencia de la desaprobacion de los tratados por Abascal, mandó, al absolver á este, que se formase proceso á Rodríguez. Esta sentencia es de fecha 14 de junio de 1816; y del tenor de la defensa hecha por Gainza en el consejo, de la que tenemos á la vista una copia, hemos sacado las citas anteriores sobre la doblez del asesor, la falsía del general realista, y la secreta y doble intencion de los plenipotenciarios patriotas. (Véase el *Ostracismo del general O'Higgins*, por B. VICUÑA MACKENNA, pág. 204.)

terminase, reconociendo, como ha reconocido, por su monarca al Sr. D. Fernando VII y la autoridad de la regencia por quien se aprobó la junta de Chile, manteniéndose entretanto el gobierno interior con todo su poder y facultades, y el libre comercio con las naciones aliadas y neutrales, y especialmente con la Gran Bretaña, á la que debe la España, despues del favor de Dios y su valor y constancia, su existencia política.

1817.

Reconoce á Fernando VII como su monarca.

» 2° Cesarán inmediatamente las hostilidades entre ambos ejércitos; y la evacuacion de Talca se ejecutará á las 30 horas de ser comunicada la aprobacion del gobierno de Santiago sobre este tratado, y la de toda la provincia de Concepcion, esto es, las tropas de Lima, Valdivia y Chiloé, en el término de un mes de recibida dicha aprobacion, franqueándoseles los auxilios que estuviesen al alcance de Chile, y la dicte la regularidad y prudencia, y quedando esta última plaza de Chiloé sujeta como ántes al vireinato de Lima; así como se licenciarán todos los soldados de la provincia de Concepcion y sus partidos, si lo pidieren.

Cesarán inmediatamente las hostilidades entre ambos ejércitos.

» 3° Se restituirán recíprocamente y sin demora todos los prisioneros que se han hecho por ambas partes sin excepcion alguna, quedando enteramente olvidadas las causas que hasta aquí hayan dado los individuos de las provincias del reino comprometidos por las armas con motivo de la presente guerra, sin que en ningun tiempo pueda hacerse mérito de ellas por una ni otra parte. Y se recomienda recíprocamente el mas religioso cumplimiento de este artículo.

Restitucion de prisioneros por ambos lados.

» 4° Continuarán las relaciones mercantiles con todas las demas partes que componen la monarquía española, con la misma libertad y buena armonía que ántes de la guerra.

Continuarán las relaciones mercantiles con los puertos españoles.

» 5° Chile dará á la España todos los auxilios que estén á su alcance, conforme al actual deterioro en que ha quedado por la guerra que se ha hecho en su territorio.

» 6° Los oficiales veteranos de los cuerpos de infantería y dragones de Concepcion que quisiesen continuar su servicio en el país, gozarán el empleo y sueldo que disfrutaban ántes de las hostilidades; y los que no, se sujetarán al destino que el excmo. señor virey los señaláre.

Sobre los oficiales veteranos de Concepcion.

1817.

Sobre Concepcion y Talcahuano.

» 7° Quedarán la ciudad de la Concepcion y puerto de Talcahuano con todas las piezas de artillería que tenian ántes de las hostilidades, y no siendo posible al señor brigadier D. Gavino Gainza dejar todos los fusiles de ambas plazas, se conviene en restituir hasta el número de 400 para su servicio y resguardo.

Sobre las posiciones que conservarán ambos ejércitos.

» 8° Desde el momento que se firme este tratado, estará obligado el ejército de Chile á conservar la posicion que hoy tiene, observando religiosamente el no aproximarse mas á Talca, y caso que entretanto llega su ratificacion del excmo. gobierno de Chile, sobreviniere algun temporal que pueda perjudicarle, será de su arbitrio acamparse en alguna hacienda en igual ó mas distancia de dicha ciudad ; bien entendido que para el inesperado caso de volverse á romper las hostilidades, que será con previa noticia y acuerdo de ambos ejércitos, no podrá cometer agresiones el nacional sin haberle dado lugar de restituirse á la posicion que tiene en esta fecha.

Restitucion de propiedades, etc.

» 9° Se restituirán recíprocamente á todos los moradores y vecinos las propiedades que tenian ántes del 18 de febrero de 1810, declarándose nulas cualesquiera enajenaciones que no hayan precedido de contrato particular de sus dueños.

El gobierno de Chile satisfará con 30,000 pesos para gastos del ejército.

» 10° El excmo. gobierno de Chile satisfará con oportunidad de su tesoro público 30 mil pesos, como en parte del pago que debe hacerse á algunos vecinos de la provincia de Concepcion, de los gastos que ha hecho el ejército que hoy manda el señor general brigadier D. Gavino Gainza, quien visará los libramientos que expida la intendencia.

Rehenes de los patriotas.

» 11° Para el cumplimiento y observancia de cuanto se ofrece de buena fe en los artículos anteriores, dará Chile por rehenes tres personas de distinguida clase ó carácter, entre quienes se acepta como á mas recomendable, y por haberse ofrecido espontáneamente en honor de su patria, al señor brigadier D. Bernardo O'Higgins, á ménos que el excmo. gobierno de Chile lo elija de diputado para las cortes ; en cuyo caso se sustituirá su persona con otra de carácter y representacion del país.

Id. de los realistas.

» 12° Hasta que se verifique la total evacuacion del territorio

de Chile, se darán en rehenes por parte del ejército nacional, luego que esté ratificado el tratado, dos jefes de la clase de coroneles, así como para evacuar á Talca, que deberá ser el paso inmediato, se darán por el ejército de Chile otros dos de igual carácter, quedando todo el resto del mes para que vengan á la inmediacion del señor general del ejército nacional los rehenes de que habla el artículo anterior, ó un documento de constancia de haberse embarcado para Lima. 1817.

Órden que se expedirá para suspension de marcha luego que se firme el tratado.

» 13º Luego que sea firmado este tratado, se expedirán órdenes por los señores generales de ambos ejércitos, para que suspenda su marcha cualesquiera tropas que desde otros puntos se dirijan á ellas ; y que solo puedan acogerse para librarse de la intemperie á las haciendas ó pueblos mas vecinos, donde les llegaren dichas órdenes, hasta esperar allí las que tengan á bien dirigirles : sin que de ningun modo puedan los auxiliares del ejército nacional pasar el Maule ó entrar en Talca, ni las orillas del ejército de Chile el rio de Lontué.

» 14º Si llegáre el caso (que no se espera) de no merecer aprobacion este tratado, será obligado el señor general del ejército de Chile á esperar la contestacion de esta noticia, que ha de comunicar al del nacional, quien deberá darla al cuarto de hora de recibida.

Expresivas gracias que se tributarán al comodoro Hylliar.

» 15º Reconociendo las partes contratantes que la suspension de las hostilidades, y la restitucion de la paz, buena armonía, é intima amistad entre los gobiernos de Lima y Chile son debidos en gran parte al religioso y eficaz empeño del señor comodoro y comandante de la *Phœbe*, D. Santiago Hylliar, quien propuso su respetable mediacion al gobierno de Chile, manifestándole los sentimientos del señor virey, y no ha reparado en sacrificios de ninguna clase, hasta presenciar á tanta distancia de su destino todas las conferencias que han precedido, y este convenio ; le tributamos las mas expresivas gracias, como á mediador y á principal instrumento de tan interesante obra.

» 16º Se declara que la devolucion de solos 400 fusiles á las plazas de Concepcion y Talcahuano, á que se refiere el artículo 7º,

1817. es porque el señor general D. Gavino Gainza no tiene completo el armamento que el ejército de su mando introdujo en el reino.

» Y despues de haber convenido en los artículos anteriores, nos el general en jefe del ejército nacional, brigadier D. Gavino Gainza, y el general en jefe, y el cuartel maestre general del ejército de Chile, D. Bernardo O'Higgins, y D. J. Mackenna, plenipotenciarios nombrados, firmamos dos ejemplares de un mismo tenor para su constancia, en las orillas del rio Lircaí, á dos leguas de la ciudad de Talca. — Cuartel general del ejército nacional, é igual distancia del de Chile, en 3 de mayo de 1814. — Gavino Gainza. — O'Higgins. — Juan Mackenna (1). »

Los Chilenos desaprueban el tratado.

Los Chilenos, en general, expresaron su desaprobacion á un convenio que consideraban como desventajoso, en unas circunstancias que ofrecian la fundada esperanza de que un solo golpe podria terminar gloriosamente la campaña, asegurando la completa independencia del país. Sin embargo, juzgaron ya la paz tan firmemente establecida, que permitieron regresar á sus casas á los milicianos; redujeron imprudentemente las tropas de línea; y el gobierno directorial se aceleró á cumplir con escrupulosa fidelidad aquellos artículos del tratado que podian llevarse inmediatamente á efecto.

Actos imprudentes de los patriotas.

Nueva proclama del virey á los Chilenos.

Entretanto, el 8 de agosto, el virey del Perú dirigió una nueva proclama á los habitantes de Chile, con motivo del suspirado regreso del rey Fernando VII á su trono, concebida en los siguientes términos :

« Chilenos, los cabecillas que han desolado vuestro país con su soñada independencia, pretextaron la pérdida infalible de la madre patria, por hallarse sin rey, sin soldados y sin recursos para defenderse de un tirano que dominaba casi toda la Europa, pero sin poner en cuenta el heróico valor de vuestros

(1) Se espera en esta capital al brigadier Gainza con la causa que se le ha formado en Chile de órden de este gobierno, cuyos resultados ya verá el público no debia esperar el virey para oponerse con las armas al cumplimiento del convenio. (*Pensador del Perú*, 1815, p. 125.)

1817.

hermanos peninsulares, ni lo justo de nuestra causa para lograr la proteccion del Ser Supremo. Este visiblemente nos ha salvado á todos los Españoles de ambos hemisferios, inflamando en los del antiguo un valor y una constancia de que no prestan ejemplo las historias; dándoselo á las naciones subyugadas de la Europa, y enseñándolas con él el verdadero y único camino de volver á su libertad : y á las que aun no lo estaban, el modo de no ser esclavas. Chilenos, todos los datos en que vuestros mandones fundaron su revolucion están destruidos. La España libre de enemigos; sus ejércitos dominando una parte considerable de la Francia; los de los aliados del Norte dueños de la capital de aquel imperio; su jefe prófugo y errante sin destino; y nuestro adorado Fernando sentado en su trono. Y á vista de tan portentosos sucesos, ¿ querréis todavía, Chilenos, dejaros alucinar, y pugnar por coger la sombra de un fantasma? El ejército real es muy superior al vuestro en disciplina, armamento y provision de todos los artículos necesarios para hacer la guerra con vigor. La órden que tiene mia el general que le manda, no puede ser mas racional, humana y benéfica para vosotros. Celebraré en el alma os aprovecheis de ella, sin dar lugar á que se verifique vuestra total ruina, por dar oido á los infames que la apetecen. — Lima, y agosto 8 de 1814. — El marques de la Concordia. »

Los Carreras son puestos en libertad.

D. José Miguel y D. Luis Carrera habian sido puestos en libertad por los realistas, en virtud del tratado de Talca; y D. Juan José, aunque lo desterraron del otro lado de los Andes, habia regresado tambien. Esta ocasion les pareció favorable para usurpar nuevamente las riendas del gobierno; organizaron en la capital un partido, con el cual habian mantenido siempre relaciones, y que en esta ocasion les ayudó á llevar á efecto sus criminales designios; ganaron una parte de la guarnicion, y el 23 de agosto de 1814 se presentaron en público y depusieron al supremo director Lastra.

Ponen en ejecucion sus designios criminales.

En seguida formaron una junta, á cuya cabeza pusieron al hermano mayor de los Carreras, como habian hecho en la pri-

1817.

Formacion de una nueva junta encabezada por el mayor de ellos.

mera usurpacion. Indignados los ciudadanos, y aunque muy disgustados de Lastra, se reunieron inmediatamente, y manifestaron á los Carreras su desagrado; pero viéndoles sordos á sus justas quejas, y no teniendo bayonetas con que hacer valer sus razones, acudieron á O'Higgins, pidiéndole su proteccion, el cual no perdió tiempo en corresponder á su confianza y escuchar su llamamiento. Lleno del patriotismo que siempre manifestó, se puso inmediatamente en marcha desde Talca, para salvar la capital, y un pequeño encuentro se verificó ya cerca de ella. Los dos partidos estaban en el acto de venir á las manos y decidir su suerte por medio de una accion general, cuando se presentó un correo del general realista, y acordaron una suspension de armas para recibir los pliegos.

Nuevas disensiones.

Los pliegos del virey de Lima.

El correo era portador de un oficio, notificando que el virey no habia querido ratificar el tratado de Talca; que el único medio que quedaba á las autoridades insurgentes para alcanzar la real clemencia de Su Majestad, era rendirse á discrecion; y terminaba diciendo que la espada estaba desenvainada para no dejar piedra sobre piedra en caso de resistencia.

Llamamiento del general Gainza.

Este mismo correo trajo la órden llamando al Perú al general Gainza; á pesar de que tenia derechos á la consideracion de un virey marcado por su falta de fe pública á los patriotas, aunque en lo demas gozaba de buen crédito. Gainza habia violado el tratado, permaneciendo en la Concepcion bajo diferentes pretextos, hasta que el general Osorio llegó con tropas de refuerzo y pertrechos militares de toda especie : el curso mismo de los acontecimientos probó, al fin, que firmó el tratado con objeto de ganar tiempo para que llegasen aquellos refuerzos.

Llegada del general Osorio.

Instrucciones que se dan á Osorio.

El virey de Lima, al encargar de esta fácil empresa al coronel D. Mariano Osorio, dándole el mando del reforzado ejército real de Concepcion de Chile en sustitucion del general Gainza, cuidó de habilitarle con las siguientes instrucciones :

El virey de Lima desaprueba los tratados de Lircaí.

« Habiendo desaprobado en todas sus partes el convenio celebrado entre el brigadier D. Gavino Gainza y los comandantes del ejército insurgente de Santiago de Chile en 3 de mayo de este año, por ser contrario á mi instruccion y á las facultades

de dicho jefe, á la nacion y al honor de sus armas, he venido en separarle de aquel mando, el cual deberá entregar al coronel del real cuerpo de artillería D. Mariano Osorio, nombrado al efecto, retirándose el primero á la ciudad de la Concepcion para esperar mis órdenes.

1817. Gainza es reemplazado por Osorio.

Artículo 1°. En el momento que dé fondo la expedicion en el puerto de Talcahuano, oficiará el señor Osorio con el gobernador de Concepcion, para que disponga los almacenes en que deban ser depositados los efectos de guerra que conducen ambos buques para ser trasportados cuando el tiempo lo permita á Chillan ú á otros puntos, segun convenga, y como por la escasez de numerario solo se han podido enviar cincuenta mil pesos en efectivo, ha sido preciso echar mano de tabaco y azúcar para que se vendan por cuenta de la hacienda nacional, y á fin de que su producto sirva tambien para la subsistencia del ejército, dispondrá que el intendente los haga almacenar con la cuenta y razon correspondiente.

Órden de pronta comunicacion con el gobernador de Concepcion: objeto de ella.

» 2° Dadas las previas disposiciones que indica el artículo antecedente, reconocerá el istmo en que está situado aquel pueblo, como asimismo el terreno que ocupa la ciudad de Concepcion, para calcular si conviene fortificar ambos puntos, ó reducir su defensa á uno solo para ocupar ménos guarnicion, á fin de que el ejército se ponga con toda la fuerza posible para operar ofensivamento, ó cuando no, para que se pueda conservar en una defensiva, que cubra todo el país de la provincia de Concepcion que sea susceptible.

Órden de fortificar el istmo de Talcahuano y la ciudad de Concepcion.

» 3° Verificado dicho reconocimiento, que en el punto ó puntos que elija se hagan las obras necesarias para su defensa, extendida lo ménos posible, para que se verifique la máxima de que pocos se puedan defender de muchos.

» 4° Tomadas estas previas disposiciones, si las aguas y estado de los caminos lo permiten, dispondrá que el refuerzo de tropas, dinero y efectos que conduce se trasporten al cuartel general de Chillan, adelantándose el señor comandante general para entregarse anticipadamente del mando de todas las fuerzas; los cuales revistará cuerpo por cuerpo para arreglar lo que cada

Id. de recibirse anticipadamente del mando de las tropas en Chillan.

1817. uno necesite, tanto en el manejo de intereses, como en la instruccion y disciplina militar, formando un estado exacto del número de hombres de que consta cada uno, con expresion de clases tanto de infantería como de caballería y artillería; mencionando las armas de fuego y blancas, municiones de todas especies, y poniendo por notas todo lo demas que contribuya á poderme instruir completamente; cuyo documento me enviará á la mas posible brevedad, repitiéndole mensualmente para mi gobierno.

Id. para la compostura de fusiles reputados inservibles.

» 5º Si de la revista indicada resultase algun número de fusiles sin entregar á los soldados por descompuestos, hará que se remedien lo mas pronto posible sus defectos; pero si estos fuesen tales que se pueda tardar mucho en ponerlos corrientes, con las piezas de unos se pueden completar los otros, por cuyo medio puede brevemente estar en servicio algun considerable número; enviando los cañones, cajas ó llaves que no sean susceptibles de composicion allí, para que se les habilite en este taller de armería.

Promesas que se harán á los patriotas de olvido de lo pasado.

» 6º Sin embargo de los nuevos motivos de disgusto que el gobierno de Chile me ha dado en el modo con que ha mirado mi generosidad y amorosas y paternales razones, ofreciéndole echar en olvido su desvarío y loca pretension de independencia, y no obstante la mala fe que ha manifestado en el cumplimiento del extravagante convenio concedido por el brigadier D. Gavino Gainza contra el tenor de mi instruccion, pues habiendo este puesto en práctica cuanto estaba á sus alcances de cumplir, dando libertad á mas de 1,200 prisioneros, entre ellos oficiales y jefes de primer órden y enviando sus rehenes á la capital de Santiago, no se ha movido el gobierno insurgente á poner en práctica cosa alguna de las estipuladas, mas que la soltura de algunos oficiales y personas, por intercesion del comandante de la fragata inglesa *Phœbe*, en justa compensacion de los que le entregué pertenecientes á aquel gobierno, como mi característica humanidad supera á todo, cuando el nuevo comandante llegue al cuartel general en el oficio que debe pasar al expresado gobierno de Chile de haber yo desaprobado el convenio, y

que por consiguiente debe continuar la guerra, le ofrecerá nuevamente un perdon general y olvido eterno de todo lo sucedido, por mas ó ménos parte que cada uno de los que han estado mandando haya tenido en la revolucion; siempre que dejando las armas de los manos, renueven el juramento hecho á nuestro soberano, que durante su cautividad juren obedecer la nueva constitucion española y el gobierno de las cortes nacionales, y admitan el que legítimamente se instale para la provincia. 1817.

» 7° Si el gobierno de Chile se allanase á entrar en la composicion de que habla el artículo anterior, deponiendo perentoriamente las armas, se entregará de él el nuevo general D. Mariano Osorio, pasando á la capital con solo la tropa necesaria para restablecer en ella el buen órden, cumpliendo y haciendo cumplir con la mayor escrupulosidad el perdon y olvido de todo lo pasado, que explica el mismo artículo; manteniendo tanto al oficial como al soldado en la mas rígida disciplina, sin permitir de modo alguno que de palabra ni obra se maltrate á nadie, ni se le tome la mas leve cosa de su propiedad, si no se ajustase ántes por su legítimo valor, entregándoselo al propio tiempo que se reciba la especie.

Medidas á observar en caso que ello suceda.

» 8° Para gobierno del nuevo comandante general, se le entregan dos estados de fuerza de la que tenia el ejército de los insurgentes en 14 de diciembre de 1813 y 22 de enero de 1814, que entre otros documentos importantes han caido en poder de las tropas nacionales en los equipajes de los Carreras, cuando fueron hechos prisioneros en Penco-Viejo. En el de la última fecha constaba el ejército de 2,036 hombres de todas armas con 1,242 fusiles, 722 bayonetas, 556 cartucheras, 190 espadas, 97 cinturones, 28 pistolas, 362 caballos y 360 monturas para ellos, repartidos en los puntos de Concepcion, Talcahuano, Chepe y Observacion. Aunque el armamento y hombres se pueden haber aumentado desde entónces, no parece regular que su número sea superior á las pérdidas que han tenido en los varios ataques que ocasionaron la ocupacion de toda la provincia y los dos de Talca; pero estas reflexiones las debe rectificar el señor general á su llegada á Chillan con las noticias

Estado de las fuerzas patriotas en diciembre y enero.

1817.

que pueda adquirir por medio de los espías, ó por los que se los puedan proporcionar.

Órden para la circulacion de proclamas.

» 9º Al brigadier Gainza se le envió considerable número de proclamas, como las que se entregan al señor Osorio; y teniendo noticia de que no las ha circulado por el país enemigo, lo ejecutará este inmediatamente que se posesione de ellas.

Estado del ejército español.

» 10º Por las últimas noticias que me ha dado el brigadier Gainza con fecha de 16 de junio, constaba el ejército de 2,462 plazas de infantería, las cuales se podian aumentar con 200 á 300 mas, sin otra instruccion que la de hacer fuego, y con 363 artilleros, pero sin alguna caballería, porque hace de tal la primera arma para reconocimientos y marchas únicamente. Tenia ademas varios milicianos armados de lanza, que nada sirven por su indisciplina y aficion al robo; de cuya gente se puede y debe sacar algun fruto formando un cuerpo de caballería de 500 á 600 hombres, poniéndoles oficiales escogidos, especialmente algunos de plana mayor, para que les enseñen á maniobrar en órden, y hacer buen uso de la espada y lanza.

Órden de atacar luego que la estacion de las aguas lo permita.

» 11º Arreglada la total fuerza como va dicho, y aumentada con el primer batallon de Talavera, que va de refuerzo, no parece creible que los enemigos se atrevan á disputarle la campaña; por cuya razon conviene romper las operaciones luego que la estacion de aguas lo permita, atacándolos enérgicamente donde se les encuentre, sin darles lugar á rehacerse en caso de ser derrotados, persiguiéndoles incesantemente hasta disiparlos, y continuando su marcha hasta apoderarse de la capital; bien entendido que si el gobierno intruso no acepta la paz que de buena fe se le propone, si luego la pidiere, se concederá con las menores ventajas para él que exija su obstinacion y el estado de ambos ejércitos; y si no lo ejecutáre hasta estar disueltas sus fuerzas y el ejército nacional próximo á entrar en Santiago, se le admitirá á discrecion; pero teniendo cuidado el comandante de salvar las vidas de sus habitantes, y no permitir ningun género de saqueo, pues en todo caso es necesario tratarlos con conmiseracion, como que son nuestros hermanos que deben componer con nosotros una sola familia.

» 12° Sin embargo de lo dicho en el artículo anterior, como los gastos que la revolucion chilena ha ocasionado á este erario han sido muy considerables, y no es regular ni justo que los continúe, dispondrá una contribucion general moderada en todo el reino, á fin de que con ella y el producto de las rentas establecidas ántes de la revolucion, pueda subsistir el ejército que debe quedar en pié y con la mayor fuerza posible, para continuar las operaciones que se especificarán mas abajo contra los insurgentes de Buenos Aires.

1817. Órden de imponer una contribucion general en Chile para pago del ejército.

» 13° Si la toma de la capital fuese á discrecion, ó que la estipulacion para entregarla dé lugar á ello, sin faltar en nada á lo que se hubiese prometido, se pondrán en segura prision á los cómplices que hayan tenido parte en la primera revolucion ó en la continuacion de ella, como motores ó cabezas, y asimismo á los miembros del gobierno revolucionario; los cuales se enviarán á Juan Fernández, hasta que formada la correspondiente sumaria, se les juzgue segun las leyes, con lo cual se quita el recelo de que puedan volver á conspirar.

Id. para la prision de los cómplices de la primera revolucion.

» 14° Establecido el órden en la capital con arreglo á la constitucion, hará ejecutar lo mismo en todos los pueblos de aquel reino, y enviará un destacamento á que se entregue del puerto de Valparaiso, y que navegue otro á la mas posible brevedad á ocupar la isla de Juan Fernández, conduciendo la artillería y municiones que los insurgentes han extraido de aquel importante punto.

La órden anterior se ejecutará en todo el reino.

» 15° Sin pérdida de tiempo dispondrá que todos los que se hallan desterrados por el gobierno intruso por fieles á la justa causa, tanto Europeos como Americanos, vuelvan á sus respectivos domicilios, y formará con ellos y otros adictos á la legítima soberanía un cuerpo de concordia chileno del número de plazas que sea posible, cuidando de que no exceda considerablemente el de los Americanos á los Europeos, ni estos al de aquellos, cuya igual providencia se puede adoptar respectivamente para Valparaiso, con la cual se minoráran los gastos por el menor número de tropas que haya que mantener á sueldo.

Se levantará el destierro á los Europeos y Americanos adictos á la causa realista.

» 16° Luego que se haya posesionado de la capital, tratará

1817.

Para el restablecimiento de la audiencia.

con los dos señores ministros Concha y Aldunate sobre el modo de restablecer la audiencia, avisándome para que regresen el regente si estuviese capaz, y los otros dos ministros que existen aquí, y despachando en segunda instancia en el entretanto los antedichos en union de algunos abogados de literatura, lealtad y probidad, que elijan escrupulosamente los negocios contenciosos que ocurran, y nombrando los que correspondan de iguales calidades para los de primera, con arreglo á la constitucion y nuevo reglamento de tribunales.

No son válidos los grados concedidos por Pareja y Sánchez sin la aprobacion del virey.

» 17° Los grados concedidos por el brigadier Pareja y su sucesor D. Juan Francisco Sánchez, que no tengan mi aprobacion, no deben tener efecto; pero por no desairar á los agraciados ni ocasionar su disgusto, que en las actuales circunstancias podria acarrear malas consecuencias, se les conservarán sus divisas sin hablar del asunto; pero el nuevo general con mucha sagacidad se informará reservadamente de los que los hayan merecido, dirigiéndome una relacion exacta de estos, y otra por separado de los que no han contribuido suficiente mérito para ser agraciados; procurando que en todo destacamento que se separe del cuerpo principal, vaya mandando un jefe veterano, ó que aunque no lo sea se halla con la instruccion, valor y circunstancias competentes, y con la antigüedad necesaria para que los que le han de obedecer no se contemplen agraviados.

Para fortificacion del mejor vado del Maule.

» 18° Al paso de los rios, especialmente el del Maule, por su mayor caudal de agua y curso precipitado, se fortificará el mejor de sus vados, colocando en sus cabezas alguna artillería y dejando la guarnicion precisa para que proteja la retirada del ejército en cualquier evento desgraciado; y si se pudiese añadir un puente de balsas ó de otra cosa, sería mucho mas oportuno.

D. Juan Francisco Sánchez.

» 19° Examinará las facultades físicas é intelectuales de D. Juan Francisco Sánchez, para darle el destino en que pueda ser mas útil; sea el mando de Chillan, cuando el ejército lo deje, ó el gobierno de Concepcion y Talcahuano, ó bien conservándole en el ejército encargado del mando de un cuerpo, ú el detal de la mayoría general; dándole á entender, sin faltarle á la debida atencion, el desagrado con que he visto que desde

1817.

que entregó el mando del ejército haya resistido por un capricho inconcebible encargarse de ningun otro.

Sobre los soldados realistas que se batieron en San Cárlos.

» 20° Cuando el ejército se acabó de reunir en Chillan despues de la batalla de San Cárlos, se manifestó en él una confabulacion para entregarse á los enemigos, con solo la calidad de que cada uno volviese libre á su domicilio ó adonde mejor le conviniese; y sin embargo de que en la accion que sostuvieron en el mismo Chillan se han portado con valor, conviene examinar el asunto con mucha prudencia y reserva, para que si resulta alguno en que pueda haber desconfianza de fidelidad, se le pueda separar con disimulo y sin estrépito.

Órden de invadir las Provincias Unidas del Rio de la Plata.

» 21° Establecido que sea el órden en la ciudad de Santiago y demas puntos que lo necesiten, dejará el señor general en el reino las guarniciones precisas para conservarle libre de insultos, y del resto del ejército, que conceptúo podrá ascender á 2,000 hombres de infantería, 200 de artillería y 1,000 de caballería, dispondrá á la mas posible brevedad una expedicion que pase por una de las abras de la cordillera, que comunican por el fuerte de Vallenar y otros parajes de esa sierra con las pampas de Buenos Aires, para que echándose rápidamente sobre Mendoza y su campiña, ponga en consternacion la capital de las Provincias del Rio de la Plata, á fin de distraer sus fuerzas hácia aquella parte, dejando mas expeditas las operaciones de los ejércitos de Montevideo y Alto Perú, adelantando algun cuerpo hácia Córdoba ó rio Tercero para aumentar la confusion de aquellos rebeldes; con encargo particular de que no maltrate dicha expedicion á los habitantes, ni que se aproveche de sus haberes mas que para el preciso alimento del pan y carne pagados á precios convenientes.

Si atacan fuerzas superiores, debe retirarse en tiempo.

» 22° Si la partida ó partidas de este ejército expedicionario descubriese fuerzas enemigas, dispondrá en tiempo su retirada si fuesen superiores, ó el atacarlas siendo inferiores y con probabilidad de buen suceso.

Órden de comunicar con el general del ejército del Alto Perú.

» 23° El jefe que vaya mandando estas tropas, procurará por todos los medios posibles ponerse en comunicacion con el general de ejército del Alto Perú, lo cual no creo sea muy difícil

1817. por la provincia de la Rioja, á fin de combinar con él sus operaciones. La misma diligencia deberá practicar el señor coronel Osorio cuando se haya hecho dueño del reino de Chile, en la que no habrá mucha dificultad por Coquimbo ó Copiapó.

Id. para envío de noticias por el navío *Asia*.

» 24° Concluida la comision del navío *Asia*, debe regresar al Callao á la mas posible brevedad, por cuyo buque el señor comandante general me dirigirá cuantas noticias le ocurran del estado de los dos ejércitos de operaciones, sus fuerzas y puntos que ocupan, segun las noticias fidedignas que pueda adquirir, y para las primeras que despues se ofrezcan de consideracion, hará que me los traiga el bergantin *Potrillo*, quedándose allí la corbeta *Sebastiana*, para lo que se ofrezca. — Lima, y julio 18 de 1814. — El marques de la Concordia. »

El nuevo jefe español, una vez al frente de su organizado ejército aumentado con los considerables refuerzos recibidos de España, dirigió la siguiente perentoria intimacion al gobierno patriota de Chile :

Desaprobacion de los tratados de Lircaí.

«Habiendo desaprobado en todas sus partes el excmo. señor virey de Lima el convenio celebrado en 3 de mayo último entre D. Bernardo O'Higgins, D. Juan Mackenna y el brigadier D. Gavino Gainza, por no tener este tales facultades, ser contrario á la instruccion que se le dió, á la nacion y al honor de sus armas; y habiendo en consecuencia tomado yo el mando de ellas en este reino, debo manifestar á Vs. que si en el término de diez dias contados desde la fecha, no me contestan estar prontos á deponerlas inmediatamente, á renovar el juramento hecho á nuestro soberano el señor D. Fernando VII, á jurar obediencia durante su cautividad, la nueva constitucion española y el gobierno de las cortes nacionales, y admitan el que legítimamente se instale para el reino, daré principio á las hostilidades : si, por el contrario, dan desde luego las órdenes, y toman todas las providencias necesarias á que tengan efecto mis justísimas proposiciones, les ofrezco nuevamente un perdon general, y olvido eterno de todo lo sucedido, por mas ó ménos parte que

Órden de someterse al rey ántes de diez dias.

1817.

cada uno de los que han estado mandando haya tenido en la revolucion.

Deseo de evitar la efusion de sangre y desastre de los pueblos.

» Supongo á Vs. poseidos de los sentimientos que caracterizan al hombre de bien, y amante de la felicidad de su patria, en cuyo concepto espero que mirando por ella, abrazarán los partidos que la misma razon y religion dictan, evitando la efusion de sangre, y desastre de los pueblos de este desgraciado país, haciendo á Vs. responsables ante Dios y el mundo de las funestas resultas que son consiguientes al errado y equivocado sistema que contra toda probabilidad, y sin la menor esperanza de buen éxito, quieren seguir y sostener.

Promesas de olvido si tiene lugar una reconciliacion.

» Autorizado como estoy para el perdon y olvido de lo pasado, puede tener efecto una reconciliacion verdaderamente fraternal, á que me hallo pronto ; mas si ciegos á la voz de la naturaleza, no diesen oidos á mis ofrecimientos, me veré precisado á usar de la fuerza, y poner en práctica los grandes recursos que para obrar ofensivamente tengo á mi disposicion : en cuyo caso, ni Vs., ni los particulares, ni todo el reino, tendrá que quejarse de los funestos resultados que les sobrevengan, por no haber reflexionado con tiempo en su bienestar.

Amenazas en caso contrario.

» Yo, los oficiales y tropa que hemos llegado á este reino, venimos, ó con la oliva en la mano proponiendo la paz, ó con la espada y el fuego, á no dejar piedra sobre piedra en los pueblos que sordos á mi voz quieran seguir su propia ciega voluntad. Abran todos pues los ojos, vean la razon, la justicia y la equidad de mis sentimientos, y vean al mismo tiempo si les conviene y prefieren á su bienestar el exterminio y desolacion que les espera, si no abrazan inmediatamente el primero de los dos partidos.

D. Antonio Pasquel es portador del oficio.

» Con el capitan D. Antonio Pasquel, portador de este, espero la citada contestacion.

» Dios guarde á Vs. muchos años. — Cuartel general de Chillan, 20 de agosto de 1814. — Mariano Osorio. — Á los que mandan en Chile. »

Hé aquí la enérgica contestacion del gobierno patriota :

1817.

Con ducta contradictoria de los realistas.

« Los enemigos del pueblo americano cada dia presentan nuevas pruebas en su conducta siempre contradictoria, de que un interes particular y el encono del espíritu privado son la única regla de sus procedimientos. Chile habia sacrificado á los deseos de la paz cuantos hasta la época de las capitulaciones fueron manifestados por el virey de Lima, que en todas sus partes los ha desaprobado, segun el oficio de V. de 20 del corriente. Un nuevo reconocimiento de Fernando VII, y el de la regencia, y la remision de diputados que sancionasen la constitucion, alejaba hasta las apariencias del título de insurgentes, que se ha querido hacer valer para saciar en la sangre de los hijos del país el odio implacable de los que sin duda nos han considerado como un grupo de hombres sin derechos, indignos de ser oidos, y despojados de todas las prerogativas de un pueblo.

Pregunta que se hace á Osorio sobre el sistema que sigue.

» Cuando V. trata nuestro sistema de erróneo y absurdo, desearíamos saber ¿ cuál es el que V. sigue? No puede ser el de la obediencia á Fernando VII, á la regencia, ni á la constitucion española, supuesto que se anulan los pactos comprensivos de este reconocimiento. V. tampoco se presta al de los gobiernos populares que durante la cautividad del rey (que rompió el vínculo que recíprocamente unia á los vasallos á un centro comun) era el único adaptable á las circunstancias, y se aceptó en España con la instalacion de las juntas provinciales. Así es necesario confesar que el solo sistema de V. es el de la desolacion y la muerte con que nos amaga, negando hasta el tratamiento que inspira la cortesía, y enviando un conductor tan insultante que el gobierno ha empeñado toda su moderacion para no escarmentar su insolencia, como la del coronel Hurtado, que ha fugado quebrantando las obligaciones que le imponia su condicion en rehenes. En lugar de aquel hemos dejado á este, y el conductor es el trompeta.

Insolencia del conductor del oficio realista.

» Por otra parte, la comunicacion de V. no está acompañada de mas credencial que su palabra, desacreditada otra vez en la falsa intimacion al Huasco.

» La *Gaceta* original del Janéiro, que le adjuntamos, le aver-

gonzará en la complicada conducta que preside las operaciones de los antiguos mandatarios de América. Fernando VII anula la constitucion de las cortes y decretos de la regencia; deja constituidas las autoridades hasta la resolucion de un nuevo congreso, y declara reos de lesa-majestad á los que defrauden los efectos de esta resolucion. Tales son nuestros invasores; y la nueva agresion de V. le hará criminal delante de Dios, del rey y del mundo entero, si en el momento no desiste (desamparando nuestro territorio) de un proyecto vano, y que será confundido á impulsos del gran poder á que se ha elevado la fuerza de Chile, puestos en movimiento los copiosos recursos de que un gobierno débil no supo aprovecharse oportunamente. Su oficio de V. ha sido una proclama excitadora del valor y energía de nuestras tropas y de los dignos pueblos que están resueltos á repulsar la invasion con el último sacrificio.

1817.

Envío de la *Gazeta* original del Janéiro á Osorio.

El oficio realista ha excitado el valor de los patriotas.

» Haga V. el que es debido á la religion, á la justicia y á la humanidad, evitando la efusion de sangre y las desgracias consiguientes á su escandalosa é injusta provocacion, de que le hacemos responsable; y tenga V. por efecto de nuestra generosidad esta contestacion, cuando no siendo V. de mejor condicion que el general Gainza, se atreve sin credenciales á dirigirnos otras proposiciones, al paso que aquel no se ha creido facultado para las que celebró bajo la garantía del comodoro Hylliar, que documentalmente acreditó la autoridad para mediar, y la que habia conferido al general Gainza ese mismo virey, que hoy anula sus tratados. Esto mas parece una farsa que una relacion entre hombres de bien y de honor. — Dios guarde á V. muchos años. — Santiago, 29 de agosto de 1814. — José Miguel de Carrera. — Julian Urivi. — Manuel Muñoz y Urzua. — Á D. Mariano Osorio. »

El plan de los Españoles estaba tan bien meditado, que cuando recibieron los patriotas la intimacion de rendirse á discrecion, ya se hallaban 4,000 hombres á cincuenta leguas de la capital.

En esta situacion extrema el gobierno de Santiago publicó el siguiente bando y tomó otras medidas análogas:

1817. « La junta de gobierno, etc., etc.

» Ningun sacrificio satisface á los tigres que cebaron en la carne humana. El virey de Lima ha anulado las capitulaciones de mayo. El déspota que ni aun quiere oir al pueblo chileno en unos pactos que lo degradan, exige un rendimiento á discrecion para saciarse en la carnicería de su existencia. La contradiccion es el carácter de la tiranía. Despues que se concedió á los mandatarios de Lima cuanto querian pretender, hoy vuelven á declararnos la guerra, sin que puedan señalar lo que apetecen. Chile la sostendrá con toda la dignidad de su decoro, y con la fuerza de su poder. La naturaleza lo reclama imperiosamente. El hombre no nació para pasto de los leones; volemos unidos á las armas, y juremos ántes no existir que cargarnos el yugo con que nos amenaza el nuevo general, á quien se ha comisionado nuestra destruccion. — Santiago, 28 de agosto de 1814. — José Miguel de Carrera. — Julian Urivi. — Manuel Muñoz y Urzua. — Agustin Díaz, *escribano de gobierno*. »

Acto magnánime del general O'Higgins.

Agitado por sentimientos tan opuestos, O'Higgins sacrificó magnánimamente sus justos resentimientos para salvar su patria; accedió á las pretensiones de su rival, y volvió noblemente sus armas contra el enemigo comun.

El 4 de setiembre ambos generales publicaron el siguiente manifiesto :

« ¿No habria sido una gloria para los enemigos de la causa americana ver empeñada la disension civil en que se prometian ser los terceros de la discordia y los árbitros de nuestra suerte? ¡Infames! ese bárbaro cálculo de nueva agresion y la franca comunicacion de nuestros sentimientos han abierto las puertas del templo de la union, sobre cuyas aras hemos jurado solemnemente sacrificarnos por el solo sistema de la patria, el consagrarle el laurel de la victoria, á cuya sombra augusta se escribirá el decreto que ha de fijar su feliz destino. Hemos sellado ya el de una eterna conciliacion. El ejército de la capital está identificado con el restaurador del Sur : un mismo deseo, un mismo empeño, un mismo propósito anima el corazon de ambos gene-

rales y de toda la oficialidad. La seguridad personal de esta, de sus puestos y mérito es garantida sobre nuestro honor. Nada exigimos de la probidad que les caracteriza, sino aquella deferencia mas obligatoria que generosa al voto de la justicia y de la unidad. Ella es la que preside las deliberaciones del gobierno: su instalacion queda sancionada, y el espíritu solo se reanima para resistir con dignidad á unos invasores que en la desaprobacion de los tratados de paz nos han justificado á la faz del mundo. Ellos no pueden señalar el motivo de la guerra. Lo hacen solo por saciar su odio implacable con la sangre americana. Mancharán sus manos sacrílegas en la inocencia de las víctimas; pero ese mismo furor es el que reclama imperiosamente la venganza de nuestras armas, y la cooperacion de todo el que no quiere cambiar el noble título de ciudadano por la humillante y feroz cobardía de aquellos espíritus turbulentos que se han entregado á la única pasion del bajo rencor. Si hay entre nosotros armas tan ruines y execrables, avergonzémonos de que hayan nacido sobre el mismo suelo que profanan nuestros agresores: cuéntese con estos en la lista proscrita de los enemigos de la patria: jamas tengan lugar en el libro cívico de los verdaderos hijos de Chile; y abandonados á una excomunion civil, perezcan envueltos en la infamia y el remordimiento. La muerte será el término preciso del que recuerde las anteriores disensiones condenadas á un silencio imperturbable. En la memoria de los hombres generosos no queda un vacío para especies capaces de entibiar la cordial fraternidad que nos vincula. Con ella volamos á extinguir el fuego de ese resto de tiranos que ha protestado no dejar piedra sobre piedra en el precioso Chile. Compatriotas, se acerca el 18 de setiembre; el aniversario de nuestra regeneracion repite aquellos dulces dias de uniformidad que sepultaron la noche del despotismo. Acordaos que vuestro valor supo renovarlo en la invasion de Pareja, enérgicamente repulsada por la conformidad de los defensores del pueblo chileno. Conciudadanos, compañeros de armas, abrazaos y venid con nosotros á vengar la patria, y afianzar su seguridad, su libertad, su prosperidad con el sublime triunfo de 1817.

1817. la union. Este será el título de la victoria, y con él ha de celebrarla la aclamacion universal. — Santiago, 4 de setiembre de 1814. — José Miguel Carrera. — Bernardo O'Higgins. »

Pocos dias despues, el gobierno patriota de Chile publicó el siguiente manifiesto :

« El gobierno ha tocado todos los resortes de la política, de la razon y de la prudencia para evitar la efusion de sangre que prepara la nueva invasion de los satélites del virey de Lima. Ellos vienen en clase de unos verdaderos piratas, despues que el tratado de paz les concedia cuantas proporciones podian formar la base del sistema que proclamaban, alejando hasta las apariencias de la insurreccion de que nos acusaban, por confundir con voces criminales la defensa de los derechos de Chile. Hoy le hostiliza el infame Mariano Osorio contra las órdenes expresas del rey, que en el decreto de 4 de mayo de 1814 deja las autoridades constituidas en ambos hemisferios hasta la resolucion de un nuevo congreso, y anula la constitucion española, y órdenes de la regencia con la pena de muerte á los que pretendan su obediencia. Por tanto se declara á Osorio y á todos los que siguen su campo traidores al rey y á la patria; el que presentase la cabeza de aquel será premiado con doce mil pesos; por la de los caudillos subalternos se darán seis mil; cincuenta pesos será el premio de los soldados que se pasen con fusil á nuestro ejército, y veinte y cinco de los que vengan sin él. El fuego, el agua y todo será negado á los aleves que emprenden esta sacrílega agresion. Se reputarán sus cómplices los que les franqueasen el menor auxilio. — Publíquese en bando, imprímase y circúlese. — Dado en la sala del despacho, á 15 de setiembre de 1814. — José Miguel Carrera. — Julian Urivi. — Manuel de Muñoz y Urzua. »

Carrera siguió á O'Higgins con una fuerte division; pero la disciplina, que da el valor real á las tropas, abandonó á las de Chile, que se habian batido tan gloriosamente en otras ocasiones, y principió una horrorosa desercion. Por otra parte, para con-

solidar Carrera su mal adquirido poder, habia removido del ejército algunos oficiales beneméritos, y desterrado de la capital á muchos ciudadanos distinguidos, sin otro motivo que la desaprobacion que manifestaron á sus arbitrarios procedimientos. O'Higgins atacó á los realistas en la orilla del rio Cachapoal; pero no teniendo mas de 900 hombres consigo, fué batido y tuvo que refugiarse á la ciudad de Rancagua, distante veinte y tres leguas de Santiago; dispuso que las entradas de las calles se cerráran, y adoptó cuantas medidas eran posibles para hacer aquel punto lo mas difícil de acceso que era dable, con los escasos medios que tenia.

1817.

Derrota de Cachapoal.

El 1° de octubre de 1814 principiaron los realistas un ataque que duró treinta y seis horas, en cuyo espacio de tiempo ambas partes continuaron el fuego sin la menor intermision; y una y otra enarbolaron bandera negra, y no se daban cuartel. En lo mas vigoroso de la accion, el almacen de pólvora de los patriotas se voló, produciendo los efectos mas horrorosos; pero sin desmayar por tan considerable desgracia, parecia redoblaban sus esfuerzos, y el general español determinó abandonar su empresa. Ya habia dado órdenes para retirarse, temeroso de que Carrera, que permanecia inmóvil expectador, le cortase la retirada, y que sus tropas, llenas de fatiga y de cansancio, fuesen atacadas en una posicion desventajosa por tropas de refresco; cuando percibiendo el general Ordóñez, segundo en el mando, la inaccion de Carrera, que manifestaba no tener intenciones de hacer una diversion en favor de O'Higgins, ni enviarle el menor auxilio, resolvió hacer el último esfuerzo.

Ataque de Rancagua el 1° de octubre.

Inaccion de Carrera.

El general Ordóñez.

Por medio del hacha y de las llamas lograron los realistas penetrar por las paredes de las casas, y palmo á palmo fueron adelantando hasta la plaza en el centro de la ciudad. Allí hizo O'Higgins su última defensa con doscientos hombres, única fuerza que le restaba; rendido de cansancio, atormentado por una sed rabiosa, y rodeado de cadáveres, permaneció lidiando, hasta que viéndolo todo perdido, y á pesar de estar herido en una pierna, se puso bizarramente á la cabeza de la poca gente que aun le quedaba, y se abrió paso por medio de los realistas.

Toma de la ciudad de Rancagua.

Accion heróica de O'Higgins.

1817. Tal fué la impresion que este acto de valor desesperado produjo, que no hubo ninguno que se aventurase á perseguir á los patriotas, los cuales continuaron su retirada á la capital sin ser molestados. Los realistas permanecieron en Rancagua para retirar sus heridos, sacrificar los pocos habitantes que quedaban, y destruir cuanto habia escapado de las llamas.

Depredaciones y excesos cometidos por las tropas de los Carreras.

Los Carreras tenian aun á sus órdenes mil y quinientos hombres; pero abandonaron la capital sin batirse; y las depredaciones y excesos cometidos por sus tropas irritaron de tal modo al vecindario, que enviaron á Osorio una diputacion rogándole fuese á Santiago para restablecer el órden. Seiscientos hombres atravesaron los Ándes con Carrera; y O'Higgins emigró con cerca de mil cuatrocientas personas, muchas de ellas señoras de distincion, que pasaron á pié las nevadas cordilleras de los Ándes. Todos fueron recibidos en Mendoza con generosa hospitalidad por el general San Martin, y muy pocos volvieron á sus casas hasta despues de la batalla de Chacabuco, en el año de 1817 (1).

Emigracion á Mendoza.

(1) Hé aquí cómo refiere el general Camba el desastre de Rancagua y las consecuencias favorables que él produjo para las armas españolas en el Alto Perú:

El general Pezuela continuaba todavía en Santiago de Cotagaita, cuando el 6 de diciembre recibió por la via de Arica un parte del coronel de artillería D. Mariano Osorio, comandante en jefe de las tropas leales en Chile, en el que participaba haber derrotado á los Carreras y O'Higgins en Rancagua los dias 1º y 2 de octubre, apoderándose en seguida de la capital de Chile, cuyos importantes sucesos produjeron la pronta pacificacion de este interesante reino. Una noticia tan fausta y de tanta trascendencia en aquellos críticos momentos dispuso el general Pezuela que se celebrára con la mayor solemnidad posible; pues libres de atenciones las tropas victoriosas en Chile podian destinarse algunas á reforzar el ejército del Perú y ponerlo en estado de asegurar este vasto territorio, si los revolucionarios de Buenos Aires persistian en su invasion y trastorno, de que pronto dieron claras muestras desmintiendo la especie de retirada á Córdoba de los cuerpos avanzados á Jujuy y Salta, tal vez esparcida por ellos mismos con el intento de adormecer la vigilancia de nuestros jefes. Lo cierto fué que, léjos de pensar en la marcha retrógada de estos cuerpos, los reforzaron con otros, los extendieron por escalones hasta Humahuaca, y avanzaron á Yavi un batallon y alguna caballería como vanguardia, la que se estableció allí en el mismo

Luego que el virey del Perú tuvo conocimiento de la ocupacion de la capital por el ejército realista, el 5 de octubre de 1814, dirigió á los habitantes de Chile las suaves y conciliadoras palabras que contiene el documento que reproducimos en seguida, el cual fué tan extrañamente interpretado por su teniente al poner en práctica sus instrucciones, como se verá mas adelante : 1817.

«Desde las primeras conmociones que bajo el velo de seguridad suscitaron en ese país almas inquietas, ambiciosas, ó alucinadas con máximas de una mal entendida política, de una libertad é independencia quimérica é impracticable , preveía yo con sumo dolor los horrores que iban á producir en los bienes y en las personas de su inocente vecindario. Para precaverlos he alzado mi voz en distintas ocasiones, procurando descubrir á los engañados el plan de males que no estaba distante de suceder, á fin de que cooperasen con su influjo, poder y relaciones, á detener su impulso. Pero desgraciadamente la seduccion triunfó entónces de la verdad; y la buena fe quedó sometida á la malignidad y al engaño. Cerrar enteramente la comunicacion con los puertos de ese reino, habria sido castigar de un mismo modo á los buenos que á los malos; y negarse al justo clamor con que los leales interpelaban mi autoridad para reponer el órden y la tranquilidad en esos pueblos, hubiera sido como un crímen que atormentaria mi corazon, tanto como ahora me son sensibles las calamidades de la guerra que os han hecho padecer los sediciosos, apoderados del gobierno por la fuerza.

» El atrevido desenfreno de sus pasiones con que han escandalizado y vejado al virtuoso público de esa capital, pesando en mi consideracion mas que los males físicos con que se ha oprimido, me decidieron al fin á tomar parte en su defensa; pero de un modo lento, cual me pareció que podia convenir para evitar los desastres de una guerra empeñada con el mayor calor por los malvados desde el principio ; dando lugar á que el arre-

diciembre, á las órdenes del caudillo Güémes. (Véase Camba, *Memoria de las armas españolas en el Perú*, pág. 135.)

1817. pentimiento y el destierro de las sombras con que estaban alucinados millares de hombres incautos, hiciese ménos estragos que la bayoneta y el cañon.

» Las proposiciones para una sincera y fraternal reconciliacion, tantas veces propuestas como desechadas por esos monstruos de iniquidad y sus contínuas depredaciones, os han enseñado, aunque á costa de grandes sacrificios, á apreciar los caractéres diferentes de un gobierno justo y benigno, y el que corresponde dar al tumultuario y ambicioso, si es que merece nombre de gobierno, el intruso, el devorador de la fortuna de los que por desgracia le obedecen, y del que aspira á elevarse sobre las ruinas de los pueblos.

» Los particulares que residen en ellos, sus cabildos, y el mismo general que ha dirigido las tropas del rey á los gloriosos triunfos que acaban de conseguir, me informan del crecido número de fieles que hay en cada uno, del estado miserable á que quedan reducidas sus haciendas, sus casas y todo género de propiedades; sus templos sacrílegamente saqueados, atropellados los ministros del altar, y vulneradas su respetable autoridad y facultades. Tal es el fruto de una insurreccion y lo que debeis á sus detestables autores. Mas yo no puedo detenerme en la contemplacion de semejante cuadro de infortunios, cuando el deseo y la obligacion me llaman á reparar el desórden y las desgracias.

» Leales habitantes del reino de Chile, y los que deslumbrados por el artificio de los facciosos os habeis separado del camino que os dejaron trazado vuestros ilustres ascendientes : volved todos á recoger bajo el suave gobierno del mejor y mas deseado de los monarcas los frutos de vuestra fidelidad y vuestro arrepentimiento. Destiérrense las pavorosas sombras de la enemistad y del error, y una constante union y voluntad de resarcir vuestro honor y vuestras pérdidas, harán renacer la abundancia y felicidad que os deseo. Contad para ello con mi auxilio. Por lo pronto remito azogues y tabaco, que son los artículos que mas necesita el reino ; y miéntras me instruyo de las demas necesidades, os ofrezco, á nombre del rey, su favor,

proteccion y amparo. — Lima, 9 de noviembre de 1814. — El marques de la Concordia. » 1817

Osorio reasumió el mando, y tomó en Santiago el carácter de capitan general; la primera medida que adoptó como tal, fué publicar una amnistía, por la cual volvieron á sus casas algunos ciudadanos ricos que habian huido á otros Estados, ó á puntos distantes del país; pero tan pronto como Osorio se creyó asegurado, se quitó la máscara, y siguió el ejemplo de sus pasiones en la violacion de los contratos y obligaciones mas solemnes estipulados con los Americanos. En ménos de un mes despues de los desastres de Rancagua, los ciudadanos principales de la capital fueron arrestados, y confiscaciones, persecuciones y encarcelamientos parecian ser la órden del dia; pero temeroso el capitan general de exasperar demasiado el pueblo, que sufria el yugo con extrema impaciencia, no se resolvió á derramar la sangre de sus víctimas.

Osorio toma el carácter de capitan general.

Su conducta.

Cuarenta y seis padres de familia fueron puestos en una corbeta de guerra española, y trasportados á la isla de Juan Fernández. Á su arribo á la isla los desembarcaron en la costa, sin mas auxilios que la racion del soldado, y se les privó de toda comunicacion hasta con sus familias.

Isla de Juan Fernández.

La cárcel de Santiago se llenó de personas de carácter por sospechas de infidencia ó adhesion á la causa de la Independencia; y muchos de ellos fueron víctimas de un complot, que parece no tuvo otro objeto que el placer que tenian de derramar sangre algunos indignos Españoles. La pluma se resiste á estampar las atrocidades y horrores que cometieron estos (1).

La cárcel de Santiago.

Sin embargo, el capitan general se inquietaba de tiempo en tiempo con las noticias de los preparativos militares que hacía el general San Martin en Mendoza. En consecuencia publicó edictos crueles, y por medidas violentas intentó aumentar el ejército realista, no solamente para defender á Chile contra la invasion que le amenazaba, sino para tomar la ofensiva yendo

Preparativos de San Martin en Mendoza.

(1) Véase la *Historia de Chile*, por el R. P. Guzman, tomo I, pág. 357.

1817. á buscar á los patriotas en su mismo territorio de las Pampas, y abrirse el camino de Buenos Aires; pero la extraordinaria actividad y arrojo de unas partidas de guerrilla patriotas obligó pronto á Osorio á limitar sus miras á Chile.

Como complemento de los hechos arbitrarios referidos sumariamente que señalaron el período de la ocupacion de Chile por las tropas realistas desde 1814 á 1817, reproducimos la *real cédula de indulto* con que el rey Fernando VII pretendia atraerse las simpatías y la obediencia de sus descarriados colonos, así como las notas con que el laborioso historiador contemporáneo fray José Javier Guzman la ha ilustrado. Hé aquí ese documento notabilísimo y el modo como fué ejecutado por el sucesor de Osorio :

Real cédula de indulto para los Chilenos y depravada conducta de Marcó en su obedecimiento.

Real cédula.

Osorio da cuenta al rey de la reconquista de Chile.

« Don Mariano Osorio, capitan general interino y presidente de mi real audiencia de Chile. — En carta de 15 de marzo del año próximo pasado disteis cuenta que á consecuencia de la comision que os confirió mi virey del Perú (1) tomasteis el mando de las tropas que permanecian en la ciudad de Chillan (2), que habiendo dispuesto lo conveniente sobre las operaciones que debian preceder al desempeño de tan honroso cargo, despues de vencidos y dispersos los insurgentes entrasteis en la capital de Santiago, donde residian varios individuos que, ó habiendo sido miembros de los diferentes gobiernos que se sucedieron en el tiempo de la revolucion, ó habian to-

(1) Comision tan arbitraria, que jamas el virey ó sus mandatarios nos han manifestado la órden de invadirnos, no digo del rey que estaba en Francia, pero de ninguna autoridad de la metrópoli. Comision tan inicua que no solo no se ha mandado á Chile algun hombre conciliador que ántes de acometernos se entendiese con nosotros ó supiese nuestras intenciones, sino que por sorprendernos sacrificó el virey la subsistencia de Lima en los trigos que van de Chile y sus intereses en los buques que estaban en nuestros puertos.

(2) Estas tropas son las que salvó el ejército de Chile auxiliando al general de Lima para que no pereciesen ó se dispersasen en la retirada que hizo á Chillan despues de la paz de Talca.

mado parte activa en su establecimiento(1), acreditándolo así la opinion pública y los documentos incontestables que habiais tenido en vuestro poder (2); y que juzgando que su permanencia, miéntras no se consolidase la obra de la pacificacion, podria ser perjudicial á la quietud pública como lo habia acreditado repetidas veces la experiencia en repetidos puntos de América, habeis confinado por pronta providencia á la isla de Juan Fernández á los que tuvieron mayor representacion é influjo en el trastorno del país, enviando á otros de menor consideracion á distintos puntos del reino donde no habia recelo de que pudiesen contribuir á la produccion de las escenas pasadas : embargando sus bienes y propiedades miéntras se les concluye las causas que se les están formando (3), pero teniendo presente

1817.

Del envío de algunos revolucionarios á la isla de Juan Fernández.

(1) Si se hubiese expuesto al rey, que ese gobierno era consentido por las cortes, la regencia, el embajador de España, y formado cuando no se dudaba de la ruina de la Península, en lugar del nombre de insurgentes se nos llamaria hombres de probidad.

(2) ¡ Documentos incontestables ! ¿ Pues no es este Osorio él que en su proclama al entrar en la capital de Santiago aseguró que los delincuentes habian fugado , y que los que estábamos en Santiago éramos sus hermanos, que necesitábamos de consuelos y no de aflicciones ? ¿ Pues no es él que ha dicho en su manifiesto, que está convencido que los corazones de Chile eran del rey ? ¡ Documentos incontestables ! y él mismo nos ha escrito al presidio el siguiente oficio : « Estoy agitando las causas de Vs.; espero tendrán buen resultado y yo el gusto de mandarlos volver al seno de sus familias. Santiago y febrero 18 de 1815. » — ¿ Y cómo se compone este resultado con los documentos de que habla el rey ? Lo cierto es que de todos los hombres que en diversas épocas han mandado á este presidio no hay siete á quienes les haya preguntado siquiera cómo se llaman ni por qué vienen. Es imposible que Osorio ni Marcó diesen una razon que, aunque injusta, fuese consiguiente sobre los castigos que han practicado. ¿ Qué documentos hay para que los niños que solo tenian diez ó doce años cuando la instalacion de junta, estén puestos en calabozos y presidios? ¿ Cuál para que hombres enteramente desconocidos, labradores y pobres infelices y aun peones, hombres sin la menor influencia, hayan llenado las cárceles, y estén hoy en esta isla, entretanto que no se ha desterrado un solo Europeo de los electores de la junta ó diputados del congreso ?

(3) « Embargando sus bienes miéntras se siguen las causas. » Así es como se escribe al rey en el dia. Á nadie se ha embargado por un secuestro provisorio , sino percibiendo y apropiándose el fisco todos los productos de

1817. que el orígen de la revolucion y su continuacion habia sido obra de un corto número de hombres ambiciosos y corrompidos (1), que presentando á la metrópoli en un estado de anarquía y próxima á su ruina (2), lograron seducir á la multitud para tiranizarla mejor con el colorido de una imaginaria independencia (3). Manifestais que aunque las circunstancias os obligaron á tomar al principio medidas rigorosas, no podiais ménos de llamar mi soberana piedad hácia el sinnúmero de fie-

De haber tomado medidas rigorosas.

los bienes y subastando en hasta pública los arrendamientos como consta en las gacetas. Y sobre todo se le oculta la gran parte que se ha vendido de estos bienes, incluyendo hasta las arquillas de costuras de las hijas y mujeres sin sustanciar causas ni alguna formalidad.

(1) Si fué un corto número el de los ambiciosos y corrompidos, ¿por qué destrozar todo el reino, perseguir y aniquilar á tantos, y mas asegurando que los delincuentes habian fugado?

(2) La metrópoli próxima á su ruina; sí, lo decian varios en Chile, pero era porque lo publicaban los papeles de Europa inclusos los de España : por el virey y porque el mismo Fernando nos ha dicho que la España se ha salvado milagrosamente, porque los gobiernos de España nos inundaban en proclamas, y en ellas aseguraban que se veía en una lucha muy desigual, y donde la resistencia era un heroismo : y porque en efecto hemos visto á la España únicamente reducida al recinto de Cádiz. « En estado de anarquía, » así lo manifestaba la junta central disuelta á palos, las regencias que rápidamente se sucedian, las provincias que no querian obedecer, y sobre todo Su Majestad, que nos ha dicho en el decreto de 4 de mayo, que las cortes de donde dimanaban las autoridades de España « eran nulas, criminales y atentatorias. » Á pesar de todos estos excesos, es preciso agradecer á Osorio la generosidad de solicitar nuestro indulto, y confesar que al traves de tantos atentados se divisa un fondo de bondad desconocido en los mandatarios del dia, el que seguramente corrompian y ofuscaban ciertas furias que en esta época de desgracias cercan al gobierno. Este hombre, sin experiencia en el delicado arte de mandar en las actuales circunstancias, estimulado por las instrucciones del virey, oprimido por la insolencia de los calaveras, y provocado á cada paso por los resentidos de la revolucion y anxiosos de los empleos que no obtendrian sin nuestras persecuciones; pero él sucumbió al ataque de tantas pasiones, y ya le fué fácil precipitarse en los horrores expuestos, á que no contribuyó poco el no conocer la índole de los Chilenos.

(3) « Con el colorido de una imaginaria independencia. » ¡Atroz calumnia! ¿Dónde ha visto Osorio el documento de esta independencia? Nuestra independencia solo se declaró y publicó en 1818, tres años despues de su informe.

les vasallos, que jurándome una lealtad eterna habian detestado la revolucion y llorado sus tristes efectos, á fin de que usase de mi nata clemencia en favor de aquellos que no por depravacion de idea, sino por debilidad é irreflexion, habian faltado á la sumision debida á las legítimas autoridades. En vista de lo referido previne á mi consejo de las Indias, que enterándose de vuestra exposicion, y oyendo en el modo que tuviese por conveniente á los diputados de ese reino, me informase sobre los particulares que contenia y demas puntos relativos á la insurreccion de esa parte de América, cuanto estimase conducente á mi real servicio y al Estado, y habiéndolo ejecutado en consulta de 20 de diciembre último, conformándome en todo con su dictámen, he resuelto : que á los principales revolucionarios que se hallan prófugos, se les deben seguir las causas conforme á lo prevenido por las leyes; por lo que mira á los demas que se hallan procesados y desterrados de la capital, los cuales están tambien incluidos entre los primeros, en la relacion que remitisteis con carta de 6 del citado mes de marzo próximo pasado, he venido en concederles, como por la presente real cédula les concedo, indulto y olvido general de sus anteriores procedimientos. En su consecuencia, os mando deis las órdenes y providencias convenientes para que les ponga en libertad, disponiendo que los desterrados vuelvan á sus casas con devolucion de los bienes que se les haya embargado, haciéndoles comprender esta benéfica determinacion, tan propia de mi real clemencia, á fin de que en lo sucesivo reglen sus conductas como corresponde, y es de esperar de la gratitud que deben manifestarme por este singular beneficio. — Fecha en Madrid, á 12 de febrero de 1816. — Yo el rey. — Por mandato del rey nuestro señor, Silvestre del Collar. — Hay tres rúbricas. »

1817.

El rey resuelve que se sigan las causas á los motores de la revolucion.

É indulta al resto restituyéndoles sus bienes.

» Recibido por Marcó el precedente real rescripto, lo mandó publicar por bando con la solemnidad que corresponde y que se imprimiese y círculase por todas las provincias del reino, como consta de su decreto firmado en Santiago de Chile en 4 de setiembre de 1816. No contento Marcó con la publicacion de la

Marcó ejecuta la órden del rey.

1817. gracia del indulto, lo hizo saber en particular á cada uno de los comprendidos en ella que existian en las islas, exigiéndoles sus firmas ante escribano y testigos, sin duda para acreditar en la corte su cumplimiento y á que se perpetúe un documento de oprobio y persecucion. Pero, ¡ quién lo creyera! despues de todas estas diligencias, que solo sirvieron para alucinar al pueblo y cubrir su desobediencia al rey, se mantuvo y permaneció su duro corazon tan inflexible y terco en no poner en libertad á los agraciados en el indulto y ménos volverles sus bienes embargados, que los infelices tuvieron que sufrir su penoso destierro, hasta que la divina Providencia mudó el teatro de su gobierno con la victoria alcanzada en Chacabuco el 12 de febrero de 1817, en que quedando Marcó prisionero fueron restituidos á la capital por las sabias medidas que tomó para el efecto el gobierno directorial. Sería nunca acabar querir individualizar las demas tiranías y crueldades que ejecutó en Chile en hombres y mujeres este afeminado jefe, indigno de mandar y cuyo nombre será siempre detestable en los fastos de nuestra historia (1). »

Prision de Marcó.

(1) Este documento así como las notas de que está acompañado son tomados de la *Historia de Chile* por el R. P. GUZMAN, tomo I, pág. 382.



PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA Y CHILE.

AÑOS 1810 Á 1817.

II.

San Martin en España. — Sus servicios bajo las órdenes del marques de la Solana. — Su conducta brillante en Bailen. — Emancipacion de la América : sir Charles Stuart. — San Martin parte para Lóndres y el Rio de la Plata. — En Buenos Aires se le encarga de formar el regimiento de granaderos á caballo. — La logia Láutara : San Martin y Alvear. — Estatuto de la logia : reglamento de los debates y órden. — Leyes penales. — Su cooperacion y su influencia en toda la América.—Paralelo entre San Martin y Alvear. — Combate de San Lorenzo ; el parte de San Martin. — Se le concede el grado de coronel, y marcha para el ejército del Alto Perú.— San Martin y Belgrano. — Trabajos de reorganizacion del ejército : campo de Tucuman. — Insubordinacion de Dorrego : su destierro á Santiago del Estero. — San Martin se separa del ejército del Perú : es nombrado gobernador de Cuyo. — Su atrevido plan. — Llegada de la emigracion chilena : O'Higgins y Carrera. — Peticion de los Chilenos contra este último. — Posicion difícil en que se encuentra San Martin. — Muerte de Mackenna. — Alvear supremo director : su caida. — Proposiciones de Carrera para la reconquista de Chile; el director supremo consulta al general San Martin ; contestacion de este. — Sus trabajos y ardides en Mendoza. — Algunos de sus rasgos geniales. — Comunica su plan al gobierno ; resistencias que encuentra. — Entrevista con Puyrredon y sus grandes resultados. — Los caciques Pehuenches : su mala fe. — Alvarez Condarco. — Pasaje de los Ándes ; Necochea, Lavalle y Rodríguez. — Juicio de los Españoles sobre este pasaje : los Alpes y los Ándes. — Proclama de San Martin á los Chilenos. — Sorpresa de la guardia. — Oficio de San Martin al supremo director. — Victoria de Chacabuco. — Probidad d'O'Brien. — Santiago abre sus puertas á los patriotas. — San Martin es aclamado director por los Chilenos. — Renuncia de este. — O'Higgins supremo director. — San Martin pasa á Buenos Aires. — Resistencia de Talcahuano : el general Brayer. — Las Táblas ; opinion del comodoro Bowler. 1817.

Para que el lector pueda tener una justa idea del ilustre guerrero argentino cuyo genio y heróicos hechos han dado

1817. libertad á medio mundo, preciso es interrumpir de nuevo la narracion histórica de los sucesos que sellaron la independencia de Sud-América, para referir sumariamente los primeros pasos que iniciaron al gran capitan en la carrera en que ha conquistado los mas altos monumentos de las glorias argentinas é inmortalizado su nombre.

Nacimiento y primeros años de San Martin.

Nació D. José de San Martin por los años de 1778, en Yapeyú, capital de las Misiónes, siendo su padre gobernador de aquella provincia. Pasó con su familia á España, de edad de ocho años, para educarse, y destinado luego á la carrera militar, fué admitido en el colegio de nobles de Madrid: distincion que no era muy prodigada en la Península, especialmente para con la juventud americana.

Primeros servicios á las órdenes del marques de la Solana.

Sirvió en los ejércitos españoles en la guerra que se declaró contra la Francia durante su revolucion; y se hallaba en Cádiz de edecan del marques de la Solana, que le apreciaba sobre manera, y le trataba con la última intimidad, cuando este general fué asesinado por el populacho gaditano, el 30 de mayo de 1808.

Atrae la atencion del general en jefe en Bailen.

Una vez que alzaron los Españoles el grito de independencia y comenzaron la guerra contra Napoleon, acudió San Martin á la defensa de lo que entónces podia llamarse su patria; y se halló en la memorable jornada de Bailen, donde se distinguió en términos de atraer la atencion del general en jefe D. Francisco Javier Castáños, y de ser citado su nombre con elogio en los papeles públicos. Continuó sus servicios en varias campañas de la Península, á las órdenes de los generales Romana, Coupigny (1) y del ilustre Wellington; destinado alternativamente

(1) **HOJA DE SERVICIOS DE D. JOSÉ DE SAN MARTIN HASTA EL AÑO DE 1808.**

BATALLON DE INFANTERÍA LIJERA.

Voluntarios de Campo Mayor.

El ayudante primero D. José de San Martin y Matórras. Su edad, 27 años; su país, Buenos Aires, en América; su calidad, noble, hijo de capitan; su salud, buena; sus servicios y circunstancias los que se expresan:

con el grado de teniente coronel en los ejércitos de Andalucía, Centro, Extremadura y Portugal, hasta que rayando la aurora de la regeneracion en el continente americano, creyó que la voz de su tierra nativa invocaba en su auxilio esos mismos servicios que él estaba prodigando á los opresores de ella. No estuvo sordo á ese llamamiento imperioso, y alentado por los consejos de su amigo el general sir Charles Stuart, quien aunque com-

1817. Emancipacion americana.

Sir Charles Stuart.

TIEMPO EN QUE EMPEZÓ Á SERVIR LOS EMPLEOS.

Empleos.	Dias.	Meses.	Años.
Cadete	21	Julio	1789
2º subteniente	19	Junio	1793
1er subteniente. . . .	28	Julio	1794
2º teniente.	8	Mayo	1795
2º ayudante.	26	Diciembre	1802
Capitan.	2	Noviembre	1804
Ayudante 1º	27	Junio	1808

TIEMPO QUE HÁ QUE SIRVE Y CUÁNTO EN CADA EMPLEO.

Empleos.	Años.	Meses.	Dias.
De cadete	3	10	28
De 2º subteniente.	1	1	8
De 1er subteniente	»	9	10
De 2º teniente.	7	7	19
De 2º ayudante	1	10	6
De capitan 2º.	3	7	25
De ayudante 1º	»	1	4

Total hasta el fin de junio de 1808, 19 años y 10 dias.

REGIMIENTOS DONDE HA SERVIDO.

En el de infantería de Murcia : trece años, cinco meses y cinco dias ; lo restante en este.

CAMPAÑAS Y ACCIONES DE GUERRA EN QUE SE HA HALLADO.

Ha hecho un destacamento de 49 dias en Melilla. Se ha hallado desde el 25 de junio de 1791 sufriendo el fuego que hicieron los Moros en los 33 dias de ataque contra la plaza de Oran, haciendo el servicio con la compañía de granaderos. En el ejército de Aragon, ocho meses, de donde pasó al Rosellon y concurrió á la toma de Torre Batera y Cruz de Yerro ; ataque á las alturas de Mauboles, San Margal y baterías de Villalonga : en el de Bañuéles y en sus alturas rechazó á los enemigos por segunda vez ; hizo una salida á la ermita de San Luc, estuvo en el ataque que dieron los enemigos en Port-Vendres el 3 de mayo de 1794; en el que dió á sus baterías el 16, subsis-

1817. San Martin parte para Lóndres y el Rio de la Plata.

batiendo por la independencia de la España simpatizaba con la emancipacion americana, abandonó á fines de 1811 las banderas que seguia, y pasó á Inglaterra: donde despues de una corta residencia se trasladó, á principios del año 1812, de las márgenes del Támesis á las del Rio de la Plata, en la fragata *Jorge Canning*.

Inmediatamente despues de su llegada á Buenos Aires, se dió

tiendo en la defensa hasta la rendicion de Coliouvre el 28 del propio mes.— Estuvo en la fragata de la real armada la *Dorotea* un año y 23 dias, y con ella se halló en el combate que sostuvo el dia 15 de julio de 1798 contra el navío de guerra ingles el *Leon*. — En la campaña contra Portugal desde el 29 de mayo de 1801 hasta la paz. En el contagio que sufrió la plaza de Cádiz en 1804, y en la guerra con el gobierno de Francia, se halló mandando las guerrillas, habiendo tenido una accion distinguida sobre los enemigos en Arjonilla, en julio de 1808.

Don Juan de Moya, teniente coronel de infantería y sarjento mayor del expresado batallon, del que es comandante el coronel D. Rafael Menacho,— certifica que la foja de servicios que antecede es copia á la letra del original que queda en la oficina de mi cargo, y que el contenido en ella ha sido dado de baja en la revista de agosto del año anterior, por haber pasado en calidad de capitan agregado al regimiento de caballería de Borbon; y para que conste lo firmo en Manzanáres, á seis de marzo de mil ochocientos nueve.

Bº Vº RAFAEL MENACHO. JUAN MOYA.

Cargos, distinciones y honores militares obtenidos en España por D. José de San Martin, desde 1808 *á* 1811.

Córdoba, junio 6 de 1808.

Se concede un escudo de distincion á todos los sarjentos, cabos y soldados de la partida que batió al enemigo el 23 de junio, bajo las órdenes del capitan San Martin.

Sevilla, setiembre 29 de 1808.

El marques de Coupigny le felicita por dicho grado y por la medalla de Bailen, que se le concedió.

Sevilla, enero 25 de 1810.

La junta suprema le nombra ayudante del general Coupigny.

Julio 26 de 1811.

Comandante agregado al regimiento de dragones de Sagunto.

(*Gaceta* ministerial de Sevilla.)

Junio 29 de 1808.

Contiene un parte al señor marques de Coupigny sobre un combate en que se distinguió el valeroso capitan San Martin.

El teniente coronel D. Juan de la Cruz Mourguen dió parte desde Arjo-

á conocer, y avaluados con justicia por el gobierno su pericia militar y su zelo, presentido, por decirlo así, su genio, se le confió el mando de un escuadron de caballería, que él debia crear. Los resultados excedieron muy luego á las esperanzas que se habian concebido; y el teson incesante que desde tan temprano mostró en el lleno de sus deberes, la severa disciplina y el estricto método que introdujo en su cuerpo de *granaderos á*

1817.

Llegada á Buenos Aires.

nilla, con fecha de 23 del corriente, al señor marques de Coupigny, comandante de la vanguardia, y este á la suprema junta, del glorioso combate que tuvo lugar con una partida del ejército de Dupont. Á las 3 de la madrugada del mismo dia, se puso en marcha dicho dirigiéndose á ocupar los puestos avanzados de Arjonilla con el cuerpo de su mando, compuesto de la compañía de cazadores de guardias walonas, la de Barbastro, la de voluntarios de Valencia y Campo Mayor, la del príncipe de caballería, dragones de la reina, húsares de Olivencia, Bailen y escuadrones Carmona. Puesta en órden la columna de los de Aldea del Rio, por el camino del Arrecife, y habiendo andado como tres cuartos de legua, le avisó el capitan D. José de San Martin, comandante de su vanguardia, que se habia encontrado una descubierta de los enemigos: le ordenó los atacase, pero no pudiendo verificarlo en el momento por haberse puesto los enemigos en huida, determinó cortarlos por otro camino. En consecuencia se dirigió San Martin por una troche, sostenido por una partida suya de Campo Mayor al cargo del subteniente del mismo D. Cayetano de Miranda, y la caballería de su mando de húsares de Olivencia y Borbon, cuya fuerza consistia en 21 caballos: con ellos pasó la casa de Postas situada en Santa Cecilia; al llegar á ella vió que los enemigos estaban formados en batalla, creyendo que San Martin con tan corto número no se atreveria á atacarlos: pero este valeroso oficial, únicamente atento á la órden de su jefe, puso su tropa en batalla y atacó con tanta intrepidez que logró desbaratarlos completamente, dejando en el campo 17 dragones muertos y 4 prisioneros, que aunque heridos hizo conducir sobre sus mismos caballos, habiendo emprendido la fuga el oficial y los restantes soldados con tanto espanto, que hasta los mismos morriones arrojaban de temor, lográndose coger 15 caballos en buen estado, y los restantes quedaron muertos. Mucho sintió San Martin y su valerosa tropa se les escapase el oficial y demas soldados enemigos; pero oyendo tocar la retirada, tuvo de reprimir su ambicion de gloria.

El teniente coronel Mourguen ordenó la retirada por haber observado que venia al enemigo un refuerzo de 100 caballos. Dispuso en consecuencia fuese el teniente de caballería del príncipe D. Cárlos Lanzarote con 20 caballos á sostener á San Martin por el Arrecife, miéntras él mismo se adelantaba por la derecha de este con el escuadron de dragones de la reina, al mando de su capitan D. José de Jones, dejando el del resto de la columna

1817.

Formacion del regimiento de granaderos á caballo.

caballo, al paso que ofrecieron un saludable ejemplo, no eran sino débiles indicios de lo que era capaz su bien organizada cabeza.

La *Logia Láutaro*.

Uno de los primeros y preferentes trabajos á que San Martin consagró todos sus inteligentes esfuerzos al poner el pié en la tierra de su predileccion, fué al establecimiento de la célebre *Logia Láutaro*, que tan poderosamente influyó en los destinos del

al del teniente coronel y comandante de la compañía de cazadores de guardias walonas D. Dionisio Bouliqui, con la órden de que tomase posicion y cubriese los bagajes y municiones, con cuya ocupacion se contuvieron los enemigos y dejaron retirar con el mejor órden á San Martin.

Por nuestra parte solo ha habido un cazador de Olivencia herido, á pesar de haber sufrido nuestra tropa descarga de tercerolas y pistolas. San Martin hace un elogio distinguido de toda su tropa, particularmente del sarjento de húsares de Olivencia Pedro de Mártos y del cazador del mismo Juan de Díos, que en un inminente riesgo le salvó la vida; del sarjento de caballería de Borbon Antonio Rámos, y del soldado del mismo Ignacio Alonso.

Escudo de distincion concedido á la partida que batió al enemigo el 23 de junio.

Córdoba, 6 de julio de 1808.

SEÑOR D. JOSÉ DE SAN MARTIN :

El excmo. señor general en jefe, conformándose con la propuesta que V. le hace con fecha 4 de julio, ha concedido un escudo de distincion á todos los sarjentos, cabos y soldados de la partida que bajo sus órdenes batió al enemigo el 23 del pasado. Lo que participo á V. para su inteligencia y debido cumplimiento y noticia de los interesados.

Dios guarde á V. muchos años.

EL MARQUES DE COUPIGNY.

El marques de Coupigny felicita á San Martin por el grado de teniente coronel.

Madrid, 20 de setiembre 1808.

SENOR D. JOSÉ DE SAN MARTIN :

Mi estimado amigo : Tengo la satisfaccion de felicitarle á V. por el grado de teniente coronel con que la junta de Sevilla se ha servido distinguirlo. Incluyo á V. la certificacion que me pide y es regular se sepa en esa, y usen los que estuvieron en Bailen la medalla que se nos ha concedido.

Siento mucho sus males, y tendré particular gusto en su restablecimiento como en que mande á su afectísimo amigo.

EL MARQUES DE COUPIGNY.

(*Biografía del general San Martin,* publicada en Buenos Aires el año 1864, pág. 111.)

extenso continente hispano-americano. El ilustrado autor de la *Vida de Belgrano* explica el orígen de esa logia secreta en Europa y sus ramificaciones en América del modo siguiente : 1816.

San Martin y Alvear.

San Martin, que, á la par de Alvear, habia contribuido á formar el órden de cosas existente por la revolucion de 8 de octubre de 1812, deseaba despues del triunfo de San Lorenzo un teatro mas vasto en que desenvolver sus talentos militares. Alvear, su colaborador en el movimiento, no ménos ambicioso de glorias y de poder aunque sin el genio y la claridad de vistas de San Martin, deseaba igualmente una ocasion de elevarse tomando una parte activa en la direccion de la guerra. Estos dos hombres, que habian hecho juntos la guerra de la Península contra los Franceses y en la cual se habian distinguido, principalmente San Martin, fueron los primeros que introdujeron en Buenos Aires las sociedades secretas aplicadas á la política.

Introduccion de las sociedades secretas en Buenos Aires.

Su organizacion en Europa.

Las sociedades secretas, compuestas de Americanos, que ántes de estallar la revolucion se habian generalizado en Europa, revestian todas las formas de las logias masónicas; pero solo tenian de tales los signos, las fórmulas, los grados y los juramentos. Su objeto era mas elevado, y por su organizacion se asemejaban mucho á las ventas carbonarias. Compuestas en su mayor parte de jóvenes americanos fanatizados por las teorías de la revolucion francesa, no iniciaban en sus misterios sino á aquellos que profesaban el dogma republicano y se hallaban dispuestos á trabajar por la independencia de la América. Estas sociedades, que establecieron sus centros de direccion en Inglaterra y España, parece indudable que tuvieron su orígen en una asociacion que con aquellos propósitos, y con el objeto inmediato de revolucionar á Carácas, fundó en Lóndres á fines del siglo pasado el célebre general Miranda, quien buscó sucesivamente el apoyo de los Estados Unidos y de la Inglaterra en favor de su empresa. Sea que realmente la asociacion de Miranda fuese la base de la que posteriormente se ramificó por toda la América del Sur, sea que á imitacion de ella se organizase otra análoga, ó que la idea brotase espontáneamente en algunas cabezas, el hecho es que en los primeros años del siglo XIX,

Se atribuye su fundacion al general Miranda.

1817.

Sociedad de *caballeros racionales* en España.

una vasta sociedad secreta, compuesta casi exclusivamente de Americanos, se habia generalizado en España con la denominacion de *Sociedad de Láutaro* ó *caballeros racionales*, contando entre sus miembros algunos títulos de la alta nobleza española. En Lóndres estaba lo que podia llamarse el *grande oriente* político de la asociacion, y de allí partian todas las comunicaciones para la América. En Cádiz existia el núcleo de la parte correspondiente á la Península, y en ella se afiliaban todos los Americanos que entraban ó salian de aquel puerto. El primer grado de iniciacion de los neófitos era el juramento de trabajar por la independencia americana; el segundo la profesion de fe del dogma republicano. La forma del juramento del segundo grado era la siguiente: « Nunca reconocerás por gobierno legítimo » de tu patria sino á aquel que sea elegido por la libre y espon» tánea voluntad de los pueblos; y siendo el sistema republi» cano el mas adaptable al gobierno de las Américas, propen» derás por cuantos medios estén á tus alcances á que los » pueblos se decidan por él. » En esta asociacion secreta ramificada en el ejército y la marina, y que en Cádiz solamente contaba cuarenta iniciados en sus dos grados, se afilió San Martin casi al mismo tiempo que Bolívar; ligándose así por un mismo juramento prestado en el Viejo Mundo los dos futuros libertadores del Nuevo Mundo, que partiendo con el mismo propósito, elevándose por iguales medios y á la misma altura, debian encontrarse mas tarde frente á frente en la mitad de su carrera.

Su existencia en Cádiz.

Forma del juramento del segundo grado.

San Martin y Bolívar se afilian en ella.

Zapiola y Alvear se afilian igualmente.

El teniente de marina D. Matías Zapiola, que se distinguió despues en las guerras de la revolucion, y el capitan de carabineros D. Cárlos María de Alvear, llamado á brillante destino, se afiliaron con San Martin en la asociacion de *caballeros racionales*. Estos tres oficiales, llegados á Buenos Aires en marzo de 1812, fueron los fundadores de la masonería política en el Rio de la Plata.

San Martin y Alvear fundan la *Logia Láutaro* de Buenos Aires.

El primer trabajo de San Martin y Alvear al llegar á su patria fué el establecimiento de la famosa logia conocida en la historia con el título de *Láutaro*, la que debia ejercer una misteriosa

influencia en los destinos de la revolucion. Aspirando á gobernarla, sometieron á sus directores á la disciplina de las sociedades secretas, preparando misteriosamente entre pocos lo que debia aparecer en público como el resultado de la voluntad de todos. 1817.

De la interesante obra *El Otracismo de O'Higgins,* escrita en Chile por el señor Vicuña Mackenna, tomamos la *constitucion matriz* de esa logia, así como el *reglamento de los debates* y *órden*, que está precedido de las siguientes palabras del mencionado autor:

Profundo secreto que se ha guardado sobre su organizacion.

« ¿Mas en qué consistia la *Logia Lautarina*, que hasta aquí solo figura en nuestros anales como un mito, símbolo de los mas grandes crímenes de la revolucion, y á la vez como su principal palanca? Un profundo secreto hase guardado hasta aquí sobre su organizacion, sus hombres, sus hechos, sus frutos, apareciendo su existencia mas como una sospecha que como un poder (1). Pero cábenos ahora la fortuna de romper el velo de los tiempos dando á luz el único documento que acaso existe en Sur-América sobre aquel famoso tribunal de su revolucion.

Único documento existente sobre la logia de Santiago.

Consiste aquella pieza de un extraordinario valor histórico en los estatutos auténticos de la *logia* de Santiago, escritos íntegramente de letra del general O'Higgins, á cuyo esmero en conservar papeles de esta naturaleza es deudora la historia de no pocas revelaciones esenciales (2). »

(1) Segun nos lo ha asegurado uno de los fundadores de la logia de Buenos Aires, el señor D. Gregorio Gómez, allí se guardó siempre la mayor reserva, y jamas se permitió sacar copia de los estatutos, sino era en los casos de fundacion de otras logias en los pueblos donde alcanzaba la influencia revolucionaria. Siempre se ejerció la mas severa disciplina, y los miembros del gobierno eran los mas sumisos observadores de sus reglamentos. Á ese rigor debió su grande prestigio y contuvo muchas veces el desborde de las pasiones y el espíritu anárquico que dominó en toda esa época en que la heróica Buenos Aires luchó no solamente contra el enemigo comun, sino contra el repugnante desenfreno de las ambiciones personales.

(2) El original está escrito en un pequeño cuaderno. La palabra *logia* cada vez que ocurre en el texto, está representada por dos letras O-O unidas por un guion, que es el símbolo usado en las cartas entre los afiliados.

1817. Como en ese documento está completamente explicado el objeto y sistema de la *logia*, lo damos aquí íntegro entregándolo de lleno al juicio de la posteridad. Parece por su tenor que es la constitucion matriz que se estableció en Buenos Aires en 1812, y dice textualmente así:

Servidumbre de la América.

« Gemia la América bajo la mas vergonzosa y humillante servidumbre, dominada con cetro de fierro por la España y por sus reyes, como es notorio al mundo entero, y lo han observado por tres siglos con justa indignacion todas las naciones. Llegó por fin el momento favorable en que disuelto el gobierno español por la prision de su monarca, por sus observaciones repetidas, por la ocupacion de la España, y por otras innumerables causas, la justicia, la razon y la necesidad demandaban impe-

Estos suelen designarse generalmente con el nombre genérico de *los amigos*, *los hermanos*, y San Martin cuando escribia de buen humor ó daba noticias alegres, decia comunmente los *hermanitos* o *la cofradía*. Damos lugar aquí al reglamento de sala de la *logia*, que en sí mismo no discrepa de los adoptados generalmente por toda clase de asambleas deliberantes. Hélo aquí cual lo trascribimos del original en que está puesto á renglon seguido de los estatutos.

Reglamento de debates y órden.

« 1º Será una de las obligaciones de los socios asistir á las juntas con puntualidad á la misma hora de la citacion.

» 2º Reunidos los socios en las dos terceras partes, que bastan para formar junta, ocupará el presidente el asiento preferente y los demas el que se les proporcionará, sin guardar riguroso órden de antigüedad.

» 3º Se dará principio á cada junta por la relacion que deben pasar los secretarios de todo lo acordado en lo anterior, para que en consecuencia den razon de sus comisiones los que las hubiesen recibido y se trate del cumplimiento de lo acordado, ántes de pasar al exámen de otras materias.

» 4º Despues de haber tenido en consideracion los últimos acuerdos y todo lo concerniente á su cumplimiento, podrá el presidente proponer los objetos de mas importancia que le ocurriese, excitar á los socios á que hagan las mociones que creyeren convenientes, y cuando concurriesen dos ó mas mociones apoyadas, se votará por la logia sobre cuál debe discutirse con preferencia.

» 5º Ninguna mocion podrá discutirse sin ser apoyada, y una vez puesta en discusion debe ser explicada, ilustrada y puesta en sus precisos términos por su autor.

» 6º Cada socio podrá opinar libremente acerca de la materia en discusion,

riosamente el sacudimiento de este yugo. Las provincias del Rio de la Plata dieron la señal de libertad : se revolucionaron, han sostenido por diez años su empresa con heróica constancia; pero desgraciadamente sin sistema, sin combinacion y casi sin otro designio que el que indicaban las circunstancias, los sucesos y los accidentes. El resultado ha sido haber dado lugar á las querellas de los pueblos, al extravío de la opinion, al furor de los partidos y los intereses de la ambicion, sin que los verdaderos amigos de la patria pudiesen oponer á estos gravísimos males otro remedio que su dolor y confusion.

1817.

La revolucion del Plata.

Su resultado.

» Este ha sido el motivo del establecimiento de esta sociedad, que debe componerse de caballeros americanos, que distinguidos por la liberalidad de las ideas y por el fervor de su patriótico

Objeto del establecimiento de la logia.

pero no podrá hacerlo sin haber pedido y obtenido la palabra del presidente.

» 7º El presidente no concederá la palabra sino despues que el último preopinante haya concluido de hablar, ni la concederá mas de dos veces á un socio en cada materia.

» 8º Despues de haber hablado dos veces cada uno de los socios que hayan querido hacerlo, propondrá el presidente votacion sobre si se halla suficientemente discutida la materia en cuestion. Si de la votacion resultáre no estarlo, seguirán los debates ; pero si se diese por bastantemente discutida, se procederá á votacion sobre el negocio principal propuesto en los términos en que le fijó su autor.

» 9º La votacion se hará levantando la mano derecha por la afirmativa, y permaneciendo en quietud por la negativa.

» 10º Si resultase igualdad de votos, se repetirá la votacion, y si todavía no hubiese pluralidad, se deferirá el negocio á nueva junta.

» 11º Cualquiera socio puede reclamar el órden cuando se invirtiese ; pero principalmente el presidente, que podrá imponer silencio.

APÉNDICE Á LA CONSTITUCION.

» El artículo 7 debe entenderse en esta forma : que los cinco individuos de que deben componerse las sociedades subalternas, son, fuera de los empleados que tendrán como la matriz , á saber , presidente , vice-presidente, un solo secretario para las dos Américas , un orador y un maestro de ceremonias.

» Los caballeros hermanos de la logia matriz que se hallaren accidentalmente en algun pueblo ó lugar donde hubiere establecida sociedad subalterna, deberán incorporarse en ella supernumerariamente y asistir á sus sesiones con todas las obligaciones y privilegios de los numerarios. »

1817.

celo, trabajen con sistema y plan en la independencia de la América y su felicidad, consagrando á este nobilísimo fin todas sus fuerzas, su influjo, sus facultades y talentos, sosteniéndose con fidelidad, obrando con honor y procediendo con justicia bajo la observancia de las siguientes constituciones:

Composicion de la logia matriz.

» 1° La logia matriz se compondrá de trece caballeros, ademas del presidente, vice-presidente, dos secretarios, uno por la América del Norte y otro por la del Sur, un orador y un maestro de ceremonias.

Un ausente será reemplazado.

» 2° Este número no podrá aumentarse; pero en caso de salir algunos de los hermanos fuera de la provincia, podrá llenarse el mismo si las circunstancias lo exigiesen.

El presidente será perpétuo.

» 3° El presidente será perpétuo; por su ausencia suplirá el vice-presidente; por la de este el mas antiguo; mas los demas empleos serán anuales.

El tratamiento en la logia será de *hermano*.

» 4° El tratamiento del presidente y demas en la logia será de *hermano,* y fuera de ella el de Vd., llano, á excepcion de los casos en que á presencia de otros el empleo y decoro público exijan el correspondiente tratamiento.

No se podrá admitir ningun extranjero, ni mas de un eclesiástico.

» 5° No podrá ser admitido ningun Español ni extranjero, ni mas eclesiástico que uno solo, aquel que se considere de mas importancia por su influjo y relaciones.

» 6° Tampoco podrán ser admitidos los hermanos ó parientes inmediatos.

Todo hermano que sea empleado público impondrá de sus actos á la logia.

» 7° Siempre que algun hermano fuese nombrado por el gobierno primero ó segundo jefe de un ejército ó gobernador de alguna provincia, se le facultará para crear una sociedad subalterna, dependiente de la matriz, cuyo número no excederá de cinco individuos, y entablando la debida correspondencia, por medio de los signos establecidos para comunicar todas las noticias y asuntos de importancia que ocurrieren.

Ella se reunirá semanalmente.

» 8° La logia deberá reunirse semanalmente el dia que acordáre; tambien en los casos extraordinarios en que por alguna grave ocurrencia convocáre el presidente.

El que sea elegido para el supremo gobierno

» 9° *Siempre que alguno de los hermanos sea elegido para el supremo gobierno, no podrá deliberar cosa alguna de grave im-*

1817.

portancia sin haber consultado el parecer de la logia, á no ser que la urgencia del negocio demande pronta providencia; en cuyo caso, despues de su resolucion, dará cuenta en primera junta ó por medio de su secretario, siendo hermano, ó por el de la logia.

no hará nada sin el acuerdo de la logia.

» 10° No se entiende el antecedente artículo en las providencias y deliberaciones ordinarias y de despacho comun.

Excepciones.

» 11° *No podrá dar empleo alguno principal y de influjo en el Estado, ni en la capital, ni fuera de ella, sin acuerdo de la logia*, entendiéndose por tales los de enviados interiores y exteriores, gobernadores de provincia, generales en jefe de los ejércitos, miembros de los tribunales de justicia superiores, primeros empleos eclesiásticos, jefes de los regimientos de línea y cuerpos de milicias y otros de esta clase.

No dará empleos sin su consentimiento.

» 12° Para sostener la opinion del hermano que tuviese el supremo gobierno, deberá consultar y respetar la opinion pública de todas las provincias, así en los empleos que acuerde, como en las deliberaciones graves que resuelva.

Deberá consultar la opinion pública.

» 13° Partiendo del principio que la logia, para consultar los primeros empleos, ha de pesar y estimar la opinion pública, los hermanos, como que están próximos á ocuparlos, deberán trabajar en adquirirla.

Los hermanos deberán trabajar en adquirir la opinion pública.

» 14° Será una de las primeras obligaciones de los hermanos, en virtud del objeto de la institucion, auxiliarse y protegerse en cualesquiera conflictos de la vida civil y sostenerse la opinion unos de otros; *pero cuando esta se opusiera á la pública, deberán por lo ménos observar silencio.*

Deberán auxiliarse mútuamente.

» 15° *Todo hermano deberá sostener, á riesgo de la vida, las determinaciones de la logia.*

» 16° Siempre que fuese propuesto algun profano para la logia, se votará el nombramiento de los hermanos que les sean mas allegados, para que sondeando sus disposiciones con la mayor cautela, y sin descubrir persona alguna, den cuenta á la logia para que resuelva su admision, ó no.

El profano que sea propuesto deberá ser sondeado ántes.

» 17° No se tendrá por logia la reunion que no se compusiese de las dos terceras partes, y sus determinaciones en otra forma serán sin valor ni efecto.

Se necesita la reunion de las dos terceras partes para deliberar.

1817.

» 18° Cuando la sociedad tuviere que tratar en favor ó en contra de algun hermano, deberá hacerle salir el presidente para que se discurra con franqueza.

Deberán hacerle conocer cualquier ocurrencia que influya en la opinion.

» 19° Todos los hermanos están obligados á dar cuenta en la logia sobre cualquiera ocurrencia que influya en la opinion ó seguridad pública, á fin de que pueda tratar con oportunidad y acierto de los remedios convenientes.

El que sepa que algun hermano ha descubierto la logia debe advertirla inmediatamente.

» 20° Cualquiera hermano que averigüe que alguno de los otros ha descubierto la logia por palabras ó señales, deberá inmediatamente dar cuenta al presidente para que la reuna; pero si se reuniese en el mismo dia, lo expondrá en pública logia.

Para esclarecerlo se nombrará una comision.

» 21° Al momento nombrará la logia una comision compuesta de seis individuos, que deberá esclarecer el hecho bajo el mayor sigilo, para lo cual se le exigirá nuevo juramento, y del resultado dará cuenta en plena logia poniendo su dictámen sobre lo actuado.

La logia oirá al delincuente y decretará la pena correspondiente.

» 22° Á consecuencia, la logia reunida plenamente ó en el mayor número posible, despues de examinar maduramente lo actuado por la comision, oirá al delincuente y segun el mérito le decretará la ley penal correspondiente.

» 23° Cuando el supremo gobierno estuviese á cargo de algun hermano, *no podrá disponer de la fortuna, honra, vida, ni separacion de la capital de hermano* alguno sin acuerdo de la logia.

LEYES PENALES.

El que deje de asistir voluntariamente se le juzgará inhábil para empleo alguno.

» 1° El que dejáre de asistir por mera voluntad, siendo muy frecuentes sus faltas, será declarado inhábil para cualquier empleo por el tiempo que juzgue la logia, y en caso que lo tenga será suspenso hasta nueva resolucion.

El que revele la existencia de la logia tiene pena de muerte.

» 2° *Todo hermano que revele el secreto de la existencia de la logia, ya sea por palabras ó por señales, será reo de muerte, por los medios que se halle por conveniente.*

La calumnia será reprimida como corresponda.

» 3° El hermano que acuse falsamente á otro será castigado con la pena del talion.

» 4° Todo hermano que fuera de la logia murmure, ó de-

traiga el crédito de otro hermano, quebrantando el artículo 14 de la constitucion, será considerado infame é indigno de alternar con los demas, y no se incorporará en los actos de reunion durante el tiempo de los debates, hasta que ella lo haya absuelto. 1817.

» 5º El que no cumpliere con lo resuelto, será castigado con la pena proporcionada á la gravedad de la materia. »

La logia cooperó á la eleccion del triunvirato.

La *logia de Láutaro* cooperó eficazmente en Buenos Aires al movimiento de 8 de octubre; influyó poderosamente en la eleccion del triunvirato que fué su consecuencia, conquistó los principales miembros de la asamblea, que se afiliaron en ella, y al finalizar el año trece era la suprema reguladora de la política interna.

Causas de la desinteligencia entre San Martin y Alvear.

San Martin y Alvear, auxiliados por la habilidad de Monteagudo, fueron por mucho tiempo los árbitros de la logia; pero esta buena inteligencia no podia ser de larga duracion. Los amigos se convirtieron muy luego en dos irreconciliables enemigos. Diversas causas produjeron este rompimiento. La petulancia juvenil de Alvear no podia sobrellevar con paciencia el ademan imperioso, la palabra incisiva y la voluntad de fierro de San Martin, profundamente convencido de su superioridad sobre cuantos le rodeaban, y que apénas se apercibia de los pueriles celos de su competidor. Alvear, con calidades mas brillantes, aunque ménos sólidas que las de San Martin, podia sobreponerse á su antiguo amigo en las oscuras intrigas de la logia, ó en el favor pasajero de una ciudad impresionable, como la Aténas de la antigüedad. Esto tal vez le hizo creerse superior al que desde entónces pudo considerar como su rival. Era el Alcibíades moderno, hermoso, inclinado al fausto y á la ostentacion, fogoso en la tribuna, chispeante en el banquete, bravo si era necesario en el campo de batalla y devorado por la fiebre de la ambicion, en presencia del Aníbal americano, tan astuto, tan reservado y tan lleno de fe en el poder de su espada como aquel héroe de la antigüedad cuya mas notable hazaña debia imitar. Alvear tenia inspiraciones súbitas que deslumbraban como un relámpago. San Martin era el vaso opaco de la Escri-

Paralelo entre San Martin y Alvear.

1817. tura, que guardaba la claridad en lo interior de su alma. Estos dos hombres eran los candidatos para generales designados por la logia de Láutaro. Omnipotente en la asamblea, influyente en el gobierno, ramificada en la sociedad, la logia aspiraba á apoderarse del mando de las armas, para centralizar en sus manos todo el poder moral y material de la República. Tal era tambien la ambicion de San Martin y Alvear, aunque cada cual tuviese en ello distintas miras. El segundo veía que el camino de la gloria militar era tambien el camino del gobierno, y esta tendencia egoista de su ambicion podia estimularlo á obrar grandes cosas, pero no formar un héroe. El primero, aunque no mirase en ménos el poder, tenia vistas mas largas, propósitos mas deliberados, aspiraciones mas generosas; él buscaba para la revolucion el camino de la victoria, porque la consideraba mal organizada y mal encaminada en el sentido militar. Así es que cuando despues de Ayouma se pensó en Buenos Aires remover á Belgrano del mando del ejército del Perú, Alvear se presentó como candidato; pero recapacitando sin duda que era peligroso abandonar á San Martin la supremacía de la logia, cedió á este el poco envidiable mando de un ejército derrotado. San Martin comprendió que se trataba de alejarle para anular su influencia, y se resistió al principio á aceptar; pero pensando quizá con mas madurez que luchaba en terreno desventajoso para él, y que en definitiva la supremacía sería del vencedor en los campos de batalla, se decidió á marchar al Perú, abandonando á su rival el imperio de la logia. Alvear le acompañó hasta la salida de la ciudad, y al separarse dijo á sus amigos, riéndose alegremente: « Ya cayó el hombre (1). »

Alvear abandona el mando del ejército del Perú á su rival.

Palabras de Alvear á la salida de San Martin.

Apénas habia trascurrido un año despues que San Martin pisó las playas argentinas, cuando se le presentó la ocasion de dar pruebas prácticas de su valor y de sus conocimientos militares. Destinado por el gobierno á impedir el desembarco de quinientos hombres, que el gobernador español de Montevideo

Victoria de San Lorenzo.

(1) Véase la *Historia de Belgrano*, por el general don B. MITRE, tomo II, pág. 278.

intentó hacer en San Lorenzo por el caudaloso Paraná, obtuvo sobre ellos la mas señalada victoria; atacándolos por sorpresa con solo ciento cincuenta de sus *granaderos* sable en mano y sin aguardar á la infantería y artillería, que debian componer la division: el choque fué sangriento y el triunfo tan caro á San Martin, que le compró á precio de varias heridas. Hé aquí el parte de esa heróica accion, que el jefe de los granaderos á caballo D. José de San Martin dirigió á su gobierno el 3 de febrero de 1813 desde San Lorenzo:

1817.

Parte de San Martin.

« Excmo. Señor: tengo el honor de decir á Vuestra Excelencia que en el dia 3 de febrero los granaderos de mi mando, en su primer ensayo, han agregado un nuevo triunfo á las armas de la patria. Los enemigos en número de 250 hombres desembarcaron á las cinco y média de la mañana en el puerto de San Lorenzo, y se dirigieron sin oposicion al colegio de San Cárlos, conforme al plan que tenian meditado, en dos divisiones de á 60 hombres cada una; los ataqué por derecha é izquierda; hicieron no obstante una esforzada resistencia, sostenida por los fuegos de los buques, pero no capaz de contener el intrépido arrojo con que los granaderos cargaron sobre ellos sable en mano; al punto se replegaron en fuga á las bajadas, dejando en el campo de batalla 40 muertos, 14 prisioneros de ellos, 12 heridos, sin incluir los que se desplomaron y llevaron consigo, que por los regueros de sangre que se ven en las barrancas considero mayor número. Dos cañones, 40 fusiles, 4 bayonetas y una bandera, que pongo en manos de Vuestra Excelencia, y la arrancó con la vida al abanderado el valiente oficial D. Hipólito Bouchard. De nuestra parte se han perdido 26 hombres, 6 muertos y los demas heridos; de este número son: el capitan D. Justo Bermúdez, y el teniente D. Manuel Díaz Vélez, que avanzándose con energía hasta el borde de la barranca, cayó este recomendable oficial en manos del enemigo.

Desembarque de 250 realistas.

Carga de los granaderos y fuga de los Españoles.

Trofeos del combate.

» El valor é intrepidez que han manifestado la oficialidad y tropa de mi mando los hace acreedores á los respetos de la patria y atenciones de Vuestra Excelencia: cuento entre estos al benemérito y esforzado párroco doctor D. Julian Navarro.

Elogios de los señores Navarro, Marmol y Corvera.

1817. que se presentó con valor animando con su voz, y suministrando los auxilios espirituales en el campo de batalla; igualmente lo han contraido los oficiales voluntarios D. Vicente Mármol y D. Julian Corvera, que á la par de los mios permanecieron con denuedo en todos los peligros.

Los enemigos quedarán escarmentados.

» Seguramente el valor é intrepidez de mis granaderos hubiera terminado en este dia de un solo golpe las invasiones de los enemigos en las costas del Paraná, si la proximidad de las bajadas que ellos no desamparan, no hubiera protegido su fuga; pero me arrojo á pronosticar sin temor que este escarmiento será un principio para que los enemigos no vuelvan á inquietar á estos pacíficos moradores. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — José de San Martin.

Llegada de un parlamentario á pedir carne fresca para los heridos.

» *Nota.* — El buque comandante de la escuadra enemiga me ha dirigido un oficial parlamentario, solicitando le vendiese alguna carne fresca para sustentar á sus heridos; y en consecuencia he dispuesto que se facilite media res, exigiéndole ántes su palabra de honor, que no será empleada sino con este objeto.

» *Otra.* — Siguen trayendo mas muertos del campo y de las barrancas como igualmente fusiles.

» *Otra.* — He propuesto al oficial parlamentario, si el comandante de la escuadra quiere canjear al único prisionero D. Manuel Díaz Vélez. »

El gobierno concede á San Martin el grado de coronel y le envia al Alto Perú.

El gobierno en premio de su brillante conducta le ascendió al grado de coronel. Nombrado en seguida general en jefe del ejército que obraba en el Alto Perú contra las fuerzas del virey de Lima, todo cuanto pudo hacer en el estado en que encontró las reliquias de aquel ejército despues de las desgraciadas jornadas de Vilcapujio y Ayouma, fué impedir que se aprovechasen los enemigos de las ventajas que les daban sus victorias y superioridad numérica. Su presencia y su nombre reanimaron el espíritu abatido del soldado, é infundieron respeto al vencedor.

El general Mitre, que en este caso no es mas que el fiel intérprete del juicio de uno de nuestros militares mas competentes,

aprecia del modo siguiente la presencia de San Martin al frente del ejército del Alto Perú :

1817.

Juicio del general Mitre sobre la presencia de San Martin en el Alto Perú.

« Ántes de que tuviese lugar la rendicion de Montevideo, se habian encontrado en las Júntas (camino de Jujuí á Tucuman) el general Belgrano y el coronel San Martin. Este, que habia salido de Buenos Aires con el título de mayor general y segundo jefe del ejército, se presentó á pedir órdenes, y aquel le ordenó que regresase á Tucuman á ocuparse de la reorganizacion del ejército, introduciendo en él las reformas y mejoras de la táctica moderna. Belgrano, que, despues de dos derrotas consecutivas y postrado por la enfermedad, se consideraba física y moralmente impedido para continuar en el mando del ejército, se habia anticipado á pedir al gobierno su relevo, fundando su renuncia en razones de conveniencia pública. Con este antecedente debió ver en San Martin un sucesor mas bien que un sobordinado.

Entrevista de San Martin y Belgrano.

Este último presenta su renuncia.

» El gobierno accedió á la peticion de Belgrano, y este contestó al oficio en que le fué comunicada la resolucion en términos dignos de él y de su sucesor. »

Ella es aceptada.

Hé aquí la contestacion de Belgrano :

« Excmo. Señor, al instante que tuve la satisfaccion de leer el oficio de Vuestra Excelencia fecha 18 del corriente, por el que se ha dignado avisarme haber conferido el mando de general en jefe al coronel de granaderos á caballo D. José de San Martin, permaneciendo yo á sus órdenes á la cabeza del regimiento núm. 1°, le dí á reconocer en la órden del dia, y en consecuencia fuí á rendirle los respetos debidos á su carácter.

Contestacion de Belgrano : su abnegacion.

» Doy á Vuestra Excelencia mis mas expresivas gracias por el favor y honor que me ha dispensado accediendo á mi solicitud; y créame que si cabe el redoblar mis esfuerzos por el servicio de la patria, lo ejecutaré con el mayor empeño y anhelo, para dar nuevas pruebas de mi constancia en seguir el camino que me propuse desde que me decidí á trabajar por la libertad é independencia de la América. — Tucuman, 29 de enero de 1814. — Manuel Belgrano. — Excmo. P. E. del Rio de la Plata. »

1817.

Nobles palabras de San Martin.

San Martin, por su parte, al recibirse del mando (30 de enero), se dirigió al gobierno diciéndole : « Yo me encargo de un ejér-
» cito que ha apurado sus sacrificios durante el espacio de cuatro
» años; que ha perdido su fuerza física, y solo conserva la mo-
» ral; de una masa disponible á quien la memoria de sus des-
» gracias irrita y electriza, y que debe moverse por los estímu-
» los poderosos del honor, del ejemplo, de la ambicion y del
» noble interes. Que la bondad de Vuestra Excelencia hácia
» este ejército desgraciado se haga sentir, para levantarlo en
» su caida. »

San Martin y Belgrano.

Es un espectáculo digno de la atencion de la posteridad el momento en que dos hombres eminentes se encuentran en la historia á la sombra de una misma bandera ; y si ambos llegan á comprenderse y estimarse, haciéndose superiores á las innobles pasiones que les impiden hacerse recíproca justicia, entónces la escena es tan interesante como moral. Tal sucedió con San Martin y Belgrano, los dos hombres verdaderamente grandes de la revolucion argentina, y que merecen el título de fundadores de la independencia.

Existian muchos puntos de contacto entre Belgrano y San Martin, que eran dos naturalezas superiores destinadas á entenderse aun por las mismas calidades opuestas que daban á cada uno de ellos su fisonomía propia y original.

Paralelo.

San Martin era un genio dominador, y Belgrano un hombre de abnegacion; obedeciendo el uno á los instintos de una organizacion poderosa y el otro á los sentimientos de un corazon sensible y elevado; pero ambos al aspirar al mando ó al profesar el sacrificio, subordinaban sus acciones á un principio superior, teniendo en vista el triunfo de una idea, sobreponiéndose á esas ambiciones bastardas que solo pueden perdonarse á la vulgaridad.

Belgrano tenia un candor natural que le hacía confiar demasiado en la bondad de los hombres. San Martin, por el contrario, sin despreciar la humanidad, tenia ese grado de pesimismo que es tan necesario para gobernar á los hombres. Esto no impedia que San Martin admirase la generosa elevacion del carác-

ter de Belgrano; y este su tacto seguro y su penetracion para juzgar á los hombres, utilizando en ellos hasta sus malas tendencias y aun sus vicios. 1817

Ajenos los dos á los partidos secundarios de la revolucion, sin ser indiferentes á la política interna, nunca participaron de sus ódios, ni se subordinaron á sus tendencias egoistas, manteniéndose siempre á una grande altura respecto de las cosas y de los hombres que no concurrian inmediatamente al triunfo de la revolucion americana. Esta identidad de ideas sobre punto tan capital les hacía naturalmente apasionarse por los grandes resultados que buscaban, y procurar que sus subordinados, poseidos del mismo espíritu, se mantuviesen ajenos á las divisiones internas, para concentrar todos sus esfuerzos y toda su energía contra los enemigos externos. Eran dos atletas que necesitaban una vasta arena para combatir, y el campo de la política interna les venia estrecho á sus combinaciones; así es que los ejércitos de San Martin y Belgrano tuvieron la pasion de la independencia y de la libertad, y solo fueron presa de las facciones el dia que ellos faltaron á su cabeza.

Los dos poseían ese espíritu de órden y de disciplina peculiar á los hombres sistemáticos, que ven en los hombres instrumentos inteligentes para hacer triunfar principios y no intereses personales. El sistema de Belgrano era austero, minucioso, casi monástico, y trababa hasta cierto punto el libre vuelo de las almas; « exigiendo, segun la expresion de uno de » sus oficiales, una abnegacion, un desinteres y un patriotismo » tan sublime como el suyo. » El de San Martin, por el contrario, aunque no ménos severo, tendia á resultados generales, y obrando sobre la masa con todo el poder de una voluntad superior, dejaba mayor libertad á los movimientos del individuo.

San Martin habia nacido para la guerra, con una constitucion de fierro, una voluntad inflexible y una perseverancia en sus principios que le aseguraba el dominio de sí mismo, el de sus inferiores y el de sus enemigos. Belgrano, débil de cuerpo, blando y amable por temperamento, y sin ese golpe de vista del

1817. hombre de guerra, habia empezado por triunfar de su propia debilidad, dominando su naturaleza, contrariando los sentimientos tiernos de su corazon, y supliendo por la constancia y la fuerza de voluntad las calidades militares que le faltaban. Ambos se admiraban : el uno por ese poder magnético que ejercen las organizaciones poderosas; el otro por la simpatía irresistible que despierta el hombre que sobrepone el espíritu á la materia.

Ardientes partidarios de la independencia, los dos estaban convencidos de la necesidad de generalizar la revolucion argentina por toda la América, á fin de asegurar aquella. Artistas uno y otro, pues Belgrano era músico, y San Martin pintor, tenian algo de ese idealismo que poseen los héroes en los pueblos libres. Graves, sencillos y naturales en sus maneras, aunque en San Martin se notase mas brusquedad y reserva, y en Belgrano mas mesura y sinceridad, habia de comun entre ellos que despreciaban los medios teatrales, y grande cada cual á su manera, se ayudaban y completaban mútuamente sin hacerse competencia. En San Martin habia mas genio, mas de lo que constituye la verdadera grandeza del hombre en las revoluciones; pero en cambio habia en Belgrano mas virtud, mas elevacion moral; y si este era acreedor á la corona cívica, aquel era digno de la palma del triunfador.

Es incierta la pretendida rivalidad entre estos dos generales.

San Martin ha sido pintado por sus enemigos con colores muy distintos; y sus admiradores han descuidado darnos el trasunto de su fisonomía moral; así es que unos y otros han creido que entre Belgrano y él existia una rivalidad innoble; y aun dan por hecho que poco despues de recibirse del mando, lo despidió inmediatamente del ejército (1). Para honor de la humanidad nada de esto es cierto; y las relaciones de San Martin y Bel-

(1) El general Paz en sus *Memorias* (tom. I, pág. 176), asienta como un hecho que no admite duda, que San Martin desterró á Belgrano del ejército. Otros han repetido esto mismo : felizmente todo esto es incierto, y por el contrario la separacion de Belgrano fué un verdadero pesar para San Martin. Miller va mas léjos diciendo : que en 1818 se retiró Belgrano con su ejército de la frontera para no coadyuvar á los planes de San Martin.

grano fueron siempre cordiales, entusiastas, llenas de lealtad; y ambos se hicieron en todo tiempo la mas completa justicia. Los sucesos mismos, comprobados por documentos fehacientes, se encargarán de demostrar la verdad de este aserto. 1817.

Conducta noble de San Martin.

Apénas recibido del mando, significó San Martin á la comision nombrada para procesar á Belgrano (1) por las recientes derrotas de Vilcapujio y Ayouma, la conveniencia de posponer la continuacion de la causa á la reorganizacion del ejército, escribiendo al gobierno en el mismo sentido. La comision, dando cuenta de este incidente (23 de febrero de 1814), exponia al mismo tiempo que no habia adelantado mas el sumario por la desmoralizacion que resultaba de procesar á un general con mando, haciendo deponer contra él á sus subalternos; dando á entender que tal vez se retraían de decir la verdad. Despojado del mando, y reducido á la modesta posicion de jefe de un cuerpo, su sucesor, no ménos generoso que él, no podia consentir sin deshonrarse en ser el instrumento de su humillacion; pues debia comprender que el proceso se convertiria al fin en

(1) Esta comision, nombrada para el arreglo de los negocios del Alto Perú con título de *comision directiva* y con acuerdo de la asamblea, se componia del Dr. Ugarteche, de Alvarez Jonte y de D. Justo José Núñez. Hé aquí el decreto del gobierno en virtud del cual procedia la comision habiendo préviamente pedido al general Belgrano que se le sometiese á un juicio, para que se esclareciese la verdad. — « Siendo sumamente importante el averiguar los motivos de las desgracias sucedidas al ejército destinado á las provincias interiores en sus dos últimas acciones al mando del general Belgrano, ha acordado el gobierno dar á Vuestra Excelencia la comision bastante, como le confiere por la presente órden, para que sin pérdida de tiempo proceda á realizar la averiguacion competente sobre las referidas desgracias, analizando por todos los medios la conducta de los jefes que dirigieron las dichas acciones, qué disposiciones tomaron para conseguir su buen éxito, y qué causas hayan influido en su mal resultado, dando cuenta Vuestra Excelencia inmediatamente de todo. — Buenos Aires, diciembre 27 de 1813. — Juan Larrea. — Gervasio Posádas. — Nicolas Rodríguez Peña. — Manuel Moreno, secretario. — Á la comision destinada á las Provincias interiores. » — El título del proceso que original existe en el archivo general, es como sigue : « Año de 1814. *Sumaria actuada para esclarecer las causas que influyeron en el mal resultado de las acciones de Vilcapujio y Ayouma.* »

1817. receptáculo de las calumnias de sus enemigos; así es que desde entónces la causa no dió un paso adelante, no obstante que el gobierno con fecha 18 de marzo ofició al auditor de guerra que la continuase hasta ponerla en estado de sentencia.

Una gran parte del ejército queda bajo el mando de Belgrano.

No fué esta la única muestra de deferencia que dió á su ilustre antecesor. Al tiempo de ocuparse de la reorganizacion del ejército, agregó al cuerpo de Belgrano todos los piquetes sueltos, confiándole así el mando de la masa de tropa mas respetable del ejército, como al mas capaz de instruirla y moralizarla.

Trabajos de reorganizacion del ejército.

Sobre la base de los escuadrones de granaderos á caballo, que presentaba como modelo, y del regimiento nº 1, mandado por Belgrano, San Martin se contrajo á la reorganizacion y disciplina del ejército, con toda la energía de que era capaz. Introdujo en él las reformas de la táctica moderna, especialmente en el arma de caballería, abandonada hasta entónces á la vieja rutina de los veteranos, ó á la inexperiencia de los oficiales improvisados por la revolucion; cambió el espíritu del ejército, permitiendo el duelo, que Belgrano habia prohibido bajo penas severas; pidió contingentes de reclutas á todas las provincias de su dependencia, especialmente de Santiago del Estero, mina inagotable de soldados; y fundó una academia para trasmitir á los jefes de cuerpo el caudal de su ciencia y de su experiencia militar, iniciándolos con sus lecciones en los progresos que habia hecho el arte de la guerra; llegando á reunir bajo sus banderas mas de tres mil hombres sobre la base de los 1,800 que le habia entregado Belgrano.

El ejército pronto subió á 3,000 hombres.

Campo de Tucuman.

Con el objeto de dar un punto de apoyo á su tropa, ocuparla útilmente, impedir la desercion que se habia pronunciado, y de instruir á los oficiales en los trabajos de la fortificacion, emprendió la construccion de un campo atrincherado á inmediaciones de Tucuman (1). Este campo fué el que despues se llamó

(1) San Martin, reservado por sistema, no confió á nadie el objeto que se proponia al emprender la obra del campo atrincherado; así es que siempre ha sido este un misterio, que el siguiente documento explicará: « Guerra » nº 14. Excmo Señor: Convencido de la necesidad de sostener este punto, he

la *Ciudadela de Tucuman*, célebre en los fastos argentinos. 1817.

Para uniformar la instruccion del ejército y sujetarlo á la misma regla, concentró en Tucuman toda la fuerza empleada en la vanguardia bajo las órdenes de Dorrego, confiando la guardia de la línea del Pasaje á las milicias del país, acaudilladas por Güémes. Falto de conocimientos en el país (como él mismo lo confiesa), consultó á Dorrego sobre esta medida, interrogándolo acerca de tres puntos : 1° si era útil la permanencia de la vanguardia para resguardar á Salta y hostilizar al enemigo ; 2° si podria hacerse el mismo servicio con 100 hombres de línea y con las milicias del país; 3° si convendria encomendar á las milicias el impedir los merodeos del enemigo, encargándolas de observar sus movimientos. Dorrego contestó que no solo era inútil sino peligrosa la permanencia de la vanguardia donde se hallaba (Guachípas); *inútil* por falta de buenas cabalgaduras, y porque su objeto lo podian llenar 50 hombres ; *peligrosa* porque para cubrir debidamente los puntos convenientes debia situarse en el Rosario, Chicuana ó el Bañado, y en tal caso con una marcha forzada se vería atacada, sin poder evitar el combate, ántes de llegar á las cuestas, pudiendo ser cortada; exponiendo un plan de vigilancia, escrito con perfecto conocimiento de la topografía del país, el cual fué aprobado por San Martin en todas sus partes.

San Martin consulta á Dorrego y adopta sus planes.

Incorporado Dorrego al ejército, no tardó en dar motivos de disgustos al nuevo general en jefe. En una de las sesiones de la academia de jefes que presidia San Martin personalmente, y á

» dispuesto la construccion de un campo atrincherado en las inmediaciones » de esta ciudad, que no solo sirva de apoyo y punto de reunion á este ejér- » cito en caso de contraste, sino que me facilite los medios de su mas pronta » organizacion, como igualmente evitar la desercion en un ejército com- » puesto la mayor parte de reclutas. — El plan del campo, como las razo- » nes por mas extenso que me han movido á su construccion, remitiré á » Vuestra Excelencia á la mayor brevedad. — Tucuman, 13 de febrero de » 1814. — José de San Martin. — Excmo. Sr. director supremo. » Con fecha 1º de marzo aprobó el gobierno el proyecto ; pero las razones por mas extenso nunca se las dió, á pesar de pedírselas por reiteradas ocasiones.

1817. las cuales asistia modestamente Belgrano como coronel del nº 1, se trataba de uniformar las voces de mando. Belgrano, por su calidad de brigadier general, ocupaba el puesto de preferencia, siguiéndole Dorrego por el órden de antigüedad. San Martin dió la voz de mando que debian repetir los demas sucesivamente y en el mismo tono. Al repetir la voz el general Belgrano, soltó la risa el coronel Dorrego. San Martin, que no era hombre de tolerar aquella impertinencia, le dijo con fuerza y sequedad: « ¡ Señor coronel, hemos venido aquí á uniformar las voces de » mando ! » Y volvió á dar la misma voz como si nada hubiese sucedido; pero al repetirla nuevamente Belgrano, soltó otra vez la risa Dorrego. Entónces San Martin, empuñando un candelero que habia sobre la mesa que tenia por delante, y dando sobre ella un vigoroso golpe, profirió un voto enérgico, y dirigiendo una mirada iracunda á Dorrego, le dijo sin soltar el candelero de la mano: « ¡ He dicho, señor coronel, que hemos venido á » uniformar las voces de mando ! » Dorrego quedó dominado por aquella palabra y aquel gesto y no volvió á reirse, y pocos dias despues fué desterrado á Santiago del Estero en castigo de su insubordinacion (1).

Insubordinacion de Dorrego.

Su destierro á Santiago del Estero.

Miéntras San Martin moralizaba sus soldados noveles, tomó algunas medidas que no constituían en realidad un plan completo de campaña. Era necesario hacer frente al enemigo engreido por la fortuna de sus armas; pero habria sido peligroso comprometerse contra él en operaciones sérias y decisivas. En esta situacion contentóse San Martin con confiar la defensa de las fronteras de la revolucion á algunos valientes comandantes de milicias, entre los cuales se distinguió por su constancia y pericia de guerrillero el famoso D. Martin Güémes, caudillo de los paisanos de la provincia de Salta. Y ya que le faltaba la fuerza material para ahuyentar á los enemigos, recurrió en esta vez como en tantas otras á lo que pudiera llamarse su estrategia diplomática. Por medio de combinaciones ingeniosas, en que era fértil su cabeza, logró persuadir al enemigo de que las avan-

Moralizacion del ejército del Perú.

Defensa de la frontera por Güémes.

Combinacion ingeniosa de San Martin.

(1) Véase la *Historia de Belgrano*, por B. Mitre, tomo II, pág. 279.

zadas de caballería al mando de Güémes, era la vanguardia de un ejército considerable que maniobraba mas allá de Salta, para evitar la reunion de las fuerzas al mando de dos de los principales jefes españoles. Sobrecogidos estos con las consecuencias que podria tener un movimiento aislado en caso de tropezar con fuerzas superiores de los insurgentes, dejaron pasar la estacion y el tiempo mas adecuados para adelantar las posiciones que habian logrado ocupar. 1817.

San Martin no estaba satisfecho con los elementos militares que tenia á su disposicion, ni ellos podian proporcionarle un resultado definitivo, á que aspiraba. Él queria dirigir un ejército en el cual reinase la unidad y la disciplina estricta á que se oponian en el ejército argentino, tanto la naturaleza del terreno como las propensiones de sus moradores. Estaba convencido, por otra parte, que el centro del poder español no debia ser atacado por el camino largo y peligroso que ofrecia el Alto Perú, sino por otro mas corto y mas inesperado para el enemigo, y que la guerra en esta parte de América no tendria término sino con la ocupacion de Lima. Con su permanencia en el Norte, tocando de cerca la ineficacia de los esfuerzos pasados, y meditando como general en jefe la solucion del gran problema militar de la revolucion, llegó á concebir el plan que constituye su mayor gloria. Fué en la ciudad de Tucuman en donde tuvo la vision de lo que realizó mas tarde. Los Ándes y el Océano Pacífico, que otro genio ménos atrevido que el suyo hubiera considerado como barreras insuperables, fueron consideradas por él como auxiliares de sus designios. Colocado á la falda argentina de la Cordillera, se dijo á sí mismo: Crearé un ejército pequeño, pero que se mueva como un solo hombre. Los esfuerzos del gobierno de Buenos Aires y el patriotismo chileno engrosarán sus filas y le abastecerán de recursos, y el dia ménos pensado, cruzando los desfiladeros, caerá como un torrente sobre los enemigos que dominan en Chile. Este país, abundante en elementos de guerra marítima por la extension de sus costas, me dará una escuadra bien tripulada, y el virey del Perú nos verá llegar á sus puertas, atacándole por tierra y

No está satisfecho de los elementos con que cuenta.

Reflexiones de San Martin.

1817. por las aguas del Callao, bajo las banderas combinadas de Buenos Aires y de Chile.

Este pensamiento, que entónces no habria sido comprendido ni aceptado sino por muy pocos, quedó secreto en la cabeza de quien lo concibió. Pero, desde aquel momento, se puso San Martin en camino de realizarlo, empleando su sagacidad y paciencia características. Su primer paso debia ser su separacion del mando del ejército. Para llegar á este fin, comenzó á quejarse de una enfermedad al pecho, se retiró á un lugar de campo y de allí se trasladó á Córdoba, dejando el ejército á cargo del general D. Francisco Cruz. El director Posádas aceptó la renuncia que San Martin le dirigió desde aquella ciudad, y movido por las instancias de los amigos de este, residentes en Buenos Aires, le nombró gobernador de la provincia de Cuyo, empleo poco solicitado por lo general, pero ambicionado por San Martin, como punto de partida para el desenvolvimiento de sus planes. El 10 de agosto de 1814, se le confirió á San Martin el cargo de gobernador intendente de la provincia de Cuyo, que comprendia entónces los territorios de Mendoza, San Juan y San Luis.

Su separacion del ejército del Perú.

Es nombrado gobernador de Cuyo.

Es fácil comprender el placer con que el nuevo intendente de Cuyo se apresuró á trasladarse á Mendoza, punto casi de tránsito indispensable entre la República Argentina y Chile, y desde donde podia informarse diariamente del estado de las cosas que tenian lugar al lado opuesto de la Cordillera.

Desastre de Rancagua y llegada de la emigracion chilena.

La situacion de la revolucion de Chile no era en manera alguna lisonjera, y se hallaba en la víspera de grandes desastres. La noticia del de Rancagua, que entregaba aquel país al poder español, llegó á Mendoza el 9 de octubre, y poco despues comenzaron á descender á la llanura cuyana los jefes derrotados, los soldados dispersos y las familias comprometidas que buscaban seguridad. San Martin recibió á los restos del ejército de Chile y á sus jefes con las distinciones que se merecian, y apuró sus recursos para facilitar á las familias emigradas los auxilios que su situacion exigia. Mil mulas y abundantes víveres les salieron al encuentro en el descenso de las ásperas cumbres de las montañas.

Entre los patriotas chilenos y á la cabeza de las dos parcialidades en que se dividian, estaban dos hombres importantes y rivales, O'Higgins y Carrera (1). San Martin les conocia por sus antecedentes, pero aquella era la primera vez que se acercaba á ellos y les trataba. Carrera se presentó petulante y descomedido ante el gobernador de Cuyo; O'Higgins, por el contrario, se manifestó en aquella ocasion — á propósito para mostrar el fondo del verdadero patriotismo — disciplinado, caballeroso y desprendido. Carrera era el señor voluntarioso, formado en la escuela aristocrática de la colonia; O'Higgins, educado en la Inglaterra, trabajado en la juventud por la desgracia, era el tipo

1817. O'Higgins y Carrera.

Carácter de ambos.

(1) Hé aquí cómo refiere el estado de los espíritus de los emigrados el ilustrado Chileno Vicuña Mackenna:

No cumple á nuestro propósito el referir aquí cómo el comun infortunio, léjos de apagar en extraño suelo la discordia que habia dividido á los Chilenos en bandos encarnizados, encendióla al contrario mas y con escándalo y mengua del patriotismo vencido. Anticipada ya esta dolorosa tarea en otro trabajo histórico que comprende los documentos y detalles de esta melancólica época, basta á nuestra actual narracion el recordar aquí que los esfuerzos de los dos caudillos emigrados, Carrera y O'Higgins, se dirigian exclusivamente á obtener el apoyo de las autoridades del país vecino, no solo para deslindar sus mutuas querellas, sino movidos por el mas noble propósito, de solicitar auxilios con que volver á tentar de nuevo en los campos de la patria la suerte de las armas.

En Mendoza, la disposicion de ánimo del gobernador San Martin habia sido enteramente favorable al bando de O'Higgins, y á tal punto, que su rival y sus principales secuaces fueron todos desarmados, echados al destierro y aun puestos en prision en la primera semana de su llegada. Mas estos, sin desmayar, quisieron llevar sus pretensiones hasta el gobierno general que residia en Buenos Aires, y enviaron al efecto sus comisionados. El bando o'higginista, por su parte, habia despachado los suyos, y rivalizando en esfuerzos, los últimos merecieron ser tan felices en la capital del Plata como en Mendoza. La causa del partido carrerino quedó completamente condenada por el gobierno, y en consecuencia el director D. Gervasio Posádas escribió á O'Higgins ofreciéndole que cualquiera empresa que se formase sobre Chile sería confiada á su direccion (*).

Mas, aun ántes de recibir esta carta, un motivo profundamente doloroso para el corazon de O'Higgins le habia hecho resolverse á dejar su asilo de

(*) Esta carta la recibió O'Higgins en su marcha á Buenos Aires, 30 leguas ántes de esta capital, por el camino de Mendoza.

1817. de la prudencia y de las virtudes sociales que constituyen el verdadero valor del individuo destinado á mandar. La simpatía de San Martin no vaciló un momento. Colocado entre el arrojado y brillante caudillo y el hombre de propósitos maduros, acordó desde luego su confianza y amistad al último de los dos ilustres Chilenos.

San Martin se decide por el primero.

Por otra parte la mayoría de los Chilenos rechazaba á los Carreras, negándoles toda ingerencia en los trabajos de restauracion de su patria. Hé aquí el acta y peticion que los emigrados chilenos dirigieron en Mendoza al general San Martin contra los Carreras en 1814 :

Acta y peticion de los emigrados chilenos contra los Carreras.

Mendoza á fin de sostener en Buenos Aires las exigencias de su aparcería. Su amigo íntimo y querido, su mas respetado consejero, el brigadier Mackenna, habia sido muerto en duelo en aquella capital por Luis Carrera, el jóven emisario de los exaltados y abatidos carrerinos, como Mackenna lo era de su propia causa, enaltecida ahora mas que por el éxito de sus esfuerzos para con el gobierno argentino, por aquel martirio en que habia probado su dignidad de hombre, nunca ajada, y su abnegacion de patriota y de amigo que rayó siempre en lo sublime. Su guia único en la vida, fuera en lo público como lo íntimo, habia sido aquel sentimiento alto y raro que hoy moteja la cobardía y la mengua de la sociedad, porque se llama *honor* y no se llama *oro*, que es, á nuestro entender, el honor de los modernos.

Al saber tan lastimoso lance, occurrido en la noche del 21 de noviembre, O'Higgins resolvió emprender su viaje á Buenos Aires y lo ejecutó á mediados de diciembre, llevando consigo á su señora, madre y hermana.

La acogida del director Posádas le lisonjeó de tal manera, que D. Bernardo llegó á formar la resolucion de regresarse inmediatamente á Mendoza, con el objeto de emprender algo sobre Chile ántes que con la conclusion del verano se cerrasen los pasos de la cordillera (**).

(**) San Martin le esperaba, en efecto, á principios de enero, segun aparece de la siguiente carta, que es la primera, segun creemos, que dirigió á aquel caudillo. De ella tambien resulta que los planes inmediatos sobre Chile se habian suspendido, pero que no por esto la presencia del general chileno dejaba de ser importante en aquella provincia. La carta dice así:

« Sr. D. Bernardo O'Higgins :

» Mendoza y enero 13 de 1815.

» Mi paisano y buen amigo : ya creo que tal vez no alcance á V. esta por el anuncio que me da de su venida : crea V. que tendré el mejor rato en darle un apretado abrazo. Sin embargo de que todos los proyectos sobre Chile se han suspendido, esté V. seguro que su presencia en esta siempre será muy útil. Póngame á los piés de esas señoras y se repite siempre su amigo sincero Q. B. S. M. — José de San Martin. »

(Véase el *Ostracismo del general O'Higgins*, por B. VICUÑA MACKENNA, pág. 234.)

1817.

Los Carreras son los autores de la desgracia de los Chilenos.

« Señor gobernador intendente, las tristes reliquias del infeliz pueblo de Chile, reunidas hoy en esta ciudad de Mendoza, al paso que lloran la pérdida de su amada patria, ven con la mayor indignacion mezclados entre ellas á los autores de su desgracia, y solo esperan el consuelo posible en su amarga situacion de la proteccion del excmo. gobierno de Buenos Aires. Cuando la desgracia de aquel precioso Estado le ha hecho caer bajo el pesado y vergonzoso yugo de un tirano desolador, nosotros por el honor de la causa de la América nos hallamos en la precisa obligacion de manifestar á la faz del mundo entero los autores de un acontecimiento tan infausto.

Sus actos despues de la revolucion.

» Vióse Chile de repente sofocado por la audacia de unos conjurados que desde mucho tiempo ántes llevaban sobre sí la justa execracion de todos los habitantes. En medio de las tinieblas de la noche se apoderaron de las armas aquellos mismos delincuentes que el dia ántes habian sido llamados á edictos y pregones para que contestasen á los cargos que resultaban del juicio preparado. En la misma hora fueron sorprendidos en sus casas los patriotas que mas se habian sacrificado por la causa sagrada de su país, aquellos patriotas contra quienes jamas pudo la maledicencia emplear sus negras almas. Á la luz del dia vió Chile el anuncio infalible de la desgracia que hoy se deja ya sentir por toda la América del Sur. Los tristes espectáculos de la artillería asestada al pueblo, de las tropas tendidas en la plaza y del cadalso elevado en frente del palacio de los tiranos, certificaron á todos los Chilenos que se hallaban al borde de su ruina. El descontento universal se extendia á proporcion que se divulgaba la noticia de una conjuracion tan escandalosa; y como los tiranos jamas conocieron otro medio de sostenerse que el del terror, muy pronto se vieron las cárceles y los cuarteles llenos de patriotas presos y los campos sembrados de fugitivos y desterrados. El ejército llamado por el pueblo de Chile se vió precisado á marchar sobre los tiranos, y el enemigo exterior, aprovechándose del descontento general, se posesionó de la mejor parte del Estado. Desde el instante en que los Carreras se apoderaron del gobierno, hasta los ménos calculadores

1817. conocieron que se aproximaba el dia en que el general de las tropas de Lima hiciese llorar sangre á todos los Chilenos, porque la ignorancia supina y los vicios execrables de tales mandones abrian franca puerta al enemigo ménos poderoso.

» En semejantes conflictos, el ejército de Chile suspendió su ejecucion contra los conjurados, y se dedicó enteramente á obrar contra el enemigo exterior; no porque creyese jamas tener la gloria de vencerle bajo la direccion de los Carreras, sino por sacrificarse, cumpliendo con el juramento que tenia hecho de vender cara su existencia á los tiranos de Europa. Pero si la generosidad del general, de los oficiales y de los soldados del ejército de Chile solo puede tener conjuracion con su patriotismo, la política miserable de los Carreras no es digna sino de ellos solos. Puesto este ejército á la disposicion de sus verdaderos enemigos, tomó inmediatamente la forma que mas convenia á los intereses de estos. Los oficiales de mas mérito fueron arrojados de sus cuerpos, y hasta los mismos jefes se crearon otros nuevos de quienes no se podia esperar provecho alguno, tanto por su ineptitud para el servicio de las armas, cuanto por su estragada conducta, y falta de honor y de principios.

Su conducta en el ejército durante la invasion de los realistas.

» En consecuencia de todo esto, hallándose encerradas en la villa de Rancagua la primera y segunda division del ejército y habiendo consumido todas las municiones en la gloriosa defensa de aquella plaza, despues de treinta y cuatro horas de un fuego continuo, no quisieron D. José Miguel y D. Luis Carrera auxiliarla con la tercera division de su mando, sin embargo de haberlo ofrecido cuando se les hizo saber el estado peligroso de aquella plaza. La imponderable cobardía de estos hombres no les dió lugar á otra cosa que á presentarse á diez ó doce cuadras de Rancagua; y cuando el enemigo trataba de retirarse precipitadamente temiendo el refuerzo que tenia á la vista, huyó este con mayor precipitacion al ver unas pequeñas guerrillas que trataban de entretenerlo miéntras el grueso del ejército enemigo se retiraba del otro lado al rio. Esta vergonzosa fuga hizo volver con mucho ardor al ataque, y de sus resultas fueron pasados á

Cobardía de los Carreras durante la accion de Rancagua.

cuchillo todos los soldados y oficiales que no tuvieron la suerte de escapar en los pocos caballos que lograron atropellar por una calle al enemigo : consecuencia precisa de la brutal política de enarbolar bandera negra al frente de un ejército muy superior en fuerza y disciplina. Pero ellos confiaron la seguridad de sus vidas en la velocidad de sus caballos, y muy poco cuidado les daba que todos pereciesen quedando ellos con vida.

1817.

Su política brutal de enarbolar la bandera negra.

» Los Carreras no pararon en su fuga hasta la capital, ni trataron en ella de otra cosa que de completar el saqueo, que comenzaron desde el instante de la usurpacion del gobierno. Ellos pretendieron tener alucinado al pueblo con aparatos de defensa, ocultándole la desgracia de Rancagua, para que pereciesen seguramente todos los comprometidos á manos de los invasores, habiendo prohibido de antemano con pena de confiscacion la extraccion de efectos y caudales, y habiendo puesto á mayor abundamiento partidas avanzadas que impidiesen la emigracion : así fué que no pudieron escapar del enemigo infinitos hombres comprometidos, que tal vez habrian perecido en un cadalso. Los Carreras habian jurado en Concepcion, cuando fueron depuestos de su cargo, que ya que no podian mandar á sus conciudadanos, habian de tener el gusto de arruinar á Chile y hacerle correr lágrimas de sangre : único juramento que podian cumplir exactamente hombres como estos.

Su fuga vergonzosa.

Juramento anterior de los Carreras.

» Tratando estos cobardes solamente de huir abandonando la capital al furor del enemigo, no pensaron en otra cosa que en cargar consigo todos los caudales que su rapacidad habia reunido en la casa de moneda.

Robo de los caudales del Estado.

» Ellos pensaron de pronto que podian trasladarse con un millon de pesos á los Estados Unidos de América, donde creían disfrutar en medio de la abundancia el fruto de las maquinaciones que les sugerió su ferino corazon; mas viendo al fin que la emigracion de los patriotas de Chile era á su pesar considerable y que esta habia de reclamar por un robo tan manifiesto, quisieron mas bien consentir que los caudales del erario chileno cayeran en poder de Osorio, y que no sirviesen en estas provincias para la reconquista de su patria. Ninguna cosa pudo

Su intencion de pasar á Norte-América.

1817.

Caida de esos tesoros en poder de Osorio.

haberse salvado con mas anticipacion que estos caudales, pero ellos quisieron tener el placer de hacerlos caer en poder del enemigo despues de ocho dias de tenerlos en camino, haciéndolos conducir, ya hácia la Guardia, ya hácia la villa, miéntras pasaron la cordillera infinitos equipajes, que salieron de Chile y se hallan hoy en esta ciudad.

Conducta de la division auxiliar argentina.

» La misma suerte corrió una cantidad considerable de fusiles que habia recogido el teniente coronel Las Héras, comandante de la division auxiliar de estas provincias en Chile, la que tuvo que entregar á pedimento de los Carreras, y la misma cayó en poder del enemigo. En vista de todo esto, es indudable que la salvacion de los pocos emigrados que suscribimos, es debida solamente á la division auxiliar de estas provincias que infundia respeto al enemigo por su posicion en las gargantas de la cordillera; que á no ser esto, irremediablemente todos perecemos por el excesivo miedo de los Carreras, que solo trataban de su fuga. Así fué que en el momento que el comandante Héras abandonó la Guardia, cortó el enemigo muchas familias que seguian emigrando, cuando los Carreras con la turba de facinerosos que siempre les rodean estaban ya en salvamento con sus grandes equipajes. Estos hombres, que jamas han tenido propiedad alguna, y que la mayor parte de ellos han sido encausados y presos por ladrones públicos como el mismo D. José Miguel Carrera lo fué en la cárcel de Lima por un robo de 2,000 pesos que hizo á D. Javier Ríos, del comercio de Chile, ¿de dónde han podido sacar ahora los equipajes de que siempre han carecido? ¿Quién dudará que estos son los verdaderos enemigos que se han apoderado del erario de Chile, y que todos ó la mayor parte de los caudales han entrado clandestinamente en Mendoza? ¿Á quién le chocará infamia, fraude, ocultacion ni vileza alguna en hombres de esta clase?

D. José Miguel Carrera fué encarcelado en Lima por un robo de 2,000 pesos.

» Nosotros protestamos probar en caso necesario la verdad de cuanto llevamos referido en la causa criminal seguida á estos delincuentes de órden del supremo director de Chile, la cual hicieron exhibir á los jueces despues de la usurpacion del gobierno, y la misma que se les deberá hacer manifestar en

1817.

juicio, para que se vea que era imposible encontrar en toda la América unos hombres mas indignos de la sociedad ni mas acreedores al suplicio. De esto se evidencia que nuestra accion no es dirigida contra unos gobernantes desgraciados, sino contra unos bandidos que con toda intencion quisieron perder á Chile, y lo consiguieron, á pesar de la repugnancia de todos los habitantes de aquel delicioso país. La justicia clama por el condigno castigo ; la causa de la América y el honor de Chile exigen lavar semejante borron.

La justicia clama por el condigno castigo de esos bandidos.

» Chile, aquel heróico pueblo, que prodigó sus sacrificios, que dió lecciones de generosidad, de desinteres y patriotismo, no se ha perdido por falta de tropas ni de oficiales valientes, ni de los fondos necesarios para sostener la guerra; se ha perdido, sí, por la desgracia de tener al frente del ejército hombres tan ignorantes como cobardes, pues al ser solo dotados del valor y conocimientos de simples subalternos, la guerra no hubiera durado un mes con respecto á que la tropa enemiga, léjos de querer pelear, arrojó sus fusiles á la orilla del Maule y se retiró á Chillan, donde hubiera capitulado. Todos están impuestos de que los Carreras decian públicamente que despues de rendidos, los pasarian á cuchillo, como lo hizo D. Luis con 60 miserables Chilotes, que se pasaron á nuestras tropas en la ignominiosa accion de San Cárlos. Despues del vergonzoso sitio de Chillan, de la sublevacion de toda la frontera de Concepcion y de la importante plaza de Arauco, por donde los enemigos abrieron su comunicacion con Lima, el gobierno, instado por todos los pueblos del reino, trató de quitar el mando á los Carreras bajo cuya direccion caminaba rápidamente á su ruina; no solo el ejército, sino tambien por sus robos y execrable conducta, la respetable provincia de Concepcion, la que hostilizaron desde el momento que usurparon el mando por haberse opuesto á su usurpacion las juntas subalternas de Valdivia y Concepcion; destruyeron aquellas, de cuyas resultas Valdivia se agregó á Lima : estos hombres, tan infortunados en sus empresas contra su patria como desgraciados contra el enemigo, lograron igualmente disolver la junta de Concepcion poniendo al frente de la

Ellos son causa de las desgracias sufridas por los Chilenos.

Conducta de Luis Carrera en la accion de San Cárlos.

Hechos de los Carreras en Concepcion y Valdivia.

1817. provincia tropas traidoras y cobardes conocidos, de lo que únicamente dimanó que 1,200 miserables Chilotes y Valdivianos se apoderaron casi sin oposicion de todo el reino hasta Maule. Se les quitó en efecto el mando del ejército, reducido á un esqueleto por sus infames intrigas, á las que coadyuvó infinito el ex-vocal Uribe, quien, sin embargo de haberse ordenado por empeños, en ejercicio de su primitivo oficio de carnicero mató, como es notorio, casi todos los bueyes del tren de artillería, embolsando su importe. Esta tolerancia de tan abominables excesos, que destruyó la opinion pública, y causó tan funestas consecuencias, fué el único motivo de la adhesion á los Carreras, no solo de Uribe, sino de todos sus secuaces, hombres débiles cuyo patriotismo se fundaba en los despojos de los Sarracenos y del Estado : á la alma mas fria no puede ménos de causar la mas viva indignacion el ver que todos los patriotas de honor han quedado reducidos á la última indigencia, al paso que los Carreras y sus aliados se jactan de tener con qué pasar con abundancia, llegando su descaro al extremo de estar en la actualidad pagando oficiales y soldados que los consideran sus adictos, y negando todo auxilio á los demas oficiales y tropa; hecho muy sensible á todo buen Chileno, así por lo injusto, que es insensible, como por el insulto directo á la autoridad de Vuestra Señoría, único jefe que aquí reconocemos.

Su conducta indigna en Mendoza.

» El rumor de que los Carreras piensan salir de esta ciudad clandestinamente sin dar cuenta de los caudales, nos obliga á abreviar y omitir infinitos hechos que publicados escandalizan al mundo entero : así concluirémos con esta triste, mas verdadera reflexion.

» ¿ Quién creerá que la derrota de 900 hombres, á que solo ascendia la guarnicion de Rancagua, ha decidido la suerte de Chile, despues de haber visto en los papeles públicos la creacion de nuevos cuerpos, la construccion de miles de vestuarios y la demas porcion de mentiras con que pensaban los Carreras alucinar á los que no los conocian? Ántes de tomar estos hombres el gobierno, constaba el ejército de Chile de mas de 3,000 veteranos entre Talca y la capital, sin comprender las guarniciones

Sus procedimientos en el ejército.

de Valparaiso y Coquimbo. ¿ Cómo pues se destruyó el ejército en tanto grado, que la pérdida de 900 hombres hizo correr á los generales y gobernantes hasta esta ciudad de Mendoza ? ¿ No es esta una prueba clarísima de que los Carreras solo tienen actividad y energía para perseguir á los patriotas y apoderarse de sus bienes para dilapidarlos? Pero nada de esto es extraño para quien está informado de la conducta observada en la primera campaña. Entónces habia en la provincia de Concepcion mas de 2,000 hombres de infantería y artillería, y desde el momento que el gobierno de Chile les depuso del mando del ejército por su ineptitud, y por haber destruido la opinion pública, intrigaron con la tropa, incitándola á la desercion, hasta dejarla en ménos de la mitad, y con solo cuarenta fusiles útiles. Esta rebelion contra el gobierno paralizó las operaciones de la campaña los cuatro meses mas útiles del verano, é hizo que pudiese el enemigo recibir el refuerzo de 800 hombres que trajo el general Gainza de Lima, siendo lo mas notable cuanto lo mas conforme al carácter de los Carreras, el no haber querido remitir á Valparaiso mas de cuatro mil quintales de salitre que se hallaban en Talcahuano, y pedia el gobierno por repetidas órdenes, prefiriendo el que cayesen, como efectivamente cayeron despues, en manos del enemigo. Esta es la actividad, esta la energía, este el patriotismo de los que hoy ven con semblante risueño la total pérdida de Chile. Por tanto á Vuestra Señoría pedimos y suplicamos se proceda á la aprehension y confiscacion de bienes de los tres hermanos D. Juan José, D. José Miguel y D. Luis Carrera, de los ex-vocales Uribe y Muñoz, del coronel de milicias D. Fernando Vega, su hijo D. Manuel, del ayudante D. Bartolo Araoz, de D. Juan José Pacol, de los frailes Beltran y García, de los tres Villalobos, de Márcos Trigüéros, de los dos Gaetes, de los dos Cervántes y el oficial de artillería D. Servando Jordan, estos quince últimos por ladrones públicos y principales autores de la ruina de Concepcion. Asimismo confiscacion de bienes de doña Javiera Carrera y de doña Mercédes Fuentecíllas, de los cuatro hermanos Benavente, de D. Rafael Sota, de los tres hermanos Rodríguez, de D. Manuel Manterola, de D. Manuel

1817.

Se pide la aprehension y confiscacion de bienes de varios Chilenos.

1817. Serrano, de D. Miguel y D. Juan de Dios Ureta, de D. Francisco y D. Manuel Cuévas y D. Estévan Manzano, en cuyo poder se deben encontrar las reliquias del tesoro de Chile; en lo cual está interesada la causa general de la América, como el honor del desgraciado Chile. Juramos en forma, etc.— Bernardo O'Higgins. Juan de Vial. Juan Mackenna. Andres del Alcázar. Enrique Larénas. Félix Antonio Vial. Rafael Anguita. José Santiago Pérez García. José Antonio Hernández. Isidoro Cruz. Fernando Manuel Concha. Vicente Garreton. Pedro José Réyes. Diego de Larénas. Bernardo Luco. Manuel José de Astorga. Fernando Márquez de la Plata. Juan José Fernández. Santiago Buéras. Ramon Lantaño. Manuel Cortés. Manuel de Palácios. Fernando de Noya. José Antonio de Villeta. José Cienfuégos. Ramon de Astorga. Silvestre de Urizar Senso. Fernando de Urizar. Francisco de Fórmas. Manuel de Huici. Pedro Trujillo. Miguel Yañartu. Nicolas García. Venancio Escanilla. Pedro Chacon. Dionisio Vergara. Juan Agustin Jofré. Pedro Aldunate. José María Soto. Pedro Nolasco Cruzat. Francisco Prats. José María López. Cárlos de Fórmas. José Antonio Bustamante. Domingo Cienfuégos. Ramon Fréire. Domingo Anguita. José Tadeo Anguita. Lorenzo Rueda. Juan de Dios Garai. Antonio José Trisarri. Enrique Campiño. José Antonio Huici. José Domingo de Huici. Agustin López. José Antonio López. Manuel Rencoret y Cienfuégos. Pedro López. Francisco Llánez. Matías Antonio Silva. Domingo de Urrutia. Pedro de Cienfuégos. Vicente Cienfuégos. Pedro Estévan Espejo. Antonio Cienfuégos. Ramon Allende. Luis de Flóres. José Miguel Lantaño. Pedro Villalon. Pablo Várgas. Casimiro Albano y Peréira. Isidoro Pineda. Jerónimo Sierralta.»

Firmas.

Posicion difícil de San Martin en medio de estas rivalidades.

La profunda desavenencia entre ambos jefes compatriotas y el cáracter inquieto de Carrera dieron muchos cuidados á San Martin, poniéndole en el caso de desenvolver una gran energía y atencion de espíritu, para mantener el brillo de su autoridad y hacerse dueño de los elementos que la emigracion chilena le proporcionaba, para realizar su plan predilecto.

La comunicacion reservada que dirigió al director supremo, que

trascribimos á continuacion, manifiesta elocuentemente las justas inquietudes que le inspiraba la presencia de los Carreras en Mendoza : 1817.

« Guerra. — Reservado. — Excmo. Señor : ayer á las diez de la noche, se me ha dado parte que los señores Carreras han enviado dos propios á Santiago de Chile. Don José Miguel me suplicó diese pasaporte á un sugeto de su confianza con quien iba á dirigir una carta relativa á intereses particulares ; pero siendo incompatible con las circunstancias me negué á ello, hasta tanto recibia órdenes é instrucciones de Vuestra Excelencia.

Pedido de un pasaporte por José Miguel Carrera.

» Igualmente se me ha avisado por el regidor D. Melchor Corbalan, que otros señores han introducido en su casa la misma noche cantidad de fusiles. Estos anuncios con los antecedentes que hay, me hacen temer en la inmoralidad de ellos traten de entablar alguna negociacion con el general enemigo. Vuestra Excelencia, que es padre de este virtuoso pueblo, lo sabrá salvar.

Introduccion de fusiles en la casa de este.

» La infidencia y malicia ha llegado ya al último extremo en ellos ; prevalidos del partido que tienen entre los de su país, y que la mayor parte de los peones de las haciendas de esta ciudad son de él, han hecho correr la voz por sus secuaces, que Vuestra Excelencia ha mandado llevarlos á esa capital para destinarlos á las armas. Así lo ha expuesto José Mojica, que acabo de examinar, diciendo que ayer mañana estando en una pulpería llegaron un tal Pázos, y Bartolo Araoz, ambos de la comitiva de los Carreras y ladrones públicos de Chile, con esta noticia.

Su infidencia y malicia.

» El escandaloso desafio de D. Juan José con D. Juan Mackenna en la noche del 20 hizo que este pueblo empezase á sentir los procedimientos de sus nuevos huéspedes, y que nos pusiésemos sobre las armas para cortar el desórden que era consiguiente por haber recaido en dos sugetos cabezas de partidos opuestos.

» Yo me atrevo á asegurar á Vuestra Excelencia que solo se salvará este país, mandando Vuestra Excelencia un solo batallon de infantería y un escuadron de caballería, quedando de mi cuidado reemplazarlos tal vez con exceso con la misma gente

Pide un batallon de infantería y otro escuadron de caballería.

1817.

emigrada de Chile, que solo de este modo será útil, y se evitará su fuga. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Mendoza, 22 de octubre de 1814. — Á las diez de la noche. — Excmo. señor: José de San Martin. — Excmo. supremo director de las Provincias Unidas. »

Tenor de la contestacion.

El director resolví que se diese la siguiente contestacion:

« Octubre 30. — Contesté de que el escandaloso partido de Carreras y la dañosa conducta que observan estos avivan los cuidados de este gobierno, y que con mayor razon debe alarmar su vigilancia, moviendo los resortes de una política sagaz para desvanecer ó desarmar los partidos, en el firme concepto que de esta capital se han hecho ya los esfuerzos que permite la multiplicidad de graves atenciones que deben cubrirse con prontitud. — Hay una rúbrica de Su Excelencia. — Viaria. »

Los emigrados chilenos pasan bajo la proteccion del gobierno de Buenos Aires.

El dia 30 de octubre, dió el último golpe para sofocar las tentativas anárquicas. Al frente de la caballería miliciana apoyada en dos piezas de artillería, se presentó delante del cuartel de los soldados de Carrera, á quien intimó que desde aquel momento los emigrados de Chile quedaban bajo la proteccion del supremo gobierno de las Provincias Unidas, y que en el término de diez minutos pusiese sus fuerzas á las órdenes del comandante general de armas D. Márcos Balcarce. Desde ese dia cesó la turbacion y el alarma que las tropas chilenas habian introducido en Mendoza. San Martin resolvió remitir á Buenos Aires la gente de Carrera, no queriendo, segun sus propias palabras, emplear « soldados que sirven mejor á su caudillo que á la patria. »

Los emigrados reciben órden de pasar al ejército del Perú.

En el mes de noviembre llegó órden del gobierno de Buenos Aires, para que los emigrados chilenos pasáran á servir en el ejército del Alto Perú. Muy de mala gana pusiéronse estos en marcha; y estaban en Córdoba en diciembre, cuando el general Alvear, que iba en viaje para aquel ejército, recibió la noticia de que los partidarios de Rondeau lo rechazaban. Alvear emprendió su regreso para la capital y ordenó á los Chilenos que le siguieran. El general Carrera, al llegar á Buenos Aires en enero, se encontró con su hermano D. Luis en la cárcel, á consecuencia

Muerte de Mackenna.

de haber dado muerte en un duelo al general chileno Mackenna (1). 1817.

Alvear supremo director.

Recibido del gobierno el general Alvear, no tardó en hacer amistad con los Carreras, como enemigos que eran de San Martin, y sin duda sus proyectos hubieran sido apoyados, si Alvear hubiese subsistido en el mando. Á pesar de la caida de este, el general Carrera pidió al director Alvarez proteccion para emprender la reconquista de Chile, para cuyo efecto le sometia el siguiente plan de campaña, el que acompañado del oficio que le precede, fué dirigido al gobernador de Cuyo:

Caida de este y rechazo de las proposiciones de Carrera.

El supremo director pide el juicio de San Martin sobre el plan de reconquista.

« Señor gobernador intendente de la provincia de Cuyo: Se ha presentado á este gobierno el proyecto que en copia incluyo, relativo á la conquista del desgraciado Chile; he contestado quedar suspensa la deliberacion hasta que instruido de las últimas noticias acerca de la expedicion de España, pueda reglarse un plan de operaciones militares, segun el resultado que por momentos se espera de la campaña del Perú; y me prometo que examinado por Vuestra Señoría con la madurez y pulso que le caracteriza, me instruya del juicio que le merece con las reflexiones que le ocurran á ilustrar la materia, exponiendo tambien si podrá verificarse enrolando una parte ó el todo de la fuerza disponible en esa provincia, ó será de necesidad emplear otra, teniendo siempre en cuenta la seguridad de nuestro territorio.

» El decidido interes con que Vuestra Señoría empeña sus desvelos en promover la felicidad del Estado, me releva de la especial recomendacion que demanda este asunto, que fio á la contraccion y conocimientos de Vuestra Señoría. — Buenos Aires, mayo 11 de 1815. — Ignacio Álvarez. — Tomas Guido. »

Hé aquí el plan de reconquista presentado por Don J. M. Carrera:

Carrera pide el apoyo del director para libertar á Chile.

« Excmo. Señor, despues de medio año de agitaciones sobre la infeliz suerte de Chile, he sido arrastrado por inteligencias las

(1) Á consecuencia de este suceso, occurrido el 21 de noviembre de 1814, el director Posádas dió un decreto prohibiendo el duelo.

1817. mas degradantes ante un gobierno iliberal; mas hoy creo que puede mi patria felicitarse en la esperanza de su libertad apoyada en los sentimientos generosos de Vuestra Excelencia y su verdadero interes por la causa del Sur. Una pequeña expedicion sobre Chile se ha mirado como una fábula alegre; y acaso se graduaria de locura pretenderla en el dia, si la proposicion se hiciera á los hombres superficiales que en mejor ocasion defraudaron nuestra empresa. Su buen éxito era seguro si, reorganizados en Mendoza se nos hubiese permitido volar á Coquimbo, donde se sostenia el patriotismo. Pero los facciosos que confundiendo el odio personal con las relaciones del interes público, se propusieron reproducir en estas provincias el incendio de los partidos que habian arruinado las suyas, presentaron ciertamente el cuadro de una rivalidad de que no podia prometerse sino otra segunda ruina. Vuestra Excelencia conoce que debo apartarme de la idea de estos sucesos cuando la obligacion de instar por la recuperacion de mi país me estrecha á suplicarle se digne fijar su superior atencion en la necesidad y felicidad de esta obra, que no es la de la desesperacion y buen deseo.

Peligro de un ataque por Osorio á las Provincias Unidas.

» Cualquiera que conozca los recursos de Chile, sabe que Osorio, dejado á la quietud del invierno, puede levantar un ejército formidable con el que en la primavera se derrame sobre San Juan y Mendoza, lo ménos con 6,000 hombres. Tiene en Chile 30,000 de milicias de caballería, y en desmontando los que necesite para infantes, habrá logrado su intento. Esa época es probablemente la de la expedicion peninsular, y contrayendo á un solo punto todas las atenciones de Vuestra Excelencia, no le permitirá dividir la fuerza para defender aquellos pueblos y sostenerse en medio de dos fuegos, ó la division comprometeria la suerte de ambas acciones. La evidencia de este acontecimiento con toda su importancia no exige otra reflexion. Por otra parte, es innegable que si Osorio no aumenta la fuerza de Pezuela por puertos intermedios, es porque ya entónces se halla enteramente destruida, ó si no quiere renovar la guerra en el Perú será duplicado su poder para atacar estas provincias. ¿ Cómo, pues, evitar el lance y la combinacion que ya estará hecha con los

Peninsulares? No hay mas recurso que introducir á todo trance el espíritu de oposicion popular, tanto mas aceptable en el dia cuanto es indubitable la general exasperacion de Chile bajo el yugo del tirano. Él no puede esperar que se le perturbe estando cerrada la Cordillera, y esta misma imprevision afianza las ventajas de una sorpresa. 1817.

» Mas puede verificarse por Coquimbo, cuyos montes se franquean por ciertos puntos en todos tiempos con solo 500 soldados chilenos y 1,000 fusiles de reserva. Se sabe que la guarnicion de aquella ciudad no pasa de 100 hombres; se sabe que toda su comarca aguarda con ansia cualquiera tentativa de sus libertadores; yo puedo lisonjearme, sin equivocacion, de un ascendiente grave en la campaña, y que faltarán armas para llenar los deseos de los patriotas, que abrigados á las selvas aguardan solo el momento.

La facilidad de atacar á Chile por Coquimbo.

» La infantería miliciana de Coquimbo, que nos profesa una deferencia absoluta, la de los Ándes, cuyo caudillo activo y experto nos acompaña, en fin las de todas las provincias fermentadas, á la primera voz pondrán con nosotros un ejército que en aquel país quebrado y fecundo en recursos por todas partes nos le proporcionará, privando de ellos al déspota que verá renovada la preciosa escena del 2 de abril, en que Vuestra Señoría con solo 350 hombres en las Fontezuélas dió la libertad á su patria por la agregacion de los que la apetecian no con ménos ansia que los desgraciados Chilenos. De estos debe componerse la principal fuerza de Osorio, que al instante se nos reunirá; miéntras el llamado por la insurreccion del fuerte Penco vea desmembrarse sus tropas, y queda imposibilitado de atender al sur, al norte y al centro, donde ha realizado sus mayores crueldades y donde ya experimentó una conjuracion frustrada por la demasiada confianza.

La infantería miliciana de esta ciudad.

» Nosotros tenemos siempre la retirada expedita por la proximidad de Coquimbo á la Cordillera, y en un caso de imposibilidad para continuar la empresa, traspasarémos la Cordillera con toda la inmensa riqueza del Huasco, que sirva á Vuestra Señoría de un nuevo auxilio contra los Peninsulares. Nadie conce-

Las riquezas del Huasco.

1817. birá que estas fueran irresistibles sino se hubiere perdido Chile. De consiguiente tambien puede ser de indispensable necesidad para resistirlos los 500 Chilenos, con que ha de emprenderse el plan agresivo de Osorio, que divida las fuerzas de Vuestra Señoría. ¿ De qué sirven en Buenos Aires tantos infelices emigrados, entregados al ocio y la mendicidad, que se unirán á sus 500 paisanos al punto que sirvan el prospecto? Hasta los oficiales apetecen ir de soldados.

Inutilidad de los emigrados en Buenos Aires.

» Si triunfamos, el socorro á estas provincias será tan grande como nuestro patriotismo. Si la victoria se nos presenta imposible, la habrémos auxiliado con los caudales que existen en el nuevo Potosí del Huasco, habrémos excitado la desercion del enemigo, y en fin él no quedará en disposicion de cooperar de un modo ofensivo con los Españoles. Yo no pretendo otra clase de auxilio que la expedicion, y podria responder con mi vida de que Vuestra Señoría va á cubrirse de gloria y adquirirse la eterna gratitud del infeliz Chileno al mismo tiempo que afianza la seguridad de las Provincias limítrofes del Rio de la Plata, con quien mantendrémos una comunicacion contínua por San Juan que facilite los mejores planes y combinaciones, conforme á los progresos ó desventajas de esta grande obra y de la amagante agresion peninsular. Si yo puedo honrarme con una franca conferencia con Vuestra Señoría, el negocio adquirirá toda su perfeccion. Él es urgente y yo espero las órdenes de Vuestra Señoría con la honra de ofrecerme eficazmente á ellas. Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Buenos Aires, mayo 8 de 1815. — José Miguel Carrera. — Excmo. señor D. J. Alvarez, director del Estado Argentino. — Es copia : Guido. »

Pero esta empresa era la grande idea que preocupaba ya á San Martin, quien consultado segun precede sobre las proposiciones de Carrera, contestó al supremo director suplente el 1° de junio de 1815 con el documento que reproducimos á continuacion:

« Excmo. Señor: Apénas me habia encargado del mando de esta provincia, cuando sucedió la pérdida de Chile, y desde entónces una de mis continuas meditaciones ha sido este país;

así es que puedo responder á la superior órden de Vuestra Excelencia del 11 del pasado. 1817.

» Los medios que propone en la nota del 8 del mismo D. José Miguel Carrera, y que se sirve acompañarme Vuestra Excelencia son irrealizables; lo digo con dolor, mas cuando Vuestra Excelencia me distingue, librando la consulta de este asunto tan importante, debo expresarme con toda franqueza.

Los medios propuestos por Carrera son irrealizables.

» La Cordillera se halla cerrada, y de consiguiente no existe por *Coquimbo* el tránsito fácil que se anuncia; prueba de ello es que para mandar de *San Juan* algun propio, lo general es venir por el camino de *Huspallata*, porque en él se encuentra el abrigo de las casuchas; este es el informe que he recibido de los mejores prácticos. Los boquetes que salen del *Rio Claro* son los mas penetrables en tiempo de invierno; pero saliendo de ellos era preciso internarse en *Talca* y *Curicó*, y para llegar á *Coquimbo*, vencer la misma capital, proyecto impracticable aunque fuese con 2,000 hombres. El costo de víveres y mulas en los conflictos del dia es irrealizable; el del calzado, tiendas de campaña y preparativos para el paso de la cordillera, lo son igualmente.

Las dificultades que se necesitan vencer.

» Vuestra Excelencia no dudará que estos esfuerzos parciales, aun en el caso de que fuesen conseguibles, no harian mas que originarnos gastos que debemos emplear en la expedicion efectiva que se haga para la total reconquista de aquel Estado.

» Aun quiero establecer otra hipótesis. Supongo dominado á *Coquimbo* y *Huasco:* podríamos mantenernos allí con 500 hombres, pues los que se hallan á mis órdenes no pueden obrar en union de los Chilenos; primero, por su absoluta desnudez; y lo segundo, porque no sería prudente que se encargase á manos de *D. José Miguel Carrera:* aun en el caso de que fuesen mandados por un oficial de estas provincias, ¿se persuade Vuestra Excelencia que obedecerian en el momento que pisasen aquel territorio? Con sentimiento mio digo á Vuestra Excelencia que la generalidad de los Chilenos preferirian ser mandados por los enemigos ántes que por cualquier individuo de las Provincias.

Sería imprudente encargar la expedicion á manos de Carrera.

» En cuanto á las riquezas que dice poderse extraer del

1817.

Compara la pobreza del Huasco con la de Santiago del Estero.

Huasco, debo decir á Vuestra Excelencia que no obstante las inauditas violencias empleadas por Osorio, solo ha podido sacar de él 32,000 pesos, y aunque el dicho *Huasco* tenga un tesoro en sus minerales, nada sirven, ínterin no se extraiga con el trabajo y la diligencia. En conclusion, Excmo. Señor, este país es tan pobre que en el dia es como *Santiago del Estero.*

» Mil quinientos fusiles son los que se solicitan de Vuestra Excelencia para la tan sonada expedicion. Vuestra Excelencia, que calcula con detencion, puede persuadirse la falta que nos harian en las críticas circunstancias en que nos hallamos.

Los realistas pueden pasar en dos dias de Valparaiso á Coquimbo.

» Otra reflexion se me ocurre, á saber, la de que los enemigos pueden trasportarse por mar desde *Valparaiso* á *Coquimbo* en dos dias, y que para verificarlo tienen abundancia de trasportes: de consiguiente la permanencia de nuestras tropas sería de muy pocos dias.

Estado del patriotismo en Coquimbo.

» Coquimbo, se dice, es el centro del patriotismo: yo no lo dudo; pero para que Vuestra Excelencia se forme una idea, basta decir que *Elorreaga* tomó posesion de ella con solo 120 hombres, y que un capitan lo hizo en el Huasco con 15 soldados. Nuestra situacion actual parece apartar los temores de tener algun contraste en el *Perú*, y con mucho mas fundamento en esa capital, sin embargo de la expedicion peninsular; no obstante, la suerte de las armas es variable y no acertado el deshacernos de fuerzas que echaríamos ménos en caso de reves. Repito que estos 1,500 fusiles pueden pesar mucho en la balanza de nuestra futura felicidad.

» Tenga Vuestra Excelencia presente que del crecido armamento que salió de Chile para esta provincia, con mejor oportunidad de conservarlo, y con doble motivo de esperar en nuestro auxilio, escasamente llegaron á esta el número que demuestra el oficio original que incluyo á Vuestra Excelencia los mas descompuestos: y con tal conducta ¿ podrémos entregar un armamento, que sin duda alguna debe ser perdido y destrozado?

» Esta provincia, es cierto, está expuesta á sufrir una invasion; pero como el enemigo para atacarla no puede hacerlo con

todas sus fuerzas, pues mucha parte de ellas debe dejar para la conservacion y órden de aquel territorio, sus esfuerzos no pueden ser de gran consecuencia, y máxime teniendo que renunciar á la artillería y caballería, armas que nosotros podemos oponerles con ventaja. El señor Carrera dice que aquel Estado tiene 30,000 milicianos de caballería, los que podian desmontarse como se demuestra en su proyecto; á la verdad que es mas fácil formar un cálculo que realizarlo, y es bien de admirar que con esta fuerza disponible haya sido conquistado Chile *por 2,500 hombres de malas tropas*. Es un delirio persuadirse que se unieran los patriotas y soldados en bastante número para acabar con el enemigo. El hombre por un instinto medita ántes de exponerse, y por consiguiente calcularia era muy débil la fuerza destinada á sostenerlo.

1817. La provincia de Cuyo está en estado de defenderse, pero no de atacar.

» En oficio de 28 de octubre me pidió D. José Miguel Carrera pasaporte para dirigirse á *Coquimbo* con los oficiales y soldados emigrados en auxilio de aquella provincia; se le franqueó en el momento, pero dudo cuál fué primero, si el permiso ó el arrepentimiento. Posteriormente solicitaron la misma licencia varios emigrados, y se les convenció no ser provechosas las circunstancias, en razon de ninguna confianza que se tenia, pues pasados muy pocos dias los principales empeñados me presentaron un memorial diciendo que con motivo de haberse separado del mando al tirano *Elorreaga*, de Coquimbo, y sucedido el manso, el benéfico y justo *Matta*, se les concediese permiso para poderse reunir á sus familias.

Carrera pensó pasar á Coquimbo, pero no lo efectuó.

» Esta peticion tan escandalosa no pude ménos de castigar con su destierro á *San Luis;* por este pequeño relato forme Vuestra Excelencia su cálculo.

» Nada diré á Vuestra Excelencia de los señores Carreras; no me meteré á investigar si bien su conducta ó la rivalidad de sus enemigos los han desacreditado en su país; y de consiguiente dudo mucho de la opinion que dicen tener en Chile.

» Y á la verdad, Señor Excmo., que es muy difícil, por no decir imposible, el que un hombre mantenga su opinion despues de haber perdido un Estado. *D. José Miguel Carrera* se

Conducta de los Carreras con el gobierno argentino.

1817.

queja de haber sido arrastrado por inteligencias las mas degradantes ante el gobierno pasado : tenga Vuestra Excelencia á bien pedir la correspondencia escandalosa en que insultaron á este gobierno los pocos dias de su permanencia en esta ; pero mejor y con ménos trabajo oiga Vuestra Excelencia lo que diga el señor ministro de la guerra *D. Márcos Balcarce,* testigo presencial de los sucesos, y el que podrá, y el que impondrá igualmente á Vuestra Excelencia sobre los puntos del citado proyecto, pues su permanencia en Chile y su carácter reflexivo le han hecho adquirir conocimientos preciosos.

Chile debe ser reconquistado.

» Chile, Excmo. Señor, debe ser reconquistado : limítrofe á nosotros, no debe vivir un enemigo dueño despótico de aquel país, envidiable por sus producciones y situacion. De la fraternal comunicacion con él, ganamos un comercio activo que formó la felicidad de nuestros compatriotas y gran masa del fondo público. Sí, Señor; es de necesidad esta reconquista : pero para ello se necesitan 3,500 á 4,000 brazos fuertes y disciplinados, único modo de cubrirnos de gloria y dar la libertad á aquel Estado; pero esto podrá verificarse cuando Vuestra Excelencia haya derrotado la expedicion peninsular, y *Pezuela* haya abandonado nuestro territorio.

Pero se necesita de 3,500 á 4,000 brazos.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — José de San Martin. »

Como era de esperarse, los fundamentos en que se apoyaba el general San Martin recibieron la mas completa sancion desechándose el proyecto de Carrera.

Fuerzas con que contaba entónces San Martin.

El gobernador de Cuyo no contaba entónces con mas fuerza que la muy reducida con que el mayor Las Héras se habia retirado de Chile. Esta consistia en una pequeña division de 200 Cordobeses que el año 13 habia enviado el gobierno argentino en auxilio de los Chilenos, y que habia obrado á las órdenes del coronel D. Márcos Balcarce, tomando una parte muy honrosa en el combate de *Membrillar* y otras acciones dadas en aquel territorio. Sobre esa base empezó á levantarse desde entónces el ejército de los Ándes.

1817.

Sus trabajos en Mendoza.

La ciudad de Mendoza, capital de la intendencia de Cuyo, no olvidará jamas los trabajos de San Martin, ni el esmero con que se dedicó á hacerla florecer. Á impulsos de su actividad y de celo, se generalizó la instruccion y disciplina militar en todos los cuerpos de milicias; se puso la provincia en brillante estado de defensa; se arreglaron todos los ramos de la administracion pública; se embelleció la ciudad, y prosperó la comarca. Á él se debe la construccion de un canal del rio Tunuyan, que ha hecho cultivable una llanura de muchas leguas cuadradas, en donde fundó una poblacion conocida con el nombre de *Ciudad Nueva*, distante catorce leguas de Mendoza.

La necesidad de resguardar los defila·leros.

San Martin habia convertido á la ántes silenciosa ciudad de los Mendocinos en un foco de ruido y actividad militar. Un ejército improvisado estaba á espera de un momento propicio para comenzar la campaña; pero convencido su jefe de que ese momento aun no era llegado, comunicó al gobierno de Buenos Aires la necesidad de resguardar contra los realistas los desfiladeros de la Cordillera y de mantenerse á la defensiva.

Las Héras se establece en Huspallata.

Consecuente con esta idea previsora, destinó al entónces teniente coronel Las Héras á que se estableciese con la division de auxiliares cordobeses en Huspallata, dándole instrucciones para que procediese con acierto en cualquiera eventualidad.

Sus ardides para distraer la atencion de los generales realistas.

Asegurado así contra las consecuencias de un ataque imprevisto, se propuso ganar tiempo distrayendo mañosamente la atencion de los principales jefes realistas, Osorio y Pezuela. San Martin comprendió que era preciso desvanecer en el primero el temor de ser atacado, porque así se mantendria quieto; é inspirar al segundo confianza en los progresos de la reaccion española en Chile. Realizó este pensamiento presentándose ante el vencedor de Rancagua con autorizacion suficiente para entrar en negociaciones con él, tendentes á evitar la sucesiva efusion de sangre y restablecer las relaciones de comercio entre uno y otro lado de la Cordillera, interrumpidas desde el desastre de los patriotas. Al mismo tiempo, para desorientar á Pezuela, hizo

1817. llegar al ejército del Perú por conductos dignos de crédito para los Españoles, el rumor de que la provincia de Cuyo acababa de ser invadida y tomada por las tropas victoriosas de Osorio. Estos ardides surtieron su efecto, Pezuela y el virey de Lima permanecieron inactivos, esperando de un momento á otro la noticia definitiva del descalabro de los insurgentes, tan mal tratados ya por la suerte de las armas.

Continúa siempre en sus aprestos militares.

Miéntras tanto no cesaba San Martin sus aprestos militares. Puso á contribucion todos los recursos de la provincia de su mando, valiéndose de las sutilezas de su ingenio para despertar el patriotismo de los ciudadanos, que acudieron á las necesidades del ejército con su dinero, caballerías y demas productos de aquel territorio feraz y agricultor. En sus notas oficiales al gobierno de Buenos Aires, tuvo buen cuidado de ponderar los peligros en que se encontraba, y lo hizo con tanta eficacia que, á pesar de la apurada situacion de aquel gobierno, consiguió que le remitiese auxilios de artillería al mando de buenos oficiales, de armamentos y municiones, y de soldados excelentes de todas armas.

Algunos de sus rasgos geniales.

« Son infinitos los rasgos geniales, dice el señor Vicuña Mackenna, que se citan de San Martin en Mendoza (1814-1817). Muchos apuntan sus biógrafos, y otros registra la historia general; algunos pocos hemos revelado tambien nosotros en obras de otro género. Pero ahora mismo recordamos haber leido en el archivo de Mendoza una órden por la que mandaba recoger y entregar en el parque una pistola que habia prestado á un oficial para cierto viaje. En un sumario que el auditor de guerra Vera levantó á una vieja chacharera de los suburbios de Mendoza, porque hablaba contra la patria, mandó al gobernador sobreseer en el proceso, con tal que la acusada entregase al proveedor del ejército *unas cuantas docenas* de zapallos de que aquel necesitaba. Por último, pocos dias ántes de salir el ejército para Chile, ordenó se recogieran de todas las casas los pedazos de piedra de distilar (famosas ultra-cordilleras) que existiesen en el vecindario, con el objeto de que sirvieran de molejones á los sables de los granaderos, pues con ellos pen-

saba cortar las últimas amarras de la Colonia, y las cortó Lavalle en Riobamba. 1817.

» Pero hé aquí algunos fragmentos peculiarísimos de San Martin, que copiamos del archivo de Mendoza, y que dan una idea del modo como llegó á formar de la nada, ó ménos que la nada, del cáos, el ejército que libertó á Chile, al Perú y al Ecuador.

» Vamos á leer algunos de estos fragmentos inconexos, pero en extremo curiosos.

MANERA COMO TRATA Á LOS REALISTAS.

Á los Españoles europeos de esta ciudad.

« Los Españoles, sedientos de sangre, amenazan nuestras playas con expediciones numerosas, la desolacion, la muerte y todos los horrores desconocidos aun de las naciones mas incultas; son las medidas que adoptan para tranquilizar estos países, que no aspiran á mas que á recobrar sus sacrosantos derechos. Todos hemos jurado ante las aras de la patria conseguir nuestra independencia, ó perecer en la demanda. Para cumplir tan justo compromiso, es de urgente necesidad mantener las tropas, que presentando sus pechos á los peligros, han de escarmentar á los tiranos y salvar nuestra existencia. Los recursos los hemos de buscar entre nosotros mismos, y así es que cada uno de los que recibe el beneficio, necesariamente debe cooperar á aquel objeto. Manera como trataba á los realistas.

» Bajo este principio, ponga V. en cajas del Estado la cantidad de ..... pesos en el perentorio término de seis dias de esta fecha, documentándose como corresponde para satisfacerlos cuando mejoren las circunstancias. Cualesquiera reclamacion que V. quiera entablar, le acarreará sin recurso la condena del duplo de la cantidad designada. — Dios guarde, etc. — Mendoza, 4 de octubre de 1815. — San Martin (1). »

(1) Hé aquí otra de estas amables esquelas de « contribucion voluntaria con bala en boca : »

Nº 815. — *A los Europeos de esta capital.*

« Mañana, á las cinco de la tarde, pondrá V. en tesorería indefectible-

MANERA COMO TRATA Á LOS FRAILES.

Al guardian de San Francisco.

1817. Á los frailes.

« Justísimos motivos obligan á este gobierno á tomar medidas, á su pesar, contra los religiosos del rango de V. P. fray Agustin Muñoz, fray Miguel del Sar, fray Francisco Bares, fray Joaquin Corao y fray Juan Antonio Herrera, por contrarios á la sagrada causa de nuestra regeneracion política, y así es que desde que V. P. reciba esta, quedarán suspensos de poder confesar y predicar, permaneciendo reclusos en los claustros de ese convento hasta mi segunda disposicion, sin que por esto dejen de celebrar el santo sacrificio de la misa. Este gobierno, convencido del patriotismo acendrado de V. P., no duda el puntual cumplimiento de esta órden.— Dios guarde, etc.—Mendoza, 4 de julio de 1815. — San Martin (1). »

mente la cantidad de... pesos, que será devuelta en el momento que las urgencias del Estado lo permitan, á virtud del documento que le dará la misma caja para su resguardo. No admite esta órden demora ni interpretacion. El gobierno, inexorable en su cumplimiento, tomará en caso preciso las mas sérias providencias. — Dios, etc. — Mendoza, febrero 14 de 1816. — San Martin. »

Es preciso advertir que el gobernador de Cuyo no era ménos exigente con los vecinos patriotas, pues si á los realistas les exigia plata, á aquellos les pedia hasta el agua. Véase sino la órden siguiente :

Al cabildo de esta capital.

Para marchar los reclutas en auxilio de esta capital, se necesitan diez barriles para conduccion de agua en el camino; bajo este principio, espero que Vds., atendiendo á la escasez de fondos para comprarlos, se sirvan proporcionarlos de los vecinos, en la inteligencia que el propietario de las carretas, D. Manuel Peralta, los devolverá á vuelta de ellas.— Mendoza, junio 26 de 1815. — San Martin.

(1) No nos parece ménos curiosa la siguiente pastoral del *obispo* San Martin á los curas de su diócesis. — Dice así :

Á los curas y demas prelados.

« Está ordenado repetidas ocasiones, por superiores disposiciones, que los párrocos y demas sacerdotes en sus pláticas y sermones hagan ver la justicia con que la América ha adoptado su liberal sistema de libertad, al mismo tiempo que hagan atender la obligacion de obedecer á las autoridades que se constituyan; pero notando este gobierno que estos puntos se tocan

MANERA COMO TRATA Á LOS ESPÍAS.

Al teniente gobernador de San Luis.

« En la causa seguida á varios espías del tirano Osorio, entre los que se halla comprendido Mateo Alegría, que se le remitió á V. en meses pasados con el objeto de que estuviera preso en esa cárcel pública, sin embargo que la naturaleza del delito exigia lo expiarià con el último suplicio, conducido de los principios de humanidad, he tenido á bien, el 26 del pasado, fallar lo que sigue: « A Mateo Alegría se le condena á cuatro años de obras públicas y que sea puesto á la expectacion pública con un rótulo en la frente que diga: *Infieles á la patria, ó indecentes amigos del tirano Osorio.* Y lo aviso á V., etc. »

1817.
Á los espías.

Lamentable era la situacion de toda la América en la época en que San Martin estaba al frente de la intendencia de Cuyo. La Península estaba libre de sus invasores, y Fernando VII restituido al trono de sus antepasados; Nueva España pacificada en su mayor parte por la artería y el poder de Apodaca; Venezuela y Cundinamarca gimiendo bajo el peso de las fuerzas y los crímenes de Morillo; Chile oprimido por Osorio y por su sucesor Marcó; Montevideo en poder de los Portugueses, que con la mayor deslealtad se habian posesionado de aquella importante plaza; el Paraguay, separado de las demas provincias que con él compusieron el antiguo vireinato de Buenos Aires; y el Alto Perú dominado por las tropas realistas en consecuencia de la malhadada accion de Sipe-Sipe.

Situacion lamentable de toda la América en esa época.

En tal estado, Buenos Aires la heróica luchaba sola con constancia; y á cada instante se aguardaba que, conforme á las instrucciones del virey de Lima, atacase Marcó á Cuyo, al paso

en general ó por incidencia, previene á V. que es indispensable se explayen en esta materia, explicando difusamente la legitimidad del gobierno constituido por la voluntad general y penas en que incurren los súbditos que le desobedecieron, advirtiéndoseles así á los individuos que se hallen bajo su jurisdiccion y tengan que desempeñar estas funciones anexas á su ministerio, bajo la inteligencia que será indispensable tomar las providencias mas sérias contra los que no cumpliesen con tan sagrado deber. — Dios, etc. — Mendoza, 13 de mayo de 1815. — San Martin. »

1817.

que avanzaban las fuerzas del Perú á las órdenes del general Pezuela (1).

San Martin y Bolívar lanzan el grito de libertad.

Mas cuando á la sazon parecia aniquilada y confundida la América, se presentan en la escena dos genios tutelares, dos varones extraordinarios que bajo muchos respectos se prestan á un hermoso paralelo. Bolívar y San Martin lanzan á un tiempo en los Cáyos y en Mendoza el grito de libertad; y recíprocamente se envian este grito, á traves del Ecuador, desde las faldas orientales de los Ándes á las bocas del Orinoco.

Hecho que demuestra las simpatías que se habia granjeado San Martin.

Á pesar de la carga que imponia á la provincia de Mendoza la residencia en ella de un ejército numeroso y necesitado, cada dia crecia mas en su vecindario el respeto y la aficion á su jefe. Un incidente vino á demostrar esta verdad. Para apremiar mas al gobierno de Buenos Aires á fin de que le prestase mayor cooperacion que hasta allí, ponderó tanto los peligros á que estaba expuesto el territorio de su mando, que llegó á pedir su relevo, pues solo podria hacer frente á aquella situacion un militar de salud mas robusta que la suya. La nota en que así se expresaba llegó á Buenos Aires á la sazon en que el directorio

(1) El ilustrado general Camba, actor en esa lucha, describe la situacion, entónces, de la revolucion americana del modo siguiente :

« El extenso vireinato de Lima disfrutaba de completa tranquilidad : las provincias del de Buenos Aires desde el Desagüadero á Tarija y Santa Cruz de la Sierra, denominadas del Alto Perú, estaban ocupadas por la superioridad de las armas españolas, que perseguian en todas direcciones á los cabecillas obstinados en fomentar y mantener la revolucion : los importantes reinos de Chile y de Quito obedecian al gobierno español : el bravo é infatigable general Morillo hacía grandes progresos en la pacificacion del vireinato de Santa Fe de Bogota, despues de haber ocupado el 6 de diciembre anterior la plaza de Cartagena, si bien á costa de pérdidas considerables en las tropas europeas, diezmadas por la terrible influencia de aquel insalubre clima, y en el vastísimo imperio de Méjico la revolucion parecia vencida ; ni en el mar Pacífico en fin, despues de la desaparicion de Brown, ondeaba tampoco el pabellon revolucionario, tan funesto mas tarde para la España. Es verdad que el Perú contaba con pocas fuerzas navales y aun estas de corta valía ; pero el gobierno de Su Majestad prometia prontos y eficaces auxilios. » (Véase la *Memoria de las armas españolas en el Perú*, tomo I, página 200.)

estaba desempeñado por un hombre que tenia celos de los laureles de San Lorenzo, y dispuso que inmediatamente pasase un coronel á Mendoza á tomar la direccion de la intendencia. Así que se supo en aquel pueblo semejante nueva, se llenaron las calles de protestas escritas convocando al pueblo á un cabildo abierto, en el cual se resolvió mantener en su puesto al antiguo gobernador. Miéntras tanto, el recien nombrado por el director se presentó en Mendoza el 21 de febrero de 1815. Inmediatamente despues de su llegada, ofició San Martin al cabildo para que se reconociese á su sucesor, pero esta corporacion, léjos de cumplir con los deseos del jefe de su simpatía, se negó á aceptar al mandatario, y dispuso que se sostuviese á San Martin y que se despachase un enviado á Buenos Aires para explicar al director las razones en que se fundaba la conducta de la municipalidad mendocina. 1817.

Desaire hecho á Alvear; San Martin queda vengado.

El gobernador desechado regresó inmediatamente á la capital, sin que su nombramiento hubiese servido mas que para hacerle blanco de un terrible desaire que de lleno iba á herir el amor propio del director. San Martin quedó vengado. Este fué uno de los sucesos precursores de la revolucion de abril, que obligó al director Alvear á buscar un asilo en la capital del imperio vecino.

Llegada á Mendoza del coronel Zapiola.

Este cambio en el personal del gobierno general llevó al poder á los amigos del gobernador de Cuyo, cuyos planes favorecieron, agitando el envío de fuerzas y pertrechos para el ejército que se formaba al pié de la Cordillera. Un cuerpo de granaderos á caballo al mando del teniente coronel Zapiola, armamentos, vestuarios, oficiales de artillería al frente de varios cañones y obuses con las dotaciones correspondientes de soldados y pertrechos, tales fueron los auxilios importantes con que concurrió Buenos Aires despues de la desaparicion de Alvear.

Miéntras los elementos materiales se acumulaban y se les daba distribucion, San Martin estudiaba su próxima campaña, examinando el terreno y tratando de penetrar en los secretos todos de la situacion del país sobre que se proponia operar. En

1817.

lo mas rigoroso de la estacion fria de aquel clima, inspeccionó personalmente los desfiladeros de los Ándes, especie de colosales hendiduras que prestan paso al traves de las moles.

Nuevos arbitrios ingeniosos de San Martin.

Pero esta no era la mas difícil de sus indagaciones. La verdadera dificultad consistia en la adquisicion de noticias sobre la situacion de Chile, las disposiciones de sus mandatarios y el estado de la opinion. Para salvarla, discurrió San Martin un arbitrio ingenioso, que no nos es dado referir aquí con los pormenores que le dan un interes original. Comenzó á hacer circular la especie de que los emigrados chilenos eran maltratados por el gobernador de Mendoza, á punto de que les era preferible el regresar á su país y someterse á sus dominadores. Las *Gacetas* realistas de Santiago fueron el eco de estas voces; y así que tomó la ficcion colores de verdad para las autoridades españolas, despachó á algunos oficiales chilenos, decididos por la causa de la independencia, con encargo de comunicarle desde su país las noticias que le eran absolutamente necesarias acerca de lo que allí se pensaba sobre operaciones militares. Estos falsos arrepentidos prestaron á mas el servicio no ménos importante de avivar las esperanzas en la revolucion, y de confortar los ánimos de los patriotas chilenos, abatidos por el yugo de la reconquista.

San Martin, que queria guardar con cien llaves el secreto de sus designios, no confiando solo en su reserva, se propuso extrañar al enemigo en sus juicios. Para conseguir este objeto, se valió de algunos Españoles, acérrimos partidarios de la causa realista, que estaban desde el tiempo de Carrera desterrados en las ciudades de Cuyo, especialmente de un tal Albo, de quien sacó un partido digno de referirse.

El Español Albo: su cooperacion en la independencia de Chile.

Albo era un hombre firme, sin disimulo, conocido por su decision á la causa de su gobierno; por consiguiente era tenido por los dominadores de Chile por el leal de los leales. Una persona de la confianza de San Martin estaba encargada de mantener una activa correspondencia sobre asuntos insignificantes con el *empecinado* peninsular, obteniendo así una gran cantidad de papeles á cuyo pié se leía el nombre del respetable

Albo, con su garabato correspondiente. Miéntras corria este inocente comercio epistolar, San Martin habia emprendido otro de diferente naturaleza. El corresponsal que el futuro vencedor en Chacabuco y Maipo habia escogido era nada ménos que el presidente Marcó, quien recibia las misivas de Mendoza en la creencia de que le iban de manos de Albo, pues siempre las acompañaba una firma de puño y letra de este. La supuesta correspondencia que proporcionaba frecuentes ratos de alegría al presidente y á sus favoritos inmediatos, contenia un tejido de invenciones acerca de lo que se hacía y se pensaba en Mendoza, que, como puede presumirse, era todo lo inverso de la realidad. Este ardid puso una venda sobre los ojos de Marcó, detras de la cual no podia ver sino lo que se le antojaba al intendente de Mendoza.

1817.

Ingeniosa correspondencia entre San Martin y Marcó.

Así preparaba y maduraba este sus planes; miéntras allanaba los obstáculos que podemos llamar morales, iban creciendo los elementos de fuerza, que por entónces se acrecentaron con 600 plazas del regimiento de negros, al mando del valiente coronel D. Pedro Conde, mandado desde Buenos Aires.

Llegada de Conde con 600 plazas.

La derrota de Sipe-Sipe, que llenó de consternacion á los independientes, fué motivo para que San Martin, que no se desalentaba con los desastres, diese nuevo impulso á sus trabajos. Los primeros dias del año 1816 le encontraron completamente decidido á emprender su expedicion á Chile. Trasladando su habitacion al campamento mismo, para dirigir personalmente los ejercicios militares y trabajo de los talleres, les infundió mayor actividad que lo que habian tenido hasta entónces. Haciendo de su rancho centro de todas las operaciones de ensayo, presidia el ejercicio de los infantes, las evoluciones de la gente de á caballo, y hasta la construccion de las cartucheras, del calzado y de los uniformes para la tropa. Á fines de febrero creyó San Martin que ya era tiempo de comunicar francamente su pensamiento al gobierno de las Provincias Unidas. Con este objeto, y con el de solicitar mayores recursos, despachó á Buenos Aires un enviado especial, que desempeñó con acierto la comision que le habia confiado. El gobierno gene-

Nueva actividad en los trabajos de Mendoza.

San Martin comunica francamente su plan al director.

1817. ral, á pesar de hallarse rodeado de dificultades, escuchó benévolamente al representante del intendente de Cuyo, y le acordó una fuerte suma de dinero para el equipo de la expedicion proyectada. Balcarce, que gobernó interinamente el Estado poco despues, remitió tambien á Mendoza, con el mismo objeto, armamento, municiones, artillería de campaña y muchos otros artículos de guerra (1).

(1) Un historiador chileno contemporáneo dice con tal motivo lo siguiente :

Apénas se reunieron en Mendoza los fugitivos chilenos, cuando trataron de poner en planta el grandioso proyecto de recuperar su amada patria ; pero no correspondiendo su actual invalidez á sus ardientes deseos, ocurrieron al supremo gobierno de Buenos Aires, que en aquella sazon desempeñaba D. Ignacio Alvarez y sucesivamente ocupó el señor de Puyrredon, solicitando sus auxilios y poderosa proteccion para lograr tan grande empresa. Compadecida la superioridad argentina de la triste situacion de los Chilenos, libró con generosidad oportunas providencias, comisionando al gobernador de Mendoza, el Sr. D. José de San Martin, la organizacion de las tropas y nombrándole al mismo tiempo de general en jefe de aquella expedicion.

No se engañó ciertamente en la eleccion de nuestro general el excmo. gobierno de Buenos Aires, y sin duda le eligió para caudillo por hallarse penetrado de antemano de su pericia y talentos militares que habia perfeccionado en la guerra de la Península, en donde se habia distinguido entre los mas sobresalientes oficiales. En efecto, luego que se le confirió el cargo de general de la nueva expedicion, se dedicó Su Excelencia á formar algunas compañías de reclutas, y se ocupó con tanto empeño en disciplinar su gente, que en breve tiempo pudo formar un ejército capaz de medir sus fuerzas con el realista de Chile, con solo el corto refuerzo de cuatrocientos cincuenta hombres del batallon nº 1 y doscientos del regimiento de granaderos de á caballo que le vinieron de Buenos Aires.

Las noticias de estos preparativos de guerra en Mendoza aunque llegaron á Santiago, se burlaban los realistas del proyecto y lo atribuían unos á falta de verdad y otros á un delirio imaginario en la fantasía de los prófugos; sin embargo, adquiriendo Marcó despues por sus espías mas individuales noticias que le aseguraron la verdad, le pusieron en gran cuidado y no menor confusion, pues no sabia el punto fijo por dónde debia venir el ejército restaurador. Constaba este entónces de cerca de cuatro mil hombres de tropas de línea, cuando las fuerzas realistas del de Marcó ascendian á siete mil seiscientas y trece plazas sin contar las milicias armadas y contadas á sueldo. Para contrapesar la desigualdad de fuerzas, se propuso el general San Martin obligar á Marcó á dividir las suyas por medio de un ardid de guerra. (Véase la *Historia de Chile*, por GUZMAN, tomo I, pág. 400.)

Entretanto una terrible oposicion se manifestó en Buenos Aires contra este proyecto, á punto de provocar una revolucion cuyas cabezas se oponian á que el ejército de los Ándes fuese á libertar á Chile, fundándose en que las cuatro Provincias Argentinas del Alto Perú reclamaban urgente y preferentemente esos auxilios. Segun ellos, Chile no daría á Buenos Aires mas que sacrificios estériles, miéntras que la pérdida de esas provincias sería inevitable é irreparable. Esta fué la causa del destierro á Estados Unidos de los señores general French, coronel Dorrego, Manuel Moreno, oficial mayor de gobierno, Dr. Don Pedro José Agrelo, fiscal del gobierno, y Pázos — principales agitadores y opositores al gran pensamiento de San Martin.

1817. Resistencias que encuentra.

San Martin supo entenderse siempre con los hombres de mérito. El congreso instalado en Tucuman el 24 de marzo de 1816 habia nombrado al general Puyrredon, que era uno de sus miembros, director supremo del Estado. Al dirigirse á la capital á tomar su puesto al frente de los negocios públicos, debia pasar por Córdoba, y allí fué á encontrarle San Martin, para inclinarle á favor de su vasto proyecto. La entrevista entre estos dos personajes, sobre la cual se han propalado algunos rumores absurdos, fué digna y cordial, y tuvo por resultado un perfecto acuerdo de miras. Desde el dia 15, en que se verificó la entrevista, San Martin pudo contar con la cooperacion del nuevo director, como lo demostraron despues los hechos.

Entrevista con Puyrredon; su resultado.

El gobierno de Buenos Aires contribuyó mensualmente con veinte mil pesos fuertes para el mantenimiento y equipo del ejército que se creaba en Mendoza, cantidad muy considerable para aquel tiempo, en que las rentas eran escasas y el país se hallaba empobrecido por la guerra. Mas tarde, el 17 de octubre, el gobierno de Buenos Aires concedió á San Martin las facultades de capitan general de provincia con tratamiento de excelentísimo.

De regreso á Mendoza, el gobernador de Cuyo redobló su actividad y aceleró sus aprestos, comenzando por engrosar las

1817.

filas de sus soldados con los esclavos del vasto distrito de su mando, que fueron por su influjo declarados libres.

Últimas medidas tomadas por San Martin para emprender la campaña.

Pronto puso al ejército en estado de comenzar una campaña que ya no podia envolverse en el misterio. En la necesidad de preparar el campo para las operaciones bien meditadas de antemano, fomentó sublevaciones de patriotas al otro lado de las Cordilleras, que distrajesen la atencion de las autoridades españolas, al mismo tiempo que por medio de parlamentos con los Indios del sur de Chile, persuadió á las mismas autoridades á que en caso de invadir tomaria una ruta que estaba muy léjos de su verdadera intencion (1).

Táctica del general San Martin.

Cuando tenia ya tomadas todas las medidas y hechos casi todos los preparativos y acopios para la marcha, dispuso tener una conferencia con los Indios Pehuenches, con el fin ostensible de pedirles permiso para atravesar por su territorio sin ser molestados, con objeto de ir á atacar á los Españoles desde el paso del Planchon. El dia ántes del fijado para tener la entrevista con los Indios, el general San Martin dispuso que se enviasen al fuerte San Cárlos, en el Agunda, pequeño rio que va á desaguar en el rio Diamante, varios objetos de regalo para los In-

(1) Hé aquí cómo se juzgan en España los esfuerzos hechos hasta entónces por el glorioso jefe del ejército de los Ándes :

Llamó San Martin á las milicias y con suma lentitud fueron viniendo de la escasa poblacion de 50,000 almas que se hallaba esparcida por amplios desiertos de las Pampas. Vinieron sucesivamente algunas tropas de Buenos Aires, 200 jinetes de los granaderos á caballo, y 450 infantes; juntó muchos desertores de Chile y los que vinieron con los Carreras y O'Higgins. Á este último lo hizo general; á los Carreras, conociendo la ninguna suficiencia que habian demostrado en la guerra, los mandó á Buenos Aires, ofreciéndoles para mas adelante darles parte en sus expediciones militares. Todo el ejército venia á ascender á unos 4,000 hombres. La actividad y prevision de San Martin se extendia á todos los ramos. Sacó dinero por medio de empréstitos de los comerciantes ingleses de Buenos Aires, que le proveyeron tambien de vestuario y efectos de guerra de toda especie. Enganchó oficiales ingleses para la instruccion. En todas partes se presentaba él mismo estableciendo el órden, la regularidad y acostumbrando á todos á la severa disciplina de la ordenanza. Con rigor, imparcialidad y á veces con cierta tolerancia prudente, ganó el cariño de los gauchos, que no se avenian

dios, — preliminar indispensable para alcanzar de ellos cualquiera negociacion. 1817.

Á las ocho de la mañana del... de setiembre de 1816, los caciques se aproximaron á la esplanada del fuerte con el todo de la pompa de la vida salvaje, á la cabeza de su gente de guerra, trayendo á retaguardia á sus mujeres y sus hijos; y como entre ellos está admitida la poligamia, el número de mujeres era considerable. Los hombres tenian el pelo largo y suelto; desnudos de la cintura para arriba llevaban sus cuerpos pintados de diferentes colores; sus caballos tambien iban aderezados en la misma forma que cuando van á la guerra; en fin hombres y caballos estaban como para el acto del combate. Á cada cacique le precedia una pequeña partida de caballería del ejército patriota, enviada por el general para en proporcion de que la tribu avanzára hacer fuego sin bala con sus pistolas en forma de salva ó celebridad, pues este modo de introducir á los Indios á la presencia de los cristianos es un cumplido ó etiqueta que jamas dispensan. Á proporcion de que las tribus iban llegando á la esplanada, las mujeres y los niños se separaban é iban colocándose á un lado sin desmontar. Cuando todas las tribus llegaron, los guerreros de una de ellas principiaron un simulacro

mucho con el método y regularidad establecida en el ejército. Este pequeño ejército excedió en órden y sumision á todos los que despues se formaron contra los Españoles en la América del Sur. Dos años tardó en formarle, y recibió el nombre de *ejército de los Ándes.*

Todavía era tiempo de que la tormenta que desde Mendoza amenazaba pudiese desbaratarse; mas el nuevo virey del Perú y su segundo en Chile, el general D. Francisco Marcó del Pont, permanecieron en una completa inaccion.

No tomaron ninguna providencia para atraerse como aliados los Indios salvajes de las montañas y llanuras al sur de Mendoza, que por adictos al gobierno español podian ser terribles adversarios contra los gauchos. San Martin por el contrario formó con ellos tratos, y ganó en su favor algunos de los caciques de aquellas tribus, si bien otros despreciaron con orgullo toda embajada y regalos que les ofrecian, siguiendo fieles al rey de España. (Véase el *Memorial de artillería*, ó *Coleccion de artículos de memorias sobre diversos ramos del arte militar*. Tomo IX, pág. 247 y siguientes, Madrid, 1853.)

1817. de un combate durante el cual mantuvieron sus caballos al escape, ó los hacian volver repentinamente sobre las piernas, dar corbetas y saltar y hacer cabriolas al rededor en la manera mas extraordinaria. Durante estos ejercicios, un cañon del fuerte disparaba cada cinco minutos, á cuyo saludo contestaban los Indios dándose palmadas en la boca, y dando los más horrorosos ahullidos en señal de contento. Esta especie de torneo, ejecutado por la primera tribu, duró un cuarto de hora, al cabo del cual se retiraron hácia el punto que ocupaban las mujeres y permanecieron á caballo presenciando la ejecucion de igual simulacro de las otras tribus, que por su turno se iban presentando. Estos marciales ejercicios duraron hasta la tarde, y la escolta del general San Martin, compuesta de una compañía de caballería y doscientos milicianos, permanecieron formados en órden de batalla.

Conferencia con los caciques Pehuenches.

Llegada la tarde, y publicado el momento de entrar en conferencias, estas se principiaron en la sala de armas, donde el gobernador del castillo habia preparado una mesa cubierta con el paño de un púlpito, y bancos para los caciques y capitanes á guerra, que fueron las únicas personas admitidas á conferenciar con el general. Los Indios, en la parte exterior, permanecieron formados y montados, manteniéndose alerta hasta saber el resultado.

Arenga del P. Julian.

Al llegar á la plaza de armas, fueron sentándose con arreglo á su dignidad, primero los caciques y luego los capitanes á guerra. El general San Martin, el gobernador del fuerte y el intérprete se colocaron en un banco á la cabecera de la mesa. El intérprete, que lo era el P. Julian, del órden de San Francisco, Araucano de nacimiento y criado en una familia criolla desde la edad de diez años, les hizo una arenga, en la cual les recordó la buena inteligencia y amistad que habia existido entre los Indios Pehuenches y el general en jefe; que confiaba en la continuacion de la armonía felizmente establecida entre ellos; y que los convocaba á una solemne conferencia para cumplimentarles, ofreciéndoles algunas bebidas y regalos, y pedir permitieran pasar al ejército patriota por el territorio

de Pehuenche, para atacar á los Españoles, que eran unos extranjeros, y cuyas miras é intenciones eran despojarles de sus pastos, robarles sus ganados, quitarles sus mujeres y sus hijos, etc., etc. 1817.

El cacique Nincoyancu.

Un profundo silencio siguió á esta arenga, y aquellos salvajes pintados ofrecieron un espectáculo verdaderamente imponente por espacio de un cuarto de hora, en cuyo tiempo todos daban la idea de meditar profundamente sobre lo que acababan de oir. Al fin el cacique mas antiguo, llamado Nincoyancu, rompió el silencio; este era un anciano de cerca de ochenta años, cabello blanco y aspecto sumamente venerable; al dirigir su discurso á sus hermanos, los otros jefes de las tribus, les preguntó con tranquila circunspeccion, si eran de opinion que las proposiciones que acababan de hacer los cristianos debian ó no aceptarse. La discusion que siguió á esta pregunta la llevaron de un modo muy interesante : cada jefe á su turno manifestó su opinion con la mayor tranquilidad, y sin la menor interrupcion ó signo de impaciencia de parte de los demas.

Resolucion de los caciques Pehuenches.

Convenidos en la contestacion que debian dar, Nincoyancu se dirigió al general, y le dijo que los Pehuenches á excepcion de tres caciques á los cuales el resto sabian cómo contener, aceptaban sus proposiciones. Entónces todos se levantaron de sus asientos, excepto los tres caciques que no opinaban como la mayoría, y en testimonio de su sinceridad abrazaron al general. Sin perder un instante el cacique Mellyagin salió á comunicar á los Indios que estaban en la esplanada, que las proposiciones de los cristianos eran tales que podian admitirse.

Los Indios se despojan de sus armas.

Estos inmediatamente quitaron las sillas á sus caballos, y se los entregaron á los milicianos para que los sacáran á pacer, y en seguida fueron depositando sus lanzas, hachas y cuchillos (sus únicas armas) en un cuarto, para tenerlos guardados allí hasta la conclusion de las borracheras que infaliblemente se siguen á toda conferencia de esta especie.

Objeto de ello.

El depósito voluntario de sus armas en manos de sus enemigos naturales es rasgo extraordinario del carácter indiano, y la causa es, evitar el derramamiento de sangre entre ellos mismos durante

1817. la horrible embriaguez que forma una parte esencial del ceremonial de cada conferencia pública; y la ciega confianza con que se desarman manifiesta el elevado concepto que tienen de los sagrados derechos de la hospitalidad, y un convencimiento de la necesidad de desarmarse todos durante la loca influencia del exceso de la bebida. El esmero de las mujeres en separar todas las armas en tales momentos causa un verdadero interes.

Principios del festin.

Colocadas sus armas en el fuerte, marcharon al corral donde habian encerrado algunas yeguas para matar. Así que llegaron las echaron los lazos y tumbaron con su natural destreza; las ataron las cuatro patas juntas en la forma que los carniceros atan á los carneros en Inglaterra; despues les abrieron una vena en el cuello, adonde iban á chupar la sangre de tiempo en tiempo, en cuya operacion las mujeres y los niños les precedieron. Extraida la sangre del animal, los cortaron y asaron en muy poco tiempo, habiendo tenido gran cuidado en conservar la piel, para formar pozos ó receptáculos en la forma siguiente: hacen una excavacion en la tierra de dos piés de profundidad, y cuatro ó cinco de circunferencia, donde colocan la piel recien sacada de la yegua, con el pelo hácia abajo y asegurada al rededor del borde con pequeñas estacas de madera. En esta cisterna de tan extraña y ruda invencion echan indistintamente vino y aguardiente mezclados, al rededor de la cual se ponen en cuclillas diez y seis ó diez y ocho hombres; el número de ellos se aumenta en proporcion de la gente que asiste al festin. Las mujeres no principian á beber hasta puesto el sol, y lo hacen separadas de los hombres; pero se colocan como ellos al rededor de iguales pozos llenos de la misma mixtura. Por motivos de delicadeza que no puede ménos de admirarse, cuatro ó cinco mujeres de cada tribu se abstienen de beber con las otras para tener cuidado de sus compañeras, cuando la razon principia á alejarse para que los caprichos de la embriaguez comiencen.

Formacion de los receptáculos de vino y aguardiente.

Efectos de la embriaguez.

La escena que en seguida presentaron estas gentes fué de una singularidad sorprendente. Dos mil personas, inclusas

mujeres, niños y sirvientes, estaban sentadas en círculos en la esplanada, hablando principalmente de sus fiestas ó los hechos de sus mayores, y el entusiasmo de algunos llegó hasta el punto de llorar al relatar la historia de su familia. Así que el licor principió á ejercer su poderosa y turbulenta influencia, todos hablaban á un tiempo, gritaban y ahullaban de tal manera que el ruido que hacian pudiera ensordecer á cualquiera; las disputas, las riñas y los cachetes eran la inmediata consecuencia de tal desórden; y como no tenian armas, algunos que principiaron á reñir formalmente, se mordian y daban patadas, y se arrancaban á puñados los cabellos. 1817.

El alboroto de los hombres, la gritería, las carcajadas y los chillidos de las mujeres, unidos al llanto y quejido de los niños, formaban una combinacion de sonidos tan discordes y ofrecian escenas y pasiones tan diversas, que si bien la imaginacion concibe su efecto, la pluma no puede describirla dignamente. Pequeños partidos de las milicias patriotas colocados expresamente para el objeto, estuvieron enteramente ocupados en separar los combatientes; pero á eso de media noche ya reinaba un silencio sepulcral. Hombres y mujeres estaban tendidos en el suelo como si se halláran en un letargo ó en los brazos de la muerte; excepto algunos pocos que aun podian arrastrando ó revolcándose adelantar algunos pasos, pero la generalidad no tenia el menor movimiento. Este bárbaro festin duró en la misma forma por tres dias consecutivos, esto es, hasta que consumieron la última gota de licor. En virtud de las precauciones adoptadas por el general San Martin, las desgracias que occurrieron, contra la costumbre, fueron muy pocas, pues dos hombres y una mujer que murieron en todo el tiempo del entretenimiento es una friolera, si se considera que es uso entre ellos recordar en tales ocasiones antiguas querellas y que las aprovechan para vengarlas. En las negociaciones con los Indios es imposible dejar de contribuir á sus excesos, porque si se les da una pequeña cantidad de licor lo toman como un insulto, y de la clase de aquellos que no olvidan jamas.

Desgracias que ocurrieron.

Consagraron un dia al cambio de los presentes. Cada cacique

1817. regaló al general un poncho hilado, tejido y hecho por sus mujeres. El poncho es una prenda de uso universal en los hombres de todas clases en la América del Sur. Su forma es un pedazo oblongo de un tejido de lana ó algodon, con una abertura en el centro por la cual entra la cabeza; los faldones caen por delante y detras del cuerpo hasta cerca de los tobillos, y por cada lado hasta el codo, dejando los brazos en perfecta libertad. Tambien es muy comun el uso de ponchos mas cortos que solo llegan mas abajo de la cintura, y los cuales llevan dentro de casa. Algunos de los ponchos que aceptó el general no carecian de mérito, particularmente en la viveza del dibujo y la permanencia de los colores. Lo que parecia apreciaron mas los Indios de los regalos que recibieron, fueron los sombreros y los vestidos bordados ó galoneados, cuyas prendas se ponian en el acto que llegaban á sus manos.

Cambio de los regalos.

El poncho.

Cuarto dia.

Esta distribucion se verificó al cuarto dia, y á la verdad fué el mas trabajoso de todos; los que conocen la poca escrupulosa y cansada importunidad de los Indios, podrán únicamente formar una idea de lo sitiado que por todos lados se veria el general, sin dejarle descansar ni un instante. El sexto dia recibió San Martin pliegos del general Puyrredon, que le avisaba hallarse en marcha desde Salta á Córdoba, á cuya última ciudad salió San Martin á reunírsele.

La permanencia de los Pehuenches en San Cárlos se prolonga.

El gobernador del fuerte quedó encargado de continuar haciendo los honores. Los Pehuenches permanecieron en San Cárlos ocho dias mas, por haber llegado algunos traficantes con vinos y aguardientes desde Mendoza, con quienes los Indios cambiaron sus géneros por la mayor parte de los regalos que les habia hecho San Martin. Al cabo de una permanencia de quince dias, marcharon los Pehuenches á sus respectivas tribus, tan sumamente satisfechos del entretenimiento ó trato que habian recibido, que convinieron unánimemente que en los anales de la tradicion no recordaban conferencias tan espléndidas.

Mala fe de los Pehuenches.

Durante la revolucion de la independencia, los Pehuenches observaron una estricta neutralidad, á pesar de los esfuerzos de las autoridades españolas para ganarlos y seducirlos á que

obrasen contra los patriotas, los cuales por su parte tuvieron buen cuidado de animar su conducta pacífica, haciendo regalos en tiempo oportuno á los caciques que ejercian mayor influencia. De todos modos no debia suponérseles sinceramente inclinados á ningun partido, y, como el general San Martin lo habia previsto, vendieron inmediatamente el secreto al general Marcó del Pont, de que los patriotas intentaban invadir á Chile por los puertos del sur de los Ándes; y este general dividió inmediatamente sus tropas, haciendo marchar el mayor número desde la parte del norte á Talca y San Fernando, en la entera conviccion de que Chile sería atacado por aquella parte de los Ándes. Esta opinion le parecia tanto mas probable, cuanto el paso de los Ándes, por aquellos puertos, era de ménos difícil acceso, y ofrecian de trecho en trecho pastos para las caballerías, de que carecen absolutamente los otros mas al norte. Para mantener esta ilusion, el general San Martin envió guerrillas para llamar la atencion hácia la parte sur y oriente de la Cordillera. 1817

El campamento de Mendoza tomó la actitud que debia tomar en realidad muy pronto al frente del enemigo. Desde la primera luz ya estaba San Martin en él : un tiro de cañon anunciaba la formacion de todos los cuerpos, y las maniobras militares duraban todo el dia prolongándose á veces á la claridad de la luna.

Alvarez Condarco.

Pero el ejército no podia aventurarse en los desfiladeros sin un reconocimiento formal practicado de antemano. San Martin, que, ayudado del espíritu de la revolucion, habia sabido convertir en director de sus parques á un fraile franciscano, halló un hábil ingeniero de campaña entre los jóvenes capitanes de su artillería. Alvarez Condarco fué encargado del reconocimiento facultativo del camino de las Cordilleras, disfrazado con el carácter de parlamentario, portador de una carta dirigida al presidente de Chile, contraida á noticiarle la declaracion de la independencia argentina, proclamada por el congreso de Tucuman. Puede calcularse la impresion que causaria á Marcó esta embajada, verdadero desafío á su poder puesto en ridículo, mucho mas cuando forzosamente tenia que disimular su enojo por

Su mision : objeto de ella.

1817. temor de empeorar la suerte de sus compañeros prisioneros en el territorio de Cuyo (1).

Division del mando del ejército.

Miéntras se practicaba por aquel medio ingenioso el reconocimiento del tránsito, dividió San Martin el ejército en tres cuerpos principales, de los cuales él se reservó el mando de la reserva, confiando al mayor general D. Miguel Estanislao Soler la vanguardia, y el centro al general O'Higgins. Zapiola Cramer, Las Héras, Alvarado, Plaza, etc., eran los principales entre los jefes valientes que le acompañaban. La infantería montaba al número de tres mil hombres, la caballería regular de 600 granaderos, la artillería, compuesta de diez cañones de á seis, de dos obuses y de cuatro piezas de montaña, la servian trescientos hombres. Mil y doscientos milicianos montados y algunos hombres destinados á conducir los víveres y forrajes y á despejar el camino, aumentaban el número de estas fuerzas hasta componer un ejército de cinco mil y tantos hombres de las tres armas (2).

(1) Véanse esos documentos en la parte histórica del año **1816, pág. 338** del tomo II del segundo período.

(2) La *Historia de Chile*, por GUZMAN, tom. I, pág. 405, dice lo siguiente relativamente al ejército expedicionario y libertador de Chile: « Componíase este de los cuerpos siguientes: batallon nº 7 mandado por el teniente coronel Conde; batallon nº 11 por el teniente coronel Las Héras; batallon nº 1 de cazadores por el teniente coronel Alvarado; regimiento de granaderos á caballo por el teniente coronel Zapiola; diez cañones de á seis, dos obuses de á cuatro pulgadas y media, y cuatro piezas de montaña de á cuatro por el teniente coronel Plaza.

Estado que manifiesta el número de hombres, caballos y mulas de silla y de carga, que traia el ejército de los Ándes, cuando salió de Mendoza para Chile en 1817.

HOMBRES.	CABALLOS.	MULAS.	
		Silla.	Carga.
2,800 infantes á mula por hombre, y una mas para cada cinco.		3,360	150
200 jefes y oficiales de infantería, á razon de tres mulas de silla para cada dos oficiales; y una de carga para dos oficiales, y dos de carga para cada jefe		300	140
300 hombres de caballería y artillería á razon de tres			

Los Ándes argentinos se levantaban delante de esta expedicion, que llevaba la libertad á la falda que mira al Océano Pacífico. Cumbres mas elevadas que el Chimborazo, nieves perpétuas que se mantienen á la altura de cuatro mil metros, montañas de granito que se suceden unas á otras desnudas de toda vegetacion, constituyen la naturaleza de esa Cordillera, en cuyos valles angostos en que serpentean los torrentes, no encuentra el viajero mas que peligros. Estos valles, algunos de los cuales se prolongan con el nombre de quebradas de un lado al otro, facilitan la comunicacion entre la República Argentina y la de Chile. El ejército se internó por dos de estas quebradas, la de los Pátos y la de Uspalata, que corren próximamente paralelas entre sí. En el término de diez y ocho dias y despues de caminar al borde de los abismos mas de ochenta leguas, comenzaron aquellos bravos á descender las primeras pendien-

1817.

Paso de los Ándes.

HOMBRES.	CABALLOS.	MULAS. Silla.	MULAS. Carga.
mulas de silla para cada dos hombres, inclusas cinco mulas de carga por compañía		1,350	60
60 jefes y oficiales de caballería y artillería, en la misma proporcion que los de infantería		»	40
Estado mayor.		71	46
Hospitales y sus encargados		47	75
Compañía de obreros con los útiles correspondientes.		74	30
120 trabajadores con las herramientas necesarias para hacer transitables los pasos mas difíciles de las montañas		180	10
1,200 hombres de milicias encargados de las mulas de repuesto, y el trasporte de la artillería . . .		1,800	»
Provisiones para quince dias para cinco mil doscientos hombres		»	510
113 cargas de vino para suministrar á cada individuo una botella diaria		»	113
Un equipaje de puente de maromas con sus caballetes, agarradores, etc., etc.		»	65
Un parque de artillería de campaña á razon de ciento veinte disparos por pieza, 900,000 cartuchos de fusil, y 180 cargas de armas de repuesto . . .		87	683
Caballos de repuesto para caballería y artillería. .	1,600		
	1,600	7,359	1,922

» Despues de apercibidas todas las cosas necesarias para la expedicion, el

1817. tes occidentales, y el 4 de febrero de 1817, reunidas las vanguardias de las dos divisiones invasoras, comenzaron á guerrillar al enemigo. Dos brillantes jóvenes de Buenos Aires, célebres mas tarde en la gran guerra de la independencia, Necochea y Lavalle, tuvieron la principal parte en estos primeros encuentros. Los Españoles, despues de varios movimientos en diversas direcciones, que demostraban la sorpresa y el terror que les infundia el denuedo de los independientes, concentraron sus fuerzas al mando del general Maroto al pié de la *Cuesta de Chacabuco*. Allí les fué á buscar San Martin el dia 12 de febrero.

Necochea y Lavalle.

Ventajas obtenidas por D. Manuel Rodríguez.

Osorio pone á precio su cabeza.

Don Manuel Rodríguez habia sido enviado como emisario por el general San Martin, y habia alcanzado las mayores ventajas. Para contener sus progresos, le condenaron á muerte, le pregonaron, y ofrecieron un tanto por su cabeza; pero él, despreciándolo todo, y aunque carecia de armas, determinó surtirse de ellas, quitándoselas á sus enemigos, y poner el ejército rea-

general San Martin envió una corta division por el Planchon al cargo del teniente coronel D. Manuel Rodríguez, otra que debia salir á Talca encomendada al coronel Fréire, y finalmente otra que debia atravesar la cordillera por Coquimbo bajo la conducta del comandante Cabot, para que todas tres llamasen casi á un tiempo la atencion del enemigo. Despachadas con oportunidad estas tres divisiones para sus destinos, dividió entónces su ejército en tres cuerpos; el uno puso á las órdenes del brigadier Soler: el otro al mando del general O'Higgins, y el último ménos considerable se reservó el general en jefe para ocurrir con él donde lo pidiese el caso. En esta disposicion salió el ejército de Mendoza, el 17 de enero de 1817, hasta ponerse en el punto de los manantiales de Uspalata, de donde habiendo mandado una buena division bajo las órdenes del coronel Las Héras por el camino de la Guardia, se dirigió el general con el resto del ejército por el camino de los Pátos que sale á Putaendo.

» Las dificultades de mayor importancia que tuvo por entónces que vencer el ejército libertador, consistian en el tiempo que tenia que emplear en hacer transitables los malos pasos, en la falta de leña y de todo combustible y en la naturaleza del clima. Así es que de las nueve mil doscientas y ochenta y una mulas, y mil doscientos caballos que salieron de Mendoza con las tropas, solo *cuatro mil trescientas mulas* y *quinientos caballos* llegaron á Chile, á pesar de haber empleado para su conservacion cuantas precauciones puede sugerir el entendimiento humano. »

lista en la necesidad de dividirse en destacamentos y esparcirse por todo el país. Rodríguez entró en varias ciudades, proclamó la independencia en ellas; cogió caballos á los realistas, y los acosó por cuantos medios estuvieron á su alcance. 1817.

Táctica de Rodríguez.

El capitan general se vió obligado á enviar fuertes divisiones á varios puntos, para evitar un levantamiento general. Cuando alguna de estas divisiones se aproximaba al paraje donde podia hallarse Rodríguez, cortaban los caminos, y ponian emboscadas en todas las avenidas para impedir que se escapase; pero él conocia bien las localidades, y mandaba dispersarse á su gente, dándole un punto de reunion distante de las guarniciones realistas, donde nuevamente levantaba el estandarte de la independencia. Donde quiera que se le presentaron fuerzas superiores á las suyas, allí triunfó de ellas. Segundado por los pueblos, y contando con los recursos que le ofrecia su genio pronto y fecundo, ocupó la atencion de los realistas.

Fréire y Néira marchan por el sur y se apoderan de Talca.

El comandante Fréire y el intrépido Néira formaron tambien otra division en la parte del sur, los cuales se apoderaron de Talca con una pequeña fuerza que levantaron en la provincia de la Concepcion, compuesta en parte de hombres que habian abandonado sus casas, ya por edictos del capitan general, ó por el conocimiento de que en un período mas ó ménos lejano habian de ser sacrificados.

San Martin excede al gran Napoleon en ese pasaje.

Examinemos entretanto los obstáculos incalculables con que tenia que luchar el gran capitan argentino ántes de dar cima á su atrevido plan al traves de los profundos precipicios de los agrestes Ándes, plan en que, segun vamos á demostrarlo por los mismos hechos, el genio de San Martin excedió al del gran Napoleon en su memorable campaña de los Alpes, aun en sus resultados previstos, si se tiene en cuenta la situacion y los obstáculos que ambas empresas ofrecian comparativamente, así como la desproporcion de los medios y auxilios de todo género que coadyuvaron tan eficazmente en favor del gran conquistador de la Europa moderna.

Para que puedan apreciarse de un modo científico todas las dificultades de que ha estado erizado el pasaje de los Ándes

1817. por el ejército argentino, reproducimos con satisfaccion, y como un testimonio de la imparcialidad y de la justa admiracion que la España regenerada tributa al genio militar de San Martin, parte del extenso artículo que sobre ese pasaje contiene el *Memorial de artillería*, tomo XI, publicado en Madrid en 1853:

Causas que hacen interesante la campaña de los Ándes

« La poca atencion que en general se ha prestado al estudio de la guerra en la América del Sur, hace mas interesante la marcha admirable que el general San Martin efectuó á traves de la Cordillera de los Ándes, tanto por la clase de terreno en que la verificó, como por las circunstancias particulares que la motivaron.

Un ejército bien disciplinado puede arrastrar toda clase de penalidades.

» En esta marcha, así como en las de Napoleon y Suwarof por los Alpes y la de Perofski por los desiertos de la Turania, se rectifica mas la idea de que un ejército puede arrostrar toda clase de penalidades, si está arraigada en sus filas como debe la sólida y verdadera disciplina militar. No es posible llevar á cabo las grandes empresas sin órden, gran amor al servicio y una ciega confianza en quien los guia.

Cualidades de que es preciso ser dotado para emprender tales movimientos.

» Otras consecuencias se desprenden tambien de estos atrevidos movimientos, que los caudillos que los intenten deben tener presentes. Tales son la gran fuerza de voluntad de que deben estar dotados, el inmenso ascendiente que han de poseer sobre sus subordinados, y el estudio concienzudo que deben practicar sobre el terreno donde han de ejecutar sus movimientos, para adquirir un exacto conocimiento de las dificultades que presente y poderlas aprovechar en su favor. Mas el principal y último resultado que nos enseñan semejantes acontecimientos, es que las montañas, por mas elevadas que sean, no deben considerarse como baluartes inexpugnables, sino solo como obstáculos estratégicos.

Descripcion de los Ándes cerca del valle de la capital.

» Al desembarcar en los célebres puertos de Valparaiso ó Talcahuano se encuentran alturas de poca importancia, y solo tierra adentro dirigiéndose al valle de la capital, Santiago, es cuando el viajero se ve sorprendido por una cadena no interrumpida de elevados picos cubiertos de nieve, que van á perderse entre las nubes. La planta del cactus creciendo á la altura

de un árbol entre inmensos peñascos y escombros esparcidos en derredor, marca á lo léjos la falda de la montaña de una manera peculiar. La naturaleza de las montañas de los Alpes se halla aquí totalmente cambiada. En lugar de aquellos valles espaciosos y fértiles, de aquellos hermosos lagos semejantes á un espejo, de aquellos ventisqueros azulados, de los frondosos bosques, de los hermosos paisajes agrestes que circundan con indefinible encanto todos los Alpes, *se alzan aqui peñascos de* 3,000 *piés de elevacion en la mas completa desnudez.* 1817.

Comparacion de estos con los Alpes.

» *Los valles son grietas angostas, abismos profundos que apénas dejan espacio para los dos encadenados arroyos que recorren la montaña.* Grandes montones de peñas ruedan en varias direcciones, sofocando toda vegetacion, solo consienten algunas praderas y arbustos en muy pobre desenvoltura. La falta de extensas llanuras de nieve y el resumirse por los pedregosos terrenos movibles la humedad, hace que en algunos parajes se vean afligidos con la falta de agua. El calor en el verano es sofocante, y no es extraño ver en el camino mulas muertas y secas como momias.

Naturaleza y temperatura de los Ándes.

» El hermoso clima de las naranjas que se extiende al pié de la montaña, subsiste sin ningun aprovechamiento hácia el medio de las mismas; y trepando á su cima, solo se encuentra en estos terrenos inhospitalarios la planta del cactus, que crece en formas extrañas y originales. Faltan las verdes llanuras, las sierras labradas, las aldeas y ciudades, las lecherías y rebaños de los labradores de los Alpes. En su lugar solo aparecen inmensos desiertos, donde ni los hombres ni las bestias encuentran un asilo. En los valles domina una aridez sorprendente; suelen encontrarse algunas cabañas habitadas por hombres muy infelices; y solo los insectos interrumpen el silencio sepulcral que en ellos reina. La chinche venenosa, conocida por el nombre de vinchuca, abandonando de noche sus guaridas en el interior de las casas, es el terror de los viajeros, que se ven obligados á permanecer al aire libre para preservarse de su sanguinaria picadura. Á los 700 piés desaparecen los insectos atronadores; ningun bicho nocturno se siente, y solo el puma ó

Habitantes de los Ándes.

1817. leon americano se extravia alguna vez por estas alturas en busca de presa.

Escasez de alimentos y cambio constante de temperatura.

» Falta toda clase de alimentos, y aun el pescado apénas se encuentra en los rios, por la extremada frialdad de las aguas, que provienen de nieves derretidas. La reunion de todo esto hace casi impractibles las montañas de la Cordillera; y por último que á causa de la sequedad continental del clima, les está aneja una temperatura elevada y una atmósfera inconstante.

» Dias de calor ardiente alternan con noches de frio glacial; de pronto de un viento apacible nace un huracan espantoso; y durante el invierno se suceden las tempestades de nieve con los horrores de una fuerte tormenta.

Habitaciones ó albergues de los Ándes.

» Los solos albergues que encuentra el viajero son las casuchas, nombre que se da á una especie de cabañas construidas con ladrillos, los cuales en el puerto principal, el de Uspalata, se hallan de tres á cuatro leguas distantes una de otra, considerándose muy dichoso el que puede alcanzar una de ellas, aunque no es muy extraño el hallarse cortadas caravanas enteras ántes de avistarlas y perecer muertos de hambre.

Puertos principales.

» Al este, sudoeste y nordeste de Mendoza, abren el paso á traves de la cordillera chilena tres puertos principales.

El de los Pátos está casi siempre inundado.

» 1° El de los Pátos, que desde San Juan de la Frontera conduce por el valle Putaendo por San Antonio hasta San Felipe en el Aconcaua. Todo el camino está inundado por las aguas de las montañas, que á veces creciendo á grande altura la interceptan enteramente.

El de Uspalata conduce á la ciudad de Santa Rosa.

2° El de Uspalata ó la cumbre que desde Mendoza por encima de Uspalata, en el valle del rio Aconcaua, guia á la ciudad de Santa Rosa, y alejándose mas por San Felipe se llega hasta Santiago. Todo el camino vendrá á tener unas 104 y media leguas; es el mayor en parte, y probablemente comunicará con el anterior de los Pátos por un malísimo sendero.

El Portillo es el mas corto hácia el corazon de Chile.

3° El Portillo, que al sur de Mendoza pasando por cerca del volcan apagado de Tupumgato, hoy cubierto de nieve, llega por mas abajo de Santiago. Este es el camino mas corto hácia el

corazon de Chile; hasta Santiago tiene 80 leguas, pero es en extremo peñoso. 1817.

» De quince á treinta millas mas al sur están los puertos de las Damas, que van hácia San Fernando, y el Planchon hácia Talca. Por el lado nordeste de la provincia chilena está el puerto de la Rioja, que desde San Juan de la Frontera va á Coquimbo.

Puertos de las Damas y de la Rioja.

» Estos puertos, todos ellos, son practicables nada mas que para caballerías; se diferencian notablemente de nuestros caminos de montaña europeos, por lo que no estará de mas hagamos la pintura del de Uspalata, pues siendo el mas accesible de todos ellos, podrá formarse de los demas una idea.

Solo son practicables para caballerías.

» Desde la ciudad de Santa Rosa, situada en un pequeño pero rico valle de viñedos é higueras, se llega al rio Aconcaua remontándose por un desfiladero estrecho que rodea la falda de la montaña, y que el rio desbordado y mugiente atraviesa distintas veces. Inmediato á la orilla sigue subiendo el sendero por entre cascajo movedizo, que cubre las dos márgenes del rio. El calor es muy fuerte, y hasta quince veces marcha el camino por entre las aguas impetuosas de la montaña.

Pintura del puerto de Uspalata.

» En 1817 eran muy pocos los puentes que existian en la Cordillera, y donde eran necesarios se suplian con grandes troncos de árboles de un lado á otro y cubiertos de faginas, pero sin ninguna clase de pretil; en los torrentes de mayor anchura habia cuerdas de piel ó de pita torcidas y embreadas, que se suspendian de la una á la otra orilla por medio de cabrestantes, teniendo en algunos parajes hasta 60 piés de longitud; en otros sitios, grandes estacas ó perchas clavadas verticalmente y ligadas por maromas traversales, formaban un enlace muy débil que apénas podian soportar los cascos de los caballos. De aquí es que solo algunos caballitos pueden salvar el rio ó el torrente marchando sobre el movible aparato con temerosa vacilacion, aun en tiempo bonancible; pero si un viento fuerte se desprende del valle, el peligro es mas inminente. En los sitios donde el rio siempre impetuoso ocupa totalmente el valle, vuelve á encontrarse el sendero subiendo por una pendiente muy rápida cubierta de piedra movediza, que no presenta ningun punto de

Escasez de puentes en la Cordillera el año 1817.

Construccion de los puentes en los Andes.

1817. apoyo á la insegura planta del viajero, á quien el menor resbalon hace hallar una muerte cierta en el fondo del abismo. Los puntos mas expuestos son aquellos en que se encuentra un ángulo saliente de la montaña. En el Perú, donde hay abundancia de madera, usan para estos pasos las barbacoas, que son una especie de plataformas hechas con troncos de árboles enterrados por un extremo entre las grietas de las peñas, avanzando el otro sobre el torrente y cubiertas de ramaje : son muy peligrosas y mas aun en Chile, que con la falta de árboles se limitan á formar una vereda de unos 5 piés de ancho á lo mas al rededor de la parte avanzada de la montaña, la cual con el trascurso del tiempo se barra ó llena de peñascos, que procuran evitar las caballerías marchando siempre sobre el borde del camino, de manera que medio cuerpo del jinete va como colgando en el torrente, al que se precipita al menor mal paso, sin que jamas se haya vuelto á encontrar ni la carga ni las acémilas que han caido alguna vez, por la profundidad de las aguas y su grande velocidad. Finalmente á los 7,000 piés está la guardia de las Hormíllas, un puesto con algunos empleados de aduana y una pequeña guarnicion, que al cerrarse totalmente el paso en el invierno se retira al pié de la montaña. Sigue el sendero angosto por entre peñascos, habiendo parajes en que no cabe la carga ordinaria de las mulas, y sin que haya mas abrigo que las casuchas, dispuestas como se ha dicho, ni mas combustible que las raíces de valeriana.

Guardia de las Hormíllas.

» Ménos escarpado baja hácia el oeste el camino, pero siempre con el mismo aspecto y encerrado entre murallas de piedra de 200 piés de altura al dirigirse á la meseta del Cuzco : tiene esta sobre 4,000 piés de elevacion, escasez de árboles, y lagos de agua salobre. Mendoza es la capital de este distrito y la llave de la montaña; atraviesa el camino hasta Buenos Aires inmensas llanuras de mas de 150 leguas de extension, que se llaman las Pampas de la Plata, en cuyas dehesas se nutren numerosos rebaños que prestan subsistencia segura á cualquier ejército que haya de atravesarlas, al propio tiempo que la naturaleza tampoco presenta obstáculos que impidan la marcha.

Mendoza.

Las Pampas y sus tropas de ganado.

1817.

» Osorio podia haber puesto en gran apuro la jóven república de Buenos Aires, si hubiese continuado la persecucion de los rebeldes por la montaña y tomado á Mendoza en lugar de estacionarse en Santiago. La República conoció la importancia de Mendoza, mandó á ella su mejor general y ordenó al gobernador del Cuzco la defensa de la subida á la montaña.

Importancia que tiene Mendoza para la República Argentina.

» El general que la República mandó á Mendoza en setiembre de 1814 fué D. José de San Martin, el protagonista principal de este artículo. Difícil es presentar el carácter verdadero de este militar. Los republicanos, por los grandes servicios que les prestára, ensalzan y encomian á gran altura sus prendas militares y su talento; miéntras que los Españoles que permanecieron fieles á su rey y á su patria, lo pintan sanguinario, y le prodigan las mas fuertes diatribas; de unos y otros puede concluirse, que reunia gran talento, mucho valor, y estaba dotado de conocimientos militares muy superiores.

D. José de San Martin.

» Al ver crecer San Martin en número y destreza su ejército, sabiendo que por todas partes se formaban y pululaban guerrilleros con pequeñas partidas en favor de la independencia, á los que no perseguian ni daban importancia los Españoles, concibió el atrevido plan de atravesar la Cordillera y atacar á las tropas reales en el mismo Chile.

Atrevido plan de San Martin.

» Apoyó su movimiento despachando pequeños destacamentos á las inmediaciones de Talca y la Concepcion, que anunciasen su aproximacion y el número y recursos del gran ejército, propalando tales sucesos por todos los puertos del Sur. Marchó San Martin al rio Diamante, junto al fuerte de San Cárlos, donde tuvo una entrevista con los caciques de las principales tribus que ocupaban el territorio del Planchon, los colmó de regalos, y con diplomacia y habilidad consiguió su objeto, y excepto tres de los caciques, á todos los demas los trajo á su devocion é hizo sus aliados. Como San Martin intentaba con sus aparentes disposiciones, los Españoles creían haria su invasion por los puertos del Sur. Finalmente mandó avanzar una division contra el puerto del Portillo, con órden terminante de apoderarse y ocupar todas las gargantas y desfiladeros que ve-

Táctica de San Martin.

1817. nian á desembocar á los valles del mismo, estorbando cualquier reconocimiento que los Españoles quisieran practicar mas de cerca.

Indecision de Marcó del Pont.

» Marcó del Pont, indeciso y nada seguro de las verdaderas intenciones del enemigo, retardó el tomar ninguna medida, descuidó el informarse de los Pehuenches, sus fieles amigos, que le hubieran proporcionado noticias auténticas, omitiendo despachar espías en todas direcciones que le habrian reportado inmensa utilidad.

Fuerzas del ejército español

» Superior en fuerzas al ejército enemigo, contaba con 7,000 hombres de tropas regulares y 800 milicianos bien armados y mejor pagados. El general español contra toda regla estratégica dividió esta respetable fuerza en dos divisiones; la una la destinó para observar los puertos del Sur, situándola probablemente entre Talca y San Fernando, y la otra, mandada por el brigadier D. Rafael Maroto, fué enviada para la defensa de los puertos del Norte.

Mala táctica del general español.

» Treinta leguas mediaban de una á otra division, en lugar de concentrar estas fuerzas á las inmediaciones y para defensa de Santiago de Chile. En vista de las vagas é inciertas noticias que tenia de los movimientos del enemigo, ningun destacamento, ningun puesto intermedio dispuso para apoyo de las divisiones, ni tampoco mandó ninguna partida á la cresta de la montaña.

Fuerzas del ejército patriota.

» El ejército de San Martin ascendia en enero de 1817 á 5,200 hombres reunidos en Mendoza, clasificados en esta forma:

» 2,800 hombres de tropa de línea, formados en 3 batallones de infantería y 1 batallon de tiradores.

» 1,200 milicianos.

» 200 artilleros y zapadores.

» 960 jinetes, la mayor parte de los que componian el regimiento de granaderos á caballo de primitiva formacion.

» 10 cañones de á 4, y 2 obuses.

» 1,600 caballos.

» Ademas contaba con la division del teniente coronel D. Ramon Fréire de 250 hombres, que se hallaba en el puerto del

Portillo. El número monstruoso de 9,281 machos y mulas se proporcionaron para el transporte por la montaña. De ellos recibió una cada infante, ademas de destinar una de reserva para cada 5 hombres. Á cada 2 jinetes se les dió ademas de su caballo una mula de paso, señalando la cantidad suficiente para los oficiales y el estado mayor. Los 1,200 milicianos recibieron la órden de custodiar los bagajes, mulas de reserva y los transportes de la artillería para la que se marcaron 1,800 mulas. Las doce piezas de que se componia el parque del ejército fueron desmontadas de las cureñas; se colocaron los cañones y obuses sobre una especie de angarillas soportadas con grandes albardones, y á manera de litera iba llevada cada pieza por dos mulas una detras de otra; lo mismo se hizo con las cureñas y cajas de municiones. Á cada pieza se la dotó con 110 disparos; 500,000 cartuchos se llevaron para la infantería; 180 mulas conducian fusiles de repuesto; otras 65 un puente de cuerdas y faginas, con otros utensilios necesarios para la marcha; finalmente 1,020 mulas se mandaron á la division del teniente coronel Fréire. No se olvidó el caudillo de las provisiones de boca; quince dias de víveres se aprontaron para la fuerza total, consistentes en un gran rebaño de ganados, carne seca adobada con pimiento de Chile, maíz y trigo tostado, galleta, queso, cebollas y una gran cantidad de ajo, muy necesario contra el asma que produce el aire sutil de las altas montañas; por último para animar en todo lo posible á su ejército en aquella penosa marcha, se les ofreció racion de vino, que 113 mulas llevaban en pellejos.

1817.

Recursos del ejército patriota.

» El 17 de enero, en la mitad del verano para aquel país, salió el ejército de Mendoza provisto de la manera superabundante que llevamos dicho; toda la gente de la ciudad lo acompañó hasta el pié de la montaña. La division del teniente coronel Fréire recibió la órden de avanzar sobre el puerto del Portillo. La marcha del grueso del ejército en un principio se dirigió mas hácia el norte, contra San Juan de la Frontera, por caminos algun tanto transitables hasta la aldea de San Miguel; mas luego varió su direccion hácia el oeste por el sende-

Pasaje de los Ándes por el grueso del ejército.

1817. ro ya descripto de la montaña tan erizado de dificultades.

» Desgraciadamente para todos éstos datos, las mejores cartas topográficas están tan embrolladas en cuanto á los caminos y trochas, que muy á menudo se contradicen las unas á las otras, no habiendo nada fijo y seguro en la situacion de ellas, de las aldeas y villas. Despues de 11 dias de marcha, alcanzó el ejército el pueblo de Manantiáles, situado probablemente al oeste de las cercanías de Uspalata, desde donde se dirigia una comunicacion al puerto de los Pátos. Aquí dividió San Martin su fuerza, para disminuir la larga prolongacion que formaba en dos divisiones, la una al mando del general Soler, y la otra al de igual clase O'Higgins; la una marchó por el puerto de Uspalata, y la otra descendió por el de los Pátos al valle Putaendo.

San Martin divide sus fuerzas.

» Á pesar de que 120 gastadores con 190 mulas allanaban y preparaban de antemano el camino, cuando era dable, la marcha presentó increibles é insuperables dificultades.

Dificultades del camino.

» Era preciso que los hombres y las cargas marcháran uno tras otro por el áspero sendero, apoderándose de todos un tedio general al atravesar los inmensos abismos por trechos estrechos y llenos de peligros á cada paso. La conduccion de la artillería dió mucho que hacer, pues muy á menudo habia que envolver las piezas en pellejos secos de buey y arrastrarlas de esta manera por la nieve, y otras suspenderlas de gruesas maromas, y dejándolas pendientes sobre los precipicios sacarla de esta suerte adelante, para cuya operacion y de retener en las grandes pendientes, se alistó un torno; no siendo pocas las ocasiones que sobre los hombros de los milicianos tuvieron que trasportarse los cañones y obuses. La caballería tambien tuvo mucho que hacer muy á menudo, ó mejor dicho casi todo el camino el jinete tenia que montar sobre las mulas y conducir su caballo atado á la cola de estas, cuando las conversiones ó vueltas eran necesarias. En los salientes de la montaña las dificultades crecian.

Conduccion de la artillería.

Á los inconvenientes que el terreno presentaba, se unian los naturales á las altas montañas y los naturales anejos á aquel

Los inconvenientes de la atmósfera.

clima. Al llegar á los puntos mas culminantes se sentia un frio glacial y tan repentinamente se experimentó este cambio atmosférico, que ni los hombres ni las bestias podian soportarlo. La pelada montaña nada ofrecia para precaverse contra este elemento, la leña no se encontraba, y las raíces de valeriana y las maderas de las casuchas pronto quedaron agotadas en las infinitas hogueras que de pronto se incendiaron. El aire sútil hacía mas dificultosa la respiracion, imposibilitaba el entenderse los unos á los otros sino á fuerza de grandes gritos, que lastimaban las gargantas; finalmente se desarrolló la enfermedad peculiar de la Cordillera conocida bajo el nombre de la puna ó el constipado de la montaña. 1817.

» Los primeros síntomas de esta enfermedad, promovida por el dicho aire sútil, obran principalmente en la sangre, acumulándola hácia el pecho con grandes dolores de cabeza; se siente un abatimiento general en todos los miembros y una gran desazon en el cuerpo. Los piés parecen plomos, resisten á andar, y á cada momento hay necesidad de descansar. Las aspiraciones llegan con dificultad á los pulmones ocasionando una fatiga extraordinaria; y en constituciones débiles se suceden con rapidez los desmayos, el mal de corazon, paralizacion de las manos y los piés, ataques al pecho, vómitos de sangre y delirios. Tambien otra peculiaridad de esta especie de enfermedad consiste en atacar al cerebro; y por consiguiente es peligrosa en extremo. Los baños con agua fria, el uso de la esencia del ajo se aplican como buenos remedios contra la puna. Aquellos mas robustos que no suscriben á la influencia mortífera del mal, y que despues de seis ó siete dias sus pulmones se avienen con el aire frio, tienen que curarse unos granos grandes y dolorosos que aparecen sucesivamente, y que duran por mucho tiempo. Tambien los animales están sujetos á las mismas contingencias, por lo que es preciso disminuir las cargas y á veces quitarlas del todo; si no las mulas arremolinadas caen al suelo y necesitan socorro inmediato para poderlas salvar, y con todo quedan por mucho tiempo inservibles.

La puna ó constipado de la montaña.

Peculiaridades de esta enfermedad.

» En medio de tanta dificultad como el clima y el terreno

1817.

Buen ejemplo y constancia de San Martin.

presentaban á San Martin, se mostró digno de estar á la cabeza de tan temeraria empresa. Su ejemplo y su constancia brillaba ante la tropa, con la que compartia toda penalidad como el último de sus súbditos; conservó gran órden en toda la marcha, procuraba el descanso y los remedios para los cansados y enfermos, alentaba á los débiles con alegres y agasajadoras palabras, por lo que la adhesion de las tropas á su jefe fué ilimitada, y la resolucion de morir ó vencer fué general en todos.

Primeras acciones del ejército patriota.

» La division que marchó por el puerto de Uspalata, llegó al puesto de la Guardia el 4 de febrero, sorprendió la pequeña division que lo ocupaba, la cual estaba completamente ignorante de la aproximacion de semejante fuerza. La otra division bajó el 6 de febrero sin encontrar obstáculo alguno al pueblo de San Antonio, sorprendió allí y batió á 200 realistas que habian sido mandados para un reconocimiento del rio Aconcaua, y que, como sus compañeros en la Guardia, ignoraba los movimientos del enemigo.

» La columna que fué por el puerto del Portillo ejecutó su movimiento sin ningun entorpecimiento tampoco. San Martin, para resguardar su flanco izquierdo, destinó 200 hombres á la aldea de Valhermosa y el 5 de febrero ocupar las aldeas de Cienigo y Achapálas. La situacion de estos pueblos viene á ser á un dia de distancia del puesto de la Guardia; y colocados en el corazon de la montaña en direccion de Santiago de Chile, cerraban un camino que conducia al puerto de Uspalata, y los que, si el enemigo hubiera tenido, interceptaban las comunicaciones con Mendoza. Dejó tambien en la montaña depósitos de víveres y provisiones defendidos por algunas fuerzas y situados en buenos emplazamientos, para en algun caso tener dónde apoyarse.

Reunion de las dos divisiones.

» La reunion de ambas divisiones se verificó el 9 de febrero, y unidas repasaron tranquilamente por junto en San Felipe el rio Aconcaua. En total se emplearon 23 dias en toda la marcha; y en este espacio, proporcionalmente corto, se hicieron 50 leguas de camino por medio de las elevadas montañas de los Ándes.

Muchos fueron los soldados que perecieron, bien por la influencia del clima, bien cayendo en los abismos y ventisqueros, ó estrujados por las grandes moles de piedra que rodaban por la montaña. La pérdida vino á ser una quinta parte de la fuerza total; pero aun mayor que en hombres lo fué en los caballos y bestias de cargas: de los primeros solo quedaron 500, y de las 9,300 aprontadas en Mendoza, llegaron al otro lado de la montaña 4,300. Bien puede considerarse en qué estado de cansancio debia encontrarse el resto del ejército al término de su jornada; mas los Españoles parecian haber olvidado todas las reglas del arte de la guerra, lo que fácilmente da á entender que los generales creían imposible que el ejército enemigo pudiese flanquear los Ándes. Despues de no ocupar las salidas de los desfiladeros, ni internar ninguna patrulla por la montaña para adquirir noticias ciertas de los movimientos del enemigo, dejaron abandonado San Felipe, donde los caminos de Uspalata y San Antonio se unen. Situados en este punto, los Españoles hubieran evitado la reunion de las divisiones enemigas, y tal vez las hubieran batido en detalle. »

1817.

Pérdidas experimentadas por el ejército patriota en el pasaje de los Ándes.

No podemos manifestar de un modo mas expresivo el espíritu de imparcialidad que nos guia al escribir esta exposicion histórica, que reproduciendo y adoptando sin reserva alguna, como lo hacemos, las referencias y consideraciones de los críticos españoles sobre este memorable pasaje, cuya imponente y hábil ejecucion solo puede compararse en su grandor á la prodigiosa concepcion de tan magno proyecto, digno de los mas renombrados capitanes antiguos ó modernos.

Imparcialidad del autor adoptando las referencias de los críticos españoles.

En otro trabajo histórico mas desarrollado sobre la América, de que nos ocupamos actualmente, apreciamos y comparamos con otros heróicos hechos este glorioso acontecimiento, con toda la detencion que él merece y la admiracion que nos inspira el genio militar y político que desplegó en esa época el afortunado guerrero argentino.

Comparacion que en otro lugar se hace del pasaje de los Ándes con otros hechos heróicos.

Entretanto ejecutado como se ha visto el atrevido plan de San Martin, sus resultados y consecuencias fueron de una trascendencia inmensa para la libertad de la América. San Martin

Su grande trascendencia.

1817. no solo se habia elevado al nivel del genio militar del gran capitan del siglo, sino que, como este, se habia mostrado profeta y podia contestar á sus opositores y detractores con las siguientes y notables palabras que el gran Napoleon pronunció cuando le anunciaron, en marzo del año 1800, la resistencia que el general Moreau oponia á su vasto plan de atravesar los Álpes y el Rhin : *Teneis razon*, contestó Bonaparte, *Moreau no es capaz de comprender y ejecutar el plan que he concebido. Que haga como mejor le plazca, con tal que rechaze al mariscal de Kray en Ulm y Ratisbona, y que en seguida envie á tiempo su ala derecha sobre la Suiza. El plan que él no comprende, y que no se atreve á ejecutar, yo lo ejecutaré en otro punto del teatro de la guerra. Lo que él no se atreve á hacer en el Rhin, yo lo haré en los Álpes. Quiza algun dia sienta la gloria que me abandona.* Sublime y profunda palabra, que contenia toda una profecia militar (1).

Bellas palabras de Bonaparte.

Al ponerse en marcha el ejército del otro lado de los Ándes, el general San Martin dirigió la siguiente proclama al pueblo chileno :

San Martin se felicita de poder contribuir á la felicidad de tantas familias.

« El ejército de mi mando viene á libraros de los tiranos que oprimen ese precioso suelo. Yo me enternezco cuando medito las ansias recíprocas de abrazarse tantas familias privadas de la felicidad de su patria, ó por un destierro violento, ó por una emigracion necesaria. La tranquila posesion de sus hogares es para mí un objeto el mas interesante. Vosotros podeis acelerar ese dulce momento, preparándoos á cooperar con vuestros libertadores, que recibirán con la mayor cordialidad á cuantos quieran reunírseles para tan grande empresa. La tropa está prevenida de una disciplina rigorosa y el respeto que debe á la religion, á la propiedad y al honor de todo ciudadano. No es de nuestro juicio entrar en el exámen de las opiniones : conocemos que el temor y la seguridad arrancan muchas veces las mas extraviadas contra los sentimientos del corazon. Yo os protesto

La disciplina del ejército.

(1) J'ai eu l'honneur, dans ma jeunesse, de recueillir ce récit de la bouche même du général Dessole. (*Historia del Consulado y del Imperio*, por A. Thiers, t. I, pág. 262.)

por mi honor y por la independencia de nuestra cara patria que nadie será repulsado al presentarse de buena fe. El soldado se incorporará en nuestras filas con la misma distincion de los que las componen, y con un premio especial el que trajese sus armas. El paisano hospitalario y auxiliador del ejército será recompensado por su mérito y tendrá la gratitud de sus hermanos: se castigará con severidad el menor insulto. Me prometo que no se cometerá alguno bajo las banderas americanas, y que se arrepentirá tarde y sin recurso el que las ofenda. Estos son los sentimientos del gobierno supremo de las Provincias Unidas en Sud-América que me manda, desprendiéndose de una parte principal de sus fuerzas para romper las cadenas ensangrentadas que os ligan al carro infame de los tiranos; son los mios y los de mis compañeros en la campaña. Ello se comprende para salvaros. ¡Chilenos generosos! corresponded á los designios de los que arrostran la muerte por la libertad de la patria. — San Martin. » 1817.

Contener los progresos de las armas españolas, en primer lugar; recobrar el terreno que habian perdido, en segundo; y finalmente, elevar á Chile al rango de un Estado independiente, — hé aquí los objetos que motivaron la organizacion del ejército de los Ándes. El general San Martin lo dividió en dos brigadas, que puso á las órdenes de los generales Soler y O'Higgins. El 7 de febrero de 1817, el mayor Don Enrique Martínez, que mandaba la vanguardia, cayó sobre el piquete español de la Guardia, al cual causó bastante pérdida; y el 8, el teniente coronel Necochea batió con fuerzas inferiores un cuerpo de húsares realistas. Vencidas las primeras dificultades, salieron en fin los patriotas de las montañas, y entrando en el valle de Putaendo tomaron posesion de las ciudades de Aconcagua y Santa Rosa.

San Martin divide su ejército en dos brigadas.

Sorpresa de la Guardia.

El 8 de febrero el general San Martin daba cuenta al excmo. señor director, desde su cuartel general de Aconcagua, de su prodigiosa marcha al traves de las Cordilleras, del modo siguiente:

1817. Oficio de San Martin despues del pasaje de los Ándes.

« Excmo. Señor : un admirable encadenamiento de sucesos prósperos sigue hasta la marcha de mis tropas; y si es dado por ello pronosticar el fin, parece no dilata el de la total restauracion de Chile. El tránsito solo de la Sierra ha sido un triunfo. Dígnese Vuestra Excelencia figurarse la mole de un ejército moviéndose con los embarazosos bagajes de subsistencias para cuasi un mes, armamento, municiones, y demas adherentes por un camino de cien leguas, cruzado de eminencias escarpadas, desfiladeros, travesías, profundas angosturas, cortado por cuatro cordilleras; enfin lo fragoso del piso se disputa con la rigidez del temperamento. Tal es el camino de los Pátos, que hemos traido; pero si vencerle ha sido un triunfo, no lo es ménos haber principiado á vencer al enemigo. Apénas el sarjento mayor de ingenieros D. Antonio Árcos, comandante de avanzada, se presentó con su partida el 4 del corriente en las gargantas de Achupalla, cuando fué puesto el enemigo en fuga vergonzosa, como anuncia el parte del mismo Árcos nº 1, que tengo el honor de acompañar á Vuestra Excelencia; recomiendo el mérito de este oficial. Dominada con este suceso la embocadura del valle Putaendo, é introducida en él la division de vanguardia, se presentó el enemigo el dia 7, en número de 300 y mas hombres, en accion de atacar nuestra partida descubridora, compuesta de 90 granaderos á caballo al mando del comandante del 4º escuadron D. Mariano Necochea; pero este intrépido oficial (cuyo mérito especialmente recomiendo á Vuestra Excelencia) cargó con sable en mano con tanta bizarría, que desordenó al enemigo y le hizo poner en precipitada fuga, consiguiendo sobre él las demas ventajas que detalla el parte nº 2, que tambien adjunto á Vuestra Excelencia. De sus resultas he entrado con el grueso del ejército en esta villa de San Felipe, capital del partido de Aconcagua. Á la actividad infatigable, conocimientos y acertadas disposiciones del jefe del estado mayor y de vanguardia brigadier D. Miguel Estanislao Soler, son debidas especialmente estas ventajas, á las que ha coadyuvado de un modo distinguido el brigadier D. Bernardo O'Higgins, jefe del centro. La division del coronel D. Juan Gregorio de Las Héras, que, como ya tengo

Descripcion del camino de los Pátos.

Fuga de los realistas en Achupalla.

Accion intrépida de Necochea.

Elogios de Soler y Martínez.

comunicado á Vuestra Excelencia, se dirigia por el camino de Uspalata, ocupó tambien hoy mismo la villa de Santa Rosa de los Ándes, despues de haber derrotado á su paso una guardia enemiga de 100 hombres, de que escaparon 14, segun demuestran los partes 3, 4 y 5. Es muy recomendable el mérito de este jefe y de su segundo sarjento mayor D. Enrique Martínez. En fin, el enemigo ha abandonado absolutamente toda la provincia, replegándose á Santiago. Á mi pesar no puedo allí seguirle hasta dentro de seis dias, término que creo suficiente para recolectar cabalgaduras en que movernos y poder operar. Sin este auxilio nada puede practicarse en grande. El ejército ha descendido á pié; 1,200 que traía con el fin de maniobrar con ellos, no obstante las herraduras y otras mil precauciones, han llegado inútiles; tan áspero es el paso de la sierra de Chacabuco y demas avenidas de Santiago. En lo demas descanse Vuestra Excelencia que mi conducta se ajustará en todo á las instrucciones de esa suprema autoridad. 1817. El enemigo se repliega á Santiago. Mal estado de la caballería.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general en San Felipe de Aconcagua, febrero 8 de 1817. — Excmo. Señor. — José de San Martin. »

Los realistas tenian para la conservacion y defensa de las provincias al norte de Chile una division á las órdenes del brigadier Maroto, compuesta de los regimientos de Talavera, Chiloé y Valdivia, dos escuadrones de húsares, uno de dragones y ocho piezas de artillería, formando en todo unos cuatro mil hombres; esas fuerzas estaban concentradas en las inmediaciones de Chacabuco, cuya cuesta elevada y de muy difícil acceso ocuparon los realistas con un fuerte destacamento que la defendia, enfilando el camino de Santa Rosa á Santiago. Las fuerzas españolas en el norte de Chile.

Los dos ejércitos acamparon á corta distancia uno de otro el 10 de febrero. San Martin queria dilatar el ataque hasta la llegada de su artillería y reserva de caballos, que contaba se le uniria el 14; pero, noticioso de que las fuerzas realistas destacadas al sur contramarchaban rápidamente, se decidió á atacar en el acto. Con este objeto determinó desalojar la vanguardia San Martin anticipa el combate.

1817. española que ocupaba la cima de la cuesta de Chacabuco, y dispuso que avanzára el 12 de febrero la brigada compuesta de los batallones n[os] 7 y 8, y tres escuadrones de granaderos á caballo. Miéntras esta brigada ejecutaba su movimiento al frente, el general Soler con el batallon nº 11, el de cazadores y parte de la caballería marchó oblicuando sobre su derecha como una media legua.

Plan de batalla de los patriotas.

Movimiento retrógrado del enemigo.

Percibiendo el comandante español que podian cortarle la retirada, abandonó su posicion, y continuando su marcha legua y media á retaguardia, se incorporó al resto del ejército real que el brigadier Maroto habia colocado á la falda de un cerrito con un barranco á su frente, posicion ventajosa para rechazar los ataques por el camino real; pero defectuosa para resistir los de la division de Soler, cuyo movimiento ignoró el general español, hasta que era ya demasiado tarde para variar de posicion (1).

(1) Hé aquí como sigue apreciando esa campaña el crítico español ya citado :

« Por las separadas posiciones que ocupaba el ejército español era imposible el poderse proteger instantáneamente una á otra division. Ese gran pecado militar lo cometió Marcó del Pont; la separacion que dió á su fuerza ocasionó el desastre que en todas partes queria cubrir, y á todos perdió.

» Si se da por supuesto que montañas de la magnitud de los Ándes no pueden estar mucho tiempo defendidas por fuerzas de alguna significacion numérica, y que aquellas, á causa de no ofrecer ningun medio de subsistencia, no se pueden guardar por mucho tiempo; si ademas de esto es desventajoso para un gran cuerpo de ejército el situarse en la misma montaña, como lo tiene demostrado el general Chausewitz en su gran teoría de la guerra, porque tal posicion trae consigo el diseminar mucha fuerza, es tambien muy cierto que aquí, mas que en ninguna otra parte, lo fragoso del camino y los infinitos desfiladeros proporcionaban miles de puntos aislados que se hubieran podido fortificar y guarnecer con muy poca gente. Aquí se encontraban suficientes sitios donde, como dice el ilustrado escritor arriba citado, « una pequeña porcion de soldados, ayudados por la astucia y la práctica, podian atraer hácia sí todo el ejército enemigo, presentarlo á la vista de sus jefes superiores, los cuales conociendo por este medio su fuerza y sus posiciones, podian ordenar un ataque ventajoso, ó disponer una bien estudiada circunvalacion.

» Desde estos puntos, unos buenos tiradores escogidos hubieran detenido por horas y aun por dias la marcha de San Martin, entretanto los Españoles ganaban tiempo, se reunian, y aproximándose á los puntos amenazados busca-

El general San Martin, que habia seguido su movimiento de frente, se halló á tiro del enemigo, cuando Soler por la vuelta que habia dado estaba aun á media legua de distancia. San 1817.

ban la ocasion de cargar con fuerzas superiores sobre un enemigo debilitado por una marcha penosa, al desembocar de los caminos estrechos de la montaña. Mas por todos lados vinieron demasiado tarde. En el mismo dia que San Martin con todo su ejército pasó el rio Aconcagua, el brigadier Maroto con 3,500 combatientes llegó al pueblo de Chacabuco, distante 5 millas al sur de San Felipe, creyó desde allí poder estorbar la marcha del intrépido enemigo y desde luego ocupó la cuesta de Chacabuco, que le ofrecia una buena posicion, estando 2,500 piés mas allá que la escarpada falda de la montaña que se dirigia hácia el este.

» San Martin esperaba sin duda la venida de algunas tropas y de artillería, que aun quedaban internadas por la montaña. Cada momento que perdia era de sumo interes, pues ganando tiempo los Españoles, podian reunir mayor fuerza, y era entónces muy problemática la probabilidad de una victoria. La marcha en retirada por la montaña con un ejército batido podia considerarse como una completa derrota, de consiguiente sin dar mayor espera avanzó contra Chacabuco, y el 12 de febrero presentó la accion.

» Siguiendo su inclinacion y su educacion militar, San Martin desenvainó su sable á la cabeza de la caballería. Tanto esta como la infantería cargaron muy débilmente en su principio ; mas observando San Martin que Maroto se descuidaba y no aprovechaba cual debia los instantes, manda una columna que de repente ataque por retaguardia la posicion enemiga. Logra esta columna romper la línea española, y una vez interrumpida procura Maroto, aunque con poca energía, reunir su gente en un viñedo ; sufre un completo descalabro, y 600 de sus soldados muertos cubren el campo de batalla.

» La noticia de esta victoria se propagó con la rapidez del rayo en Chile, cuyos habitantes veían descender por la montaña con asombrosa admiracion al ejército republicano. Todo el país se levantó en masa desde este momento : de todos lados acudian refuerzos al ejército de San Martin, que el 14 de febrero entró como vencedor en la capital de Santiago de Chile. Las aisladas divisiones españolas fueron batidas y dispersadas por todas partes. Marcó del Pont con 3,000 de los suyos fueron alcanzados por la caballería y puestos en dura cautividad : tan solo 1,500 Españoles bastante mal parados se salvaron hácia Lima. Chile desde aquel dia se hizó independiente, y se organizó en república.

» De San Martin, el héroe de este relato, solo podemos añadir que en los años subsiguientes con un ejército chileno se apoderó del Perú, por lo que en el año de 1822 recibió el pomposo título de protector del Perú. Concluida la guerra se retiró á la vida privada, y desde entónces ha vivido tranquilamente en el seno de su familia, primero en Francia y despues en Inglaterra. » (Madrid y mayo 1853. — Tomo IX, páginas 247 á 264 del *Memorial de Ar-*

1817.

Martin habia resuelto á todo trance ser el agresor, y atacar al enemigo, cualquiera que fuese su posicion (1).

Victoria de Chacabuco.

Así, pues, sin detenerse un punto, dispuso el ataque, el cual verificó el general O'Higgins á la cabeza de los dos batallones; pero sin buen éxito, y el batallon nº 8 fué rechazado con gran pérdida. Entónces atacó San Martin en persona el ala derecha del enemigo con dos escuadrones; percibiendo la infantería este movimiento, renovó sus esfuerzos al mismo tiempo. En esta crítica situacion y momento tan delicado, se presentaron á la vista las cabezas de las columnas de Soler, con sorpresa de los realistas, y su caballería llegó á tiempo para tomar parte en las últimas cargas que decidieron la victoria y produjeron los mas felices resultados. Los Españoles intentaron reunirse en un viñedo, pero fueron deshechos por una brillante carga conducida por Necochea, cuyo bizarro hermano fué gravemente herido. Seiscientos Españoles quedaron muertos en el campo de batalla; el resto se dispersó.

Necochea.

Fuerzas realistas con que contaba Santiago.

Miéntras tanto el presidente de Chile se hallaba en Santiago á la cabeza de los batallones de Chillan y Chiloé, de un escuadron de húsares y de una fuerte partida de dragones apoyados por 16 piezas de artillería de campaña servidas por 200 hombres. Todas ellas mandadas por el coronel Barañao debian haber reforzado el ejército vencido en Chacabuco. Marcó del Pont

tillería ó Coleccion de artículos y memorias sobre diversos ramos del arte militar.)

(1) El historiador chileno ya citado agrega con motivo del pasaje de los Ándes :

« Subió entónces felizmente nuestro general San Martin la cuesta de Chacabuco : desfiló sus laderas, bajó á los llanos, formó su gente en batalla, acometió al enemigo, y quedó este del todo destrozado y vencido; de manera que podia lisonjearse nuestro general diciendo como el gran Alejandro en otro igual suceso : *Veni, vidi, vici : Fuí, ví y vencí* (*). Así quedó este segundo Alejandro dueño del campo y señor de la mayor parte de Chile. » (GUZMAN, *Historia de Chile*, p. 400.)

(*) Nos permitimos observar que el ilustrado historiador chileno incurre en un error notable atribuyendo al gran Alejandro las palabras que César pronunció despues de la reconquista de Capadocia.

habia tenido la habilidad de poder ocultar á la poblacion de la capital la desgracia que habian sufrido en el campo de batalla y la próxima llegada del ejército libertador ante los muros de Santiago; pero pronto se hizo conocer la verdadera situacion por el arribo precipitado de los dispersos realistas que huían de las lanzas patriotas. El presidente de Chile se puso á la cabeza de aquellos, y siguieron en completo desórden su huida vergonzosa hácia el puerto de Valparaiso. 1817.

Huida del presidente Marcó á Valparaiso.

Ocupacion de Chile.

La noticia cundió por todas partes; las diferentes provincias recobraban su libertad deponiendo á sus opresores, cuya autoridad emanaba de Marcó. En el sur el coronel Fréire se apoderaba de Talca á la cabeza de guerrilleros insurgentes, que saliéndole al encuentro venian á engrosar sus filas. Coquimbo y la ciudad de la Serena caían en poder del comandante Cabot, que habia atravesado la Cordillera por el Paso de los Pátos.

Entrada del ejército patriota en Santiago.

Todo esto ocurria cuando el ejército libertador en medio de las aclamaciones del pueblo chileno hacía su entrada triunfante en Santiago. Soler con su division y Necochea con su escuadron de granaderos fueron los primeros que pisaron el territorio de la capital.

El presidente de la audiencia y capitan general Marcó del Pont y tres mil quinientos realistas fueron tomados prisioneros en diferentes puntos: quinientos escaparon embarcándose en Valparaiso para Lima, y el resto que pudo salvarse se retiró á Talcahuano (1).

(1) Hé aquí cómo el general Camba juzga la trascendencia que tuvo para la continuacion de la lucha la conquista de Chile por las armas argentinas :

« La fácil pérdida del interesante reino de Chile fué un suceso de inmensa trascendencia, fatal para las armas españolas. Sabíase que hacía tiempo organizaba el general San Martin un ejército con este objeto en Mendoza á la banda oriental de la Cordillera de los Ándes. Las tropas realistas componian entónces una fuerza de 7,000 hombres ; pero el astuto enemigo supo distraer de tal modo la atencion del general Marcó del Pont, que lo hizo incidir en el gravísimo error de pretender cubrir una línea de muchas leguas de extension, quedando por consiguiente débil en todos sus puntos. Obtenido este deseado resultado, se puso San Martin en marcha el 17 de enero del

1817.

O'Brien persigue á los fugitivos.

El capitan O'Brien, edecan del general San Martin, marchó con un destacamento de caballería en persecucion de los fugitivos que huían hácia Valparaiso; hizo algunos prisioneros en la cuesta del Prado, y entre el bagaje que cogió en aquel punto halló dos alforjas llenas de dinero que contenian mil setecientas onzas, cuya cantidad envió al general San Martin, y este mandó depositarla en la tesorería. El bizarro y desinteresado O'Brien recibió una carta de gracias del gobierno supremo por su conducta y proceder en aquella ocasion.

Probidad de este jefe.

San Martin toma posesion de Santiago.

El 14 Santiago abria sus puertas al glorioso Argentino vencedor de Chacabuco, y cuando San Martin tomaba posesion de la capital, le llegaba la noticia de la toma de Marcó, que huía hácia Valparaiso conduciendo sus tesoros. Hé aquí el parte dado por el general San Martin al gobierno argentino sobre esa memorable batalla :

Parte detallado de esta accion.

« Excmo. Señor : la serie de sucesos que instantáneamente han ido sucediéndose desde el momento que abrimos la campaña, no me han permitido hasta ahora dar á Vuestra Excelencia un pormenor circunstanciado de los acontecimientos mas notables de estos últimos dias.

presente año con 4,200 hombres de tropa de línea, 12 piezas de artillería y 1,200 milicianos, atravesó la Cordillera por Santa Rosa, y alcanzó y batió el 12 de febrero en Chacabuco la division del brigadier D. Rafael Maroto. Fué tal la sensacion que esta desgracia produjo en el resto de las esparcidas tropas reales, que al dia siguiente se abandonó la capital sin mas pensamiento que el de acudir á Valparaiso, cada uno como podia, para embarcarse para Lima, aumentando el desórden y el espanto las familias que se precipitaban á ganar un buque porque se creían comprometidas. Consiguientemente el general Marcó del Pont, muchos jefes y oficiales, las principales autoridades y la mayor parte de la tropa, cayeron en poder de los vencedores, quienes sin mas resistencia invadieron todo el país hasta los confines de la fiel provincia de Concepcion de Penco. La imparcialidad exige confesar que la pronta organizacion de un ejército en Mendoza con las dificultades que ofrece el país, el plan de la invasion de Chile y su entendida ejecucion, recomiendan el mérito de San Martin ; mas con todo, sin los errores que cometió el general español no era probable perder aquel hermoso reino con solo una accion de vanguardia, se puede decir. » (*Memorias para la historia de las armas españolas en el Perú*, por el general CAMBA, tomo I, pág. 267. — 1846.)

» En el parte histórico pasado por el estado mayor el 20 del anterior, y que elevé al conocimiento de Vuestra Excelencia, se detallaba ya el órden con que las tropas marchaban, y las medidas tomadas para facilitar nuestra empresa. Con efecto se consiguió que el ejército se reuniese el 28, y llegase en el mejor pié á los Manantiáles sobre el camino de los Pátos, desde cuyo punto traté ya de dirigir y combinar los movimientos de modo que pudiesen asegurarme el paso de las cuatro Cordilleras, y romper los obstáculos que el enemigo podria oponerme en los desfiladeros que presentan los cajones por donde trataba de penetrar; se formaron desde luego dos divisiones: la primera que debia marchar á vanguardia, la puse á cargo del Sr. brigadier D. Miguel Soler; la componian el batallon núm. 1° de cazadores, las compañías de granaderos y cazadores del 7 y 8, mi escolta, los escuadrones 3 y 4 de granaderos á caballo, y 5 piezas de artillería de montaña; la segunda, formada de los batallones 7 y 8 y dos piezas bajo la conducta del Sr. brigadier D. Bernardo O'Higgins, el coronel Zapiola con los escuadrones 1 y 2, y el comandante de artillería con algunos artilleros y los trabajadores de maestranza seguian inmediatamente despues. Al mismo tiempo dispuse que el mayor de ingenieros D. Antonio Árcos se dirigiese con 200 hombres por nuestra izquierda, penetrára por el boquete del Vallehermoso, cayese sobre el Ciénego, donde habia una guardia enemiga, y finalmente que repechando sobre la cumbre del Guzco, y dejando á su retaguardia las cordilleras de Piuquénes, franquease estos pasos, marchase en seguida sobre las Achupállas, procurase tomar este punto, que es la garganta del valle, y ponerlo en estado de defensa, para poder con seguridad reunir el ejército, y desembocar en Putaendo.

1817.

Llegada del ejército á los Manantiáles.

Su division.

» El 5 tuve ya aviso del general de la vanguardia, que este oficial habia entrado en las Achupállas el 4 por la tarde; que el comandante militar de San Felipe con ciento y mas hombres y la milicia que pudo reunir vino á atacarle; pero que fueron rechazados y perseguidos por 25 granaderos á caballo al mando del bravo teniente Lavalle, á punto que en la misma

Primer triunfo.

1817. noche y mañana siguiente abandonaron todo Putaendo y la villa de San Felipe, dejando equipajes, caballadas, y cuanto tenian.

Cuartel general en San Andres del Tártaro.

» El Sr. general Soler se adelantó rápidamente con mi escolta, y los escuadrones 3º y 4º; hace forzar la marcha de la infantería, y el 6 consigue montar la artillería y reunir todos los cuerpos de su vanguardia sobre Putaendo; dispone que el comandante Necochea se sitúe con 80 hombres de mi escolta y 30 de su escuadron sobre las cimas, ordena al comandante Melian ocupar con dos compañías de infantería y el resto de los escuadrones 3º y 4º el pueblito de San Antonio: en el mismo dia forma un campo de Marte, y establece su cuartel general con las demas tropas de su division en San Andres del Tártaro.

Victoria obtenida sobre los enemigos.

» El enemigo recibió refuerzos considerables el 6 por la tarde; en la misma noche pasó el rio de Aconcagua, y al romper el alba del dia 7 se presentó al frente del comandante Necochea con 400 caballos, sobre 300 infantes y dos piezas á su retaguardia; este valiente oficial no vaciló un instante: mandó retirar sus avanzadas; hasta ver al enemigo media cuadra no disparó un solo tiro; encargó la derecha al capitan D. Manuel Soler, y la izquierda al ayudante D. Ángel Pacheco: mandó poner sable en mano, les cargan con la mayor bizarría; los baten completamente, dejan sobre 30 muertos en el campo, toman 4 prisioneros heridos, y los persiguen acuchillándolos hasta el cerro de las Cólmas, donde los protege su infantería. En la misma mañana ántes de las 9 abandonan precipitadamente su posicion y San Felipe, y repasan al otro lado del rio.

Otra que obtuvo el mayor D. Enrique Martínez.

» Entretanto el coronel Las Héras, que con su batallon núm. 11, 30 granaderos á caballo y dos piezas de montaña debia caer sobre Santa Rosa por el camino de Uspalata, obtenia sucesos igualmente brillantes é igualmente ventajosos que los que habia conseguido la vanguardia del ejército. El 4 por la tarde atacó su segundo, el mayor D. Enrique Martínez, la guardia de los Ándes, compuesta de 106 hombres; despues de hora y media de combate se apoderó del puesto á bayonetazos, tomando

47 prisioneros, su armamento, municiones y algunos útiles. 1817.

» Consecuente á mis órdenes, esta division debia entrar el 8 en Santa Rosa, y ponerse en comunicacion con la vanguardia del ejército, que en el mismo dia debia caer sobre San Felipe, lo que se ejecutó sin una hora de diferencia. La noche del 7, los enemigos abandonaron sus posiciones en el Aconcagua y Curimon, dejando municiones, armas y varios pertrechos, y recostándose sobre Chacabuco; en su consecuencia, me resolví á marchar sobre ellos y la capital con toda la rapidez posible, y atacarlos en cualquier punto donde los encontrase, no obstante no haberme llegado aun la artillería de batalla.

Preparativos de ataque.

» En la madrugada del 9 hice restablecer el puente del rio Aconcagua: mandé al comandante Melian marchase con su escuadron sobre la cuesta de Chacabuco, y observase al enemigo; el ejército caminó en seguida, y fué á acampar en la boca de la quebrada con la division del coronel Las Héras, que recibió órdenes de concurrir á este punto.

» Desde este momento las intenciones del enemigo se manifestaron mas claras: la posicion que tomó sobre la cumbre, y la resolucion con que parecia dispuesto á defenderla, hacian ver estaba decidido á sostenerse. Nuestras avanzadas se situaron á tiro de fusil de las del enemigo y durante los dias 10 y 11 se hicieron los reconocimientos necesarios, se levantó un cróquis de la posicion, y en su consecuencia establecí el dispositivo del ataque para la madrugada del siguiente dia.

Distribucion de las fuerzas.

» Vuestra Excelencia hallará junto el plano topográfico del terreno donde se manifiestan los movimientos que ejecutó el ejército en esta jornada y la posicion que tomó el enemigo. Al Sr. brigadier Soler dí el mando de la derecha, que con el núm. 1° de cazadores, compañías de granaderos y volteadores del 7 y 8 al cargo del teniente coronel D. Anacleto Martínez, núm. 11, 7 piezas, mi escolta, y el 4° escuadron de granaderos á caballo, debia atacarlos en flanco y envolverlos, miéntras el Sr. brigadier O'Higgins, que encargué de la izquierda, los batia de frente con los batallones núm. 7 y 8, los escuadrones 1°, 2° y 3°, y dos piezas. El resultado de nuestro primer movimiento fué, como

1817. debió serlo, el abandono que los enemigos hicieron de su posicion sobre la cumbre : la rapidez de nuestra marcha no les dió tiempo de hacer venir las fuerzas que tenian en las casas de Chacabuco para disputarnos la subida. Este primer suceso era preciso contemplarlo : su infantería caminaba á pié, tenia que atravesar en su retirada un llano de mas de cuatro leguas, y aunque estaba sostenida por buena columna de caballería, la experiencia nos habia enseñado que un solo escuadron de granaderos á caballo bastaria para arrollarla y hacerla pedazos; nuestra posicion era de las mas ventajosas. El Sr. general O'Higgins podia continuar su ataque de frente miéntras que el brigadier Soler quedaba siempre en aptitud de envolverlos, si querian sostenerse ántes de salir al llano; al efecto hice marchar al coronel Zapiola con los escuadrones 1°, 2° y 3°, para que cargase ó entretuviese al ménos ínterin llegaban los batallones núm. 7 y 8, lo que sucedió exactamente, y el enemigo se vió obligado á tomar la posicion que manifiesta el plano. El Sr. general Soler continuó su movimiento por la derecha, que dirigió con acierto, combinacion y conocimiento, que á pesar de descolgarse por una cumbre la mas áspera é impracticable, el enemigo no llegó á advertirlo hasta verlo dominando su propia posicion, y amagándolo en flanco.

Posicion del general O'Higgins.

Gran combate.

» La resistencia que aquí nos opuso fué vigorosa y tenaz: se empeñó desde luego un fuego horroroso, y nos disputaron por mas de una hora la victoria con el mayor teson: verdad es que en este punto se hallaban sobre 1,500 infantes escogidos que era la flor de su ejército, y se veían sostenidos por un cuerpo de caballería respetable. Sin embargo el momento decisivo se presentaba ya. El bravo brigadier O'Higgins reune los batallones 7 y 8 al mando de sus comandantes Cramer y Conde, forma columnas cerradas de ataque, y con el 7 á la cabeza carga á la bayoneta sobre la izquierda enemiga. El coronel Zapiola al frente de los escuadrones 1°, 2° y 3°, con sus comandantes Melian y Molina, rompe su derecha; todo fué un esfuerzo instantáneo. El general Soler cayó al mismo tiempo sobre la altura que apoyaba su posicion: esta formaba su mamelon en su

extremo; el enemigo habia destacado 200 hombres para defenderlo; mas el comandante Alvarado llega con sus cazadores; destaca dos compañías al mando del capitan Salvadóres, y atacar la altura, arrollar á los enemigos, y pasarlos á bayonetazos, fué obra de un instante. El teniente Zorria de cazadores se distinguió en esta accion. 1817.

» Entretanto los escuadrones mandados por sus intrépidos comandantes y oficiales cargaban del modo mas bravo y distinguido; toda la infantería enemiga quedó rota y deshecha; la carnicería fué terrible, y la victoria completa y decisiva.

La victoria fué de los patriotas.

» Los esfuerzos posteriores se dirigieron solo á perseguir al enemigo, que en una horrorosa dispersion corria por todas partes sin saber dónde guarecerse. El comandante Necochea, que con su 4° escuadron y mi escolta cayó por la derecha, como denota el plano, les hizo un estrago terrible. Nuestra caballería llegó aquella tarde hasta el portezuelo de Colina: toda su infantería pereció. Sobre 600 prisioneros con 32 oficiales, entre ellos muchos de graduacion; igual ó mayor número de muertos, su artillería, un parque y almacenes considerables y la bandera del regimiento de Chiloé, fueron el primer fruto de esta gloriosa jornada.

Persecucion de los enemigos fugitivos.

» Sus consecuencias han sido aun mas importantes. El presidente Marcó, en medio del terror y confusion que produjo la derrota, abandona la misma noche del 12 la capital, se dirige con un resto miserable de tropa sobre Valparaiso; deja en la cuesta del Prado toda su artillería, teme no llegar á tiempo de embarcarse, corre por la costa hácia San Antonio, y es tomado con sus principales satélites por una partida de granaderos á caballo al mando del arrojado capitan Aldado y el patriota Ramírez. Mañana se espera en esta capital.

Captura de Marcó.

» Todos estos sucesos prósperos son debidos á la disciplina y constancia que han manifestado los jefes, oficiales y tropa, dignos todos del aprecio de sus conciudadanos y de la consideracion de Vuestra Excelencia.

» Sin el auxilio que me han prestado los brigadieres Soler y O'Higgins, la expedicion no hubiera tenido resultados tan deci-

Honorífica mencion de los oficiales.

1817. sivos; les estoy sumamente reconocido, asimismo á los individuos del estado mayor, cuyo segundo jefe el coronel Beruti me acompañó en la accion y comunicó mis órdenes, así como lo ejecutaron á satisfaccion mia los ayudantes de campo el coronel D. Hilarion de la Quintana, D. José Antonio Alvarez, D. Antonio Árcos, D. Manuel Escalada y D. Juan O'Brien.

» La premura del tiempo no me permite expresar á Vuestra Excelencia los oficiales que mas se han distinguido, pero lo verificaré luego que sus jefes me pasen los informes que les tengo pedidos, para que sus nombres no queden en olvido.

Rapidez de la campaña de Chile.

» Finalmente el comandante Cabot sobre Coquimbo, Rodríguez sobre San Fernando, y el teniente coronel Fréire sobre Talca, tienen iguales sucesos; en una palabra el eco del patriotismo resuena por todas partes á un tiempo mismo, y al ejército de los Ándes queda para siempre la gloria de decir: en 24 dias hemos hecho la campaña, pasamos las cordilleras mas elevadas del globo, concluimos con los tiranos, y dimos la libertad á Chile.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general en Santiago de Chile, febrero 22 de 1817. — Excmo. señor: José de San Martin. — Excmo. señor director supremo de las Provincias Unidas de Sud-América. »

Recibimiento de la noticia de la victoria de Chacabuco en Buenos Aires.

La victoria del 12 de febrero colocó á San Martin al lado de los grandes capitanes del mundo. Aníbal y Bonaparte deben contarlo como rival despues de su increible travesía de los Ándes. La noticia de esta victoria fué recibida en Buenos Aires catorce dias despues. La bandera realista fué entregada al director, rodeado por un cortejo de empleados civiles y militares, el 26 de febrero, sirviendo luego de trofeo á las banderas nacionales de los patricios. No puede describirse la alegría que experimentó el pueblo por tan plausible noticia; sus aclamaciones se confundieron con las salvas de los cañones y los repiques de las campanas.

Entre los muchos dones que se hicieron al vencedor como manifestacion de reconocimiento, se cita una pension vitalicia de

600 pesos en favor de su dignísima hija, la señora doña Mercédes de San Martin, y para él un escudo con esta inscripcion : LA PATRIA EN CHACABUCO AL VENCEDOR DE LOS ÁNDES Y LIBERTADOR DE CHILE.

1817. Pension que se acuerda á D. Mercédes de San Martin.

Los Chilenos manifestaron su gratitud al general San Martin nombrándole supremo director, y depositando su suerte en manos de su libertador; pero este general con generoso desprendimiento renunció aquel encargo, y por su influencia eligieron, como era justo, al valiente y benemérito O'Higgins (1).

O'Higgins es nombrado director supremo por la renuncia de San Martin.

El teniente coronel Las Héras recibió órden para perseguir á los realistas con una division, pero se detuvo en Rancagua, Talca y otras ciudades en su marcha, como si la grande obra de libertar el país hubiese ya terminado en Chacabuco. Este retardo fué mas bien el resultado de la inexperiencia de jefes nuevos engreidos por la victoria, que descuido en el cumplimiento de sus obligaciones; pero dió lugar á los realistas bajo el mando del prudente y discreto brigadier Ordóñez para retirarse sin ser molestados, reunir las guarniciones que tenian esparcidas en el país y fortificar á Talcahuano, en la bahía de la Concepcion, en cuyo punto se establecieron.

Inexperiencia de algunos jefes patriotas.

El brigadier Ordóñez.

El estado en que los Españoles habian dejado á Chile era verdaderamente lastimoso; nada habia quedado en pié, los tesoros estaban vacíos, los archivos sin documentos, las escuelas no existian; era pues necesario crearlo todo. Uno de los primeros actos del nuevo director fué fundar una academia militar donde fueron recibidos con solicitud tanto la juventud chilena como cuyana. En seguida, como el ejército que operaba en Chile era en su casi totalidad compuesto de Argentinos, y para que pudiesen armonizar los esfuerzos de estos con los hijos del país, se resolvió que por medio de otra organizacion se introdujesen en él los jefes y oficiales que habian servido en la primera lucha de la independencia chilena. La base del que despues fué llamado ejército de Chile fué un batallon de infantería de Aconcagua, un cuerpo de artillería mandado por el coronel D. Joaquin

Estado en que se hallaba Chile; reformas, etc.

(1) Véase el nombramiento hecho por el director supremo de Buenos Aires.

1817. Prieto, una compañía de caballería para el servicio de la capital, y un regimiento de cazadores á caballo bajo la misma forma que la de los granaderos. El gobierno de Chile nombró á San Martin general en jefe de este nuevo ejército.

San Martin marcha para Buenos Aires.

Miéntras estos acontecimientos ocurrian en la provincia de la Concepcion, ó mas bien pocos dias despues de la victoria de Chacabuco, marchó á Buenos Aires el general San Martin para reclamar refuerzos que le permitieran desarrollar su nuevo y grandioso plan, extendiendo sus operaciones al Perú, y manifestar al gobierno la imposibilidad de llevar á efecto sus órdenes, de extraer en Chile por medio de una contribucion forzosa un millon de duros, así como lo impolítico y los serios inconvenientes que se oponian á su ejecucion.

Desprendimiento de San Martin.

El cabildo de Santiago habia puesto á su disposicion la cantidad de diez mil pesos en onzas de oro, para los gastos de viaje, acompañando este obsequio con palabras respetuosas y lisonjeras. El general contestó desde Mendoza, negándose á aceptar la dádiva, y suplicando al cabildo que aplicase la cantidad que tan generosamente se le destinaba á la formacion de una biblioteca pública en Santiago, fundándose en que: « la ilustracion y fomento de las letras es la llave maestra que abre las puertas de la abundancia y hace felices á los pueblos. Yo deseo, añadia, que todos se ilustren en los sagrados derechos que forman la esencia de los hombres libres. »

Acogida que se hizo á San Martin en Mendoza.

La acogida que se le hizo en Mendoza fué brillante; la ciudad estaba toda enbanderada y sus calles cubiertas de flores. Sus habitantes, á quienes San Martin daba el título de primeros cooperadores á la independencia de Chile, le dieron muestras de afecto y admiracion. Durante su corta permanencia en esa ciudad

Modestia de San Martin.

dió nuevas pruebas de modestia y desprendimiento, devolviendo desde allí el despacho de brigadier que se le habia conferido.

Mision de Aguirre y Gómez á Estados Unidos.

Á su llegada á Buenos Aires, el Libertador tuvo varias conferencias con el general Puyrredon, cuyos resultados fueron, como se ha dicho, el envío á Estados Unidos de D. Manuel Aguirre y D. Gregorio Gómez para hacer construir dos fragatas de 24 cañones y dos navíos de 18 y 24 cañones, para cuyo

efecto recibieron 200,000 pesos del gobierno de Chile, y letras por 500,000, á cuenta, del gobierno de las Provincias Unidas del Plata. 1817.

Mision de Alvarez Condarco á Inglaterra.

Igual comision se le encargó al capitan D. José Antonio Alvarez Condarco para Inglaterra, debiendo comprar buques y contratar oficiales.

Esto es cuanto se pudo traslucir de esas misteriosas entrevistas, de las cuales se guardó el mayor sigilo, muy necesario entónces para asegurar los resultados previstos, pero que sirvió de alimento á la envidia y á la baja calumnia. Sus enemigos se mancharon hasta hacer circular rumores injuriosos á la honradez y desprendimiento del ilustre libertador de Chile.

Los Carreras.

En esos momentos se hallaban detenidos en Buenos Aires los tres hermanos Carreras, quienes habiendo llegado de Estados Unidos acompañados de gran número de oficiales y de elementos navales, se preparaban á pasar á Chile, cuando el gobierno argentino juzgó conveniente detenerlos para prevenir el desórden que la presencia de ellos ocasionaria. San Martin visitó al general Carrera, el 15 de abril, y le ofreció una mision á Estados Unidos para alejarlo honrosamente del teatro de los acontecimientos, pero este rehusó tenazmente y aun llegó hasta tachar de cobarde al vencedor de Chacabuco; quien le contestó con palabras dignas del héroe de los Ándes.

Durante la ausencia de San Martin, el supremo director O'Higgins salió de Santiago y tomó el mando de las fuerzas patriotas en la provincia de la Concepcion. Miéntras los patriotas sitiaban á Talcahuano, formaron dos regimientos chilenos; y el sitio aun continuaba cuando llegó el supremo director.

Resistencia de Talcahuano.

Los atrincheramientos que los realistas levantaron en aquella ciudad eran formidables, si se consideran los débiles medios de ataque con que contaban los sitiadores. El foso por la parte de tierra de la ciudad tenia diez piés de profundidad y catorce de ancho, cubierto con un parapeto corrido de trecho en trecho, en el cual habia baterías pequeñas, pero de artillería gruesa. El 1° de diciembre de 1817 marcharon los patriotas atrevidamente al asalto, capitaneados por el bravo Las Héras; se con-

1817. dujeron perfectamente, sufrieron infinito, pero fueron rechazados. En cuanto á los Españoles, ademas de que se baten siempre bien en las defensas de puestos fortificados, estaban mejor disciplinados que sus contrarios, de los cuales fueron muertós ó heridos la mayor parte de sus oficiales. Entre los últimos se encontraban el valiente mayor Correa, natural de Buenos Aires; el mayor Beauchef, Frances; el capitan Díaz, Chileno; y los tenientes Carson y Manning, Norte-Americanos. Tambien murió el teniente Eldudge, jóven sumamente bizarro, natural del mismo país que los dos anteriores. Aunque el asalto fué completamente rechazado, pudieron hacerse millares de elogios de los soldados patriotas, que manifestaron el mas hermoso espíritu de union, firmeza y arrojo. El general Brayer, que habia merecido distinciones de Napoleon, y que habia mandado una brigada de la guardia imperial, se reunió al ejército despues de la batalla de Chacabuco, y fué empleado en el sitio en clase de jefe de estado mayor. Durante la ausencia de O'Higgins de Santiago, ocupó su puesto en el gobierno el coronel D. Hilarion de la Quintana en clase de supremo delegado, y fué despues sustituido por D. Luis Cruz.

Consecuencias de ello.

El general Brayer.

San Martin se establece en las Táblas.

En el mes de abril, de regreso ya de Buenos Aires, el general San Martin estableció su cuartel general en las Táblas cerca de Valparaiso. Sus tropas ascendian á 5,000 hombres, que los formaban los cuerpos siguientes: el batallon de cazadores de los Ándes, el nº 8 y el nº 2 de Coquimbo, dos escuadrones de granaderos á caballo, dos de cazadores á caballo y veinte piezas de artillería.

La division del Sur, á las órdenes del general O'Higgins, reducida entónces á cerca de tres mil hombres, se componia de los batallones nºs 1 y 3 de Chile, nºs 7 y 11 de Buenos Aires, dos escuadrones de granaderos á caballo, un escuadron de caballería de Chile y diez piezas de artillería.

Opinion del comodoro Bowler sobre las fuerzas de las Táblas.

En una de las revistas á gran parada que hubo en las Táblas se halló presente el comodoro Bowler, que mandaba las fuerzas navales británicas en el crucero de la América del Sur; y manifestó su opinion de un modo sumamente favorable sobre la

instruccion y apariencia de las tropas, lo cual produjo grande satisfaccion á los oficiales del ejército, que dieron entero crédito al juicio de un oficial ingles respetado por todos en aquel país. 1817.

Se sabia que Pezuela, virey del Perú, preparaba una expedicion contra Chile, y á cada instante la esperaban en la costa; sin embargo reinaba el mejor espíritu en todo el ejército independiente, y las tropas se hallaban en un buen estado de disciplina.



PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA,

CHILE Y PORTUGAL.

AÑO 1817.

III.

1817. O'Higgins director supremo. — Mision de D. Tomas Guido : solemne recepcion que se le hizo. — Pezuela virey del Perú : Canterac, Valdes y Carratalá. — El ejército español ocupa á Salta. — Güémes : precipitada retirada del ejército español. — Vuelta de San Martin á Chile : su vasto plan es aceptado. — Creacion de una escuadra en Chile. — Sitio de Talcahuano. — Victoria del Cerro de Gavilan. — El coronel Quintana delegado del director O'Higgins : su administracion y separacion del mando. — Aniversario del 18 de setiembre. — Nuevo ministerio en Buenos Aires: los corsarios. — Rivadavia es acreditado á las cortes de Inglaterra y España ; el Sr. Don José Valentin Gómez á la de Francia ; Aguirre y D. Gregorio Gómez cerca del gobierno de los Estados Unidos : objeto de estas misiones. — Contestacion del general Lecor al director Puyrredon. — Marchas del ejército portugues en el Estado Oriental : enérgica resistencia de los Orientales. — Derrota del Zapallar. — Victoria en Pablo Páez. — Ocupacion de Montevideo por el baron de la Laguna. — Guerrillas : choque del paso de Coello. — El baron se retira á Montevideo.

O'Higgins es nombrado director el 16 de febrero.

El general O'Higgins se recibió, el 16 de febrero, del cargo de director, como habia sido dispuesto por el gobierno argentino (1). Hé aquí el bando por el cual se hizo conocer ese acto solemne :

(1) Véase el documento inserto en la *acusacion* promovida contrá el *Mercurio peruano*, por el general O'Higgins, 1833.

El señor Vicuña Mackenna, en el *Ostracismo de O'Higgins*, pág. 264, dice : « Al siguiente dia de la batalla de Chacabuco, el general O'Higgins fué proclamado director de Chile, en virtud del nombramiento que en su per-

1817.

El excmo. señor brigadier de los ejércitos de la patria D. Bernardo O'Higgins, director supremo del Estado de Chile, etc.

Consideracion preliminar.

Por cuanto el pueblo de esta capital, en uso libre de sus inalienables derechos para darse la forma de gobierno que le sea mas análoga, y por la voluntad interpretativa de las demas provincias que en el apurado conflicto de la acefalía del gobierno no ha podido suplirse de un modo mas solemne, acordó en cabildo abierto por voto unánime conferirme el honroso y delicado cargo de director supremo en actas cuyo tenor es el siguiente :

Asamblea electoral.

« En la ciudad de Santiago de Chile, á 15 dias del mes de febrero de 1817 años, habiéndose juntado en la sala capitular de esta ciudad los vecinos que abajo suscriben á consecuencia del bando publicado en este dia de órden de Su Excelencia el señor capitan general y en jefe del ejército de la patria, D. José San Martin, á efecto de nombrar tres electores por esta provincia, por la de Concepcion y la de Coquimbo, y habiéndose leido dicho bando, se les mandó por el gobernador político interino D. Francisco Ruiz Tagle proceder á la eleccion ó nombramiento de los referidos sugetos : todos á una voz y por aclamacion general dijeron no haber necesidad de nombrar electores, y que su unánime voluntad era la de que fuese gobernador del reino con omnímoda facultad el señor general D. José San Martin, y la firmaron, de que doy fe. Hay cien firmas. Ante mí, *Agustin Díaz*, secretario escribano del pueblo libre... Al dia siguiente, reunido otra vez el pueblo por la renuncia del excmo. señor general en jefe de los Ándes, repitió infructuosamente el mismo voto aclamado del acta anterior : pero al fin convencido

El general San Martin nombrado jefe supremo. O'Higgins de interino.

sona habia sido hecho por el gobierno de Buenos Aires. Una reunion de vecinos de Santiago nacionalizó en cierta manera aquel despacho, refrendándolo solamente, pues carecia de todo mandato popular. Ofrecióse ántes aquel puesto al general San Martin, mas solo por deber de cortesía y gratitud, pues todos los negocios públicos de Chile venian ya arreglados desde Ultra-Cordilleras. »

1817. de la fuerza de las reflexiones con que el señor general se resistió, y que hizo decorosamente presente por medio de su auditor general, aclamó el pueblo por director supremo interino al señor brigadier D. Bernardo O'Higgins, recibiendo la doble satisfaccion de que el nombrado por Su Excelencia Dr. D. Bernardo Vera protestó que lo era de la suya: así lo acordó, firmó y mandó quedase constancia por la presente acta, de que se pasase copia á Su Excelencia y aclamado para su posesion, de todo lo cual certifico, y doy fe. Hay doscientas diez firmas de vecinos patriotas. Ánte mí, *Agustin Díaz*, secretario escribano del pueblo libre. »

Juramento que prestaron.

« En la ciudad de Santiago de Chile, en 16 dias del mes de febrero de 1817: puesto en noticia del excmo. señor general en jefe del ejército de los Ándes y del señor brigadier D. Bernardo O'Higgins la eleccion que antecede, fué mucha parte del pueblo á traerle de la casa de su morada, quedándose otra multitud de los congregados esperándole en la sala capitular; habiendo entrado con el mayor aplauso, pidió el pueblo se le recibiese el juramento de fidelidad acostumbrado, y en efecto Su Excelencia lo prestó ante mí el presente secretario y escribano del pueblo libre, por Dios nuestro Señor, sus santos cuatro Evangelios, su palabra de honor, bajo del cual prometió usar bien y fielmente del cargo de director supremo interino del pueblo libre chileno, defendiéndole y amparándole en su libertad, y á la conclusion dijo: Así lo juro, amen. Inmediatamente le fué dada la posesion, su asiento y abrazo con general aplauso y regocijo de la gran multitud de vecinos patriotas congregados, que á una voz dijeron: ¡VIVA LA PATRIA! De todo lo cual certifico, y doy fe y verdadero testimonio, firmándolo Su Excelencia y el excmo. general en jefe. — José de San Martin. — Bernardo O'Higgins. — Ante mí, Agustin Díaz, secretario escribano del pueblo libre.

» Es copia de su original, de que certifico. Santiago, y febrero 17 de 1817. — Agustin Díaz, secretario del pueblo libre. »

Por tanto ordeno y mando que se haga notoria esta eleccion

por bando solemne, citándose las corporaciones para que pasen á este palacio de mi habitacion á las 11 del dia de mañana á prestar el juramento de fidelidad y subordinacion á que quedaron sometidas por su eleccion libre; y que el resto del pueblo ante las autoridades constituidas proceda por departamentos á dar el juramento individual que se les exige por este bando, que se publicará y fijará en los lugares acostumbrados. — Santiago de Chile y febrero 18 de 1817. — Bernardo O'Higgins. — Miguel Zuñartú, secretario de Estado.

1817. Publicacion de esa eleccion.

El gobierno argentino envió al oficial mayor del ministerio de la guerra D. Tomas Guido en el carácter de diputado cerca del de Chile, con el objeto de felicitar al director de la nueva República.

D. Tomas Guido es enviado á felicitar al nuevo gobierno.

El señor Guido llegó á la capital de aquel Estado y fué recibido oficialmente el dia 17 de mayo. La solemnidad que se dió á este acto nos induce á reproducir íntegros los discursos que se pronunciaron en esa interesante ceremonia. El señor Guido se expresó del modo siguiente:

Solemne recepcion que se le hizo.

« Excmo. Señor: al parecer los pueblos de Chile en posesion de los derechos naturales que les pertenecen, al presentarse en el mundo político sin la dependencia servil á que la mano usurpadora de los Españoles alcanzó á sujetarlos, el gobierno de las Provincias Unidas de Sud-América me ha distinguido con la honorífica comision de felicitarles en la persona de Vuestra Excelencia. La causa de la libertad, la sangre vertida de los ciudadanos de uno y otro país por este don precioso, identifican los principios, y estrechan los deberes de la fraternidad y de la union. Una confianza recíproca, una amistad sincera, y los sacrificios que á su vez exija la salvacion de nuestra patria, son el objeto de las aspiraciones de mi gobierno. La libertad de comercio, y la balanza mercantil en el giro interior y exterior de ambos Estados, deben formar los primeros eslabones de la cadena que ha de vincularlos. La experiencia ha manifestado que un pueblo puede ser infeliz en medio de todas las fruiciones humanas, y aun en posesion de las mas grandes riquezas; pero

Felicita al gobierno en nombre de las Provincias Unidas.

1817. un impulso rápido del cambio de los frutos, de la industria y de la agricultura, removerá las trabas de la antigua ignorancia, y hará la gloria nacional de los dos países. Si Cartago por su opulencia debida al comercio contrabalanceó á la fortuna, al coraje y á la grandeza de los Romanos, y si la Inglaterra y la Holanda se han hecho respetar en los siglos de la sabiduría por el solo fruto del comercio activo, el gobierno de las Provincias Unidas de Sud-América mira como necesario á la perfeccion y felicidad de ambos Estados abrir canales á esta sustancia vigorosa, uniformar los medios para llevarla á una fuente recíprocamente saludable, y mejorar las instituciones mercantiles abortadas por la mezquina política del gabinete de Madrid. Quiera Vuestra Excelencia concurrir con sus dignos esfuerzos á la gloria de realizar aquellos principios, y fijando el espíritu de unidad en los habitantes de esta hermosa region para sostener la independencia de la América, sea yo tan feliz que pueda algun dia satisfacer la liberalidad de los sentimientos de mi gobierno en obsequio de Vuestra Excelencia y por la prosperidad de Chile. »

El jefe supremo contestó :

Su satisfaccion en abrir relaciones oficiales.

« Este gobierno recibe la mayor satisfaccion en abrir por el conducto de Vuestra Señoría comunicaciones de Estado con el gobierno supremo de las Provincias Unidas del Rio de la Plata : de ese pueblo grande que cercado de peligros y enemigos ha sabido sostener con dignidad su libertad é independencia. Vuestra Señoría se dignará hacer presentes mis votos á ese gobierno, y ofrecerle cuanto queda en la esfera de mis facultades. »

Premios y recompensas al ejército vencedor en Chacabuco.

El gobierno argentino, como se ha dicho anteriormente, con motivo de la victoria de Chacabuco decretó premios y recompensas en honor del ejército vencedor. Al general San Martin se le mandó extender el despacho de brigadier, que él rehusó tenazmente como lo habia hecho ántes de abrir la campaña; se le acordó en seguida un escudo con la leyenda : *La patria en Chacabuco al vencedor de los Ándes y libertador de Chile*, una

espada y un par de pistolas, acompañadas de una nota del director Puyrredon (1), y medallas á los jefes y demas clases del ejército. — Á la hija de San Martin y á la de Soler, se les señaló una pension vitalicia. Al general O'Higgins un sable de honor. Dos banderas y un estandarte tomados al enemigo fueron destinados á las tres ciudades de la provincia de Cuyo, en donde el ejército vencedor se habia organizado. 1817.

El general Pezuela habia sido elevado al rango de virey del Perú, y el ejército del Perú, reforzado con 2,000 veteranos llegados de España, estaba á las órdenes del general D. José Laserna, y de otros oficiales de mérito que acababan de hacer la guerra contra los ejércitos de Napoleon : tales eran Canterac, Carratalá y Valdes. Cuando el virey tuvo noticia de los preparativos que el general San Martin hacía para invadir á Chile, ordenó á Laserna que avanzase sobre el ejército del general Belgrano y ocupase á Tucuman, esperando con este movimiento paralizar la invasion de San Martin (2). El ejército español marchó en efecto hácia

Pezuela, virey del Perú.

Canterac, Valdes y Carratalá.

El ejército español ocupa la ciudad de Salta.

(1) Este documento está concebido en los términos siguientes :

« Despues de las altas consideraciones á que tan dignamente se ha hecho Vuestra Excelencia acreedor entre los amantes de la libertad en la gloriosa campaña que acaba de traernos la restauracion de ese Estado, he creido justo y necesario, en prueba de la gratitud de este gobierno á las fatigas y esfuerzos heróicos de Vuestra Excelencia, disponer la pronta construccion de un par de pistolas en la fábrica de esta capital, que se le remitirá oportunamente con un sable, para que á nombre del gobierno supremo los ciña Vuestra Excelencia en defensa de los sagrados derechos de la América del Sur, gloriosamente sostenidos en ese precioso suelo por el honor y virtudes de Vuestra Excelencia. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

» Buenos Aires, marzo 10 de 1817.

» M. DE PUYRREDON. JUAN FLORENCIO TERRADA, *secretario interino.* »

(2) El ejército acantonado en Tucuman se componia de los siguientes cuerpos :

Mayor general, D. Francisco de la Cruz.

Regimiento nº	2, 2	batallones,	coronel,	Bústos.
—	3, 1	id.,	teniente coronel,	Aparicio.
—	9, 1	id.,	id.,	Domínguez.
—	10, 1	id.,	id.,	F. A. Pinto (Chileno).

Dragones, 4 escuadrones, coronel, Zelaya.

Húsares, 2 id., id., La Madrid.

1817. el sud, y ocupó la ciudad de Salta el 15 de abril. En ella apénas pudo mantenerse veinte dias. Güémes, á la cabeza de sus valientes gauchos, lo hostilizaba dia y noche sin darle un momento de descanso; el país le era enemigo; el objeto de la expedicion se habia malogrado por la victoria de Chacabuco. Por estos motivos y el estado de insurreccion permanente en que se mantenian á su espalda las poblaciones del Alto Perú, el ejército español evacuó á Salta en la madrugada del 5 de mayo, y se puso en retirada con tanta precipitacion que parecia una fuga.

Vuelta de San Martin á Chile.

Á su regreso á la capital de Chile, el general San Martin pudo manifestar su satisfaccion por el perfecto acuerdo en que se habia separado del director Puyrredon para llevar á cabo su gran proyecto de atacar el poder español en el centro mismo de sus recursos. San Martin, con un ejército compuesto de las legiones argentinas vencedoras en Chacabuco, y de las que debian organizarse en Chile, se proponia invadir el Perú por mar, miéntras el general Belgrano, con el ejército de Tucuman, lo haria por la frontera terrestre.

Formacion de una escuadra en Chile.

El gobierno chileno emprendió activamente la formacion de una escuadra y un regimiento, empeñando en la empresa todos los resortes del patriotismo, que Buenos Aires habia puesto en juego hasta entónces. Miéntras esto se conseguia, la seguridad de aquel territorio quedó bajo la salvaguardia de las armas argentinas.

Los restos españoles se refugian en Talcahuano.

Las fuerzas realistas que se hallaban al sud de la capital, y que á consecuencia de las hábiles maniobras del general San Martin no habian podido concurrir á la batalla de Chacabuco, se habian refugiado en Talcahuano, plaza fuerte situada sobre el Pacífico. Las que despues de la derrota se habian embarcado, recibieron órden del virey Pezuela para ir á reforzarla. Mandaba en ella el coronel Ordóñez, uno de los oficiales de mas valor y de mas inteligencia que seguian las banderas del rey de España.

Ordóñez.

Sitio de Talcahuano.

El coronel Las Héras fué destinado á atacar aquel único punto del territorio chileno que se conservaba en poder de los

realistas. Las Héras ocupó la vecina ciudad de Concepcion y puso sitio á Talcahuano; Ordóñez le buscó por dos veces en su propio campo, pero en ambas fué rechazado por los patriotas. La segunda de estas tentativas, que fué la de mas importancia, tuvo lugar el 5 de mayo. Acababa de recibir Ordóñez el refuerzo que hemos mencionado mas arriba. — Las Héras, sin medios suficientes para apoderarse de la plaza, habia tomado posicion en la serranía de Chepe, que corre inmediata á la ciudad, fijando su base de operaciones en el *Cerro del Gavilan*, miéntras llegaba otra division del ejército que conducia el mismo director O'Higgins de la capital. Ántes que la reunion se efectuase, Ordóñez atacó á Las Héras en su propio campo; pero no solo se mantuvo este gallardamente, sino que repelió el ataque causando al enemigo fuertes pérdidas. Los realistas dejaron en el campo 112 muertos, 80 prisioneros, 3 cañones y 200 fusiles, miéntras los patriotas solo tuvieron 6 muertos y 62 heridos (1).

1817.

Victoria del Cerro del Gavilan.

Pocas horas despues del combate llegó O'Higgins á la línea del sitio. El director habia delegado el gobierno en el coronel argentino D. Hilarion de la Quintana, persona la mas á propósito para segundar la accion del general San Martin, de quien era pariente.

D. Hilarion de la Quintana.

Su administracion será siempre recordada en los anales de Chile como una de las que mas han cooperado en su independencia y progreso. De acuerdo con San Martin se hicieron grandes reformas en el país, se mejoró la policía, se devolvieron los bienes confiscados y se fundaron escuelas. El 7 de setiembre, por consejo de San Martin, Quintana entregó el mando en manos de tres ciudadanos chilenos para destruir las calum-

Administracion de Quintana.

(1) Véase el parte de Las Héras.

La division del ejército argentino que venció en el Cerro del Gavilan, se componia así :

Regimiento nº 11,	coronel,	Las Héras.
Un escuadron de granaderos á caballo,	comandante,	M. Medina.
Dragones de Chile,	id.,	Fréire.
Dos compañías del nº 7,	mayor,	Correa.

1817. nias que fomentaban sus enemigos, por su orígen argentino y pariente del Libertador.

Entrega del mando.

El general San Martin se empeñó en dar gran solemnidad y trascendencia al acto del recibimiento de los nuevos mandatarios, quienes juraron el buen desempeño de sus cargos, en presencia de un gran gentío y ante todas las corporaciones del Estado. Aquel hombre superior y discreto queria aprovechar aquella oportunidad para alejar de la mente del pueblo toda idea desfavorable contra los libertadores argentinos. El general San Martin declaró de la manera mas solemne, en aquella ocasion espectable, que la única mision del ejército puesto á sus órdenes por el gobierno de su patria, era MANTENER LA ABSOLUTA INDEPENDENCIA DE CHILE. Declaracion que fué confirmada por el diputado de las Provincias Unidas, allí presente, expresándose con elocuencia y energía contra las especies diseminadas en sentido opuesto por los perturbadores de la fraternidad entre su gobierno y el de Chile.

Festejo del 18 de setiembre.

El 18 de setiembre se celebró en Santiago en medio del entusiasmo y de la alegría. Dos magníficos banquetes fueron ofrecidos á la sociedad chilena por el general San Martin y D. Tomas Guido, enviado del gobierno de las Provincias Unidas, en los cuales los convidados entonaron al son de la música los himnos nacionales de Chile y Buenos Aires.

Entretanto el directorio argentino, que trabajaba sin descanso en los medios de combatir al enemigo comun, organizó y publicó este año el *reglamento provisional* de corso, precedido de las siguientes consideraciones :

La conducta de Fernando VII obliga á talionar.

« La guerra sangrienta que el rey D. Fernando VII desde su restitucion al trono de sus padres ha continuado por medio de tiranos contra todos los pueblos del Nuevo Mundo que han reclamado su inmunidad natural, exige las medidas de retaliacion que permite el derecho de gentes, y hacer sentir á la nacion española las consecuencias de la bárbara obstinacion de su monarca, fascinado por ministros corrompidos, contra el justo clamor de los Americanos injuriados. La humanidad insultada por los crueles agentes de la corte de Madrid, y la infraccion de las

leyes divinas y humanas que ha garantido hasta aquí la devastacion y el incendio ejecutado por jefes españoles en todos los ángulos de la América que desgraciadamente han llegado á pisar, justificarian en el concepto de todo el orbe cualquiera golpe derivado de la represalia; pero huyendo de manchar los principios santos en que descansa la emancipacion de las Provincias Unidas del Sud con determinaciones indignas de la ilustracion del siglo, tratando de ajustar mis pasos al sistema de guerra que está en uso entre naciones civilizadas, y convencido de los progresos adquiridos por los corsarios de los gobiernos libres de América, he resuelto dar la extension conveniente á las hostilidades en la mar, y hacer mas espectables los perjuicios que el rey D. Fernando, en su decreto de 8 de febrero del año corriente, confiesa haberse ya inferido contra sus vasallos por esta clase de guerra, sosteniéndola vigorosamente miéntras que la España no reconozca la independencia proclamada por el congreso soberano del Estado, de cuya direccion y seguridad me hallo encargado; y á efecto de interceptar la navegacion y comercio de uno y otro país por la oposicion de las fuerzas navales habilitadas en forma regular de cuenta de la nacion ó armadores particulares, he resuelto que en lo sucesivo se continúe el corso contra los súbditos de Fernando VII y sus propiedades, con arreglo á los artículos que contiene el reglamento provisional (1). » 1817.

Nuevo ministerio. El 5 de mayo de 1817 quedó definitivamente organizado el gobierno de este modo : Dr. D. Gregorio Tagle, secretario de gobierno ; Dr. D. Estévan Agustin Gazcon, de hacienda ; coronel D. Matías Irigóyen, de guerra.

Los corsarios. Durante el ministerio de este último empezaron á llegar á Buenos Aires las numerosas presas que los corsarios armados á consecuencia del decreto para el corso de 18 de noviembre de 1816 hacian en el Atlántico, especialmente en la travesía de Cádiz á las Antillas (2).

(1) Véase el *Reglamento provisional*.
(2) Hé aquí los nombres de la mayor parte de los corsarios : *Congreso*,

1817. Rivadavia es nombrado representante extraordinario en Europa.

El congreso publicó un manifiesto á las naciones, justificando la resolucion que habia tomado declarando la independencia política de la nacion el año anterior (1); y dispuso que el director mandase á Europa y Estados Unidos comisionados para recabar el reconocimiento de ella; en cuya virtud el 10 de setiembre de 1817 fué nombrado D. B. Rivadavia, que permanecia aun en Francia, representante extraordinario cerca de todas las cortes europeas, y el comisario general de guerra, D. Manuel H. Aguirre, acompañado de D. Gregorio Gómez (2), agentes

Independencia, *Patriota*, *Cotagáita*, *Tupac-Amaru*, *Tucuman*, *Argentina*, *General San Martin*, *Invencible*, *Rio de la Plata*, *Buenos Aires*, *Union*, *Puyrredon*, *Vigilancia*, y los buques del Estado *Zéfiro* y *Halcon*. Los agentes de presas en Buenos Aires eran: David de Forest, Adam Guy y Juan Higgimbothom.

(1) Fué redactado por el Dr. D. Pedro Medrano, y llevaba la fecha de 25 de octubre de 1817. Véase el documento.

(2) Como varias veces nos hemos ocupado de este digno Americano, nos parece que será leida con interes la rápida noticia que damos á continuacion sobre los buenos servicios que le debe la causa de la libertad de América.

En 1810 fué el señor Gómez de los primeros obreros y uno de los mas activos instrumentos de la revolucion, perteneciendo á los llamados *chisperos*, que estaban al servicio de los *siete*.

En 25 de junio de 1810, en prueba de la confianza que inspiraba su patriotismo, se le confió la difícil mision secreta á Chile, con el objeto de segundar la revolucion; los resultados y consecuencias de esa atrevida comision fueron la revolucion que tuvo lugar poco despues, como ya lo hemos referido en la página 3 de este libro, al ocuparnos de su prision y sufrimientos en las cárceles españolas de Chile.

En enero de 1811 volvió á Buenos Aires, dejando libres de sus opresores á los patriotas chilenos. Allí continuó sirviendo en el destino de contador interventor en la direccion general de tabaco, cuyo empleo tenia desde 1802 por real decreto del rey Cárlos IV, donde permaneció hasta que cesó el estanco, pasando á la aduana con su director D. Manuel Lavalle, este como colector y el señor Gómez como vista.

En todo ese período fué uno de los mas activos instrumentos de la logia Láutaro, de la cual era miembro fundador, y la confianza ilimitada que inspiraba su celo patriótico y su honradez influyó para que se le encargase en compañía del patriota experimentado Dr. D. Manuel de Aguirre de la importante comision de ir á Norte-América á negociar el reconocimiento de la independencia, y á formar una escuadra que debia cooperar á la libertad del Perú en combinacion con el ejército de los Ándes. Hé aquí los documentos que con tal motivo le fueron dirigidos por el gobierno argentino:

« Consideradas detenidamente en el consejo privado, que de órden suprema

cerca del gobierno de la Union y comisionados para la compra y armamento de buques para la escuadra del Pacífico. 1817.

se celebró en la noche del 26 del que rige, con asistencia del ciudadano D. Manuel de Aguirre, las razones que este expresó en nota oficial del 25 relativas al buen desempeño de la importante comision de que está encargado en Norte-América, deseando el gobierno allanar cuantas dificultades puedan oponerse al buen suceso de ella, y satisfecho de los conocimientos, patriotismo, celo y demas virtudes que caracterizan á V., ha resuelto que en continuacion de sus buenos servicios á la patria, y en precaucion de cualquier accidente desgraciado que pudiera retardar el breve resultado de tan interesante encargo, marche V. á dicho destino en compañía del citado D. Manuel de Aguirre en clase de su segundo en la expresada comision, en la inteligencia de que ademas de la retencion del empleo y sueldo que actualmente disfruta V., se le abonarán de los fondos de la indicada comision los gastos de viaje, de ida y vuelta, ocurriéndose por la misma á las de su subsistencia en todo el tiempo de su permanencia en aquel destino al objeto indicado, sin perjuicio de que en el caso de destronarse la tiranía en Lima como resultado preciso del armamento naval de que ambos van encargados, se le suministrarán por una vez por las tesorerías de los Estados de Sud-América y Chile diez mil pesos por via de regalo en remuneracion de sus servicios.

» El gobierno espera que enterado V. por el ciudadano Aguirre de los objetos de su mision é instrucciones superiores, corresponderá V. gustoso á la confianza con que ha tenido á bien distinguirle Su Excelencia, de cuya órden lo aviso para su cumplimiento, con prevencion de haberse hecho por este ministerio las comunicaciones convenientes á quienes corresponde. — Dios guarde á V. muchos años. — Buenos Aires, abril 30 de 1817. — Matías de Irigóyen. »

El 6 de mayo del mismo año, se le comunicó la siguiente nueva resolucion superior :

« No obstante las razones que impulsaron la suprema resolucion del 30 de abril último comunicada á V. en la misma fecha relativamente á la comision que en clase de segundo de ella en Norte-América tuvo á bien el gobierno encargarle, por nuevas consideraciones que han ocurrido á Su Excelencia se ha servido acordar que durante dicha comision se abonen á V. de los fondos de la misma mil y quinientos pesos anuales sobre lo que disfruta V. por su actual empleo, extendiéndose igualmente la gratificacion de diez mil pesos expresada en otra nota de 30 de abril á once mil, pagaderos en su casa por las tesorerías que en ella se enuncian. Se han hecho al efecto las prevenciones convenientes, y de órden suprema lo aviso á V. para su inteligencia y satisfaccion. — Dios guarde á V. muchos años. — Buenos Aires, 6 de mayo de 1817. — Rúbrica de Su Excelencia en el márgen. — Matías de Irigóyen. — Á D. Gregorio Gómez. — Es copia : Irigóyen. »

Cumplió satisfactoriamente el objeto de su mision : aunque con gran per-

1817. Esta pretension no fué conseguida. El gobierno americano juzgó oportuno conservarse neutral; envió sin embargo una co-

Aguirre y Gómez (D. Gregorio) marchan á Estados Unidos.

juicio para su fortuna particular, de la que tuvo que echar mano para hacer frente á sus primeras necesidades, no habiéndole hasta hoy satisfecho el gobierno nacional ni el de Chile las ofertas que contienen los documentos que preceden, no obstante haberse conquistado la independencia de Lima. Suponemos sin embargo que la falta sea del señor Gómez, quien por un exceso de patriotismo ó de modestia no las habrá reclamado, pues que nos consta que su compañero, el señor Aguirre, al entrar en el ministerio de hacienda el año 1832, cobró los 12,000 pesos que le correspondian.

Debido á sus esfuerzos se construyeron en los Estados Unidos las dos fragatas que vinieron á Buenos Aires y que fueron despues á Chile armadas y tripuladas, bajo los nombres de *Horacio* y *Curacio*, las cuales se pusieron á disposicion del ministro plenipotenciario de Chile residente en Buenos Aires, D. Miguel Zañartu, quien las envió al Pacífico, en donde con los nombres de *Congreso* é *Independencia* hicieron valiosos servicios á la causa de la independencia americana.

Terminada su mision, el señor Gómez volvió á Buenos Aires el año 1818, donde como miembro de la poderosa logia Láutaro continuó prestando servicios importantes, á la vez que sirvió su destino en la aduana, en donde permaneció hasta el año 1828.

En 1825 contribuyó eficazmente para el buen éxito de la heróica cruzada de los *treinta y tres* bravos Orientales, cuyo jefe, el general Lavalleja, al reconocerlo, le manifiesta su gratitud en el documento que reproducimos á continuacion integramente, el cual ofrece ademas un notable interes histórico:

« Con singular gusto recibí su apreciable de 30 del próximo pasado incluyéndome copia de la ley expedida por el soberano congreso de la República Argentina; ella, Señor, *nos eleva al distinguido puesto de nacionales, por lo que tanto, desde nuestros principios, todos han aspirado; nuestros enemigos ya no nos mirarán como unos seres aislados y una provincia rebelde*, sino con respeto por nuestra decision, y *porque pertenecemos á una respetable nacion, que hoy tiene tanto crédito y á quien siempre hemos pertenecido.*

» Yo, Señor, rindo á V. las mas expresivas gracias por mí, mis compañeros de armas, y en nombre de esta provincia por sus bellas intenciones, por las enhorabuenas que se sirve oblarnos, y por los servicios que desde los principios ha manifestado á esta provincia tomando tanto interes por nuestra libertad.

» El que suscribe tiene el gusto de ofrecerle sus servicios y titularse su afectísimo amigo y servidor Q. S. M. B. — JUAN ANTONIO LAVALLEJA. — PEDRO LÉNGUAS, encargado de la mayoría del ejército. — Cuartel general en el Durazno, noviembre 16 de 1825. — Señor D. Gregorio Gómez, vista de la aduana de Buenos Aires (*). »

(*) El documento autógrafo nos ha sido facilitado por el señor Gómez, del cual hemos tomado esta copia.

mision á informarse por sí misma del estado político y recursos 1817.

Este nuevo hecho revela elocuentemente que el señor Gómez fué en todas épocas uno de los mas decididos patriotas, pronto siempre á sacrificarse por la libertad de su país.

La revolucion del 1º de diciembre le obligó á dejar la aduana, y aprovechándose del derecho que le acordaban los 36 años de servicio al rey y á la patria, solicitó su jubilacion retirándose á la vida privada.

Considerado y respetado de todos vivió en Buenos Aires hasta que la dictadura de D. Juan M. Rósas le llevó, como á tantos otros patriotas que habian derramado su sangre por la libertad, á los oscuros calabozos de la cárcel del cabildo, por no adherirse á sus caprichos y á su sistema tiránico, de donde salió el 1º de enero de 1839. — El siguiente mes de febrero se embarcó en una ballenera, abandonando cuanto tenia, y llegó á Montevideo despues de muchos peligros.

Allí fué inmediatamente nombrado miembro de la comision argentina y despues su presidente en reemplazo del Dr. Agüero, que marchó en mision á Corriéntes. En ese puesto contribuyó activamente con su experiencia y patriotismo á formar la cruzada contra Rósas, cuyo mando y direccion se confió al general Lavalle. — Los desastres que sufrió ese ejército en la batalla del Quebracho le obligaron á expatriarse asilándose en Chile, donde ha permanecido hasta el año 1855. En ese mismo año volvió por tierra á su patria llamado por el gobierno argentino establecido en el Paraná, para fundar la aduana del Rosario (entónces nacional), habiendo ántes desempeñado con éxito una comision que le fué confiada por el referido gobierno cerca del de la República de Chile para uniformar el derecho de tránsito entre ambas aduanas.

En fin, tenemos el placer, hace algunos meses, de contar entre los compatriotas que habitan Paris al apreciable Porteño de quien nos ocupamos. Á los 83 años de edad, conserva toda la energía y la viva imaginacion del travieso é inteligente *chispero* del año 10; es un archivo ambulante, el mejor clasificado, el mas completo y verídico de las heróicas luchas de la independencia sud-americana, de las grandes glorias y aun de los lamentables errores de nuestros mas ilustres y llorados patriotas; á él le debemos muchos de los detalles que recogemos del olvido y que no han dejado otros rastros que los de la tradicion.

Entretanto este veterano de la independencia, nos da pena decirlo, despues de 20 años de emigracion y de sacrificios de todo género, ha encontrado ingratas y olvidadízas á las autoridades de su pueblo natal, regenerado y libre ya de los tiranos que habia combatido con tanto ardor. Él no se queja sin embargo, porque sabe bien que los grandes pueblos no olvidan jamas á sus buenos servidores.

El señor Gómez nació en Buenos Aires el 9 de mayo de 1780; dentro de pocos dias habrá alcanzado sus 84 años.

1817. comerciales del país (1). Las potencias europeas ligadas por los tratados de 1815 no podian, sin violarlos, reconocer la desmembracion de una parte de la Monarquía Española. No obstante esto, los trabajos del diputado argentino, unidos á los de los comisionados de los otros Estados sud-americanos, despertaban las simpatías de la Europa en favor de la independencia de la nueva República. Rivadavia se pusó en contacto con los embajadores de España y Portugal, para sacar en favor del país el partido posible de la rivalidad que volvia á renovarse entre ambas coronas, con motivo de la invasion que habia hecho el ejército portugues en el territorio de la Banda Oriental (2).

Política de Rivadavia.

Nuevos trabajos sobre monarquía en el Rio de la Plata.

Entónces apareció de nuevo la idea de dar solucion á estas cuestiones, estableciendo una monarquía independiente en el Rio de la Plata. Rivadavia recibió insinuaciones á este respecto, que trasmitió al gobierno de Buenos Aires. Él por su parte, en cambio del reconocimiento que solicitaba, hizo entrever la esperanza de una fuerte indemnizacion pecuniaria. — Tambien tuvo encargo de negociar un empréstito, y de atraer emigracion para el Rio de la Plata; pero estas diligencias fueron por entónces infructuosas. Cuando en ellas se ocupaba, llegó á Paris el canónigo D. Valentin Gómez á reemplazarle allí, y él recibió órden para continuar su comision en Lóndres.

El general Lecor jefe del ejército portugues.

Entretanto, las reclamaciones y protestas del gobierno de las Provincias Unidas contra la invasion del ejército portugues seguian su curso, y la resistencia de los Orientales se hacía cada dia mas enérgica. Hé aquí el oficio que con tal motivo el general Lecor dirigió el 6 de febrero al director supremo :

Manifiesta los motivos de su conducta.

« Excmo. Señor : En los momentos de dirigir á ese gobierno mi comunicacion adjunta de 30 de enero, recibí el oficio de Vuestra Excelencia de primero del corriente ; y aunque la ve-

(1) Componian esta comision César A. Rodney, J. Graham y T. Bland; H. M. Brackenridge, secretario. Los condujo la fragata *Congreso*, comodoro Sinclair.

(2) Véanse los documentos relativos á esa invasion, años 1815-1817, comprendidos en este tomo ; tomados de las *Memorias* del duque de Palmella, embajador de Portugal en Lóndres.

hemencia con que Vuestra Excelencia se ha expresado podria considerarse como una intimacion de guerra, capaz de cortar todas las relaciones entre ambos territorios, he creido prudente, sin embargo, suplicar á Vuestra Excelencia, ántes de comprometer esos pueblos á renunciar los beneficios de la paz con el reino del Brasil, y suscribir á los males incalculables de un rompimiento con una potencia limítrofe en las presentes circunstancias, me permita que en contestacion á su último oficio le haga observar : — Que mi carta de 27 de noviembre y la proclama que la acompañaba, asegurando á Vuestra Excelencia la continuacion de mis marchas, no podia dar lugar á presumir que habia de suspenderlas. — Que haciendo yo mis movimientos sobre un territorio reconocido independiente por ese gobierno, sin vínculo alguno de federacion con esas Provincias, en guerra abierta con esa capital y sus dependencias, y sumido en una espantosa anarquía, cuyos desórdenes comprometian ya la seguridad de las fronteras portuguesas, no puede decirse sin equivocacion que el ejército de mi mando ataca la neutralidad del tratado de 26 de mayo de 1812, que viola la integridad territorial de las Provincias Unidas, ó que ofende de algun modo los principios del derecho de gentes, cuando sus movimientos se dirigen á separar los males de la anarquía, que hubieran sido funestos á nuestro territorio, si Su Majestad Fidelísima autorizada por las circunstancias no tratára de prevenir con sus fuerzas lo que Vuestra Excelencia no puede garantir. — Que la absoluta independencia de la Banda Oriental, confirmada últimamente por los esfuerzos inútiles que hicieron Vuestra Excelencia y los diputados del gobierno de esta plaza para conseguir su incorporacion á las Provincias, excluye á Vuestra Excelencia de toda intervencion en estos negocios, y no deja bien puesta la pretension de ser parte constituyente de ese Estado un territorio que hasta en sus últimos apuros ha rehusado pertenecer á esa federacion, ni sujetarse á la dependencia de su gobierno. — Que las Provincias del mando de Vuestra Excelencia no pueden tener un motivo para desconfiar de la buena fe de mis procedimientos, porque aun suponiendo 1817.

1817. que no existieran un tratado, relaciones íntimas, é intereses recíprocos, bastan mis protestas de neutralidad y buena armonía (aun despues de los auxilios de fusiles, pólvora y municiones enviados por la Colonia á los enemigos, de órden de Vuestra Excelencia) para sosegar esa alarma infundada, y volver la meditacion sobre los peligros de una nueva guerra. — Que no está en mis facultades suspender mis movimientos, dirigidos á la pacificacion de esta provincia sin expresas órdenes de mi soberano, ni admitir proposiciones de armisticio de ese gobierno á quien considero neutral en todas sus relaciones, aun cuando Vuestra Excelencia tuviera poderes para intervenir en negocios de un país que no es de su dependencia. — Y finalmente, que si á pesar de estos fundamentos, y de las protestas mas sinceras de neutralidad, buena armonía, y conservacion de relaciones comerciales de los puertos de esas costas con esta plaza y demas puntos que ocuparán las fuerzas de mi mando, del mismo modo que subsisten con los del Brasil (que reitero de nuevo á nombre de mi soberano), cree Vuestra Excelencia que está en el interes político de estas Provincias apurar el sacrificio de sus habitantes, derramar su sangre, exponer esa capital á nuevas convulsiones, partos necesarios de nuevos peligros, obstruir el único canal que resta á su comercio para reparar pasados quebrantos, entrar con una guerra cuya conclusion no queda al arbitrio de los que la declaran, y en fin tener por enemigo un rey vecino; y todo esto sin otro fruto que sostener á los caudillos orientales, y asegurarles el derecho de oprimir cien familias en esta Banda, llevar á la otra la anarquía, y tener á esos pueblos en contínuas agitaciones : en tal caso, que no debe esperarse de la prudencia de ese gobierno, trataré de precaucionarme hasta recibir órdenes de mi soberano. Entretanto el mundo imparcial decidirá quién es el responsable de las desgracias de un rompimiento; si Vuestra Excelencia que me provoca á la guerra, ó yo que le protesto la continuacion de una paz útil y permanente. — De todos modos Vuestra Excelencia aceptará todas mis consideraciones á ese gobierno, y mi particular estimacion á la persona de Vuestra Excelencia. — Dios

En último caso aguardará órdenes de su gobierno.

guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Montevideo, 6 de febrero de 1817. — Cárlos Federico Lecor (1). — Es copia : López. » 1817.

Entretanto la obsesion de la Provincia Oriental se consu-

(1) El editor de la *Gaceta de Buenos Aires*, de la cual tomamos este documento, lo acompaña con los comentarios siguientes, que no carecen de interes histórico :

« Se ha dicho muchas veces, y lo repito al comenzar este artículo, que mis discursos, críticas y observaciones publicadas en este periódico no son ministeriales : voy á tratar de una materia harto delicada por tantas circunstancias, y muy superior á mis escasos conocimientos, para que intentase poner bajo la egida del gobierno supremo mis reflexiones políticas, y para consentir que entre nosotros ó á mas distancia se creyese comprometida su responsabilidad. Su Excelencia obrará en el particular como crea convenir á los intereses sagrados de los pueblos cuya direccion se le ha encargado; yo discurriré como un ciudadano á quien lisonjea altamente el deber de aspirar á la ilustracion de sus compatriotas en materias tan graves, y que hace profesion de corresponder á esta confianza con mas honor y entusiasmo del que acaso parece.

» El señor general Lecor insiste siempre en el principio de que posesionándose de la Banda Oriental del rio Uruguay no viola la integridad territorial de las Provincias Unidas. Trata de probarlo en el oficio anterior con varias razones : que dicha Banda se ha reconocido independiente por nuestro gobierno; que no mantiene vínculo alguno con las Provincias occidentales que le están sujetas; que se halla en guerra abierta con esta capital y sus dependencias; y por confirmacion, que constituida en los últimos apuros por la invasion portuguesa ha hecho inútiles todos los esfuerzos de nuestro gobierno y de los diputados de Montevideo por su incorporacion á estas Provincias y dependencia de la suprema autoridad.

» Todas estas razones y cualesquiera otras que pudieran alegarse *en nuestro presente estado de cosas*, no bastan para excluir nuestros derechos á la integridad del territorio invadido. Las Provincias, ántes denominadas del Rio de la Plata, y cuyos límites son bien conocidos, se hallan en revolucion, y todos los pactos, diferencias, interrupcion de vínculos, y demas actos que pasan entre ellas y sus gobiernos disidentes, federados ó unidos, no deben tener trascendencia sino á ellas mismas. Para que cualquiera potencia extranjera pudiera hacer mérito de tales declaraciones, era preciso que reconociese nuestro carácter nacional, y el que sucesivamente fuesen tomando los diferentes gobiernos del mismo Estado. Las actas de reconocimiento de pueblos á pueblos y de estos á la capital tienen un valor puramente relativo á nuestros negocios é intereses domésticos, y lo graduamos por la subsistencia de que aquellas son susceptibles, ó el cambio que en ellas puede inducir la variedad de nuestros pequeños sucesos. Pero este valor debe ser absolutamente des-

1817. Ejército portugues; sus divisiones.

maba, la línea de operaciones se extendia por la parte del sur de la frontera de Santa Teresa hasta los pueblos de Misiónes por el norte. El ejército en la parte de tierra constaba en su total mas ó ménos de quince á diez y seis mil hombres de toda arma,

conocido á los extranjeros, aunque sean vecinos. ¿ Ni qué valor pueden los extranjeros dar buenamente á nuestros actos y transacciones de pueblo á pueblo cuando aun no han reconocido la legitimidad del poder y la autoridad de que emanan? Si los Portugueses hubiesen reconocido á las Provincias Unidas con el carácter de nacion independiente que ellas se han declarado, entónces podrian muy bien alegar á sus fines nuestros actos mas ó ménos constitucionales, entónces se los habria comunicado nuestro gobierno para las aplicaciones oportunas del derecho de gentes, y entónces se hubiera guardado muy bien la autoridad suprema de Buenos Aires de reconocer la independencia del territorio oriental, Santa Fe, Córdoba, etc., en sus casos; y si hubiese preguntado la corte del Brasil si se obligaban las provincias de todas las consecuencias de tales reconocimientos de independencia territorial, se hubiera contestado, *que no*. Tales reconocimientos entre nosotros son incompletos, provisionales y de pura tolerancia hasta mejor oportunidad en que la experiencia de nuestras desgracias debidas á la discordia restituya los pueblos á la union que les es natural y sin la que no pueden subsistir. Véase, pues, por qué las razones aducidas por el Sr. general Lecor no prueban lo que pretende, conviene á saber: que las Provincias occidentales del rio Uruguay se hayan desprendido de los derechos y los vínculos que las unen á las orientales invadidas por el ejército portugues, y véase como es mas conforme á la realidad lo que he dicho otra vez, que tales vínculos entre uno y otro territorio solo estaban *accidentalmente interrumpidos*, y por lo mismo no podemos conformarnos con que un tercero en discordia se apropie los derechos litigiosos para dejar en paz á los discordes. *Concordia discors*.

» Pero los movimientos del ejército portugues, dice el Sr. general Lecor, *se dirigen á separar los males de la anarquía, que hubieran sido funestos á nuestro territorio* (*el de Brasil*), *si Su Majestad Fidelísima autorizada por las circunstancias no tratára de prevenir con sus fuerzas lo que Vuestra Excelencia no puede garantir*. Sobre este punto ya dijimos en otro número que debiera haberse anunciado en las proclamas, que pues tal era el motivo de la agresion, habria esta de cesar como cesase el primero; y ahora añado, que no habiendo otra causa para dicha agresion, Su Majestad Fidelísima no debia investir el carácter de soberano en los puntos que ocupa su ejército, sino meramente el de protector, ú otro equivalente á los mencionados objetos.

» Esto es lo que yo creo que deberia hacer Su Majestad Fidelísima para proceder consecuente en principios; mas en órden á lo que por nosotros deba convenirse, tenemos muy buenas razones para exigir que se arbitren otros medios de impedir el contagio de la anarquía. ¿ Y qué razones pueden

el cual invadió el territorio de la Banda Oriental, y se dividió en tres columnas. La primera á las órdenes del general en jefe baron de la Laguna, desembarcó en el puntal de San Miguel, y tomó posicion á mediados de agosto del año 16 del fuerte de Santa Teresa, donde permaneció algunos dias, y empezó luego sus operaciones hasta ocupar la plaza de Montevideo, que fué abandonada por los patriotas á principios del año 17. Está columna, que constaba de mas de 6,000 hombres y 12 piezas de artillería, en sus primeros ensayos consiguió sorprender la persona del comandante del departamento, D. Ángel Francisco Núñez, un capitan de la patria, D. Cipriano Martínez, que se quedó á su servicio, y algunos soldados que no pasaron de 20; pero en seguida el capitan de la patria D. Julian Muñiz tuvo un encuentro feliz en Castíllos tomándoles al teniente D. Joaquin Betancourt, al cadete Francisco Landivar, trece soldados muertos y nueve prisioneros. Á últimos de octubre, el sarjento mayor

1817.

Operaciones del ejército portugues.

ser estas? En sustancia el temor de ser contagiados por otra cosa que no es ménos funesta que la anarquía. 1º No queremos fiar las puertas de nuestra casa á unas manos que se la pudieran dar á nuestros enemigos naturales. 2º Si la vecindad autoriza para introducir en el país limítrofe ejércitos que se adjudiquen lo que se cree no hallarse tranquilo, debemos temer mucho que se pretenda mañana extender el órden por los mismos principios y por los mismos medios al territorio occidental. 3º Como ya se ha dicho que no hemos renunciado á la integridad de la Banda Oriental como parte de las provincias restantes, esperábamos dentro de algun tiempo que se restableciesen nuestros vínculos, y con ellos la prosperidad de nuestro comercio, que atribuye en gran parte su decadencia á las rupturas con la Banda Oriental. Estas esperanzas deben ser perdidas dando por asentado que aquellos campos sean dominados y añadidos al imperio portugues.

» Se convendrá en que todas estas razones prueban medianamente los perjuicios que nos son consecuentes á la ocupacion de los pueblos orientales por una potencia extranjera; pero de ningun modo el derecho para exigir que dejen los Portugueses penetrar en su propio territorio la anarquía del vecino. Esto último es lo que intenté demostrar, y lo verificaré en la *Gaceta* ordinaria del sábado próximo continuando el hilo de estas observaciones. El honor del que las hace está ofendido, y no pide para vindicarse sino que se aguarde á ver el fruto que él espera sacar de sus tareas de todo género, sacrificando sin reserva su reposo y hasta su existencia por la gloria y por la dicha de la patria. »

1817.

Division de Rivera batida por Márquez de Souza.

Manuel Márquez de Souza fué destacado con dos escuadrones y logró sorprender en Chafalote al expresado capitan Muñiz, que se hallaba en aquel punto de avanzada con poco mas de 200 hombres; le dispersó, tomándole dos oficiales, D. José Cabral y D. N. Arciola, de las milicias del departamento de Maldonado, algunos muertos que no pasaron de 8, y 23 prisioneros (1). En el mismo dia, el mayor Márquez regresó á la angostura de Castíllos, se reunió con la columna que venía en marcha, la cual desprendió una fuerza de 1,400 infantes, 500 caballos y 4 piezas de artillería volante, á las órdenes del teniente general Píntos, el que se dirigió al arroyo del Alférez, con el designio de sorprender ó batir una division de 1,300 hombres de la patria, que se hallaba allí á las órdenes del general Rivera; pero cuando habia pasado la columna portuguesa el arroyo de la India Muerta y hecho alto en el Sarandi, los patriotas le aparecieron sobre su retaguardia, y despues de haberse empeñado algunas guerrillas, se siguió una batalla general que estuvo indecisa por mas de dos horas; pero sea por la superioridad del número de los Portugueses, ó por ser soldados veteranos y acostumbrados á batirse, lograron vencer á los patriotas, que no ascendian en número á mas de 1,400 hombres bisoños, faltos de armas y municiones, y de jefes que tuviesen el conocimiento bastante en el arte de la guerra.

Batalla de India Muerta, ganada por los Portugueses.

La columna vencedora sufrió graves contrastes.

Con todo, la resistencia fué tan tenaz y se batieron con tal ardor que la columna vencedora sufrió graves contrastes, siendo considerable la pérdida de oficiales y tropa, particularmente en la caballería de la derecha de su línea, siendo esta envuelta y acuchillada por dos veces; pero un vivo fuego de infantería, las granadas de un obus, que estaba servido con habilidad y buen acierto, y las balas de tres piezas volantes, obligaron á los patriotas á ponerse en retirada, apoyándose del arroyo de la India Muerta, que tenian á su espalda á distancia de poco mas de media legua, habiendo dejado en el campo entre prisioneros y muertos mas de 300 hombres, entre los últimos el

(1) Parte del capitan Muñiz al general D. Fructuoso Rivera.

bravo capitan de caballería D. Claudio Caballero, ayudante del general Rivera, D. Jerónimo Durante, que murió á los ocho dias, y otros oficiales. 1817.

Se vió obligada á replegarse.

El general Rivera permaneció con poco mas de 100 hombres sobre la columna vencedora, la que al dia siguiente de la batalla fué obligada á replegarse al grueso de la division, que se hallaba en San Cárlos, á las inmediaciones de Rocha. El teniente general Píntos sufrió alguna incomodidad por las partidas del general Rivera, las que durante la marcha de tres dias consecutivos le hostilizaron. Reunida la columna del general Lecor en Rocha, siguió su marcha hasta San Cárlos : en cuyo tránsito no fué incomodada, y solo en su retaguardia les tomaron los patriotas al Dr. Antonio Carnéiro, al ayudante D. Jacinto Píntos, hermano del general vencedor, y algunos ordenanzas, que acompañaban á estos oficiales, que venian del Rio Grande, donde habian quedado, y seguian á incorporarse á la columna. Esta operacion la efectuó un baqueano de las fuerzas de los patriotas, Leonardo Olivera (despues coronel del Estado Oriental del Uruguay).

El baron de la Laguna acampó en San Cárlos.

El baron de la Laguna al situar su campo en San Cárlos, se le habian incorporado muchos hijos del país y particularmente los milicianos del departamento de Maldonado, los cuales aterrados con el mal resultado de la India Muerta, y considerando todo perdido, se incorporaban al vencedor, á quien ofrecian sus brazos y conocimientos del campo para servirle de guia ; muy pronto el baron formó un escuadron de guerrillas, dándoles por oficiales á unos Gándaras, hijos de Maldonado, y por capitan á un Español, Juan Mendoza, vecino de la ciudad de Maldonado, hombre de algunas aptitudes y de algun crédito en aquel departamento, lo que contribuyó á que en ménos de 15 dias los invasores contasen con mas de 100 hijos del país, que hacian toda clase de servicios en favor del ejército portugues. Á principios de diciembre destacó dos escuadrones de caballería de línea y al Español capitan Juan Mendoza con las guerrillas á una descubierta sobre el arroyo del Sauce, en el cual fueron batidos completamente por el comandante D. Venancio

Accion ganada por una division patriota.

1817. Gutiérrez, de la division patriota, habiendo quedado en el campo muertos mas de 150, entre estos el capitan Mendoza y otros oficiales portugueses, y 7 prisioneros, entre los cuales 5 oficiales. El baron se trasladó á la ciudad de Maldonado con el todo de la columna; allí permaneció algun tiempo, no obstante habérsele incorporado el general Silvéira, que, á la cabeza de 1,800 hombres, se habia separado del Rio Grande, formando la columna del centro, que pasó el rio Yaguaron á principios de octubre, y ocupó la villa del Cerro Largo.

El baron se trasladó á Maldonado.

El general Silvéira tenia por baqueano un mulato, antiguo contrabandista, que conocia palmo á palmo tanto la campaña del Brasil como la de Montevideo, llamado Manuel Joaquin de Carballo, á quien hizo capitan: reunió tambien y puso bajo sus inmediatas órdenes á algunos reclutas con el nombre de guerrillas de la columna del centro. El capitan Manuel Joaquin destrozó á Bonifacio Isosa en el Zapallar, le mató algunos hombres y le hizo 14 prisioneros con los cuales regresó al Cerro Largo, donde se hallaba la columna, la cual se puso en marcha por la Cuchilla Grande con direccion al Cordobes.

El general portugues Silvéira hizo capitan á Manuel Joaquin de Carballo.

Este derrota á Bonifacio Isosa.

Al llegar al Fraile Muerto, destacó el general Silvéira dos compañías de caballería del regimiento de voluntarios reales, un medio escuadron de milicias del Rio Grande, y las guerrillas de Manuel Joaquin, para que saliesen á explorar por su flanco derecho y llamar la atencion de los patriotas miéntras la columna ocupaba el rio Cordobes; esta fuerza tuvo un encuentro en Pablo Páez con las fuerzas de Otorgues, el que en persona atacó á los Portugueses, y sin embargo que estos al principio del encuentro consiguieron matar al capitan de la patria D. Manuel Galeano y algunos soldados, fueron dispersados por los patriotas. Retirándose estos el mismo dia con direccion al Cordobes, miéntras los vencidos se incorporaron á la columna principal, que se divisaba en la cuchilla que divide el Cordobes y la Lechiguana, la cual pasó el rio Cordobes en la Picada de la Perdiz y siguió sus marchas á las puntas de las Cáñas y del rio Yí, en el paso del Rey para arriba, hasta posesionarse de un potrero en el arroyo Casupá.

Encuentro de Pablo Páez.

El coronel Otorgues habia seguido su marcha en retirada y se vino por el flanco derecho de la columna portuguesa hasta el Tornero : en ese punto se le incorporó el general Rivera con 1,200 hombres de todas armas y dos piezas de artillería, es decir, un cañon volante de á cuatro y un obus. Allí se resolvió entre ambos jefes batir al general Silvéira, que distaba de ellos poco mas de 5 leguas; pero habiendo marchado los patriotas como una legua del Tornero, Otorgues no quiso seguir; y separándose con las fuerzas de su mando, se retiró con direccion al Yí, dejando á Rivera comprometido con su pequeña division, con la cual resolvió hostilizar á los invasores. Destacó sobre ellos al capitan D. Juan Antonio Lavalleja con 400 hombres de caballería, quien condujo con habilidad sus operaciones, y consiguió poner á los enemigos en un riguroso asedio por mas de 12 dias, al cabo de los cuales el general Silvéira se puso en marcha con la columna en direccion al pueblo de Mínas; durante esta, el capitan Lavalleja le disputó con energía el terreno, hostilizándolo siempre con partidas por los flancos, vanguardia y retaguardia, tomándole hombres, caballos, etc. En el paso de la calera de Santa Lucía, el mismo capitan Lavalleja consiguió cargar á dos escuadrones portugueses, acuchillándolos. La columna portuguesa ocupó Mínas ; pero los patriotas la pusieron en asedio formal por mas de ocho dias, en los cuales le hostilizaban noche y dia.

1817

Asedio puesto por los patriotas á los invasores.

Carga hecha á dos de sus escuadrones.

En Mínas, los patriotas acuchillaron varias veces algunas partidas de caballería que osaban salir á descubiertas á una pequeña distancia fuera de los fuegos de artillería y masas de artillería, las cuales estaban siempre en continua alarma. En fin, á mediados de enero de 1817 el general Silvéira se puso en marcha de Mínas, y atravesando la sierra de Mataojo, se incorporó á la columna del baron de la Laguna, que se hallaba en *Pan de Azúcar*.

El baron de la Laguna en *Pan de Azúcar*.

En el mes de enero siguió su marcha el general Lecor con el todo de sus fuerzas con direccion á Montevideo. En este tránsito se le aparecian pequeñas partidas de los patriotas que le hostilizaban débilmente; el 18 del mismo mes campó el todo

Siguió para Montevideo.

1817. de la columna portuguesa en la Chacarita de los Padres, á dos leguas de la ciudad : el 19 se presentaron al baron los capitulares D. Juan Benito Blanco y D. Luis de la Rosa Brítos, que acompañados del vicario D. Dámaso A. Larrañaga, presentaron al baron las llaves de la ciudad, ofreciéndole á nombre del cuerpo capitular y del pueblo sumision y respeto á sus órdenes. El baron las recibió, y al dia siguiente entró en la ciudad con todo el ejército, el cual volvió á salir despues de haber paseado las calles de la ciudad, que habia sido abandonada por los patriotas, y se campó en los arrabales, es decir, en los extramuros, ocupando la infantería los saladeros de Silva y Peréira y la caballería los de Casaballe y Chopitea en el Cerrito. El baron formó su cuartel general en Montevideo, apoderándose de cuanto pertenecia á la hacienda; se mantuvo mas de tres meses sin hacer ningun movimiento sobre los patriotas, que ocupaban el Manga y Peñarol, y le hostilizaban dia y noche con guerrillas, arrebataban las caballadas que tenian en el Cerro, y mucha de la que sacaban á pastar á la inmediacion de los mismos campos. Por último, acosado ya el baron con los continuos asaltos y perjuicios que sufria de los patriotas, resolvió hacer una salida, que efectuó á principios de julio, y llegó hasta la quinta de doña Ana Cipriano, en Toledo, á cinco leguas de Montevideo, de donde regresó despues de haber tenido continuas guerrillas con los patriotas, que le disputaban el terreno á palmos dia y noche. El general de los patriotas, Rivera, mandaba estas fuerzas, y en la misma quinta de doña Ana hubo un encuentro serio en el que hubo pérdidas considerables de una y otra parte : los Portugueses perdieron un mayor, sobrino ó pariente del general Márquez, y otro oficial; y los patriotas al ayudante del general Rivera, D. Juan Manuel Otero : el capitan Lavalleja se distinguió en aquel dia como acostumbraba hacerlo.

Presentánle las llaves de la ciudad, en la cual entra.

Encuentro que tuvo con los patriotas en la quinta de Da. Ana.

Retirada del baron á Montevideo.

El baron, despues de haber hecho cargar en las carretas que traía todos los trigos y maíz de aquellos infelices moradores de Toledo y Manga, se retiró á Montevideo, é hizo ocupar nuevamente á su ejército las posiciones que habia dejado al em-

prender esta primera salida á la campaña, en la cual no alcanzó el baron otros trofeos que el aumento de granos que trajo á sus almacenes, habiendo dejado en poder de los patriotas alguna caballada que llevaba y no pocos soldados muertos. 1817.

Entretanto el baron habia conseguido aumentar sus escuadrones de guerrillas con los hijos del país, elevándose entónces al número de mas de 400 hombres, los que comandados por los Alonsos, del pueblo de Mínas, los Llerenas, de Canelónes, D. Martin Albin, y los hermanos de este, D. Francisco y D. Bernabé, de la Colonia del Sacramento, D. Manuel García, del Cordon, un Aldanengo, de San José, Gándara, de Maldonado, y un Rocha que servia de guia principal á los invasores, cometian toda clase de tropelías contra los inermes vecinos de los distritos de Toledo, Manga, Piédras, etc., pues el baron les disimulaba y autorizaba esas violencias en premio de los servicios que le prestaban.

Sus filas aumentadas de algunos hijos del país.

El baron hizo una nueva salida en persona con una fuerza de 5,000 hombres: á principios de setiembre reunió sus fuerzas en los cuarteles de Casaballe; á las inmediaciones de aquel punto se le apareció el general Rivera con 500 caballos y 200 infantes, mandados por el capitan D. Ignacio Oribe, y una pieza de artillería mandada por el capitan D. Manuel Oribe.

La segunda salida con 5,000 hombres.

En frente del cuartel de Casaballe, hubo fuertes guerrillas con los patriotas, los que al dia siguiente se pusieron en retirada para incorporarse á su retaguardia, que ocupaba el paso de Coello, en Santa Lucía, á las órdenes del delegado D. Miguel Barréiro, D. Tomas García de Zúñiga y D. Rufino Bausá. El baron siguió sus marchas con direccion al pueblo de Canelónes: el capitan patriota D. Juan Antonio Lavalleja le hostilizaba bizarramente dia y noche con parte de la caballería de la division del general Rivera, el que habia marchado al paso de Coello, para preparar la infantería que habia de impedir al baron el paso del rio; pero desgraciadamente el batallon de libertos se sublevó contra los jefes Bausá y demas que le comandaban, y sin embargo de que el general Rivera pudo contenerlo en parte por haber mandado fusilar á las cabezas de motin, el batallon

Guerrillas con los patriotas.

El baron siguió hácia Canelónes.

1817.

Emboscadas patriotas.

sufrió desercion y quedó descontento. El general Rivera colocó algunas emboscadas en el paso de Coello; no obstante el ejército portugues consiguió forzarlo á pesar de la resistencia vigorosa con que los patriotas se oponian sosteniendo aquel importante punto con un fuego continuado por mas de dos horas. La pérdida de 50 soldados portugueses y de mas de cien patriotas fué el resultado de este choque, que terminó por la oscuridad de la noche, en la cual emprendió el general Rivera su retirada á Santa Lucía Chico, por el paso de la Arena de dicho rio, ínterin los Portugueses se dirigieron á la calera de D. Tomas García de Zúñiga, y desde allí continuaron su marcha hasta el pueblo viejo de Pintado: en este punto sufrieron los Portugueses la pérdida de 40 muertos y 76 prisioneros, entre ellos un oficial de cazadores. El general Rivera en persona dirigió este ataque á la cabeza de 300 hombres; el capitan Lavalleja se portó con la bravura de costumbre, y los de su misma clase D. José Yupes, D. Miguel Quintéros y D. Pedro Pablo Sierra, como lo habian hecho en toda la marcha del enemigo desde la calera hasta aquel punto.

Choque en el paso de Coello: retirada del general Rivera.

Combate desfavorable á los Portugueses.

Retirada del baron para Montevideo.

Al dia siguiente de esta jornada, el baron se puso en retirada para Montevideo con el ejército, haciendo arrebatar en el tránsito á los pacíficos é indefensos moradores de los distritos de la Vírgen, Santa Lucía y Canelon todos sus ganados, caballos, etc., que condujo á la barra de Pantanoso, siendo de continuo hostilizado por los patriotas, que á las órdenes del general Rivera obraban sobre las masas enemigas con habilidad y buen resultado (1).

(1) Véase la Memoria sobre las operaciones del ejército de Su Majestad Fidelísima en los años 1816 á 1819 contra los habitantes de la provincia de Montevideo, *Biblioteca del Comercio del Plata*, pág. 321.



DOCUMENTOS.

NOTA RECOMENDATICIA DEL VIREY PEZUELA

AL MINISTRO DE LA GUERRA DE ESPAÑA

SOBRE EL GENERAL OSORIO, ACUSADO DE INSUBORDINACION.

EXCMO. SEÑOR MINISTRO DE LA GUERRA:

1817.

Pezuela defiende á Osorio de las acusaciones que se le hacen.

Tengo el honor de elevar por conducto de Vuestra Excelencia á las soberanas manos de Su Majestad el adjunto memorial del brigadier de los reales ejércitos D. Mariano Osorio, y de recomendar á su consideracion la situacion lastimosa á que le tiene reducido el pesar de contemplarse caido en su real desagrado. Tal es el resultado que parece inevitable, el que sucumba presto su vida ó su juicio al vigor de su penetrante impresion. Atribuye su desgracia á la de haber sido pintado á los ojos de Su Majestad con la odiosa nota de insubordinado por mi antecesor el marques de la Concordia; y en la ignorancia de los motivos en que fundaria la calificacion, recorre varias occurrencias que acaso pudieran haber dado ocasion á ella. Se me resiste dar crédito á la conjetura de Osorio, por constarme personalmente que entre sus demas prendas militares todas las que constituyen un completo oficial, y que ha reunido este en su larga carrera, se ha distinguido especialmente por la de una subordinacion ejemplar. Mas aun cuando fuesen ciertas sus sospechas acerca de los datos supuestos, sin profundizarme en el análisis de ellos, por no ser de mi incumbencia, no entreveo otra cosa en su contenido mas que el celoso empeño de los jefes beneméritos que cooperan eficazmente y á porfía á la ejecucion de una grande y peligrosa obra, y que discordando alguna vez en los medios mas adecuados para llevarla á su término, apoyan cada uno sobre los que les aconsejan sus conocimientos y aten-

1817. ciones peculiares ; pero hay quizá otro empeño no ménos activo, la malignidad, á fin de comprometer la acreditada delicadeza de ambos en desavenencias personales, para daño del servicio de Su Majestad y provecho de sus siniestras ideas. No era posible que ni por aquellos ni otros medios triunfasen los perversos de la virtud de Abascal y Osorio : á pesar de ella, el rebelde reino de Chile fué subyugado ; pero si lograron vengarse del general que les hizo sentir el filo de su espada vencedora, degradando en el ánimo del rey el valor del mérito que contrajo, y encareciendo unos pequeños incidentes que, aunque tuvieron algo de reparable en sí, se desaparecen al brillante resplandor del hecho principal. Protesto á Vuestra Excelencia que Osorio ha sido siempre vasallo amante de su soberano ; que jamas ha faltado de intencion á ninguno de los deberes de un subordinado militar ; y que es digno que contribuya Vuestra Excelencia á que sea repuesto en la buena gracia de Su Majestad. El menor indicio que le persuada el logro de tan ansiado beneficio, le restituirá á la vida y al sosiego ; causará la confusion merecida en las negras almas de los malvados que activaron su indisposicion con el jefe ; y consolará á las buenas que se lastiman de la humillacion y oscuridad en que yace un hombre de su raro mérito, reinando en España el mas justo y generoso de todos los monarcas.

Conducta que este ha observado siempre.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

JOAQUIN DE LA PEZUELA.

PLAN PARA LA RECONQUISTA DE CHILE,

TRABAJADO POR EL GENERAL O'HIGGINS EN 1815.

Plan de campaña para atacar, destruir y exterminar á los tiranos usurpadores de Chile.

1817.

Admirable colocacion de Chile.

La admirable colocacion de Chile, desde los veintisiete grados de latitud austral hasta los cincuenta y tres y medio, y entre los doscientos noventa y cinco y trescientos veintiuno de longitud, figura el aspecto de una gran plaza fuerte cuadrilonga cuya ciudadela es Santiago de Chile : los dilatados espacios limítrofes de las provincias del Perú es el lado norte de ella; el mar Pacífico la cortina del oeste ; el estrecho de Magallánes el costado del sur, y las grandes murallas de la Cordillera de los Ándes el del este. Cuando el gobierno de las Provincias Unidas del Rio de la Plata resuelva atacar y destruir á los tiranos usurpadores de Chile, el general en jefe del ejército argentino empleará todos los medios que estén á sus alcances para apoderarse de tan interesante país, moviendo todos los resortes ofensivos á la conclusion de tan vasto plan, sin que no podrá jamas la América del Sur contar con su segura independencia.

Fuerzas de los realistas.

Se supone el ejército enemigo con la fuerza de 4,000 hombres de tropas regladas, divididas en la forma siguiente : 200 hombres en Coquimbo, aunque se sabe que en el dia solo hay 80 fusileros montados, 300 entre Valparaiso y la costa de San Antonio, 500 en el valle de Aconcagua y boquetes de Cordillera hasta el de Rio Claro, 2,000 en Santiago, y 1,000 en la provincia de Concepcion, repartidos como sigue : 500 en Concepcion, 100 en Talcahuano y Penco, 150 en Chillan, 100 en Arauco y 150 entre los Ángeles y plazas de la frontera. La provincia de Coquimbo tiene 1,200 hombres de milicias de á caballo, la de Santiago pasa de 8,000, y la de Concepcion igualmente mas de ocho mil.

1817.

Mal estado en que se encuentran.

Se debe considerar una mitad de esta fuerza de caballería cuando ménos al presente sin caballos, por haberse destruido en las campañas y guerras de los años pasados. El general del ejército real no puede contar con el todo de la otra mitad de caballería de milicianos, que supongo habilitados para el servicio. Ellos, no obstante su rusticidad, conocen la justicia de nuestra causa; han sentido el yugo opresor que los devora y arranca de sus familias para sacrificarlos al capricho de mandones que cuando los divisen aislados, ó estrechados por las legiones patriotas, y contemplen unidos á ella aquellos de sus compañeros de armas que en otro tiempo marchaban á su frente, es indudable que no solo los milicianos, sino tambien mucha parte de las tropas de línea que ántes seguian el ejército republicano, correrán á colocarse entre los estendartes y banderas de la libertad.

Medidas que se deben tomar para batirlo.

Aunque parece que el número de fuerza que se supone al enemigo, tanto de tropa de línea como de caballería miliciana, y los diferentes obstáculos que presentan las grandes murallas de los Ándes y los del Cabo de Hórnos, ofrezcan dificultades casi insuperables, hé aquí las medidas que me parecen conducentes para batirlo, destruirlo y acabarlo. La premura del tiempo y la brevedad de este plan no dan lugar á detenerse en la demostracion topográfica de estos puntos, que no deberá descuidar el general libertador.

Instruccion que debe hacerse de los pasos, etc.

El general del ejército republicano se instruirá de todos los boquetes de Cordillera desde el de Santa Bárbara en la alta frontera, hasta el de Colangui en Coquimbo, y de todo paso ó senda que conduzca al territorio de Chile; entablará correspondencia y amistad con las naciones de los Indios Pehuenches y demas que habitan la parte oriental de la Cordillera, ganándoseles por medio de regalos adecuados al gusto de estos nacionales; se les convencerá de la necesidad de que franqueen camino por sus tierras á nuestras tropas, para exterminar en Chile á los moroguineos ó Españoles, sus antiguos é irreconciliables enemigos y competidores; que igualmente entreguen á los emisarios de estos, que en la actualidad debe haber entre ellos, aguardando

se abra la Cordillera para conducirse á Chile y avisar al enemigo de los acontecimientos que entendiesen haber de esta banda de la Cordillera; para el desempeño de esta importante diligencia se destinarán los hombres de opinion é inteligentes en el idioma. Pondrá partidas avanzadas en los Ándes para evitar que por cualquier otro camino se comunique al general peninsular la ruta por donde se conducen las columnas de Buenos Aires, establecerá una pequeña batería en la Punta de los Vácas y pretenderá allanar el camino de Uspalata al valle de Aconcagua, para hacer creer que por él se conduce el ejército y de este modo turbar al enemigo. 1817.

Fuerzas del ejército de Buenos Aires.

Se supone al ejército de Buenos Aires de 4,000 hombres de infantería, 1,300 de caballería, 100 artilleros de á caballo y 300 artilleros á pié, inclusos los zapadores (aunque parezca demasiado este número de caballería, la clase de guerra que se va á hacer en Chile así lo pide), mineros y obreros, etc., cuya total fuerza es de 5,300 fuera del estado mayor. Se dispondrá de la fuerza en la forma siguiente. La primera division, ó de la izquierda, se compondrá de 600 infantes, 500 dragones, 50 artilleros de á caballo y 50 artilleros, inclusos zapadores y obreros. Allanado el consentimiento de los Indios para el tránsito por sus tierras á Chile, se dirigirá esta fuerza á la Cordillera de Antuco, que, segun entiendo, desde las inmediaciones de Lujan se aparta el camino que va al lugar expresado. El coronel D. Luis de la Cruz atravesó este camino el año de 1815, salió de Concepcion de Chile, y cortando por el boquete de Antuco vino á salir á Melinqué, aunque el mismo Cruz expresó á su vuelta podia haber salido á la villa de Lujan, camino mas recto, y que por consideraciones á los Indios que lo conducian no lo efectuó. El derrotero del expresado Cruz, que debe encontrarse en el cabildo, gobierno, casa del consulado y audiencia, es la guia que debe dirigir al comandante general de la primera division, hasta apoderarse del boquete y plaza de Antuco, álias de Ballenar, que defiende la entrada á Chile por este camino. La artillería se compondrá de dos obuses de seis pulgadas, dos piezas de á ocho; las demas piezas serán de á cuatro, y las cortas de

Composicion de la primera division; los movimientos que debe ejecutar.

1817. montañas son esenciales para aquel país. Siendo, pues, esta primera columna la que ha de romper la campaña, hacer movimientos rápidos, para apoderarse de las plazas de la frontera y de abrir la comunicacion con las costas y puertos de Arauco, como tambien proveer de víveres la armada, que ha de obrar de acuerdo con el ejército, etc., se cuidará que ella vaya equipada en la forma mas lijera, no olvidando un repuesto de caballos herrados. El boquete de Antuco suele abrirse desde principios hasta fines de octubre, segun las nevazones y variedad de los años; por esto es que se debe calcular que para principios de octubre haya de estar la primera division en las inmediaciones de la Cordillera de aquel paso, con el objeto de aposesionarse ántes de que el enemigo lo entienda.

Id. de la segunda, y sus diferentes movimientos.

La segunda division, ó del centro, compuesta de 3,500 individuos, el cuartel general, parque, repuestos, etc., se dirigirá á la Cordillera y boquete de Rio Claro, que parece tiene camino bastante trajinado, pues por él se conducian para cuyo efecto se compuso el derrotero de Cerros. ....., quien reconoció este boquete el año de 1805, puede servir de guia. Se nos dice que este individuo pasó en carretilla desde los planes de Chile hasta las llanuras de este lado, y este es el mejor conductor para la artillería gruesa, etc. Esta division se acantonará en la inmediacion del expresado boquete, que, abriéndose á fines de octubre ó principios de noviembre, haga su marcha á posesionar de la entrada á él por la parte de Chile. Al norte de este boquete está el del Planchon, que tambien es de los mejores. Se debe hacer correr la voz cuando se esté á sus inmediaciones, que por él intenta pasar el ejército, para turbar mejor al enemigo. Ambos pasos proporcionan buenos pastos, aguadas, etc., y desde aquí es fácil tomar noticias del estado del país. Mucha precaucion es necesaria con los Indios Pehuenches, porque el enemigo trabajará infinito en ganárselos, á fin de que abriguen á sus espías y les pasen noticias que les sean convenientes.

Id. de la tercera ó de la derecha.

La tercera division, ó de la derecha, se compondrá de 300 hombres montados, y cuatro piezas de montaña, calibre de á cuatro, para poder conducirlas á lomo de mulas. Esta division

se dirigirá á San Juan, desde cuyo punto á Coquimbo se puede entrar por cuatro partes ó caminos, y son: la cordillera de Colanqui, la de Monterey, la de Hurtado y la de Lagúnas, aunque son preferibles los dos primeros. Esta fuerza, dividida en iguales trozos, debe entrar por dichos dos puntos; y adoptando este expediente, es muy fácil aprovecharse de todo el regimiento de caballería, que consta de 1,200 hombres sitos en los valles de Elqui, ó rio de este nombre, y en el de Monterey; é igualmente se logra que el ejército transite con mas brevedad por la proporcion de víveres y cabalgaduras. En segundo lugar, la guarnicion de Coquimbo, que es muy corta, queda cortada, y el gobernador y demas particulares no podrán extraer los caudales públicos y de las pertenencias privadas. Finalmente, estos caminos son mas accesibles y fáciles de superar tanto por la poca elevacion de las cordilleras, como porque en muy raras partes dejan de ser aptos para trotar en las marchas. Por Colangui hay tres cordilleras; la primera titulada de Colangui, la segunda la Punilla, y la tercera la Punillita; todas tres se pasan á paso de carga en seis horas con la mayor comodidad. En el mes de noviembre hay abundancia de pastos, especialmente en los valles titulados del Cura. La de las Lagúnas, sin embargo de tener una sola cordillera, es ménos adaptable; porque el camino es asperísimo y se estrecha tanto en el espacio de doce leguas que es necesario pasar el rio sobre cincuenta ocasiones. De San Juan á Coquimbo habrá 120 leguas por el camino de Colangui, y por Monterey un poco ménos. En órden al de Hurtado no hay que trepidar, el camino es áspero: son cuatro cordilleras, algunas de ellas bien altas, y se nombran la de Santa Rosa, la de Oliváres, los Pátos y la de Hurtado: no hay tampoco en esas inmediaciones la abundancia de víveres y cabalgaduras que pueden proporcionarse en el rio de Elqui y Monterey. Dichos rios son muy poblados, y sus vecinos cultivan terrenos divididos en pequeñas porciones, y allí está muy buena parte de la riqueza, como son viñas, alfalfales, y haciendas de crianza y engordo. El camino de Monterey tiene cuatro cordilleras muy suaves, y es mas corto que el de Colangui.

1817.

Corta guarnicion en Coquimbo.

Los rios Elqui y Monterey.

1817. De San Juan hay un camino de arria para Putaendo, y por él se transitaba en años pasados cuando se derrumbó el de Uspalata. De dicha ciudad á Putaendo habrá 85 leguas, las cincuenta desde San Juan hasta la primera cordillera titulada los Manantiáles, y el resto hasta Putaendo. Por este camino se pasan tres cordilleras, á saber, la sobredicha de los Manantiáles, la segunda los Peniténtes, la tercera los Pátos, hasta tocar en Putaendo, cuyo rio deslinda con la Aconcagua. Se advierte que en llegando á Putaendo, queda atras la villa nueva de los Ándes.

La tercera division se apoderará de Coquimbo.

Reunida la tercera division con las milicias de caballería del valle de Elqui, pasará á posesionarse de Coquimbo, capital de la provincia de este nombre, y así quitar y privar al enemigo de recursos de dinero que por mar se podrán remitir á nuestro ejército por la bahía de Maule, puerto no muy distante de Talca.

Movimientos y composicion de la cuarta division.

La cuarta division se compondrá de 800 hombres, inclusos la artillería y 100 dragones soldados de caballería: toda esta tropa irá prevenida de habíos para montar. Ella será conducida en la escuadrilla que pase el mar Pacífico á obrar de acuerdo con el ejército. Los continuados temporales en la estacion del invierno en el Cabo de Hórnos obligarán á sus buques á separarse unos de otros, por lo que es de necesidad señalar un punto de reunion que no pueda ser observado por el enemigo; la isla de la Mocha, sobre la costa de Chile en la parte occidental, situada en el mar Pacífico meridional, en los 38 grados y 28 minutos de latitud sur, es llana y baja por la parte del norte, pero montañosa por el lado del sur. La costa es baja y arenisca, el interior es fértil, hay algunos caballos silvestres y multitud de cerdos. Ella está 25 leguas rectas al norte del *Morro de Bonifacio* y opuesta al rio Imperial por el lado abajo. Esta isla tiene malos desembarques, los vientos oestes en primavera son los reinantes y recios, no tiene puerto seguro; pero, no obstante, no habiendo otro punto en aquellos mares para la reunion referida, sin poder ser descubiertos por los de la costa, de necesidad deberá efectuarse en este lugar para que despues

La isla de la Mocha.

de la reunion se proceda al reconocimiento de la isla de Santa María, en cuya altura pudiera el enemigo, con noticia de la armada que se equipa en Buenos Aires, tener buques de guerra cruzando en aquel puerto con el objeto de destruir los nuestros, ántes que verifiquen su reunion en el Océano Pacífico, pues deben conceptuarla impracticable en el Cabo de Hórnos, no obstante que ya lo han pasado unidos los buques de Jorge Anson, la escuadrilla de Alava y varias otras. La isla de Santa María está sita en los 37 grados de la latitud sur, legua y media del continente y costa de Arauco; tiene tres puertos muy capaces, uno al norte, otro al sur y otro al este. Las playas de estos tres puertos son tranquilas y adecuadas para un desembarco. Á la parte del oeste no tiene desembarco, y sus playas llenas de bajos no son navegables: aquí hay abundancia de pescados, mariscos, leña, agua, y se encuentran en las montañas algunos cerdos silvestres.

1817.

La isla de Santa María.

La escuadrilla procurará bloquear el puerto de Talcahuano, el de Valparaiso y Coquimbo, ántes que sean vistos en las costas del sur, porque los buques de comercio aprovecharian los momentos para dar la vela, conducir víveres y dineros á Lima, é instruir al virey y al comercio de esta ciudad del estado de la costa de Chile. En el mes de setiembre es cuando los buques de la costa de abajo hacen su arribo á Talcahuano y Valparaiso con frutos y algun dinero, para conducir en retorno granos, vinos y víveres. La isla de Santa María es lugar propio para refrescar la tropa si fuera necesario, y conduciendo cuatro ó seis cañones de plaza se puede proporcionar puerto seguro para resguardar los buques de fuerzas mayores. El desembarco de la cuarta division en la costa de Arauco se ha de graduar que á un mismo tiempo asomen la primera division en Antuco, la segunda en el centro del reino, que es Rio Claro, y la tercera en Coquimbo, que deberá ser á principios de noviembre.

Bloqueos de Talcahuano, Valparaiso y Coquimbo.

Para que el desembarco de la cuarta division en la costa de Arauco sea acertado, se hará en el rio Carampangue, que desemboca al Océano Pacífico, á dos leguas al norte del fuerte de Arauco, y dista dos leguas y media de Santa María: el expre-

El desembarque de la cuarta division se efectuará en el rio Carampangue.

1817. sado fuerte suele tener dos ó cuatro cañones al lado del Océano y muy poca guarnicion. La boca del Carampangue no tiene mucha agua, pero con la marea podrán entrar embarcaciones menores y conducir las tropas que se han de posesionar de la ribera del sur del rio, y organizadas con cuatro piezas de á cuatro tomarán las alturas que están inmediatas al fuerte, el que inmediatamente será del ejército de la patria sin resistencia alguna. Concluida esta diligencia, se destacarán 200 hombres con dos piezas de campaña á tomar posesion de los altos y angosturas de Villagran, que distan como seis leguas y media de Arauco, quedando así esta provincia tan asegurada que ni 2,000 hombres de bayoneta podrán tomar las estrechuras.

Se hará reconocer el ejército de la patria por los jueces.

Por una circular se citará á los jueces territoriales y capitanes de milicias para que reconozcan y juren sostener las armas de la patria, declarando que al que no obedeciera se le secuestrarán sus bienes y haciendas, siendo tratados como enemigos, asegurándoles que los Carreras no dispondrán ya de sus haciendas, bienes y patria. Es de advertir que esta provincia se sublevó por haber mandado el general Carrera á un oficial Jordan y otro Nicolas Carrera á saquear haciendas, etc. En Arauco desembarcó el general Gainza con 850 fusileros que condujo de Lima y Chiloé, y por aquí se introdujeron todos los auxilios al ejército enemigo en Chillan.

Lo que deberá obtenerse de los Indios

Se hará una parla á los Indios caciques para excitarlos á cortar toda correspondencia con Valdivia, Chiloé y el ejército enemigo, y para ganarlos se les llevaria algunos presentes de poco valor.

La posesion de este punto en Chile es muy importante: conserva y da víveres á la escuadrilla, la habilita para cruzar en el mar Pacífico, corta las correspondencias de Valdivia y Chiloé, evita que el enemigo saque multitudes de caballos, vacas, milicianos de á caballo é Indios, que son numerosos y sirven para abultar los ejércitos, y ayudar al bloqueo de Talcahuano y que es el fin principal. Esta division, la escuadrilla y la 1ª division, son las fuerzas que han de rendir la provincia de Concepcion, la que, una vez asegurada, la de Santiago

es infaliblemente perdida. La escuadra puede conducir la artillería de batir, la de plaza y algunos morteros, para bombardear el último punto en que al fin se encierren los restos de los 1,000 hombres de bayoneta que se supone á la provincia de Concepcion, que por órden regular debe ser la ciudad de este nombre ó la de Chillan, en cuyo caso se obrará conforme á las circunstancias. Pero para apoderarse de la alta frontera, cortar toda reunion de los Indios llanistas, que son infinitos, como la de los regimientos aguerridos de este lugar que tambien son los mejores y mas disciplinados de Chile, la primera division se apoderará el 1° de noviembre del boquete y plaza de Antuco, álias de Ballenar, cuyo fuerte no podrá defender el enemigo, así porque es de estacada vieja, como por haber desfiladeros montuosos por donde la infantería podrá cortar la retirada á la guarnicion. Se establecerá una batería en este boquete para asegurar una retirada en algun acontecimiento imprevisto. Desde aquí marchará la division rectamente á apoderarse de la plaza de los Ángeles, capital de la alta frontera. Ántes de pasar el rio Rume, se destacará una guerrilla montada á tomar posesion de la plaza de Tucapel, que está á media legua de la otra banda del rio la Laja, y así se guarda el flanco dicho de la division. Este rio sale de una laguna que está al pié del volcan de Antuco y se reune con el Bio-Bio en la rinconada, mas de 35 leguas de la poblacion de Antuco, y estos dos rios, que son de primera magnitud, forman la isla de la Laja. En ella hay dos regimientos de caballería titulados lanceros de la frontera, núm. 1 y núm. 2 : son aguerridos por las continuadas guerras con los Indios, que disputan á palmos su territorio, y los deslinda el rio Bio-Bio. Despues de tomada posesion de la plaza de los Ángeles, dentro de la cual hay cuarteles cómodos para mas de 1,000 soldados, circulará una órden en toda la isla llamando á los jueces territoriales, jefes y oficiales de milicias, como á los comandantes de las plazas de Villacura, Santa Bárbara, San Cárlos, Talcamavida y Nacimiento, para que reconozcan la autoridad patria y reunan la milicia con el objeto de hacer de ella el uso que mas convenga á las circunstancias. Mucha parte de

1817.

Diferentes movimientos.

Reconocimiento de la autoridad patria por los jefes, etc., de Villacura, etc.

1817. ella entiende el manejo de fusil, y llevando de esta arma alguna cantidad mas de la que corresponde á la division, se aumentará el número de fusileros y dragones. Desde la poblacion de Antuco á la villa y plaza de los Ángeles habrá 18 leguas. La provincia de la Laja abunda de pastos, granos, vacas, mulas, ganados, menestras y algunos caballos. Desde esta situacion se debe abrir la correspondencia con Arauco, que distará como 24 leguas de camino fragoso.

Último recurso que le quedará al ejército realista.

Se supone que el enemigo siendo amagado por los puntos principales de Arauco y los Ángeles, viendo su retirada cortada á Valdivia y Chiloé, como tambien con la capital por la division del centro, no le queda otro recurso que, ó disolverse si son tropas del país, ó encerrarse en Concepcion ó Chillan, como se ha dicho ántes. Si es el primer caso, á un tiempo marcharán la 4ª y la 1ª division á tomar por la fuerza, si conviene, esta plaza, ó por sitio. La 4ª division tomará la plaza de Colcura, y en su puerto se embarcarán 200 hombres para á su tiempo desembarcarlos en el puerto de Dichato, y lo restante de la fuerza marchará á tomar la plaza de San Pedro, donde debe fortificarse la escuadrilla : bloqueará el puerto de Talcahuano y le intimará rendicion. La primera division pasará á posesionarse de la plaza de Yumbel y por consiguiente del partido de Reve, donde hay un regimiento de milicias de caballería, que es valiente, y muchos soldados entienden el uso del fusil. Se practicarán las mismas diligencias que en los Ángeles, y por Talcamavida se corresponderá con la 4ª division. Se seguirá la marcha á la Florida, cabecera del partido de Puchacal. En él hay un regimiento de caballería, que por las inmediaciones á Concepcion tal vez se encierre en dicha ciudad. Desde la Florida se avanzará á situarse la division en la Chacra de las Mónjas. Á este tiempo pasará una guerrilla de la 4ª division el Bio-Bio en balsas y se apoderará de la villa de Gualqui : igualmente en los mismos momentos deben los 200 hombres que se embarcaron en Colcura desembarcar en Dichato, entendiéndose por medio de señales con una guerrilla bien montada, que á prima noche saldrá de la primera division y amanecerá en el referido puerto.

La Florida: su importancia.

Hay varios caminos ocultos por las montañas para verificar este designio. Hecho el desembarco á un mismo tiempo, la 4ª division pasará el Bio-Bio en Gualpen, donde hay posiciones ventajosas que ocupar. La guerrilla de Gualpi se apoderará de las angosturas de este nombre y avanzará á proporcion que se aproximen las demas divisiones. La 1ª se situará en las alturas inmediatas á Agua Negra, que es el costado norte de la ciudad; la 4ª tomará el cerro de Chepe, donde establecerá una batería, y es la cortina del sur, la guerrilla de Gualpi ocupará la Puntilla y Caracol, que es el costado del oriente, y la division que desembarque en Dichato se situará en la altura del cerro de Gavilan, donde se establecerá otra batería, y es el costado del poniente. De este modo queda el sitio tan estrechado que la línea de circunvalacion corta el agua y domina las alturas de la plaza, á tan corta distancia que se pueden contar á la vista los individuos que haya dentro de ella; y de este modo no hay defensa, y por consiguiente la rendicion es segura. Si quedase alguna guarnicion en Talcahuano, tomándole las alturas por la parte de tierra, igualmente debe rendirse. Si en el segundo caso, el enemigo abandonando á Talcahuano y Concepcion se retira á hacer su defensa en Chillan, se reunirán la primera y cuarta division con la milicia de la provincia y se procederá al sitio de dicha ciudad, la que dominada de alturas puede ser bombardeada y destruida.

1817.

Posiciones ventajosas que ocupar en Gualpen.

La provincia de Concepcion ha sido el teatro de la guerra en los años pasados: por esta razon no puede estar muy sobrada de recursos; pero las fronteras abundan de ellos y se conservan ménos aniquiladas. Es esencial la entrada y posesion de esta provincia con preferencia á la de Santiago; primeramente, porque es la mas guerrera, tiene mas de 8,000 hombres de milicias de caballería capaces de empresas cuando bien guiados, y puede ella contar con mas de 6,000 Indios que son aficionados á la guerra; en segundo lugar, porque corta la retirada del ejército de Santiago á Valdivia y Chiloé, siendo innegable que si se tomase á Santiago primero, ademas de las dificultades *que presenta, el ejército enemigo se retiraria á los últimos puntos*

Estado precario de la provincia de Concepcion.

Su importancia militar.

1817. *referidos, de donde sería muy difícil arrojarlo ; abriria su correspondencia con Lima, y en el invierno que no pueden con facilidad ser bloqueados los puertos, serian socorridos ademas de los arbitrios que presenta Chiloé, tanto de víveres como de reclutas ;* y últimamente porque asegura á los ejércitos de la patria mejor entrada por los boquetes del sur, cuya distancia de la capital de Chile impedirá á las tropas reales el evitarlo, cuando al contrario variando el plan por boquetes inmediatos á Santiago cargará toda la fuerza enemiga á ellos, y tal vez no se consiga el paso, pues son tan fragosos y estrechos que con cortos reductos un pequeño ejército puede sostenerse contra uno numeroso, ademas que el puerto de Talcahuano es el mejor y mas seguro de todo el mar Pacífico, y proporciona en toda estacion anclaje á escuadras numerosas. El ejército invasor de Lima principió el ataque de Chile por esta provincia para lograr muchas de las ventajas que dejo expresadas.

La segunda division se posesionará del boquete del Rio Claro.

La 2ª division, ó del centro, pasará á principios de noviembre á posesionarse del boquete de Rio Claro, y luego que lo verifique, seguirá á sentar su cuartel general en Quecheréguas : este lugar proporciona cuarteles á mas de 2,000 hombres : tiene potreros pastosos, seguros, cantidad de vacas, y el país á sus inmediaciones haciendas ricas, ganados, mulas y caballos. Se mandará una division lijera de 300 hombres con cuatro piezas de artillería á la villa de Curicó, cabecera del partido del mismo nombre, que tiene dos regimientos de caballería, cuya division correrá hasta las orillas del rio Teno, y no habiendo fuerza mayor en San Fernando, pasará el rio Tinguiririca y tomará dicha villa, que reducirá á la obediencia de la patria. La provincia de Colchagua es el país mas pingüe, rico y poblado de Chile : tiene dos regimientos de caballería y gente para formar dos mas. Las guerrillas correrán hasta las inmediaciones del rio Cachapoal por el norte, y por el poniente hasta la costa donde se halla una pequeña caleta titulada Topocalma. Se obligará toda esta campaña á auxiliar el ejército patrio y declararse en contra del enemigo. Otra division de 250 hombres se moverá sobre Talca. Tomada esta ciudad, se obligará á sus

habitantes á proveer al ejército de víveres de toda clase y dinero para el pago de tropas. El espionaje es el norte de la guerra : ellos se internarán por el sur, hasta comunicarse con la primera division y por el norte hasta Santiago y Coquimbo. Talca tiene dos regimientos de artillería y un cuerpo de infantería indisciplinado por falta de fusiles. Algunas guerrillas deben pasar el Rio Maule y obligar á los partidos de Canquénes, que tiene dos regimientos, el de Linares uno, el del Parral otro, y el de Quirihue otro, á tomar parte á favor de la justa causa. Para poseer todo el país y ganarse el corazon de los Chilenos y aun para atraerse alguna parte de los soldados enemigos, en particular á los Chilotes y Valdivianos, es de suma necesidad que el general en jefe de las Provincias Unidas dirija proclamas impresas á los pueblos asegurándoles que los Carreras, aquellos monstruos que no respetaron ni los adornos del santuario para saciar su sacrílega ambicion, y que tan cobardemente fugaron con mas de 1,000 hombres en los momentos que los fieles soldados chilenos cantaban victoria en la plaza de Rancagua, y despues de saquear sin distincion los pueblos por donde pasaban, los abandonaron con vileza á la tiranía peninsular, no serán mas los árbitros de sus destinos y fortunas, que tan puerilmente prodigaron entre un corto número de facciosos. Estoy firmemente persuadido que si por desgracia semejantes hombres deshonrasen con su presencia el ejército argentino, no se podria contar con mas terreno en Chile que el que alcanzase el cañon y señalase la bayoneta. Los mas de los archivos de las provincias contienen actas solemnes que profesan odio eterno á los malvados. Ademas que el general enemigo aprovechará la ocasion para inflamar los pueblos contra el ejército de Buenos Aires.

1817.

Cómo deberán servirse del espionaje.

Conducta ignominiosa de los Carreras.

Si el general enemigo, que no es de esperar, no repartiese su fuerza bajo los principios que he sentado, y abandonando la capital piense marchar para atacar el ejército del centro, debe este replegarse á Talca, en cuyas inmediaciones hay posiciones ventajosas, dominio del Maule, que ocupar, fortificar y proteger; *ademas que miéntras mas se aleje el enemigo de la capital, tanto mejor para poderla tomar,* en cuyo caso puede, si la necesidad

Temores de que los realistas ejecuten otros movimientos.

1817. lo requiere, formar union con la primera division, que entónces abandonará la frontera; la 4ª conducida en la escuadrilla hará su desembarco en las costas de San Antonio, en cuyo caso la 3ª, á marchas forzadas, pasará á reunirse con la 4ª y se posesionará de la capital. Fuera de mucha utilidad que las milicias de caballería de San Juan y Mendoza no cesen de amagar por sus respectivos distritos, para que turbado el enemigo no piense en mas defensa que la de Santiago despues de estar cortada la fuerza de Concepcion, en cuya hipótesis he propuesto este plan de ataque, el que solo debe variarse cuando las circunstancias igualmente varien y lo requieran.

La plaza fuerte cuadrilonga en la forma que al principio comparé á Chile, queda invadida y atacada del modo que he explicado; esto es, por el norte la ocupa la 3ª division, las cortinas del este y sur la 1ª y 2ª, y la del oeste las fuerzas marítimas. Es pues necesario estrechar el sitio para redimir la ciudadela. La primera division, engrosada con las milicias que se juzguen necesarias y demas tropas que se hayan reclutado, dejando correspondiente guarnicion en Concepcion, marchará al cuartel general á reunirse con la 2ª del centro, y las dos divisiones se dirigirán rectamente á la capital; la 4ª se embarcará en Talcahuano, y graduando el tiempo á que cuando el ejército llegue á Rancagua, entónces formará su desembarco en la costa de Quilimari, que es mansa y segura, y para mejor desempeño la tercera division de la izquierda, con la milicia de infantería y caballería de Coquimbo, en tiempo se dirigirá á reunirse con las tropas marítimas; verificado, sitiarán el puerto de Valparaiso, que por la parte de tierra está dominado de alturas, amenazará la escuadra por la parte del mar, y la plaza será víctima, si no se rinde á discrecion.

Movimientos que ejecutarán la primera y segunda division.

Efectuado este plan, estas divisiones, con acuerdo del general en jefe, se dirigirán á situarse en la cuesta de Chacabuco, tomando el camino de Quillota hasta donde hay 12 leguas desde el puerto de Valparaiso. De la expresada villa se dirigirá á la de Santa Rosa, que hay 20 leguas, y de aquí á la cuesta dos leguas, desde Chacabuco á Santiago 13 leguas, caminos todos

proveidos de víveres de todas clases y animales, como que en estos partidos no se ha hecho la guerra aun. Cuando el grueso del ejército llegue á Rancagua, avanzará guerrillas gruesas en las angosturas, cuestas de Chada y Aculco : desde aquí diariamente deben ir y venir los espías á la capital por tener noticias exactas de la clase de defensa que intenta el enemigo, y conforme á ella será el plan de ataque. Las guerrillas deben correr desde Paine hasta el rio Máipo, y las de Chacabuco hasta Colina, y así estará la capital en un continuo bloqueo. Santiago armará los Españoles europeos y criollos comprometidos que de todas partes del reino se hayan refugiado. Hay un cuerpo de pardos de infantería de 400 hombres : estos son decididos patriotas, y en quienes tuve la mayor confianza cuando mandé el ejército de Chile. Ellos se pasarán al ejército patrio luego que puedan. Podrán reunir mas de 3,000 hombres de caballería, inclusos los regimientos del Príncipe y Princesa, que no durarán mas tiempo con los tiranos que hasta el momento de poderse separar de ellos.

1817

Á su llegada á Rancagua expedirán espías.

El ataque de Santiago dejo dicho que se hará conforme á los puntos que guarde el enemigo y á las baterías que establezca, etc.

Medidas para el ataque de Santiago.

El plan de campaña que he propuesto se sigue literalmente segun las bases que he sentado, para la rendicion de la capital infalible, cuya ciudad no tendrá fuerza que oponer á la del reino entero que se le presenta en union del ejército libertador.

BERNARDO O'HIGGINS.

RELACION HECHA POR O'HIGGINS

DE SUS MOVIMIENTOS POCOS DIAS ÁNTES Y DURANTE LA BATALLA DE RANCAGUA, EL AÑO 1814.

1817. O'Higgins sale de Santiago con su division.

« *Dia* 18 *de setiembre.* La division del general O'Higgins, compuesta de 560 plazas (1), se pone en marcha desde Santiago y se aloja mas allá de Paine. El cura Pineda estaba ocupado en fortificar este desfiladero; pero el general O'Higgins le hace presente que, en su concepto, aquellas obras son completamente inútiles, porque el enemigo tiene dos pasos por los flancos de aquella angostura, á saber: la cuesta de Chada por su derecha, y el camino de Aculeo á su izquierda.

Ocupacion de Rancagua.

» *Dia* 19. El general O'Higgins ocupa á Rancagua, donde encuentra al coronel Cuévas con algunas milicias. Este mismo dia se le reune el capitan Fréire, que desde el dia 7 se habia adelantado con el cuerpo de dragones hasta San Fernando con el objeto de tomar lenguas del enemigo, que hacía algunos dias ocupaba aquella villa.

» *Dia* 20. El general O'Higgins pasa este dia el Cachapoal y hace un reconocimiento por la carretera del sur, sin que se adquiera ninguna noticia cierta sobre la situacion del enemigo.

Reconocimiento de los vados del rio Cachapoal.

» *Dia* 21. Ocúpase el general O'Higgins en reconocer los vados del rio al oriente de la villa hasta Cauquénes, apostando partidas de milicias en sus diversos pasos.

Vados principales.

» *Dia* 22. Reconoce los vados de la parte occidental del rio, siguiendo sus aguas, coloca dos destacamentos, de 20 dragones cada uno, mandados por oficiales de confianza, en los vados principales, que son: el de la *Ciudad*, en el camino carretero, el de los *Róbles*, una legua mas abajo, y el de *Cortes* ó las *Qui-*

(1) Componíase esta division de 350 infantes, 150 dragones y 50 artilleros.

cas, otra legua mas al oeste. Siendo el vado de la Ciudad el mas importante, ordena se levanten algunos parapetos de tierra para defenderlo. 1817.

» *Dia* 23. Por la tarde llega la noticia de que el coronel Pórtus ha salido de Santiago en la mañana de aquel dia con 800 milicianos de Aconcagua, y que durante el dia siguiente se pondria en marcha el resto del ejército. La division recibe estas nuevas con muestras de la mayor alegría.

Nuevos refuerzos al ejército patriota.

» *Dia* 24. Se adelantan las obras de fortificacion en el vado de la Ciudad. Se sabe que el enemigo no avanza de San Fernando.

» *Dia* 25. Se comienzan á formar trincheras en las cinco calles que dan acceso á la plaza de Rancagua, mas no con el objeto de defender la villa, sino de protegerla contra los amagos de las guerrillas y partidas volantes del enemigo. Todos los trabajos de defensa están concentrados en la línea del Cachapoal.

Trabajos de defensa en Rancagua.

» *Dia* 26. La division de Juan José Carrera y las milicias de Pórtus llegan por la tarde de este dia á la chácara de Valdes. Se sabe que el enemigo ocupa la Requinoa, tres leguas al sur de Cachapoal.

» *Dia* 27. Juan José Carrera se acampa en los suburbios de la villa, donde le visita el general O'Higgins, á quien la tropa recibe con gritos de *Viva la patria!*

» *Dia* 28. En la mañana de este dia, el general O'Higgins recibe una carta anónima en que le anuncian que si logra vencer á Osorio, será en el acto inmolado por un asesino que los Carreras tienen en su campo. Á las tres de la tarde pasa el rio en compañía de Juan José Carrera, ambos hacen un reconocimiento hasta que encuentran una guerrilla enemiga que les obliga á retirarse por el camino real.

Carta anónima.

» *Dia* 29. O'Higgins acuerda el plan de defensa con Juan José Carrera. En consecuencia, O'Higgins se comprometia á defender el vado de la *Ciudad*, y Juan José el de los *Róbles*. Por la tarde se sabe que Luis Carrera ha llegado con su division á los graneros de la hacienda de la *Compañía*, llamados *Bodegas del Conde*.

Plan de defensa.

1817.

Retiro de las avanzadas de la orilla izquierda del Cachapoal.

» *Dia* 30. El general O'Higgins manda retirar las avanzadas de la orilla izquierda del Cachapoal. Con la aproximacion de Luis Carrera, que deberia defender el vado de Cortes, se lisonjea aquel que la línea del rio será inexpugnable, y contempla casi con evidencia de que el enemigo va á ser batido en una batalla campal.

Intencion de Osorio de atravesar el rio aquella misma noche.

» Á las nueve de la noche llega al cuartel general de O'Higgins, situado en el vado de la *Ciudad,* un espía con la noticia de que Osorio intentaba pasar el rio aquella misma noche, pues habia dicho á su estado mayor : *Mañana comerémos en Rancagua* (1). En el acto da aviso á Carrera con su ayudante Garai y le ruega envíe la division de su hermano Luis al vado de *Cortes,* que está desguarnecido, pues solo le ocupa el capitan Anguita con veinte dragones.

» Á las doce de la noche le avisan las avanzadas de aquel vado que el enemigo amaga pasar el rio en esa direccion.

Pasaje de los realistas por el vado Cortes.

» Al amanecer llega otro dragon con la noticia de que el enemigo ha comenzado ya á pasar por aquel vado.

» El general O'Higgins trasmite inmediatamente este aviso al general en jefe, rogándole se acerque á la ribera del rio para presentar batalla al enemigo segun el plan acordado con Juan José Carrera (2).

O'Higgins trata de incorporarse á Juan José Carrera en los Róbles.

» *Dia* 1° *de octubre*. Luego que amanece, y descubriendo que á su frente solo amaga pasar el rio una guerrilla destinada á encubrir el movimiento del enemigo sobre el vado de *Cortes*, el general O'Higgins se pone en movimiento por la ribera á reunirse con Juan José Carrera en su posicion de los *Róbles*.

(1) En efecto, Osorio se puso en marcha de las casas de la Requinoa á las nueve de aquella noche.

(2) Este dia llegó á Rancagua un oficio de intimacion escrito por Osorio en San Fernando con fecha 24 de setiembre. O'Higgins recibió al mensajero, que era un simple campesino, y envió el oficio á su jefe superior acompañándolo con una carta así concebida :

« Excmo. Señor : En este momento ha llegado un huaso del ejército enemigo con nombre de parlamentario. Trae el pliego que á V. E. adjunto, encargándome Osorio lo remita á sus manos á la mayor brevedad. Queda el conductor detenido en esta. »

1817.

Desencuentro é incertitudes.

» Mas con gran sorpresa encuentra que la division de aquel se ha retirado. Conjetura que lleva la direccion del pueblo, porque el enemigo pasando el vado de *Cortes* se ha interpuesto entre esta division y la de las Bodegas. Para cerciorarse se adelanta hácia el vado de *Cortes* y avista al enemigo formado en batalla, habiendo pasado el rio todos sus cuerpos sin la menor resistencia.

» Frustrado el plan de defender el rio, que habia sido su objeto favorito, el general O'Higgins vacila sobre si deberia replegarse á las divisiones de José Miguel y Luis Carrera, tomando el camino de Chada, ó sobre la de Juan José, que supone encerrada en la villa. En estos momentos y cuando sus guerrillas comenzaban á empeñarse con las del enemigo, llega á galope tendido el capitan Lavé, ayudante de Juan José Carrera, y le da aviso de que este se encuentra encerrado en el pueblo y le llama en su socorro.

Parte de Juan José Carrera.

» En el acto el general de vanguardia despacha su bagaje pesado por el camino de Chada y regresa hácia la villa miéntras el enemigo avanza lentamente en direccion del camino real, que sale del pueblo al vado inmediato del Cachapoal. Á las ocho de la mañana su division entra en columna cerrada en la plaza de Rancagua.

Nueva ocupacion de Rancagua.

» Apénas el general O'Higgins se apea de su caballo, se acerca Juan José Carrera y le abraza estrechamente, diciéndole : « Aunque yo soy brigadier mas antiguo, V. es el que manda. » O'Higgins le correspondió con igual efusion, aceptando el puesto de jefe en medio de los aplausos de ambas divisiones, que gritan con entusiasmo : *¡ Viva la patria!*

Carrera cede el mando á O'Higgins.

» Inmediatamente el general sube á la torre de la Merced para cerciorarse de la posicion del enemigo, y contempla á este, que tiene ya perfectamente rodeada toda la poblacion y que se están formando cuatro gruesas columnas de ataque á la entrada de las cuatro calles que conducen á la plaza (1).

Preparativos de ataque de los realistas.

(1) Estas, como dijimos, son cinco, pero en el plan del asedio se consideraba como un solo ataque y una sola defensa las dos calles que desembocan sobre la plaza por el oeste y el sudoeste.

1817. » Baja de aquel observatorio é inmediatamente toma sus disposiciones. De los doce cañones que poseen ambas divisiones (1), coloca dos en cada trinchera, y los restantes los deja en la plaza, de respeto, así como el parque y reserva de infantería. Corona las torres de las iglesias y los tejados de las casas anexas á las trincheras con pelotones de fusileros y destaca otra parte de la infantería á la proteccion de los cañones detras de los parapetos; asigna á cada trinchera sus jefes, encomendando la de la calle del sur, formada junto á la iglesia de San Francisco, á los capitanes Astorga y Millan; la opuesta del norte al capitan Sánchez; la del este al capitan Vial, y la del oeste al capitan Molina (2). Sitúa la caballería en unos corrales espaciosos al mando de los capitanes Fréire (3) y Anguita, y él mismo toma su puesto en la sala de cabildo, con sus ayudantes Astorga, Urrutia y Flóres (4).

Disposiciones de los patriotas.

» Eran ya las nueve del dia cuando se terminaban estas disposiciones, y el enemigo avanzaba en cuatro masas distintas sobre las trincheras (5).

(1) Ninguno de estos cañones era propiamente de sitio. El mayor era una culebrina de á 8 y habia ademas tres carronadas del mismo calibre. El resto eran piezas de á cuatro. (*Parte oficial de Osorio.*)

(2) De estos cuatro valientes sabemos que Vial murió en la refriega; Astorga fué despues coronel del ejército; Sánchez creemos que fué el mismo conocido coronel del núm. 4, que estuvo nombrado director de la República durante 24 horas, y en cuanto á Molina, suponemos sea el famoso *Catalan Molina*, muerto en el asedio de Talcahuano en 1821.

(3) Es muy extraño que en este apunte no se mencione para nada el nombre de este ilustre jefe. Solo podemos explicar tal omision por el odio tenaz que D. Juan Tomas parece respirar en todas sus notas contra los enemigos del general O'Higgins, odio que por cierto este jamas fomentó ni dejó estampado en sus apuntes personales.

(4) Los ayudantes de O'Higgins en esta heróica jornada no eran ménos bravos que sus capitanes de trincheras. Astorga murió en la demanda. Flóres, que era un jóven de las mas bellas esperanzas y pariente del general O'Higgins por la línea materna, fué muerto mas tarde por una bala de cañon en el sitio de Talcahuano, en 1817. En cuanto á Urrutia, es el mismo conocido D. Domingo que aun sobrevive, y cuyo brazo mutilado atestigua su antiguo valor.

(5) Por el costado del sur, que era el centro del ataque, venian los Talave-

» Á las diez en punto de la mañana del sábado 1° de octubre de 1814, se rompió el fuego de cañon por las trincheras sobre las columnas de ataque; estas contestaron con un fuego nutrido de fusilería y se avanzaron rápidamente. La primera en dar el asalto fué la columna de Talaveras, por la calle del sur, con tanta osadía, que algunos clavaron sus bayonetas en las grietas de los adobes en ademan de saltar sobre el parapeto; pero fueron rechazados por la metralla y aun con las culatas de los fusiles, despues de la mas obstinada lucha cuerpo á cuerpo y con una carnicería espantosa de ambas partes. Este fué el ataque mas recio y prolongado de los siete asaltos dados por el enemigo durante las treinta y una horas que duró el fuego. 1817. Rechazo del primer ataque.

» Los asaltos de las otras trincheras no fueron simultáneos y disminuían en su empuje á medida que se alejaban del costado sur, donde estaba la reserva y el cuartel general del enemigo. Los capitanes Molina, Sánchez y Vial rechazaron todos estos ataques, á su vez, siendo el mas violento el de la trinchera de Molina, que atacaban los capitanes Marquele y Casariego.

» El general O'Higgins á caballo y seguido de sus tres ayudantes, galopaba de un punto á otro, segun se veia amagado con mayor ó menor riesgo por los asaltantes. Actividad del general O'Higgins.

» Concluido el primer ataque, que duró mas de una hora, el enemigo retiró sus columnas para comenzar el asedio de las

ras con Morgas y San Bruno á la cabeza, sostenidos por el Real de Lima, y ambos cuerpos veteranos y extranjeros. Los carabineros de Maranao apoyaban el avance de esta columna. Por las calles del oeste y suroeste se adelantaban las dos compañías de preferencia de Talaveras, granaderos y cazadores bajo el mando de sus capitanes Marqueli y Casariego, sostenidos por dos obuses y los dragones de Padilla; la division del costado norte casi exclusivamente de caballería, que ocupaba la extension de la alameda que corre en este costado cerrando la villa de oriente á poniente, y estaba á las órdenes de Elorriaga, jefe de la vanguardia, con Lantaño por segundo. Los batallones de Chillan y Valdivia sostenian estas fuerzas de caballería y formaban la columna de ataque en esa direccion. Por último, á las trincheras del oriente cargaban los cuerpos de Chiloé al mando del coronel Montoya. Nuevos batallones iban á marchar simultáneamente al ataque con 16 cañones. (*Parte oficial de Osorio.*)

1817.

Barricadas formadas por los realistas.

trincheras de un modo arreglado. Con lios de charqui, adobes viejos y muebles, improvisan á una cuadra de las trincheras una especie de barricada, colocan en ellos sus cañones y parapetan su infantería, á pesar del fuego de bala y metralla que disparan los sitiados (1).

» Á las dos de la tarde, aquellas obras están concluidas, y se rompe el fuego de cañon de trinchera á trinchera; en estos momentos, estando el general O'Higgins en la puerta de una casa que en la plaza servia de hospital reconviniendo al cirujano Moran porque se habia ocultado durante el primer asalto, una bala de cañon pasa por entre ambos sin herirlos.

Rechazo del segundo ataque.

» Despues de dos horas de incesante cañoneo, el enemigo, mas encubierto y protegido por sus fuegos de artillería y el humo del combate, se lanza sobre las trincheras; pero es recibido en las puntas de las bayonetas y rechazado en todas direcciones. Las columnas de Talaveras, que asaltaron por la calle de San Francisco, traían las banderas de sus guias con lazos negros y al llegar á la trinchera gritaban : *Rendirse, traidores!* La bandera negra de los patriotas estaba clavada en todas las trincheras y las torres de las iglesias. Son los cuatro en punto de la tarde cuando el enemigo se retira en desórden detras de sus parapetos.

» Continúa el cañoneo, pero la noche llega, y el enemigo se resuelve á tentar un tercer asalto para hacerse dueño del circúito cuya increible resistencia le despecha; se ponia el sol en los momentos en que el enemigo hacía este último esfuerzo en la jornada de aquel dia.

Ignórase el lugar donde se hallan los dos Carreras.

» Cayó la noche y no se tenia ninguna noticia de las divisiones de los dos Carreras, que en la mañana se suponian acampadas en las Bodegas, á tres leguas de distancia por el camino de la capital. Ignorábase si se habrian retirado á Paine, segun la obstinada resolucion del general en jefe. Un valiente dragon ofre-

(1) El capitan de Talavera D. Vicente San Bruno es recomendado en el parte oficial por haber levantado la barricada que contrarestó á la trinchera de San Francisco.

ciόse á llevarlo, saliendo por los albañales de la ciudad. O'Higgins escribió un papel que contenia estas solas palabras, que firmó su segundo Juan José Carrera : *Si carga esa division, todo es hecho*. Á las dos de la mañana regresó el dragon con esta respuesta : *Al amanecer hará sacrificios esta division*. 1817.

Parte y contestacion.

» Entretanto el enemigo se avanzaba ganando terreno por los solares de las casas, derribando murallas é incendiando los edificios que obstruían su marcha ; un silencio sepulcral reinaba en el recinto. Algun raro disparo turbaba aquel espantoso silencio ; la tropa no habia comido en todo el dia y en la noche nadie dormia. Desde que el dragon habia vuelto con el anuncio de que Carrera atacaria al enemigo por la parte de afuera, la alegría habia renacido en los ánimos ; O'Higgins contaba el dia por suyo.

Ansiedad por la llegada de los Carreras.

» *Dia 2 de octubre*. Apénas amanecia el domingo 2 de octubre, cuando O'Higgins de lo alto de la torre de la Merced lanzaba ansiosas miradas hácia el camino de las Bodegas del Conde. Ninguna partida avanzada mostraba que Carrera venia en auxilio de los sitiados, ninguna leve polvareda se levantaba en el lejano horizonte como una señal de esperanza.

Rechazo del cuarto asalto.

» El enemigo, por su parte, dominando ya de cerca las trincheras por el interior de las casas, apénas ha aclarado el dia, emprende un nuevo asalto, cargando siempre sobre la trinchera del capitan Astorga; pero es otra vez rechazado : esta es la cuarta embestida del asedio, y su éxito es igual á los anteriores.

Id. del quinto.

» Daban las diez del dia, y á las 24 horas de roto aquel fuego incesante y terrífico, se viene el enemigo en todas direcciones con un empuje que parecia irresistible, pero por todas partes es obligado á retroceder como en el primer encuentro. Ya se contaban cinco asaltos malogrados.

» El desaliento del enemigo era visible. Sus fuegos cedian, la mortandad era espantosa ; en cada trinchera los montones de cadáveres servian para amortiguar el empuje de las balas y resguardar las brechas del cañon. Un sol brillante ilumina toda la campaña, y el general O'Higgins está al asecho del refuerzo prometido. La torre de la Merced es el vigía, y en ella todos los

1817.

Aproximacion de Luis Carrera con su division.

soldados tienen fija su vista. Al fin se oye en la torre un grito de *Viva la patria!* Se divisa hácia el camino de las Bodegas una inmensa polvareda. O'Higgins da órden á sus ayudantes que corran á las trincheras á dar la voz, « y un grito de *Viva la patria* que apaga la voz de los cañones » se hace oir en toda la línea.

» O'Higgins entretanto asecha con intensa emocion los movimientos de las divisiones de los Carreras. Ya divisa las líneas de caballería que se despliegan por el campo, y la columna de infantería que se adelanta por el camino trayendo sus cañones á vanguardia. Esto se ve al norte. Al sur se descubre un espectáculo no ménos extraordinario en las peripecias del asedio: vése una columna de dragones á cuya cabeza se distingue la banderilla encarnada del estado mayor realista; y un poco mas adelante galopa un corpulento jinete que se hace un objeto conspicuo en la columna, por su poncho blanco. Esta tropa sale por los callejones de la villa en direccion al vado de Cachapoal, llamado de la Ciudad, de la que dista solo media legua. O'Higgins presiente que aquel movimiento retrógrado es una retirada, y para cerciorarse llama al campesino que habia traido el último despacho del enemigo y le pregunta quién es el jefe que viste poncho blanco á la cabeza de la columna de dragones que se dirige al vado. *Es D. Mariano Osorio!* le contesta el huaso.

Retirada del ejército realista.

» El general O'Higgins no duda ya de la victoria y que el enemigo huye: desciende á toda prisa á la plaza y da órden instantáneamente que monten los dragones y salgan por la trinchera del sur y del oeste contra el enemigo, que cree en fuga. El capitan Joánes y el teniente Maruri se lanzan entónces por la trinchera del capitan Astorga y acuchillan á los Talaveras en su propio parapeto (1). El ayudante Flóres, que ha salido con

Salida de los patriotas y sorpresa de un destacamento.

(1) De la hoja de servicios del primero de estos valientes oficiales el coronel D. Francisco Ibáñez, que falleció en San Fernando en 1849 de una apoplejía fulminante, consta que él arrastró hasta la plaza el cañon que San Bruno habia colocado en la calle del Sur. Por otra parte, el mismo Osorio

otro piquete por el costado del oeste, sorprende un destacamento enemigo ocupado en saquear una familia y lo pasa á cuchillo. 1817.

» El asedio estaba de hecho terminado por estas salidas. Luis Carrera llega ya á la Alameda del pueblo y va rompiendo la línea enemiga, que circunda la plaza, dando las órdenes, no ya de la defensa sino del ataque. Á las once y media de la mañana del 2 del octubre, Rancagua es una victoria.

La victoria está casi asegurada.

» Pero en este instante (las doce del dia), se oyen unos gritos sobre el tejado del cabildo, que dicen : *Ya corren! ya corren!* O'Higgins vuelve y pregunta : *¿ Quién corre? — La tercera division,* le contestan de arriba, y en efecto subiendo á la torre, ve la division de los dos Carreras, compuesta casi exclusivamente de milicias de caballería, completamente desecha y en abierta fuga por toda la dilatada perspectiva (1).

Huida de las tropas de los Carreras.

» Elorriaga con toda la caballería realista habia cargado á Carrera derrotándolo en la primera arremetida.

Elorriaga.

» Una hora despues, repuesto al enemigo y recobrando sus posiciones, rompe otra vez un fuego nutrido sobre las trincheras y ejecuta un asalto general por todo el circúito. Son en todas partes rechazados. Es la una del dia.

Rechazo de los realistas en un nuevo asalto.

» El enemigo pone fuego entónces á la hilera de casas que se extienden por la vereda derecha de la trinchera de San Francisco. El cañoneo no cesa; el agua ha sido cortada, todos los la-

confiesa en su parte que casi toda su artillería le fué inutilizada por los fuegos de la del enemigo.

(1) Como dijimos, Luis Carrera habia llegado hasta la Alameda con dos cañones y alguna infantería. Mas, dícese, que luego recibió la órden injustificable de retirarse, y que lleno de un generoso despecho quebró su espada y se replegó sobre su hermano. Nunca, en verdad, se habrá justificado bastante el primero sobre su conducta en aquel dia, invocando para ello la ordenanza, y no la patria y la gloria, que debieron ser sus únicos consejeros. Es verdad que O'Higgins habia cometido un acto de verdadera insubordinacion al encerrarse en Rancagua, haciéndose ademas reo de un absurdo militar; pero cuando el cañon tronaba en el recinto de la plaza, no habia otra razon legítima para los caudillos que quedaban afuera, que la que pudieran dar con la punta de las espadas rompiendo el cerco de los sitiados.

1817. bios están ennegrecidos de morder cartuchas; los cañones caldeados por el fuego revientan su carga ántes de allegar el lanzafuego; un sol de verano sofoca el aire envuelto en ráfagas de humo, y se oye luego una detonacion espantosa. Una chispa de los edificios incendiados ha caido sobre una parte del parque acumulado en la plaza y ha producido el estallido.

Un parlamentario. » Pocos minutos despues se oye en la direccion de San Francisco el toque de un clarin de parlamento, y se divisa la bandera blanca del oficial que viene á intimar rendicion. Una descarga y los gritos de *Viva la patria!* son la respuesta. El abanderado Ibieta, roto ya un brazo, levanta en el aire la bandera tricolor atada por el centro con un lazo negro.

» Pero O'Higgins conoce que ya la resistencia no puede pasar mas allá. Todo heroismo está agotado, los brazos de los muertos no pueden disparar los fusiles. No quedan mas hombres de pelea que los dragones de Fréire. Es preciso que los que aun sobreviven se salven para que haya quienes cuenten lo que habian hecho aquellos de sus hermanos, que en rimeros enormes estaban apiñados detras de las trincheras y en los patios y techos de las casas.

Elorriaga organiza un nuevo ataque. » El enemigo organiza su último ataque porque ya la tarde va á caer. Elorriaga manda ahora en jefe toda la línea.

» O'Higgins da entónces órden de que apénas cargue el enemigo las guarniciones de las trincheras se retiren haciendo fuego hasta la plaza, donde montarán á la grupa de los dragones;

Sus resultados. pero el ayudante que se dirige á impartir la voz, solo encuentra tres artilleros vivos en la trinchera de San Francisco y al abanderado Ibieta, que agonizaba hecho trizas por la metralla sin soltar su pabellon. En la trinchera del este acaba de morir el capitan Vial, que la mandaba. El enemigo venia penetrando por ambas direcciones. Solo quedaba un minuto para salvarse.

» Entónces la columna de á caballo se pone en movimiento hácia la trinchera que por el costado del norte defiende Sánchez. El capitan Molina va á la vanguardia. O'Higgins, Juan José Carrera, Fréire, el coronel Calderon y los ayudantes del primero marchan en el centro. El capitan Astorga, que se acaba

de retirar con los últimos tres hombres que quedaban en la trinchera de San Francisco, cierra la columna. 1817.

» El plan de O'Higgins es cruzar la trinchera del capitan Sánchez, abrirse paso, sable en mano, hasta la Alameda, y una vez aquí, dispersarse salvando cada cual en la direccion de Santiago.

Plan de O'Higgins.

» Hizóse así; mas al cargar por la calle que conduce á la Alameda, se encuentra detenido por una barricada que el enemigo ha construido de atravieso. O'Higgins manda echar pié á tierra á los dragones para abrir un paso (1); mas como su caballo estuviera muy fatigado y no pudiese pasar por sobre los escombros, los soldados agrupándose en derredor suyo levantan la bestia casi sobre sus pechos y la ayudan al otro lado.

» Una lluvia de balas sigue á los fugitivos, y al desembocar en la Alameda, el ayudante Astorga es muerto de un tiro de carabina, al lado de su jefe. Los dragones enemigos que durante todo el asedio se han mantenido en la Alameda, procuran cortar el paso; pero O'Higgins consigue llegar al puente de la gran acequia que cierra un costado de aquella avenida, y toma el camino de Chada. Solo sus dos ayudantes Urritia y Flóres y sus dos ordenanzas Jiménez y Soto están á su lado. Mas los dragones le dan alcance, y uno que se adelanta con atrevimiento por entre un matorral tira una cuchillada á O'Higgins, cuyo caballo apénas trota, pero Jiménez pára el golpe y la carabina del otro asistente echa el dragon muerto sobre el pescuezo de su caballo; O'Higgins le monta entónces y galopando en direccion á Chada, sube la cuesta. El sol se ponia y el caudillo chileno, echando una última mirada hácia el sitio donde quedaban sus compañeros, solo vió en el horizonte una columna de humo que se levantára al cielo en el silencio apacible de la tarde. Aquel humo era *Rancagua*.

Fuga: muerte de Astorga.

O'Higgins se dirige á Santiago.

(Véase el *Ostracismo de O'Higgins,* por B. Vicuña Mackenna, pág. 214 á 228.)

(1) En este momento Juan José Carrera se desprendió de la columna y con el coronel Calderon se dirigió por una bocacalle. El último fué hecho prisionero, y Carrera debió su salvacion solo á los brios de su caballo.

EXTRACTO DA CORRESPONDENCIA OFFICIAL

QUE TEVE LOGAR ENTRE OS GOVERNOS DO BRASIL, DE HESPANHA E DA GRA-BRETANHA, E SEUS AGENTES DIPLOMATICOS, RELATIVEMENTE AOS NEGOCIOS DO RIO DA PRATA.

Nº 1.

1817. *Extracto de uma nota do conde de Funchal, em junho de* 1815, *ao ministerio inglez.*

Cooperação das forças portuguezas e hespanholas.

Annuncia o conde, por órdem expressa de sua côrte, que os progressos assustadores, que tinha feito o espirito revolucionario nas Provincias do Rio da Prata, limitrophes do Brasil, assim como o estado inquieto d'essas provincias, devendo excitar justas apprehensões ao governo portuguez, sobre uma situação que assim ameaçava a segurança do Brasil, S. A. R. o principe regente julgára dever sem demora aproveitar-se do restablecimento da tranquilidade na Europa, a fim de chamar uma divisão do seu exercito de Portugal, para ser empregada na defensa dos seus Estados na America. Esta medida, ou se considere relativamente ao estado actual das Provincias do Rio da Prata, ou tenda o pôr o governo portuguez em situação de cooperar com a expedição que a Hespanha se propõe enviar a esses paizes, parece a mais conveniente que S. A. R. poderia tomar nas circumstancias actuaes. Assim julgou S. A. R. dever participa-lo a S. M. B., seu intimo e antigo alliado, o qual não podera deixar de approvar o procedimento adoptado para garantir a segurança do territorio portuguez.

Nº 2.

Extracto de uma nota apresentada pelo ministro de Portugal em Madrid, ao ministerio hespanhol. Datada de 25 *de maio de* 1815.

Esta nota é em reposta á communicação que tinha sido feita da parte da côrte de Madrid á do Rio de Janeiro, ácerca da ex-

pedição projectada pelos Hespanhoes contra as Provincias do Rio da Prata. Começa pela historia de tudo o que se passou desde 1811, nas relações que houve entre o governo de Hespanha, os insurgentes do Rio da Prata, e a côrte do Brasil. Ahi se anuncia ao governo de Hespanha a deliberação tomada por S. A. R. o principe regente de Portugal, de chamar ao Brasil uma divisão de seu exercito de Portugal, com o fim de pôr as fronteiras ao abrigo dos perigos de que os insurgentes as ameaçam. Accresenta-se, que S. A. R. sentiu a mais viva satisfação sabendo que S. M. C. se dispunha a enviar tropas ao Rio da Prata; dão-se-lhe todas as possiveis seguranças de que essas tropas serão admittidas nos portos do Brasil, e receberão todos os soccorros que possam desejar : o governo de Hespanha é convidado a dar em consequencia aos generaes comandantes da expedição todas as instrucções que lhe parecerem convenientes, e propõe-se-lhe concertar-se no Rio de Janeiro um plano combinado da expedição, segundo o qual as tropas portuguezas avançariam simultaneamente, a fim de facilitarem a entrada d'aquella expedição hespanhola pelo Rio da Prata. O ministro de Portugal ajunta, que posto haver a expedição, no momento em que elle apresenta a nota, seguido um outro destino, elle julga comtudo conveniente communicar á côrte de Madrid as suas instrucções, como uma prova não equivoca da lealdade com que S. A. R. obra em tudo o que tem relação com esse importante negocio (1).

1817.

Plano combinado da expedição.

OFICIO DEL GENERAL SAN MARTIN.

SEÑOR CENSOR :

Muy Señor mio : por el último correo se me avisa de esa capital haber solicitado el cabildo de esta ciudad ante el excmo. supremo director se me diese el empleo de brigadier. No es esta

(1) Véase la *Coleccion de documentos oficiales* publicada por el conde de Palmella, embajador de Portugal en la corte de San Jámes. — Lisboa.

1817 la primera oficiosidad de estos señores capitulares : ya en julio del corriente imploraron del soberano congreso se me nombrase general en jefe de este ejército. Ambas gestiones no solo han sido sin mi consentimiento, sino que me han mortificado sumamente. Estamos en revolucion, y á la distancia puede creerse ó hacerlo persuadir genios que no faltan, que son acaso sugestiones mias. Por lo tanto, ruego á V. se sirva poner en su periódico esta exposicion con el agregado siguiente : *Protesto á nombre de la independencia de mi patria no admitir jamas mayor graduacion que la que tengo, ni obtener empleo público, y el militar que poseo renunciarlo en el momento en que los Americanos no tengan enemigos.*

No atribuya V. á virtud esta exposicion, y sí al deseo que me asiste de gozar de tranquilidad el resto de mis dias.

B. L. M. de V. su atento paisano, etc.

José de San Martin.

Mendoza, noviembre 21 de 1816.

CONTESTACION

DEL SUPREMO DIRECTOR DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA AL OFICIO DEL GENERAL LECOR.

Le hace presente la inutilidad de su conducta opresora.

Ilustrísimo y excmo. Señor : La suspension que noté en las operaciones del ejército de Vuestra Excelencia despues de recibir su contestacion de 27 de noviembre del año próximo anterior con la proclama que la acompañaba, me dió lugar á presumir que haciendo Vuestra Excelencia honor al armisticio celebrado en 26 de mayo de 1812 entre Su Majestad Fidelísima y este gobierno, cuya violenta infraccion reclamé con fecha 31 de octubre del citado año, no se empeñaria en extender los horrores de la guerra, ó al ménos entraria en un avenimiento temporal

hasta recibir las explicaciones de su corte, en un asunto en que no se consideran ménos interesados los pueblos del occidente del Uruguay y Paraná, que los beneméritos habitantes de la Banda Oriental. Sin embargo, Vuestra Excelencia, forzando de improviso sus marchas, bajo el solo título de la fuerza ha llegado á oprimir con sus armas hasta esa plaza, sin que la ocupacion le deba producir otra cosa que el desengaño de la abominacion con que sus moradores detestan todo yugo extranjero. 1817.

Las seguridades que Vuestra Excelencia presentó á este gobierno en su indicado oficio, léjos de tranquilizarle, ejecutan la alarma de la autoridad que ejerzo, y las Provincias Unidas en los últimos pasos de Vuestra Excelencia no pueden descubrir sino el funesto presagio de los males que les amenazan, si fuesen insensibles á las aspiraciones de un poder extranjero sobre una parte constituyente de la nacion.

En desagravio de los derechos de las provincias vulneradas con notoria injusticia he resuelto requerir por medio de un enviado extraordinario explicaciones terminantes de Su Majestad Fidelísima sobre el orígen y objeto de la guerra á que se provoca á un Estado pacífico, para asegurar, segun el resultado, la inmunidad de la Banda Oriental. Pide explicaciones á S. M. F.

Entretanto se reciben las contestaciones de Su Majestad Fidelísima, yo espero que Vuestra Excelencia no prosiga hostilizando ese territorio y suspenda desde luego sus armas bajo los términos de un armisticio provisional, que será concertado por medio de una persona que remitiré autorizada al momento que Vuestra Excelencia me avise su favorable disposicion á realizarlo, como lo espero en contestacion por mano de mi edecan D. Manuel Rójas, que es conductor de esta comunicacion. Propone un armisticio.

Si Vuestra Excelencia, ceñido á las órdenes de su soberano en circunstancias extraordinarias, continuase la guerra, Vuestra Excelencia será responsable á la humanidad de la sangre que se derrame, y el mundo imparcial justificará las medidas de indemnizacion por los sacrificios eversivos de conquista, protestando, como lo hago, de toda usurpacion territorial comprendida dentro de los límites reconocidos, ántes de abrir Vuestra Excelencia

1817. la campaña, fuera de las fronteras de los dominios del Brasil.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Palacio del gobierno en Buenos Aires á 1º de febrero de 1817.

Ilmo. y Excmo. señor general D. Frederico Lecor.

INFORME DEL DIPUTADO AL CONGRESO DE TUCUMAN DR. D. ANTONIO SÁENZ

Á LA JUNTA ELECTORAL DE BUENOS AIRES.

SEÑORES DE LA JUNTA ELECTORAL :

Preámbulo.

Habiéndose juntado la provincia para deliberar sobre los poderes conferidos á sus diputados en congreso por el término de un año contado desde que se abrieron las sesiones, me ha parecido justo informar del estado en que quedan los negocios que se confiaron á mi cargo, á fin de que esa honorable corporacion forme su resolucion sobre conocimientos seguros y exactos.

Dos objetos al conferir los poderes.

Dos son los objetos para que se confirieron los poderes. Uno es de fijar la suerte del Estado ; otro el de darle al país constitucion. No es dudable que entraba en el primero llamar todas las Provincias á un centro comun, sacándolas de la anarquía y disolucion en que se hallaban. Salta se regía sin obedecer el poder ejecutivo, y su gobernador en vez de auxiliar al ejército le causaba muchos males : en sus calles se gritaba á voz en cuello *Mueran los Porteños*, y se nombraron diputados que tienen odio implacable á Buenos Aires y sus hijos. En Santiago del Estero habia tentado el mismo vado Borgs, y habiendo abortado su proyecto, esperaba coyuntura para renovarlo. Córdoba estaba en absoluta independencia, y los Porteños allí eran mas aborrecidos que los Españoles. Santa Fe se habia puesto en rebelion, y recibia soldados auxiliares del caudillo

principal de la anarquía. Las Provincias que mantenian la union no habian adoptado el estatuto, y se gobernaban por los anteriores. 1817.

Principal encargo de las instrucciones.

Debia esperarse que el congreso general tomase medidas para restablecer la unidad del Estado. *Este era el primero y principal encargo de nuestras instrucciones.* No habia otra que el nombramiento de director supremo por el congreso; eran infinitas las pruebas que nos daban de rehusar su reconocimiento, si así no se hacía. Ya habíamos sufrido en el congreso el reproche de que nos dijesen *que el gobierno que habia en Buenos Aires era una jerga rota con que nadie queria taparse.* Fué preciso, pues, poner un nuevo director supremo, y nosotros nos lisonjeamos de haber evitado recayese el nombramiento en algun enemigo mortal de los Porteños, como era Móldes, en quien algunos pensaban.

Sobre declaratoria de la independencia.

Despues de este paso parecia seguir la declaracion de la independencia, y con efecto se dió bien pronto al público, pues no habia un obstáculo capaz de retardarla. ¡ Qué feliz sería el congreso si hubiera podido llenar su segundo objeto con la facilidad que el primero ! ¡ si él encontrára con obstáculos capaces de poderse superar á fuerza de tareas y constancia! Pero ni es dado á todos el hacerlo todo, ni cualquiera época es buena para la regeneracion de un país, por mas que se desee practicarla. El congreso de los Estados Unidos en los siete primeros años solo pudo arribar á declarar el país independiente : la obra de la constitucion quedó reservada á otro congreso que se juntó en tiempo mas tranquilo, y él la hizo valer, uniendo su autoridad al gran crédito y respetos del general Washington.

Que no haya llegado aun la época de dar la constitucion, no es un motivo para desmayar en nuestra lucha, pues el Estado puede regirse y ser constituido provisoriamente; pero sí es, á mi juicio, una verdad demostrable. Yo voy á poner á la consideracion de esa honorable asamblea los obstáculos que el tiempo presente ofrece para ello; sería lisonjero para mí saber que estoy engañado, y muy satisfactorio encontrar quién me desengañe. Si mi juicio es correcto, ó si es descaminado, no se ha de ocultar á esa ilustrada corporacion.

1817.

Tropiezo que se encontró al tratarse de forma de gobierno.

Luego que se declaró la independencia, los diputados de Buenos Aires nos propusimos entrar en las tareas de la constitucion. Inspiramos la idea de que se estableciese primero la forma de gobierno, para ser el punto de arranque de donde habia de partir la comision que se nombrase para trabajar el proyecto. No fué difícil reunir la generalidad de dictámenes á favor de la monarquía constitucional como la mas adecuada á la naturaleza y necesidad del país, y la mas propia para acabar con la anarquía. Pero en este primer paso encontramos un atolladero que nos obligó á volver atras, dejándolo enteramente abandonado. La desconfianza, el desafecto y la rivalidad contra Buenos Aires se habian descubierto públicamente desde que llegamos aquí. Para salvar peligros que no eran remotos para la provincia, por la facilidad de combinarse una pluralidad enemiga, nos empeñamos en que se adoptase de que en los asuntos constitucionales, ó de límites y derecho de provincia, no se hiciese sancion, sino con un voto sobre las dos terceras partes del congreso. Con esta precaucion entramos á tratar de la forma de gobierno : la rivalidad llegó á su colmo en esta discusion.

Rivalidad.

Los diputados de Córdoba, los de Salta y casi todos los del Perú hicieron formal empeño para que al mismo tiempo se declarase por capital al Cuzco, y se pusiese la dinastía en la familia de los Incas. Representamos que para dar monarca al país se necesitaban poderes especiales, y que solo los teníamos para hacer constitucion; que lo uno era distinto de lo otro, y que sin mezclarnos en lo que no se nos habia encomendado, debíamos hacer lo que se nos habia exigido : mas fué en vano, porque se nos dijo, que si se habia manifestado adhesion al sistema monárquico, era en el supuesto de restablecer los Incas, y que los tres puntos se habian de votar simultáneamente : resultó de aquí no poder arribar á una sancion, quedando hasta hoy indecisa la forma de gobierno. Es bien conocido que sin esta antecedente resolucion, no se puede tratar un sistema ordenado de constitucion, como no se puede levantar un edificio sin llenar primero los cimientos.

Quedó indecisa la forma de gobierno.

Otros obstáculos.

Iguales obstáculos se encuentran en el choque recíproco de

intereses de los pueblos, en cierta propension que se nota en muchos de ellos á perjudicar y aniquilar la capital, y en el vértigo de anarquía de que está poseida la mayor parte del suelo : una prueba inequívoca nos han ministrado las disensiones sobre el nuevo estatuto provisorio : desde que se nombró al supremo director, se trabajaba en formarlo : ninguna de las cuestiones que dividen á los pueblos se ha decidido en él : se han dejado como estaban, y se han evitado todas las que se consideran borrascosas : sin embargo, en ocho meses apénas se ha logrado la sancion, en la cual han venido muchos votos, solo porque es provisional y formado para poco tiempo. 1817.

Dificultad de arribar á otras decisiones.

Considere esa honorable asamblea cómo habrá de arribarse á una decision cuando los acuerdos no sean provisionales, cuando se agiten las pretensiones de un pueblo contra otro, y de muchos contra la capital. Santa Fe quiere ser una intendencia independiente, y Buenos Aires ve sensiblemente amontonarse de dia en dia su campaña por el contagio que se comunica á ese pueblecito, debiendo esperar ántes de mucho tiempo el ser asediado y aun saqueado. La Rioja está separada de Córdoba, y esta no quiere estarlo de ella. Jujuí ha protestado despoblarse si no se muda el gobernador. Salta y la campaña de esta sostiene á todo trance á Güémes. Santiago del Estero no se ha puesto á son de intendencia, pero nadie ignora lo que ha costado la tranquilidad que hoy goza.

Renuencia de los pueblos á contribuir.

Los pueblos quieren repartirse con perfecta igualdad las ventajas de la libertad, pero no quieren contribuir con las cargas necesarias : muchos de ellos no quieren dar un recluta ni un real para los ejércitos. Aun á los Españoles de Córdoba, que están intactos, no se les quiere exigir un corto empréstito, no obstante que lo ha mandado mil veces el congreso. Se pretende que las contribuciones se impongan á los pueblos solo en razon de su riqueza; esto se ha inventado para que Buenos Aires lo dé todo, y queden los demas sin contribuir nada á pretexto de pobres, salvo uno ú otro auxilio muy corto. Tal es la conducta que guardan hoy la mayor parte de los pueblos que están desocupados. Solo en las provincias de Mendoza se observa una dis-

1817. posicion general que uniforme á contribuir para los apuros de la guerra.

Pretensiones á las rentas de Buenos Aires.

Lo mas irritante es que ni se consideran obligados á agradecer sus sacrificios á la capital. No solo se consideran con derecho sobre los fondos de su aduana, sino aun sobre los municipales; y ha habido diputado que se ha atrevido á sostenerme, que por ser del Estado en general debian emplearse en pagar sueldos á los diputados del Perú y de otros pueblos pobres. Pero cuando así se opina, se da la razon á Salta ó á su gobernador que quitó los fusiles al ejército, llamándolos de su provincia; que desmembra para ella exclusivamente los fondos de sus cajas bajo la misma denominacion; que se resiste á dar un gaucho para el ejército, y retiene con escándalo todos los desertores, diciendo que los necesita para su defensa. Si se les pregunta á los que quieren disponer del producto de la recoba de Buenos Aires, ¿con qué dotarán los tribunales y corporaciones que se habrán de establecer en su provincia en el caso de federacion? responden que con contribuciones que se han de establecer en razon de la riqueza, es decir, que la capital se los costee. Puedo asegurar sin equivocarme que en cuatro años no se definen estas cuestiones, y que por consiguiente no durarán ménos tiempo los debates de la constitucion. Y si á esto se añade el recelo de que no sea recibida con la obediencia que se necesita, para que sea útil y benéfica al país, parecerá bien inoportuno dedicarse por ahora á formarla.

Inútiles esfuerzos contra el espíritu de insurreccion.

Miéntras que no pase el vértigo de insurrecciones en que estamos, cualquiera que se formase seguiria esta misma rotacion ominosa; el congreso conoce la necesidad de esta preparacion y se ocupó de ella: mandó poner fin á la revolucion bajo la pena del último suplicio; pero fué vano su esfuerzo, porque despues sucedieron las revoluciones desastrosas de Córdoba y Santiago, y no están muy remotas tal vez otras mas funestas.

Necesidad de extirparlo ántes de dar leyes duraderas.

Es muy verosímil que en medio de tan repetidas turbaciones produzca los efectos deseados una constitucion que no sea provisoria. Parece mas natural expelerlas primero para restituir la calma, y aprovechar despues el natural reposo de los ánimos,

que ofrece la aptitud oportuna para recibir leyes duraderas y estables. Nada puede ser mas funesto que el trastorno de la constitucion, causado por los sacudimientos de una revolucion, y nada es tampoco mas fácil, miéntras no se restituya el país á su tranquilidad. En tiempos igualmente peligrosos el abad de Mably encargaba que no se hiciesen sino leyes provisorias. Una vez rota la constitucion, se romperán cuantas se den, y los hombres se formarán un hábito de mudarlas, semejante al que han formado de quitar gobiernos. Á las primeras autoridades toca el desviar á los pueblos de costumbres y sendas peligrosas, y es un modo de hacerlo evitarles la ocasion. 1817.

Los pueblos del Perú no pudieron nombrar diputados.

Ademas de estas razones, los pueblos del Perú, envueltos por el enemigo despues de la jornada de Sipe-Sipe, ó no tuvieron lugar de nombrar diputados, ó no pudieron darles instrucciones, y algunos de los nombrados ni aun pudieron emigrar.

Tres de las principales provincias están sin representacion alguna en el congreso, y á otra le falta poco para considerarla en el mismo estado. No han faltado indicaciones de que no pasarán ellas por lo que se disponga sobre su futura suerte, sin examinarlo y ratificarlo de nuevo.

Probabilidad de nuevas querellas contra la capital.

La exaltacion de los ánimos contra la capital hace sospechar que por este principio se levanten despues nuevas querellas contra ella. En la secretaría del congreso hay un oficio del gobernador que fué de Córdoba, D. Javier Díaz, en que acusa con desvergüenza á Buenos Aires de haber comprado los fusiles que tiene con el dinero de los demas pueblos, y haberlos luego empleado en oprimirlos, sacrificando á su ambicion y despotismo la sangre americana. Yo omito otros pasajes semejantes, porque creo haber dicho lo bastante, y manifestado inconvenientes muy graves para dar al presente constitucion al país.

El congreso es el único lazo de union.

Despues de todo debo confesar que el congreso es el único lazo de union, y que roto este volverian las Provincias á su anterior estado de disolucion. Pero este fin puede lograrse sin que sea la representacion tan numerosa, y sin costos tan cuantiosos: parece que lo mismo podria conseguirse dejando cada provincia de las desocupadas uno ó cuando mas dos diputados,

1817. que formasen una comision representativa, hasta que libre el país de la lucha en que está, y puesto en tranquilidad, se convocasen de todas partes nuevos representantes para dar la constitucion. Lo demas me parece gastar mucho y en vano, cuando por otra parte la extrema necesidad de los ejércitos reclama la inversion de estos fondos.

Pide á la asamblea que no le prorogue el poder.

Cualquiera que sea el concepto que forme esa honorable asamblea de este informe, y se lo ruego y suplico encarecidamente, y, si es preciso, lo pido en rigorosa justicia, que se sirva no prorogarme el poder que me confirió. Estaria por demas dilatarme en los motivos que justifican mi súplica, pues á nadie se ocultan los disgustos y recelos en que viven los que obtienen semejantes cargas, las bárbaras calumnias y detracciones malignas con que son perseguidos de continuo, unas veces por hombres ambiciosos, y otras por genios revoltosos y díscolos, y muchas por aturdidos que solo repiten lo que oyen. No poco de esto he sobrellevado en el tiempo que he sido diputado, ya lo es de que me vuelva al sosiego de una vida privada. Si la diputacion es un beneficio, no es justo que yo solo lo disfrute; y si es una carga, tampoco soy el único que tengo obligacion de llevarla : repártase á otro que hay bastantes con quienes poder turnarlas.

Dios prospere á esa honorable junta cuanto la patria há menester.

Tucuman, 1° de febrero de 1817.

DR. ANTONIO SÁENZ.

INFORMES SOBRE LA AMÉRICA (1).

Plausibles informes sobre la América.

Erraron en sus cálculos los que considerando á la América en la época de sus desgracias quisieron compararla á un cuerpo

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires* del 20 de febrero de 1817.

débil, enfermo y agobiado con el peso de sus males. La América, por el contrario, ha terminado el período de su infancia, victoriosa de todos los peligros comunes á esta edad, formada por la experiencia, robustecida por sus trabajos, y se presenta hoy al orbe para entrar en la carrera de una ilustre adolescencia. Tal persuaden las noticias plausibles que hemos recibido de todos los puntos del continente colombiano y que irémos trasmitiendo oportunamente en estas páginas al regocijo de nuestros compatriotas y á la admiracion del Mundo Viejo. Por lo que hace á nosotros, amenazados de tres ejércitos empeñados en hacernos retrogradar al oscuro estado de donde nos sacaron el valor y las virtudes de tantos héroes, esperamos el resultado con aquella serenidad que solo inspiran á los Estados la persuasion íntima de su poder, y la firme resolucion de no variar la que se tomó una vez, conservándose en ella con tantos sacrificios. — Entretanto comunicarémos varias noticias que dan idéa de lo que podemos esperar de las campañas de Chile y provincias interiores. 1817.

CHILE.

Por el Sr. general D. Manuel Belgrano se ha remitido al gobierno supremo un oficio interceptado del presidente de Chile, que conducia para el general del ejército realista del Perú un Español europeo, emigrado de Famatina á aquel reino. Cuando se ofrecen estos casos, no rehusa el gobierno dejar por algunos dias los originales en la imprenta para satisfacer á las dudas de los desconfiados; si al presente ocurre alguna, se encontrará el oficio original que va á transcribirse en la secretaría de Estado, y de paso se desafia á que se mencione un solo caso en que se hubiere suplantado algun documento en la *Gaceta*. El oficio es como sigue : Sobre un oficio interceptado del presidente de Chile.

« Por la carta de Vuestra Señoría al teniente coronel D. Fernando Cacho á su arribo al Perú, estoy cerciorado de sus *acertadas* (1) ideas sobre las operaciones del ejército beligerante con- Texto de este oficio.

(1) Verémos.

1817. tra los insurgentes de Buenos Aires, que Su Majestad dignamente le ha confiado. Espero los mejores resultados *por la combinacion* (1) de los planes convenientes en este mando de mi cargo. Yo estoy dispuesto á empeñar todas las fuerzas que tengo disponibles, deseando á este fin nuestra comunicacion : el subdelegado del partido de Guasco D. Luis Mojó va encargado de procurarla por los caminos que de allí hay por la Cordillera para la Rioja y Tucuman : *no dudo* (2) que la eleccion de buenos conductores haga que logre la entrega de esta á Vuestra Señoría y que con el mismo venga su respuesta.

Manifiesta en él ser muy crítica su situacion.

» Debo segun este proyecto manifestar á Vuestra Señoría que mi situacion actual es apurada, anunciándose próxima una fuerte expedicion al mando del gobernador de Mendoza D. José San Martin contra este reino por diversos puntos atacables en la distancia de cuatrocientas leguas limítrofes, para cuya defensa son escasas las tropas de mi mando, debiendo atender al mismo tiempo á la seguridad interior *de un país rebelado y subyugado solo por la fuerza, rodeado de descontentos y partidarios de los enemigos* (3). — Á no ser este contraste, me resolveria á pasar la Cordillera, y buscarlos en sus propios hogares : por tanto me veo en el caso de necesitar que Vuestra Señoría, estrechándolos en el Tucuman, observe sus retiradas para contenerlos sin que trascienda á Chile, miéntras yo me limito á la defensa pasiva de los puntos por donde puedan intentarlo (4). — Tuve el honor

(1) ¿ Y si no hay combinaciones, qué resultados espera?

(2) Si cuando Marcó no duda, se engaña, ¿qué será cuando solamente *espera* ?

(3) Cansado está el Sr. Marcó de decir en sus proclamas, que la revolucion de Chile es obra de solos cuatro ambiciosos; que el reino está tranquilo, sus habitantes contentos, y encantados con *el adorado*. Pero, como no dudaba que por la eleccion de buenos conductores escaparia el oficio á nuestra vigilancia, se le escapó una confesion que debe servir de tormento á todos *los pacificadores*.

(4) Desde que supimos que el ejército realista del Perú empezaba á moverse y avanzar hácia Jujuí, no dudamos que tales movimientos tenian por objeto el distraer á nuestro ejército de Cuyo para que no pasase la Cordillera. El oficio de Marcó prueba que no nos equivocamos, y que el Sr. Serna creyó

de haber conocido á Vuestra Señoría á mi tránsito para embarcarme en Cádiz, y aunque no se me proporcionó la satisfaccion de estrechar nuestra correspondencia, la oportunidad de nuestros destinos me dispensa ahora la de ofrecerme á cuanto sea de su agrado. 1817.

» Nuestro Señor guarde á Vuestra Señoría muchos años.

» Santiago de Chile, 3 de diciembre de 1816.

» FRANCISCO MARCÓ DEL PONT.

» Sr. D. José de la Serna, mariscal de campo de los reales ejércitos y general en jefe del Alto Perú. »

CAMPAÑA DE CHILE.

Comunicaciones importantes de Chile.

Despues de escrito todo lo que antecede, ha llegado un extraordinario de Chile, y con él las comunicaciones que nos apresuramos á publicar. Todas ellas ocuparán tres ó mas extraordinarias, y se darán sucesivamente. Las divisiones de todos los puntos han tenido igual suceso. El reino todo está en una conflagracion general, y estas líneas por su estrechez no permiten tributar á los héroes de los Ándes otros elogios que la alta admiracion que apénas puede pintar nuestro silencio.

firmísimamente que este ardid le valdria entre nosotros la fama de un Aníbal, tan celebrado por sus astucias militares. Ni le pasó por la imaginacion que á la tremenda nueva de su avance fuese tan poco político el general San Martin que no se determinase á ir con su ejército para ofrecerle sus respetos en los campos de Salta; y como no dudó (porque estos generales que vienen de España no dudan) que abandonase á Cuyo, daba sus instrucciones á Marcó para que pasase la Cordillera. Entónces nos tomaban entre dos fuegos, que es la operacion militar favorita de los Españoles, y venia el Sr. Pezuela á recibirse del vireinato de Buenos Aires. Pero nuestro general San Martin es caprichoso : hizo correr la voz de que iba á unirse al general Belgrano, y se arrojó sobre Chile pasando la Cordillera con la misma intrepidez que rompió los Alpes el héroe de Cártago. Ahora el Sr. Marcó se quejará con razon de *su compañero*, que no le observa las retiradas de nuestro ejército; aunque como el Sr. Serna se halla un poco léjos, y un poco entretenido con el espectáculo nuevo para él de *los gauchos de Salta*, no deja de tener disculpa.

Nº 1º.

1817.

Parte de un triunfo obtenido en la casa de las Achupállas.

En este momento, que son las 12 de la noche, tengo la satisfaccion de anunciar á Vuestra Excelencia somos ya dueños de las gargantas del valle de Putaendo, y que la division de mi mando ha hecho honor esta tarde á las armas de la patria, comportándose de un modo bravo y distinguido. — Á pesar de lo fragoso y desconocido del camino por donde he ejecutado mis marchas, no fué posible evitar ser advertido, y de consiguiente me presenté abiertamente en el valle á las 5 de la tarde, á cuyo tiempo el enemigo tenia ya dispuestas una porcion de partidas que amenazaban envolverme; conocido este designio, pasé con gran precipitacion á situarme en la casa de las Achupállas por ver si conseguia me creyesen débil, y se decidiesen á atacarme; con efecto, no se pasaron diez minutos en que principiaron á acercarse lo bastante, para que yo creyese conveniente ya el tomar por mi parte la ofensiva, y en el momento que lo verifiqué, al cargarles, pensaron solo en retirarse : yo me aproveché de este momento, y cargué con los 25 granaderos y su valiente oficial Lavalle : nuestros caballos estaban tan estropeados que apénas iban al medio galope; con todo, conseguimos cortar algunos, y agarrar de ellos tres, dispersando una porcion por los cerros : presentaban una escena ciertamente admirable ver tres ó cuatro hombres corriendo tras de 25 ó 30. Un granadero llegó hasta el punto de echar pié á tierra, y cargar sable en mano sobre otro que se le escapaba en una cuesta arriba. En fin, hemos tomado tambien algunos caballos con que se pudieron montar los granaderos, y los hemos perseguido cerca de dos leguas mas abajo de este punto. Sin embargo mi situacion es crítica; yo no dejaré de sacar partido de este primer suceso, y espero alucinar al enemigo con movimientos, y asegurar al ejército este punto importante, ademas de estarse practicando ahora algunos de defensa. — Estas razones me hacen suplicar á Vuestra Señória haga salir, y adelantarse á algunas tropas, que podrán caer aquí por la tarde tem-

prano, y asegurar mas y mas los sucesos de nuestras armas. » 1817.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Achupállas, 4 de febrero de 1817.

ANTONIO ÁRCOS.

Sr. brigadier general de vanguardia
D. Miguel Soler.

Nº 2º.

Excmo. Señor : Como he dicho á Vuestra Excelencia, me fué preciso variar el plan combinado de operaciones, en razon á que un destacamento de mi vanguardia al mando del sarjento mayor Árcos, por ventajas que consiguió sobre el enemigo el 3 y 4 del corriente, y avanzado sobre San Antonio de Putaendo, el cinco destiné al comandante Necochea con la escolta de Vuestra Excelencia para que hiciese sus descubiertas sobre San Felipe. En esta operacion, el 7 fué atacado al amanecer por mas de 300 hombres enemigos, dejando á muy poca distancia sobre 400 mas con dos piezas. Como ya tuviese yo noticia de esto, dispuse en el momento fuese reforzado con los dos escuadrones de granaderos y dos compañías de infantería. No fué preciso este refuerzo, porque dicho comandante Necochea los aguardó, y dispuso que el capitan Soler por un flanco, y el ayudante Pacheco por otro, acercándose siempre el enemigo, hiciesen una retirada al galope ; aguardando, como sucedió, que estos vándalos soberbios les cargasen, como lo hicieron, y luego que estuvieron á media cuadra mandó revolver sobre ellos y cargar sable en mano, lo que se ejecutó bizarramente, poniendo en fuga al enemigo, que dejó en el campo diez y nueve muertos, entre ellos dos oficiales, cuatro heridos prisioneros, treinta y dos fusiles y carabinas, siete pistolas, diez y siete sables, y algunos equipajes y monturas.

Otra victoria obtenida el 7.

Como al siguiente dia continué mi marcha por no retardar la combinacion de nuestros movimientos, he sabido por noticias fidedignas que el enemigo lleva diez y siete heridos mas. De ellos han muerto tres en este pueblo, y he tomado dos heridos que dejaron. Hoy que doy á Vuestra Excelencia este parte, se

1817. me han presentado dos pasados mas con sus armas, que se escondieron despues de la accion.

Recomendacion. Está por demas recomendar á Vuestra Excelencia el mérito del jefe que mandó, el de sus oficiales y de estos pocos granaderos, porque á nombre de Vuestra Excelencia les he dicho cuanto conviene.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

San Felipe, y febrero 5 de 1817.

MIGUEL SOLER.

Excmo. Sr. capitan general D. José San Martin.

No 3o.

Parte de un combate. Excmo. Señor : Acabo de recibir parte de mi segundo D. Enrique Martínez, en que me anuncia la satisfactoria noticia de haber rendido la Guardia, con toda la fuerza enemiga que mantenia para su defensa. El resultado es de treinta y ocho prisioneros, dos subtenientes de Valdivia y siete muertos : el ataque duró hora y media, y por haberse concluido ya de noche, no se ha podido observar el mayor estrago. Nuestra pérdida solo es de cinco heridos levemente. — Al cabo que me tomaron en Picheuta, y que era de los pasados por el Portillo, lo trataban de fusilar, segun me han expuesto los primeros prisioneros; en su consecuencia, con un prisionero de poca importancia, he pasado un oficio al primer comandante, diciéndole que la suerte de Contréras será la de todos los prisioneros, inclusos los oficiales.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Juncalillo, y febrero 4 de 1817, á las 9 de la noche.

JUAN GREGORIO DE LAS HÉRAS.

Excmo. Sr. general en jefe.

No 4o.

Santa Rosa, y febrero 8 de 1817.

Mi general : su amigo entró en esta poco ántes de recibir la suya. Martínez ya anda tiroteando á los enemigos en Chacabuco.

Mi tropa está á pié, y cansada; pero sin embargo diga V. lo que quiera, y marcharémos.—Batí á 100 hombres de la Guardia, y solo escaparon 14; 40 y mas prisioneros remití á Mendoza, inclusos dos oficiales. Quiero despachar y á todo tengo que atender. 1817.

Siempre de V. HÉRAS.

Nº 50.

Excmo. Señor: acaba de retirarse mi segundo D. Enrique Martínez de media falda de la cuesta de Chacabuco, á donde alcanzó á la guerrilla enemiga que ya dí parte, y cuyo número era de veinte hombres, y á pesar que por lo malo de cabalgaduras solo los alcanzó con doce, les mató un hombre, quitó seis mil cartuchos y sesenta caballos.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Santa Rosa, y febrero 8 de 1817, á las 7 de la tarde.

JUAN GREGORIO DE LAS HÉRAS.

Excmo. Señor general en jefe.

Nota. — He tomado un almacen de víveres con cien lios de charque y otros tantos fardos de galleta.

INFORMES SOBRE SUD-AMÉRICA (1).

Distribucion y empleo del ejército.

¿Qué hacen los habitantes de las Provincias Unidas de Sud-América, despues de sus últimas desgracias en el Perú? preguntarán los curiosos de Europa y los cuidadosos de la Península, al observar que hace algun tiempo que se añaden pocas páginas á la historia de nuestros sucesos. Un ejército por las provincias interiores descendiendo en direccion á la capital, otro en Chile sofocando impunemente el espíritu patriótico de

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires* del 21 de febrero de 1817.

1817. sus moradores y acostumbrándolos al yugo aborrecido, otro extranjero ocupando la Banda meridional del Rio de la Plata, no son síntomas muy halagüeños para los futuros destinos de un país recien nacido á la libertad. — Así se calcula á la distancia, y aun se supone que esta parte de la América revolucionada se halla en vísperas de sucumbir en la prueba. — La ilusion va á desaparecer á la fama sola de un ejército formado en el seno de una sola provincia, que cuesta al Estado sobre millon y medio de pesos, y que ha trepado en masa y á despecho del enemigo la cumbre inaccesible de los Ándes, bastante en otro tiempo para acreditar el valor de los viajeros, que veían temblando debajo de sus piés horrendos precipicios. — Va á desaparecer con la noticia de que ese ejército realista que amenaza á Salta y Tucuman con un poder que no han podido presentar hasta ahora igual nuestros enemigos, encuentra una resistencia que confunde á estos orgullosos titanes, en *los gauchos de Salta*, mucho ántes de llegar á los campos de Tucuman, en donde les espera un ejército pronto á abrir otro *sepulcro* á sus jactancias. — Va á desaparecer al fin, cuando sepan que la invasion de nuestros vecinos los Portugueses no alarma nuestros ánimos, sino en cuanto nos sería sensible tener que emplear el valor con una nacion á quien no es indiferente nuestra amistad. — Pueblos europeos, haced justicia á nuestras virtudes, y no tengais á ménos el que aspiremos á la gloria de emular vuestros destinos.

CAMPAÑA DE CHILE.

OFICIO DEL GOBERNADOR INTENDENTE DE LA PROVINCIA DE CUYO

AL EXCMO. SEÑOR DIRECTOR.

Parte de la batalla de la Vega del Campeo.

Excmo. Señor: acabo de recibir parte oficial de D. Ramon Fréire, fecha 4 desde la Vega del Campeo, á distancia de 12

leguas de Talca, en que me da el lisonjero aviso del buen suceso con que se coronaron de gloria las armas de la patria en la accion que tuvo aquel dia con los enemigos del país. Predispuesto este buen patriota, como otros muchos, á sacudir el yugo de la opresion, se propuso tomar por sorpresa la guarnicion de Talca : avisado la noche anterior, por sus bomberos y espías, que á corta distancia se hallaba una guerrilla enemiga, deliberó atacarla al dia siguiente, como lo verificó á pié con los piquetes de granaderos á caballo núm. 7 y 8, y algunos milicianos que se le agregaron. 1817.

Tomó esta resolucion para asegurar mejor el golpe por la dificultad que presentaba una gran quebrada, que hacía inaccesible el paso : en efecto, así que fué sentido, llegaron á las armas : duró el fuego desde el amanecer hasta el nacimiento del sol con demasiado ardor de una y otra parte : pero, á pesar que el enemigo se hallaba en una prominencia ventajosa, bien montado, y que su número ascendia á 100, se puso en fuga vergonzosa, dejando en el campo algunas monturas, sables y tercerolas. Como la tropa de Fréire estaba mal montada, no pudo seguirlos. — Quedaron 20 prisioneros, inclusos los que se trajeron despues, sin contar con otro que voluntariamente se presentó á tomar partido, y 18 muertos, entre los cuales se cuentan dos oficiales : de los patriotas murieron dos en la refriega, quedando heridos tres, pero no de peligro.

Fuga vergonzosa del enemigo.

Despues de este glorioso suceso, se retiró á una montaña con el designio de examinar desde ella los movimientos de la tropa de Curicó, cuyo grueso llegaba á 400, para evitar entrar en una lucha desventajosa : efectivamente observó que se dirigian á Quechoráguas con la idea de situarse en Talca, cuyo vecindario está impaciente hasta lo sumo por ver logrados sus deseos.

Por las noticias generales que hemos recibido de la parte del sud ; sabemos que en aquel continente hay un fermento inexplicable ; que sus dignos habitantes están resueltos á todo género de sacrificios por lograr la libertad ; que se han inflamado demasiado sus ánimos por las medidas de precaucion que ha tomado el tirano mandon de Chile, siendo una de ellas la de

1817. que se recojan todas las caballerías y yeguas á los potreros de Rancagua y Aconcagua, y que nadie ande sino en mulas y burros, á reserva de la tropa y correos, bajo la pena de ser pasados por las armas: esto ha obligado á que muchos tomen el partido de retirarse á los bosques, hasta la aproximacion de nuestro ejército. Aun sin llegar este caso, asegura Fréire habérsele reunido 600 hombres, fuera de algunos vecinos señalados de categoría que tambien se le han incorporado; que aguardaba á Ramírez con 500; y que allanado el paso y franca comunicacion con las costas, cuenta con excesivo número de paisanos.

Es lo mas sustancial de la parte del sud que puedo por ahora poner en la suprema consideracion de Vuestra Excelencia. Sin aventurarme á pronósticos políticos, considero que todo el reino de Chile está á la sazon en general agitacion con la noticia de acercarse nuestro ejército, y que este debe estar en vísperas de dar un golpe decisivo: y aguardo por momentos noticias satisfactorias que haré volar á Vuestra Excelencia.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Mendoza, 23 de febrero de 1817.

TORIBIO LUZURIAGA.

Excmo. supremo director del Estado.

OFICIO DEL GENERAL SAN MARTIN.

Envío de los siguientes partes al director supremo.

Excmo. Señor: Habiendo con fecha 24 del próximo pasado sorprendido una partida enemiga á nuestra avanzada de Pichueta, camino de Uspalata, y destacado contra ella el coronel D. Gregorio Las Héras á su segundo el sarjento mayor D. Enrique Martínez con 30 caballos y la compañía de granaderos del batallon núm. 11, sucedió el reencuentro cuyo resultado anuncian los partes que tengo el honor de elevar á Vuestra Excelencia para su supremo conocimiento.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general de Ortiz, media jornada despues del Mercenario, 4 de febrero de 1817.

JOSÉ DE SAN MARTIN.

Excmo. Señor director supremo del Estado.

PARTE AL CORONEL LAS HÉRAS.

Consecuente á la órden de Vuestra Señoría para que siguiese la partida enemiga que sorprendió la guardia de Picheuta, y habiendo emprendido mi marcha, tuve aviso por mis espías que estaba en lugar de los Potreríllos. En el momento dispuse atacarlo, y lo verifiqué por tres puntos á las cuatro y media de la mañana; mas no habiendo podido desalojarlos de la posicion que tenian por ser demasiado ventajosa, y por otra parte haber descubierto que su fuerza era superior á la mia en doscientos cincuenta hombres, como tambien verme con la mayor parte de las municiones consumidas por el fuego de dos horas y media que sostuve, hice la señal de retirada, y la emprendí sobre los fuegos enemigos hasta ponerme en la altura de las Vácas. Entónces este, sin tomar el menor empeño en perseguir mi retirada, solo lo puso en repasar la Cordillera, hasta donde lo hice seguir por mis partidas menores de observacion que me avisaron iba en fuga precipitada.

1817. Parte del combate en Potreríllos.

Nuestra pérdida consiste en diez heridos, ocho del 11, y dos de granaderos á caballo, conceptuando de mayor consideracion la del enemigo, por haber visto caer y recoger muchos hombres.

Pérdidas.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

Punta de las Vácas, enero 25 de 1817.

ENRIQUE MARTÍNEZ.

Señor coronel de la division de vanguardia
D. Juan Gregorio de Las Héras.

OTRO DEL CORONEL LAS HÉRAS.

Continuacion del parte anterior.

Excmo. Sr.: Ayer á mi paso por el paraje de los Potreríllos, reconociendo el terreno donde una guerrilla de mi division al mando del sarjento mayor D. Enrique Martínez se batió con otra del enemigo, se encontraron tres cadáveres mas de que

1817. tengo anteriormente dado parte á Vuestra Excelencia, de los cuales uno parecia ser oficial por la delicadeza de su cútis, así en la cara, manos y piés como por el pelo. Me dirijo á Vuestra Excelencia sin verificarlo al señor brigadier D. Miguel Soler, jefe del cuerpo de ejército de mi dependencia, porque por la única ruta donde por ahora puedo ejecutarlo (como lo hago), lo calculo mucho mas distante que á Vuestra Excelencia.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Paramillo de las Cuévas, febrero 1º de 1817.

JUAN GREGORIO DE LAS HÉRAS.

Excmo. Sr. general del ejército de los Ándes.

OTRO DEL GENERAL SAN MARTIN.

Marchas forzadas del ejército.

Excmo. Sr.: Las comunicaciones que tengo el honor de elevar á manos de Vuestra Excelencia, de mi mayor general, jefe de vanguardia, y del coronel del número 11, jefe de la division que va por Uspallata, indican el estado de la marcha del ejército. Por ellas conocerá Vuestra Excelencia que el enemigo aun no ha penetrado nuestros movimientos, ó por lo ménos el rumbo que llevamos: de consiguiente, he dispuesto avanzar á marchas forzadas, y ántes de tres dias (si, como lo espero, no hay un fuerte obstáculo) se halla mi vanguardia en posesion del valle del Putaendo; en inteligencia que á esta hora creo al coronel Héras apostado en el Juncal y amenazando á la guardia del enemigo.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general de Ortiz, media jornada despues del Mercenario, febrero 4 de 1817.

JOSÉ DE SAN MARTIN.

Excmo. Sr. director supremo del Estado.

OTRO DEL CORONEL D. JUAN GREGORIO DE LAS HÉRAS

AL GENERAL SAN MARTIN.

Excmo. Sr. : Cuando escribo á Vuestra Excelencia este, á las siete de la tarde, me hallo acampado con mi division al pié del Paramillo de las Cuévas.en la parte del naciente.

1817.
Marcha con objeto de apoderarse de la Cordillera.

El baqueano José Antonio Cruz, á quien Vuestra Excelencia mandó permaneciese á mi lado por sus conocimientos, marchó ayer por la mañana de mi órden, y protegido por una partida de observacion que hice internar hasta las Cuévas por una quebrada de la izquierda de dicho Paramillo y conduce hasta la altura de los Cérros-Bájos, que dan vista al alto de la Cancha de la Cordillera, á observar al enemigo con qué fuerza sostenia este punto, acaba de regresar en este momento, y me trae la noticia de que quince hombres subieron á reconocer dicha Cordillera como á las once de la mañana, y se volvieron de ella á eso de las dos de la tarde hasta la Cuchilla del Cuchi, donde los dejó. No puedo haber sido sentido, porque mi marcha la emprendí á las dos y media de la tarde del Arroyo de Santa María. El tiempo está bueno, aunque muy ventoso, y voy á aprovechar estos momentos para posesionarme de la Cordillera, aunque sea á toda costa, en caso de resultar lo contrario, de que no puedo persuadirme. Á las diez de la noche, despues de provista la tropa de galleta y vino, emprendo mi marcha por divisiones.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Paramillo de las Cuévas, febrero 1º de 1817.

JUAN GREGORIO DE LAS HÉRAS.

Excmo. Sr. general en jefe del ejército de los Ándes.

OTRO DEL BRIGADIER D. MIGUEL ESTANISLAO SOLER

AL GENERAL SAN MARTIN.

Excmo. Sr. : Hoy, como á las 5 de la tarde, fueron aprendi-

1817.

Medidas para apoderarse de San Antonio de Putaendo.

dos por dos granaderos de una partida descubridora dos paisanos de Petorca con el pasaporte que adjunto incluyo á Vuestra Excelencia. El coronel Portus dice : que conoce al llamado Fermin Pórras, que es hombre de bien y buen patriota, y á la verdad no da indicios de otra cosa. Sin embargo, yo tengo tomadas todas las medidas de precaucion. Dicen que el objeto de su viaje era rastrear unas vacas hasta el valle de los Pátos. Las declaraciones contestes de uno y otro son que en Santiago no hay tropas, porque marcharon para el Sud, que no se sabia en Petorca cosa alguna de la marcha de este ejército por este punto, que no hay guardia alguna en Léira, ni saben que las haya en los demas puntos hasta la Ramilla, á excepcion de una de seis hombres en el cajon de Chincola, y otra en las Lagúnas de igual fuerza, la cual mando sorprender ahora mismo. — En consecuencia de estas informaciones he creido oportuno apresurar mis marchas con la mayor rapidez, para caer sobre el valle cuanto ántes, llevando conmigo á estos dos hombres para que me sirvan de guia, y respondan de sus informaciones. Con este fin tambien aviso al brigadier O'Higgins, para que con igual proporcion fuerze sus marchas, y creo que sería conveniente que Vuestra Excelencia hiciera lo mismo. Voy á ver si en cuatro jornadas, ó cinco cuando mas, puedo posesionarme de San Antonio de Putaendo. Mañana quiero llegar á Léiva, desde donde empezaré á encontrar ganados, segun lo que estos hombres me dicen.

De las operaciones ulteriores daré oportuno aviso.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Campo en el Mercenario, 2 de febrero de 1817, á las 11 de la noche.

MIGUEL SOLER.

Excmo. Sr. general en jefe D. José de San Martin.

OTRO DEL GOBERNADOR DE CUYO.

Excmo. Señor : Por avisos oficiales del norte, sé que el te-

niente coronel D. Juan Manuel Cabot, destinado á obrar con una division por aquella parte, se hallaba el 5 de este en las caidas de los Ándes; que sorprendió la pequeña guardia de aquel punto, y que dejando un piquete de los suyos para tomar la que al dia siguiente debia relevar á la que estaba ya prisionera, marchaba rápidamente á impedir las comunicaciones con Santiago. Póngolo en la suprema consideracion de Vuestra Excelencia á los fines conducentes. 1817. Sorpresa de una guardia.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Mendoza, 13 de febrero de 1817.

TORIBIO LUZURIAGA.

Excmo. supremo director del Estado.

OTRO.

Excmo. Señor: El capitan D. José Leon Lémos, destinado por la parte del Portillo, me avisa desde el Peñon Rajado con fecha del 7, á las 5 de la tarde, que tratando de sorprender la guardia de San Gabriel, que dista 16 leguas de Santiago, fué sentido á causa de un temporal; que la guarnicion se puso en precipitada fuga dejándola en desamparo, y que con este motivo se ha situado en los Penquénes al lado de Chile. Doy á Vuestra Excelencia esta noticia, por ser de sumo interes. Fuga de la guarnicion de San Gabriel.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Mendoza, 13 de febrero de 1817.

TORIBIO LUZURIAGA.

Excmo. supremo director del Estado.

OTRO.

Excmo. Señor: Doy parte á Vuestra Excelencia que las partidas de milicias destinadas de acuerdo del excmo. Sr. capitan general para recoger los enfermos del ejército de su marcha, han regresado á esta plaza ántes de ayer, trayendo solamente 19, in- Enfermos recogidos.

1817. clusos 10 heridos levemente en la Guardia la noche del 4 : es admirable este cortísimo número de enfermos, parece indudablemente que la Providencia vela sobre el ejército de los Ándes.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Mendoza, 13 de febrero de 1817.

TORIBIO LUZURIAGA.

Excmo. supremo director del Estado.

OTRO DEL BRIGADIER D. MIGUEL SOLER.

Campo sobre Penquénes, febrero 4 de 1817,
á las 5 de la mañana.

Marcha hácia las Achupállas.

Mi estimado general : La partida que debió sorprender ante noche los seis hombres de que daba parte Fermin Pórras ha vuelto sin otra novedad que haber encontrado cuatro vacas con sus terneros que me presentó. Quedo enterado de lo que dice Árcos : hoy me comunicaré con él, pues marcho á la lijera con dos compañías de cazadores, y las segundas que tengo apostadas sobre Léiva. Con esta fuerza y la de Árcos me acercaré, si es posible, á las Achupállas, en donde tomaré relaciones seguras, si tuviere ocasion de hablar con algunos de aquellos sugetos.

Quedo de V. etc.

MIGUEL SOLER.

DECLARACION DEL DIRECTOR SUPREMO.

DEPARTAMENTO DE GOBIERNO.

Buenos Aires, febrero 18 de 1817.

Aprobacion de la conducta del D. Díaz Vélez.

Estando satisfecho de los principios que han dirigido en la presente crísis la conducta del Dr. D. José Díaz Vélez, arrestado en la tarde del 14 del corriente, y puesto en libertad en la misma, todo de mi órden, y siendo notorios los distinguidos servicios del expresado individuo á la causa de la patria, vengo

en declarar que aquel suceso no debe perjudicar al concepto y buen nombre de que ha disfrutado hasta aquí por su mérito. Comuníquese este decreto para su satisfaccion, y publíquese en gaceta. 1817.

PUYRREDON.

NOTICIAS SOBRE CHILE (1).

Tranquilidad de que goza Chile.

Habiendo restaurado el Estado de Chile su libertad, goza hoy de la mas completa tranquilidad sin que haya un solo palmo de tierra dominado por los enemigos. Se disipó como el humo todo su poder, y no les ha quedado sino la vergüenza de su imbecilidad y de sus necias jactancias. Sufran hoy los desnaturalizados y cobardes la ignominia eterna de hacer un contraste en la opinion pública de sus irritados compatriotas con los Americanos fieles á su honor y á la gloria de la patria.

ACTA.

Asamblea en favor de Fernando VII.

En la ciudad de Santiago de Chile, en nueve dias del mes de febrero de mil ochocientos diez y siete años, el M. I. cabildo, consejo, justicia y regimiento de esta capital, habiendo convocado á los principales vecinos de ella para manifestar y acreditar al M. I. señor presidente y capitan general del reino la íntima y decidida adhesion que tienen á la sagrada causa de nuestro legítimo monarca el señor D. Fernando VII (que Dios guarde), les hizo un lijero razonamiento sobre las actuales circunstancias, arbitrios y otras medidas que debian tomarse para la defensa y seguridad del reino, y castigar como era justo la osadía y orgullo de los insurgentes de la otra banda : y en consecuencia de ello, unánimes todos los que firman esta acta, dijeron : que con sus vidas, haciendas, y sin reserva de cosa alguna, estaban

(1) Tomado de la *Gaceta de Buenos Aires*.

1817. prontos y resueltos á defender los sagrados derechos del rey, á cuya obedencia vivian gustosamente sujetos, suplicando respetuosamente á Su Señoría que desestimase las ideas que alguno, ó algunos, ménos instruidos del honor chileno é índole de sus habitantes, quisieren influir en el superior ánimo, como lo acreditaban con las suscripciones que estaban prontos á realizar de esta acta, y de cuantas mas cosas fuesen análogas á la defensa del reino y honor de las armas del rey, y firmaron ante mí de que certifico.

Firmas. El marques de Casa Real, el marques de Montepio, el conde de Quinta Alegre, el marques de Larrain, Domingo Díaz de Muñoz y Salcedo, Juan Manuel de la Cruz, Manuel Manso, José Santiago de Ugarte, Sántos Izquierdo, Agustin Antonio de Alserreca, Manuel Aldunate, Francisco Javier de Bustamante y Cossio, Pedro José Prado, Jara Quemada, Pedro Botel, José Ignacio de Arangua, José Manuel Lecaros, Manuel Ruiz Tagle, Miguel Valdes y Bravo, José Casimiro Velasco, Diego Valenzuela, Rafael Beltran, Estévan Cea, Antonio del Sol, Francisco de Paula Gutiérrez, Manuel Velasco y Oruna, Manuel de Bárros, Domingo Eyzaguirre, José María Villareal, Andres Santelíces, Santiago Antonio Pérez, José Antonio Rosáles, Dr. José María del Pozo, Francisco de Borja Valdes, Pedro Antonio Billota, José Santiago Solo de Zaldívar, Francisco González, José Joaquin de Zamudio, Juan Rodríguez Zorrilla, Francisco Bernáles, José Antonio Valdes, Jerónimo Medina, Borja de Andia y Varela, Cristino Huidobro, Francisco Díez de Artiaga, Pedro Javier de Echeverz, Miguel de Echeñique, Domingo López, Hernando Miguel de Velasco, Ramon Recasens, Juan Antonio Fresno, Francisco Javier Zuasagoitia, Pedro José González Alamos, Luis de Mata, Antonio Pastor Álvarez, Ramon Yavar, Dr. Juan de Martínez, José María Tocornal, Fernando Cañol, Ramon Revolleda, Francisco Echazarreta, Francisco Izquierdo.

Concuerda con el acta original, de que certifico.

Santiago, y febrero 10 de 1817.

ANTONIO PASTOR ÁLVAREZ,
escribano público y de cabildo.

PROCLAMA DEL M. I. SR. PRESIDENTE Á LA TROPA.

SOLDADOS :

Llegaron aquellos felices instantes que tanto apetecíais de venir á las manos con los enemigos del rey y de vuestros derechos : ya el campo de batalla ha presentado esos grupos de bandidos, que solo buscan la desolacion y la miseria; para ellos es desconocido el derecho de las gentes en el órden de la guerra; ignoran todos los principios que la humanidad exige; en los pueblos que ocupan , infunden el terror y el castigo : ni el anciano decrépito, ni la honesta viuda, ni la tímida doncella, gozan aquella inmunidad que las mas bárbaras naciones respetan ; ellos, entregados á todo desórden, ponen en movimiento sus mas vergonzosas pasiones, para dejar con su memoria esculpida la afrenta que causaron; ellos al fin nada de sagrado respetan, nada sin ofender dejan, porque sustituyen con el delito el asiento de la virtud. Ya el reino de Chile dejará de conocer aquellos alegres dias que á vuestra espada debió, si hoy embotada no vuelve á derramar la sangre vil que tantas veces holló; todo su noble vecindario os ofrece el sosten en vuestra conservacion , si generosos animais vuestro brazo en su defensa; ellos hoy os han contribuido con cuanto fué necesario, y están prontos á su continuacion, si vuestros valientes pechos forman una muralla de sosten á su cruel invasion; sus insinuaciones hácia vosotros llegaron hasta mí, y han depositado sus bienes y personas para auxilio vuestro, yo os lo anuncio en su nombre, seguros de vuestro valor, que ha obrado sin el premio del sórdido y vil interes, han comprado á esos viles sectarios de la esclavitud y del vicio ; ocho pesos os ofrecen por cada muerto, doce por el prisionero, y á justa tasacion el valor de las armas que presenteis por despojo : yo respondo de esta oferta, y garantiréis los empeños de esta noble capital, que servirá de ejemplo, á los viles que poseidos de un temor servil á sus ideas, ó de un

1817.

1817. amor al horror, se han sometido á sus decretos. Los siglos harán memoria de esta firmeza, y vuestro valor, acreditado ya en las fatigas, ya en las privaciones consiguientes á una guerra, manifestarán la gratitud que arrastra las almas. Vosotros habeis merecido el nombre de libertadores del reino cuando lo sacasteis del poder, del tirano poder á que la ambicion lo redujo; sabed pues ahora no ganar, sino conservar lo que tanta sangre os costó; las yertas cenizas y húmedos sepulcros de Rancagua hoy mudamente os recuerdan sus fatigas para optar aquel descanso de que os quieren dispensar; ellas os manifiestan aquel valor y entusiasmo con que rindieron su vida á esfuerzos de su lealtad, y ellos al fin os piden una justa venganza del agravio que sufrieron; corred pues al campo y al frente del enemigo, sostened esa misma gloria que tanto os animó : si mi presencia es necesaria, no la excusaré, y con mi persona sustituiré la falta del guerrero que gloriosamente acabe; conservad la obediencia y disciplina militar, y arrastraréis á los bandidos en el carro de vuestras glorias.

Santiago, y febrero 10 de 1817.

FRANCISCO MARCÓ DEL PONT.

OFICIO DEL GENERAL EN JEFE DEL EJÉRCITO DE LOS ÁNDES AL EXCMO. SEÑOR DIRECTOR DEL ESTADO.

Parte de la batalla de Chacabuco.

Excmo. Señor : Una division de mil ochocientos hombres del ejército de Chile acaba de ser destrozada en los llanos de Chacabuco por el ejército de mi mando en la tarde de hoy. Seiscientos prisioneros, entre ellos treinta oficiales, cuatrocientos cincuenta muertos y una bandera que tengo el honor de dirigir, es el resultado de esta jornada feliz, con mas de mil fusiles y dos cañones.

La premura del tiempo no me permite extenderme en detalles, que remitiré lo mas breve que me sea posible : en el entretanto debo decir á Vuestra Excelencia que no hay expre-

siones como ponderar la bravura de estas tropas : nuestra pérdida no alcanza á cien hombres. 1817.

Estoy sumamente reconocido á la brillante conducta, valor y conocimientos de los señores brigadieres D. Miguel Soler y D. Bernardo O'Higgins.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general de Chacabuco, en el campo de batalla, y febrero 13 de 1817.

José de San Martin.

Excmo. supremo director del Estado.

OTRO.

Exmo. Señor : Son las 6 de la mañana, y repiten tanto las noticias por diversos conductos de que Marcó ha fugado para Valparaiso, que ya no es posible dudarlo : mañana mismo ocupo la capital de Santiago. Fuga de Marcó.

Igualmente se me avisa que la division que hice entrar por el camino del Planchon al mando de un oficial de granaderos á caballo, D. Ramon Fréire, ha triunfado completamente del enemigo. Esta última noticia se me da en globo : aun no puedo formar concepto de ella.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general en Chacabuco, en el campo de batalla, febrero 13 de 1817.

José de San Martin.

Excmo. Sr. director supremo del Estado.

OFICIO DEL COMANDANTE DE LA DIVISION DEL NORTE EN EL REINO DE CHILE

AL EXCMO. SEÑOR DIRECTOR.

Excmo. Señor : Tengo el honor de comunicar á Vuestra Excelencia que desde que marché de la plaza de San Juan á la

1817.

Pormenores sobre sus marchas, operaciones y triunfos.

cabeza de la division que se ha confiado á mi corto talento con direccion al norte sobre el reino de Santiago de Chile, me propuse no omitir sacrificio alguno personal que coadyuvase al mejor lleno de mis deberes : y así es que emprendí mis marchas hasta transmontar las cuatro Cordilleras de los Ándes, en que invertí catorce penosas jornadas despues de las cuales alcanzé á pisar la cañada de Pátos el 6 del corriente : allí sorprendió mi partida descubridora la 1ª guardia enemiga ; y habiendo hecho alto, tanto para reparar las cabalgaduras, como para municionar la tropa, y demas ocurrencias preventivas á seguir pisando el terreno enemigo, fué tomada tambien prisionera á los dos dias la guardia que fué á relevar la antedicha, comandada por un cabo de la guarnicion de Coquimbo con arma corta de chispa, é igual número de soldados : al siguiente dia, despues de haber adelantado una partida de cien hombres al mando del capitan D. Patricio Cebállos, continué mi ruta encontrando por ella á varios vecinos de probidad y patriotismo, que, guiados de mis confidentes con quienes he girado correspondencia privada desde los primeros instantes que me moví con la expedicion, corrian presurosos á incorporarse en ella : dicho capitan y oficiales que le acompañaron, supieron explorar el campo con alguna mas vigilancia que la que creí necesaria por las instrucciones que se les dieron al efecto ; tanto, que cuando el dia 9 llegué con el grueso de mi division y bagajes á la primera poblacion de Valdivia, ya se habian apoderado no solo de los espías y vecinos sospechosos que nos podian perjudicar, sino tambien de una correspondencia de Santiago que interceptaron en Monterey, de cuyo paraje, distante cuarenta leguas de Coquimbo, se les pudo escapar José Antonio Godomar, uno de los mas sindicados por su opinion, quien por caminos extraviados se pudo introducir en dicho Coquimbo dando noticia de mi arribo, que hasta aquella fecha se ignoraba por el buen órden y cautela con que se han dirigido las marchas : con este aviso se puso el enemigo en confusion, segun el parte que con igual fecha del que llevó el aviso comunica el subdelegado de dicha plaza al general Marcó, que tambien cayó en mis manos

por la partida volante y que me ha servido de guia para mis ulteriores disposiciones. 1817.

En el acto que lo leí, dispuse auxiliar mis avanzadas con cien hombres de caballería é infantería, que marcharon desde Rapel el dia diez al mando de mi primer ayudante de campo D. Eugenio Hidalgo, con órdenes de que reunidos al capitan Cebállos, invadiese todos los puntos por donde pudiese fugar el enemigo hácia la capital; en efecto lo ejecutaron á la letra el dia de ayer: los enemigos arribaron al punto de Barraza, encrucijada precisa á su salida, con la guarnicion de ciento y tantos hombres que tenia la plaza y dos piezas volantes de artillería de calibre de á cuatro, pocos minutos ántes de la partida destinada á perseguirlos; y cuando pensaron acamparse en aquel rio, como de hecho lo intentaron, segun me lo indicaban los continuos partes del capitan Cebállos, bajo cuyas órdenes operaba nuestra fuerza, ya nuestras primeras partidas le hacian fuego por retaguardia: á esta sazon recibí un posta del benemérito patriota D. Manuel Antonio de Iribárren, gobernador electo por el pueblo de Coquimbo en ausencia de su antiguo mandatorio D. Manuel Santa María, cuyo contenido se expresa del oficio y acta que en copia incluyo bajo los números 1° y 2° para satisfaccion de Vuestra Excelencia.

En los propios instantes de estar leyendo estos documentos en este valle de Sotaquí, en que acababa de acamparme con el resto de mi division, se me dió parte por el citado capitan Cebállos quedar reunida toda la fuerza armada, á que se agregaron algunos naturales del país á quienes habia armado con lanzas, que quedaban batiéndose con el enemigo, y que de su resultado me daria pronto aviso: en el acto mandé pasar revista de armas y reunir la fuerza que me quedaba, depositando los equipajes, víveres y demas bagajes en casa aparente, á cargo de los arrieros conductores: se previnieron las cabalgaduras necesarias para ocurrir al primer aviso en su auxilio, en razon de que por algunas noticias extrajudiciales se me habia informado que les venian cien hombres de la capital: con este apuro pasé la noche, así yo como la tropa, con la rienda en la

1817. mano, hasta que al amanecer del dia de hoy llegó el glorioso parte en que se me comunica haberles dejado muertos nuestras tropas en el llano de Salala, tres leguas adelante de Barraza, cuarenta y tres soldados, tres oficiales y tres mujeres que les seguian : habérseles tomado 40 prisioneros, entre los cuales cayó el subdelegado teniente coronel D. Manuel Santa María, su hijo y dos oficiales; que entre heridos y derrotados se habian escapado como 20, que validos de la buena disposicion en que se hallaban sus caballos, fugaron precipitadamente á las sierras y fragosidades inmediatas á la ruta de su destino; no habiendo tenido en el ataque por nuestra parte mas pérdida que la de un soldado muerto y tres heridos, cuyo acontecimiento se hace increible, á no conocer que la mano invisible protege nuestra causa : se les han quitado dos piezas de artillería volante de calibre de 1 á 4, todos los fusiles, 6 espadas, 16 cajones de municiones, 2 barriles de pólvora, 4 fardos de vestuario, 30 cargas de equipajes, y entre ellas todos los papeles; todo lo que aguardo esta noche en este punto para disponer de ello lo conveniente y pasar mañana á tomar posesion de la plaza y puerto de Coquimbo, adonde he adelantado 50 hombres al mando del comandante de caballería D. Antonio Blanco, y competente número de oficiales para que sirvan la guarnicion bajo las órdenes de su actual gobernador.

Los útiles de guerra que ha dejado el enemigo en aquella plaza y puerto, segun las últimas relaciones, son los siguientes : en la casa de pólvora, 36 barriles de idem, 4 id. de id. mojados, 4 fusiles descompuestos, 2 id. buenos, 4 cañones volantes de á 4, 12 dichos de á 12, 2 de á 24 en el puerto.

Recomendacion de varios oficiales.

No puedo desentenderme de recomendar á Vuestra Excelencia el entusiasmo y bravura con que se han portado en esta accion, segun me lo informa el capitan Cebállos, bajo cuya direccion trabajaron, el capitan de infantería D. Juan Agustin Cano, el ayudante mayor de la misma D. Sinforoso Navarro, el ayudante mayor de línea D. Juan José Ruiz, el teniente 1º del núm. 8 D. Simon Santucho, el de granaderos á caballo D. Eugenio Hidalgo, el teniente de infantería de línea D. Francisco

Ibáñez, el teniente 2º del núm. 8 D. Escolástico Magan, los tenientes 2os de escuadron de milicias de caballería D. José María Moráles y D. Pedro Regalado Cortínes, á quienes con arreglo á las instrucciones que el capitan general en jefe del ejército me dió, he concedido al primero el grado de sarjento mayor, al 2º, 3º, 4º y 5º el de capitanes, al 6º el de teniente 1º, y á los dos últimos lo mismo, y los he mandado reconocer hasta la suprema aprobacion de Vuestra Excelencia. Lo que comunico á Vuestra Excelencia para su superior conocimiento y deliberacion. 1817.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general en el valle de Sotaquí, febrero 12 de 1817.

JUAN MANUEL CABOT.

Excmo. Sr. supremo director de las Provincias Unidas del Rio de la Plata D. Juan Martin de Puyrredon.

OTRO DEL COMANDANTE DE LA DIVISION DEL SUR.

Retirada á la *Veguilla* despues de la accion, y otros pormenores.

Excmo. Señor: Despues de la accion que dí al enemigo en la madrugada del dia 4, segun comuniqué á Vuestra Excelencia en oficio del 5 del presente, me retiré á la quebrada nombrada la *Veguilla*, noticioso de la superior fuerza que podia oponerme el enemigo, si reunia la que tenia repartida en los lugares de que á Vuestra Excelencia anteriormente he dado parte. — En este destino me mantuve, arreglando las tropas que se me reunian, y proporcionando auxilios de gente armada para convoyar por las noches á las que por temor no se atrevian á verificarlo, por no ser atacadas. He distribuido varios espías á diversos puntos con distintos objetos, para averiguar las disposiciones del enemigo, que en verdad han sido incombinables respecto á que ya se reunian hácia esta parte, ya hácia esta otra y siempre en agitacion, de suerte que por su perturbacion temí fuese algun aparente ardid para atacarme por diversos puntos con todas sus fuerzas á un mismo tiempo.

1817. Ya á prevencion habia asegurado una situacion ventajosa : tenia una retirada segura hácia el oriente, por el norte y sud cubiertos mis costados de encumbrados montes, de modo que solo les quedaba el frente hácia el poniente para avanzarme, para lo que me favorecia una pequeña montaña, que me proporcionaba ventaja su altura.

El lugar, como tan denso de árboles igualmente, me brindaba con sus abundantes maderas á formar trincheras de estas y de ramas; de suerte que deseaba que el enemigo nos visitase, aunque viniese en triple fuerza, seguro de escarmentarlo.

Órden para interceptar una correspondencia.

El 8 por la mañana mandé interceptar la correspondencia; á cosa de las tres de la tarde, supe que dejando á Talca, Quechéreguas y Curicó las tropas caminaban unas por las faldas de las Cordilleras, y otras por los llanos con direccion á San Fernando : para este fin mandé 50 hombres á la disposicion del capitan Molina bien armados, á que los incomodasen en el paso del rio picándoles la retaguardia, y si posible fuese, que les quitasen las caballadas : como á las 11 de la noche me pide el capitan Molina le mande auxilio de mas gente, y no pudiendo verificarlo en aquella hora, quedó dispuesto lo conveniente para salir el dia siguiente á impedirles su retirada, que ya era conocida.

El dia 9 por la mañana tuve aviso que la partida de Talca estaba sitiada por Molina en Quechéreguas, y por mas que apresuré mis marchas, llegué tarde : no obstante, conseguí que se le dispersase gran número de reclutas, que tirasen al rio cinco cargas de municiones, fuera de dos de piedras de chispa, que desparramaron por el camino, y tres hombres que les matamos. — Yo les hice persuadir que mi retirada era por esperar al Sr. O'Higgins, que estaba al caer, y de este modo logré espantar á los enemigos y atraerme á los amigos que me aguardaban.

En este mismo dia se alojó y pasó la tropa la noche en Quechéreguas hasta el 10 al medio dia, que seguimos nuestra jornada hasta Pilarco.

El siguiente tuve noticias de Curicó que una guerrilla de 100 hombres se habia avistado, y la noche anterior que repasaron

el Maule otros tantos con sospechas de que hubiese algunas partidas mas, por lo que me retiré á Cumpeo para en un caso apurado tomar posicion, de donde salí el 8 para hacerme fuerte. 1817.

Despues he sabido que la partida de Curicó es de patriotas, y espero se me reunan. — Mañana saldrá D. Antonio Meriño, comisionado para el sud á juntar su gente.

En Talca se está ejecutando lo mismo : en las costas ya tengo razon se activan las propias diligencias, de modo que en breve me contemplo con 2,000 hombres de fuerza, ó quizá mas.

Espero que Vuestra Excelencia me remita armas y municiones que me hacen falta.

Exigencia de armas y municiones.

Luego que esté ya formado este ejército, si á Vuestra Excelencia le parece conveniente, avanzaré á la capital, é impediré que Sánchez se reuna en Santiago; y caso que mis fuerzas no sean suficientes, lo ejecutaré en emboscadas ó á la pasada de los rios, lo mejor que pudiese.

Todas estas gentes nos son fieles, y me traen avisos continuos de los que me aprovecharé segun fuere conviniendo. — Tengo pasados oficios á los cabildos de Curicó y Talca ; el primero ofrece auxilios que espero luego de caballos, y el segundo por votacion ha nombrado de godernador á D. Pedro Donoso y Arcaya, quien me remite en contestacion el acta celebrada de su eleccion fecha de ayer.

Remito á Vuestra Excelencia la adjunta correspondencia que intercepté al enemigo, de la que solo van aquellos documentos que pueden ser útiles, dejando para otra ocasion los que restan. Tambien dirijo á Vuestra Excelencia algunas pocas cartas que no interesan ménos.

Envío de la correspondencia interceptada.

No me ha sido posible abreviar este chasque, por faltarme tiempo para visar la correspondencia y separar de ella lo necesario. — Dirijo á Vuestra Excelencia un juego de *Gacetas* de las que han venido, habiendo quemado las restantes para que no corran en estas provincias. — Este tiro no ha sido malo, porque ignoran en Concepcion, Valdivia y Chiloé, los sucesos del Norte.

1817. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Hacienda del Cumpeo, y febrero 12 de 1817.

RAMON FRÉIRE.

Excmo. Sr. general en jefe del ejército
de los Ándes.

Es copia : GREGORIO TADEO DE LA ZERDA, *secretario.*

OTRO DEL GENERAL SAN MARTIN.

Entrada del ejército en la capital.

Excmo. Señor : La jornada feliz de Chacabuco ha restituido á Chile al goce de su libertad. Los restos del ejército enemigo, dispersados, ya se nos reunen en grandes partidas, ó los toman las nuestras. El prófugo presidente Marcó, no hallando buques en Valparaiso, sigue á escape para el sud, pero será apresado por las partidas que ya le persiguen. Hoy entró nuestro ejército en esta capital en medio de las aclamaciones de un numeroso pueblo : en ella hemos tomado un parque inmenso y una brillante artillería de todos calibres. De ello instruiré á Vuestra Excelencia en detall como de la accion, inmediatamente que el cúmulo de infinitas atenciones me den un momento para verificarlo. Por ahora tengo el honor de anticipar á Vuestra Excelencia esta noticia para su satisfaccion y supremo conocimiento.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Cuartel general en Santiago de Chile, febrero 14 de 1817.

JOSÉ DE SAN MARTIN.

Excmo. Sr. director supremo del Estado de
las Provincias Unidas del Rio de la Plata.

El ejército argentino que venció en Chacabuco se componia de los siguientes cuerpos :

1ª DIVISION.

Mayor general, brigadier D. E. Soler.

Batallon nº 1º de cazadores, Comandante, D. Rudesindo Alvarado.

1817.

Cazadores y volteadores del nos 7 y 8,	Comandante, D. Anacleto Martínez.
Batallon nº 11,	Coronel, D. J. Gregorio Las Héras.
Escolta y 4º escuadron de granaderos,	Comandante, D. Mariano Necochea.
7 piezas,	Comandante, D. Pedro R. de la Plaza.

2ª DIVISION.

General D. Bernardo O'Higgins.

Batallon nº 7, libertos de Cuyo,	Comandante, D. Ambrosio Cramer.
Batallon nº 8, libertos de Buenos Aires,	Comandante, D. Pedro Conde.
2 piezas,	
3 escuadrones de granaderos á caballo,	Coronel, Zapiola. Comandantes, D. José Melian, D. Manuel Medina.
Ingenieros,	Mayor, Árcos. Capitan, Beltran.

PROCLAMA DEL DIRECTOR SUPREMO DE CHILE

Á LOS PUEBLOS.

Alusion honorífica al general San Martin.

Ciudadanos : elevado por vuestra generosidad al mando supremo (de que jamas pude considerarme digno), es una de mis primeras obligaciones recordaros la mas sagrada que debe fijarse en vuestro corazon. Nuestros amigos, los hijos de las Provincias del Rio de la Plata, de esa nacion que ha proclamado su independencia, como el fruto precioso de su constancia y patriotismo, acaban de recuperaros la libertad usur-

1817. pada por los tiranos. Estos han desaparecido cargados de su vergüenza al ímpetu primero de un ejército virtuoso y dirigido por la mano maestra de un general valiente, experto y decidido á la muerte ó á la extincion de los usurpadores. La condicion de Chile ha cambiado de semblante por la grande obra de un momento en que se disputan la preferencia el desinteres, mérito de los libertadores y la admiracion del triunfo. ¿ Cuál deberá ser nuestra gratitud á este sacrificio imponderable y preparado con los últimos esfuerzos de los pueblos hermanos? Vosotros quisísteis manifestarla depositando vuestra direccion en el héroe. ¡ Oh! si las circunstancias que le impedian aceptar hubiesen podido conciliarse con vuestros deseos, yo me atreveria á jurar la felicidad permanente de Chile. Pero me cubro de rubor cuando habeis sustituido mi debilidad á la mano fuerte que os ha salvado.

Sentimientos patrióticos de O'Higgins.

Instruíos de los antecedentes que vosotros mismos habeis formado para esta eleccion, y os unireis á mis sentimientos. Los de la unidad y concordia deben inflamar el espíritu de los Chilenos. Un olvido eterno de esas mezquinas personalidades que por sí solas son bastantes á hacer la ruina de los pueblos. Yo exijo de vosotros aquella confianza recíproca sin la cual el gobierno es la impotencia de la autoridad, ó se ve forzado á degenerar en despotismo. No perder los laureles adquiridos con tantos sacrificios. Resolverse á no existir ántes que dejarse oprimir otra vez del bárbaro español: que perezca el último ciudadano en la defensa del precioso suelo en que vió la primera luz; un reconocimiento eterno á sus libertadores; un amor á la patria que sea el distintivo de todo Americano; un zelo activo por la justicia y el honor; un odio irreconciliable á los maquinadores de nuestra esclavitud: hé aquí los sentimientos de vuestro director, y los que han de hacer vuestro carácter, si hemos de ser libres. Cooperad, y sereis el ejemplo de la gratitud, el terror de la tiranía y la envidia de la paz.

Santiago, 17 de febrero de 1816.

BERNARDO O'HIGGINS. — MIGUEL ZAÑARTÚ, *secretario.*

OFICIO DEL CABILDO DE SANTIAGO

AL EXCMO. SEÑOR D. JOSÉ DE SAN MARTIN, GENERAL EN JEFE DEL EJÉRCITO RESTAURADOR.

Sala capitular de Santiago, marzo 11 de 1817. 1817.

Excmo. Señor : Con el mayor dolor ha visto el cabildo el oficio en que Vuestra Excelencia le significa su separacion y partida para la capital de Buenos Aires, convencido de que sin hacer agravio á la seguridad pública é individual nunca está mas bien afianzada que depositada en manos de Vuestra Excelencia; pero se mitiga un tanto la amargura del cabildo cuando oye de boca de Vuestra Excelencia que su regreso será en el término de dos meses, y que la mejor suerte de este suelo y el consultar su mayor utilidad son los objetos que han obligado la salida. El Cielo restituya á Vuestra Excelencia aun mas ántes que lo que lo esperamos, y merezca el cabildo que considerado su decadente estado, se le admita por Vuestra Excelencia el corto obsequio que le remite para los costos de viaje, quedando confiado que no le desairará recibiendo esta pequeña demostracion del cariño y del aprecio que Vuestra Excelencia se tiene justamente ganado, y por el que no le daria á su regreso el menor motivo de arrepentirse de la estimacion con que le ha distinguido.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Fernando Errazuris. — Domingo de Eyzaguirre. — Francisco Fontesilla. — José Antonio de Campiño. — Antonio José de Araugis. — Miguel Ovalle. — Manuel Echeverría. — Juan Laviña. — José Manuel de Astorga.

CONTESTACION DEL GENERAL SAN MARTIN

AL ILUSTRE CABILDO DE SANTIAGO.

Chacabuco, marzo 12 de 1817.

1817. El señor D. Francisco Pérez Valenzuela me ha entregado el apreciable oficio de Vuestra Señoría de ayer; la hora de montar á caballo no me permite expresar á Vuestra Señoría mi agradecimiento, tanto á las distinciones con que me honra en él, como la fineza que me remite; en el entretanto lo verifico desde Mendoza, me tomo la libertad de hacer á Vuestra Señoría el depositario de esta cantitad de que dispondré inmediatamente.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años.

José de San Martin.

OTRO OFICIO DEL GENERAL SAN MARTIN

AL ILUSTRE CABILDO DE SANTIAGO.

Mendoza, 17 de marzo de 1817.

Al muy ilustre cabildo, justicia y regimiento de la capital de Chile.

Desde Chacabuco dije á Vuestra Señoría en nota del 12, que á mi arribo á este pueblo dispondria de la cantidad de diez mil pesos en onzas de oro con que la generosidad de Vuestra Señoría se ha empeñado en cooperar á los gastos de mi viaje hasta la capital de Buenos Aires. Esta demostracion tan liberal quedará grabada para siempre en mi corazon, demasiado sensible á las expresiones que, como esta, tienen todo el sello de la sinceridad.

Satisfecho Vuestra Señoría de la pureza de mis intenciones, aprobará que por ahora no haga uso de ese numerario; cierto de que apelaré en toda ocasion á los generosos comedimientos con que Vuestra Señoría obliga sobremanera mi reconocimiento; no se dé pues por ofendido de esta excusacion, pues no soy capaz de desairar los respetos y consideraciones que me debe esa ilustrísima y benemérita corporacion. 1817.

Y para que no se malogren del todo sus deseos, permítame que destine útilmente ese fondo á un establecimiento que haga honor á Vuestra Señoría y á ese benemérito reino: la creacion de una biblioteca nacional perpetuará para siempre la memoria de esa municipalidad: la ilustracion y fomento de las letras es la llave maestra que abre las puertas de la abundancia y hace felices á los pueblos; ese, que ha sido la cuna de las ciencias, ha sufrido el ominoso destino que le decretaron los tiranos para tener en cadenas á los brillantes ingenios de ese país: yo deseo que todos se ilustren en los sagrados derechos que forman la esencia de los hombres libres.

Así pues espero que Vuestra Señoría aprobará mis loables designios y la aplicacion de este numerario por la importancia de su objeto, y que tendrá la bondad de nombrar un diputado que en consorcio de los señores secretario de guerra D. José Ignacio Zenteno y auditor general Dr. D. Bernardo de Vera, á quienes elijo por mi parte, procedan de acuerdo á la ejecucion de mi idea, que pongo bajo la proteccion de Vuestra Señoría como tan interesado en la felicidad de todo ese reino.

Dios guarde, etc.

José de San Martin.

CONTESTACION DEL CABILDO DE SANTIAGO

AL GENERAL EN JEFE D. JOSÉ DE SAN MARTIN.

Sala capitular de Santiago, marzo 22 de 1817.

Excmo. Señor: Ha visto el cabildo el oficio de Vuestra Exce-

1817. lencia del 17 del que rige, y como tan interesante es la salud de Vuestra Excelencia ha celebrado que su llegada á Mendoza fuese feliz, y espera de un Cielo que se ha decidido protector de este país, haya concedido igual beneficio á su llegada á la inmortal Buenos Aires, para que aun ántes de lo que Chile lo espera, tenga el placer de verle para continuar dándole las mas sinceras pruebas de su gratitud.

Cuando este cuerpo puso á la disposicion de Vuestra Excelencia el pequeño obsequio que le han permitido sus escasos fondos, solo pensó en que Vuestra Excelencia le diese la aplicacion que fuere de su superior agrado, y si por mas que tiene sobradas pruebas del desinteres y de la virtud de Vuestra Excelencia, se propuso remitir aquel auxilio para los costos de su transporte, no intenta mas que llenar exactamente sus acertadas disposiciones. Por lo mismo, si llevando adelante la idea de hacer mas feliz al Estado de Chile, se interesa solo en que este suelo se aproveche de los rasgos de su generosidad, el cabildo no hará otra cosa que cumplir prontamente con coadyuvar á la creacion de la biblioteca nacional, para la que destinó Vuestra Excelencia la cantidad que está depositada á su disposicion; y sin pérdida de tiempo invitará á los comisionados D. Bernardo Vera y D. Ignacio Zenteno, para que de acuerdo con el individuo que Vuestra Excelencia le permite eligir, procedan á la ejecucion de un proyecto que hará inmortal la memoria de Vuestra Excelencia.

Que Chile deba á su libertador la restauracion de sus años y deba que la ofrenda que ha tributado su representante se destine para su mayor gloria y exaltacion, solo cabe en el alma grande de Vuestra Excelencia, que separado completamente de particulares intereses, solo se lisonjea de distribuirlos pródigamente en favor de sus semejantes. El cabildo quisiera tener las expresiones suficientes para significar á Vuestra Excelencia los sentimientos de que se ha penetrado, observando una deliberacion que solo puede venir á Vuestra Excelencia; pero si no puede hacerlo, se empleará siquiera en dar en todo caso y en todo trance las mejores demostraciones del afecto que le pro-

fesa, rogando por esto al Sènor supremo que la vuelta se abrevie para estrecharle con los brazos del agradecimiento. 1817.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

FERNANDO ERRAZURIS. — DOMINGO DE EYZAGUIRRE. — FRANCISCO FONTESILLA. — JOSÉ ANTONIO DE CAMPIÑO. — ANTONIO JOSÉ DE ARAUGIS. — MIGUEL OVALLE. — MANUEL ECHEVERRÍA. — JUAN LAVIÑA. — JOSÉ MANUEL DE ASTORGA.

NOTA DA CONFERENCIA DE PARIS

AO MARQUEZ DE AGUIAR.

Paris, 16 de março de 1817.

Os ministros das cinco côrtes a S. E. o marquez de Aguiar, ministro e secretario d'Estado dos negocios estrangeiros de S. M. F.

Protestação das cinco côrtes contra a occupação portugueza.

A occupação de uma parte das possessões hespanholas, na márgem do Rio da Prata, pelas tropas portuguezas do Brasil, desde que foi conhecida na Europa, foi objecto de passos officiaes, simultaneamente dados pelo gabinete de Madrid perante as côrtes de Vienna, de París, de Londres de Berlim, e de S. Petersburgo, para protestar solemnemente contra esta occupação, e reclamar o apoio d'ellas contra uma tal aggressão. Talvez a côrte de Madrid pudesse julgar-se com direito de recorrer immediatamente aos meios de defensa que a providencia pôz nas mãos, e de repellir a força com à força : mas guiada pelo espirito de moderação e de prudencia, ella quiz empregar primeiramente os meios da negociação e da persuasão, e preferiu, a pezar da desvantagem que lhe resultava para as suas possessões ultramarinas, dirigir-se ás cinco potencias sobreditas, e recla-

1817. mar a intervenção e mediação d'ellas, afim de aplanar amigavelmente a sua questão com a côrte do Brasil, e evitar uma ruptura, cujas consequencias seriam igualmente funestas para os dois paizes, e poderiam perturbar a paz dos dois hemispherios. Uma tão nobre resolução não podia deixar de encontrar a inteira approvação dos gabinetes, aos quaes se dirigiu a côrte de Hespanha; e, animadas do desejo de prevenir as más consequencias, que poderão resultar do estado actual das coisas, as côrtes de Austria, França, Gran-Bretanha, Prussia e Russia, igualmente amigas de Portugal e de Hespanha, depois de haverem tomado en consideração as justas reclamações d'esta ultima potencia, encarregaram os abaixo assignados de fazer conhecer ao gabinete de S. M. F., que ellas acceitaram a mediação que a Hespanha lhes pede. Que ellas viram com verdadeiro pezar, e não sem sorpreza, que, no momento mesmo em que um duplicado casamento devia estreitar os laços de familia já existentes entre as duas augustas casas de Bragança e de Bourbon, e em que uma tal alliança devia tornar mais intimas e mais amigaveis as relações entre os dois paizes, Portugal tinha invadido as possessões hespanholas na márgem do Rio da Prata, e as tinha invadido, até sem explicação previa, e sem nenhuma declaração. Que os principios de justiça e de equidade, que dirigem o procedimento das cinco côrtes, e a firma resolução, que ellas téem tomado, de conservar, em quanto lhes fôr possivel, a paz do mundo comprada por tão grandes sacrificios, as determinaram a tomar conhecimento e parte n'este negocio, com a intenção de o terminar da maneira a mais justa, e a mais conforme ao seu desejo de mantêr a tranquilidade geral. Que as ditas côrtes não dissimulam, que uma questão entre Portugal e a Hespanha poderia perturbar esta paz, e occasionar uma guerra na Europa, que seria não sómente fatal para os dois paizes, mas incompativel com os interesses e a tranquilidade das outras potencias. Em consequencia, ellas estão decididas a fazer conhecer ao goberno de S. M. F. os seus sentimentos a este respeito, a fornecer explicações sufficientes sobre as suas vistas, a tomar as medidas as mais promptas e as mais proprias

Medidas para dissipar as apprehensões da guerra.

para dissipar as justas apprehensões, que a invasão nas possessões americanas da Hespanha já causou na Europa, e a satisfazer tanto os direitos reclamados por esta ultima potencia, como aos principios de justiça e de imparcialidade que guiam os mediadores. A recusa de prestar-se a tão justas pertenções não deixaria nenhuma duvida sobre as verdadeiras intenções do gabinete do Rio de Janeiro. As consequencias temiveis, que poderiam resultar para os dois hemispherios, recahiriam unicamente sobre Portugal; e a Hespanha, depois de têr visto a sua conducta prudente e moderada applaudida pela Europa inteira, acharia na justiça da sua causa e no apoio dos seus alliados, os meios sufficientes para obtêr a reparação dos seus aggravos. 1817.

Os abaixo assignados, cumprindo d'este modo as órdens das suas côrtes, téem a honra de offerecer, etc., etc.

O barão DE VINCENT. — RICHELIEU. — CH. STUART. — O conde DE GOLTZ. — POZZO DI BORGO.

Londres, 4 de abril de 1817.

Os ministros reunidos das cinco côrtes a S. E. D. José Pizarro, ministro e secretario d'Estado de S. M. C. dos negocios estrangeiros.

Desejo de aplanar as differenças.

Logo que S. M. C. se dirigiu aos gabinetes de Vienna, París, Londres, Berlim e S. Petersburgo, participando-lhes a invasão das possessões hespanholas no Rio da Prata, pelas tropas portuguezas do Brasil, e reclamando os bons officios e a mediação delles nestes negocios, de certo S. M. C. conheceria, pela maneira com que os gabinetes acolheram esta reclamação, quanto elles se lisongeavam por esta próva de confiança da parte de S. M. C., quanto apreciavam o procedimento prudente e moderado do governo, que em logar de recorrer logo, como poderia têr feito, aos meios da força, preferiu o caminho da moderação; e quanto desejavam vêr aplanar todas as differenças

1817. occorridas entre a côrte de Madrid e a do Brasil, a fim de evitar-se uma ruptura, que poderia tomar-se igualmente funesta para os dois paizes.

Aceitação da mediação.

SS. MM. II. RR., tendo pensado que o modo mais seguro de empregarem efficazmente a sua mediação era de encarrega-la a seus respectivos ministros em Paris, os abaixo assignados, em conformidade das órdens recebidas, acabam de se dirigir em commun ao gabinete do Rio de Janeiro, para lhe notificar que as suas côrtes aceitaram a mediação que lhes pediu a Hespanha; que ellas estão decididas a mantêr a paz geral; que em consequencia tomáram a deliberação de interferir na questão entre a Hespanha e Portugal; que se lisongeiam de que a côrte do Brasil daria explicações sufficientes para esclarecer os factos; e convidam S. M. F. a que tome as medidas mais promptas e mais apropriadas, para dissipar as justas inquietações que a sua invasão causou ás potencias, e para satisfazer aos direitos da Hespanha.

Medidas de prudencia e moderação.

Os abaixo assignados, apressando-se em participar ao governo de S. M. C. o passo commum que déram junto ao governo do Rio de Janeiro, não podem deixar ao mesmo tempo de expressar, em nome das suas côrtes, o vivo desejo de verem perseverar S. M. C. no caminho da moderação e da prudencia, que até agora seguia de um modo tão exemplar, e tão conforme ao espirito que presidiu as ultimas transacções europeas, e de verem evitar, durante a mediação, tudo o que podia contribuir a perturbar o estado de paz na Europa. As côrtes mediadoras lisongeiam-se de que Portugal não será surdo á voz da razão e da justicia, e de que a Hespanha brevemente recolherá o fructo da sua prudencia e da sua moderação.

Os abaixo assignados aproveitam esta occasião, etc.

Barão de Vincent. — Richelieu. — Carlos Stuart. — O conde de Goltz. — Pozzo di Borgo.

O CONDE DE PALMELLA

AO PRINCIPE DE ESTERHAZY.

Londres, 4 de abril de 1817.

1817.

Appello pelas cinco potencias da Europa.

Senhor : Permitti-me dirigir-vos os meus mais vivos agradecimentos pela confiança que me testemunhastes, deixando-me lêr os dois projectos de notas que os plenipotenciarios reunidos em París intentam dirigir, em nome das cinco potencias alliadas, aos ministerios do Rio de Janeiro e de Madrid. Esta confidencia é de uma natureza tão seria, que eu julgo não poder desde ja dispensar-me de renovar-los por escripto as reflexões que vos fiz de viva voz. É uma torefa que a minha responsabilidade me impõe, e que eu cumpro com menos desconfiança, por isso que desejo crer que o vosso proprio juizo, sobre as duas peças de que se tracta, coincide com o meu, e que vós tendes antecipadamente meditado na maior parte das minhas observações. Eu não pretendo de nenhum modo discutir aquel o fundo da questão, nem considerar por que a côrte da Hespanha appella para todas as potencias da Europa antes de têr exhaurido, digo mais, antes de têr encetado os meios directos de negociação com a côrte do Brasil sobre uma questão em que seria facil um accôrdo : o facto é, que as cinco potencias alliadas tomam, a instancias de Hespanha, o caracter de mediadoras n'este negocio, e se dirigem ao ministerio do Rio de Janeiro para lhe pedir explicações. Parece-me por isso que as attenções, em todo o caso devidas a um soberano independente, exigirão que a nota que se propoem enviar ao Rio de Janeiro, comece por pedir a S. M. F. a acceitação da mediação. Esta attenção não retardará nada o andamento do negocio, porque não póde suppôr-se que a mediação, offerecida de um modo tão solemne, seja recusada; e, pois que é mister esperar uma resposta do Brasil, esta claro que chegariam ao mesmo tempo a acceitação e as explicações pedidas.

1817.

Abertura de negociações.

Toda a linguagem da nota dirigida ao ministerio portuguez apresenta um espirito de parcialidade, que me não parece conforme ao caracter de mediadoras e arbitras, que as cinco potencias tomam. Os plenipotenciarios alli prejudicam a questão antes de terem recebido as explicações que pedem; elles copiam inteiramente as phrases de que usam os ministros hespanhoes nos manifestos que apresentaram ás potencias alliadas; assim como referem a circumstancia dos casamentos que recentemente houve entre as familias reaes de Portugal e de Hespanha, e que certamente não devem influir nada sobre a discussão politica de que se tracta. Elles pedem finalmente á côrte do Brasil, que satisfaça aos direitos da Hespanha, antes de se haverem certificado que estes direitos tenham sido violados; e se uma simílhante linguagem póde ser analogo ás intenções precipitadamente manifestadas por algumas das potencias, não me parece que ella o seja aos sentimentos de moderação e de justiça manifestados por outras. Mas a conclusão da nota que vós me mostrastes, esta ainda mais remota de todas as idéas que é possivel fazer de qualquer mediação. Ahi se diz em termos expressos, que, se a côrte de Brasil se recusar ao que se exige d'ella, a Hespanha achará na justiça da sua causa, e no apoio dos seus alliados, os meios, etc. As potencias mediadoras tomam pois não sómente o caracter, mas o titulo de alliadas de Hespanha, e empregam uma linguagem mais que hostil, ameaçadora, para fazer valer a sua mediação. Não ha que accrescentar ao simples enunciado d'esta phrase, e de certo que se toda a Europa se ligar á Hespanha, sera inutil não só resistir, mas até entrar n'alguma especie de explicação. A nota dirigida ao ministerio hespanhol não carece de tão miuda analyse; observarei sómente que a linguagem me parecem (em sentido inverso) tão pouco apropriada ao tom de mediação e ás circumstancias, quanto o fôra a da nota enviada ao ministerio portuguez. Prodigalisam-se cumprimentos á côrte de Hespanha pela sua moderação em um negocio cuja discussão mostrará, espero eu, que se fez demasiado estrepito com bem pouco fundamento. Os plenipotenciarios terminam esta nota expressando os seus vivos

Abertura de negociações mediadoras.

desejos de que a côrte de Madrid aguarde o resultado do passo que elles déram antes de recorrer a actos de hostilidade. Se o fim principal das potencias alliadas é, como se não póde duvidar, a manutenção da paz da Europa, creio eu que tendo-lhes pedido a Hespanha que interferissem n'este negocio, podiam ellas exigir muito mais positivamente aquillo que se limitam a desejar. Esta é, Senhor, nas menos palavras que póde dizer-se, a impressão que fez no meu espirito a leitura das duas notas. Se essas peças, que vós me communicastes como projectos, estão já approvadas e assignadas pelos plenipotenciarios, receio, que serão inuteis todas as minhas observações : no caso contrario, e se vós approvaes esta, ouso pedir-vos que empregueis a vossa influencia para que a abertura d'esta negociação tome um caracter mais conforme ao officio de mediadoras, que as potencias acceitaram. Eu poderia juntar como objecto de queixume quasi pessoal, o haverem-se communicado estes *projectos de notas* a todos os ministros hespanhoes, em quanto que houve reserva, ao que parece, de não nos fazer remessa senão quando elles venham a ser assignados, e que já não seja possivel obtêr modificação. 1817.

Recebei de novo os meus agradecimentos, e a segurança da consideração com que tenho a honra de ser de V. E., etc.

Ao senhor principe de Esterhazy.

CONDE DE PALMELLA.

BANDO DEL SUPREMO DIRECTOR

DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DE SUD-AMÉRICA

SOBRE PROMULGACION DE UN EDICTO DEL GENERAL LECOR.

Sobre recibo de un edicto del general Lecor.

El dia consagrado por la piedad y el reconocimiento público, para dar gracias al eterno Protector del pueblo americano por las brillantes glorias que ha concedido á las armas de la patria en el reino de Chile, lo es tambien para desplegar ante las provincias los principios de mi conducta relativa á la corte del Brasil

1817. y su ejército agresor de la Banda Meridional del Rio de la Plata. Mi tolerancia aparente respecto de una medida verdaderamente hostil no ha tenido otro fundamento que las esperanzas que se me habian inspirado, de que ella era dirigida á la dicha y engrandecimiento del Estado. Todos mis anhelos habian sido ineficaces para penetrar ese misterio á que se vinculaban nuestra fortuna y nuestra gloria. La necesidad de contemporizar con el espíritu público, alarmado con injuriosas sospechas contra la integridad de mis sentimientos por instigaciones sediciosas, me obligó á dar pasos ménos seguros para la consecucion de tan importante descubrimiento; sin embargo, aunque en medio de bastante oscuridad, llegué á comprender que los altos destinos de la corte vecina no eran compatibles con los de que se habian hecho dignos los pueblos argentinos por su constancia, su valor y heróicos sacrificios. Para poner término á tantas incertidumbres, se hallaba en vísperas de partir un enviado extraordinario al Rio Janéiro con proposiciones y bases determinadas, cuya repulsa ó admision debia decidir de la buena fe de aquel ministerio, y de la resolucion última que nos convendria adoptar. En estas circunstancias recibo en la noche de ayer un edicto publicado el 15 de febrero próximo pasado por el general Lecor, cuyo contenido causará espanto á todas las naciones civilizadas, y es del tenor siguiente:

Los enemigos que roben ó maltraten á algun vecino, serán castigados como salteadores.

« Artículo I. — Toda partida enemiga que robare ó maltratare á algun vecino, ó vecinos tranquilos é indefensos, en su casa ó en su vecindario, serán tratados sus individuos no como prisioneros de guerra, sino como salteadores de caminos, y perturbadores del órden y sosiego público.

Represalias.

» Art. II. — Cuando las partidas despues de haber cometido algun atentado contra los vecinos tranquilos é indefensos de las poblaciones que se hallan bajo la proteccion de las armas portuguesas, no pudieren ser aprehendidas, se hará la mas severa represalia en las familias y bienes de los jefes é individuos de dichas partidas dispersas, á cuyo fin saldrán fuertes destacamentos del ejército portugues á quemar sus estancias, y conducir sus familias á bordo de la escuadra.

» Art. III. — Un número suficiente de personas de toda confianza será empleado en velar sobre la seguridad y tranquilidad de los habitantes, y dar una noticia individual á los comandantes mas próximos, y estos al cuartel general, de todos los excesos que cometan las partidas enemigas contra los vecinos pacíficos, y de las personas que aquellas se componen, para tomar en consecuencia las providencias oportunas.

1817.

Vigilancia sobre la seguridad y tranquilidad de los vecinos.

» Art. IV. — El presente edicto se comunicará y publicará en todas las poblaciones que están bajo la proteccion de las armas portuguesas. »

Promulgacion de este edicto.

La impresion que causó en mi ánimo la lectura de este documento me habria conducido á los últimos extremos, si la dignidad del puesto que ocupo no me hubiese aconsejado otros medios de hacer entender al general portugues, cuánta equivocacion ha padecido creyendo capaz al gobierno supremo de estas Provincias de resignarse á los insultos hechos al nombre americano. Mis medidas, consecuentes á este principio, se han limitado por ahora, y hasta la resolucion del soberano congreso, á las que voy á expresar.

Medidas consiguientes á él.

Dirigir un oficio al general Lecor.

Primeramente un oficio dirigido al general Lecor, que saldrá á su título inmediatamente, concebido en los términos siguientes : — Excelentísimo é ilustrísimo señor general : Acaba de llegar á mis manos un edicto impreso de Vuestra Excelencia, datado á 15 de febrero último, en su cuartel general de Montevideo. Su extraordinario contenido ha puesto fin á mis esperanzas de conservar ningun género de armonía con Vuestra Excelencia y el ejército de su mando. Vuestra Excelencia pretende tener derecho á ese territorio por la proteccion que dice dispensarle, y sobre esta base cuenta con el consentimiento de los puntos subyugados. Los bravos Orientales se han propuesto acreditar que las fuerzas de Vuestra Excelencia no son capaces de dispensar semejante proteccion, y á este efecto han emprendido sus hostilidades sobre esos mismos pueblos que Vuestra Excelencia confiesa mantener en indefension, al paso que pretende someterlos á su yugo. Para cubrir este vacío de poder, apela Vuestra Excelencia al extraño arbitrio de una mal enten-

No puede existir ninguna especie de armonía con el general ni con su ejército.

1817. dida represalia y al mucho mas extraño aun de declarar salteadores de caminos á los defensores de su libertad. Por lo que hace á lo primero, no se componen bien las promesas magníficas de proteccion con las violencias que cometa Vuestra Excelencia sobre las familias inocentes de sus enemigos. Tales violencias carecen de objeto, y solo contribuirán á hacer la guerra mas sangrienta y ruinosa á la humanidad. Las familias que Vuestra Excelencia transporte á su escuadra le aumentarán gastos, peligros, y las dificultades de proveerse de subsistencias, al paso que deja mas libres de esta atencion á los Orientales fieles, que exponiendo sus vidas por la libertad de su patria, no les arredra el sacrificio de sus familias. Las estancias taladas é incendiadas por Vuestra Excelencia harán un mal efectivo al país á quien Vuestra Excelencia dispensa su proteccion, pero sobre nadie gravitará mas sensiblemente que sobre su ejército, cuyas provisiones no han de venirle de campos quemados y destruidos. Por lo que hace á lo segundo, ¿ con qué derecho puede Vuestra Excelencia declarar salteadores de caminos á los habitantes de un país que ponen medios generalmente admitidos por las naciones para defenderse de sus injustos agresores? Los Franceses, cuando ocuparon la España, hicieron todo género de violencias en los pueblos indefensos que encontraron, y lo que es mas, las hacian los mismos Españoles con sus mismos paisanos, para quitar recursos á sus enemigos; ¿ y fueron declarados los Franceses salteadores de caminos? El edicto pues de Vuestra Excelencia prueba que se halla en disposicion de tratar á los Americanos del mismo modo que los Españoles, y que se quiere excluir á estos países del asilo que en medio de las desgracias de la guerra concede el derecho de gentes á las naciones beligerantes. Aunque los Orientales no fueran como son hermanos nuestros, la sola razon de vecinos autorizaria á este gobierno para interesar todo su poder en favor de ellos, por la infraccion de un derecho que corresponde vindicar á todos los Estados civilizados indistintamente. Pero ya he repetido á Vuestra Excelencia que el territorio oriental sustrayéndose á la dependencia de determinados gobiernos, no ha pretendido di-

solver los vínculos de unidad moral con los demas pueblos sus hermanos, con quienes protestan querer estrechar cada vez mas sus relaciones, y que la demarcacion de límites señalados en el tratado de 1812 fué celebrado con todas las provincias, y por lo mismo he reclamado constantemente su notoria violacion. Los Orientales sostienen su causa, y la de los pueblos occidentales á un mismo tiempo; así es que han sido y serán constantemente auxiliados de esta capital, hasta que Vuestra Excelencia desaloje el territorio de que se ha apoderado con violencia. Miéntras Vuestra Excelencia haga la guerra con dignidad y con sujecion al derecho de gentes, habrá por nuestra parte la misma correspondencia; mas si Vuestra Excelencia lleva á efecto las amenazas que contiene el edicto mencionado, protesto á Vuestra Excelencia que por mi parte ejerceré una mas que rigorosa represalia, verificando en cada tres vasallos de Su Majestad Fidelísima residentes en estas provincias los mismos tratamientos que Vuestra Excelencia verificare en uno solo de los Orientales. Á este efecto he dispuesto que sean internados todos los individuos portugueses á la Guardia del Lujan; siéndome harto doloroso causarles esta mortificacion, en que despues del edicto de Vuestra Excelencia se interesa tanto la seguridad del Estado. Consecuente á estas disposiciones he despachado su pasaporte al oficial comisario de Vuestra Excelencia, para que se restituya á la plaza de su procedencia con el buque de guerra que le condujo. En Vuestra Excelencia consiste que desaparezcan los síntomas de una guerra desastrosa que ya preparan el órden de los sucesos y la conducta inesperada de Vuestra Excelencia. Próximo estaba á salir un enviado extraordinario á la corte del Brasil para entablar negociaciones que siendo del interes de Su Majestad Fidelísima, lo fuese tambien de estas Provincias, y compatibles con el espíritu público de sus moradores : el edicto de Vuestra Excelencia lo ha cambiado todo en un momento. Yo espero pues que Vuestra Excelencia trate de reparar este mal que ha causado, disponiendo el ánimo de su augusto príncipe á desistir de una empresa que debe perjudicar mucho á su reputacion, y á la felicidad de sus va-

1817.

Ofrece tambien ejercer represalias.

1817. sallos, sean cuales fueren los resultados favorables ó adversos á estas Provincias. Sobre todo recomiendo á Vuestra Excelencia la revocacion de su citado edicto para ahorrar á la humanidad tantos desastres, y al orbe todo tanto escándalo. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años, etc.

Suspension de la mision á la corte de Rio Janéiro.

Segundo. La mision extraordinaria á la corte del Rio Janéiro queda suspensa hasta tanto que de un modo inequívoco se manifiesten ventajosas á estas Provincias las negociaciones que pudieran entablarse, teniendo por base la independencia nacional, la evacuacion del territorio oriental, y la conformidad absoluta al espíritu público de los pueblos.

Saldrán los vasallos de S. M. F.

Tercero. Todos los vasallos de Su Majestad Fidelísima residentes en esta capital saldrán dentro de tres dias á la Guardia de Lujan, estando seguros de que serán bien tratados, siempre que por parte del general Lecor no se realicen las amenazas que contiene al edicto de 15 de febrero, y de que sus intereses serán respetados conforme el derecho de gentes.

Pasaporte á los oficiales.

Cuarto. Los oficiales procedentes del ejército portugues y el buque de guerra existentes en este puerto recibirán inmediatamente su pasaporte para restituirse á la plaza de su procedencia.

Sobre remision de nuevos auxilios.

Quinto. No siendo justo ni político, despues del concepto que he formado sobre las pretensiones del gabinete del Brasil, que miéntras por su parte se conservan tropas armadas en el territorio del Estado, no se opongan por la nuestra otras que contengan sus operaciones hostiles, y que nos pongan en aptitud de obrar de un modo mas activo en caso necesario, he determinado que ademas de los auxilios enviados últimamente á varios puntos del territorio oriental, se remitan otros nuevos de todo género, que ya se tiene advertido que se haria al mismo general Lecor, en contestacion á una reclamacion suya sobre la materia.

Á estas medidas y otras reservadas se añadirán cuantas fueren ocurriendo á los fines indicados, y yo cuento con que el ardor y patriotismo de los buenos ciudadanos se dispondrán á todos los sacrificios que demandaren las atenciones de un desgraciado

rompimiento, que protesto es mi intencion evitar por cuantos medios estuvieren á mis alcances, y del modo que lo permita el curso de los sucesos y la gloria de la patria. Publíquese por bando en el dia de la fecha é imprímase. 1817.

Buenos Aires, marzo 2 de 1817.

JUAN MARTIN DE PUYRREDON.
JUAN FLORENCIO TERRADA, *secretario interino.*

REPRESENTACION

DEL OFICIAL MAYOR DEL MINISTERIO DE GUERRA D. TOMAS GUIDO AL EXCMO. SEÑOR DIRECTOR.

EXCMO. SEÑOR,

En la oda que ha circulado ayer en esta capital, consagrada por un soldado de la libertad á la heróica victoria del ejército de los Ándes, se lee en la penúltima estrofa un apóstrofe encomiando mi cooperacion á tan brillante empresa. Esta demostracion, que seguramente será la expresion inocente de la amistad con que me honra su autor, ha puesto en crisol mi delicadeza, al aparecer alternando con Vuestra Excelencia, á cuyo influjo poderoso se debió la campaña, y con los héroes que despues de inmensas fatigas dieron un dia de gloria á mi adorada patria. Mi destino absolutamente pasivo no me deja lugar á tomar otra parte en los negocios del ministerio en que sirvo, que la de un ejecutor de las órdenes de Vuestra Excelencia; y la eficacia que pudo notárseme en desempeñar lo relativo á aquella campaña, es un deber á que estoy obligado por mi instituto.

Es verdad que mucho tiempo há incubé entre mis amigos la necesidad é importancia de la restauracion del reino de Chile, del mismo modo que elevé á Vuestra Excelencia mis observaciones á este respecto en los momentos de ocupar la silla suprema del directorio; pero ni por esto reconozco derecho á un elogio público, ni ménos á ser enumerado entre los beneméritos de Chacabuco. Envidio sus triunfos, y ellos solos me-

1817. recen nuestro loor eterno. Dígnese Vuestra Excelencia mandar publicar estos mis sentimientos, para que con mi silencio no se crea complacerme en la defraudacion de la gloria, y que sepan mis conciudadanos que solo me toca confundirme entre ellos á tributar mi gratitud y admiracion á los valientes de tan dichosa y memorable jornada.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Marzo 3 de 1817.

TOMAS GUIDO.

Excmo. supremo director del Estado.

EL CABILDO DE SANTIAGO

AL CAPITAN GENERAL D. JOSÉ DE SAN MARTIN.

Santiago, 24 de marzo de 1817.

Excmo. Señor : El establecimiento de una biblioteca pública que Vuestra Excelencia se digna encomendarnos en su honorable nota del 17, debe ser tan grato para la patria por su importancia como lo es para nosotros por el particular concepto con que Vuestra Excelencia nos distingue. Empeñarémos toda la cortedad de nuestro saber en esta grande obra; y si ella corresponde á nuestros esfuerzos y deseos, estamos ciertos que no será defraudado el generoso voto de Vuestra Excelencia, y el interes de la ilustracion de Chile, que hoy tiene un nuevo motivo de respetar en el héroe de su libertad el desprendimiento y virtudes del verdadero ciudadano.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

BERNARDO DE VERA. — JOSÉ IGNACIO ZENTENO.

EL CABILDO DE BUENOS AIRES

AL GENERAL D. JOSÉ DE SAN MARTIN.

Sala capitular de Buenos Aires, marzo 29 de 1817.

Excmo. Señor : Habiéndose reservado este ayuntamiento,

cuando felicitó á Vuestra Excelencia por el glorioso y nunca bien ponderado triunfo que consiguieron las armas de la patria en la cuesta de Chacabuco, demostrarle en algun modo su gratitud y aprecio por accion tan grande y heróica, ha acordado dedicar á Vuestra Excelencia una medalla de oro que ha mandado grabar, y un sable que ha dispuesto se encargue á Lóndres á la mayor brevedad, con las inscripciones y lemas que corresponden al relevante mérito adquirido por Vuestra Excelencia en aquella memorable jornada, y espera tenga Vuestra Excelencia la dignacion de aceptar este corto obsequio que le tributa la municipalidad de Buenos Aires como una expresion de su reconocimiento, y de los deliciosos sentimientos con que mediante los dignos esfuerzos de Vuestra Excelencia ve afianzarse cada vez mas la libertad americana. 1817.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

JUAN DE ALAGON. — AMBROSIO LEZICA. — FRANCISCO DE SANTA COLOMA. — JUAN NORBERTO DOLZ. — INOCENCIO GONZÁLEZ. — JOSÉ DE GARMENDIA. — MIGUEL DE RIGLOS. — JOSÉ MARÍA RIERA.

DELIBERACION DEL CONGRESO NACIONAL.

SESION DEL 4 DE JUNIO DE 1817.

Despues se continuó la discusion que se habia dejado pendiente relativa á la instancia promovida por el general del ejército de los Ándes D. José de San Martin, para que no se le compela á recibir el despacho de brigadier de los ejércitos de la patria. Como por benemérita que sea la persona del general San Martin, este asunto no sale de la esfera del particular, se originó un detenido debate, sosteniendo la diputacion de Buenos Aires, que en conformidad de sus poderes no podia entender en él de otra manera que remitiéndolo al director del Estado para que resolviese.

1817. Muchos señores diputados estuvieron de acuerdo en esta parte, y despues de oirse abundantes elogios de un desprendimiento tan virtuoso y digno de ser imitado, se resolvió á pluridad, *que se pasase al director del Estado la representacion del general de los Ándes recomendándosela, mas sin determinar cosa alguna;* sobre lo que salvó su voto el señor Zudáñes, que habia sostenido deberse acceder á la solicitud de un modo que hiciese honor á los sentimientos que la habian impulsado.

Á propuesta contínua del señor Acevedo para que por secretaría se le comunicase al general San Martin lo acordado en esta sesion con el elogio que merece su generoso desprendimiento, se resolvió en conformidad por la mayoría.

De resultas del anterior debate hizo mocion el señor presidente para que en atencion á que por no estar deslindadas las facultades del actual congreso se trataba cada dia la decision de los asuntos que ocurren en la sala, se nombrase una comision que presente un proyecto de deslinde de dichas facultades para su exámen y aprobacion en congreso, la que fué apoyada.

En seguida el señor presidente propuso á deliberacion la mocion del señor Acevedo, relativa á que el congreso hiciese una demostracion honorífica al general del ejército de los Ándes, tal como dedicarle una medalla, ú otro premio de igual naturaleza. El señor vicepresidente manifestó los elevados fines que le habian conducido á este pensamiento. Animar á las grandes virtudes por medio de la estimacion pública consagrada á los beneméritos que las han ejercido, era en su opinion un acto de que no podia prescindir la representacion nacional. Todas las corporaciones del Estado, dijo, han manifestado su reconocimiento al vencedor ilustre de Chacabuco. No sea el congreso el que se eche ménos en este impulso general de entusiasmo, excitado por una empresa que ha mudado el semblante de la patria; principalmente cuando esto no termina al premio de un solo ciudadano, sino que es á todos los militares del Estado á quienes se trata de animar á que á su vez imitan tan glorioso ejemplo.

O CONDE DE PALMELLA

AO CONDE DA BARCA.

Londres, 9 de abril de 1817.

Illustrissimo e Excellentissimo Senhor,

1817.

Correspondencia confidencial sobre uma divisão do exercito do Portugal.

Assim que recebi as copias da correspondencia com os encarregados de Inglaterra e de Hespanha, que V. E. se serviu transmittir-me inclusas no seu despacho nº 3, tractei de me aproveitar d'esses documentos para responder ás continuas accusações que, por todos os lados, têem soado contra o nosso governo, por motivo da expedição do Rio da Prata : e pareceu-me urgente rebater, do modo possivel, essas accusações, vista a importancia, talvez inesperada, que tem adquirido na Europa uma questão que chega a ameaçar seriamente de nos involver n'uma nova guerra. Fiz pois uma serie de extractos em francez de todas as sobreditas notas, assim como tambem das que o conde do Funchal e D. José Luiz de Sousa dirigiram por ordem de S. M., em 1815, aos ministerios de Londres e de Madrid, para annunciar a resolução que o mesmo augusto senhor havia adoptado, de chamar ao Brasil uma divisão de seu exercito de Portugal. A estes extractos juntei as observações que me occorreram, e resultou deste trabalho uma especie de manifesto provisorio, no qual procurei combinar a moderação necessaria e a attenção devida a S. M. Catholica, com todos os argumentos os mais fortes que pude imaginar, para justificar a necessidade da medida adoptada por el rei nosso senhor, e pôr os gabinetes das potencias da Europa em guarda contra os sophismas e as violentas diatribes, que tem feito circular o ministerio hespanhol, assim como contra as vistas, que talvez dirigem agora as suas negociações, vistas ambiciosas, que se procuram cohonestar e apoiar sobre o procedimento da côrte do Rio de Janeiro. Julgo inutil remetter a V. E. os extractos acima mencionados, que só têem por objecto o facilitar a leitura

Observações confidenciaes.

1817. das peças, que V. E. mesmo me remetteu, e que são quasi todas escriptas em portuguez ou em hespanhol. Tenho a honra, porém, de levar á presença de V. E., debaixo da letra *A*, copia das minhas observações sobre os ditos extractos : e pôsto que seja patente o motivo de zelo pelo bem do serviço, que me induziu a escreve-las, fico esperando anciosamente pela approvação de V. E., antes de me felicitar de têr acertado no desempenho d'este dever. Entretanto posso certificar a V. E. que não fiz, nem me proponho fazer d'aquelle papel senão um uso puramente confidencial; que tive todo o cuidado de informar a mylord Castlereagh e ao embaixador da Austria (unicas pessoas a quem o communiquei aqui), que não me achava auctorisado senão a mostrar-lhes a correspondencia official do nosso ministerio; e que as reflexões que a acompanhavam eram unicamente minhas, pôsto que deduzidas de factos notorios e do que resultava da mesma correspondencia. Finalmente, julguei dever communicar aos meus collegas nas outras missões da Europa essas mesmas observações, para que possam fazer uso d'ellas, ou dar-lhes a forma e a extensão que houverem por conveniente, e para que, por falta de communicação entre nós, não aconteça o contradizermonos na nossa linguagem.

Expedição para Montevideo.

Em quanto me occupava d'esse trabalho, constou-me, por varios lados, que a commissão dos ministros das cinco potencias, reunida em Paris, depois de varias discussões occasionadas pelas diligencias do ministro russo Pozzo di Borgo, para promover resoluções mais violentas, conviera por fim na redacção de duas notas, que se propunha dirigir, uma ao nosso ministerio, outra ao ministerio de Madrid, para abrir a negociação da mediação pedida pela Hespanha. Soube, pelo embaixador de Hespanha, que o encarregado de negocios da sua côrte em París respondêra extensamente ao duque de Richelieu, rebatendo as razões que o commendador F. J. M. de Brito allegou em nossa defeza, na nota que dirigiu ao mesmo ministro sobre a expedição para Montevideo; não pude porém conseguir que elle me deixasse tirar copia da dita nota, que me leu por extenso, e na qual não achei que se contivessem novos argumen-

Commissão dos ministros das cinco potencias.

tos, ma só uma amplificação dos que os ministros hespanhoes já têem allegado repetidas vezes. Causou-me, porém, bastante dissabor a certeza que adquiri, de que a commissão dos ministros das cinco potencias, e mesmo o ministerio britannico, haviam confiado aos ministros hespanhoes em Paris e em Londres os projectos das duas notas acima mencionadas, até antes de as assignarem, pois que sir Charles Stuart não se achava auctorisado, sem consultar previamente a sua côrte, a concordar na redacção proposta e approvada já por todos os seus collegas. 1817.

Determinação invariavel das potencias.

N'estas circumstancias procurei obtêr, por meio do embaixador de Austria e do encarregado de negocios de Prussia, copia das sobreditas notas, não me parecendo conveniente pedi-las a mylord Castlereagh, em quanto espontaneamente m'as não communicasse, e consegui effectivamente as que tenho a honra de remetter a V. E. debaixo das letras *B* e *C*, e que julgo poder affiançar como authenticas. Na supposição de que a commissão de París não as tivesse ainda assignado, apressei-me o pôr por escripto algumas observações, debaixo da fórma de uma carta que entreguei confidencialmente ao principe de Esterhazy (o qual, porém, me rogou encarecidamente que não compromettesse o seu nome). Com a letra *D* tenho a honra de incluir a sobredita carta, de que tambem transmittirei copia aos ministros de S. M. nas principaes côrtes : porém as notas, sobre as quaes recahiam as minhas observações, já voltáram para aqui assignadas, antes que pudesse chegar a París a minha carta, da qual, na verdade, confesso que pouco ou nenhum resultado havia que esperar, vista a determinação invariavel das potencias que assumiram o titulo de mediadoras.

Julgo que por este mesmo paquete receberá V. E. a nota, que é dirigida ao nosso ministerio.

Expedição do Rio da Prata.

Finalmente, no dia 6 do corrente recebi un escripto de mylord Castlereagh, no qual me dizia que, desejando conversar comigo sobre um negocio importante antes da partida do paquete, me pedia que fosse jantar com elle e dormir em uma casa de campo, a dezeseis milhas de Londres, para onde havia ido durante as ferias do parlamento, descançar e convalescer

1817 de um ataque de gota. Achei-o só com a sua familia, e tive tempo, durante todo o serão, para conversar largamente sobre o assumpto que motivou o seu convite, e que era, como V. E. bem póde suppôr, o da expedição do Rio da Prata. Começou por preguntar-me se eu tinha conhecimento das notas escriptas pela commissão de Paris, o que eu lhe não neguei, aproveitando a occasião para me queixar amargamente da confidencia que se havia feito ao embaxaidor de Hespanha das sobreditas notas, ainda antes de serem assignadas, quando se esperava pela ultima hora para m'as communicar, e accrescentei observações, não menos fortes, sobre o theor das mesmas notas, tão pouco conformes ao caracter de mediadoras, de que as potencias queriam revestir-se, e mais proprias de alliadas da Hespanha, do que de arbitras imparciaes. Da primeira accusação desculpou-se mylord assegurando-me, que a communicação ao embaxaidor de Hespanha havia sido feita por via de París, e não por elle; e em quanto á segunda, disse-me que, assim mesmo, aquellas duas notas haviam sido muito modificadas pela influencia da Inglaterra, pois que a idea de algumas das potencias fôra de nos ameaçar, em termos claros, com a guerra, e de encarregar os seus ministros no Rio de Janeiro de exigirem do nosso governo cathegoricamente a evacuação do territorio hespanhol.

Ameaço de guerra.

Accrescentou que, sem embargo das observações (letra *A*) que eu lhe havia communicado, elle persistia firmemente na opinião da injustiça e impolitica do nosso procedimento. Que não deixava de conhecer que podia haver motivos fortes que nos induzissem a occupar temporariamente o territorio de Montevideo, e mesmo a não levantar por agora, por considerações de prudencia, a bandeira hespanhola nos paizes que invadiamos; porém, que nada podia justificar-nos de não têr requerido para isso o consentimento da Hespanha; e que tambem parecia impossivel que o nosso governo tivesse tão pouca idea dos negocios da Europa, que julgasse poder emprehender uma similhante operação, sem dar explicações a ninguem, limitando-se a responder evasivamente ás representações dos encarregados de negocios de Hespanha e de Inglaterra. Que sobre tudo pare-

cia intoleravel ás potencias, que, ao tempo em que se principiava a gosar de uma paz comprada a custa de tantos sacrificios, fosse a ambição do gabinete do Brasil que ameaçava involver a Europa n'uma nova guerra ; — que além d'isso, Portugal se achava destituido de meios para resistir com as suas proprias forças a uma invasão; e que, no estado actual dos negocios, não devia contar com o apoio da Gran-Bretanha, visto que a guerra teria sido só promovida por elle. 1817.

Todas as reflexões que acabo de expôr, foram dadas seguidamente, mas no decurso de uma longa conversação, e interrompidas por outras tantas objecções e respostas, que me parece melhor omitir, visto que me vi obrigado a reproduzir quasi todos os argumentos de que me servi nos documentos que remetto inclusos, e que importa principalemente informar V. E. das opiniões de mylord Castlereagh, e não das minhas respostas. Só direi, que não deixei passar por alto accusação nenhuma directa, nem indirecta, contra o nosso governo ; mas que procurei repelli-las com a dignidade e a moderação necessarias. Opiniões de Castlereagh.

Tambem devo dizer, que, sem embargo das increpações ás vezes mui fortes, que referi a V. E., e que nasciam necessariamente do assumpto que se tractava, mylord Castlereagh conservou sempre nas suas phrases um tom de mansidão e de civilidade, que talvez não apparece na analyse que eu fiz do seu discurso. Achei-o no fundo com menos irritação contra nós, do que em outras occasiões lhe tinha notado. Disse-me que desejava que o nosso governo se penetrasse bem da impressão que o seu procedimento havia causado em todos os gabinetes da Europa; que lhe parecia que estas verdades duras seriam menos desagradaveis, transmittidas por mim, do que se Mr. Chamberlain fosse encarregado de as expôr; e que estivessemos bem persuadidos de que, no essencial, a Gran-Bretanha não podia querer senão o nosso verdadeiro interesse; e que a experiencia nos mostraria que as potencias, que talvez nos fallavam uma linguagem menos clara, não nos defenderiam tão efficazmente como ella. A isto accrescentou algumas queixas sobre o azedume, Indifferença da Inglaterra.

1817. que a nossa côrte parecia, ha alguns tempos a esta parte, introduzir em todas as suas relações com este governo, e que era tão incoherente com a intima alliança que, ha tantos annos, ligava os dois reinos. Disse que, se estas mesmas disposições continuassem, elle julgaria mais conveniente renunciar ao antigo systema do seu gabinete, e considerar-nos sobre um pé de indifferença, antes do que persistir em uma alliança que parecia ser-nos tão pesada. Bem póde V. E. julgar que combati esta opinião, allegando factos evidentes, e procurando, comtudo, evitar recriminações.

Effeito da nota.

Em conclusão, perguntei-lhe qual devia ser *o effeito practico* da nota que as cinco potencias íam dirigir ao nosso ministerio, e o que era que se desejava ou se esperava de nós?

Respondeu-me que elle bem conhecia que o retiraremse as nossas tropas do territorio de Montevideo poderia trazer comsigo difficultades e inconvenientes, e sêr mesmo nocivo no fundo aos interesses da Hespanha. Que portanto elle fôra de parecer que se adoçassem as expressões da nota, pela qual se pertendia exigir a immediata evacuação d'aquelle territorio. Que nos termos em que se achava agora concebida, podia o nosso governo, sem desar, annuir a reclamação das potencias alliadas, começando por explicar cathegoricamente as suas intenções, e se fosse possivel (o que elle sobre tudo desejava), entendendo-se directa e amigavelmente com a Hespanha; que, em todo o caso, porém, vistas as difficuldades que elle bem conhecia haver n'uma negociação qualquer com a Hespanha, era urgente que o nosso governo reconhecesse explicitamente os direitos de soberania de S. M. Catholica sobre aquelle paiz; que allegasse as razões que o haviam movido a occupa-lo temporariamente; e que auctorisasse, sem perda de tempo, o ministro de S. M. em França, ou qualquer outro plenipotenciario, a entrar em negociação sobre este assumpto com a commissão dos mediadores estabelecida em Paris. Que sobre tudo me pedia que não houvesse demóra nem evasão a este respeito; e que o negociador nomeado fosse auctorisado a tractar plenamente, e a concluir este negocio sem novas instrucções nem referencias ao Rio de Janeiro, *salvo*

Commissão dos mediadores em Paris.

sempre a necessaria ratificação de el rei nosso senhor. Perguntei-lhe então, para aclarar mais este punto, que me parece o essencial da questão, se elle não julgava que o plenipotenciario nomeado por S. M. poderia ao mesmo tempo introduzir na negociação a reclamação de Olivença, e mesmo em ajuste de limites na America, e a indemnisação das despezas da expedição? Em nenhuma, porque as mesmas potencias já tinham promettido sobre elle a sua intervenção. Pelo que toca aos outros dois, disse-me que seria necessario obrar segundo as circumstancias, mas que nos aconselhava de não insistir n'elles, ao menos de não mostrar muito claramente as nossas intenções a esse respeito, porque a Hespanha poderia leva-las muito a mal, e que mesmo seria patentear alguma incoherencia da nossa parte, se descobrissemos que a invasão de Montevideo havia sido motivada por principios de ambição e não por motivos de defeza e segurança do Brasil, como até agora haviamos allegado. Comtudo, julgo que esses dois objectos poderão introduzir-se ventajosamente na negociação. 1817.

Não devo omittir de accrescentar que lord Castlereagh (não perdendo nunca de vista os interesses britannicos) me indicou que deveriamos insistir firmemente para que a Hespanha adoptasse, a respeito das suas colonias, um systema mais liberal; e que deveriamos até allegar a falta d'esse systema, como um dos motivos que justificavam a nossa invasão. Creio que d'este conhecimento dos desejos do governo inglez poderemos tambem, no caso de uma negociação, tirar alguma vantagem. Motivos que justificam a invasão.

Finalmente, julguei dever perguntar a mylord Castlereagh, se visto o aspecto que acabava de tomar este negocio, elle pensava que a côrte de Madrid esperaria tranquillamente pela nossa resposta, ou se haveria, segundo a sua opinião, algum perigo de ataque contra Portugal. A isto respondeume muito positivamente, que elle não podia affiançar qual seria a resolução do governo de Hespanha; que esperava, em razão mesmo do máu estado das suas finanças, etc., etc., que não se resolveria por agora a fazernos a guerra; mas que nos aconselhava muito seriamente de fazer, sem perda de tempo, em Portugal, todos Preparos para uma vigorosa defeza.

1817. os preparos para uma vigorosa defeza, por ser esse o melhor meio de dissuadir a Hespanha de nos atacar. Deu-me a entender, em resposta a algumas perguntas indirectas que lhe fiz, que este governo não retiraria (creio que em caso nenhum) os officiaes inglezes que se acham no serviço de Portugal, á excepção de dois que servem, segundo me parece, na expedição contra Montevideo; julgo poder mesmo assegurar a V. E., que, no caso de uma aggressão por parte da Hespanha, haveria toda a probabilidade de obtermos do governo britannico soccorros indirectos, como armas e dinheiro; mas, certamente a menos de apparecerem novas combinações incalculaveis por agora, nas relações politicas das potencias da Europa, não devemos esperar que a Gran-Bretanha abrace directa e abertamente a nossa defeza.

Idea de uma facção em Madrid.

Cumprindo com o meu dever, que é de expôr sem omissão a V. E. todas as noções de alguma importancia que adquiro, por mais improvaveis que sejam, direi, que mylord Castlereagh me perguntou, se eu tinha toda a certeza de não existirem em Portugal alguns desleaes ou descontentes, sobre a parcialidade dos quaes a Hespanha pudesse fundar intrigas; e accrescentou, que tinha alguma idéa de que em Madrid se pensava assim. Respondi-lhe negando com toda a certeza a existencia de similhante facção, que na verdade é incompativel com a fidelidade devida ao melhor dos soberanos, e na qual o povo portuguez se avantaja a todos os povos da terra; e accrescentei que, ainda que taes não fossem, como sem duvida eram, os sentimentos da nação portugueza, haveria a melhor garantia da sua lealdade na comparação do nosso governo com o pessimo governo interior da Hespanha, que não póde offerecer nenhuma especie de attractivo para similhante traição.

Creio que nada de essencial me resta a accrescentar, e só deveria pedir a indulgencia de V. E. pela prolixidade do officio, se a importancia da materia não bastasse para justificar-me.

Parecendo-me necessario informar de tudo o que fica exposto os governadores do reino de Portugal, mandarei a segunda via d'este officio a sello volante por Lisboa.

Reservo para outra occasião informar V. E. de alguns outros

objectos de menor entidade, sobre os quaes versou a minha conversação com mylord Castlereagh; e só accrescentarei, que elle pertende apressar, quanto lhe seja possivel, a partida para essa côrte de M. Thornton (que porém ainda não chegou a Inglaterra); e que supponho mesmo ser da intenção deste governo auctorisa-lo a felicitar el rey nosso senhor pela sua accessão ao throno, despregando, para esse effeito, o caracter momentaneo de embaixador extraordinario, do mesmo modo que a côrte da Russia o praticou a respeito de M. de Balk.

1817.

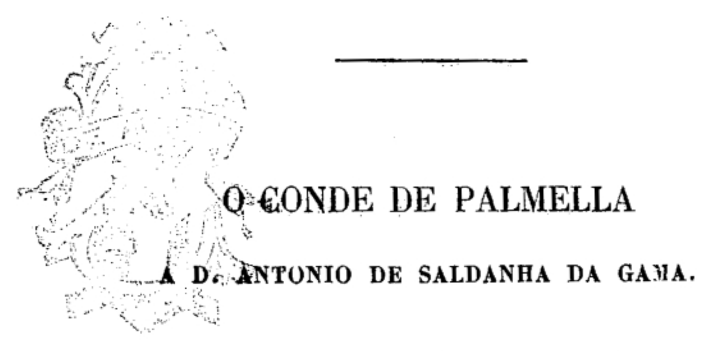
Intenções do governo britannico.

Proteja-nos o Céo com a conservação da preciosa vida e saúde de S. M. el rei nosso senhor e de toda a sua augusta familia.

Deus guarde a V. E., etc.

CONDE DE PALMELLA.

Illustrissimo e excellentissimo senhor conde da Barca.



O CONDE DE PALMELLA

A D. ANTONIO DE SALDANHA DA GAMA.

Londres, 2 de setembro de 1817.

MEU COLLEGA E AMIGO DE CORAÇÃO,

Aproveito a occasião que se me offerece com a partida de Mr. Rose para Berlim, para te escrever, ainda que sejam poucas regras, e a préssa. Estou sem noticias do Rio de Janeiro desde 26 de junho, e espero-as com receio, e até com terror. De Lisboa não nada de novo. Já saberás que a rainha de Hespanha deu á luz, no dia 21 de agosto, uma princeza, o que não preenche inteiramente os votos de seu marido e da nação, que esperavam um principe; comtudo sempre é a herdeira presumptiva da corôa que nasceu, e é de suppôr que se verifique a amnistia, que tão necessaria é em Hespanha. Elles têem quasi concluido o seu negocio dos negros, mediante uma indemnisação de quatro-

Negocio dos negros: indemnisação.

1817. centos mil libras, e dois annos de prazo, que ainda se reservam para proseguir o trafico. A nossa princeza real partiu de Leorne no dia 15 de agosto, e por consequencia creio que poderá ainda afastar-se da Europa antes do equinoccio : ia sem tenção de se demorar em parte nenhuma, nem mesmo na Madeira, se não

Arranjo dos limites.

fosse indispensavelmente necessario. — Brito assignou finalmente a sua convenção no dia 28 d'agosto, e creio que bastante contribui de cá para lhe facilitar o arranjo dos limites (1), que me parece muito favoravel, pôsto que não seja ainda definitivo. Esse negocio ia já tomando muito má apparencia, e no estado de complicação em que se acham as nossas relações, não deixava de me assustar. O caso é que foi mal principiado, e que nos teriamos sahido muito melhor se tivessemos empregado em discutir séria e definitivamente, ácerca dos limites, o tempo que se mal gastou com chicanas insignificantes. O grande negocio que occupa agora as attenções d'este governo, é o da

A Hespanha indaga a intervenção das potencias.

America hespanhola. A Hespanha continua a sollicitar com o maior calor a intervenção de todas as potencias europeas, para a pacificação do outro hemispherio, e creio que para obter esse fim até se lhe não daria de repartir algumas das suas colonias entre as grandes potencias, com tanto que éstas lhe asegurassem a tranquilla possessão do resto. Parece que a Russia não deixa de entrar nas vistas da Hespanha; porém não succede assim a este governo, o qual mostra o maior ciume da intervenção das outras potencias em negocio qualquer que tenha viso de maritimo ou de commercial. Espero dentro em pouco tempo poder-te escrever, com detalhe e com conhecimento de causa, sobre assumpto que tão de perto nos interessa.

Balk ainda não chegou a Londres; Schwartskon falla com moderação e juizo em todo o acontecido, e é de esperar que tu consigas persuadir a essa côrte, que a verdadeira grandeza consiste em não sustentar as extravagancias d'um seu emissario (2).

(1) Os limites da Guyana franceza, assignados no congresso de Vienna, e ácerca dos quaes restavam algumas difficuldades.

(2) O ministerio da Russia no Rio de Janeiro tinha praticado um acto des-

Entretanto muito desejo vêr-te já de fóra dessa difficuldade. Creio que no momento actual convem essencialmente ao real serviço que tu te não afastes de Petersburgo, a não ser mais que absoluta necessidade. 1817.

Recebi a tua carta de 4 d'agosto, e não sei entender d'onde proveiu a perda de algumas antecedentes minhas, de que tu te queixas. Para satisfacer a tua curiosidade, e não já por ser de interesse actual, te remetto algumas gazetas, em que inseri artigos sobre Pernambuco e Montevideo. Espero que a nossa côrte prosiga na intenção, que parece havia antes do fallecimento do conde da Barca, de mandar plenos poderes a alguem da Europa, para arranjar as desavenças do Rio da Prata, e que se não tomen lá precipitadamente resoluções que nos fiquem mal. Tu dizes bem, que este ministerio nunca teria approvado a nossa resolução; porém a sua approvação não era indispensavel; o grande caso era evitar a bulha que fez a Hespanha; e lembra-te que a Inglaterra só acordou aos gritos do gabinete de Madrid. Muito e muito desejo e precisaria conversar comtigo, pois de certo ninguem me deve melhor conceito, nem posso sufficientemente repetir-te a sincera amisade que te professo. Quem sabe se ainda algum dia nos não juntaremos? Pôe-me aos pés de tua mulher, e recados a todos os amigos.

Desavenças do Rio da Prata.

PEDRO.

REGLAMENTO PROVISIONAL DE CORSO

AUTORIZADO POR EL GOBIERNO DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA.

ARTÍCULO 1°. El gobierno concederá patente de corso á todo individuo que solicite armar algun buque contra bandera enemiga, previa la fianza que estime conveniente ante la comisaría de marina; explicando en la instancia la clase de embarcacion

Conceesion de patente de corso previa fianza.

cortez para com o Sr. D. João VI, e por isso teve a desapprovação do gabinete de S. Petersburgo.

1817. que tuviese destinada, su porte, armas, pertrechos y gente de dotacion.

Habilitacion del buque que ha de armarse en corso.

2. Concedido el permiso para armar en corso, facilitará el comandante de marina la pronta habilitacion del buque por todos los medios que dependan de sus facultades, consintiéndole reciba toda la gente que quisiere, á excepcion de la que estuviere nombrada para servicio del Estado, ó actualmente en él. Concluida la habilitacion, entregará al capitan copia de este reglamento y de las prevenciones que se le comunicaren por la via reservada de marina, sobre el modo con que debe comportarse en algunos casos con las embarcaciones neutrales, especialmente con las naciones cuyas banderas gozaren de inmunidades ó privilegios fundados en los tratados ó convenios hechos con ellas, para su puntual observancia en la parte que le tocáre.

Privilegios é inmunidades.

3. Los oficiales de los buques corsarios quedan bajo la proteccion de las leyes del Estado, y gozarán aunque sean extranjeros de los privilegios é inmunidades que cualquier ciudadano americano, miéntras permanezcan en servicio.

Facultad para contratar.

4. Los armadores están facultados para celebrar las contratas que les agraden con la oficialidad y tripulacion de los corsarios, con tal que no contengan cláusulas que estén en oposicion con los decretos é instrucciones del gobierno; debiendo dejar constancia en la comandancia general de marina de la que hicieren, la que cuidará de su mas exacto cumplimiento.

Fianza para franquear fusiles, pólvora, etc.

5. Bajo la correspondiente fianza se franquearán de los almacenes del Estado los cañones, fusiles, pólvora y municiones que faltaren á los armadores para el completo de la habilitacion del corsario, con cargo de devolver, concluido el corso, los artículos suplidos, no estando obligados á abonar el demérito ó consumo causado por el servicio; y quedará absuelto de toda responsabilidad, justificando naufragio ó apresamiento del corsario.

Visita que practicará una comision.

6. Los corsarios serán visitados al tiempo de su salida por una comision de la comandancia general de marina, la cual les leerá las leyes penales, de que pondrá constancia en la nota de

visita, y se entregará una copia de ellas á los comandantes para que sean leidas á la tripulacion, cada ocho dias, y si se habilitasen en puertos amigos, serán visitados por los cónsules ó agentes del gobierno conforme á sus particulares instrucciones. 1817.

7. Los efectos, caldos y demas artículos de consumo del país que se introduzcan procedentes de cargamentos de presas, deberán ser liquidados por la aduana como cualquier otro cargamento de comercio, incluyendo todos los ramos ajenos; y del total de derechos que resulten se rebajará la 3ª parte en beneficio de los apresadores. Liquidacion de efectos.

8. Toda presa será remitida á los puertos del Estado para ser juzgada por los trámites legales y de uso en semejantes casos; pero si ocurriere alguna circunstancia extraordinaria que lo embaraze, usará el comandante del corsario de todo arbitrio, consultando su seguridad, y reservando los documentos justificativos, que presentará á su tiempo al tribunal competente. Remision de presas para ser juzgadas.

9. La plata y oro en moneda, piña ó barra, satisfará al Estado un seis por ciento, en compensacion del beneficio que se dispensa en los artículos 5° y 7°, y por ser capital procedente de apresamiento. Pago de un 6 % al Estado.

10. La plata ú oro en alhajas de lujo pagarán á su introduccion los mismos derechos que otro cualquier efecto comercial, segun el aforo particular que sufran. Pago de otro derecho.

11. Los corsarios que tomasen al enemigo comunicaciones interesantes, ú oficiales de rango, etc., ó hicieren al enemigo otra hostilidad semejante, serán agraciados de un modo digno de la generosidad del gobierno, y en proporcion á la importancia del servicio que hubieren prestado. Remuneracion á los corsarios.

12. El gobierno promete un premio á todo corsario que haga presa de transporte enemigo con tropas, municiones ó útiles de guerra dirigidos á hostilizar los países libres de América, ó reforzar algun punto de los dominios españoles, el cual se regulará segun el caso y circunstancias, graduándole con arreglo al contenido de la presa. Sobre lo mismo.

13. Los comandantes de los corsarios destinados á destruir el comercio español, sin ser crueles en el tratamiento de los

1817.

Prohibicion impuesta á los comandantes de los corsarios.

prisioneros, incendiarán y destruirán todo buque enemigo de alta mar, que por su poco valor no quisieren conducir apresado; y se prohibe á dichos comandantes, bajo las penas que hubiere lugar, la libertad de devolver por pretexto alguno, ni dejar en poder de los enemigos embarcacion alguna de la clase indicada, reputándose como una hostilidad al país cualesquiera gracia de esta naturaleza.

Pago de derechos de puerto.

14. Los buques apresados serán libres de derechos, y pagarán solo los correspondientes al puerto.

Artículos libres.

15. Los artículos de guerra apresados serán libres de derechos: si el gobierno los necesitase, los tomará por un diez por ciento ménos de sus precios en el mercado.

Destino de negros apresados.

16. Los negros apresados serán remitidos á nuestros puertos, y el gobierno gratificará cincuenta pesos por cada uno de los que sean útiles para las armas, de doce años á cuarenta inclusive, con solo el cargo de servir cuatro años en el ejército, y serán libres de derechos. Excediendo aquella edad, bajando de la de doce, ó si fuesen inútiles en la de servicio, serán absolutamente libres, y el gobierno los distribuirá á tutela.

Otras disposiciones sobre negros apresados.

17. Los negros apresados que no se puedan introducir en nuestros puertos por su bloqueo, inutilidad del buque, etc., serán remitidos á puertos de las naciones libres de América, y entregados allí á disposicion de aquellos gobiernos, con la precisa calidad de no poder ser vendidos como esclavos, bajo las penas de ser excluidos los contraventores de todo privilegio, sean cuantos fuesen sus servicios, y del amparo de las leyes de un país que detesta la esclavitud, y ha prohibido este cruel comercio de la humanidad.

Jurisdiccion privativa en materia de presas.

18. El conocimiento de las presas que los corsarios condujeren ó remitieren á nuestros puertos, corresponderá privativamente al tribunal de ellas.

Responsabilidad en materia de daños y perjuicios.

19. Resultando de la sentencia de dicho tribunal no ser legítima la presa ó no haber lugar para su detencion, se pondrá incontinente en libertad sin causarla el menor gasto, ni aun con respecto á los derechos de puerto. Y si bajo de este ú otro pretexto se le detuviere por mas tiempo, serán de cargo de los cau-

santes de esta nueva detencion los daños y perjuicios que resultaren á los propietarios. 1817.

20. Si el corsario apresador no estuviere satisfecho de la declaracion del tribunal, y quisiere seguir la instancia, se admitirá el recurso á mi persona con poder especial de los interesados precediendo la competente fianza, que deberá dar á satisfaccion del capitan apresado ántes de mejorar la apelacion, para responder á este de los daños y perjuicios que por razon de estadías, averías y deterioracion del buque y de la carga, pérdida de tiempo y fletes, y demas ocurrencias, reclamáre contra dicho apresador despues de confirmada la primera sentencia. Estos perjuicios, con las costas del proceso, los deberá pagar este último al capitan apresado ántes de su salida del puerto; y si no se halláre en estado de hacer dicho pago, se recurrirá á la fianza ó al fiador que hubiese dado, obligándole á lo mismo sin otra formalidad ni espera, y con todo el rigor de las leyes.

Apelacion, previa la competente fianza.

21. Ningun individuo que goze sueldo por marina ha de exigir estipendio ó contribucion por las diligencias en que se hubiere empleado en el juzgado de presas; y se les prohibe se adjudiquen ó apropien mercaderías ú otros efectos de ellas, pena de confiscacion y de privacion de empleo.

Prohibicion á los que gocen de sueldo.

22. Los buques armados en corso podrán reconocer las embarcaciones de comercio de cualquiera nacion, obligándolas á que manifiesten sus patentes y pasaportes, escrituras de pertenencia y contratas de fletamento con los diarios de navegacion y roles ó listas de las tripulaciones y pasajeros. Esta averiguacion se ejecutará sin usar de violencia ni ocasionar perjuicios ó atraso considerable á las embarcaciones, pasando á reconocerlas á su bordo, ó haciendo venir al patron ó capitan con los papeles expresados, los cuales se examinarán con cuidado por el capitan del corsario, ó por el intérprete que lleváre á su bordo para estos casos; y no habiendo causa para detenerlas mas tiempo, se las dejará continuar libremente su navegacion. Si alguna resistiere sujetarse á este regular exámen, podrá obligarla por la fuerza; pero en ningun caso podrán los oficiales ó individuos de las tripulaciones de los corsarios exigir contribucion alguna de

Facultad de reconocer los buques mercantes.

1817. los capitanes, marineros y pasajeros de las embarcaciones que reconozcan, ni hacerles ni permitir que les hagan extorsion ó violencia de cualquiera clase, pena de ser castigados ejemplarmente, extendiendo el castigo hasta la de muerte segun la gravedad de los casos.

Trasbordo de efectos enemigos.

23. Cuando los capitanes de las embarcaciones en que se hallaren algunos efectos de enemigos declaren de buena fe que lo son, se ejecutará su transbordo sin interrumpirles su navegacion, ni detenerlos mas tiempo que el necesario, permitiéndolo la seguridad de la embarcacion; y en el expresado caso se dará á dichos capitanes recibo de los efectos que transborden, explicando en él todas las circunstancias que ocurran; y no pudiendo pagarles en efectivo el flete que les corresponda por dichos efectos hasta el paraje de su destino, con arreglo á los conocimientos ó á las contratas de fletamento, se les firmará un pagaré ó libranza de su importe á cargo del armador ó dueño del corsario, que estará obligado á satisfacerlo á su presentacion; teniendo entendido los capitanes de corsarios que en este caso deben traer la declaracion firmada del capitan del buque detenido, y auténtica en la mejor forma posible.

Detencion de embarcaciones no patentadas.

24. Las embarcaciones que se encontraren navegando sin patente legítima de república, príncipe ó Estado que tenga facultad de expedirlas, serán detenidas, así como las que pelearen con otra bandera que la del príncipe ó Estado de quien fuere su patente, y las que la tuvieren de diferentes príncipes ó Estados, declarándose unas y otras de buena presa; y en caso de estar armadas en guerra, sus cabos y oficiales serán tenidos por piratas.

Embarcaciones y efectos de buena presa.

25. Serán de buena presa las embarcaciones de piratas y levantados, con todos los efectos de su pertenencia que se encontraren en sus bordos; pero los que se justificase pertenecer á sugetos que no hubiesen contribuido directa ó indirectamente á la piratería, ni sean de enemigos, se les devolverán.

Prohibicion de armar buques en guerra, sin licencia.

26. No siendo lícito en este estado armar en guerra embarcacion alguna sin mi licencia, ni admitir á este fin patente ó comision de otro príncipe ó república, aunque esté en alianza, cualquiera

que se encontrase corriendo el mar con semejantes despachos ó sin alguno, será de buena presa, y su capitan ó patron castigado como pirata. 1817.

27. Toda embarcacion de cualquiera especie armada en guerra ó mercancía, que navegue con bandera ó patente de príncipes ó Estados enemigos, será buena presa con todos los efectos que á bordo tuviere, aunque pertenezcan á individuos de este, en caso de haberlos embarcado despues de la declaracion de guerra, y de pasado el tiempo suficiente para poder tener noticia de ella.

El buque con bandera enemiga es buena presa.

28. La embarcacion de comercio, de cualquiera nacion que sea, que hiciese alguna defensa despues que el corsario hubiese asegurado su bandera, será declarada de buena presa, á ménos que su capitan justifique haberle dado el corsario fundado motivo para resistirle.

Embarcacion que será declarada tal.

29. Cualesquiera embarcacion que careciese de los papeles que se expresan en el artículo 22, ó de los mas principales, como son la patente, los conocimientos de la carga ú otros que acrediten la propiedad neutral de esta y aquella, será declarada de buena presa, á ménos que se verifique haberlos perdido por accidente inevitable. Todos los papeles que se presenten deberán ser firmados como corresponde para ser admitidos.

Será buena presa la embarcacion que carezca de ciertos documentos.

30. Si los capitanes ú otros individuos de las embarcaciones detenidas por los corsarios, y asimismo por buques de la armada del Estado, arrojasen papeles al mar, y esto se justificase en debida forma, serán por solo este hecho declaradas de buena presa, y así se deben entender el artículo antecedente y otros que tratan de este asunto.

Embarcacion que será declarada buena presa.

31. Se prohibe á los corsarios que ataquen, hostilicen de manera alguna, ó apresen las embarcaciones enemigas, que se hallaren en los puertos de príncipes ó Estados aliados ó neutrales, como asimismo las que estuvieren bajo el tiro de cañon de sus fortificaciones; declarando, para obviar toda duda, que la jurisdiccion del tiro del cañon se ha de entender aun cuando no haya baterías en el paraje donde se hiciere la presa, con tal que la distancia sea la misma y que los enemigos respeten

Prohibicion hecha á los corsarios.

1817. igualmente la inmunidad en el territorio de las potencias neutras ó aliadas.

Mala presa.

32. Se declara tambien por de mala presa la embarcacion que los corsarios hicieren en los puertos y bajo el alcance del cañon del territorio de los soberanos aliados ó neutrales, aun cuando ella les viniese persiguiendo y atacando de mar afuera, como rendida en paraje que debe gozar de inmunidad, siempre que los enemigos la respeten de la misma manera.

Gratificacion por represas.

33. Todo corsario que represe un buque nacional, en el término de 24 horas de su apresamiento, será gratificado con la mitad del valor de la presa, quedando la otra mitad al dueño primitivo del barco represado, y haciéndose esta division breve y sumariamente, á fin de moderar cuanto sea dable las costas. Pero si la represa se ha hecho pasadas las 24 horas del primer apresamiento, será del corsario apresador todo el valor de él.

Procedimiento sobre embarcaciones sin papeles.

34. Si alguna embarcacion se encontráre en la mar, ó se presentáre en nuestros puertos sin conocimientos de la carga ú otros documentos, por los cuales constáre á quién pertenezca, y sin gente de su propia tripulacion, se tomáran declaraciones separadamente á la del apresador y á su capitan de las circunstancias en que la encontró y se apoderó de ella. Se hará reconocer tambien la carga por inteligentes, y se practicarán las posibles diligencias para saber quién sea su dueño. En caso de no descubrirse este, se inventariará el todo y se tendrá en depósito para restituirlo á quien dentro de un año justificáre serlo, como no haya un motivo para declararla buena presa, adjudicando siempre la tercera parte de su valor á los recobradores : no pareciendo el dueño dentro de dicho tiempo, se dividirán las dos terceras partes restantes, como bienes abandonados, en tres porciones, de los cuales una se adjudicará á los mismos recobradores, y las otras dos serán pertenecientes al Erario.

Pormenores sobre lo mismo.

35. En cualquiera de los casos referidos, luego que el corsario detenga alguna embarcacion, tendrá cuidado de recoger todos sus papeles, de cualquier especie que sean, tomando el escribano puntual razon de ellos, dando recibo de todos los

sustanciales al capitan ó maestre de la embarcacion detenida, y advirtiéndole no oculte alguno de cuantos tuviere, en inteligencia de que solo los que entónces presente serán admitidos para juzgar la presa. Hecho esto, el capitan del corsario cerrará y guardará los papeles en un saco ó paquete sellado, que deberá entregar al cabo de la presa, para que este lo haga al gobierno. El capitan del corsario ó individuo de la tripulacion que, con cualquier fin que sea, ocultáre, rompiere, ó extraviáre alguno de dichos papeles, será castigado corporalmente segun lo exija el caso, con obligacion el primero de resarcir los daños, y la pena de diez años de presidio al segundo. 1817.

36. Al mismo tiempo cuidará el capitan del corsario de hacer clavar las escotillas de las embarcaciones detenidas, y sellarlas de modo que no puedan abrirse sin romper el sello; recogerá las llaves de las cámaras y otros parajes, haciendo guardar los géneros que se hallaren sobre cubiertas, y tomará razon, cuando el tiempo lo permita, de todo lo que fácilmente pueda extraviarse, para ponerlo á cargo del que se destináre á mandar la propia embarcacion. Id.

37. No se permitirá saqueo de los géneros que se encontráren sobre cubiertas, en cámaras, camarotes y alojamientos de las tripulaciones, privándose absolutamente del derecho vulgarmente llamado del pendolaje, el cual solo podrá tolerarse en los casos de haberse resistido la embarcacion hasta esperar que fuese abordada, pero con el cuidado de evitar los desórdenes que pueda producir la excesiva licencia. Prohibicion de saquear.

38. Cuando se conduzca la tripulacion de una embarcacion detenida á bordo del corsario, tomará el escribano en presencia del capitan de este declaracion al de aquella, á su piloto y demas individuos que convenga, acerca de la navegacion, carga y demas circunstancias de su viaje, poniendo por escrito todas las que puedan conducir á juzgar la presa, preguntándoles tambien si fuera de la carga que conste por los conocimientos conducen alhajas ó géneros de valor, á fin de dar las providencias convenientes para que no se oculten. Declaracion que tomará el escribano.

39. Al cabo destinado para mandar la embarcacion detenida,

1817.

Personas responsables.

se le dará noticia individual de lo que constáre por estas declaraciones, haciéndole responsable de cuanto por su culpa ú omision faltáre ; y se declara que cualquier individuo que abriese sin licencia las escotillas selladas, arcas, fardos, pipas, sacas ó lacenas en que haya mercadería y géneros, no solo perderá la parte que debiera tocarle siendo declarada de buena presa, sino que se le formará causa, y castigará segun de ella resulte.

Pruebas en los juicios de presas.

40. Para determinar la legitimidad ó ilegitimidad de las presas, no han de admitirse otros papeles que los hallados y manifestados en sus bordos. Con todo, si faltando los documentos precisos para formar el juicio, se ofreciese su capitan á justificar haberlos perdido por accidente inevitable, señalará el tribunal término competente para dicho efecto, segun la brevedad con que deben determinarse estas causas.

Formalidades para desembarcar la carga.

41. Si ántes de sentenciar la presa, fuese necesario desembarcar el todo ó parte de la carga para evitar que se pierda, se abrirán las escotillas en presencia del comandante de marina ó comision que nombre, y de los respectivos interesados que deberán concurrir á dicho acto; y formando inventario de los géneros que se descarguen, se depositarán con intervencion del dependiente de rentas que destine el administrador de aduana en persona de satisfaccion ó en almacenes, de los cuales tendrá una llave el capitan ó maestre de la embarcacion detenida.

Venta de efectos que no pueden conservarse.

42. En caso que fuere preciso vender algunos géneros por no ser posible conservarlos, se celebrará la venta á presencia del capitan detenido en almoneda pública con las solemnidades acostumbradas, y con la misma intervencion del dependiente de rentas, poniéndose el producto en manos de persona abonada, para entregarlo á quien perteneciere despues de sentenciada la presa.

Penas contra los compradores clandestinos.

43. Ninguna persona, de cualquiera grado ó condicion que sea, comprará sigilosamente, ni ocultará género alguno que conozca pertenecer á la presa ó embarcacion detenida, pena de restitucion y de multa del triplicado valor de los géneros ocultados ó comprados clandestinamente, y aun de castigo corporal segun lo exiga el caso, y este conocimiento será privativo del juzgado de presas, como incidente de ellas.

44. Si la embarcacion detenida no se diere judicialmente por buena presa, se restablecerá inmediatamente en posesion de ella al capitan ó dueño con sus oficiales y gente, á quienes se restituirá todo cuanto les pertenezca sin retener la menor cosa. Se la proveerá del salvoconducto conveniente para que sin nueva detencion continúe su viaje, sin obligarla á la paga de los derechos de puerto, y al contrario se le satisfarán por el apresador, ántes de su salida del puerto, los gastos, daños y perjuicios que se le hubieren causado, y reclamáre en justicia, si se halláre comprendida en los casos prevenidos en los artículos 22 y 30. Pero no habrá lugar á semejante reclamacion si hubiere dado dicha embarcacion justos motivos de sospecha, ú otros declarados en este reglamento, y por los cuales se le hubiere formado proceso, lo que deberá precisamente constar de los autos que se han seguido en su consecuencia.

1817.

Restitucion de posesion del buque no declarado buena presa.

45. Declarada la embarcacion detenida por de buena presa, se permitirá su libre uso á los apresadores despues de pagados los derechos debidos á la hacienda del Estado.

Distribucion del valor de las presas.

Del total valor que resulte de la venta de las presas hechas por buques de guerra, se harán dos porciones, la una de los tres quintos para la tripulacion y guarnicion, y la otra de dos quintos para la oficialidad. Á ningun individuo, sea de marina ú otro cuerpo, que se halle embarcado de transporte ó de pasaje en los citados buques al tiempo del apresamiento, se le incluirá bajo pretexto alguno en el reparto; pero será obligacion del comandante del bajel dar cuenta al jefe de marina si algun individuo de los embarcados de transporte ó pasaje ha contraido mérito muy distinguido en la accion, para que si le pareciere justo, mande se le dé parte correspondiente á su clase, como si hubiese sido de la dotacion del buque.

46. Por el presente reglamento provisional quedan sin valor alguno cualesquiera decretos, órdenes ó reglamentos anteriores que se contraríen con este.

Derogacion de anteriores decretos.

Dado en la fortaleza de Buenos Aires, á 15 de mayo de 1817.

JUAN MARTIN DE PUYRREDON.— MATÍAS DE IRIGÓYEN, *secretario dela guerra y marina*. — Es copia del original : IRIGÓYEN.

LEYES PENALES EXTENSIVAS Á OFICIALES DE GUERRA.

1817.
Pena de muerte contra el que arriáre la bandera.

ARTÍCULO 1°. El que arriáre la bandera sin órden expresa del comandante, dada personal y directamente, ó disimuláre é indujere á que así se verifique, sufrirá la pena de muerte : como tambien todo aquel que violentáre al capitan á rendirse, ó promoviere la reunion de otros para concurrir á este atentado, que justificado por el comandante, como el haber sido inútiles sus esfuerzos de todas clases para mantener el órden y subordinacion, quedará exento de cargo.

Penas contra el capitan por la pérdida marinera del buque.

2. Por cualquiera pérdida marinera de un buque se pondrá en consejo de guerra á su comandante, que resultará libre de cargo si se justificáre haber sido irremediable á pesar de los medios regulares para evitar el fracaso ; pero probándose malicia en el hecho, será sentenciado á muerte; si ignorancia, perderá el empleo ; y si omision y falta de cuidado, se le impondrá ademas el tiempo de presidio que el consejo de guerra le señaláre.

Contra el oficial que ocultáre ó rompiere documentos.

3. Si algun oficial ocultáre, rompiere ó extraviáre, con cualquier fin ó motivo que sea, las cartas, partidas, contratos de fletamento de las embarcaciones que se reconozcan, detengan ó apresen, y los conocimientos ó pólizas de su carga, ú otro instrumento relativo á ella, al buque, á su patron ó capitan, ó á la gente de su dotacion ó transporte, y cartas ú otros papeles que encuentre, será privado de su empleo. Este y mayor castigo, segun el caso lo pida, recaerá en el oficial que obligue á los capitanes y equipajes de las embarcaciones que reconociese á que le paguen cosa alguna, ó les haga voluntaria extorsion; procediéndose ademas de la privacion de empleo á la pena de confiscacion con el que exija derechos ó contribucion.

Prohibicion á todo jefe.

4. Expresamente se prohibe á todo jefe, de cualquiera dignidad ó grado que sea, usar jamas con sus oficiales, ni con algun otro de sus súbditos, palabra ó accion que pueda humillarlos,

injuriarlos ó insultarlos, bajo la pena de ser declarado incapaz de mando. 1817.

5. Al comandante ó al oficial que maltratáre la gente de la tripulacion ó guarnicion del bajel de su destino, ó violentamente la obligáre á emplearse en ejercicios serviles que no sean de su instituto, lo sentenciará el consejo de guerra á suspension del empleo; y á mayor pena segun las consecuencias que hubiere ocasionado, si del mal tratamiento resultáre sedicion ó desercion considerable, ademas de obligarle á la reparacion de los daños y pérdidas que hubiere injustamente ocasionado.

Comandantes que maltratan la tripulacion.

6. Asimismo se prohibe á todos los oficiales tomar las armas unos contra otros á bordo ó en tierra, pena de ser privados de sus empleos, y de muerte contra el que se justificáre agresor.

Prohibicion á los oficiales.

7. Cuando la inconsideracion de algunos comandantes de los bajeles, de cuerpos ó destacamentos, diere márgen para que alguno de ellos anime á sus súbditos á que obren ofensivamente contra los de otro bajel ó cuerpo, se prohibe á los oficiales, soldados y marineros, que obedezcan, pena de ser diezmados para perder la vida; y el comandante del bajel, cuerpo ó destacamento, sufrirá el mismo castigo, si con su gente obráre ofensivamente contra la de otros, conocidos por tales.

Otra prohibicion.

8. Cualquiera de los comandantes de un buque, estando sobre cubierta, corregirá los defectos, así en la maniobra como en la disciplina y policía en que incurriere el oficial de guardia; y este le obedecerá, pena de ser castigado por insubordinacion.

Penas en ciertos casos de desobediencia.

Por igual motivo será penado todo oficial que no obedeciere la órden de arresto dada por cualquier otro de superior grado, el que deberá dar inmediatamente cuenta á su comandante.

9. Ningun comandante puede castigar corporalmente á oficiales de guerra, ni á los de la clase de mayores ó de mar fijos, ni á los sarjentos, sino con arresto ó prision proporcionada á sus clases; bien que en caso de desobediencia podrá suspender del empleo á todo el que no fuere oficial de guerra, dando parte al comandante en jefe para que el delincuente sea examinado en consejo de guerra; lo mismo que siempre que se cometan crímenes que deban juzgarse por este tribunal.

Castigo de arresto ó prision.

1817.

Saludo de buques corsarios.

10. Ningun buque corsario hará ni recibirá saludo sin su propia bandera, ni combatirá con bandera falsa, pena de privacion de empleo al oficial que le mande, y de mayor castigo si conviniere.

PENAS POR DELITOS COMUNES

Á TROPA Y MARINERÍA EMBARCADA.

Casos de pena de muerte.

ARTÍCULO 1. Todo oficial de mar, sarjento, cabo ó soldado de marina y del ejército, tropa de artillería y gente de mar, debe obedecer á los oficiales de guerra de la armada y del ejército con quienes estén empleados, en todo lo que les manden perteneciente al servicio siendo de su profesion, pena de la vida.

De mano cortada, etc.

2. El oficial de mar, ó marinero de cualquier clase, el soldado, cabo, ó sarjento que maltratáre de obra á cualquier oficial de guerra á bordo ó en tierra, ó lo amenazase poniendo mano á la espada ú otra arma contra él, ó levantáre la mano para herirle, aun ejecutándolo por haber sido maltratado por el oficial, será castigado con pena de la mano cortada, y en seguida con la de horca.

Consejo de guerra contra soldados desobedientes.

3. Cuando los soldados ó marineros á bordo ó en tierra tuvieren las armas en las manos para reñir, y que algun oficial de guerra les diga que se separen, estarán obligados á ejecutarlo inmediatamente, pena de ser puestos en consejo de guerra; el cual podrá segun las circunstancias extender la sentencia hasta la de muerte; y si á bordo se dispusiese algun hombre de tropa ó de mar á hacer resistencia contra el sarjento ó cabo de escuadra de guardia, se condenará á diez años de presidio, y á muerte si hiciere armas contra ellos; igualmente que todos los cómplices, de cualquiera jurisdiccion que sean: como tambien todo aquel que incitase á quimera ó pendencia suscitada á bordo entre las tripulaciones ó guarniciones, llamase á otros para que acudan á sostenerla, diese voces ó ejecutase accion

Penas.

inductiva á sedicion ó á motin, será sentenciado á muerte; y asimismo el que en cualquiera ocasion amotinase la gente de un buque, ocasionando desobediencia, ó excitando á resistir á los oficiales, será ahorcado; y si alguno echáre mano á las armas á bordo ó en tierra para favorecer el motin, se le cortará la mano. 1817.

Consejo de guerra contra los desobedientes á sus superiores.

4. Todo súbdito de cualquiera calidad que fuese, que faltáre al debido respeto á sus superiores, bien sea con razones descompuestas, ó con insulto, amenaza ú obra, se pondrá irremisiblemente en consejo de guerra, aun siendo en caso no señalado expresamente en este reglamento, en el cual juzgará ese tribunal la pena que corresponda á las circunstancias de la culpa y calidad del superior y del inferior, pudiendo agravarla hasta la de muerte, y en precaucion de estos lances desapacibles se encarga á los superiores que cuando reprendan y reconvengan á sus súbditos, no se excedan en términos que verifiquen maltrato, pues todo abuso de autoridad será castigado severamente.

Raciones.

5. Todo individuo de la tripulacion ó guarnicion deberá recibir el dinero ó racion con que se le socorre en el dia, en atencion á que si no se le da el todo que por ordenanza le corresponde, habrá motivos que lo embaracen, y siempre le queda recurso para satisfaccion del agravio que rezeláre; por lo que si alguno lo rehusáre será castigado, y aun con pena de muerte si se valiese de palabras ó demostraciones sediciosas que puedan ser causa de motin.

Derecho de elevar quejas.

6. Tendrá facultad todo individuo de la dotacion de los buques para presentar con sumision á los comandantes de ellos cualquier queja que pudiese ocurrirles, y para elevarla, en caso de no ser atendida en justicia, al comandante general de marina á quien corresponde; pero si se quejase infundadamente de sus superiores, ó manifestase en el modo insubordinacion, será castigado con severidad; y si suscitáre alboroto, sufrirá el castigo que considere justo el consejo de guerra: teniéndose entendido que cuando los soldados ú hombres de la mar de la tripulacion tuvieren que representar sobre pagas, víveres, maltratamiento ú otros asuntos, diputarán cuatro ó cinco que con

1817.

el mayor respeto presenten la queja al comandante de su buque, á cuya disposicion se sujetarán pena de la vida : en inteligencia de que se les dará satisfaccion siempre que este les haya hecho agravio ó extorsion.

Penas contra los perturbadores del órden.

7. Todos los cómplices en levantamiento ó rebelion, sea el que fuere el motivo que aleguen, echarán suertes para que de cada diez uno sea ahorcado, y los primeros factores, como los que se hubieren puesto á la cabeza de los amotinados, y los que hayan sido instrumentos de formar ó mantener la sedicion, serán ahorcados en cualquier número que sean, sin excepcion de persona, aunque no tenga plaza en el servicio, y vaya solo de pasajero; y si en un buque suelto hubiere habido motin ó levantamiento, y su comandante juzgase indispensable á su seguridad sucesiva el pronto castigo de algunos, cabezas de él, mandará formar inmediatamente proceso por uno de sus oficiales, ó por el contador del buque, si pareciere conveniente, para que haya mayor número de jueces en el consejo de guerra que celebrará con todos sus oficiales y con las formalidades ordinarias, y hará ejecutar la sentencia que resultáre. Si el motin sucediere á vista del enemigo ó en otro lance urgente en que convenga atajarlo, consultará el capitan con sus oficiales sobre la determinacion que deba tomar; pero si el caso es tal que no da lugar á esta consulta, prenderán los oficiales algunos de los sediciosos; y si se resistieren á nombrar prontamente los autores, se les hará echar suertes para ser pasados por las armas.

Contra los ocultadores de motines.

8. Á juicio del consejo de guerra sufrirá la muerte, ó la pena que hallase justa este tribunal, cualquier individuo que, sabedor de algun designio de perfidia ó de motin, lo ocultáre, ó expresiones tumultuarias que otro hubiese proferido en menoscabo del servicio, ó cualesquiera palabras ó conato con direccion á trastornar el órden y la obediencia, y no lo descubriese por sí mismo al comandante, ó si presenciando alguna sedicion ó motin no se esforzase por todos los medios posibles á sosegarlo.

Contra los desertores.

9. El que, estando su bajel empeñado en combate, desamparase cobardemente su puesto con el fin de esconderse, será

condenado á muerte; la misma pena sufrirá el que en la accion, ó ántes de empezarla, levantase el grito pidiendo que cese, ó no se emprenda, y el que arriáre la bandera sin órden expresa del comandante, dada personal y directamente, ó disimulase ó indujese á que así se verifique, aunque no tenga plaza á bordo, y vaya solo de pasajero; y cualquiera que en estas ocasiones viere ú oyere á alguno que incite á los demas á que se opongan á la resolucion del comandante, y no le dé parte sin dilacion, ó al oficial, sarjento de artillería ó de batallones que se halláre mas cercano, ó si en combate ó naufragio estando la lancha ó botes en el agua, sus patrones se desatracaren sin órden del comandante, desamparando el buque, incurrirán en la misma pena: pero si estos justificasen haber sido violentados por sus tripulaciones, quedarán libres de cargo, y tendrán pena de muerte los que cooperaron á esta violencia. 1817.

Cuando se considera de guardia la oficialidad.

10. En faenas grandes de levarse, dar fondo, amarrarse el buque, de prepararse á combate, en caso de peligro por temporal ú otro accidente, ha de considerarse de guardia toda la oficialidad, guarnicion y tripulacion; y si algun hombre de tropa ó de marinería faltase á su puesto, en semejantes ocasiones ó en las de su guardia ordinaria, se pondrá durante toda la siguiente sobre un estay con dos palanquetas á los piés, ó se castigará con privacion de vino por algunos dias, siendo de la marinería; pero si fuere individuo de tropa, se le podrá castigar igualmente con privacion de vino, ó con cepo ó grillos si se separa de los parajes señalados, estando de guardia ó de faccion; debiéndose á unos y á otros pasarse frecuentes listas de dia y de noche, para precaver ó encontrar su falta, y castigarla.

Pena contra los que abandonan un buque barado que se defiende.

11. Si barado el bajel, acosado de enemigos, determináre su comandante defenderle, se impondrá pena de la vida al que sin órden expresa lo desemparase; pero barado el buque en la costa por temporal ú otro accidente, se condenará al que saliere de su bordo sin órden del comandante á diez años de presidio; y el que en naufragio, incendio ú otro conflicto en que pueda hallarse el buque, faltáre del puesto sin necesidad grave, ó abandonáre el trabajo á que le hayan destinado

1817. sus superiores, será sentenciado por el consejo de guerra, á proporcion de las resultas de su desobediencia, á la pena correspondiente, que segun las circunstancias podrá extenderse hasta la de muerte.

Contra los incendiarios.

12. El que maliciosamente pegase ó ayudase á pegar fuego á algun buque ó almacen; el que cortase los cables con el fin de que se pierda el bajel, perderá la vida: y todos los cómplices en estos delitos, aunque no sean de la jurisdiccion de marina, serán juzgados y condenados por su consejo de guerra: se sentenciará tambien á muerte al que solicitase la pérdida del buque, dándole barreno, descalcando costura de su fondo, cortando ó despasando maliciosamente cabos principales, estando empeñado en combate, en la costa, ó entre bajos; y se impondrá la misma pena al timonel que hubiere ocasionado la pérdida del buque, por no haber seguido el rumbo mandado por su comandante ú oficial de guardia: asimismo se juzgará en consejo de guerra, á proporcion de la malicia que se averiguáre y de las resultas, al que con barreno ó de otro modo vaciase maliciosamente parte de la aguada del buque, de suerte que ponga en riesgo grave á su tripulacion; y al que hiciere con los víveres mezclas indebidas, de que redunden enfermedades en los equipajes, ó atraso en la expedicion.

Caso en que se diezma.

13. Si por ocasion de disputa entre oficiales ó comandantes de bajeles, cuerpos ó destacamentos en tierra ó á bordo, sucediere que alguno de ellos dé motivo para animar á los que manda á que obren ofensivamente contra los de otro bajel ó cuerpo, serán diezmados para perder la vida los individuos de tropa ó de mar que en estos casos obedecieren.

Pena de muerte contra el que mata ó hiere.

14. Cualquier individuo del buque que de caso pensado matase ó hiriese á otro gravemente, será castigado de muerte, como el que diere con ventaja ó alevosía una herida grave de que resulte morir el herido; pero si no muriese, se impondrá por el consejo de guerra al agresor la pena de diez años de presidio, siendo grave la herida; y si fuese leve, la pena proporcionada á las circunstancias.

15. El que á bordo sacáre el cuchillo ú otra arma para herir

á alguno, será condenado á sufrir inmediatamente, comprobado el hecho, veinte y cinco palos siendo individuo de tropa, y si de mar, igual número de rebencazos en las espaldas, aunque no llegue á efectuarse la herida; pero verificada esta, se le impondrá por el consejo de guerra la pena correspondiente, á que no perjudicará ninguna de las ejecutivas de que se trata en este y otros artículos; y deberán aplicarse, justificado el caso por sumaria, á mas de que ha de pagar el agresor los gastos de la curacion, y el de subsanar los jornales ó sueldos del herido en ese tiempo.

1817.

Y de 25 palos contra el que amenaza herir.

16. Cualquiera que á bordo hiciere armas contra algun centinela, ó se valiese de piedra, palo ó manos para atropellarlo, será condenado á muerte; y si fuere paisano, será juzgado por el consejo de guerra de oficiales, con inhibicion del tribunal á que competa; bien entendido que todo centinela que descubriese en alguno el intento de insultarlo ó atropellarlo, le advertirá que se modere, gritando á su cabo para que dé parte al oficial de guardia; y si no obstante continuase el designio manifestado de forzar la centinela ó atropellarla, de cualquier manera que sea, usará de su arma.

Pena de muerte para el que hace armas contra un centinela.

17. El que á bordo ó en tierra desafiáre ó aceptáre desafío ó satisfacciones privadas, estará á lo dispuesto en las pragmáticas sobre esta materia.

Penas contra los que retan.

18. Se pondrá en el cepo por cuatro dias á pan y agua al que se embriagáre; y si fuere frecuente en el vicio, se le quitará la racion de vino hasta que se enmiende, dándole cada vez que reincida seis zambullidas en el agua desde el penol de la verga mayor.

Contra los que se embriagan.

19. Á todo individuo de mar se prohibe que oculte, rompa ó extravie, con cualquier fin que sea, las cartas, partidas de fletamento, pólizas ó conocimientos de la carga, patente de navegacion, ni algun otro documento de las embarcaciones que reconozcan, detengan ó apresen, pena de diez años de presidio á los oficiales de mar é individuos de tropa y marinería, y privacion de empleo á cualquiér otro: asimismo se prohibe que se obligue á los capitanes y equipaje de las embarcaciones que se recono-

Contra los que rompen las pólizas.

1817.

ciesen á que les contribuyan en cosa alguna ó se les haga extorsion, pena de privacion de empleo ó de castigo ejemplar, que se extenderá hasta el de muerte, segun el caso lo pida y lo estime justo el consejo de guerra.

Pena contra el ejecutor de ciertos actos en un buque apresado.

20. El que sin licencia del oficial de la presa, ó de embarcacion detenida y marinada, abriese en ella escotilla sellada, arca, fardo, pipa, saco ó alacena en que haya géneros, perderá la parte que le corresponda de presa, si lo fuese, y los sueldos de toda la campaña; se le formará causa como á ladron, y se le condenará por el consejo de guerra segun resulte á presidio : juzgándose por el mismo tribunal al que despojase de sus vestidos á alguno de los individuos de la presa, los robase ó maltratase de modo alguno.

Sobre la misma materia.

21. Será responsable el encargado de la presa de lo que por su culpa ú omision faltase y se le hubiere entregado, bajo la pena de privacion de empleo, y de la parte de presa que le corresponda, y ademas se le confiscará cuanto usurpe á todo el que exija derechos ó contribucion, ó se apropie mercaderías ú otros efectos de la presa, ni aun con el pretexto de recompensarse las diligencias en que se hubiere empleado relativas á ella.

Id.

22. Ninguna persona, de cualquier grado ó condicion que sea, deberá comprar ú ocultar género alguno que conozca pertenecer á presa, ántes de haber sido juzgada por buena, pena de restitucion, y de multa del tres tantos del valor de los géneros comprados ú ocultados, y aun de castigo corporal si lo exige el caso.

Jurisdiccion de los comandantes de corsarios.

23. Los castigos de retencion de vino, cepo, grillos, cadena, baquetas y cañon, de que hablan los artículos anteriores, podrán providenciarse por los comandantes de corsarios solo en la mar, y no en puerto, en donde su imposicion corresponde privativamente al jefe de marina.

Modo de dar los azotes llamados cañon.

24. Los azotes que se entienden bajo el nombre de cañon se darán solamente con rebenque ó mojel del menor grueso, como bastaria para tomar un rizo al juanete de un navío; pero no podrá verificarse tal castigo sino á presencia del oficial que el co-

mandante destine é instruya del grado de rigor con que se deba ejecutar en proporcion con la culpa; y el hombre de mar que mandado por el contramaestre ó guardian rehusáre amarrar al delincuente, ó tomar el rebenque ó mojel para azotarle, sufrirá la misma pena que él. 1817.

PARTE DE LA VICTORIA DEL CERRO DE GAVILAN.

EL CORONEL D. JUAN GREGORIO DE LAS HÉRAS

AL GOBIERNO SUPREMO DE CHILE.

Excmo. Señor,

Aproximacion del enemigo: sus fuerzas.

Hoy á las 4 de la mañana recibí parte de la corta guerrilla de observacion que tenia situada en Penco, de que el enemigo batia por mar dicho punto. Á las seis y tres cuartos ya se avistó la primera division enemiga por el camino del cerro de Chepe, compuesta de 800 fusileros y tres piezas de á 4, y á las 8 la segunda por el camino de Penco con 600 fusileros y 2 piezas de artillería, una de á 3 y otra de á 4.

Posicion de los patriotas.

Mi posicion militar era la altura del cerro de Gavilan, en cuyo flanco izquierdó que mira á Chepe tenia una batería de tres piezas de á 4 y un obus, y en la fortificacion del de la derecha que corresponde al arenal de Concepcion otra de otro cañon y obus de igual calibre.

Primer ataque de los realistas y su rechazo.

La primera division enemiga, luego que se dejó ver, inició su ataque con ardor que duró hasta las diez, siendo rechazado al principio por el vivo fuego que le hacía nuestra artillería, la que habiéndose desmontado por sí sola, hice reparar esta falta con las dos piezas del flanco derecho. Rehaciéndose el enemigo al momento, volvió al ataque, echando cazadores á la cabeza de su columna, y una pieza al costado izquierdo del centro de ella. Las dos restantes ocuparon la altura de Chepe, desde donde nos batian á bala rasa.

Este movimiento enemigo me indicó querer apoderarse de la

1817.

Se frustran las intenciones del enemigo.

ciudad por el flanco izquierdo de mi línea, que mandé cambiar de direccion sobre él, en cuanto la irregularidad del terreno lo permitia, y cargar granaderos á caballo á sable sobre los cazadores enemigos. La carga fué ejecutada con el mayor acierto y bizarría, obligando al enemigo á refugiarse al pié del cerro de Chepe; mas insistiendo despues en su proyecto, volvieron los granaderos á cargarlos, y unidos con la 4ª compañía del núm. 11, los hicieron retroceder hasta el faldío del mismo cerro de donde no los dejaban descender. En estas circunstancias destaqué 50 hombres de la 3ª á tirotearles el flanco izquierdo de su línea, y á donde habian replegado la primera pieza de artillería, lo que fué ejecutado con bizarría y denuedo. Entónces la caballería cambió de posicion en su sosten, y con este movimiento se vieron los enemigos en la necesidad de retirarse, ó ser cortados, y al fin ejecutaron lo primero.

D. Ramon Fréire termina la derrota.

Entretanto la division de Penco, á la hora indicada, atacó hasta el tiro de fusil, y con las dos piezas, la fortificacion de nuestro flanco derecho. Esta era mandada por el bravo teniente coronel D. Ramon Fréire, quien con 100 hombres del 7 y 8, que habia traido de Mendoza, salió á recibirlos en tiradores: fué reforzado por las compañías de granaderos y segunda del número 11. Los atacó á la bayoneta, les quitó las dos piezas, y los derrotó completamente una hora ántes que la otra division.

En la combinacion del plan del ataque enemigo, entró la fuerza que tiene al otro lado del Bio-Bio reunida en la plaza de San Pedro, y así es que durante la accion salieron tres botes con igual número de balsas y un cañon, hasta los dos tercios del rio, con el objeto sin duda de desembarcar cuando fuese tiempo; pero al fin, desengañados con la derrota de sus compañeros, se retiraron.

Persecucion de los fugitivos.

La accion terminó á las diez; los enemigos huyeron vergonzosamente, y fueron perseguidos hasta la chacra de Manzano por los intrépidos granaderos á caballo, por la 3ª y 4ª del núm. 11 al mando del sarjento mayor D. Enrique Martínez, y la division del núm. 7 al cargo de su sarjento mayor D. Cirilo

Correa, que al tiempo de concluirse el ataque se avistó con ella por el agua negra. 1817.

Á la division que atacó por Chepe, en su retirada se le tomó un cañon mas por algunos granaderos á caballo y el comandante de artillería capitan D. Francisco Díaz, quien me lo presentó.

Haria un agravio á todas las clases del ejército, si dejára en silencio su energía y valor : aun aquellos que no tuvieron ocasion de distinguirse formados en línea de batalla, sufrian con denuedo los fuegos de la artillería enemiga, ansiando el momento de cruzar sus bayonetas. Los servicios prestados por el teniente coronel D. Ramon Fréire, y el de igual clase comandante del escuadron de granaderos á caballo D. Manuel Medina, son dignos de toda consideracion y aprecio. El primero me recomienda muy particularmente la brillante comportacion de la compañía de granaderos del núm. 11 al mando de su capitan D. Nicolas Arriola, y demas subalternos teniente 1° D. Agustin López, el de segunda clase D. Manuel Castro, y el subteniente D. Domingo Reaño, que fué sin duda la que impuso en el enemigo por aquella parte el terror, por sus fuegos y energía con que los cargó á la bayoneta. El segundo á los sarjentos de su escuadron Araya, Lorca y Fonsálias ; y yo lo hago á Vuestra Excelencia, á la 4ª compañía del núm. 11, al mando de su capitan D. Ramon Dehesa, y al teniente de artillería con grado de capitan D. Juan Apóstolo Martínez, quien por haberse desmontado las piezas me pidió permiso para unirse á los granaderos á caballo, donde prestó sus servicios con bravura en todas las ocasiones que aquellos se distinguieron. Elogios del ejército.

Incluyo á Vuestra Excelencia un estado que demuestra nuestra pérdida y la del enemigo, y una relacion del armamento y municiones tomadas en este dia.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Concepcion, 5 del mes de América de 1817.

JUAN GREGORIO DE LAS HÉRAS.

Excmo. Señor supremo director y general interino del ejército.

1816. Estado de los muertos y heridos de ambos ejércitos.

Estado de los muertos y heridos que ha tenido el ejército de la patria y el enemigo en la accion del 5 del mes de América de 1817.

Cuerpos.	Muertos.	Heridos.	Prisioneros.	Total.
Granaderos á caballo (1),	3	17	»	20
Id., nº 11,	3	37	»	40
Piquete nº 8,	»	2	»	2
Id. nº 7,	»	1	»	1
Dragones de Chile,	»	5	»	5
Totales,	6	62	»	68
Pérdida del enemigo en el campo de batalla (2),	112	»	80	192

Concepcion y el mes de América 5 de 1817.

JUAN GREGORIO DE LAS HÉRAS.

CONTESTACION DEL GENERAL BOLÍVAR,

JEFE SUPREMO DE VENEZUELA,

AL DIRECTOR SUPREMO DE LAS PROVINCIAS UNIDAS.

Angostura, 12 de junio de 1817.

EXCMO. SEÑOR,

Acusa recibo de un despacho.

Tengo el honor de contestar el despacho que con fecha de 19 de noviembre de 1816 se ha servido Vuestra Excelencia diri-

(1) No se incluyen en este estado cinco oficiales, á saber :
Mi 1er ayudante, capitan D. Santiago Díaz, herido gravemente.
Teniente 2º del nº 11, D. José Videla Castillo, herido de ménos gravedad.
Id. de granaderos á caballo, D. Pedro Ramos, id.
Id. de dragones, D. ...... Luarte, id.
Capitan del nº 11, D. Juan José Tórres, contuso.

(2) El enemigo tuvo seis oficiales subalternos muertos y tres prisioneros, no incluyendo ambas clases en este estado.

girme, y cuyo retardo, aunque harto sensible, no ha podido disminuir el inexplicable júbilo de mi corazon al ver iniciadas las relaciones que mucho tiempo há deseábamos establecer. Vuestra Excelencia, salvando los inconvenientes que la distancia, la incomunicacion y la falta de vias directas presentaban, ha adelantado un paso que da una nueva vida á ambos gobiernos, haciéndonos conocer recíprocamente. 1817.

Sacrificios de Venezuela.

Vuestra Excelencia hace á mi patria el honor de contemplarla como un monumento solitario que recordará á la América el precio de la libertad, y renovará la memoria de un pueblo magnánimo é incorruptible. Sin duda, Venezuela, consagrada toda á la santa libertad, ha considerado sus sacrificios como triunfos. Sus torrentes de sangre, el incendio de sus poblaciones, la ruina absoluta de todas las creaciones del hombre y aun de la naturaleza, todo lo ha ofrecido en las aras de la patria.

Sentimientos del general Bolívar.

Nada es comparable á la bondad con que Vuestra Excelencia me colma de elogios inmerecidos. Yo apénas he podido seguir con trémulo paso la inmensa carrera á que mi patria me guia. No he sido mas que un débil instrumento puesto en accion por el gran movimiento de mis conciudadanos. Yo tributo á Vuestra Excelencia las gracias mas expresivas por la honra que mi patria y yo hemos recibido de Vuestra Excelencia y del pueblo independiente de la América del Sur : de ese pueblo que es la gloria del hemisferio de Colon, el sepulcro de los tiranos y conquistadores, y el baluarte de la independencia americana. Acepte Vuestra Excelencia los votos de admiracion que me apresuro á tributar á las virtudes cívicas, á los talentos políticos, y á los timbres militares del pueblo de Buenos Aires y su ilustre director.

Los de Venezuela hácia los pueblos argentinos.

La proclama que Vuestra Excelencia se ha dignado dirigirnos es una brillante prueba de los sentimientos fraternales y altamente generosos de nuestros hermanos del Sur. Con la mayor satisfaccion retorno á Vuestra Excelencia la respuesta cordial que por mi órgano han querido trasmitir mis conciudadanos á los hijos del Rio de la Plata. En ella solo deben apre-

1817. ciarse los sentimientos de tierna solicitud que animan á todos los Venezolanos hácia sus dignos compatriotas meridionales.

Id. Vuestra Excelencia debe asegurar á sus nobles conciudadanos, que no solamente serán tratados y recibidos aquí como miembros de una república amiga, sino como miembros de nuestra sociedad venezolana. Una sola debe ser la patria de todos los Americanos, ya que en todo hemos tenido una perfecta unidad.

Sobre un pacto americano. Excelentísimo Señor, cuando el tiempo de las armas de Venezuela complete la obra de su independencia, ó que circunstancias mas favorables nos permitan comunicaciones mas frecuentes, y relaciones mas estrechas, nosotros nos apresuraremos con el mas vivo interes á entablar por nuestra parte el pacto americano, que, formando de todas nuestras repúblicas un cuerpo político, presente la América al mundo con un aspecto de majestad y grandeza sin ejemplo en las naciones antiguas. La América así unida, si el Cielo nos concede este deseado voto, podrá llamarse la reina de las naciones, y la madre de las repúblicas. Yo espero que el Rio de la Plata con su poderoso influjo cooperará eficazmente á la formacion del edificio político á que hemos dado principio desde el primer dia de nuestra regeneracion.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

SIMON BOLÍVAR. — PEDRO B. MÉNDEZ, *secretario*.

EXPOSICION DE LOS TRABAJOS DEL GOBIERNO SUPREMO

DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DE SUD-AMÉRICA.

Los elementos que desde el año de 1810 habian obrado sucesivamente nuestras desgracias, y detenido los progresos de

una causa tan ilustre, parecieron conjurados todos á una vez para poner en el último conflicto nuestra existencia al concluir el de 1815. Las pocas fuerzas que habíamos salvado de la infeliz jornada de Sipe-Sipe, amenazaban disolverse. El ejército que se organizaba en la provincia de Cuyo, para emprender sobre Chile, se contemplaba mal seguro en su propio campo. Los enemigos, orgullosos con sus victorias, combinaban planes para envolver á los pueblos, que amagaban por opuestos rumbos, sin que la resistencia que podrian experimentar por nuestra parte lisonjease las esperanzas de escapar á tantos riesgos. El tesoro nacional se hallaba en la impotencia no solo de satisfacer á sus empeños, sino aun de proveer á las necesidades mas urgentes. El espíritu público de las Provincias habia perdido de vista los peligros comunes, y se ocupaba exclusivamente en reducir á la práctica las falaces teorías de encontrar la libertad en la disolucion de todos los vínculos. La discordia se habia apoderado indistintamente de todos los corazones, desmoralizando los sentimientos generosos y honrados. El valor se malograba en destruirse mutuamente los ciudadanos de una misma patria, los amigos y los deudos. La subordinacion militar se atacaba con impunidad por los últimos subalternos. La autoridad no era considerada sino en cuanto contemporizaba con el crímen, con el error y la licencia. Me cuesta el decirlo, compatriotas, pero debo ser ingenuo cuando me he propuesto haceros un bosquejo del cuadro horroroso que presentaba nuestro país á la espectacion de las naciones : nunca deshonra la manifestacion de los defectos propios, cuando es hecha con la virtuosa resolucion de corregirlos ; ni soy yo el primer amigo de la patria que ha llorado en público nuestra infeliz pasada situacion : disculpad pues á mi objeto si prosigo.

1817.

Lastimoso cuadro del estado político, social y moral de Buenos Aires, á fines de 1815.

Campeaba la calumnia haciendo destrozos en la opinion de los ciudadanos mas respetables. La capital del Estado, que habia conservado cierta dignidad en los mas difíciles accesos, no parecia ya sino el foco de las pasiones de todos los pueblos. Fraccionados en ella todos los partidos, vivos los odios, servia de pretexto la misma inminencia de los riesgos para ejercer ven-

1817. ganzas recíprocas, imputándose unos á otros el orígen de las comunes desgracias, é inspirándose mutuamente injuriosas sospechas. El pueblo grande de Buenos Aires, á quien no puede disputarse el mérito de haberse empobrecido por auxiliar á los pueblos hermanos en su gloriosa lucha, que jamas ha mirado con envidia ajenos laureles, y que solo habia empleado las violencias por no ver relajados los vínculos que hacian respetable nuestro poder, estuvo en el caso de experimentar una reaccion, cuyo suceso habria bastado para arruinar por los fundamentos el crédito y la existencia de la patria. La anarquía, en una palabra, habia puesto al Estado en una conflagracion universal.

Vino á reagravar esa situacion la aparicion de unas tropas portuguesas.

Con todo, cuando se creeria que nuestros conflictos no pudieran aumentarse, aparecieron sobre las fronteras de la Banda Septentrional de este Rio las tropas portuguesas á aprovecharse de nuestras discordias : ellas habian tenido, sin saberlo nosotros, una íntima relacion con los intereses de la corte vecina. Nuevo peligro y nuevo campo para sembrar desconfianzas, y para que los odios llevasen sus desahogos personales hasta hacer sospechosa la lealtad. No es fácil, ciudadanos, trazar el cuadro perfecto de nuestras desventuras, ni enumerar los riesgos de que ha triunfado vuestra constancia.

Vosotros sabeis que empezaron á declinar nuestros males, cuando parecian mas perdidas las esperanzas del remedio. Acababa de instalarse el soberano congreso en Tucuman, en quien libraban los pueblos su salud. Los destinados á ser legisladores de la patria, y á fijar su destino con la sabiduría de sus consejos, tuvieron que emplear mas de una vez el valor, y arrostrar con ánimo intrépido los peligros, por no permitir que fuese profanado el último asilo que restaba á la patria en sus infortunios. La fortaleza, la integridad y la prudencia del augusto cuerpo ofrecieron á las Provincias el alegre espectáculo de una autoridad que cautivaba la sumision, haciendo valer no tanto los derechos de su elevado orígen, como el zelo inflamado y la vigorosa energía que desplegó en los primeros pasos de su ilustre marcha. Las pasiones ménos tímidas se veían en la necesidad de recatar sus extraviados designios; y si en algunos pueblos hubo

la audacia de ensayar nuevos excesos, la celeridad con que eran sofocados quitaba á sus autores hasta el tiempo preciso para que les valiese la clemencia. Sin embargo, los conatos sediciosos sazonaban el proyecto de adormecer la vigilancia, y asechaban la ocasion de insultar los mas altos respetos. 1817.

Puyrredon nombrado director supremo del Estado.

En esta crísis fué que la representacion soberana se dignó encargarme del honroso pero terrible destino de la direccion suprema del Estado. Yo habia mandado otras veces, y habia probado demasiado las amarguras de estos cargos, para que no fuese considerada como un sacrificio mi obediencia. Miembro entónces del cuerpo soberano, estaba en el interior conocimiento de la enorme masa de males que iba á gravitar sobre mí; pero esos mismos males ejecutaron entre sobresaltos y temores mi sumision á la voluntad soberana.

Su influencia en Salta y Tucuman.

No era creible que me faltasen desafectos, y la misma calamidad de los tiempos debia hacerme temer que mi eleccion ofreciese un motivo de nuevos alarmas. El éxito casi pudo decirse anticipado á mis recelos; yo me ví condenado á conquistar los corazones de mis propios enemigos, pero sin que costase al mio, os lo protesto, la menor violencia el acreditar que mi persona no pertenecia sino á la causa pública. Desde el seno del soberano congreso partí con la investidura de jefe supremo á la provincia de Salta, y tuve la fortuna de dejar concluidas las ruidosas diferencias que habian dividido al pueblo y al ejército, y preparados los elementos que han dado á los Salteños tan gloriosa fama. Continué hasta el ejército, examiné su situacion, reconocí las fortificaciones construidas, y dadas las órdenes convenientes, regresé al Tucuman, y tuve la gloriosa satisfaccion de haber acelerado con mi influencia la memorable acta de la declaracion solemne de nuestra independencia. Seguí mis marchas hasta la capital de Córdoba, donde habia dispuesto que el general San Martin me esperase, para combinar los planes de rescatar á Chile del poder de los Españoles. Desde Córdoba ¡ con qué sobresalto extendia mis miradas hácia el agitado pueblo de Buenos Aires! Salid, compatriotas, garantes de los fundados motivos de mis temores, y permitidme que apartando

1817.

Situacion en que halló á Buenos Aires.

la vista de los riesgos que pude correr en mi tránsito, fije vuestra atencion á los primeros dias de mi llegada á esta capital. ¡ Qué de pasiones! ¡ cuántos intereses opuestos! Mi resolucion estaba tomada : yo me apresuré á cumplir mis juramentos. Anuncié á los pueblos que borraba de mi memoria lo pasado, y que premiaria el mérito donde lo encontrase.

Ciudadanos, jamas he faltado á mi promesa, ni jamas tendré motivo de arrepentirme de esta conducta. Á ella y á vuestras virtudes debo el que las autoridades se hayan sostenido á despecho de los innovadores mas resueltos; á ellas el que sirvan reconciliados y gustosos los que ántes se creyeron con derecho á ser mis enemigos; y á ellas, por decirlo de una vez, el que la obediencia á los poderes legítimos y el amor al órden formen de presente el espíritu público de las Provincias, á cuyo destino tengo la gloria de presidir.

Atencion primordial que esta reclamaba.

Sería una necia presuncion el asegurar que la obra se halla consolidada á prueba de la inconstancia y del extravío de nuevas pasiones; el siglo presente ofrece demasiados ejemplos de cuán falibles son en estas materias las combinaciones de la política; ¡ pero qué desgraciados son los que mediten contribuir á que se repitan funestas escenas en su patria! Es prudente esperar que en lo sucesivo sea mas fácil contener á los genios inquietos, que lo fué en el período corrido en la actual administracion. Sofocar la anarquía era entónces la primera de las atenciones; pero se agolpaban otras muchas al mismo tiempo que demandaban sumos desvelos.

El enemigo amenazaba de cerca á las Provincias interiores con una fuerza la mas numerosa y mas florida que jamas habia puesto en campaña; y no era posible reunir las nuestras, por falta de recursos para atravesar centenares de leguas, y porque todos ocupaban puntos en que era indispensable su presencia. Con todo, sufria los mayores tormentos el espíritu para elegir entre dos extremos igualmente peligrosos : abandonar los pueblos del interior y el ejército que los cubria á la inclemencia de los mas graves riesgos, ó desistir de la empresa de reconquistar á Chile exponiendo la provincia de Cuyo á ser subyugada.

Adopté al fin el partido que inspiraba el coraje, dejando burlados los planes combinados por los generales enemigos La Serna y el presidente Marcó. El ejército patrio, contra quien debia obrar el de Lima, fué rápidamente reforzado, consiguiéndose en poco tiempo que la disciplina y el órden, que se habian perdido en las desgracias, fuesen completamente restablecidos. Sabeis de público el estado de fuerza, poder y subordinacion en que hoy se encuentra, y mas habríais visto, si el enemigo que huye ya abatido y humillado, no hubiese encontrado un ilustre baluarte de lealtad y bravura en la provincia de Salta.

1817.

Fueron burlados los planes de La Serna y Marcó.

Léjos de desatenderse el ejército de Cuyo por la contraccion que demandaba el del Perú, marcharon desde esta capital regimientos en su refuerzo, se crearon con rapidez increible otros nuevos por el noble empeño y generosa liberalidad de aquella provincia, y se redoblaron los conatos á fin de acelerar los últimos aprestos que faltaban, para poner en planta la arrojada empresa de escalar los Ándes; y cuya ejecucion da á las naciones motivo de calcular la respetabilidad de nuestro poder, ha causado el espanto de los enemigos, ha engendrado la gratitud de nuestros hermanos de Chile, y erigido á la patria uno de los mas brillantes monumentos de su fuerza y de su gloria.

Preparativos militares para escalar los Ándes.

El ejército de esta capital se organizaba al mismo tiempo que el de los Ándes y el del interior; la fuerza de línea se ha mas que duplicado; las milicias cívicas han perfeccionado su disciplina; toda la esclavatura se ha formado en batallones, y se doctrina en ejercicios militares, conciliando estas tareas con los deberes ordinarios en que su propia condicion los constituye. La capital no puede temer que un ejército de diez mil hombres haga zozobrar su libertad: hay medidas tomadas hasta para el caso que el despecho de los Peninsulares quisiese doblar el número.

Estado imponente de las fuerzas terrestres.

Nuestra marina se ha fomentado en todos los ramos; las escaseces del Erario no nos han prohibido emprender en los buques nacionales los mas dispendiosos trabajos; se han carenado todos, se han comprado y armado otros mas para la defensa de nuestras costas y rios; y exigiéndolo la ocasion, se han cal-

Id. de las marítimas.

1817.

culado los medios de armar muchos mas, para que nuestros enemigos no se contemplen seguros de nuestras represalias, ni aun sobre las aguas.

Depósitos de municiones de guerra.

Nuestra fuerza militar en todos los puntos que ocupa, se halla animada de un mismo espíritu : la táctica es uniforme, y se encuentra adelantada con las luces y la experiencia que ha adoptado de las naciones guerreras. Se ha dotado con un armamento lucido las salas de armas, y los parques se hallan provistos para sostener la lucha por muchos años; despues de haberse socorrido con artículos de todo género hasta los mismos pueblos, que por ahora no pertenecen á la Union, pero cuyos vínculos solamente están interrumpidos á consecuencia de anteriores desgracias.

Todos los dias reciben aumento considerable nuestras legiones con tropas de nueva creacion; todos nuestros preparativos son como si recien comenzase nuestra lid. Nos era desconocida la inmensidad de nuestros recursos, y nuestros enemigos contemplarán con asombro el presente estado de prosperidad de las Provincias despues de tantas devastaciones.

Atenciones del estado mayor general.

El estado mayor general se ha restablecido para dar una direccion uniforme á los ejércitos, para fomentar todos los ramos de la milicia y arreglar su sistema económico. Las tareas de los oficiales generales y de los de menor graduacion ocupados en este destino alivian al gobierno, hacen mas practicables las mejoras y progresos de que son susceptibles los ejércitos, y forman insensiblemente por la práctica militares hábiles que honren nuestra patria y le sirvan á la vez de sus primeras columnas.

Cubriéndose las atenciones de la paz interior y de la seguridad exterior de las Provincias, no se han perdido de vista otros objetos de sólido interes, y en que ha sido preciso arrostrar al parecer insuperables inconvenientes.

Reaccion favorable del crédito público.

El sistema de rentas se hallaba montado en un pié incapaz de proveer con seguridad á las necesidades mas precisas, y mucho ménos de desempeñar el estado de la inmensa deuda que habia contraido en los años anteriores. La mas séria aplicacion á este objeto hizo encontrar el arbitrio de satisfacer los créditos pasi-

vos del Estado, que ya contaban del todo perdidos los acreedores, y de crear un método fijo para hacer que las contribuciones gravitasen con igualdad y de un modo indirecto sobre toda la masa del pueblo; no siendo el menor mérito de esta obra el haberla sostenido con suceso á despecho de las críticas, que no siempre hacen honor á las luces ni á la buena intencion de sus autores. El resultado es el que circula en manos de los capitalistas una suma equivalente en su valor á mas de un millon de pesos, de que carecian ántes de haberse adoptado el expediente que los ha producido; y de los que 268 mil y pico están ya amortizados en la tesorería de la aduana, en el corto tiempo que va corrido desde la publicacion de mi decreto de 29 de marzo. Tampoco se dirá que en otros tiempos se han socorrido con mas exactitud las públicas urgencias, ni que se hayan emprendido obras mas dispendiosas. 1817.

Supresion de impuestos desiguales.

Por otra parte, se ha aliviado á los pueblos de muchas exacciones, que siendo personales á los individuos de clases determinadas, causaban el disgusto y la afliccion de los contribuyentes. Sucesivamente se irán suprimiendo otros impuestos igualmente gravosos, léjos de apelar al recurso de los empréstitos, que trae tan funestas consecuencias á los Estados que se ven en la triste necesidad de adoptarlos: aun si nuestra situacion llegára á empeorar, y fuese necesario emplear semejante expediente, los prestamistas no sentirian la violencia de hacer desembolzos, desesperados de ver cubiertos algun dia sus créditos. Dar estos resultados en la práctica, es la mas sólida contestacion á las censuras: si se desea hacer justicia al zelo y á la ilustracion, es necesario que se pesen en una misma balanza los inconvenientes y las ventajas. Es necia empresa la de buscar la perfeccion en la obra de los hombres.

Reformas en la maestranza y armerías.

El desarreglo de la administracion económica del tesoro nacional era extensivo de la dotacion de muchas plazas superfluas: se han hecho las reformas convenientes, con especialidad en los operarios de la maestranza y armerías. Están siempre vivos los cuidados del gobierno en este ramo, y no son infundadas las esperanzas de ver restablecida la abundancia, aun en medio de

1817.

las vastas atenciones de la guerra, y de muchos proyectos que se están planteando para consultar la prosperidad pública.

Extension de la línea fronteriza del sur.

Tal es la extension de la línea de nuestras fronteras del sur sobre campos feraces y llenos de proporciones para fundar ricos establecimientos; proyecto cuya realizacion no ha estado á los alcanzes de los gobiernos anteriores, á pesar de que desde el primero se han intentado vencer los obstáculos, que al fin se ha tenido la fortuna de superar en la presente administracion, proporcionando á los infelices habitantes de nuestras campañas graciosamente, no solo terrenos en que fijen sus posesiones, sino hasta medios de trabajarlas con provecho.

Restablecimiento del colegio de San Cárlos.

Tal es el restablecimiento del colegio llamado ántes de San Cárlos, y que hoy lo será de la Union del Sud, como punto señalado para repartir la ilustracion á la juventud de todos los pueblos del Estado bajo planes de una esfera dilatada, y á cuyo objeto se están practicando las mas activas diligencias que afianzen el éxito de su ejecucion. Dentro de poco florecerán estos planteles en que se cultiven las ciencias amenas y exactas, y donde el corazon de nuestros jóvenes se vaya formando para dar algun dia nuevo esplendor á nuestra patria.

Y de un parque de reserva.

Tal es el establecimiento de un parque de reserva, concluido ya en lo interior de nuestras fronteras, con su respectivo y capaz almacen de pólvora, con el objeto de precavernos contra futuros peligros; obra que hace honor á la prudencia, como que se ha emprendido en la época de las glorias; medida que debe dar que pensar mas á nuestros enemigos, que lo que nos imponen sus jactancias. Esta exposicion no tiene por objeto encarecer servicios que la patria tiene derecho á exigir como una deuda, sino ofrecer á los pueblos un testimonio irrefragable de que la circunspeccion y el juicio son las virtudes que mas afianzan el éxito de sus heróicos esfuerzos. Por lo demas, los genios reflexivos, calculando los trabajos del gobierno por la inmensa distancia entre la situacion presente de nuestros negocios y la que tuvieron ahora quince meses, no podrán ménos de hacer justicia al zelo que ha obrado tan grandes mudanzas. Ellos sin embargo no acertarán á poner en cuenta otras tareas,

cuyos efectos no pueden manifestarse al público por el mismo carácter de los asuntos á que pertenecen. 1817.

Ántes de ahora he indicado las dificultades que han embarazado mis marchas en la direccion de las relaciones exteriores; y si yo hubiese tenido ménos entereza para resistir á la violencia de los partidos, habria sido inevitable un rompimiento con la nacion vecina. Mi conducta en este particular deja vivos los derechos á la integridad del territorio invadido; y las vias pacíficas, siempre que el honor de la patria no exija otra cosa, producirán efectos mas saludables que los medios violentos empleados sin oportunidad.

Vosotros recordais, compatriotas, que hubo un período en que las Provincias estuvieron amenazadas de ver subvertido el órden y la tranquilidad nacientes, so pretexto de sospechas las mas injuriosas suscitadas contra las autoridades constituidas. Aquel período fué el que ha causado mas tormentos á mi espíritu en la época de mi mando. Yo renuncio al derecho que puedo tener á la gratitud pública por los desvelos que le he consagrado, con tal que sepa apreciar el sacrificio que costó á mi corazon haber adoptado las medidas estrepitosas que salvaron en aquella crísis al Estado de la ruina. La justicia con todo de mis procedimientos, y el suceso venturoso que ellos han tenido, no me conceden lugar al arrepentimiento. Siempre obraré del mismo modo en las mismas circunstancias, y sofocaré mis naturales sentimientos, para no consentir la repeticion de escenas que enflaquecen nuestro poder, y que degradan hasta lo sumo nuestras glorias. Conclusion.

Ciudadanos : vosotros debeis vuestras desgracias al sistema depresivo de la antigua metrópoli, que condenándoos á la oscuridad y al oprobio del mas humilde destino, sembró de obstáculos el camino que conduce á la libertad. ¡ Decidle que se gloríe en su obra! Vosotros habeis salvado todos los escollos, arrostrado todos los peligros, y conducido las Provincias al estado floreciente en que hoy se encuentran. ¡Que los enemigos de vuestro nombre contemplen despechados la energía de vuestras virtudes, y que las naciones no tengan ya á ménos el que per-

1817. tenezcais á su ilustre rango! Felicitémonos mutuamente por los bienes que hemos alcanzado, y hagamos ver al mundo que no nos han sido inútiles las lecciones de los pasados infortunios.

Juan Martin de Puyrredon.

Buenos Aires, 21 de julio de 1817.

REAL ÓRDEN

TOMADA Á BORDO DE LA FRAGATA ESPAÑOLA, PRESA, NUESTRA SEÑORA DE LOS DOLORES.

MINISTERIO DE GUERRA.

Excmo. Señor,

Necesidad de fuerzas marítimas para resguardar las costas.

El Sr. secretario de Estado y del despacho de marina me dice con fecha 12 del corriente lo que sigue :

El comandante de marina de Lima al remitirme con fecha 31 de diciembre del año próximo pasado unos papeles públicos referentes á noticias sobre el estado de aquellos países y tentativas que el gobierno insurgente de Buenos Aires practicaba para fomentar en Chile la rebelion, hace presente la íntima conviccion en que se halla, segun sus disposiciones y providencias, el general presidente de aquel reino, de la necesidad de fuerzas marítimas que defiendan sus costas, añadiendo que la multitud de extranjeros, con particularidad Ingleses, Franceses y Anglo-Americanos introducidos en ellos, ademas de dirigir sus operaciones, especialmente las de mar, contribuyen al aumento del partido de los facciosos, y que por tanto convendria cortar esta comunicacion tan perjudicial á las intenciones del rey nuestro señor y conservacion de sus dominios de ultramar, por los medios combinables con nuestras relaciones políticas respecto de las demas potencias.

En su consecuencia ha determinado Su Majestad manifieste

á dicho comandante que por parte de este ministerio no ha podido, ni puede hacerse mas en la actualidad, que haberse enviado allí las fragatas de guerra *Venganza* y *Esmeralda,* y facultar al virey para comprar y armar, segun las circunstancias exigieren, buques á propósito, como hay aviso de haberlo ejecutado con dos, que unidos á estas y á los de dotacion del apostadero, formasen una fuerza respetable y capaz de oponerse á las hostilidades y agresiones de los enemigos por mar, y á dar la proteccion debida al comercio marítimo; y que asímismo instruya de todo á Vuestra Excelencia, como lo verifico de real órden, á fin de que por ese de su cargo se pongan tambien en práctica los medios y disposiciones que se conceptúen necesarios y conducentes á la perfecta pacificacion de los referidos dominios, y á que se purguen de tan perniciosos extranjeros. 1817.

Y lo traslado á Vuestra Excelencia de la misma real órden para su conocimiento y gobierno.

Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años.

Madrid, 30 de julio de 1817.

EGUÍA.

Sr. virey del Perú.

Es copia: GUIDO.

O CONDE DE PALMELLA

A D. ANTONIO DE SALDANHA DA GAMA (CONDE DE PORTO SANTO), SOBRE A INTERVENÇÃO DAS POTENCIAS NOS NEGOCIOS DA AMERICA.

París, 19 de agosto de 1817.

MEU COLLEGA E AMIGO DO CORAÇÃO,

Fallecimento do conde da Barca.

Com muito sentimento meu te participo a triste noticia trazida pelo ultimo paquete do Brasil, e que tu colligirás da copia inclusa. Morreu o pobre conde da Barca, acabrunhado debaixo do peso da complicação dos nossos negocios, havendo chegado,

1817. poucos dias antes do seu fallecimento, ao Rio de Janeiro a nota dos senhores plenipotenciarios em París, a qual portanto ficou até agora sem resposta. Por uma carta particular consta que João Paulo Bezerra fôra nomeado no dia 24 de junho (o paquete fez-se á vella no dia 26) presidente do erario, e encarregado interinamente de todas as pastas. Segundo outras cartas particulares, tenho todo o logar de *receiar* (e bem pódes crer que digo isto sem hypocrisia) ser chamado para as galés do Rio de Janeiro. Nada me poderá consolar, se isso acontecer; porém minorar-se-hia o meu susto e o meu pesar, se me dessem collegas como tu. Não posso porém, como teu amigo, desejar-te uma tal praga.

Sobre a intervenção das potencias nos negocios da America.

O conde de Balk chegou por este paquete : felizmente tinha já pedido o seu passaporte quando lá chegou a famosa nota de París, e evitámos o espalhafato, que elle aliás houvera feito com isso. Trouxe comsigo Mr. de Schwertskon, e ficou lá o consul encarregado dos negocios. As diligencias do conde de Fernão Nunes, em París, para persuadir as potencias a intervirem como mediadoras nos negocios da America, têem sido até agora infructiferas. Elle lisongeia-se porém de que será finalmente bem succedido, mediante o apoio da Russia e talvez da Prussia. Este governo, como bem podes pensar, é totalmente contrario a uma tal medida, e a Austria já declarou que seguiria a esse respeito o parecer da Inglaterra. O negocio que mais occupa agora os gabinetes é o da minoração das reclamações contra a França. Creio que estão quasi todos de accordo de diminuirem um *pro rata* sobre a massa total, e é provavel que o semi-congreso de Carlsbad se occupe principalmente d'esta questão.

Noticias de familia.

Desculpa-me se te escrevo á pressa, e com atrapalhação, visto o muito que tenho a fazer. Cheguei ha sómente tres dias d'uma viagem que fiz a Falmouth, para ir ao encontro da minha familia, a qual já se acha aqui toda reunida comigo, menos uma filhinha de poucos mezes de idade, que tive a desgraça de perder no transito do mar. Pôe-me aos pés da senhora D. Antonia, minha senhora. Recommenda-me aos teus dois colle-

gas, o *Portuguez* (1) e o *Magnetisador* (2), e sempre ao nosso amigo Lima. Acredita em teu particular os sentimentos da verdadeira amisade e da estimação bem fundada, com que sou e serei toda a vida teu amigo affectuoso, collega e attento venerador. 1817.

PEDRO.

MANIFIESTO

QUE HACE Á LAS NACIONES EL CONGRESO GENERAL CONSTITUYENTE DE LAS PROVINCIAS UNIDAS EN SUD-AMÉRICA, SOBRE EL TRATAMIENTO Y CRUELDADES QUE HAN SUFRIDO DE LOS ESPAÑOLES, Y MOTIVADO LA DECLARACION DE SU INDEPENDENCIA.

Mencion de la declaratoria de independencia.

El honor es la prenda que aprecian los mortales mas que su propia existencia, y que deben defender sobre todos los bienes que se conocen en el mundo, por mas grandes y sublimes que ellos sean. Las Provincias Unidas del Rio de la Plata han sido acusadas por el gobierno español de rebelion y de perfidia ante las demas naciones, y denunciado como tal el famoso acto de emancipacion que expidió el congreso nacional en Tucuman á 9 de julio de 1816; imputándoles ideas de anarquía y miras de introducir en otros países principios sediciosos, al mismo tiempo de solicitar la amistad de esas mismas naciones y el reconocimiento de este memorable acto para entrar en su rol. El primer deber entre los mas sagrados del congreso nacional es apartar de sí tan feas notas, y defender la causa de su país publicando las crueldades y motivos que impulsaron la declaracion de independencia. No es este ciertamente un sometimiento, que atribuya á otra potestad de la tierra el poder de disponer de una suerte que le ha costado á la América torrentes de sangre, y toda especie de sacrificios y amarguras. Es una conside-

(1) Portuguez era o conde Lebzeltern, ministro de Austria na Russia.
(2) Magnetisador o conde Loewenhielm, ministro de Suecia alli.

1817.

racion importante, que debe á su honor ultrajado y al decoro de las demas naciones.

Causas justificativas de la emancipacion.

Prescindamos de investigaciones acerca del derecho de conquista, de concesiones pontificias y de otros títulos en que los Españoles han apoyado su dominacion : no necesitamos acudir á unos principios que pudieran suscitar contestaciones problemáticas, y hacer revivir cuestiones que han tenido defensores por una y otra parte. Nosotros apelamos á hechos, que forman un contraste lastimoso de nuestro sufrimiento con la opresion y servicio de los Españoles. Nosotros mostrarémos un abismo espantoso que España abria á nuestros piés, y en que iban á precipitarse estas provincias, si no se hubiera interpuesto el muro de su emancipacion. Nosotros, en fin, darémos razones que ningun racional podrá desconocer, á no ser que las encuentre para persuadir á un país que renuncie para siempre á toda idea de su felicidad, y adopte por sistema la ruina, el oprobio y la paciencia. Pongamos á la faz del mundo este cuadro, que nadie puede mirar sin penetrarse profundamente de nuestros mismos sentimientos.

Sistema que establecieron los Españoles desde la conquista.

Desde que los Españoles se apoderaron de estos países, prefirieron el sistema de asegurar su dominacion, exterminando, destruyendo y degradando. Los planes de esta devastacion se pusieron luego en planta, y se han continuado sin intermision por espacio de trescientos años. Ellos principiaron por asesinar á los monarcas del Perú, y despues hicieron lo mismo con los demas régulos y primados que encontraron. Los habitantes del país, queriendo contener tan feroces irrupciones entre la gran desventaja de sus armas, fueron víctimas del fuego y del fierro, y dejaron sus poblaciones á las llamas, que fueron aplicadas sin piedad ni distincion por todas partes.

Pormenores.

Los Españoles pusieron entónces una barrera á la poblacion del país; prohibieron con leyes rigorosas la entrada de extranjeros; limitaron en lo posible la de los mismos Españoles; y la facilitaron en estos últimos tiempos á los hombres criminosos, á los presidarios y á los inmorales, que convenia arrojar de su Península. Ni los vastos pero hermosos desiertos que aquí se

habian formado con el exterminio de los naturales; ni el interes de lo que debia rendir á España el cultivo de unos campos tan feraces como inmensos; ni la perspectiva de los minerales mas ricos y abundantes del orbe; ni el aliciente de innumerables producciones, desconocidas hasta entónces las unas, preciosas por su valor inestimable las otras, y capaces todas de animar la industria y el comercio, llevando aquella á su colmo, y este al mas alto grado de opulencia; ni por fin el tortor de conservar sumergidas en desdicha las regiones mas deliciosas del globo, tuvieron poder para cambiar los principios sombríos y ominosos de la corte de Madrid. Centenares de leguas hay despobladas é incultas de una ciudad á otra. Pueblos enteros se han acabado, quedando sepultados entre las ruinas de las minas, ó pereciendo con el antimónio bajo el diabólico invento de las mitas; sin que hayan bastado á reformar este sistema exterminador ni los lamentos de todo el Perú, ni las muy enérgicas representaciones de los mas zelosos ministros. 1817.

Arte de explotar los minerales.

El arte de explotar los minerales, mirado con abandono y apatía, ha quedado entre nosotros sin los progresos que han tenido los demas en los siglos de la ilustracion entre las naciones cultas; así las minas mas opulentas, trabajadas casi á la brusca, han venido á sepultarse, por haberse desplomado los cerros sobre sus bases, ó por haberse inundado de agua los labores, y quedado abandonados. Otras producciones raras y estimables del país se hallan todavía confundidas en la naturaleza, sin haber interesado nunca el zelo del gobierno; y si algun sabio observador ha intentado publicar sus ventajas, ha sido reprendido de la corte, y obligado á callar, por la decadencia que podian sufrir algunos artefactos comunes de España.

Prohibicion de la enseñanza científica.

La enseñanza de las ciencias era prohibida para nosotros, y solo se nos concedieron la gramática latina, la filosofía antigua, la teología y la jurisprudencia civil y canónica. Al virey D. Joaquin del Pino se le llevó muy á mal que hubiese permitido en Buenos Aires al consulado costear una cátedra de náutica, y en cumplimiento de las órdenes que vinieron de la corte, se mandó

1817. cerrar el aula, y se prohibió enviar á Paris jóvenes que se formasen buenos profesores de química para que aquí la enseñasen.

Monopolio mercantil.

El comercio fué siempre un monopolio exclusivo entre las manos de los comerciantes de la Península y las de los consignatarios que mandaban á América. Los empleos eran para los Españoles; y aunque los Americanos eran llamados á ellos por las leyes, solo llegaban á conseguirlos raras veces y á costa de saciar con inmensos caudales la codicia de la corte. Entre ciento y sesenta vireyes que han gobernado las Américas, solo se cuentan cuatro Americanos; y de seiscientos y dos capitanes generales y gobernadores, á excepcion de catorce, los demas han sido todos Españoles. Proporcionalmente sucedia lo mismo con el resto de empleos de importancia, y apénas se encontraba alguna alternativa de Americanos y Españoles entre los escribientes de las oficinas.

Motivos para ello.

Todo lo disponia así la España para que prevaleciese en América la degradacion de sus naturales. No le convenia que se formasen sabios, temerosa de que se desarrollasen genios y talentos capaces de promover los intereses de su patria, y hacer progresar rápidamente la civilizacion, las costumbres y las disposiciones excelentes de que están dotados sus hijos. Disminuía incesantemente la poblacion, recelando que algun dia fuese capaz de emprender contra su dominacion sostenida por un número pequeñísimo de brazos para guardar tan varias y dilatadas regiones. Hacía el comercio exclusivo, porque sospechaba que la opulencia nos haria orgullosos y capaces de aspirar á libertarnos de sus vejaciones. Nos negaba el fomento de la industria, para que nos faltasen los medios de salir de la miseria y pobreza; y nos excluía de los empleos para que todo el influjo del país lo tuviesen los Peninsulares, y formasen las inclinaciones y habitudes necesarias, á fin de tenernos en una dependencia, que no nos dejase pensar, ni proceder, sino segun las formas españolas.

Inutilidad de dirigir las quejas al trono.

Era sostenido con teson este sistema por los vireyes: cada uno de ellos tenia la investidura de un visir: su poder era bas-

tante para aniquilar á todo el que osase disgutarlos : por grandes que fuesen sus vejaciones, debian sufrirse con resignacion, y se comparaban supersticiosamente por sus satélites y aduladores con los efectos de la ira de Dios. Las quejas que se dirigian al trono, ó no se percibian en el dilatado camino de millares de leguas que tenian que atravesar, ó eran sepultadas en las covachuelas de Madrid por los deudos y protectores de estos procónsules. No solamente no se suavizó jamas este sistema, pero ni habia esperanza de poderlo moderar con el tiempo. Nosotros no teníamos influencia alguna directa ni indirecta en nuestra legislacion : ella se formaba en España, sin que se nos concediese el derecho de enviar procuradores para asistir á su formacion y representar lo conveniente, como los tenian las ciudades de España. Nosotros no la teníamos tampoco en los gobiernos, que podian templar mucho el rigor de la ejecucion. Nosotros sabíamos que no se nos dejaba mas recurso que el de la paciencia; y que para el que no se resignase á todo trance, no era castigo suficiente el último suplicio ; porque ya se habian inventado en tales casos tormentos de nueva y nunca vista crueldad, que ponian en espanto á la misma naturaleza.

1817.

Ejemplos de emancipacion.

No fueron tan repetidas ni tan grandes las sinrazones que conmovieron á las provincias de Holanda, cuando tomaron las armas para desprenderse de la España; ni las que tuvieron las de Portugal para sacudir el mismo yugo ; ni las que pusieron á los Suizos bajo la direccion de Guillermo Tell para oponerse al emperador de Alemania ; ni las de los Estados Unidos de Norte-América, cuando tomaron el partido de resistir los impuestos que les quiso introducir la Gran Bretaña ; ni las de muchos otros países, que sin haberlos separado la naturaleza de su metrópoli, lo han hecho ellos para sacudir un yugo de fierro, y labrarse su felicidad. Nosotros, sin embargo, separados de España por un mar inmenso, dotados de diferente clima, de distintas necesidades y habitudes, y tratados como rebaños de animales, hemos dado el ejemplo singular de haber sido pacientes entre tanta degradacion, permaneciendo obedientes, cuando se nos presentaban las mas lisonjeras coyunturas

1817. de quebrar su yugo y arrojarlo á la otra parte del Océano.

Franqueza en la exposicion.

Hablamos á las naciones del mundo, y no podemos ser tan impudentes que nos propongamos engañarlas en lo mismo que ellas han visto y palpado. La América permaneció tranquila todo el período de la guerra de sucesion, y esperó á que se decidiese la cuestion por que combatian las casas de Austria y Borbon, para correr la misma suerte de España. Fué aquella una ocasion oportuna para redimirse de tantas vejaciones : pero no lo hizo, y ántes bien tomó el empeño de defenderse y armarse por sí sola, para conservarse unida á ella. Nosotros, sin tener parte en sus desavenencias con otras potencias de Europa, hemos tomado el mismo interes en sus guerras, hemos sufrido los mismos estragos ; hemos sobrellevado sin murmurar todas las privaciones y escaseces que nos inducia su nulidad en el mar, y la incomunicacion en que nos ponian en ella.

Ocupacion de Buenos Aires por los Ingleses en 1806.

Fuimos atacados en el año de 1806; una expedicion inglesa sorprendió y ocupó la capital de Buenos Aires por la imbecilidad é impericia del virey, que aunque no tenia tropas españolas, no supo valerse de los recursos numerosos que se le brindaban para defenderla. Á los cuarenta y cinco dias recuperamos la capital, quedando prisioneros los Ingleses con su general sin haber tenido en ello la menor parte el virey. Llamamos á la corte por auxilios para librarnos de otra nueva invasion que nos amenazaba; y el consuelo que se nos mandó fué una escandalosa real órden en que se nos previno que nos defendiésemos como pudiésemos.

Ocupacion de la Banda Oriental.

El año siguiente, fué ocupada la Banda Oriental del Rio de la Plata por una expedicion nueva y mas fuerte, sitiada y rendida por asalto la plaza de Montevideo : allí se reunieron mayores fuerzas británicas, y se formó un armamento para volver á invadir la capital, que efectivamente fué asaltada á pocos meses, mas con la fortuna de que su esforzado valor venciese al enemigo en el asalto, obligándolo con tan brillante victoria á la evacuacion de Montevideo y de toda la Banda Oriental.

No podia presentarse ocasion mas halagüeña para habernos hecho independientes, si el espíritu de rebelion ó de perfidia

hubieran sido capaces de afectarnos, ó si fuéramos susceptibles de los principios sediciosos y anárquicos que se nos han imputado. Pero, ¿ á qué acudir á estos pretextos? Razones muy plausibles tuvimos entónces para hacerlo. Nosotros no debíamos ser indiferentes á la degradacion en que vivíamos. Si la victoria autoriza alguna vez al vencedor para ser árbitro de los destinos, nosotros podíamos fijar el nuestro, hallándonos con las armas en la mano, triunfantes y sin un regimiento español que pudiese resistirnos; y si ni la victoria ni la fuerza dan derecho, era mayor el que teníamos, para no sufrir mas tiempo la dominacion de España. Las fuerzas de la Península no nos eran temibles, estando sus puertos bloqueados, los mares dominados por las escuadras británicas. Pero á pesar de brindarnos tan placenteramente la fortuna, no quisimos separarnos de España, creyendo que esta distinguida prueba de lealtad mudaria los principios de la corte, y la haria conocer sus verdaderos intereses. 1817. No hay necesidad de pretextos para justificar la emancipacion.

¡ Nos engañábamos miserablemente, y nos lisonjeábamos con esperanzas vanas! España no recibió tan generosa demostracion como una señal de benevolencia, sino como obligacion debida y rigorosa. La América continuó regida con la misma tirantez, y nuestros heróicos sacrificios sirvieron solamente para añadir algunas páginas á la historia de las injusticias que sufrimos.

Este es el estado en que nos halló la revolucion de España. Hábitos de los Americanos al comenzar la revolucion.

Nosotros, acostumbrados á obedecer ciegamente cuanto allá se disponia, prestamos obediencia al rey Fernando de Borbon, no obstante que se habia coronado derribando á su padre del trono por medio de un tumulto suscitado en Aranjuez. Vimos que seguidamente pasó á Francia; que allí fué detenido con sus padres y hermanos, y privado de la corona que acababa de usurpar. Que la nacion ocupada por todas partes por tropas francesas se convulsionaba, y entre sus fuertes sacudimientos y agitaciones civiles eran asesinados por la plebe amotinada varones ilustres, que gobernaban las provincias con acierto, ó servian con honor en los ejércitos. Que entre estas oscilaciones

1817.

se levantaban en ellas gobiernos, y titulándose supremo cada uno se consideraba con derecho para mandar soberanamente á las Américas. Una junta de esta clase formada en Sevilla tuvo la presuncion de ser la primera que aspiró á nuestra obediencia; y los vireyes nos obligaron á prestarle reconocimiento y sumision. En ménos de dos meses pretendió lo mismo otra junta titulada suprema de Galicia; y nos envió un virey con la grosera amenaza de que vendrian tambien treinta mil hombres, si era necesario. Erigióse luego la junta central, sin haber tenido parte nosotros en su formacion, y al punto la obedecimos, cumpliendo con zelo y eficacia sus decretos. Enviamos socorros de dinero, donativos voluntarios y auxilios de toda especie para acreditar que nuestra fidelidad no corria riesgo en cualquiera prueba á que se quisiere sujetarla.

La junta de Sevilla aspiró á la obediencia.

Se le juró á la junta central.

Nosotros habíamos sido tentados por los agentes del rey José Napoleon, y halagados con grandes promesas de mejorar nuestra suerte, si adheríamos á su partido. Sabíamos que los Españoles de la primera importancia se habian declarado ya por él; que la nacion estaba sin ejércitos, y sin una direccion vigorosa tan necesaria en los momentos de apuro. Estábamos informados que las tropas del Rio de la Plata que fueron prisioneras á Lóndres despues de la primera expedicion de los Ingleses, habian sido conducidas á Cádiz, y tratadas allí con la mayor inhumanidad; que se habian visto precisadas á pedir limosnas por las calles, para no morir de hambre; y que desnudas, y sin auxilio alguno, habian sido enviadas á combatir con los Franceses. Pero en medio de tantos desengaños permanecimos en la misma posicion, hasta que ocupando los Franceses las Andalucías se dispersó la junta central.

Promesas de José Napoleon.

Crueldad ejercida en Cádiz con las tropas argentinas.

Dispersion de la junta central.

En estas circunstancias, se publicó un papel sin fecha, y firmado solamente por el arzobispo de Laodicea, que habia sido presidente de la extinguida junta central. Por él se ordenaba la formacion de una regencia, y se designaban tres miembros que debian componerla. Nosotros no pudimos dejar de sobrecogernos con tan repentina como inesperada nueva. Entramos en cuidados, y temimos ser envueltos en las mismas desgracias de

Formacion de una regencia.

1817.

la metrópoli. Reflexionamos sobre su situacion incierta y vacilante, habiéndose ya presentado los Franceses á las puertas de Cádiz y de la isla de Leon; recelábamos de los nuevos regentes, desconocidos para nosotros, habiéndose pasado á los Franceses los Españoles de mas crédito, disuelta la central, perseguidos y acusados de traicion sus individuos en papeles públicos. Conocíamos la ineficacia del decreto publicado por el arzobispo de Laodicea, y sus ningunas facultades para establecer la regencia; ignorabámos si los Franceses se habian apoderado de Cádiz, y consumado la conquista de España, entretanto que el papel habia venido á nuestras manos; y dudábamos que un gobierno nacido de los dispersos fragmentos de la central no corriese pronto la misma suerte que ella. Atentos á los riesgos en que nos hallábamos, resolvimos tomar á nuestro cargo el cuidado de nuestra seguridad, miéntras adquiríamos mejores conocimientos del estado de España, y se conciliaba alguna consistencia su gobierno. En vez de lograrla, vimos caer luego la regencia, y sucederse las mudanzas de gobierno las unas á las otras en los tiempos de mayor apuro.

Establecimiento de la junta de gobierno.

Entretanto, nosotros establecimos nuestra junta de gobierno á semejanza de las de España. Su institucion fué puramente provisoria, y á nombre del cautivo rey Fernando. El virey D. Baltasar Hidalgo de Cisnéros expidió circulares á los gobernadores para que se preparasen á la guerra civil, y armasen sus provincias contra las otras. El Rio de la Plata fué bloqueado al instante por una escuadra; el gobernador de Córdoba empezó á organizar un ejército; el de Potosí y el presidente de Chárcas hicieron marchar otro á los confines de Salta; y el presidente del Cuzco, presentándose con otro tercer ejército sobre las márgenes del Desagüadero, hizo un armisticio de cuarenta dias para descuidarnos; y ántes de terminar este rompió las hostilidades, atacó nuestras tropas, y hubo un combate sangriento, en que perdimos mas de mil y quinientos hombres. La memoria se horroriza de recordar los desafueros que cometió entónces Goyeneche en Cochabamba. ¡ Ojalá fuera posible olvidarse de este Americano ingrato y sanguinario, que mandó fusilar el dia

Bloqueo del Rio de la Plata.

Violacion de un armisticio.

1817. de su entrada al honorable gobernador intendente Antezana; que presenciando desde los balcones de su casa este inicuo asesinato, gritaba con ferocidad á la tropa, que no le tirase á la cabeza porque la necesitaba para ponerla en una pica; que despues de habérsela cortado, mandó arrastrar por las calles el yerto tronco de su cadáver, y que autorizó á sus soldados con el bárbaro decreto de hacerlos *dueños de vidas y haciendas*, dejándolos correr en esta brutal posesion por muchos dias!

Extension de los efectos de tanta crueldad.

La posteridad se asombrará de la ferocidad con que se han encarnizado contra nosotros unos hombres interesados en la conservacion de las Américas; y nunca podrá admirar bastantemente el aturdimiento con que han pretendido castigar un paso que estaba marcado con sellos indelebles de fidelidad y amor. El nombre de Fernando de Borbon precedia en todos los decretos del gobierno, y encabezaba sus despachos. El pabellon español tremolaba en nuestros buques y servia para inflamar nuestros soldados. Las provincias, viéndose en una especie de orfandad por la dispersion del gobierno nacional, por la falta de otro legítimo y capaz de respetabilidad, y por la conquista de casi toda la metrópoli, se habian levantado un Argos, que velase sobre su seguridad, y las conservase intactas para presentarse al cautivo rey, recuperada su libertad. Era esta medida imitacion de la de España, incitada por la declaracion que hizo á la América parte integrante de la monarquía, é igual en los derechos con aquella; y habia sido ántes practicada en Montevideo por consejo de los mismos Españoles. Nosotros ofrecimos continuar los socorros pecuniarios y donativos voluntarios para proseguir la guerra, y publicamos mil veces la sanidad de nuestras intenciones y la sinceridad de nuestros votos. La Gran Bretaña, entónces tan benemérita de la España, interponia su mediacion y sus respetos, para que no se nos diese un tratamiento tan duro y tan acerbo. Pero estos hombres, obcecados en sus caprichos sanguinarios, desecharon la mediacion, y expidieron rigorosas órdenes á todos los generales, para que apretasen mas la guerra y los castigos: se elevaron por todas partes los cadalsos, y se apuraron los inventos para afligir y consternar.

El movimiento de las provincias fué una imitacion del de las de España.

Conducta inexcusable del gobierno español.

Ellos procuraron desde entónces dividirnos por cuantos medios han estado á sus alcances, para hacernos exterminar mutuamente. Nos han suscitado calumnias atroces, atribuyéndonos designios de destruir nuestra sagrada religion, abolir toda moralidad, y establecer la licenciosidad de costumbres. Nos hacen una guerra religiosa, maquinando de mil mòdos la turbacion y alarma de conciencias, haciendo dar decretos de censuras eclesiásticas á los obispos españoles, publicar excomuniones, y sembrar por medio de algunos confesores ignorantes doctrinas fanáticas en el tribunal de la penitencia. Con estas discordias religiosas han dividido las familias entre sí; han hecho desafectos á los padres con los hijos; han roto los dulces vínculos que unen al marido con la esposa; han sembrado rencores y odios implacables entre los hermanos mas queridos, y han pretendido poner toda la naturaleza en discordia.

1817. Medios réprobos á que apeló.

Ellos han adoptado el sistema de matar hombres indistintamente para disminuirnos; y á su entrada en los pueblos han arrebatado hasta los infelices vivanderos, los han llevado en grupos á las plazas, y los han ido fusilando uno á uno. Las ciudades de Chuquisaca y Cochabamba han sido algunas veces los teatros de estos furores.

Ellos han interpolado entre sus tropas á nuestros soldados prisioneros, llevándose los oficiales aherrojados á presidios donde es imposible conservar un año la salud; han dejado morir de hambre y de miseria á otros en las cárceles; y han obligado á muchos á trabajar en las obras públicas. Ellos han fusilado con jactancia á nuestros parlamentarios, y han cometido los últimos horrores con jefes ya rendidos y otras personas principales, sin embargo de la humanidad que nosotros usamos con los prisioneros : de lo cual son buena prueba el diputado Matos, de Potosí, el capitan general Pumacagua, el general Angulo y su hermano, el comandante Muñécas y otros jefes de partidas fusilados á sangre fria despues de muchos dias de prisioneros.

Atrocidades que cometieron.

Ellos en el pueblo del Valle Grande tuvieron el placer brutal de cortar las orejas á sus naturales, y remitir un canasto

1817. lleno de estos presentes al cuartel general : quemaron despues la poblacion, incendiaron mas de treinta pueblos numerosos del Perú, y se deleitaron en encerrar á los hombres en las casas ántes de ponerles fuego, para que allí muriesen abrasados.

Ellos no solo han sido crueles é implacables en matar; se han despojado tambien de toda moralidad y decencia pública, haciendo azotar en las plazas religiosos ancianos y mujeres amarradas á un cañon, habiéndolas primero desnudado con furor escandoloso, y puesto á la vergüenza sus carnes.

Establecieron un sistema inquisitorial.

Ellos establecieron un sistema inquisitorial para todos estos castigos; han arrebatado vecinos sosegados, llevándolos á la otra parte de los mares, para ser juzgados por delitos supuestos; y han conducido al suplicio, sin proceso, á una gran multitud de ciudadanos.

Piraterías y saqueos que cometieron.

Ellos han perseguido nuestros buques, saqueado nuestras costas, hecho matanzas en sus indefensos habitantes, sin perdonar á sacerdotes septuagenarios; y por órden del general Pezuela quemaron la iglesia del pueblo de Puna, y pasaron á cuchillo viejos, mujeres y niños, que fué lo único que encontraron. Ellos han excitado conspiraciones atroces entre los Españoles avecindados en nuestras ciudades, y nos han puesto en el conflicto de castigar con el último suplicio padres de familias numerosas.

Y tambien ejercieron otros actos desmoralizadores.

Ellos han compelido á nuestros hermanos é hijos á tomar armas contra nosotros; y formando ejércitos de los habitantes del país al mando de sus oficiales, los han obligado á combatir con nuestras tropas. Ellos han excitado insurrecciones domésticas, corrompiendo con dinero y toda clase de tramas á los moradores pacíficos del campo, para envolverlos en una espantosa anarquía, y atácarnos divididos y debilitados.

Ellos han faltado con infamia y vergüenza indecible á cuantas capitulaciones les hemos concedido en repetidas veces que los hemos tenido debajo de la espada; hicieron que volviesen á tomar las armas cuatro mil hombres que se rindieron con su general Tristan en el combate de Salta, á quienes generosamente concedió capitulacion el general Belgrano en el campo de

batalla, y mas generosamente se las cumplió, fiado en la fe de su palabra. 1817.

Envenenaron las aguas.

Ellos nos han dado á luz un nuevo invento de horror envenenando las aguas y los alimentos, cuando fueron vencidos en la Paz por el general Pinelo; y á la benignidad con que los trató este, despues de haberlos rendido á discrecion, le correspondieron con la barbarie de volar los cuarteles que tenian minados de antemano. Ellos han tenido la bajeza de incitar á nuestros generales y gobernadores, abusando del derecho sagrado de parlamentar, para que nos traicionasen, escribiéndoles cartas con publicidad y descaro á este intento. Han declarado que las leyes de la guerra observadas entre naciones cultas no debian emplearse contra nosotros; y su general Pezuela, despues de la batalla de Ayouma, para descartarse de compromisos, tuvo la serenidad de responder al general Belgrano, que con insurgentes no se podian celebrar tratados.

Violaron las leyes de la guerra.

En tales circunstancias fué restituido al trono Fernando de Borbon.

Tal era la conducta de los Españoles con nosotros, cuando Fernando de Borbon fué restituido al trono. Nosotros creimos entónces que habia llegado el término de tantos desastres : nos pareció que un rey que se habia formado en la adversidad no sería indiferente á la desolacion de sus pueblos ; y despachamos un diputado para que le hiciese sabedor de nuestro estado. No podia dudarse que nos daria la acogida de un benigno príncipe, y que nuestras súplicas lo interesarian á medida de su gratitud y de esa bondad que habian exaltado hasta los cielos los cortesanos españoles. Pero estaba reservada para los países de América una nueva y desconocida ingratitud, superior á todos los ejemplos que se hallan en las historias de los mayores tiranos.

Actos de ingratitud que ejecutó respecto á los Americanos.

Él nos declaró amotinados en los primeros momentos de su restitucion á Madrid; él no ha querido oir nuestras quejas, ni admitir nuestras súplicas, y nos ha ofrecido por última gracia un perdon. Él confirmó á los vireyes, gobernadores y generales que habia encontrado en actual carnicería. Declaró crímen de Estado la pretension de formarnos una constitucion, para que nos gobernase fuera de los alcances de un poder divinizado, ar-

1817. bitrario y tiránico, bajo el cual habíamos yacido tres siglos : medida que solo podia irritar á un príncipe enemigo de la justicia y de la beneficencia, y por consiguiente indigno de gobernar.

Se ocupó en formar expediciones contra ellos.

Él se aplicó luego á levantar grandes armamentos, con ayuda de sus ministros, para emplearlos contra nosotros. Él ha hecho transportar á estos países ejércitos numerosos para consumar las devastaciones, los incendios y los robos. Él ha hecho servir los primeros cumplimientos de las potencias de Europa á su vuelta de Francia, para comprometerlas á que nos negasen toda ayuda y socorro, y nos viesen despedazar indiferentes. Él ha dado un reglamento particular de corso contra los buques de América, que contiene disposiciones bárbaras, y manda ahorcar la tripulacion; ha prohibido que se observen con nosotros las leyes de sus ordenanzas navales formadas segun derecho de gentes, y nos ha negado todo cuanto concedemos á sus vasallos apresados por nuestros corsarios. Él ha enviado á sus generales con ciertos decretos de perdon, que hacen publicar para alucinar á las gentes sencillas é ignorantes, á fin de que les faciliten la entrada en las ciudades; pero al mismo tiempo les ha dado otras instrucciones reservadas, y autorizados con ellas, despues que las ocupan, ahorcan, queman, saquean, confiscan, disimulan los asesinatos particulares, y todo cuanto daño cabe hacerse á los supuestos perdonados. En el nombre de Fernando de Borbon es que se hacen poner en los caminos cabezas de oficiales patriotas prisioneros; es que nos han muerto á palos y á pedradas á un comandante de partidas lijeras; y es que al coronel Camargo, despues de muerto tambien á palos por mano del indecente Centeno, le cortaron la cabeza, y se envió por presente al general Pezuela, participándole : *que aquello era un milagro de la Vírgen del Cármen.*

Otros actos hijos de su ingratitud é iniquidad.

Tantos horrores condujeron á los Americanos á emanciparse.

Un torrente de males y de angustias semejantes es el que nos ha dado impulso para tomar el único partido que quedaba. Nosotros hemos meditado muy detenidamente sobre nuestra suerte; y volviendo la atencion á todas partes, solo hemos visto vestigios de los tres elementos que debian necesariamente for-

marla : ¡ oprobio, ruina y paciencia! ¿ Qué debia esperar la América de un rey que viene al trono animado de sentimientos tan crueles é inhumanos? ¿ De un rey que ántes de principiar, se apresura á impedir que ningun príncipe se interponga para contener su furia? ¿ De un rey que paga con cadalsos y cadenas los inmensos sacrificios que han hecho para sacarlo del cautiverio en que estaba sus vasallos de España? ¿ Unos vasallos que á precio de su sangre y de toda especie de daños han combatido por redimirlo de la prision, y no han descansado hasta volver á ceñirle la corona? Si unos hombres á quienes debe tanto, por solo haberse formado una constitucion, han recibido la muerte y cárcel por galardon de sus servicios, ¿ qué deberia estar reservado para nosotros? Esperar de él y de sus carniceros ministros un tratamiento benigno, habria sido ir á buscar entre los tigres la magnanimidad del águila.

1817.

En nosotros se habrian repetido entónces las escenas de Carácas, Cartagena, Quito y Santa Fe; habríamos dejado conculcar las cenizas de 80,000 personas que han sido víctimas del furor enemigo, cuyos ilustres manes convertirian contra nosotros con justicia el clamor de la venganza; y nos habríamos atraido la execracion de tantas generaciones venideras condenadas á servir á un amo siempre dispuesto á maltratarlas, y que por su nulidad en el mar ha caido en absoluta impotencia de protergerlas contra las invasiones extranjeras.

Firme resolucion de sostener la causa de la independencia.

Nosotros pues, impelidos por los Españoles y su rey, nos hemos constituido independientes, y nos hemos aparejado á nuestra defensa natural contra los estragos de la tiranía con nuestro honor, con nuestras vidas y haciendas. Nosotros hemos jurado al Rey y supremo Juez del mundo que no abandonarémos la causa de la justicia; que no dejarémos sepultar en escombros y sumergir en sangre derramada por manos de verdugos la patria que él nos ha dado; que nunca olvidarémos la obligacion de salvarla de los riesgos que la amenazan, y el derecho sacrosanto que ella tiene á reclamar de nosotros todos los sacrificios necesarios, para que no sea deturpada, escarnecida y hollada por las plantas inmundas de hombres usurpadores y

1817. tiranos. Nosotros hemos grabado esta declaracion en nuestros pechos, para no desistir jamas de combatir por ella. Y al tiempo de manifestar á las naciones del mundo las razones que nos han movido á tomar este partido, tenemos el honor de publicar nuestra intencion de vivir en paz con todos, y aun con la misma España desde el momento que quiera aceptarla.

Dado en la sala del congreso en Buenos Aires, á veinte y cinco de octubre de mil ochocientos diez y siete.

DR. PEDRO IGNACIO DE CASTO Y BÁRROS, *presidente.* — DR. JOSÉ EUGENIO DE ELÍAS, *secretario.*



ÍNDICE DEL TOMO TERCERO.

PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA Y CHILE.

AÑOS 1810 Á 1817.

II.

III.

AÑO 1817.

FIN DEL TOMO TERCERO.

BESANZON, IMPR. J. JACQUIN.